

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE



UNIVERSITÉ DJILLALI LIABES SIDI BEL ABBES
Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et Gestion



THÈSE DE DOCTORAT
EN SCIENCES ÉCONOMIQUES

***POLITIQUE BUDGÉTAIRE, CROISSANCE
ÉCONOMIQUE ET CHÔMAGE
EN ALGÉRIE « 1998-2014 »***

Présenté par : YAGOUB Mohamed

Sous la direction du : Pr. SALAH Elyas

Les membres du jury :

AMRANI Abdenour Kamar	Professeur, Université de Sidi Bel Abbès	Président
SALAH Elyas	Professeur, Université de Sidi Bel Abbès	Encadreur
BOUTELDJIA Abdenacer	Professeur, Université de Tlemcen	Examineur
BENABOU Djillali	MCA, Université de Mascara	Examineur
BENSAID Mohamed	MCA, Université de Sidi Bel Abbès	Examineur
BECHERAIR Omrane	MCA, ENSSEA Université d'Alger	Examineur

Année Universitaire 2014/2015

DÉDICACES

DÉDICACES

A mon père,

A ma mère,

A ma femme,

Pour l'attention, l'aide et le soutien qu'elle m'a apporté

REMERCIEMENTS

*Au nom d'Allah le Très Miséricordieux, le Tout Miséricordieux,
À qui je dois tout,*

En tout premier lieu, je voudrai témoigner ma plus profonde gratitude à Monsieur le Professeur SALAH Elays pour son soutien sa patience et sa disponibilité sans les quels cette thèse n'aurait jamais été achevée.

Je remercie également Monsieur AMRANI Abdenour Kamar, Professeur à l'Université de Sidi Bel Abbes, a accepté de juger ce travail et d'avoir accepté de présider le jury de cette thèse.

Je remercie sincèrement Monsieur BOUTELDJA Abdenacer, Professeur à l'Université de Tlemcen , Monsieur BENABOU Djillali Maitre de conférence classe « A » à l'Université de Mascara, Monsieur BENSaid Mohamed Maitre de conférence classe « A » à l'Université de Sidi Bel Abbes et Monsieur BECHERAIR Omrane Maitre de conférence classe « A » à ENSSEA Université d'Alger, d'avoir accepté de rapporter cette thèse, pour l'intérêt qu'ils ont bien voulu porter à ce travail en acceptant de faire partie du jury et d'avoir consacré une partie de leurs temps pour juger et évaluer le travail de cette thèse.

Je remercie Monsieur ALBERT Marouani, Professeur émérite des Universités en Sciences économiques, Président honoraire de l'Université Nice-Sophia Antipolis, Monsieur GUICHARD Jean-Paul, Professeur des Universités et Monsieur BERTHOMIE Claude, Professeur à l'Université de Nice-Sophia Antipolis et Président de CEMAFI International, qui m'ont tout d'abord mis sur la bonne voie pour effectuer un plan de travail et même après ils m'ont été d'une aide précieuse sur la partie pratique de ma thèse et c'est avec un grand honneur que j'ai mis dans l'annexe l'attestation de leur aide signée.

A tous ceux qui de près ou de loin ont participé à ce travail par leur soutien, par leurs relectures, ou tout simplement par la pensée un grand merci.

RÉSUMÉ

Notre recherche est sur l'utilisation de la politique budgétaire comme levier de croissance économique et par conséquent un outil potentiel de réduction du chômage. Les débats théoriques traditionnels et nouveaux qui sont exposés dans notre thèse, montrent que le cadre théorique approprié au traitement de cette problématique relève des modèles de la croissance endogène et notamment du modèle de Barro « 1990 » et de ses extensions.

L'objectif de notre étude est de cerner l'effet de la politique budgétaire sur la croissance économique en Algérie, pour aboutir à cela nous avons examiné une multitudes de modèles différents qui ont abordé cet objet, nous avons pu conclure à l'aide de Modélisation économétrique que les dépenses d'investissement et les dépenses de la défense ont une influence sur la croissance économique ; par contre les dépenses de l'éducation, de la santé et du transport n'ont pas d'influence sur la croissance économique à cause de la négligence du capitale humain par l'Etat. Notre thèse a aussi pour visée la mise en évidence du lien entre la croissance économique et le chômage, les résultats tirés spéculent qu'en Algérie la croissance économique de l'année courante a un effet sur le taux de chômage de l'année suivante.

MOTS-CLÉS : Politique économique – Finances publiques – Politique Budgétaire – Dépenses publiques – Croissance économique – Chômage – Méthode (ACP) – Modélisation économétrique – Causalité de Granger – Algérie.

Abstract:

Research on the use of fiscal policy as a lever for economic growth and therefore a potential tool for reducing unemployment. Traditional and new theoretical debates that are outlined in our thesis show that the appropriate theoretical framework for the treatment of this problem stems from models of endogenous growth model including Barro "1990" and its extensions.

The aim of our study was to determine the effect of fiscal policy on economic growth in Algeria, to achieve this we have examined many different models that have addressed this subject, we concluded with econometric modeling that investment spending and defense spending have an influence on economic growth; by against spending for education, health and transport have no influence on economic growth because of the neglect of human capital by the State. Our thesis has also referred to the discovery of the link between economic growth and unemployment, derived results speculate that Algeria's economic growth for the current year has an effect on the unemployment rate in the following year.

KEYWORDS : Economic policy - budgetary policy - economic growth - unemployment - method (ACP) - econometric modelling - Granger causality - Algeria.

ملخص :

تنقسم السياسات الاقتصادية على حسب الزمن كما يلعب معيار السياسة سواء كانت هيكلية أو ظرفية دورا فعالا في توجيه السياسة المنتهجة من طرف الدولة، إذ نجد في السياسة الهيكلية تعدد أهدافها على حسب اهتمامات الحكومة والدولة، كما نجد في الظرفية سياسة الميزانية. تهتم السياسات الميزانية العمومية بإحضار دفعة معتبرة إلى الناتج الداخلي الخام، إذ تعتبر سياسة الموازنة من بين أهم السياسات التي تقوم بترشيد النفقات العمومية وتوجيهها نحو القطاعات الحساسة.

لقد شهدت الجزائر بحبوحة مالية جراء إيرادات البترول الهائلة، و لكن وتيرة معدل النمو الاقتصادي بقيت متذبذبة رغم النفقات العمومية الهائلة التي تطورت بشكل كبير خلال السنوات الأخيرة وهذا ناتج عن تطبيق سياسات هشة غير مبنية على إطار نظري و أسس برامج سياسية .

الهدف من هذا البحث إبراز أهمية مشاركة وتأثير سياسة الموازنة في رفع معدل النمو الاقتصادي، و كذا دور النمو الاقتصادي في تقليص معدل البطالة في الجزائر. و من أجل ذلك تطرقنا في الفصل الأول إلى الدور الذي تلعبه السياسة الاقتصادية في المالية العامة، أما في الفصل الثاني إلى أهم أدوات سياسة الموازنة و كذا مختلف النماذج التي لها علاقة بموضوع بحثنا. من خلال دراستنا القياسية لنموذج توصلنا إلى أن النفقات العمومية السنوية لكل القطاعات ليس لها أثر على النمو الاقتصادي، أما النفقات العمومية للاستثمار و الدفاع الوطني لهما أثر موجب على النمو الاقتصادي، وأما بالنسبة للنفقات العمومية الخاصة بالتربية، الصحة و النقل ليس لها أثر على النمو الاقتصادي، وأما بالنسبة للبطالة فهي تتأثر بمعدل النمو الاقتصادي للسنة الماضية.

الكلمات المفتاحية : السياسة الاقتصادية - المالية العامة - النفقات العمومية - الإيرادات العامة - سياسة الموازنة - النمو الاقتصادي - البطالة - طريقة (ACP) - النمذجة الاقتصادية - سببية قرينجر - الجزائر.

Dédicace.....	i
Remerciement	ii
Résumé	iii
Abstract.....	iv
ملخص.....	v
Table des matières.....	vi
Liste des figures	vi
Liste des tableaux	vi
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1

CHAPITRE I: L'EFFET DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE SUR LES FINANCES PUBLIQUES

INTRODUCTION.....	11
-------------------	----

SECTION I.1: QUELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE VOUDRIONS NOUS?

.....	13
-------	----

1. POLITIQUES ET DOCTRINES ÉCONOMIQUE	13
1.1. L'histoire de la pensée économique	13
1.2. L'Économie positive et l'économie normative	14
1.3. la politique économique	16
1.4. Cinq catégories de modèles de simulation de la politique économique.....	17
2. LE CONTROLE DE L'ÉCONOMIE PAR L'ÉTAT	19
2.1. Les caractéristiques de l'État gestionnaire des politiques économiques	19
2.2. Le rôle de l'État dans la pensée économique	21
2.3. L'intervention d'État	24
2.4. Les fonctions et les objectifs de l'État	26

TABLE DES MATIÈRES

3.	LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES CONTEMPORAINES	27
3.1.	Comment aborder la politique économique ?	27
3.2.	Politiques économiques conjoncturelles et structurelles	28
3.3.	Les enjeux de la politique économique	29
3.4.	Les politiques économiques contemporaines	29

SECTION I.2 : A LA RECHERCHE D'UNE CRÉDIBILITÉ DES FINANCES PUBLIQUES.

1.	NOTIONS ESSENTIELLES SUR LES FINANCES PUBLIQUES	32
1.1.	Généralités sur les finances publiques.	33
1.2.	État, impôt et politique publique	34
1.3.	la nouvelle théorie anti keynésienne des finances publiques (NAK)	35
2.	FISCALITE ET FINANCEMENT DES FINANCES PUBLIQUES	37
2.1.	Le financement des dépenses publiques	37
2.2.	Fiscalité et dépenses publiques	38
2.3.	A contrôle de l'économie par l'État	41
2.4.	Les aspects économiques de la Fiscalité	44
2.5.	Amélioration de la fiscalité et mobilisation des recettes	46
3.	L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LE BUDGET	47
3.1.	Le budget repose sur les dépenses et sur les recettes	47
3.2.	L'intervention de l'Etat dans les finances publiques et son évolution.	51
3.3.	Les différentes formes de l'intervention de l'État face aux dysfonctionnements des mécanismes de marchés.	53
3.4.	Un poids croissant de l'État dans l'économie	54
3.5.	Réforme, transparence et gouvernance des finances publiques.	55
CONCLUSION		57

CHAPITRE II: QUELS SONT LES MEILLEURS INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE ?

INTRODUCTION	60
---------------------	----

SECTION II.1: QUESTIONS SUR LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE	62
--	----

TABLE DES MATIÈRES

1.	DÉFINITION ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE	62
1.1.	Définition de la politique budgétaire	62
1.2.	La politique budgétaire de lutte contre le chômage	68
1.3.	Le solde budgétaire	68
1.4.	Politique budgétaire discrétionnaire	70
1.5.	Politique budgétaire et objectifs conjoncturels et structurels	71
2.	L'EFFICACITE DES REGLES DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE	73
2.1.	Les regales budgétaires d'assainissement	73
2.2.	Le rôle des règles budgétaires à moyen terme	73
2.3.	Les trois effets de la politique budgétaire	74
2.4.	L'efficacité de la politique budgétaire	76
3.	LE ROLE ET L'IMPACT DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE	78
3.1.	L'impact de la politique budgétaire sur l'économie	78
3.2.	La position budgétaire adoptée par le gouvernement	79
3.3.	le chômage et la politique budgétaire	81
4.	QUELLE RESPONSABILITE PORTE ELLE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE	84
4.1.	En matière de politique budgétaire, il n'y a pas de tentation sans prise de risque pour les dirigeants d'un pays	84
4.2.	Une politique budgétaire est elle possible? Est-elle souhaitable ?	85
4.3.	La modélisation du comportement des autorités budgétaires	86
4.4.	Un problème de délai de réaction Budgétaire	86
4.5.	Quels mérites pour la politique budgétaire ?	87
4.6.	Critiques de la politique budgétaires sur chômage	88

SECTION II.2 : LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE REVUE DE LA LITTÉRATURE.

90

1.	LA CONCEPTION CLASSIQUE	91
1.1.	Le dogme de l'équilibre budgétaire, une règle d'or des économistes classiques	92
1.2.	la conception classique de la neutralité de la politique budgétaire	92
2.	LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE KEYNESIENNE	93
2.1.	L'analyse keynésienne	95
2.2.	Comment les keynésiens conçoivent-ils le financement de la politique budgétaire ?	96
3.	LES NÉOCLASSIQUES	98

TABLE DES MATIÈRES

3.1.	La critique néoclassique repose sur deux arguments distincts	99
4.	LE PRINCIPE DE RICARDIENNE	100
4.1.	L'équivalence ricardienne	100
4.2.	L'hypothèse d'équivalence ricardienne	102
5.	MODEL IS/LM ET MUNDELL FLEMING	102
5.1.	Le modèle de Mundell-Fleming	102
5.2.	Le modèle IS-LM et la politique budgétaire	104

SECTION II.3 : INDICATEURS ET PERFORMANCES DE LA POLITIQUE

BUDGÉTAIRE	107
1. STABILISATION AUTOMATIQUE	107
1.1. LA STABILISATION A COURT TERME	108
1.2. les stabilisateurs budgétaires automatiques	109
2. LA SOUTENABILITE	111
2.1. Le concept de soutenabilité	111
2.2. La soutenabilité de la politique budgétaire : une définition analytique.....	113
3. FINANCEMENT DU DEFICIT BUDGÉTAIRE	114
4. TAUX d'intérêt ET POLITIQUE BUDGÉTAIRE	116
4.1. Les taux d'intérêt de court terme.....	116
4.2. Les liens taux d'intérêt et politique budgétaire.....	116
5. L'EFFET D'ÉVICTION	117
5.1. Les effets d'éviction.....	118
5.2. Effet d'eviction et effet de richesse	120
6. LE MULTIPLICATEUR	121
6.1. Les multiplicateurs budgétaires symbolisent la puissance de la politique budgétaire	123
7. TAUX DE CHANGE ET POLITIQUE BUDGÉTAIRE	125
7.1. Taux de change flexible.....	125
7.2. Taux de change fixe.....	126
CONCLUSION	127

CHAPITRE III: L'EFFET DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET L'INFLUENCE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SUR LE CHÔMAGE

INTRODUCTION.....	130
-------------------	-----

SECTION III.1 : CROISSANCE ÉCONOMIQUE CONCEPTIONS, MÉCANISMES ET ANALYSE TRADITIONNELLE.	132
---	-----

1. DÉFINITIONS ET CONCEPTS	132
1.1. Définitions	132
1.2. Recettes publiques et dettes publiques, quelle influence sur la croissance économique ...	135
1.3. Le capital humain dans la croissance économique	137
2. LES MÉCANISMES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE	138
2.1. Développement qualitatif et Réduire le déficit pour relancer la croissance économique...	138
2.2. L'accumulation patrimoniale des ménages et le financement de la croissance	139
3. L'ANALYSE TRADITIONNELLE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE	141
3.1. l'évaluation empirique des effets de la politique budgétaire sur la croissance économique	141
3.2. Les théories traditionnelles de la croissance économique	143
3.3. Croissance économique endogène.....	148

SECTION III.2 : ANALYSE DES DIFFERENTS MODÈLE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE	150
--	-----

1. DÉPENSES PUBLIQUES DANS LE MODÈLE SOLOW	150
1.1. La version de base : le modèle élémentaire de R. M. Solow	151
1.2. Stabilité du modèle : vers l'état stationnaire.....	154
2. DÉPENSES PUBLIQUE DANS LE MODÈLE DE RAMSEY	154
3. DÉPENSES PUBLIQUES DANS LE MODÈLE DE BARRO	155
4. MODÈLE HARROD- DOMAR	159
5. MODÈLE KALDOR	160
6. MODÈLE DE ROMER	161
6.1. le modèle de Romer (1986) base sur le capital humain.....	162
6.2. Les politiques économiques dans le modèle de Romer (1990)	163

7. MODÈLE DE LUCAS.....	164
--------------------------------	------------

***SECTION III.3 : L'UTILISATION DES DÉPENSES PUBLIQUES PAR L'ÉTAT
COMME OUTIL POUR AUGMENTER LE TAUX DE LA CROISSANCE***

<i>ÉCONOMIQUE.</i>	166
--------------------------------	------------

1. L'ÉTAT ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.....	166
---	------------

1.1. Les théories de la croissance: une réhabilitation du rôle de l'État.....	166
---	-----

1.2. L'impuissance de l'influence publique sur la croissance économique.....	167
--	-----

2. FINANCE PUBLIQUE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE	169
---	------------

3. DÉPENSES PUBLIQUE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE	171
--	------------

3.1. Dépenses publiques et croissance endogène : une autre justification de l'impôt en incertitude.	173
--	-----

3.2. La justification de la Croissance économique et dépenses publiques.	173
---	-----

3.3. Le rôle des dépenses d'infrastructures sur la croissance économique	176
--	-----

***SECTION III.4 : QUELLE INFLUENCE A ELLE LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE SUR LE CHÔMAGE ?***

1. L'INTRODUCTION DE LA RELATION ENTRE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LE CHÔMAGE	178
--	------------

1.1. Accumulation du travail et croissance	179
--	-----

1.2. Politique de l'emploi et croissance économique.....	180
--	-----

1.3. La prise en compte des sources de la croissance	182
--	-----

1.4. Le chômage et la politique budgétaire	185
--	-----

2. L'IMPACT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SUR LE CHÔMAGE ET SES CONSÉQUENCES.	186
---	------------

2.1. L'impact du chômage sur la croissance économique et ses conséquences.....	189
--	-----

2.2. La croissance économique du revenu national d'équilibre	190
--	-----

SECTION III.5 : LES ÉTUDES EMPIRIQUES DE LA CROISSANCE

ÉCONOMIQUE ET L'EXPIRIENCES DE QUELQUES PAYS.....192

1. LES ÉTUDES ANCIENNES LES PLUS CREDIBLES QUI ONT ABORDE L'EFFET DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE :192

- 1.1. L'influence des écrits de North sur l'économie de la croissance.....192
- 1.2. L'innovation améliore la qualité : le modèle d'Aghion et Howitt (1992)193
- 1.3. Blanchard et Perotti (2002)194
- 1.4. Rémy HERRERA, (2002)195
- 1.5. Aschauer(1989)195
- 1.6. Ram (1986)196
- 1.7. Mills et Quinet (1992)197
- 1.8. Kurz (1970)198
- 1.9. Tanzi et Zee (1997)199
- 1.10. Musila et Belassi (2004)199

2. L'EXPERIENCE DE QUELQUE PAYS200

- 2.1. Rôles récents de politique budgétaire: Allemagne et Royaume-Uni Allemagne202
- 2.2. L'existence d'effets keynésiens de la politique budgétaire japonaise.....202
- 2.3. Le modèle néo-Autrichien202
- 2.4. Quelle efficacité de la relance Etats-Unis Bush II ?204
- 2.5. Réformer les finances publiques chinoise pour mieux servir la croissance économique. ..205

3. QUELQUES ÉTUDES EMPIRIQUES CONCERNANT L'EFFET DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LE GRAND MAGHREB « AYANT LES MEMES CARACTÉRISTIQUES ET ENVIRONNEMENT QUE L'ALGÉRIE.....206

- 3.1. Etude sur les dépenses publiques, croissance économique et productivité des facteurs en Algérie, en période transition206
- 3.2. Etude sur les dépenses publiques et croissance économique dans l'expérience Algérienne.....207
- 3.3. Etude sur l'identification des dépenses publiques porteuses de croissance économique et leurs modalités de financements à long terme : cas du Maroc de 1970 à 2003208

CONCLUSION.....210

CHAPITRE IV: ÉTUDE DESCRIPTIVE, ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES ET ÉCONOMÉTRIQUE DU CAS DE L'ALGÉRIE

INTRODUCTION	213
--------------------	-----

SECTION IV.1 : DÉMONSTRATION DES PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES DEPUIS L'INDÉPENDANCE EN ALGÉRIE.....	215
--	------------

1. L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE	215
1.1. Période 1962- 1978	215
1.2. Période 1978- 1989	216
1.3. Période 1989 – 1991.....	218
1.4. Période 1991 – 2000.....	219
1.5. Période 2000 – 2014	222
2. LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES EN ALGÉRIE.....	224
2.1. La croissance économique en Algérie	224
2.2. Une croissance économique handicapée par la mauvaise politique budgétaire	226
2.3. Comment lutter contre le chômage ?	230
2.4. L'investissement en Algérie.....	231

SECTION IV.2 : L'ANALYSE ET L'INTERPRÉTATION DES STATISTIQUES DESCRIPTIVES.....	236
--	------------

1. L'ÉTUDE DE L'ÉVOLUTION QUANTITATIVE ET QUALITATIVE DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE.....	236
2. ANALYSE ÉCONOMIQUE : LES EFFETS DES DÉPENSES ET LES RECETTES SUR LA CROISSANCE	239
2.1. L'effet des dépenses publiques et les recettes totales sur PIB	242
2.2. L'effet des recettes fiscales sur PIB.....	245
2.3. L'effet des recettes non fiscales sur PIB.....	246
2.4. l'effet des recettes hydrocarbure sur PIB.....	247
2.5. L'effet des dépenses de tous les secteurs sur la croissance économique	248

2.6.	Evolution de la croissance économique réelle en présence des variables conditionnelles..	250
2.7.	Évolution du taux de chômage et la croissance économique de 1980 jusqu'à 2014.....	251

SECTION IV. 3 : APPLICATION DE LA MÉTHODE D'ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES SUR L'ALGÉRIE.253

1. L'HISTOGRAMMES DES DEPENSES PUBLIQUES PAR SECTEUR ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE.253

1.1.	ACP pour les intervalles du la croissance économique réelle.	253
1.2.	Statistiques descriptives pour les intervalles des dépenses totales.	255
1.3.	Statistiques descriptives pour les intervalles dépenses d'éducation.	256
1.4.	Statistiques descriptives pour les intervalles dépenses de la défense.	257
1.5.	Statistiques descriptives pour les intervalles dépenses d'investissement.	258
1.6.	Statistiques descriptives pour les intervalles des dépenses de la santé.	259
1.7.	Statistiques descriptives pour les intervalles des dépenses du transport.	260

2. L'UTILISATION DU (ACP) POUR VOIR LE LIEN ENTRE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LES DÉPENSES PUBLIQUES DES DIFFÉRENTS SECTEURS261

2.1.	Statistiques descriptives des données.	261
2.2.	Matrice de corrélation (Pearson (n)).	262
2.3.	Test de sphéricité de Bartlett.	265
2.4.	Valeurs propres.	266
2.5.	Vecteurs propres des dépenses publiques.	267
2.6.	Coordonnées des variables.	268
2.7.	Corrélations entre les variables et les facteurs.	268

3. ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES, PIB ET LES VARIABLES CONDITIONNELLES.270

3.1.	Statistiques descriptives de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles.	270
3.2.	Matrice de corrélation (Pearson (n)).	271
3.3.	Test de sphéricité de Bartlett des variables conditionnelles.	273
3.4.	Valeurs propres des variables conditionnelles.	274
3.5.	Vecteurs propres.	276
3.6.	Coordonnées des variables conditionnelles avec PIB.	276
3.7.	Corrélations entre les variables et les facteurs.	277

TABLE DES MATIÈRES

4.	ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES DU PIB ET DUCHÔMAGE	
4.1.	XLSTAT 2014.3.02 - Régression linéaire.	280
4.2.	Matrice de corrélation entre PIB et taux de chômage.	280
4.3.	Test de sphéricité de Bartlett.	281
4.4.	Valeurs propres.	281
4.5.	Corrélations entre les variables et les facteurs.	282
 SECTION IV.4 : MODÉLISATION ÉCONOMÉTRIQUE DE L'EFFET DES DÉPENSES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE.		
		283
1.	L'ESTIMATION DES EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES GLOBALES SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÈRIE DE 1980 A 2013.	285
1.1.	Modèle 1	286
1.2.	Modèle 2	286
1.3.	Modèle 3	287
1.4.	Modèle 4	288
1.5.	Modèle 5	288
2.	L'ESTIMATION DES EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES D'ÉDUCATION SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÈRIE DE 1980 A 2013.	
2.1.	Modèle 1	290
2.2.	Modèle 2	291
2.3.	Modèle 3	292
2.4.	Modèle 4	292
2.5.	Modèle 5	293
3.	L'ESTIMATION DES EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES DE LA DÉFENSE NATIONALE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÈRIE DE 1980 A 2013	
3.1.	Modèle 1	295
3.2.	Modèle 2	295
3.3.	Modèle 3	296
3.4.	Modèle 4	297
3.5.	Modèle 5	297

4.	L'ESTIMATION DES EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÈRE DE 1980 A 2013.	
4.1.	Modèle 1	299
4.2.	Modèle 2	300
4.3.	Modèle 3	300
4.4.	Modèle 4	301
4.5.	Modèle 5	302
5.	L'ESTIMATION DES EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES DE LA SANTÉ SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÈRE DE 1980 A 2013.	
5.1.	Modèle 1	304
5.2.	Modèle 2	304
5.3.	Modèle 3	305
5.4.	Modèle 4	306
5.5.	Modèle 5	306
6.	L'ESTIMATION DES EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES DU TRANSPORT SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÈRE DE 1980 A 2013.	
6.1.	Modèle 1	308
6.2.	Modèle 2	308
6.3.	Modèle 3	309
6.4.	Modèle 4	310
6.5.	Modèle 5	310
7.	L'ESTIMATION DU MODÈLE GLOBAL DES DÉPENSES PAR SECTEUR EN PRÉSENCE DES VARIABLES CONDITIONNELS	312
8.	RELATION DÉPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LE CADRE DE LA LOI DE WANGER.	313
	CONCLUSION.....	316
	CONCLUSION GÉNÉRALE	319
	RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIES.....	327
	ANNEXES.....	346

Figure 1.1 : les composants d'économie.....	14
Figure 1.2: le circuit macroéconomique d'une économie.....	15
Figure 1.3: le carrée magique	17
Figure 1.4: les fonctions d'unité collective.	23
Figure 1.5: L'intervention économique par l'état.....	25
Figure 1.6: Les politiques de relance.....	30
Figure 1.7 : La part de l'état sur l'économie a cru brusquement au cours de ce siècle.....	43
Figure 1.8: Les dépenses publiques sont plus importantes dans les pays à revenu élevé.	44
Figure 1.9 : Le déficit budgétaire peut avoir des effets négatifs sur la croissance.....	49
Figure 2.1 : Solde structurel et conjoncturel; Déficit structurel, Frein à l'endettement.	67
Figure 2.2 : passage de LM dans situation sous emploi.	68
Figure 2.3: Solde de l'État central et de l'ensemble des administrations publiques en 2010 (% du PIB).	69
Figure 2.4 : politique budgétaire conjoncturelle et structurelle.	72
Figure 2.5: Investissement public en % du PIB.	75
Figure 2.6 : Solde budgétaire en % du PIB.	75
Figure 2.7 : Revenu national et évolution du déficit ou de l'excédent budgétaire	80
Figure 2.8: stabilisatrice ou déstabilisatrice de la politique budgétaire.	87
Figure 2.9: effet d'une politique budgétaire expansionniste selon la théorie keynésienne.....	96

Figure 2.10 : cycle intervention étatique de la politique budgétaire.	97
Figure 2.11 : Effet d'une politique budgétaire expansionniste lorsque l'effet est rigide.	99
Figure 2.13 : L'effet d'une expansion budgétaire en régime de change fixe lorsque la mobilité des capitaux est parfaite.	103
Figure 2.14 : L'effet d'une expansion budgétaire en régime de change fixe lorsque h mobilité des capitaux sont parfaites.	104
Figure 2.15 : Les effets externes de la politique budgétaire dans un modèle IS-LM.	105
Figure 2.16 : La politique budgétaire avec mobilité parfaite.	106
Figure 2.17 : Les politiques de stabilisation.	108
Figure 2.18 : Soldes budgétaire de la zone euro ; 1979-2003.	115
Figure 2.19 : effet d'éviction et élasticité de l'offre de capitaux.	118
Figure 2.20 : les effets d'éviction.	119
Figure 2.21 : Les effets d'éviction dans le cadre IS/LM.	120
Figure 2.22 : effet d'une politique budgétaire expansionniste selon la théorie keynésienne..	122
Figure 2.23 : le multiplicateur	124
Figure 2.24 : effet d'une expansion budgétaire en régime de change fixe avec parfaite mobilité des capitaux	126
Figure 3.1 : l'évolution de la croissance économique réelle à long terme	133
Figure 3.2 : la croissance économique endogène.	149
Figure 3.3: Accumulation du capital et produit par tête dans le modèle de Solow Grandeurs macroéconomiques par tête.....	152

Figure 3.4 : l'Etat régulier	153
Figure 3.6 : impôt sur le revenu du capital dans le modèle de Ramsey	155
Figure 3.7 : la croissance économique dans le modèle Barro	158
Figure 3.8 : Impact sur le PIB d'une baisse durable des prélèvements obligatoires ou d'une hausse permanente des dépenses publiques d'1 point de PIB en milieu de cycle.	175
Figure 3.9 : capital et chômage.	180
Figure 3.10 : relation croissance économique et chômage.	182
Figure 3.11 : l'influence des Dépenses publiques Sur la détermination du revenu.....	184
Figure 3.12 : réponse à un choc transitoire de 1 point de PIB sur le solde public.....	187
Figure 3.13 : Les dépenses publiques et les performances économiques générales des pays de l'OCDE.....	188
Figure 3.14 : L'évolution spontanée de l'économie.	190
Figure 3.15 : Croissance économique du revenu d'équilibre et du revenu de plein emploi. .	191
Figure 3. 16 : le modèle néo Autrichien.....	203
Figure 4.1 : Comparaison des déferents secteurs entre l'année 2000 et 2011.	215
Figure 4.2 : L'évolution du chômage population et taux en Algérie.	230
Figure 4.3 : Climat des affaires en Algérie.	235
Figure 4.4 : La place de l'Algérie en Moyen-Orient et Afrique du Nord: la croissance du PIB pour 2013 en %.....	237
Figure 4.5 : Répartition des secteurs publics.	238
Figure 4.6 : l'effet des dépenses publiques et les recettes totales sur PIB.	242

Figure 4.7 : l'effet des recettes fiscales sur PIB.	245
Figure 4.8 : l'effet des recettes non fiscales sur PIB.	246
Figure 4.9 : l'effet des recettes hydrocarbure sur PIB.	247
Figure 4.10: Évolution des dépenses totale, dépenses publiques par secteur et la croissance économique réelle de 1980 jusqu'à 2013.	249
Figure 4.11: Évolution de la croissance économique réelle en présence des variables conditionnelles de 1980 jusqu'à 2014.	250
Figure 4.12 : Évolution du taux de chômage et la croissance économique de 1980 jusqu'à 2014.	251
Figure 4.13 : histogramme des Taux de la croissance économique de 1980 jusqu'à 2013.....	254
Figure 4.14: histogramme des dépenses totale d'état de 1980 jusqu'à 2013.	255
Figure 4.15 : histogramme des dépenses d'éducation de 1980 jusqu'à 2013.	256
Figure 4.16 : histogramme des dépenses de la défense nationale de 1980 jusqu'à 2013.....	257
Figure 4.17: histogramme des dépenses d'investissement de 1980 jusqu'à 2013.	258
Figure 4.18: histogramme des dépenses de la santé de 1980 jusqu'à 2013.	259
Figure 4.19 : histogramme des dépenses du transport de 1980 jusqu'à 2013.	260
Figure 4. 20 : L'inertie de chaque axe et l'inertie cumulée des valeurs propres.	267
Figure 4.21 : la corrélation de la croissance économique réelle et les dépenses publiques....	269
Figure 4.22 : Scree plot de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles.	275
Figure 4.23 : représentation des variables et corrélations de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles.	278

Figure 4. 24 : Corrélations entre les variables et les facteurs de tous les variables.279

Figure 4.25 : Corrélations entre les variables et les facteurs de la croissance économique et chômage.282

Tableau 2.1 : les déférents courants théoriques de la politique budgétaire.....	90
Tableau 2.2 : Politiques budgétaire et monétaire.....	94
Tableau 2.3 : La politique budgétaire dans un cadre keynésien traditionnel.....	94
Tableau 2.4 : efficacité de la politique budgétaire de relance économies ouverte et fermé...	125
Tableau 3.1: Les fondements théoriques des dépenses publiques.	141
Tableau 3.2 : Impact sur le PIB à court, moyen et long terme	142
Tableau 3.3 : pourcentage des dépenses publiques par rapport au PIB.	172
Tableau 4.1: Une équation budgétaire difficile.....	229
Tableau 4.2 : Evolution des PME privées par secteurs d'activité.....	233
Tableau 4.3 : évolution et répartition des différents intervalles des Taux de la croissance économique réelle de 1980 jusqu'à 2013.....	253
Tableau 4.4 : évolution et répartition des différents intervalles des dépenses publique totales de 1980 jusqu'à 2013	255
Tableau 4.5 : évolution et répartition des différents intervalles des dépenses d'éducation de 1980 jusqu'à 2013	256
Tableau 4.6 : évolution et répartition des différents intervalles les dépenses de la défense de 1980 jusqu'à 2013	257
Tableau 4.7 : évolution et répartition des différents intervalles des dépenses d'investissement de 1980 jusqu'à 2013.....	258
Tableau 4.8 : évolution et répartition des différents intervalles des dépenses de la santé de 1980 jusqu'à 2013.....	259

Tableau 4.9: évolution et répartition des différents intervalles des dépenses du transport de 1980 jusqu'à 2013	260
Tableau 4.10 : Statistiques descriptives de la croissance économique et les dépenses publiques des différents secteurs	261
Tableau 4.11 : Matrice de corrélation des différents secteurs	263
Tableau 4.12 : statistiques descriptives de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles.....	270
Tableau 4.13 : Matrice de corrélation de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles.....	271
Tableau 4.14 : Test de sphéricité de Bartlett de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles.....	273
Tableau 4.15 : valeur propre de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles.	274
Tableau 4.16 : vecteurs propres de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles.	276
Tableau 4.17 : coordonnées des variables de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles.	276
Tableau 4.18 : corrélations entre les variables et les facteurs de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles.	277
Tableau 4.19 : Résultats de l'estimation des effets des dépenses publiques globales sur la croissance économique en Algérie de 1980 à 2013.	285
Tableau 4.20 : Résultats de l'estimation des effets des dépenses publiques d'éducation sur la croissance économique en Algérie de 1980 à 2013.	290
Tableau 4.21 : Résultats de l'estimation des effets des dépenses publiques de la défense nationale sur la croissance économique en Algérie de 1980 à 2013.	294

Tableau 4.22 : Résultats de l'estimation des effets des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique en Algérie de 1980 à 2013.	299
Tableau 4.23 : Résultats de l'estimation des effets des dépenses publiques de la santé sur la croissance économique en Algérie de 1980 à 2013.	303
Tableau 4.24 : Résultats de l'estimation des effets des dépenses publiques du transport sur la croissance économique en Algérie de 1980 à 2013.	307

INTRODUCTION

GÉNÉRALE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Les recherches sur la politique budgétaire et la croissance économique ont toujours constitué des temps forts de la pensée économique et qui à fait et faire l'objet de débats, de controverses et de révolutions.

L'État intervient directement dans l'économie par les dépenses publiques, en percevant des impôts et en faisant des dettes par différents modalités, toutes ces actions constituent le champ de la politique budgétaire.

L'effet de la politique budgétaire sur la croissance économique est un domaine controversé. L'analyse des effets exercés par les dépenses publiques sur la croissance économique est une question très ancienne et la position prépondérante qu'elle occupe dans la littérature économique.

Selon Musgrave, « *la dépense publique peut répondre à trois fonctions : une fonction d'allocation des ressources (pour financer les biens et services publics), une fonction de redistribution (pour corriger les inégalités) et une fonction de stabilisation macroéconomique (pour lisser les variations cycliques de l'activité)* ».¹

Le terme de politique budgétaire renvoie essentiellement à la fonction de stabilisation. ; En effet, pour reprendre l'expression de Paul Samuelson (1954)², c'est le « *processus consistant à manipuler les impôts et les dépenses publiques aux fins, d'une part, de contribuer*

¹ Ministère du budget des comptes publics et de la réforme de l'état, (2012).

² SAMUELSON, P.A. (1954),

à amortir les oscillations de cycle économique, et d'autre part de favoriser le maintien d'une économie progressive, assurant un degré d'emploi élevé, affranchie de toute poussée excessive d'inflation ou de déflation ».

Le débat théorique autour des effets de la politique budgétaire sur la croissance économique un des sujet de controverse entre grandes écoles :

Classiquement la politique budgétaire se définit en termes de stabilisateurs automatiques. Dès qu'un ralentissement de l'activité se met en place, les stabilisateurs automatiques agissent naturellement à travers une baisse des recettes et une hausse des dépenses publiques. Les conceptions classiques font de l'équilibre budgétaire une règle d'or de la gestion financière publique. La pensée des économistes classiques a touché le rôle de la politique budgétaire sous plusieurs angles ; le contexte temporel de long terme, les mécanismes de l'offre et la fonctionnalité des dépenses publiques. Bien qu'ils parent des effets néfastes des dépenses publiques, ils supposent que l'infrastructure est une affaire publique et ils la considèrent comme un facteur implicite de la croissance économique.

Pour Say et Smith comme des économistes libéraux, ils considèrent que le budget de l'état doit conserver une certaine neutralité afin de ne pas entraver le libre fonctionnement du marché. Smith relie la croissance à la division du travail, elle même dépendante de l'étendue du marché qui peut être réalisée par le développement des dépenses publiques de l'infrastructure.

A l'inverse, les keynésienne utilise le budget de l'Etat comme instrument d'intervention pour compenser les éventuelles insuffisances du marché et réduire le taux chômage. Selon les keynésiens, la politique budgétaire vient s'ajouter ou se substituer aux dépenses de consommation et d'investissement. D'autre part, une diminution du niveau de ces dépenses

indique que, de moins en moins, les revenus sont nécessaires à la réalisation de budgets équilibrés, ce qui signifie que la baisse des taxes peut être perçue comme contribuant à stimuler la croissance et l'emploi. Les dépenses publiques sont une variable essentielle qui influe sur la viabilité des finances publiques par le biais des effets sur la dette et les soldes budgétaires. La politique budgétaire selon les keynésiens peut influencer la croissance économique par le canal du multiplicateur keynésiens qui désigne le facteur qui permet d'influencer l'impact d'une hausse des dépenses publiques ou d'une baisse d'impôt sur l'augmentation de la croissance économique, Soit à court terme, par l'intermédiaire de la demande, soit à moyen et long termes par l'intermédiaire de l'offre.

Pour le courant néo-keynésien, les dépenses publiques permettent de relancer l'activité économique à travers leur action sur le revenu des ménages et les recettes des entreprises ; à court terme et en situation de faible taux de croissance économique ou de chômage, les dépenses publiques contribuent à relancer et entretenir l'activité économique.

Selon les néoclassiques, le taux de croissance est fixé par des facteurs exogènes, la dynamique de la population et le progrès technique, la politique budgétaire ne peut affecter le taux de croissance que dans la période de transition vers le sentier d'équilibre de long terme. En raison de ce fait on est conduit à penser que les différences de systèmes fiscaux ou des politiques de dépenses ou de dette publique peuvent être responsables de différences dans les niveaux de production mais ont peu de chances d'affecter le taux de croissance. Et pour les dépenses publiques en matière infrastructure permettent d'améliorer la rentabilité des investissements privés et par suite elles contribuent à la croissance économique.

Selon les marxistes le surplus du gouvernement central est l'une des variables budgétaires dont la relation avec la croissance est apparemment la plus robuste ; et face à une augmentation du surplus réalisé par les firmes et face à une augmentation du surplus réalisé

traditionnellement ; la politique budgétaire est nécessaire pour absorber ce surplus en créant une demande additionnelle par ses dépenses publiques, ce qui permet de soutenir le profit du secteur privé et la croissance de l'ensemble de l'économie. L'association positive entre le surplus gouvernemental et la croissance peut s'interpréter de trois façon : l'existence des stabilisateurs automatiques fait que les périodes de faible croissance sont aussi celles où les déficits sont plus marqués, à cause du faible rendement des impôts, des séries de déficits élevés signifient aussi un état d'endettement public important, la troisième explication tient l'existence de forts déficits comme un indice de mauvaise gestion et de déséquilibres macroéconomie.

Approches empiriques :

Du point de vue empirique, beaucoup d'études ont été menées, le traitement de notre problématique de recherche a commencé effectivement avec les travaux fondateurs.

Plus particulièrement, Barro (1974) s'intéressa à la politique budgétaire qui a été marquée par l'enrichissement de la théorie économique qui porte sur l'évaluation de l'efficacité de la politique économique dans un contexte d'anticipations rationnelles, ensuite en (1990) il a spécifié, pour la première fois un modèle dans lequel il étudie théoriquement et explicitement les effets exercés par les dépenses publiques d'investissements sur la croissance économique de long terme. Son modèle fondé sur les dépenses publiques d'investissement a pour résultat que celle-ci ont un impact positif sur la croissance économique et ont un effet favorable sur la productivité du secteur privé.

D'autres travaux empiriques sont d'intérêt pour la croissance économique endogène avec Römer (1986), de Lucas (1988), de King et Levine (1993), ces modèles ont donné un réel élan à la recherche macroéconomique en matière de croissance. L'idée de ces modèle de

la croissance est que ce ne pas les dépenses publiques dans leur ensemble qui ont un effet sur la croissance mais que c'est plutôt la structure de ces dépenses qui est déterminante. Le rôle structurant de la politique budgétaire doit, donc, être appréhendé à partir de ces différents mécanismes via lesquels l'instance publique peut valoriser son action sur la croissance de long terme du fait notamment de son action sur l'offre ou de l'engagement de dépenses publiques productives.

L'Algérie, à l'instar des pays en voie de développement fait de la stabilité macroéconomique sa préoccupation majeure. Au début des années soixante, au moment de leur indépendance, les états concernés se sont engagés dans des politiques interventionnistes de mainmise de l'État sur l'économie, à travers le contrôle des marchés et les créations d'entreprises publiques. Toutefois, la mise en place de programmes d'industrialisation par la stratégie de l'industrie industrielle qui s'en suivit et l'interventionnisme massif furent, dans la plupart des cas, un échec sanctionné par la crise de l'endettement au début des années quatre-vingt, et une réaction de rejet de ces politiques.

L'Algérie est un pays où le secteur d'hydrocarbures est considéré comme l'élément vital pour le fonctionnement de son économie, ces dépenses publiques ne sont plus financées par l'emprunt ni par la fiscalité ordinaire mais plutôt par la fiscalité pétrolière budgétisée et le concours du Fonds de régulation des recettes créé en 2000, pour stabiliser les recettes de la fiscalité pétrolière budgétisée. En 2012 près de 30 % du PIB ainsi que la fiscalité pétrolière qui a représenté plus de 60% de ces recettes budgétaires de l'État. Les Programmes de dépenses publiques sont l'un des outils les plus importants pour contribuer à la croissance économique, et l'objectif le plus important des gouvernements pour atteindre l'équilibre économique et élever le niveau de bien-être des membres de la société.

Aujourd'hui, l'Algérie adopte des politiques budgétaires, qui mettent de plus en plus, l'accent sur la maîtrise de la croissance des dépenses publiques. Cette focalisation est d'abord la conséquence du recentrage de la politique budgétaire sur une orientation à moyen terme limitant l'action de régulation conjoncturelle au jeu des stabilisateurs automatiques.³

Nous nous essayons dans cette thèse d'analyser l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique et comment le taux de la croissance économique peut réduire le taux de chômage en Algérie durant la période 1980/2014, où l'État a suivi une politique de relance économique; il a inclut ces programmes animés par des mécanismes en adoptant le Plan national de développement, les programmes sectoriels non centralisés et les programmes communaux touchant ainsi plusieurs domaines.

L'objectif de ce travail est d'étudier l'utilité et l'efficacité des dépenses publiques en utilisant des données de l'économie Algérienne; autrement dit, il s'agit d'identifier les dépenses publiques porteuses de croissance économique.

La question fondamentale :

Quelle est l'ampleur de l'impact de la politique budgétaire sur La croissance économique et cette croissance économique qui en résulte à elle un effet sur le taux de chômage en Algérie ?

Et sur des questions secondaires :

Comment assurer la réussite de la politique budgétaire, dans le but de créer les recettes de l'état et avoir des dépenses publiques objectives et efficaces?

³ Laurent PAUL, Jeanne PAVOT, (2006),

Dans quelle mesure la politique budgétaire peut-elle favoriser la croissance économique ?

La croissance économique suffit-elle à réduire le chômage ? Et quelles est la nature des interactions entre les deux ?

Les Hypothèses sur lesquelles notre recherche sera basée sont les suivantes:

La réponse à notre problématique peut être approchée par la vérification des hypothèses suivantes : L'hypothèse fondamentale dans ce travail de recherche, H_1 consiste à supposer que les dépenses publiques affectent positivement le taux de croissance économique.

H_2 : la croissance économique obtenue par la politique budgétaire agit directement sur le taux de chômage.

A travers les hypothèses nous essayons de voir l'influence positive de la politique budgétaire ou, plus précisément, les effets des dépenses publiques en pourcentage de PIB, sur la croissance économique dans l'Algérie.

Ceci posé, notre travail de recherche s'articule de la manière suivante:

Pour répondre à ces questionnements nous avons organisé notre travail en quatre chapitres.

Dans le premier chapitre, nous essayons de développer l'analyse sur le rôle de l'Etat dans l'économie à partir des finances publiques pour cela nous allons partager ce chapitre en deux grandes sections : La première section porte sur : quelle politique économique voudrions nous ?, dans ce contexte nous allons commencer par l'évolution des différentes politiques économiques au fil des temps, et nous terminerons cette section par le rôle de l'état dans

l'activité économique et comment peut-il contrôler son économie. La deuxième section porte sur : la recherche d'une crédibilité des finances publiques. Pour mieux éclairer nous allons tout d'abord entamer des notions essentielles sur les finances publiques ensuite nous allons aborder la fiscalité et financement des finances publiques et enfin terminer par l'intervention de l'État dans le budget.

Le deuxième chapitre consistera à faire une analyse sur les meilleurs instruments de la politique budgétaire. Pour cela, dans ce chapitre, nous essaierons dans la première section d'aborder des questions sur la politique budgétaire ou nous allons tout d'abord entamer définitions et objectifs de la politique budgétaire, ensuite nous étudierons l'efficacité des règles de la politique budgétaire, après nous verrons le rôle et l'impact de la politique budgétaire et enfin quelles responsabilités porte la politique budgétaire. Dans la deuxième section nous aborderons la politique budgétaire revue de la littérature. Dans la troisième section nous allons analyser les indicateurs et performances de la politique budgétaire ou nous commencerons par définir la stabilisation automatique, ensuite la soutenabilité, nous aborderons aussi le financement du déficit budgétaire.

Le troisième chapitre traite de l'effet de la politique budgétaire sur la croissance économique et l'influence de la croissance économique sur le chômage et pour cela nous avons partagé ce chapitre en cinq sections : La première section comporte sur les conceptions, mécanismes et analyse traditionnelle de la croissance économique, dans laquelle nous entamerons d'abord définitions et concepts, ensuite les mécanismes de la croissance économique et on termine par une analyse traditionnelle de la croissance. Quand à la deuxième section concerne l'analyse des différents modèles de la croissance économique, dans celui-ci nous entamerons d'abord les dépenses publiques dans le modèle Solow, ensuite les dépenses publiques dans le modèle Ramsey, après nous verrons dans l'ordre qui suit : le modèle

Harrod-Domar , modèle Kaldor, modèle de Romér et enfin le modèle de Lucas. La troisième section a pour sujet : l'utilisation des dépenses publiques par l'État comme outil pour augmenter le taux de la croissance économique. La quatrième section de ce chapitre a été consacrée à l'étude de l'influence de la croissance économique sur le chômage. La cinquième et dernière section de ce chapitre contient les études empiriques de la croissance économique et l'expérience de quelques pays

Le Quatrième chapitre est consacré à l'étude descriptives, l'analyse en composantes principales (ACP) et économétriques. Dans une première section, nous exposerons les principaux travaux empiriques sur la situation économique depuis les années 1960, et cela à travers cinq étapes par la quelle est passé l'économie algérienne et dans chaque étape nous parlerons sur la situation de point de vue macroéconomique. Dans une seconde section, nous allons faire une analyse des statistiques descriptives sur les variables que nous verrons importantes et qui nous mènent vers des résultats fiables de notre étude. Dans la troisième section, nous allons analyser les variables précédemment choisies par la méthode et cette méthode va nous aider à confirmer les résultats de l'analyse descriptive et même elle va nous donner des résultats plus précis. Dans la quatrième section nous développerons notre propre Modèle économétrique de l'effet des dépenses publique sur la croissance économique.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

CHAPITRE I

L'EFFET DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE SUR LES FINANCES PUBLIQUES

CHAPITRE I: L'EFFET DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE SUR LES FINANCES PUBLIQUES

INTRODUCTION :

Les politiques économiques utilisent les finances publiques comme un important instrument pour mener leur action, qu'il s'agisse de politiques structurelles ou de politiques conjoncturelles. Selon E. Moussé : « *Une politique économique est un ensemble de décisions cohérentes prises par les pouvoirs publics, et visant, à l'aide de divers instruments, à atteindre des objectifs relatifs à la situation économique d'un pays, la poursuite des objectifs pouvant être à plus ou moins long terme* ».

L'Etat, traditionnellement, remplit économiquement trois fonctions : une fonction allocutive, une fonction redistributive et une fonction stabilisatrice. Ces fonctions s'ajoutent aux autres fonctions traditionnelles de l'Etat qui nécessitent entre autre des ressources financières importantes. Dans ce cadre, ce sont les responsables politiques qui construisent les politiques publiques à mettre en œuvre tout en s'appuyant sur un appareil puissant qui est celui de l'administration publique.

Les approches classiques du rôle de l'Etat dans la conduite des politiques publiques sont remises en cause car le principe de neutralité budgétaire dans la politique économique n'a en effet plus de raison d'être puisque les finances publiques ne doivent justement plus l'être pour montrer leur utilité.

La doctrine de base du courant de pensée libéral selon lequel les seules forces du marché suffisent à promouvoir cette prospérité et une bonne répartition des revenus et des richesses, avait en effet, conduit à concevoir un rôle de l'Etat comme celui d'une institution devant simplement garantir l'ordre public, la propriété privée et le respect des règles du marché.

Keynes montre l'importance des finances publiques, qui peuvent être utilisées pour améliorer une situation économique altérée. Afin de stimuler la croissance, les dépenses publiques sont augmentées, ce qui permet aux agents économiques de disposer d'un meilleur pouvoir d'achat.

Dans ce chapitre, nous allons montrer le rôle essentiel de l'État à travers la politique économique et analyser leurs effets sur les finances publiques. Ce chapitre formera pour nous une première tentative d'introduction aux différentes controverses que nous allons appréhender. Il s'agit ici de faire une première confrontation entre les partisans et les opposants à l'intervention publique à travers une revue de la littérature théorique sur cette question. Cette analyse sera couplée avec celle relative au débat concernant le financement des activités de l'Etat, et surtout le financement du déficit budgétaire qu'elle génère.

Nous essayerons d'enrichir la discussion sur le rôle de la politique économique dans les finances publiques à partir des apports récents de la théorie de la croissance.

Nous avons intitulé la première section de ce chapitre « Quelle politique économique voudrions-nous ? ». Pour répondre à cette question, nous décrirons les aspects essentiels de l'évolution des différentes politiques économiques au fil des temps. Il nous a paru en effet utile d'examiner en premier lieu dans cette section, le rôle de l'Etat dans les différentes écoles représentatives de la pensée économique ; il s'agit à ce niveau de donner en particulier un aperçu sur l'influence et le contrôle de l'Etat sur l'activité économique par l'intermédiaire des impôts, les dépenses publiques et la réglementation directe.

Nous nous intéresserons ensuite à l'étude de l'importance des politiques structurelles par rapport aux politiques conjoncturelles pour agir sur la croissance économique dans une perspective de long terme. Enfin, nous nous essayerons d'aborder dans cette section la place de l'Etat dans les différents enjeux de la politique économique.

La deuxième section portera sur la recherche d'une crédibilité des finances publiques. Pour mieux éclairer notre approche, nous présenterons les notions essentielles se rapportant aux finances publiques et identifieront les variables les plus importantes et le plus significatives des finances publiques qui peuvent avoir un effet favorable sur le taux de croissance des économies. Ensuite nous tenterons de montrer que l'objectif fondamental des lois sur la responsabilité en matière de finances publiques consiste d'une part à imposer une discipline budgétaire durable et de résoudre les problèmes liés à la tendance au déficit budgétaire d'autre part. Enfin nous terminerons cette section par mettre en exergue l'importance de l'intervention de l'État dans le budget qui retrace les recettes et les dépenses de l'État pour une année civile.

SECTION I.1: QUELLE POLITIQUE ECONOMIQUE VOUDRIONS NOUS ?

1. POLITIQUES ET DOCTRINES ECONOMIQUE :

1.1. L'histoire de la pensée économique :

Du point de vue purement théorique, on étudiera les auteurs qui s'efforcent uniquement d'élucider les mécanismes de l'activité économique, d'expliquer les phénomènes économiques, de déceler leurs rapports, d'en découvrir les causes et les conséquences. D'un point de vue doctrinal, on retracera l'enchaînement des courants de pensée qui ne se bornent pas à constater et à expliquer ces phénomènes, Comme l'économie politique elle-même, l'évolution de la pensée économique peut être envisagée à trois points de vue.⁸

Les faits agissent sur les idées, idées et faits réagissant mutuellement les uns sur les autres donc l'histoire de la pensée économique ne peut être dissociés davantage de celle des faits mêmes. Ils fournissent au penseur les matériaux de sa recherche. Ils servent de soubassement et de cadre aux doctrines. Il n'y a pas de pensée économique digne de ce nom avant que se développe l'activité économique. C'est pourquoi une histoire de la pensée économique doit s'intégrer dans une description sommaire des faits, toutes deux s'éclairant mutuellement et chacune étant indispensable à l'interprétation de l'autre⁹.

La méthode d'enchaînement de la pensée économique permet non seulement de mieux dégager le sens et la portée des thèses des divers auteurs, mais aussi de mettre davantage en relief le déroulement et l'enrichissement progressif de la pensée économique, la filiation des diverses écoles qui, par influence ou par réaction, s'enchaînent, les unes aux autres et présentent un caractère de continuité plus profond que leurs apparents antagonismes.

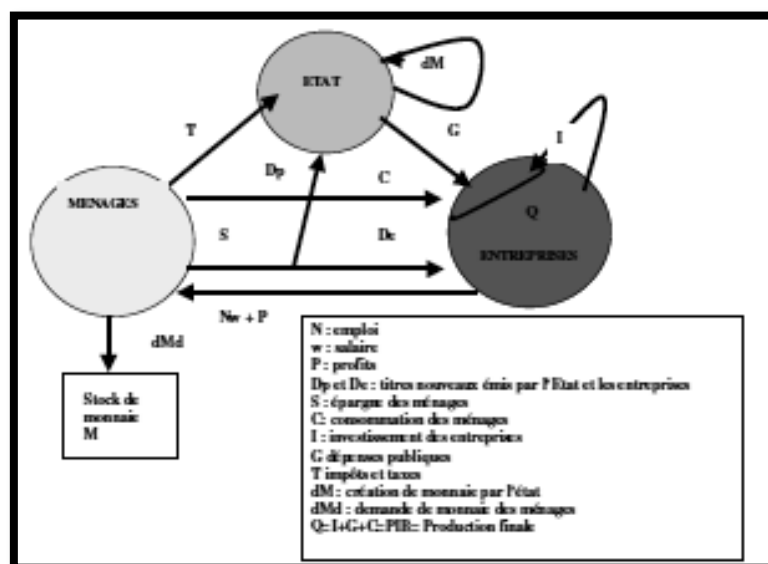
Les rôles et les droits respectifs de l'individu et de l'Etat dans la figure 1.1 et l'organisation de la société constituent essentiellement Leurs divergences. Or, à cet égard, l'évolution des idées ne se fait pas en direction continue, mais en quelque sorte en spirale », selon un schéma fréquent en matière sociologique. Des conceptions, abandonnées une première fois pour la thèse opposée, sont ensuite reprises à un degré plus élevé

⁸JOSEPH LAJUGIE, « les doctrines économiques », 8ème édition, presses universitaires de France, paris, 1965. P 5

⁹J. LAJUGIE, « Les systèmes économiques », 1 vol., collections Que sais-je ?, 3ème édition, paris, 1961.

d'abstraction, quitte à être de nouveau délaissées pour la doctrine adverse, elle-même enrichie des fruits de l'expérience ou mieux systématisée¹⁰.

Figure 1.1 : les composants d'économie



Source : Pierre-Noël Giraud, (2004-2005), « Initiation à l'Economie », Cerna, p190.

<http://www.needocs.com/document/cours-economie-macro-cours-politique-budgetaire,6369>

1.2. L'Économie positive et économie normative :¹¹

On a souvent décrit l'économie comme la plus molle des sciences dures ou la plus dure des sciences molles. Elle partage avec les autres sciences sociales une ontologie par laquelle des acteurs agissent intentionnellement pour donner naissance à des phénomènes collectifs. L'économie partage avec les sciences dures une épistémologie fondée sur des modèles formalisés qui permettent une simulation aisée des phénomènes. Cette vision se décline à un niveau de spécification élevé dans la théorie des jeux et à un niveau plus spécifique dans des modèles d'échanges de biens. La tendance de ces deux piliers à s'affaiblir, permet l'intégration d'une plus grande variété de concepts et une articulation avec les autres sciences sociales.

De tout temps, l'homme a dû faire des choix. Comme les ressources disponibles sont limitées et ne peuvent produire suffisamment de biens et de services pour répondre aux divers besoins exprimés, il fait face au problème de la rareté et doit donc procéder à l'allocation des

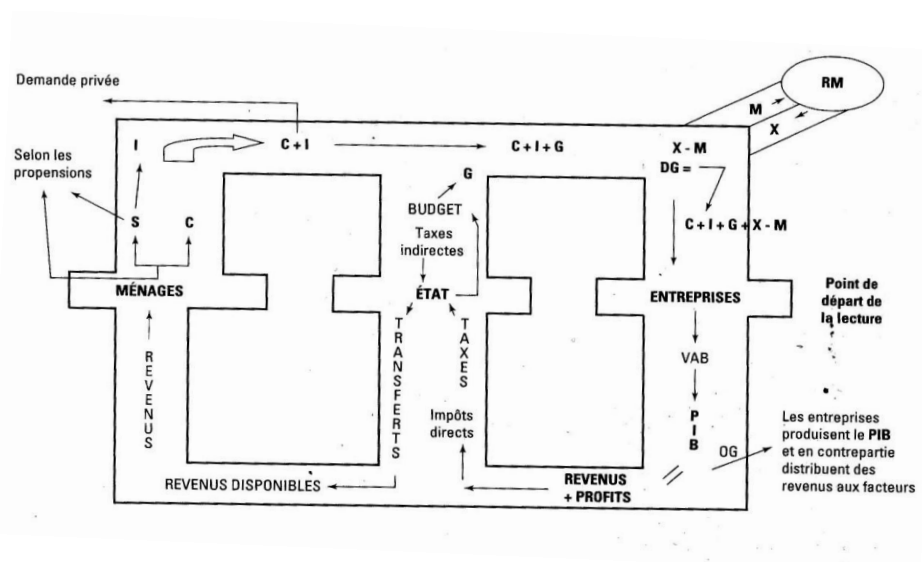
¹⁰ JOSEPH LAJUGIE, (1965) « les doctrines économiques », 8ème édition, presses universitaires de France, paris. P 7.

¹¹ BERNARD WALLISER, directeur d'études à l'EHESS, « Economie », Groupe Eyrolles, paris, 2008.

ressources, c'est-à-dire choisir les besoins qu'il veut satisfaire en priorité ainsi que les moyens pour y parvenir. Divers systèmes d'allocation de ressources ont prévalu à travers le temps. Ainsi, les réponses aux questions « Qui fait quoi, comment et pour qui » provenaient de systèmes basés sur l'autorité, la tradition ou la planification et la commande.

Le système d'allocation de ressources qui a cours actuellement dans un grand nombre de sociétés est le système de marché, c'est-à-dire des échanges volontaires entre des individus et des entreprises.¹²

Figure 1.2: le circuit macroéconomique d'une économie.¹³



Source : CHARLES JAUMOTTE, « les mécanismes de l'économie »,

Le domaine de l'économie qui s'intéresse au fonctionnement d'ensemble de l'économie constitue la macroéconomie. Elle se définit par opposition à la microéconomie qui s'intéresse davantage aux comportements des agents économiques. Il est toutefois difficile de séparer analyses microéconomiques et analyses macroéconomiques. C'est davantage par les questions qu'elle se pose que se définit le champ de la macroéconomie¹⁴.

¹² JEAN-PIERRE LE GOFF, (2002). « ÉCONOMIE MANAGÉRIALE MARCHÉS SOUTIEN À LA DÉCISION CONCURRENCE », PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, CANADA. P 1

¹³ CHARLES JAUMOTTE, « les mécanismes de l'économie », DE BOECK, paris, 2012, p 221.

¹⁴ Etienne LEHMANN, Sébastien LOTZ, « Macroéconomie », Université Panthéon-Assas Paris 2, 2005.

1.3. la politique économique :¹⁵

L'ensemble de décisions prises par les pouvoirs publics visant à atteindre des objectifs relatifs à la situation économique d'un pays, à l'aide de divers instruments, et en tenant compte d'un certain nombre de contraintes .constitue la définition de la politique économique, Les objectifs sont censés traduire des finalités politiques. Selon E. Moussé : « *Une politique économique est un ensemble de décisions cohérentes prises par les pouvoirs publics, et visant, à l'aide de divers instruments, à atteindre des objectifs relatifs à la situation économique d'un pays, la poursuite des objectifs pouvant être à plus ou moins long terme* »¹⁶.

L'objectif des politiques économiques conjoncturelles est de maintenir ou de rétablir les grands équilibres économiques et financiers à court terme équilibre sur le marché du travail, sur le marché des biens et services, équilibre extérieur.... Les politiques économiques structurelles visent à adapter, préparer, orienter les structures de l'économie à long terme pour suivre l'évolution du changement économique.

1.3.1. Les grands objectifs de la politique économique :¹⁷

On parlera de politique économique conjoncturelle ou de politique économique structurelle¹⁸. Selon que les objectifs soient poursuivis à court terme ou à long terme, Nous parlons de l'ensemble des objectifs et des instruments par lesquels les pouvoirs publics cherchent à orienter l'économie.

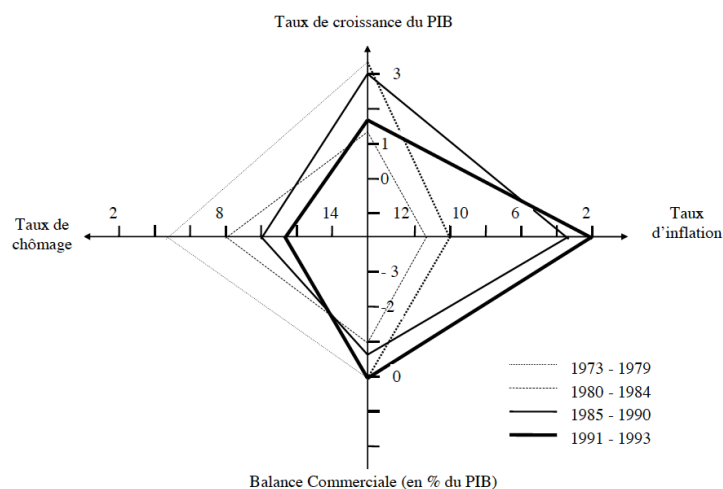
¹⁵ JEAN LONGATTE ET PASCAL VANHOVE, « économie en 36 fiches », DCG5, DUNOD, paris, 2009, p 114-121.

¹⁶ Dalila NICET-CHENAF, (2013). « La politique économique et budgétaire », Université Montesquieu Bordeaux IV.

¹⁷ DIEMER, « ECONOMIE GENERALE, LES MOTEURS DE LA CROISSANCE, LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE L'ETAT », IUFM AUVERGNE ECONOMIE – GESTION, P 382.

¹⁸ Raphaël Didier, (2011). « Les grands mécanismes de l'économie en clair », Ellipses.

Figure 1.3: le carrée magique



Source : DIEMER, « ECONOMIE GENERALE, LES MOTEURS DE LA CROISSANCE, LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE L'ETAT », IUFM AUVERGNE ECONOMIE – GESTION.

1.4. Cinq catégories de modèles de simulation de la politique économique¹⁹:

Pour simuler les effets de politiques économiques, plusieurs catégories de modèles sont utilisées.

1.4.1. Les modèles macroéconomiques : fondées sur la comptabilité nationale, ces modèles sont hérités de la théorie keynésienne dont ils se voulaient initialement une représentation formalisée et quantifiée. Les principaux comportements macroéconomiques, y sont représentés par des équations agrégés dont les paramètres font l'objet d'une estimation sur la base des observations passées²⁰, le modèle peut être utilisé en prévision ou en simulation, pour évaluer les effets d'une mesure de politique économique.

La modélisation macroéconomique qui était très empiriste au départ²¹, s'est peu à peu disciplinée. Au fil du temps, les modélisateurs se sont souciés de donner des fondements microéconomiques explique à leur équations et de faire appel à des techniques rigoureuse d'estimation.

¹⁹ Jean- marc Daniel, « la politique économique », PUF, 1ere édition, paris, 2008, p 30.

²¹ Les premiers modèles furent construits par jan TINBERGEN et LAWRENCE KLEIN dans les années 1950, essentiellement sur la base d'équations comptables.

1.4.2. Les modèles statistiques : ces modèles ne se fondent pas sur des hypothèses apriori quant aux comportements des agents contrairement aux modèles macroéconomiques, mais visent à repérer empiriquement les interdépendances entre variables endogènes en estimant simultanément un ensemble d'équations.

1.4.3. Les modèles de simulation en équilibre partiel : Il est souvent fait recours à des modèles d'équilibre partiel qui n'offrent pas une représentation d'ensemble de l'économie mais représentent de manière détaillée le ou les marchés concernés et cela pour étudier les effets d'une politique sectorielle, ces modèles sont fondés sur l'estimation des élasticités caractéristiques des comportements microéconomiques pertinents. L'équilibre partiel suffit lorsque les mesures étudiées ont des effets macroéconomiques limités. En revanche, lorsqu'elles ont des répercussions significatives sur d'autres marchés, il faut adopter une approche d'équilibre général.

1.4.4. Les modèles d'équilibres général calculable MEGC : La force des MEGC repose sur la grande cohérence des hypothèses retenues et la représentation complète des interdépendances entre marchés. Ils sont régulièrement utilisés pour simuler les effets de mesures structurelle ouverture commerciale, changement des conditions de la concurrence, politique d'offre. Des instruments, changement des conditions de la concurrence, politique d'offre. Des instruments spécifiques ont été développés pour traiter les questions environnementales. Ces modèles sont régulièrement utilisés par des institutions internationales. Certains d'entre eux ont été développés par des équipes universitaires pour l'analyse du commerce international ou des interdépendances financières dans une optique de long terme.

1.4.5. Les modèles de micro simulation : Ces modèles ont pour rôle d'apprécier les effets de politique publiques sur des populations hétérogènes, au contraire des modèles macroéconomiques, ils ne reposent pas sur une représentation agrégée des comportements mais représentent explicitement différents types de ménages ou d'individus. Ils peuvent ainsi être utilisés pour apprécier les effets distributifs de politique fiscale ou sociale.

2. LE CONTROLE DE L'ECONOMIE PAR L'ETAT :

Depuis le début du siècle, le rôle économique de l'État s'est accru fortement. L'État influence et contrôle l'activité économique privée par les impôts, les dépenses et la réglementation directe.

D'abord un État moderne a trois grandes fonctions : militaro-politique, technico- économique et socioculturelle, son action ne saurait reposer que sur la raison économique. Une interrogation sur les multiples formes d'interventions de l'État et ses raisons s'impose comme un préalable à toute recherche de réponse à la question posée. Cette intervention sera toujours à la mesure du degré d'utilité ou d'urgence et de danger auxquels s'exposent les composantes de la nation. Les courants de pensée qui souhaitent légitimer l'action de l'État par le critère économique évoquent à la fois des raisons d'équilibre macroéconomique et géographique durable, et des raisons de régulation économique conjoncturelle.²²

Quatre fonctions économiques sont occupé par l'État-providence moderne, remédier aux défaillances du marché ; redistribuer le revenu et les ressources ; définir la politique économique pour stabiliser le cycle d'activité et promettre la croissance économique à long terme ; il gère les questions économiques internationales. La théorie des choix publics analyse le comportement effectif de l'État. Tout comme la main invisible peut échouer, l'État peut avoir des défaillances, ses interventions provoquant alors du gaspillage ou la redistribution du revenu de manière indésirable.²³

2.1. Les caractéristiques de l'État gestionnaire des politiques économiques:

L'État peut avoir deux grands rôles économiques principaux: un rôle de régulateur et un rôle de producteur. par la mise en œuvre de politiques conjoncturelles, l'État régule l'économie avec ou à la place du marché. Les libéraux mettent en cause ces interventions. L'État a aussi parfois un rôle de producteur; celui-ci est rejeté, notamment par la nouvelle économie publique.²⁴

²² Mokhtar Lakehal,(2002), « finances et politiques publiques », P 142.

²³ PAUL A SAMUELSON, WILLIAM D NORDHAUS, « économie », 6ème édition, ECONOMICA, paris, juillet 2000, p 300.

²⁴ MARC MONTOUSSE, (2002). « nouvelles théories économiques », aubin imprimeur 86240 Ligugé, juin, p 85.

2.1.1. L'État n'a pas à rembourser sa dette car il est éternel. Dans les documents qui retracent ses dépenses et ses recettes, le budget n'apparaissent que les versements d'intérêt et jamais l'amortissement de la dette.

On considère en général que les missions de l'état, celles qui correspondent à son intérêt, sont, dans le cadre d'une économie concurrentielle ou l'état n'est pas directement producteur, celles qui ont été identifiées par l'économie RICHARD MUSGRAVE. Ce dernier a exposé son schéma sur le rôle de l'état dans plusieurs ouvrages mais celui qui a assuré sa notoriété.

2.1.2. Les fonctions économiques de l'État :²⁵

- La première est la fonction dite d'allocation :

Pour atteindre des objectifs jugés économiquement ou socialement plus satisfaisants que ceux qui résultent du marché ; l'état doit intervenir sur l'allocation des ressources. Pour bien nous faire comprendre, prenons un cas précis et illustratif.

La fonction d'allocation consiste à mettre en œuvre les « corrections nécessaires à l'allocation des ressources opérée par le marché ». L'intervention de la puissance publique peut prendre des formes variées : réglementation, prise en charge directe de certaines activités de production, incitations adressées aux agents économiques sous forme de subventions ou d'avantages fiscaux...²⁶

De même, la fiscalité sur le pétrole doit se donner comme objectif non seulement de fournir à l'Etat des ressources faciles à collecter, mais là encore d'aboutir à une moindre consommation de ce produit non renouvelable. Pour les économistes, cette fonction est souvent assimilée à la prise en charge des externalités, c'est-à-dire la gestion des conséquences indirectes de la production que le marché ignore comme la pollution²⁷

- La deuxième est la fonction dite de redistribution :

²⁵ Jean- marc Daniel (2008). « La politique économique », PUF, 1ere édition, paris, p 26.

²⁶ André Roux, (2011). « Finances publiques », 3 éditions, Direction de l'information légale et administration, La documentation Française, Paris p129

²⁷ Jean-Marc DANIEL, (2008), « Richard Musgrave et les fonctions économiques de l'Etat », La revue du trésor, N 1, Janvier, p61

A fin de réduire les inégalités l'état démocratique cherche en général à corriger la répartition initiale des revenus. Il agit en conformité avec la vision que la société. Mais il peut également améliorer la situation des catégories sociales jugées a priori comme défavorisées en utilisant ses dépenses. La fonction de répartition est celle qui assure la correction de la distribution initiale des revenus afin de tendre vers une répartition considérée comme socialement équitable. Elle s'appuie sur deux instruments principaux : la progressivité des barèmes fiscaux et les prestations sociales. Pour ce faire, il dispose évidemment du premier chef de la fiscalité. Mais il peut également utiliser ses dépenses pour améliorer la situation des catégories sociales jugées a priori comme défavorisées. Et il peut enfin combiner les deux.²⁸

- La troisième est la fonction de stabilisation :

La fonction de stabilisation correspond à l'utilisation la mieux connue de la politique budgétaire, fortement mobilisée lors de la crise économique récente. Elle découle de la théorie keynésienne selon laquelle les dépenses publiques permettent d'agir efficacement sur la demande afin de maintenir la production à un niveau correspondant au plein emploi.²⁹ La seule chose utile que peut faire l'Etat, c'est de préparer la croissance future en formant correctement la population.

2.2. Le rôle de l'état dans la pensée économique :

Parmi les classifications proposées par J. Benard (1985) qui distingue quatre notions: l'État-souverain, l'État-République, l'État de classe et l'État-conglomérat. et l'état peut être trouvée dans la théorie économique elle-même, les programmes de recherche dominants³⁰ ayant chacun une conception de l'intervention de l'État. Trois approches principales donnent ainsi un contenu différent à l'économie publique:

- L'État néo-classique assure essentiellement une fonction de surveillance des mécanismes décentralisés de marché et de correction des défaillances de ces mécanismes.

²⁸ Jean-Marc DANIEL, (2008), « Richard Musgrave et les fonctions économiques de l'Etat », p61

²⁹ André Roux, (2011), « Finances publiques », p129

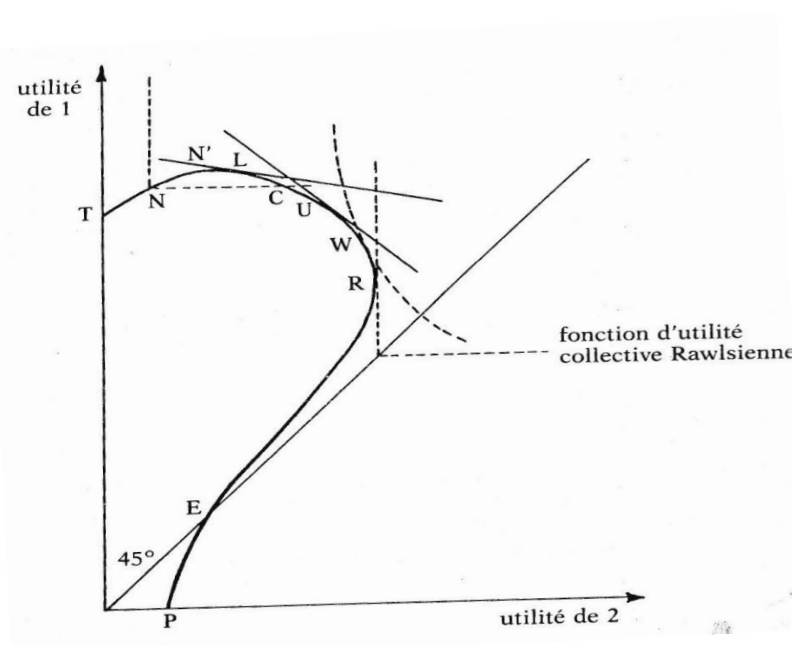
³⁰ Au sens de Lakatos (1970)

- L'État keynésien repose sur l'idée que les choix individuels décentralisés ne permettent pas d'atteindre spontanément un état correspondant à l'intérêt de la collectivité. L'État-marxiste a pour objectif la conservation et la reproduction des rapports de production.

2.2.1. L'intérêt de la collectivité procède des intérêts individuels : puisque les intérêts divergent, la voie la plus prudente consiste, en premier lieu, à rechercher la possibilité d'une approbation unanime. Ce concept définit une notion d'allocation optimale relativement pauvre en ce sens qu'une multitude d'états satisfont à la définition. Mais un gouvernement qui ne chercherait pas à être dans cette situation se trouverait en conflit avec l'accord unanime de tous les agents. L'objectif parétien peut donc être commun à toutes les politiques économiques, quels que soient leurs fondements.

Admettre que l'État a la possibilité d'arbitrer entre les intérêts des agents lorsqu'ils deviennent contradictoires au moyen d'une fonction d'utilité collective constitue une seconde voie pour passer des choix individuels aux choix collectifs. En général, on admet qu'une telle fonction est parétienne en ce sens qu'elle respecte les préférences individuelles. Parmi les différentes formalisations retenues par la littérature, retenons en notant U_i l'utilité de l'agent i et W la fonction d'utilité collective : la fonction utilitariste $W = \sum U_i$. La fonction Rawlsienne consistant à privilégier le bien-être de l'individu le plus défavorisé (critère max-min)³¹ $W = \min(U_i)$.

³¹ C.F. J. RAWLS, 1971.

Figure 1.4: les fonctions d'unité collective.³²

Source : MICHEL MOUGEOT, « économie du secteur public ».

Si N correspond à l'État minimal, tout point situé dans le cadran « nord-est » tracé à partir de N équivaut à une amélioration parétienne. Compte tenu de la frontière des possibles, tout point de l'arc NC est préféré au sens de Pareto à N. En revanche, le critère ne permet pas de choisir parmi ces points.

Une fonction d'utilité collective arbitraire déterminerait un optimum en W, point de tangence entre T.P. et la courbe d'indifférence sociale la plus élevée. La fonction utilitariste correspondrait au point U, point de tangence entre T.P. et une ligne droite de pente - 1. Quant au critère rawlsien, il indiquerait un optimum R, point de contact entre P.T. et une courbe en L centrée sur OA.

2.2.2. L'intérêt de la collectivité distinct des intérêts individuels : la notion de l'intérêt collectif ne se définit plus par référence aux préférences individuelles bien sûr dans l'hypothèse d'un État souverain donc l'État constitue une entité supérieure dont les choix s'imposent à tous les citoyens. Cette supériorité n'est pas nécessairement expliquée. L'intérêt général est alors une notion imprécise dont l'État serait l'interprète naturel (Benard), dont l'État aurait décidé la satisfaction (Barrere) ou qu'il rechercherait après constatation des

³² MICHEL MOUGEOT, « économie du secteur public », p. 18.

lacunes de l'initiative privée (Keynes). La puissance publique aurait ainsi en charge des besoins dont les agents seraient inconscients ou dont ils ne seraient pas capables d'assurer la satisfaction. Cette irréductibilité de l'intérêt de la collectivité aux intérêts de ses membres implique une certaine transcendance de ceux-ci par celui-là. Une conséquence de cette approche doit enfin être soulignée : puisque les finalités publiques sont différentes des finalités privées ou puisque les finalités de certaines composantes de l'administration diffèrent entre elles, on peut s'attendre à ce que les agents auxquels on impose certaines décisions adoptent des comportements stratégiques. Face à une fiscalité obligatoire, on fraude. Face à un rationnement de certains biens, on trafique.

2.3. L'intervention de l'État :³³

A ne pas confondre avec le gouvernement, l'État est une forme d'organisation politique. Le pouvoir de contrainte détenu par l'État qui est fondé sur une légitimité, suppose des règles de droit public stables et l'existence d'un appareil politique spécifique. Sous cette forme, les États modernes sont apparus entre l'IV^e et le V^e siècle, en remplacement de formes d'organisations féodales dans lesquelles la force, la propriété et la justice sont concentrées entre les mains des suzerains.

Après avoir été absent de ce domaine au départ, l'État a occupé au cours du XX^e siècle une part croissante dans les questions économiques et sociales. Ses différentes missions et ses moyens d'action se développèrent considérablement après la Seconde Guerre mondiale.

2.3.1. Éléments et analyse :

Dès que l'on reconnaît les difficultés méthodologiques ou conceptuelles de l'analyse budgétaire, il s'impose de s'interroger sur la justification théorique du rôle économique de l'État. Définir le champ de publicisation d'économie est une tâche malaisée. L'appréciation fournie par la comptabilité nationale est déficiente, car strictement conventionnelle, elle se borne à enregistrer les activités qui mettent en jeu des organismes publics. Aussi devrait-on plutôt identifier si l'État assure des fonctions ou fournit des biens et services spécifiques que

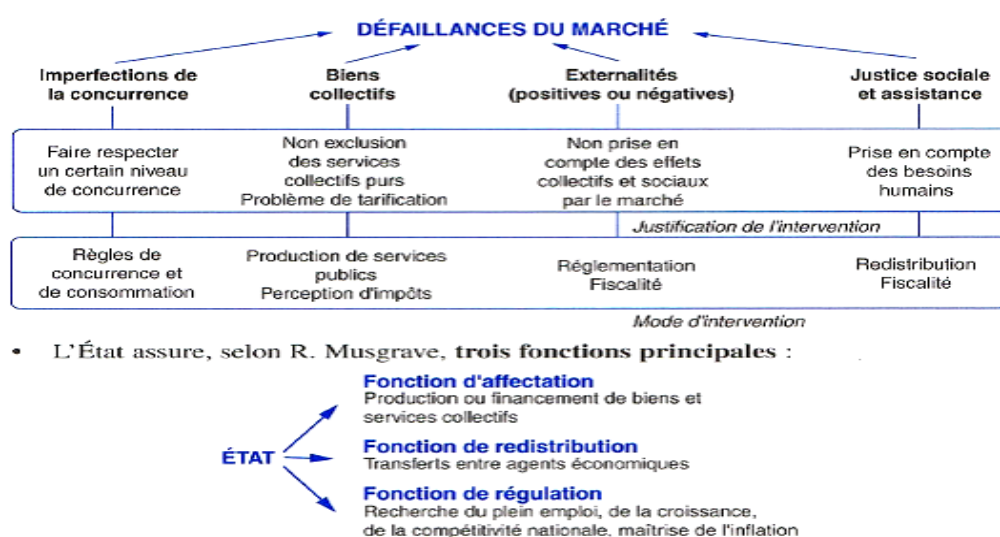
³³ JEAN LONGATTE ET PASCAL VANHOVE, « économie en 36 fiches », DCG5, DUNOD, paris, 2009, p 108.

les marchés privés seraient incapables d'assumer ou de dispenser en l'absence de contraintes ou d'incitations.³⁴

Pour justifier l'existence d'un secteur public dans les économies de marché, il existe Plusieurs types d'arguments:

- La situation de monopole ou de quasi-monopole liée à l'ampleur des infrastructures et des équipements.
- l'importance stratégique pour la nation.
- l'insuffisante rentabilité de certaines activités de service public le renforcement de l'efficacité de la politique économique

Figure 1.5: L'intervention économique par l'état.³⁵



Source : JEAN LONGATTE ET PASCAL VANHOVE, « économie en 36 fiches.

Malgré ces arguments, depuis les années quatre-vingt les pays industrialisés capitalistes ont une tendance persistante qui est la réduction du périmètre du secteur public. Ainsi, les États privatisent les entreprises relevant du secteur concurrentiel (entreprises industrielles, groupes financiers, entreprises de transport, chaînes de télévision...) et ne conservent dans le secteur public que les entreprises liées aux grands services publics. Les arguments

³⁴ Bruno Cavalier, (1999). « POLITIQUE BUDGETAIRE ET COORDINATION DES POUTIQUES DE FINANCEMENT », éditions Panthéon Assas, PARIS. P 50.

³⁵ JEAN LONGATTE ET PASCAL VANHOVE, « économie en 36 fiches », DCG5, DUNOD, paris, 2009, p 109.

budgétaires (réduction du déficit, gains liés aux privatisations) ne sont pas étrangers à cette mutation, et donc La justification de l'intervention de l'État est :

- l'État n'a aucun rôle économique selon les libéraux. Celui-ci doit se contenter d'assurer ses fonctions régaliennes. La non-intervention des pouvoirs publics dans l'économie se justifie alors par l'optimalité des mécanismes de marché dans l'allocation des ressources et la répartition des revenus.
- Le capitalisme débouche naturellement sur un sous-emploi durable a montré Keynes, entre les deux guerres. Il préconise une intervention de l'État pour soutenir la demande.
- La théorie de la croissance endogène réhabilite le rôle de l'État en tant que producteur d'externalités positives dans le domaine de la recherche, de l'éducation.

La contrainte budgétaire du gouvernement relie évolution de la dette à son niveau initial et aux dépenses et revenus de la période courante. La contrainte budgétaire de l'Etat Supposons que, à partir d'une situation où le budget est équilibré, le gouvernement décide de baisser les impôts, ce qui crée un déficit. La bonne mesure du déficit est parfois appelée déficit ajusté de l'inflation.³⁶

2.4. Les fonctions et les objectifs de l'État :³⁷

Trois fonctions de l'état ont été décrites par Richard MUSGRAVE dans sa théorie des finances publiques 1959 on distingue :

2.4.1. L'allocation : les ressources sont allouées dans une économie de marché par le système des prix, les allocations des ressources optimales sont celles qui satisfont la condition de PARETO et l'on peut démontrer que la concurrence pure et parfaite conduit justement à un tel optimum. Par son intervention, l'état corrige les imperfections du marché et produit des biens publics non vendables.

L'état est producteur de service non marchands et contrôle éventuellement des entreprises d'état placées dans le secteur marchand, par son intervention l'état exerce une influence sur l'affectation des facteurs de production entre les différents secteurs productifs.

³⁶ Olivier Blanchard, Daniel Cohen, (2004), « Macroéconomie », 3 édition, Pearson Education, France. P 551.

³⁷ Frédéric TEULON, « l'état et la politique économique », PUF, 1 ère édition, Paris, 1998. P 15.

L'état fixe les prix services publics afin d'éviter la congestion et l'encombrement qui résulterait d'une absence de prix.

2.4.2. La stabilisation : la stabilisation l'économie peut être une charge de l'état, c'est-à-dire de défendre les grands équilibres macroéconomique et d'obtenir une croissance forte et régulière. Ce rôle de l'état a été élargi à la politique structurelle qui vise à orienter l'économie sur long terme et non à agir sur les seuls équilibres de court terme.

2.4.3. La redistribution : L'état s'efforce d'obtenir une plus grande justice sociale. Pour ce faire, il utilise des prélèvements et des transferts. Il peut également moduler les prix publics en fonction du revenu des consommateurs et de leur situation familiale.

Notons que ces trois fonctions de l'état sont interdépendantes, ainsi lorsque la politique de stabilisation conduit à réduction de l'inflation, ce résultat a un impact en matière de répartition des revenus. Par ailleurs, des conflits d'objectifs peuvent apparaître entre l'allocation efficace des ressources d'une répartition des revenus plus équitable.³⁸

3. LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES CONTEMPORAINES :

3.1. Comment aborder la politique économique ?³⁹

Keynes, qui en conclusion de la Théorie Générale affirmait « Les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé, les visionnaires influents, qui entendent des voix dans le ciel, distillent des utopies nées quelques années plus tôt dans le cerveau de quelque écrivain⁴⁰ ».

La politique économique positive : nous allons commencer par la première approche qui se fonde sur l'économie positive, adoptant le point de vue de Keynes, l'économiste s'attache à déterminer les canaux par lesquels les décisions publiques affectent les comportements privés. Il analyse par exemple les effets d'un accroissement de la dépense publique, d'une réforme de la fiscalité ou d'une réglementation du marché du travail. Cette description sommaire

³⁸ <http://www.academon.fr/dissertation/pertinence-de-l-intervention-de-l-etat-dans-l-economie-12842/>

³⁹ Agnès Bénassy-quéré, Benoît Coeuré, Pierre Jacquet, Jean Pisani-ferry, « politique économique », De Boeck, 1ère édition, Bruxelles, 2005, p 14.

⁴⁰ Bertrand Blancheton et Christian Bordes, « Débats monétaires autour de la dévaluation du franc de 1969 », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLV-137 | 2007, mis en ligne le 12 octobre 2009, consulté le 07 septembre 2014. URL : <http://ress.revues.org/236> ; DOI : 10.4000/ress.236 P 3

n'implique en rien que l'économie positive soit sans difficultés. Mais celles-ci ne tiennent pas à la spécificité de la politique économique.⁴¹

3.2. Politiques économiques conjoncturelles et structurelles :⁴²

On distingue traditionnellement deux types de politiques économiques :

Les politiques économiques désignent l'ensemble des interventions des pouvoirs publics en vue de corriger des déséquilibres économiques jugés dommageables.

3.2.1. Les politiques conjoncturelles :

L'objectif des politiques conjoncturelles est de contrôler la demande globale en intervenant à court terme sur une ou plusieurs de ses composantes. et de réguler l'économie à court terme et s'appuie pour cela sur la politique budgétaire, la politique monétaire, la politique mixte et la politique de change, Les économistes considèrent que la politique économique conjoncturelle se doit d'agir sur L'augmentation de la croissance économique mesurée par le taux de croissance du PIB, réduction du taux de chômage, réduction de l'inflation et réduction du déficit extérieur mesuré par le solde de la balance commerciale.⁴³ Chacun de ces instruments peut être associé à une composante de la demande qui constitue son canal de transmission privilégié mais non exclusif respectivement les dépenses publiques, la consommation, l'investissement et la composante externe.

3.2.2. Les politiques structurelles :

Celles ci se préoccupent à plus long terme des conditions de fonctionnement des marchés et du potentiel de croissance de l'économie. Cette définition laisse apparaître le caractère extrêmement large des politiques structurelles et les difficultés d'une approche exhaustive. Nous pouvons citer Parmi les nombreuses politiques structurelles : les politiques agricole, industrielle, de la recherche, les actions en faveur des services, les politiques de l'emploi, les politiques sociales, le choix d'un régime de change, la politique commerciale...

⁴¹ <http://pisani-ferry.typepad.com/files/chapitre-1.pdf> P 27

⁴² Bertrand Blancheton, « Maxi fiches de sciences économiques », Dunod, Paris, 2009, p 2018.

⁴³ Raphaël Didier, (2011), « Les grands mécanismes de l'économie en clair », Ellipses.

3.3. Les enjeux de la politique économique :⁴⁴

La politique économique répond à deux problèmes et s'appuie sur deux instruments : le chômage et la croissance économique. Nous examinerons par la suite le problème du déficit extérieur, dont nous avons déjà eu l'occasion de souligner qu'il était lié à la situation monétaire et budgétaire par le biais de l'équation : $(S-I) + (T-G) = X-M$. La politique budgétaire et la politique monétaire sont a priori : les outils pour résoudre le chômage et l'inflation

3.3.1. Le principe de Tinbergen:⁴⁵ Cette règle universelle connue sous le nom de « principe de Tinbergen », qui répond à la question précédemment exposée. Ce principe postule en effet qu'en politique économique, il faut disposer d'autant d'instruments que l'on a de problèmes et qu'il faut affecter chaque instrument à la résolution de chacun de ces problèmes. On a souvent résumé cette assertion en disant que, pour Tinbergen, la politique budgétaire doit servir à réduire le chômage, la politique monétaire l'inflation et la dévaluation du déficit extérieur. Sa position est plus complexe. Prenons ainsi le cas d'un pays qui souffre de chômage par manque de capitale et d'investissement. Pour Tinbergen, dans cette situation, des conclusions s'imposent : la première est qu'il est inutile de relancer la demande en augmentant la dépense publique, c'est-à-dire que la politique budgétaire est inopérante, la deuxième est que la bonne arme anti chômage est l'efficacité de la politique budgétaire.

3.3.2. La courbe de Phillips⁴⁶ : celui-ci a étudié Il a essayé l'impact du chômage sur la détermination des salaires. En effet, dans la théorie économique, le salaire que perçoit chaque travailleur correspond à l'efficacité de son travail, efficacité qui est indépendante de la situation globale du marché du travail.

C'est l'arbitrage de Phillips, le principe de Tinbergen perd son sens puisque les instruments de la politique économique n'ont à résoudre qu'un seul problème à la fois, en revanche, si l'arbitrage de Phillips est dénué de sens, alors le principe de Tinbergen a toute sa validité.

⁴⁴ Jean- marc Daniel, « la politique économique », PUF, 1ere édition, paris, 2008.p 29.

⁴⁵ TINBERGEN, « à propos de la théorie en politique économique »,1952.

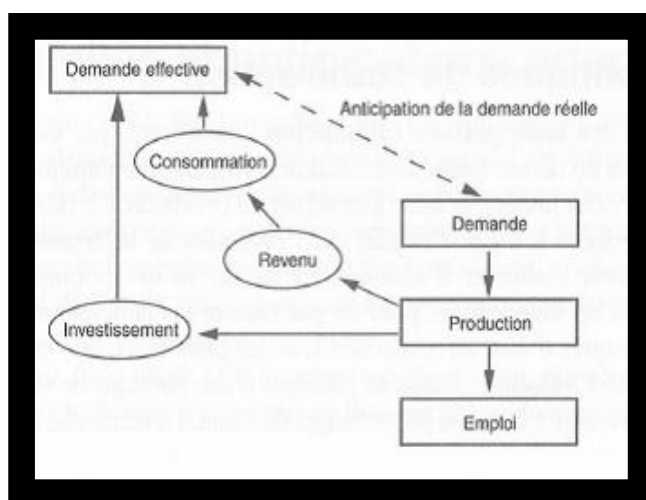
⁴⁶ ALBAN PHILLIPS : est un des personnages à la fois les plus connus et les plus méconnus de l'économie.

3.4. Les politiques économiques contemporaines :⁴⁷

- Les politiques de relance

L'équilibre de sous-emploi dans la théorie keynésienne : selon Keynes (1936), les entrepreneurs déterminent leur niveau de production, et donc d'investissement et d'emploi, à partir de la demande effective, c'est-à-dire de l'anticipation de la demande à venir

Figure 1.6: Les politiques de relance



Source : JEAN LONGATTE ET PASCAL VANHOVE, « économie en 36 fiches »

Il n'existe aucune indication a priori que l'anticipation de la demande, c'est-à-dire la demande effective, permette d'embaucher toutes les personnes désireuses de travailler. Le sous-emploi des facteurs de production s'avère possible. Avec Un soutien de la demande l'État peut intervenir pour modifier la perception que les agents économiques ont de la demande réelle. Il peut alors intervenir en effectuant des aides à la consommation, un relèvement des bas revenus et des aides à l'investissement, dans le cadre du déficit budgétaire.

- Les politiques de stabilisation :

Les tenants des anticipations rationnelles considèrent, par exemple, que toute augmentation du déficit budgétaire conduit les agents économiques à anticiper une hausse future des impôts, et donc à épargner en prévision. Ce faisant, la hausse des revenus distribués n'a pas d'impact sur l'évolution de la demande. Les pouvoirs publics doivent s'efforcer d'annoncer et de suivre des

⁴⁷ JEAN LONGATTE ET PASCAL VANHOVE, « économie en 36 fiches », DCG5, DUNOD, paris, 2009, p 121.

politiques économiques transparentes de stabilisation, pour ne pas fausser les anticipations des agents. Ils obtiennent auprès d'eux, une crédibilité en respectant leurs engagements.

Lutter contre l'inflation : Une politique de stabilisation a comme objectif principal dès lors de lutter contre l'inflation par le budget de l'État. La recherche de l'équilibre budgétaire, voire de l'excédent, se substitue à la pratique keynésienne du déficit : un excédent permettra de relancer l'activité en cas de besoins sans hausse des impôts, ni création monétaire.

- La politique commerciale stratégique :

A travers la notion de politique commerciale stratégique, les politiques industrielles actuelles réhabilitent le concept d'industrie naissante. Une politique commerciale est qualifiée de stratégique si elle permet à une industrie dans l'enfance d'affronter la concurrence internationale.

SECTION I.2 : A LA RECHERCHE D'UNE CRÉDIBILITÉ DES FINANCES PUBLIQUES.

1. NOTIONS ESSENTIELLES SUR LES FINANCES PUBLIQUES :

Les finances publiques d'état c'est les dépenses d'un État concernant une grande variété de domaines, qui peuvent dépendre de budget différents. Évoquer une politique budgétaire sous entend d'abord qu'on précise le budget, l'origine des moyens et la destination des dépenses.⁴⁸ L'assainissement des finances publiques doit être fondé sur des mesures structurelles de qualité introduites dès les premières étapes du processus budgétaire. Il s'agit notamment de politiques avisées en matière de recettes et de dépenses pour le moyen terme ainsi que de mesures à court terme qui stimulent la croissance. Les dispositifs de protection sociale permettent d'atténuer les coûts à court terme que le rééquilibrage des finances publiques impose aux pauvres.

Les finances publiques ont pu être maîtrisées en plusieurs phases qui correspondent à la fois à l'utilisation d'approches et de méthodes différentes et à la progression, dans l'opinion publique, de l'idée que les dépenses publiques étaient trop élevées et qu'il fallait les réduire.⁴⁹

Un rééquilibrage réussi des finances publiques améliore la situation budgétaire durablement et efficacement tout en réduisant au minimum les coûts en termes de bien-être.

La réussite dépend d'un ensemble de variables, en particulier le calendrier, la rapidité, l'ampleur et la qualité de l'ajustement.⁵⁰

Aux yeux de plusieurs observateurs des finances publiques, il n'y a rien d'étonnant à ce que les dépenses de l'État augmentent avec le temps. La « loi de Wagner » stipule qu'à long terme les dépenses publiques ont tendance à augmenter plus vite que la production nationale et, conséquemment, que le progrès économique s'accompagnerait d'une hausse importante des dépenses publiques dans l'économie.

⁴⁸ John Sloman, Alison Wride. (2011), « Principes d'économie », 7e édition, Pearson Education France, p 531

⁴⁹ Pierre Cliche, (2009). « Gestion budgétaire et dépenses publiques », Presses de l'Université du Québec, Québec. P 219

⁵⁰ James Daniel, Jeffrey Davis, Manal Fouad, Caroline Van Rijckeghem, (2006). « L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance », Fonds monétaire international, Série des brochures no 55, Washington. P 27

De nouveaux besoins se développent en infrastructures et en services suite à l'industrialisation et l'urbanisation, et qui exigent, pour le bon fonctionnement de l'économie, de lourds investissements, non rentables à court terme et nécessitant un financement public. Si la validité théorique de cette loi n'a jamais été démontrée, notamment quant à l'augmentation plus que proportionnelle des dépenses par rapport au PIB, le temps lui a donné une confirmation pratique puisque les budgets publics n'ont cessé de croître.⁵¹

1.1. Généralités sur les finances publiques:

Les gouvernants utilisent les finances publiques comme un important instrument pour mener leur action, qu'il s'agisse de politiques structurelles ou de politiques conjoncturelles.⁵²

Les finances publiques apparaissent comme une science pluridisciplinaire (A), originale (B), dont la définition (C).

Cette constatation est relativement récente. Sans doute, pour faire reconnaître la science des finances comme la quatrième branche du droit public. En réalité, elle constitue une science carrefour⁵³, en raison de la diversité des phénomènes qu'elle appréhende.

- Les phénomènes constitutionnels : le droit de contrôle politique du Parlement ne s'est affirmé que par le contrôle du budget. Aujourd'hui encore, la discussion du budget au Parlement est prétexte à examen de l'ensemble de la politique gouvernementale. « Le débat budgétaire est l'instant privilégié où le Parlement peut exercer la plénitude de son contrôle sur l'action du Gouvernement et sur les administrations, de l'Etat. Il faut bien dire que si ce débat n'existait pas, il, serait bien difficile de contraindre le Gouvernement à s'expliquer sur sa politique.⁵⁴
- Les phénomènes politiques : A travers le budget, les résultats de l'action des groupes de pression peuvent être quantifiés. Le budget n'est-il pas le meilleur indicateur de l'impérialisme du don entre Etats et celui de leur indépendance réelle ? En un mot, il suffirait de lire les documents financiers pour pouvoir déterminer la pression que subit et qu'exerce un régime politique⁵⁵.

⁵¹ Pierre Cliche, (2009). « Gestion budgétaire et dépenses publiques », Presses de l'Université du Québec, Québec. P 209

⁵² LUC SAIDJ, « finances publiques », 4ème édition, DALLOZ, paris, 2003, p 185.

⁵³ M. GAUDEMET, « Finances publiques », tome 1, 1974, p. 6

- Les phénomènes économiques : Nul ne songe plus à négliger les aspects économiques des finances publiques. Les effets productifs de dépenses, l'impact de l'équilibre ou du déséquilibre budgétaire sur la conjoncture, les conséquences du prélèvement fiscal sur l'économie... constituent autant de données qui infléchissent l'élaboration du budget. L'interaction des finances publiques et de l'économie n'est plus à démontrer : les structures économiques ainsi que la conjoncture conditionnent les finances publiques, alors que celles-ci se présentent comme un moyen efficace d'influencer.
- Les phénomènes sociaux : La science des finances est enrichie par plusieurs sciences sociales. Le rôle des finances publiques a souvent été déterminant dans le déclenchement des révolutions⁵⁶. Les finances publiques sont éclairées par la sociologie elle-même lorsqu'elle révèle que les mécanismes financiers ne sont pas des créations arbitraires des régimes politiques, mais reflètent des structures sociales et un certain rapport de forces entre les divers groupes sociaux. Il n'est pas jusqu'à la psychologie qui ne puisse apprécier le problème de la confiance de l'opinion publique en matière d'emprunt⁵⁷.

1.2. État, impôt et politique publique :

Les fonctions régaliennes de l'État – justice, police, défense sont un exemple de bien public pur, sujet au phénomène de passager clandestin, lequel permet d'expliquer l'émergence de l'État comme acteur économique complémentaire à l'initiative privée. Principe du bénéfice, de la transparence, de la capacité contributive et de la neutralité de l'impôt :⁵⁸ La thèse de l'incidence fiscale et le concept d'avoir fiscal ont montré que le principe d'imposer les entreprises, à l'origine des richesses, apparaît comme question fondamentale de la politique économique.

La théorie néoclassique insiste sur le caractère contre-productif de l'imposition des sociétés dans sa version d'un Etat-gendarme. Elle met en avant la notion de transparence fiscale. MUSGRAVE (R.A, 1989, p. 32) et MUSPARE P. B ont pu écrire : « *La logique de l'impôt sur le revenu demande donc que ce revenu soit imputé aux propriétaires d'actions des sociétés. Cela étant, il ne reste aucune place pour un impôt séparé ou absolu sur les sociétés* ». HABERGER (1990, p. 35) est encore plus catégorique: « *on a du mal à retrouver son*

⁵⁶ V. G. ARDANT, « Théorie sociologique de l'impôt », tome 2, S.E.V.P.E.N, 1965, p. 737.

⁵⁷ V. J.-C. DUCROS, « Sociologie financière », P.U.F., Thémis, p. 111.

⁵⁸ Gervasio Semedo, Malik Bensafat, Laurent Gautier. (2010), « économie des finances publiques », P 215.

chemin », ..., dans quelque chose qui semble aussi anormal économiquement que l'impôt sur les sociétés ».

Il est difficile de déterminer l'incidence de l'impôt, encore plus l'impôt sur les sociétés. Deux enseignements sont implicites à cette proposition :

- L'incidence formelle d'un impôt n'a aucune importance ; le collecteur de l'impôt n'en porte pas forcément la.
- Tout agent supporte une part de l'incidence d'autant plus grande qu'il ne peut substituer une autre activité à l'activité taxée ; les élasticités d'offre et de demande d'un bien influent sur les surplus des agents.

Réfléchir aux caractéristiques communes que possèdent ces trois types de biens serait utile les distinguant radicalement des biens privés. Ces derniers possèdent deux caractéristiques essentielles qu'il convient de rappeler.

1.3. la nouvelle théorie anti keynésienne des finances publiques (NAK) :⁵⁹

Cette nouvelle théorie se prononce sur le caractère récessif de la politique budgétaire au-delà de son inefficacité c'est le prolongement de la vision classique. De plus, les programmes d'ajustement et de rééquilibrage budgétaire proposés par le FMI s'inspirent essentiellement de cette nouvelle vision anti keynésienne (Baldacci et al., 2003). En fait, plusieurs études montrent que la croissance peut être accélérée par une réduction du déficit budgétaire en particulier lorsque l'endettement public est élevé et insoutenable. Une réduction des emprunts publics servant à financer les dépenses par un déficit systématique pousse généralement les taux d'intérêt à la baisse, ce qui encourage l'investissement.

Cependant, l'argumentation repose sur plusieurs postulats discutables. En effet, les détracteurs de la Théorie NAK pensent que, à priori, les effets NAK ne peuvent jouer qu'en situation classique où la production est contrainte par l'offre ou lorsque cette situation sera atteinte dans un avenir proche.

⁵⁹ Fatou DIANE, Alsim FALL, (2007). « QUELLE A ETE LA CONTRIBUTION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE DU SENEGAL ? », DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES, Document d'Etude N° 05, SENEGAL, NOVEMBRE. p 11

Les effets expansionnistes d'une politique budgétaire restrictive dans l'approche NAK, Outre les effets d'éviction et le théorème d'équivalence « barro-ricardienne », une nouvelle conception des approches analytiques des ajustements budgétaires a remis en cause les effets habituels (ou keynésiens) de la politique budgétaire expansionniste, faisant apparaître les effets expansionnistes d'une politique budgétaire restrictive. En effet, selon cette approche, qu'il est maintenant convenu d'appeler « Nouvelle Théorie Anti-Keynésienne des finances publiques » (NAK) ou bien « contractions budgétaires expansionnistes », et qui fut développée à la fin des années 80 à travers les travaux de M. Hellwig et N. Neumann (1987), et de F. Giavazzi et M. Pagano (1990), une réduction du déficit augmenterait la production même dans le court terme. De plus, une partie de la littérature empirique récente, consacrée aux ajustements budgétaires mènes dans les pays in Quatre raisons majeures peuvent être avancées, du point de vue théorique, pour expliquer le phénomène des contractions budgétaires expansionnistes.

Tout d'abord, cote demande, le mécanisme des contractions budgétaires expansionnistes se met en place par l'intermédiaire de deux canaux :

Le premier est le canal des taux d'intérêt, celui la quand il baisse, consécutivement à la diminution de la prime de risque exigée par les marches de capitaux, élève la valeur de la richesse financière des ménages et engendre des effets favorables sur l 'investissement, par le biais du mécanisme de l'éviction inversée permettant ainsi d'accroître la capacité de production. Quant au canal des anticipations du secteur privé, relatives aux effets des outils budgétaires, il agit sur la perception qu'ont les ménages de leur revenu permanent. Autrement dit, un ajustement budgétaire se traduit par un changement consécutif des anticipations des agents, à savoir un regain de confiance et d'optimisme face à l'avenir, et par conséquent par une progression de l'activité et des revenus. Détribalise depuis le premier choc pétrolier, a confirme un tel résultat.⁶⁰

Enfin, la théorie NAK n'implique que les effets d'anticipation qui sont plus importants que les effets de liquidité. Par exemple, une baisse des impôts actuels, à dépenses publiques inchangées, induit une hausse de la consommation des ménages contraints financièrement et une baisse de celle des ménages non contraints (puisqu'ils anticipent une hausse future des

⁶⁰ Matthieu LLORCA, (2005), « Nécessite et efficacité de la politique budgétaire discrétionnaire », P 82.

impôts et qu'ils savent que celle-ci induira une baisse de la production), le deuxième effet l'emportant sur le premier.

2. FISCALITE ET FINANCEMENT DES FINANCES PUBLIQUES :

2.1. Le financement des dépenses publiques :⁶¹

Personne ne conteste la capacité d'une hausse des dépenses publiques à augmenter la demande globale, dynamiser la croissance et partant à pouvoir réduire le chômage dans une situation d'équilibre de sous-emploi.

En vertu d'une approche quantitative, la hausse de la masse monétaire va entraîner un accroissement proportionnel du niveau général des prix. Le risque est d'enclencher un cercle vicieux dépréciation du change/inflation et de ne plus pouvoir contrôler cette dynamique.

Aujourd'hui les Banques centrales ont une forte autonomie s'ajoute à cela la contrainte dite de crédibilité ces deux la semblent interdire toute possibilité de recourir à cet expédient. Néanmoins, le politique a la légitimité pour reprendre en mains le contrôle de la politique monétaire en cas de choc majeur et de la mettre au service de la continuité des paiements.

Si l'on se situe sur le marché des titres dans un modèle néoclassique élémentaire, nous pouvons observer : une hausse du taux d'intérêt réel, une baisse de l'investissement privé et de la consommation.

2.1.3. La thèse de la neutralité de l'action budgétaire :

Les positions des tenants de la neutralité sont assez bien résumées par le théorème d'équivalence (Ricardo-Barro). L'idée est la suivante : il est équivalent de financer les dépenses publiques par hypothèses relativement restrictives si l'on finance les dépenses publiques par une hausse de l'endettement, les agents augmentent leur épargne en prévision d'une hausse des impôts, pour rembourser la dette à l'avenir, la consommation est réduite. Si l'on finance la progression des dépenses par une hausse de la fiscalité à la période courante, la consommation est réduite d'autant immédiatement et l'effet positif de la dépense publique est entièrement contrebalancé par l'effet négatif de la baisse de la consommation.

⁶¹ Bertrand Blancheton, « Maxi fiches de sciences économiques », Dunod, Paris, 2009, p 226.

2.2. Fiscalité et dépenses publiques :⁶²

Depuis des siècles, l'étendue du contrôle de l'État sur l'économie est un terrain de bataille politique. De nos jours, les libéraux veulent que l'État corrige les imperfections du système de marché et réduisent les problèmes sociaux à ceux des pauvres et des plus démunis. Les conservateurs demandent que les pouvoirs publics de telle sorte que les marchés puissent produire leurs miracles en élevant le niveau de vie de chacun. Le rôle actif d'une baisse des impôts se mesure par son incidence sur la volonté des ménages de travailler plus, pour gagner davantage en revenus disponibles. Ce cercle vertueux se déclenche lorsque les taux d'intérêt atteignent le niveau qui n'enclenche pas la trappe à liquidité. Cette première vague d'effets vertueux ordonne une seconde: accroissement de l'investissement et des gains de productivité qui ne tardera pas à susciter une augmentation de la démarie grâce a une offre a meilleur prix effet des gains de productivité. Le rôle joué par la baisse d'impôts est donc celui d'incitateur des agents économiques à agir, notamment avec un effort d'investissement et des gains de productivité afin de maintenir un bon rythme de développement économique.⁶³

L'État n'a pas empiété de façon continue sur le secteur privé ; au contraire, suivant le cycle de la vie politique, les économies ont fait deux pas en avant puis un pas en arrière, vers une plus grande intervention de l'État. Il n'y a pas si-longtemps, nous assistions à une réémergence du marché à la fois dans les pays capitalistes et socialistes. La croisade pour la réduction des interventions de l'État. Le rôle approprié de l'Etat a toujours été un sujet de division de l'électorat. Certains veulent continuer à accroître son rayon d'action ; d'autres prennent la bannière de la révolution conservatrice et s'efforcent de diminuer les impôts et de réduire son rôle.

Nous nous plaçons au-delà des débats partisans et analysons les fonctions de l'État - avantage comparatif de l'État dans une économie mixte. Dans certains pays, tels les anciens pays socialistes en train d'adopter le système de marché, L'Etat a été écarté de l'économie. Au même moment, entre un tiers et la moitié du produit national de la majorité des pays industrialisés s'engouffre dans les dépenses publiques. Tous les pays du monde essaient de trouver l'équilibre approprié entre Etat et marché.

⁶² PAUL A SAMUELSON, WILLIAM D NORDHAUS, « économie », 6ème édition, ECONOMICA, paris, juillet 2000, p 281.

⁶³ Mokhtar Lakehal,(2002), « finances et politiques publiques », P 144.

2.2.1 La fiscalité peut-elle jouer un rôle actif dans les politiques économiques ⁶⁴ : Selon la doctrine keynésienne, a priori une baisse des impôts entraîne une première vague d'effets vertueux: augmentation des revenus disponibles, accroissement de la consommation et de l'investissement national.

Mais a posteriori le pays qui se lance dans une politique de réduction d'impôts doit d'abord s'assurer que les conditions qui déterminent la première et la seconde vagues d'effet vertueux sont toutes réunies pour longtemps. Il faudra disposer de plusieurs moyens ou atouts. Empêcher au même moment une hausse des cotisations sociales qui annule la baisse des impôts. Moduler les taux d'intérêt afin de distribuer efficacement le cadeau fiscal entre les consommateurs et les investisseurs. Faire en sorte que l'investissement ainsi encouragé prendra la forme productive au lieu d'alimenter la spéculation boursière ou immobilière. Il faut trouver en plus de la baisse des impôts, des mesures d'incitation des indépendants à travailler plus et les chômeurs à accepter les emplois proposés et surtout les plus mal rémunérés. Pour que le modèle keynésien de baisse des impôts soit vraiment efficace il faudrait le respect de ces conditions par les pouvoirs publics, les anticipations mêmes des acteurs économiques.

Si on prend la pensée néoclassique, la réduction de l'effort fiscal pour les acteurs économiques aura un impact direct sur trois domaines : incitation à épargner plus qu'auparavant, réalisation d'un effort supplémentaire d'investissement, motivation financière à travailler plus.

Ce cercle vertueux se déclenche lorsque les taux d'intérêt atteignent le niveau qui n'enclenche pas la trappe à liquidité. En d'autres termes, il faudrait au moins respecter deux conditions: les taux d'intérêt sont incitatifs à l'épargne et aux placements. La réduction d'impôt comme moyen d'incitation à accepter un emploi ou à travailler plus d'heures par mois se renforce grâce à l'augmentation de la demande de biens et services induite par l'investissement et les gains de productivité. Donc nous avons un démarreur qui est la baisse d'impôt, tandis que l'investissement et les gains de productivité agiraient comme accélérateurs du rythme de développement des affaires.

On peut réclamer en retour grâce à l'incitation fiscales, une croissance économique soutenable, un certain niveau d'investissement, une maîtrise des prix des biens et services, un rythme satisfaisant de créations d'emplois, un contrôle des licenciements collectif, une

⁶⁴ Mokhtar Lakehal, (2002), « finances et politiques publiques », P 148.

garantie de pouvoir d'achat pour les différents revenus. Bien que les mécanismes ne soient pas tout à fait les mêmes dans les deux doctrines exposées plus haut, en théorie les vertus d'une réduction fiscale, par exemple, apparaissent à tous les niveaux du circuit économique.

2.2.2. Fiscalité optimale selon la nature du bien offert par l'État :⁶⁵

On a fait jusqu'ici l'hypothèse que l'État offrait des biens rivaux et excluables, on reprend ce résultat puis on envisage les trois autres possibilités.

- Si le bien est rival et excluable (bien privé) : la fonction de production est pour les agents $y = Ak^{1-\alpha}g^\alpha$ où g est donné et

$$Pmk_{privée} = (1 - \alpha)A\left(\frac{g}{k}\right)^\alpha \quad \text{et} \quad \gamma_{privée} = \frac{1}{\sigma}[(1 - \tau)(1 - \alpha)A\left(\frac{g}{k}\right)^\alpha - \rho]$$

La fonction de production est pour le dictateur $y = A \cdot k \cdot \left(\frac{g}{k}\right)^\alpha$ où g/k est donné et

$$Pmk_{opt} = A\left(\frac{g}{k}\right)^\alpha \quad \text{et} \quad \gamma_{opt} = \frac{1}{\sigma}[(1 - \tau)A\left(\frac{g}{k}\right)^\alpha - \rho]$$

Conclusion : $Pmk_{privée} > Pmk_{opt}$, En imposant une taille optimale, ($r = \alpha$) une croissance optimale peut être obtenue par une taxe forfaitaire. Elle supprime le terme $(1 - \tau)$ dans le $\gamma_{privée}$

- Si le bien est non rival et non excluable (bien public pur) : dans ce cas la quantité fournie est indivisible, l'input est la quantité totale de dépense publique (G). La fonction de production est pour les agents :

$$y = Ak^{1-\alpha} - G^\alpha$$

Et

$$Pmk_{privée} = (1 - \alpha)A\left(\frac{G}{k}\right)^\alpha \quad \text{et} \quad \gamma_{privée} = \frac{1}{\sigma}[(1 - \tau)(1 - \alpha)A\left(\frac{G}{k}\right)^\alpha - \rho]$$

(4.17)

⁶⁵ PHILIPPE DARREAU, (2002). « CROISSANCE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE », Avant propos de Christian Bordes, Ouvertures économiques, de Boeck, France, décembre. P 99

La fonction de production est pour le dictateur $y = A \cdot k \cdot \left(\frac{G}{k}\right)^\alpha$ et

$$Pmk_{opt} = A \left(\frac{G}{k}\right)^\alpha \quad \text{et} \quad \gamma_{opt} = \frac{1}{\sigma} [(1 - \tau)A \left(\frac{G}{k}\right)^\alpha - \rho]$$

Conclusion : $\gamma_{opt} > \gamma_{privée}$ En imposant une taille optimale, ($r = a$) une croissance optimale peut être obtenue par une taxe forfaitaire. Elle supprime le terme $(1 - \tau)$ dans $\gamma_{privée}$.

• Si le bien est rival et non exclu able (bien public soumis à congestion) : la quantité fournie est indivisible, l'input est la quantité totale de dépense publique (G). Mais lorsque plus agents utilisent ce bien, les autres peuvent moins en profiter (routes, égouts, réseaux...), bien public est soumis à congestion. On suppose que son utilisation comme input croît avec la richesse de l'économie représentée par $K = Nk$. On modélise cela en supposant que l'input disponible par agent décroît quand K augmente. La fonction de production est pour les agents

$$y = Ak \left(\frac{G}{k}\right)^\alpha \quad \text{et} \quad Pmk_{privée} = A \left(\frac{G}{k}\right)^\alpha$$

Pour les agents, la variable de contrôle est k , ils prennent comme donné l'effet de congestion (G/K). Supposons ici que le dictateur internalise l'effet de congestion dans on calcul de la productivité marginale du capital optimale. La fonctionne production est lors pour le dictateur

$$y = Ak^{1-\alpha} G^\alpha \quad \text{et} \quad Pmk_{opt} = A(1 - \alpha) \left(\frac{G}{k}\right)^\alpha$$

On constate que $Pmk_{privée} > Pmk_{opt}$ car il y a une externalité négative. Les producteurs sont trop incités à investir. En produisant plus, les producteurs accroissent la congestion des services publics, il en résulte une perte d'efficacité des dépenses publiques. Le dictateur, en considérant la fonction de production macroéconomique peut internaliser cela.

2.3. A contrôle de l'économie par l'Etat :

Des slogans tels que « pas de nouveaux impôts » ou « équilibre du budget » constituent souvent le point de départ des débats sur le rôle de l'État. Ces phrases simplistes ne peuvent pas rendre compte de la question sérieuse de la politique économique. Supposons que le peuple décide qu'il veut consacrer plus de ressources à l'amélioration de la santé publique ou à la réduction de la famine ; que le pays a besoin de mobiliser quand les armées d'un dictateur

étranger envahissent un pays ami et attaquent nos navires ; que la protection de notre précieux environnement pour les générations futures est une priorité nationale essentielle ; que plus de ressources doivent être allouées à l'éducation des jeunes ; que les riches ont une part trop importante du gâteau national et que plus de ressources doivent être redistribuées aux pauvres ; que le chômage, dans une situation de profonde récession, doit être réduit. Le marché ne peut pas automatiquement résoudre ces problèmes. Chacun de ces objectifs ne peut être satisfait que si et seulement si l'État modifie les impôts, les dépenses ou les réglementations. La politique budgétaire a un rôle capital dans l'histoire mondiale parce que la fiscalité et les dépenses publiques sont des instruments puissants du changement social.

2.3.1. Les outils de la politique économique :

Nous pouvons identifier trois instruments principaux ou outils qu'il utilise pour influencer l'activité économique privée car dans les économies industrialisées modernes, aucun domaine de la vie économique n'échappe à l'État Ce sont :

- Les impôts sur les revenus et les biens et services. Ceux-ci réduisent le revenu privé et, par ce biais, les dépenses privées, et accroissent les ressources pour financer les dépenses publiques. Le système fiscal sert aussi à décourager certaines activités, taxées plus lourdement, tandis que certains secteurs sont encouragés grâce à des impôts moins élevés.
- Les dépenses concernant certains biens et services et les transferts qui améliorent les ressources des particuliers.
- Les réglementations ou contrôles qui orientent les individus de façon à stimuler ou restreindre certaines activités économiques. On peut citer les règles limitant le niveau de pollution des entreprises ou obligeant à tester la sécurité des nouveaux produits pharmaceutiques.

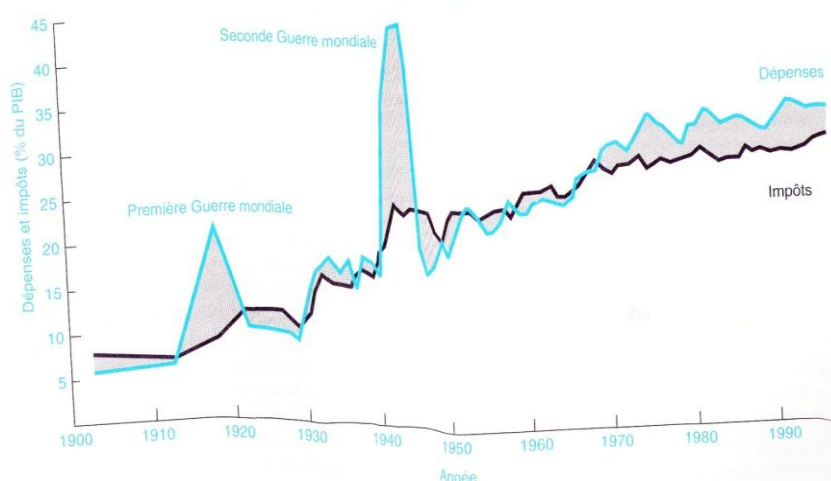
2.3.2. Histoire budgétaire :

Lorsque Schumpeter parlait de la foudre de la politique budgétaire, il se référait au drame des arbitrages budgétaires de l'État et à leur impact sur l'économie. Pendant plus d'un siècle, le revenu national et la production ont crû dans toutes les économies industrialisées. Dans le même temps et dans la plupart des pays, les dépenses publiques se sont accrues encore plus rapidement. A chaque période de crise - dépression, guerre, préoccupations sociales comme la

pauvreté ou la pollution l'activité de l'État s'est accrue. Au sortir des crises, les contrôles gouvernementaux et les dépenses publiques ne sont jamais redescendus à leurs niveaux antérieurs.

La figure 1.7 montre l'évolution des impôts et des dépenses publiques, tous niveaux confondus, aux États-Unis. Les courbes croissantes indiquent que leurs parts ont cru régulièrement au cours du XXe siècle. L'accroissement de l'intervention de l'État ne s'est pas fait sans opposition ; chaque nouveau programme de dépenses et d'imposition provoqua une réaction violente.

FIGURE 1.7 : La part de l'état sur l'économie a cru brusquement au cours de ce siècle⁶⁶

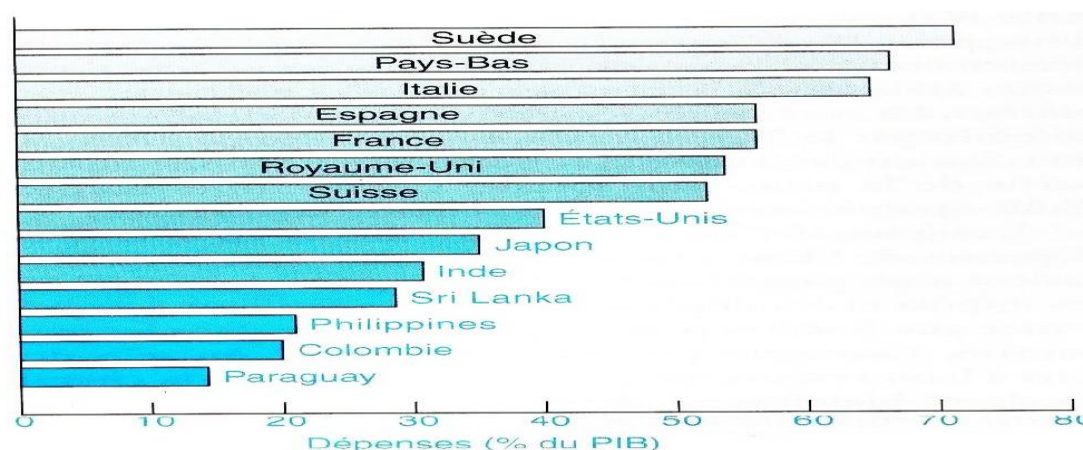


Source : U.S. Département of Commerce.

Les dépenses incluent les dépenses de biens, services et transferts aux niveaux fédéral et local. Notons qu'elles s'accroissent rapidement en période de guerre mais ne reviennent jamais à leurs niveaux d'avant-guerre. La différence entre les dépenses et les impôts donne le déficit ou le surplus.

⁶⁶ PAUL A SAMUELSON, WILLIAM D NORDHAUS, « économie », p 283.

Figure 1.8: Les dépenses publiques sont plus importantes dans les pays à revenu élevé.



Source : Fonds Monétaire International.

La figure 1.8 : montre comment les dépenses de l'État, exprimées en pourcentage du PIB, varient d'un pays à l'autre. Dans les pays à haut revenu, les impôts et les dépenses publiques tendent à représenter une fraction plus large du PIB que dans les pays pauvres. Comment peut-on l'expliquer ? Au sein des pays à haut revenu, aucune loi simple reliant la charge fiscale et bien-être de la masse des citoyens ne peut rendre compte de la diversité de la réalité budgétaire.

Dans les pays pauvres, l'État impose peu et dépense donc une part relativement faible du revenu national. Avec l'augmentation de la richesse, la demande de biens publics et de fiscalité redistribuée vers les familles à bas revenus est plus importante.

Des nations⁶⁷. Par exemple, les systèmes de financement de la santé et de l'éducation, deux des principales composantes des dépenses de l'État, sont organisés de façon très différente d'un pays à l'autre.

2.4. Les aspects économiques de la Fiscalité :

L'impact des impôts sur l'efficacité économique intéresse depuis longtemps les économistes. La théorie moderne d'une fiscalité efficace met en avant la règle d'imposition de RAMSEY

⁶⁷ La figure 1.7 et figure 1.8 montrent le total des dépenses publiques, ces dépenses incluent les achats de biens et de services, les achats de biens et de services, sont dits exhaustifs parce qu'ils reposent directement sur la production d'un pays : les revenus de transfert, au contraire, augmentent le revenu des personnes et permettent à des individus d'acheter des biens et services mais ne réduisent pas directement la quantité de biens et de services disponibles pour la consommation et l'investissement privés.

qui affirme que l'État doit imposer plus lourdement les facteurs et les produits dont l'offre ou la demande ont l'élasticité de prix la plus faible. La rationalité de la règle d'imposition de RAMSEY repose sur le fait que si l'offre ou la demande d'un bien est très inélastique par rapport au prix, alors un impôt sur ce bien aura un faible impact sur la consommation et la production. Dans certaines circonstances, les impôts de RAMSEY peuvent être une manière d'augmenter les recettes avec une perte minimale d'efficacité économique.

Mais les économistes et les politiques ne se rejoignent pas seulement sur des questions d'efficacité. Alors qu'une forte imposition des revenus de la terre ou sur l'alimentation peut être efficace, beaucoup pensent que cela n'est pas équitable.

Tandis que l'impôt par tête a été peu soutenu par les économistes, ces derniers sont, en revanche, favorables à une approche dans laquelle le système fiscal serait plus dur pour les « maux » que pour les « biens ». Les impôts frappent généralement les « biens » - les activités économiques comme le travail, l'investissement en capital, l'épargne ou la prise de risque c'est là : la principale source d'inefficacité et, en conséquence, ça découragent ces activités. Une approche alternative consiste à imposer les « maux ». L'impôt sur la pollution et les autres externalités indésirables constituerait une nouvelle approche de la fiscalité ; de tels impôts sont appelés des impôts verts parce qu'ils sont destinés à protéger l'environnement aussi bien qu'à augmenter les recettes.

L'épineux problème de l'incidence fiscale : il ne faut pas supposer que l'État est réellement payé par les ménages ou les entreprises qui versent l'impôt. Le fait qu'une compagnie pétrolière envoie au Trésor le produit de l'impôt sur l'essence ne signifie pas qu'il soit prélevé sur ses profits. Les entreprises ont la possibilité de répercuter l'impôt en aval sur les clients en augmentant leurs prix du montant de l'impôt. Elles peuvent aussi agir sur leurs offreurs qui se retrouvent eux-mêmes avec des salaires, des rentes et autres prix des facteurs plus bas que ce dont ils auraient bénéficié s'il n'y avait pas eu d'impôt. L'incidence budgétaire examine l'impact des dépenses sur les revenus de la population. L'incidence budgétaire concerne le degré général de progressivité ou de dégressivité des programmes de l'Etat.

La fiscalité affecte à la fois l'efficacité économique et la répartition du revenu. Ces dernières années, les impacts sur l'efficacité sont devenus l'enjeu principal de la politique fiscale. L'effet des incitations fiscales sur le comportement individuel et économique a été étudié par les économistes et les responsables de la mise en œuvre de la politique o. Pour la politique

fiscale, cela suppose d'abord de savoir comment les agents économiques réagissent aux différents niveaux de taux marginaux d'imposition.

Dans la plupart des pays les faits suggèrent que le système fiscal n'a en fin de compte presque pas d'effets sur la répartition du revenu... Ceci résulte du fait les impôts progressifs sont compensés par les impôts dégressifs, en particulier les cotisations sociales des employeurs et les impôts indirects... Une vue d'ensemble sur les impôts, les transferts et les dépenses apparaît (pie les programmes de dépenses publiques, notamment les transferts, ont été presque totalement responsables des changements dans la répartition du revenu que la puissance publique a provoqués.

2.5. Amélioration de la fiscalité et mobilisation des recettes :⁶⁸

Les déficits budgétaires ainsi que de la médiocrité de la croissance et de l'emploi sont largement causés par les problèmes structurels du système fiscal. L'aptitude à dégager des recettes en relevant les taux d'imposition peut être limitée, notamment lorsque l'économie traverse d'importantes mutations structurelles, l'assiette fiscale est peu développée, les secteurs difficilement imposables (comme l'agriculture et les travailleurs indépendants) sont importants, les taux d'imposition en vigueur sont déjà élevés ou l'administration fiscale est défaillante, autant de conditions qui se renforcent l'une l'autre. Ainsi le rééquilibrage des finances publiques s'accompagne souvent de mesures visant à améliorer le système fiscal, tout en veillant à l'impact des réformes en termes d'équité et d'efficacité.

Les régimes fiscaux doivent équilibrer Dans l'idéal, un système doit être :

- Productif. percevoir des recettes pour financer les dépenses publiques constitue le premier objectif du système fiscal. Il doit donc permettre une augmentation des recettes au moins égale à la croissance du revenu sans qu'il soit nécessaire de modifier régulièrement les taux d'imposition ou d'introduire de nouveaux impôts. Instaurer une imposition à large base et à faible taux serait donc le meilleur moyen d'atteindre cet objectif. Les exemptions et incitations fiscales comme les exonérations temporaires qui sont sans doute les pires de toutes peuvent gravement entamer la capacité à produire des recettes, sans ne guère apporter d'avantages en retour.

⁶⁸ James Daniel, Jeffrey Davis, Manal Fouad, Caroline Van Rijckeghem, (2006). « L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance », P 41.

- Efficient. Les impôts faussent les prix relatifs et perturbent de ce fait les schémas de production, la consommation, l'investissement et les revenus. Sauf s'il y a de bonnes raisons de supposer que les prix du marché eux-mêmes n'envoient pas les bons signaux
- Taxe sur les ventes ou TVA. Il s'agit d'une taxe généralisée sur la consommation intérieure finale qui ne doit pas affecter la consommation intermédiaire ou les exportations, ni faire de distinction entre les sources de production.
- Droits d'accise. lorsque la demande est inélastique et que les produits peuvent aisément faire l'objet d'un suivi, instaurer des droits d'accise sur un nombre limité de produits peut s'avérer une bonne formule.
- Droits de douane. Les tarifs douaniers bas et généralisés présentent des avantages, du point de vue des recettes, dans les pays où d'autres taxes préférables pourraient s'avérer difficiles à administrer
- Taxes sur les ressources naturelles. Généralement il faudrait disposer d'instruments fiscaux spécialisés permettant de s'assurer que les risques et les recettes sont convenablement repartis entre l'État et les investisseurs et que les ressources sont exploitées de manière responsable.

3. L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LE BUDGET :

Le document qui retrace les recettes et les dépenses de l'État pour une année civile définit le budget de l'État.

Le budget de l'État fait l'objet d'analyses contradictoires : déperdition de richesses pour les libéraux qui visent à limiter son ampleur aux strictes dépenses collectives par nature, instrument de politique économique pour les keynésiens qui l'utilisent pour orienter l'activité économique.

3.1. Le budget repose sur les dépenses et sur les recettes :⁶⁹

3.1.1. Les charges inscrites au budget de l'état peuvent être classées en trois grands groupes :

- Les dépenses de fonctionnement : dépenses de personnel, dépenses d'entretien du matériel.

⁶⁹ Frédéric Teulon, (1998), « L'état et la politique économique », collection major, presses universitaires de France, paris. P135

- Les dépenses de transfert : qui sont des dépenses sans contrepartie. L'état agit comme redistribuer de revenus aide sociale, subventions versées aux entreprises, intérêts de la dette publique...
- Les dépenses en capital : c'est tout ce qui est proche aux équipements, il s'agit des investissements dont l'état est le maître d'œuvre, ou des investissements réalisés avec l'aide de l'état par le biais de subventions versées aux entreprises publiques ou aux collectivités locales.
- L'état peut développer ou favoriser diverses activités et donc des décisions politiques relatives à ces activités orienteront le choix entre les différents types de dépenses publiques.

3.1.2. Éléments et analyse :⁷⁰

3.1.2.1. Recettes et dépenses du budget de l'État

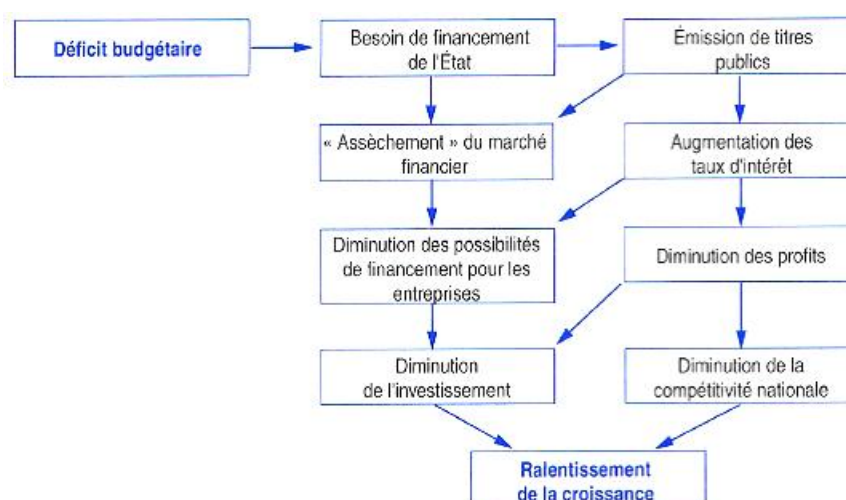
- Les recettes du budget de l'État proviennent essentiellement de la fiscalité, c'est-à-dire des impôts payés par les contribuables, Mais des recettes non fiscales viennent s'y ajouter (recettes des privatisations, bénéfices des entreprises publiques par exemple). Les recettes fiscales relèvent avant tout de l'imposition indirecte (la TVA représente à elle seule plus de 40 % des recettes de l'État).
- Les dépenses de l'État peuvent être classées par nature ou par fonction. La répartition par nature fait apparaître la prédominance des dépenses ordinaires (et notamment des rémunérations) sur les dépenses en capital (investissements). La répartition par fonctions montre l'importance des charges communes (pensions, dette publique, dépenses de la présidence, des assemblées...), des dépenses d'éducation et de défense.
- Diverses mesures tel le quotient familial et les déductions en particulier, favorisent les plus hauts revenus et limitent la progressivité de cet impôt. Contrairement aux principes de justice sociale. Le système fiscal donne en revanche une place importante aux impôts indirects (TVA, TIPP...) qui frappent proportionnellement plus les revenus les plus modestes (puisque leur propension à consommer est plus forte).

⁷⁰ JEAN LONGATTE ET PASCAL VANHOVE, « économie en 36 fiches », DCG5, DUNOD, paris, 2009, p 112.

3.1.2.2. Le déficit budgétaire :

- Le solde budgétaire est la différence entre toutes les recettes et toutes les dépenses de l'État. En cas de déficit budgétaire, le financement peut se faire par émission de titres ou par création monétaire. Dans le cadre de la construction, le processus d'introduction de la monnaie unique comporte des contraintes de réduction du déficit et de la dette publics.

Figure 1.9 : Le déficit budgétaire peut avoir des effets négatifs sur la croissance :



Source : JEAN LONGATTE ET PASCAL VANHOVE, « économie en 36 fiches », p 114.

L'effet d'éviction lié au financement du déficit par l'emprunt doit être relativisé car de nombreux autres facteurs pèsent aujourd'hui sur les taux d'intérêt, en particulier la contrainte de maintenir un taux de change fixe par rapport aux monnaies.

3.1.2.3. Le solde budgétaire :⁷¹

On parle d'équilibre budgétaire lorsque $SB = 0$, de déficit lorsque $SB < 0$ et d'excédent lorsque $SB > 0$.

Un solde budgétaire a donc deux composantes, le solde primaire ($T - g$); les intérêts versés au titre de la dette publique ($-i .D$).

⁷¹ Frédéric Teulon, (1998), « L'état et la politique économique », collection major, presses universitaires de France, paris. P137.

Puisque le paiement des intérêts, représente à court terme une charge non compressible (liée à la politique de dépenses des années précédentes), le solde primaire représente le solde qui résulte des décisions présentes des pouvoirs publics.

Solde conjoncturel et solde structurel : Lorsqu'un budget est déficitaire, il est possible de séparer une composante conjoncturelle et une composante structurelle.

Le déficit conjoncturel (ou cyclique) est lié à la baisse des recettes fiscales du fait de la faiblesse de la croissance. Si le budget agit sur la conjoncture, cette dernière agit également sur le budget.

Le déficit structurel est celui qui se réaliserait à un taux de croissance permettant d'utiliser pleinement les facteurs de production sans créer de tensions inflationnistes (cette référence au PIB potentiel permet de raisonner à conjoncture identique). Posons- Y la production en valeur, Y_p la production potentielle. Une partie des impôts dépend directement du niveau d'activité, une autre partie est autonome (T_0). On peut donc écrire :

$T = T_0 + t.Y$ avec t le taux de taxation de la production courante et T le montant total des impôts.

Le déficit cyclique est lié à la diminution du rendement des impôts, il s'écrit :

$$SB_{\text{cycle}} = t.(Y - Y_p).$$

Le déficit structurel est celui que l'économie aurait enregistré si le rendement des impôts était resté inchangé (la production reste au niveau Y_p). Dans ce cas les rentrées fiscales à prendre en compte sont celles qui sont indépendantes du niveau de la production. En conséquence, le déficit structurel s'écrit :

$$SB_{\text{structurel}} = T_0 - G + t.Y_p = (T - t.Y) - G + t.Y_p = T - G - t.(Y - Y_p)$$

Avec G , les dépenses publiques totales.

On note que : $SB_{\text{total}} = T - G - SB_{\text{cycle}} + SB_{\text{structurel}}$

Lorsque l'économie progresse à son rythme potentiel ($Y = Y_p$), le déficit conjoncturel disparaît et le déficit structurel s'écrit comme la différence entre les rentrées fiscales et les dépenses publiques :

$$SB_{\text{cycle}} = t.(Y - Y_p) = 0$$

$$SB_{\text{structurel}} = T - G - t.(Y - Y_p) = T - G = SB_{\text{totale}}$$

La distinction opérée reste très formelle : lorsque la dette de l'État se gonfle, peu importe de savoir si le déficit était conjoncturel ou structurel.

3.2.L'intervention de l'Etat dans les finances publiques et son évolution :⁷²

Nombreux ont toujours été les débats autour du rôle de l'État dans l'économie et de teneurs différentes selon Ses périodes. En effet, L'intensité de l'intervention de l'État a connu des variations selon les époques, très importantes lors des Trente Glorieuses, le rôle de la puissance publique semble, aujourd'hui fortement remis en cause. Toutefois, l'État demeure toujours présent dans l'économie et son action peut globalement être analysée sous deux formes. La première d'entre elles se traduit par une intervention visant à agir sur les structures et fonctionnement des marchés. L'action de l'État prend, également, une deuxième forme avec pour objectif de faire face, cette fois, aux conséquences des dysfonctionnements générés par ces mécanismes de marché.

3.2.1. Le retrait progrès de l'État producteur :

L'État intervient également lorsque le poids économique de certains agents privés le nécessite. Le développement de certaines activités conduit spontanément à des situations de monopole ou de quasi-monopole. C'est le cas dans les secteurs où le financement des infrastructures est lourd. Dans ce cas, sur des périodes très longues les rendements sont croissants ; doubler la production ne revient pas à doubler les coûts en raison de charges fixes importantes. Pour faire face à ces coûts fixes, la taille est un critère essentiel, en conséquence les entreprises fusionnent ou disparaissent. Ce processus aboutit progressivement à ce que l'on appelle un monopole naturel qui opère, de plus, sur des marchés où les biens et services sont jugés très

⁷² François coulomb, jean Longotte, pascal vanhove, « économie », DCG5, 3ème édition DUNOD, paris, 2011, p 349.

souvent comme indispensable au bien être individuel et collectif. Ces monopoles ont, alors, un pouvoir énorme dont ils peuvent abuser au détriment de la collectivité.

3.2.2. L'État dirigiste :

L'État producteur intervient à travers les entreprises publiques. Ces entreprises sont contrôlées directement ou indirectement par les administrations publiques État, collectivités publiques. La planification : l'existence d'entreprises publiques ne suffit pas à combler la volonté de l'État d'orienter, voire de diriger, largement l'activité économique mais c'est également à travers la planification. La planification repose sur un document, le Plan, qui présente les grandes orientations économiques et sociales pour l'avenir. Le plan est élaboré par l'État en concertation avec les partenaires sociaux. Le plan ne comporte aucune mesure obligatoire pour les entreprises et s'appuie généralement sur des incitations financières.

- Le déclin de la planification : un net recul va toucher la planification, autre instrument au service de la volonté de l'État à diriger l'économie. Aujourd'hui, le contenu de la planification repose surtout sur des projets très généraux (chômage, exclusion...) plutôt que sur la fixation d'objectifs et de moyens à mettre en place. Le retrait de l'État producteur connaît aujourd'hui un nouveau développement des Marchés imparfaits, régulation et réglementation de l'ensemble des obligations juridiques qui s'imposent aux acteurs économiques. Elle peut se définir également comme l'ensemble des codes régissant le fonctionnement d'un marché.

Des mutations importantes vont être bien évidemment générées par le retrait de l'État, en tant que producteur. Ainsi, l'ouverture à la concurrence des monopoles publics, si elle doit permettre d'obtenir une plus grande efficacité économique, pose toutefois à l'État un certain nombre de problèmes. On peut mentionner tout d'abord que certains anciens monopoles publics assuraient, par leur activité, une partie du service public. La question reste donc posée de savoir comment le respect de ce, service public pourra être assuré alors même que l'État n'en maîtrise plus la production. Cette préoccupation a fait apparaître, au cours de ces dernières années dans le cadre de la construction européenne, le terme de service universel pour lequel le producteur se doit d'offrir un accès équitable à l'ensemble des consommateurs.

3.3. Les différentes formes de l'intervention de l'État face aux dysfonctionnements des mécanismes de marchés :

Tout au long de l'histoire économique les pays ont connu des déséquilibres d'ampleur plus ou moins grande donc les équilibres économiques ne sont pas automatiquement assurés, Ces déséquilibres macroéconomiques sont le chômage, l'inflation ou bien encore des déficits et importants du commerce extérieur. La crise des années 1930 a montré que la régulation par les marchés était insuffisante et que par voie de conséquence l'intervention de l'État était indispensable, C'est Keynes qui sur un plan théorique va justifier cette intervention.

Pour Keynes, l'équilibre économique se réalise toujours ex-post, c'est-à-dire une fois que toutes les opérations effectuées par les agents sont achevées (consommation, investissement), peut y avoir, bien évidemment, des différences entre ce que les agents ont anticipé et ce qui se produit véritablement (plus de production mise en œuvre que de demande réelle). Dans ce cas, il y aura toujours un revenu d'équilibre, les agents étant contraints en final de réajuster leur revenu .Mais ce revenu d'équilibre n'a pratiquement aucune chance de correspondre au revenu de plein emploi.

Les conséquences des déséquilibres : Les déséquilibres économiques contribuent à réduire le revenu des agents. Le chômage et la perte d'emploi qu'il entraîne privent de ressources les individus qui en sont victimes. L'inflation par la hausse des prix qu'elle représente détériore le pouvoir d'achat de nombreux agents.

D'autre part, une trop grande flexibilité dans la fixation des salaires, afin de résorber le chômage, peut être à l'origine d'inégalités, voire de pauvreté, en n'assurant pas à certains agents un revenu suffisant pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. De plus, les marchés ne prennent pas en compte un certain nombre de risques sociaux. Les individus doivent, en effet, disposer d'un revenu suffisant pour faire face à leurs dépenses maladies ou bien encore assurer leur subsistance lors de la retraite. Or, la croissance n'est pas toujours à l'origine d'une création et/ou d'une répartition des richesses qui permettent la constitution de ces revenus.

Enfin, les décisions strictement individuelles engendrent les mécanismes économiques qui n'intègrent pas des besoins qui s'expriment à l'échelle de la nation. Ainsi, le renouvellement démographique indispensable pour le développement et la pérennité d'un pays ne peut être

obtenu par le simple jeu concurrentiel. De même, la formation et l'éducation sont sources d'externalités positives. En conséquence, elles ne sont pas prises en compte par les marchés ou de façon inéquitable à des degrés divers.

3.4. Un poids croissant de l'État dans l'économie :

Au cours de l'histoire économique, les dépenses publiques se sont accrues régulièrement. Wagner, à la fin du XIXe siècle, constate à travers la loi qui porte son nom que les dépenses publiques augmentent plus rapidement que la production privée. Ceci s'expliquerait, selon lui, par le développement de l'industrialisation et de l'urbanisation qui nécessitent des investissements publics croissants. Peacock et Wiseman ont montré, pour leur part, que les dépenses publiques évoluaient par bonds successifs. En période de stabilité, l'évolution des dépenses dépend des rentrées fiscales qui sont fonction de la « charge fiscale tolérable » pour la population. En période de crise, les contribuables acceptent une charge fiscale plus forte. Toutefois, lorsque la crise est passée, les dépenses publiques ne reviendraient pas à leur niveau de départ mais à un niveau plus élevé.

Le degré d'intervention de l'État dans l'économie est révélé bien évidemment par le niveau des dépenses publiques. La volonté d'intervenir se justifie, en règle générale, par le besoin de stimuler la croissance jugée trop faible.

Un certain nombre de conditions doivent être remplies pour que l'intervention de l'État, visant par des dépenses budgétaires à relancer l'activité, porte ses fruits. En premier lieu, un diagnostic correct des raisons du ralentissement de la croissance doit être mené. En effet, pour que le multiplicateur fonctionne, il faut que la production puisse augmenter de manière à satisfaire l'accroissement de la demande. Il doit donc exister des capacités de production rentables jusque-là non utilisées. Dans le cas contraire, la stimulation de la demande aura des conséquences inflationnistes. Le déficit budgétaire pèse alors sur la croissance en nourrissant l'inflation.

En second lieu, la propension marginale à épargner doit être faible. L'épargne constitue une fuite du circuit économique. En conséquence, l'efficacité du multiplicateur sera faible si la propension marginale à épargner est forte. À ce propos, on a pu constater un changement brutal dans le comportement de consommation et d'épargne des ménages.

3.4.1 Des contraintes et des conséquences de plus en plus lourdes :

La politique budgétaire de relance engendre des effets pervers si les conditions de sa réussite ne sont pas remplies.

Une utilisation expansionniste du budget engendre l'augmentation de l'activité, les agents ont besoin d'avantage de moyens de paiement pour effectuer leurs transactions devenues plus fréquentes ou plus importantes. Si l'offre de monnaie n'est pas accrue, cette pression de la demande de monnaie pousse le taux d'intérêt à la hausse. Si de plus, les dépenses budgétaires sont financées par emprunt, l'État, pour assurer ce financement, va contribuer également à la hausse des taux d'intérêt. On parlera alors d'effet d'éviction puisque l'intervention publique contribue à « évincer » l'investissement privé.

Lorsque l'État accroît ses dépenses sans augmenter ses recettes, un déficit apparaît qu'il faut financer. Reste que le problème essentiel lié au financement par emprunt des déficits budgétaires réside dans son effet cumulatif sur la dette publique qui tend à s'autoalimenter en raison du service de la dette, l'État doit, en effet, se procurer des recettes supplémentaires pour faire face à ces charges et bien souvent il est contraint d'emprunter à nouveau.

3.5. Réforme, transparence et gouvernance des finances publiques :⁷³

L'objectif des lois sur la responsabilité en matière de finances publiques est d'imposer une discipline budgétaire durable et de résoudre les problèmes liés à la tendance au déficit budgétaire. Les réformes de la fonction publique jouent un rôle majeur dans les programmes d'ajustement budgétaire. Elles ont pour but de réduire la masse salariale (objectif qu'elles atteignent rarement), d'améliorer la productivité et de décourager la corruption. Les stratégies de réforme centralisées reposent sur des analyses fonctionnelles qui identifient les postes et programmes superflus. Les stratégies de réforme décentralisées visent à modifier la structure des incitations (liberté des décisions d'embauche, de licenciement et de rémunération, budgétisation axée sur les résultats et évaluation des cadres). Le succès d'une réforme décentralisée passe nécessairement par une responsabilisation et une transparence totales.

⁷³ James Daniel, Jeffrey Davis, Manal Fouad, Caroline Van Rijckeghem, (2006). « L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance », P 36

IL est particulièrement difficile à mettre en œuvre les réformes de la fonction publique, mais un bon échelonnement des mesures s'avère très utile. Les recensements et les analyses fonctionnelles de la fonction publique doivent précéder la conception des programmes de compression d'effectifs.

Le rééquilibrage des finances publiques est favorisé par la transparence budgétaire en contribuant à l'adoption de politiques judicieuses et viables et en renforçant la responsabilité financière. La transparence financière permet au grand public de mieux comprendre la structure et les fonctions du gouvernement, les objectifs de la politique budgétaire, la qualité des comptes publics et les projections budgétaires. Elle doit favoriser un ajustement mieux équilibré des finances publiques, en particulier à court terme, dans la mesure où l'on ne peut fixer d'objectifs que pour les activités qui font l'objet de déclarations suffisamment fiables.

La transparence budgétaire doit aussi contribuer à pérenniser les mesures d'ajustement en suscitant davantage la compréhension et le soutien de la population, en facilitant l'appui des donateurs par des engagements crédibles quant à l'utilisation de leurs fonds et en améliorant la prévisibilité des marchés financiers, donc la confiance des intervenants. La transparence impose davantage de responsabilités aux fonctionnaires et limite les possibilités de se soustraire à l'effort d'ajustement annoncé, par exemple en contrariant les tentatives qui visent à placer certaines activités hors budget. Le parlement peut jouer un rôle majeur dans le respect de la transparence.

Conclusion :

Nous avons cherché à analyser le rôle de l'Etat à partir des politiques économiques pour agir sur la croissance économique. Certes, l'approche de l'économie de l'offre a commencé, depuis quelques années, à exercer une influence forte dans la conception des politiques recommandées par les institutions internationales, le FMI et la Banque Mondiale. Cette approche a trouvé une assise théorique importante dans les nouvelles théories de la croissance endogène.

L'efficacité des politiques macro-économiques à la disposition des responsables politiques diffère entre les pays développés et les pays en développement, notamment au niveau de la politique budgétaire, de la politique monétaire et des autres instruments macro-économiques. Dans les pays en développement, les impôts indirects représentent une proportion importante des recettes fiscales au détriment des impôts directs. En règle générale, le ratio « impôts/PIB » dans les pays en développement est bien plus faible que dans les pays développés; par conséquent, les gouvernements ont des difficultés à accroître leurs revenus à partir des recettes fiscales et la possibilité de stimuler l'économie par des baisses d'impôt est moindre.

En effet, dans de ce chapitre, nous avons examiné les différentes politiques économiques capables de favoriser la croissance économique de façon permanente selon les théories de la croissance endogène. Il existe en effet certains capitaux dont l'Etat devrait favoriser l'accumulation ; il s'agit du capital humain, du capital technologique et du capital public. Ainsi ces politiques axées sur ces capitaux, moyennant des dépenses publiques, sont porteuses de croissance économique à long terme, puisqu'elles augmentent la capacité de l'offre d'une économie.

S'agissant de l'importance de la politique économique, elles peuvent agir de manière positive sur les taux de la croissance économique par des politiques directes, à travers l'offre des biens. Certes, ces politiques économiques sont nécessaires mais elles sont insuffisantes puisque d'autres politiques incitatives capables de favoriser la croissance économique devraient accompagner ces politiques. Nous pouvons mentionner à ce niveau la politique budgétaire et la bonne gestion des finances publiques. Ces politiques dites d'accompagnement semblent être aussi importantes pour favoriser la croissance économique. Nous développerons

à cet effet dans le chapitre suivant l'analyse de la politique budgétaire à travers les meilleurs instruments utilisés

Nous avons montré également que malgré le fait que toute porte à croire qu'une meilleure performance économique va de pair avec une taille réduite de l'Etat, les études sont loin d'être unanimes sur ce point. L'examen des performances économiques enregistrées par la politique budgétaire conforte cette idée, chose qui nous a poussés à nous interroger sur l'opportunité du rôle de la politique budgétaire pour l'Etat.

Ce rôle étant démontrée, alors rien ne peut occulter la possibilité de l'existence d'effets positifs potentiels de la politique budgétaire sur la croissance économique ; ce qui sera démontré dans le cadre du troisième chapitre.

CHAPITRE II

QUELS SONT LES MEILLEURS INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE ?

CHAPITRE II: QUELS SONT LES MEILLEURS INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE?

INTRODUCTION :

Selon les résultats obtenus dans le premier chapitre, la politique budgétaire la plus fiable est celle qui peut influencer sur la croissance économique par le biais de la bonne gestion des recettes de l'Etat de telle sorte que les dépenses publiques soient dépensées à bon escient. Dans ce chapitre, nous faisons remarquer que l'interventionnisme massif de la politique budgétaire s'est accompagné de graves déséquilibres budgétaires ayant entraîné certains effets néfastes. Nous montrerons dans ce chapitre comment ces effets négatifs se sont matérialisés, et comment ils ont obligé les autorités publiques à adopter un ensemble de réformes et de programmes de redressement qui consistent à accélérer la croissance économique et réduire le taux de chômage.

La question de l'efficacité et de l'applicabilité sont complémentaire et fondamentales, puisqu'elles conditionnent et influencent de manière décisive l'impact de la politique budgétaire. La question de la dette publique, du déficit budgétaire et plus généralement du rôle de la politique budgétaire dans la régulation de l'activité économique n'a jamais cessé d'être le sujet de controverses, de révolution et de contre révolution dans la théorie économique. En effet, de nombreuses suspicions entourent la politique budgétaire, de sorte qu'il convient d'analyser la pertinence et le fondement de telles critiques.

Par conséquent, dans ce deuxième chapitre, nous étudierons la problématique de la nécessité et de l'efficacité de la politique budgétaire en prenant appui sur la controverse théorique et empirique qu'a suscitée cette question.

Pour cela, nous dresserons dans la première section de ce chapitre les définitions et les objectifs de la politique budgétaire ; celles-ci devant faire notamment face à des contraintes et des obstacles pratiques tels que le vieillissement démographique affectant les budgets de l'Etat, la mondialisation des économies, la mise en place de la règle du pacte de stabilité et de croissance. Ainsi, l'analyse de ces contraintes constituera-t-elle le cœur de cette section puisqu'il s'agira de voir si elles représentent une limite à l'emploi et à l'efficacité de l'instrument budgétaire. En effet, nous montrerons quelle responsabilité porte la politique budgétaire ; celle-ci pouvant toutefois être appréhendée comme une opportunité à saisir par

l'Etat pour intervenir en tant que gestionnaire des risques nouveaux induits par l'ouverture des économies.

Dans la deuxième section, nous dresserons un panorama théorique des différentes conceptions de la politique budgétaire qui ont prévalu dans la pensée macroéconomique. En effet, en suivant un ordre chronologique : au dogme de l'équilibre budgétaire consacré par les économistes classiques, tels Adam Smith, Jean Say et David Ricardo succédera la vision du déficit Spending de John KEYNES, privilégiant l'endettement de l'Etat pour relancer l'économie. Cette vision Keynésienne de l'activisme budgétaire sera à la base de multiples réflexions théoriques enrichissant l'apport initial de KEYNES. Cependant les arguments développés d'abord par les monétaristes, puis par la nouvelle école Classique ont semé le doute quant à l'efficacité des politiques budgétaires de gestion de la demande. Ainsi, le courant monétariste de Milton Friedman développera la théorie du revenu permanent, critiquera la courbe de Philips, insistera sur l'existence de délais inhérents à la politique budgétaire et réinterprètera le modèle IS-LM en mettant en évidence l'effet d'éviction.

Pour les monétaristes, cette critique rend donc inopérante toute politique budgétaire. Pour ce courant, seul la politique monétaire est la plus fiable. Mais cette première controverse sur l'effet d'éviction entre Keynésiens et monétaristes n'est pas tranchée. La deuxième réaction libérale envers la conception Keynésienne du déficit spending a lieu dans les années 1970 avec la nouvelle économie classique (NEC). En effet, la nouvelle économie classique, en faisant ressortir le concept d'anticipations rationnelles, condamne la politique des déficits publics à travers le théorème d'équivalence ricardienne. De plus, depuis la fin des années 80, vont s'ajouter de nouvelles orientations analytiques portant d'un côté sur l'approche de la nouvelle Economie Keynésienne (NAK) étudiant les contractions budgétaires expansionniste, c'est-à-dire les réductions du déficit budgétaire qui entraîneraient la croissance, et de l'autre sur le renouveau de la théorie Keynésienne, à savoir la nouvelle économie keynésienne.

Il est donc important de passer en revue les acquis de ces différentes conceptions théoriques pour nous aider à mieux comprendre le débat sur l'efficacité ou l'inefficacité actuelle des politiques budgétaires, et pour intégrer ce soubassement théorique très vaste dans nos études du troisième chapitre.

SECTION II.1 : QUESTIONS SUR LA POLITIQUE BUDGETAIRE

1. DEFINITION ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE :

1.1 Définition de la politique budgétaire :⁷⁴

La politique budgétaire l'ensemble des décisions de politique économique dont la mise en œuvre implique une intervention financière de l'État, celle-ci apparaissant dès lors à son budget⁷⁵. Et consiste à utiliser les recettes, les dépenses et les soldes budgétaires comme moyens de réguler l'activité économique nationale. L'Etat régule l'activité économique Par le biais de la politique budgétaire comme il à indiquer (Diéas et Meuwly, 1994,) « *L'intervention de l'Etat se fait par l'intermédiaire du budget, compose de recettes retirées des taxes et des impôts et de dépenses de consommation et d'investissement. L'Etat augmente la demande globale soit en diminuant ses recettes, soit en augmentant ses dépenses.* ».⁷⁶ Dans de très nombreux pays, compte tenu du montant substantiel des dépenses publiques et de la dette publique, la politique budgétaire peut jouer un rôle important.

La politique budgétaire peut constituer un important moyen d'intervention à court, moyen et long terme. À court terme, le recul des dépenses privées intérieures ou la demande d'exportations, peuvent être compensés par l'augmentation des dépenses publiques empêchant ainsi des pertes de production occasionnées par une demande globale insuffisante. À moyen terme, cette politique conjoncturelle peut servir systématiquement et délibérément d'instrument anticyclique permettant de réduire les fluctuations de la production et de maintenir celle-ci près de son niveau potentiel de croissance. Á long terme, l'investissement public contribuerait à relever le taux potentiel de croissance grâce à l'accroissement des capacités et à l'abaissement des coûts.⁷⁷ La politique budgétaire vise donc à réaliser les objectifs du carré magique : plein-emploi, stabilité des prix, croissance économique et

⁷⁴ Mokhtar Lakehal, (2002), « finances et politiques publiques », P 142.

⁷⁵ Alexis Jacquemin, Henry Tulkens, Paul Mercier, (). « Fondements d'économie politique », 3 é édition, De Boeck université, prémisses.

⁷⁶ Joseph Deiss, Philippe Gugler, (2012), « Politique économique et sociale », 1 édition, groupe de Boeck, bibliothèque nationale, PARIS, mai. P 332.

⁷⁷ CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, (2009). « Étude de fond: Renforcer l'efficacité de la politique budgétaire en vue de la mobilisation des ressources intérieures », E/ECA/COE/28/5 AU/CAMEF/EXP/5(IV).

équilibre extérieur.⁷⁸

Accompagner l'activité économique en phase de récession, via le jeu des stabilisateurs automatiques et des mesures discrétionnaires d'assouplissement de la politique budgétaire est un rôle très important que La politique budgétaire peut jouer⁷⁹. En effet, dans des économies très intégrées, une stimulation de la dépense dans un pays a des effets chez ses partenaires, pour attendre son efficacité maximale.⁸⁰

Quand La politique budgétaire contribue à amortir les effets des fluctuations du cycle sur l'économie, elle prend une orientation contra cyclique. La pro cyclicité apparaît lorsque, dans une phase d'expansion, les dépenses augmentent et les recettes diminuent, une contraction du solde budgétaire.⁸¹

Il existe diverses manières pour renforcer le cadre de la politique budgétaire :

Premièrement, des règles budgétaires bien conçues peuvent faciliter l'orientation contra cyclique de la politique fiscale pendant la phase d'expansion du cycle économique. Elles peuvent ainsi permettre une réponse plus vigoureuse face à des chocs négatifs de grande ampleur.⁸²

La politique budgétaire consiste à agir sur les deux moyens d'actions que sont les dépenses et les recettes. Une forte volonté d'intervention de l'Etat se manifeste par L'action par les dépenses publiques. Elle se traduit par une croissance des dépenses publiques, et au sein de celles-ci, par une prépondérance des dépenses à fort effet d'entraînement sur l'économie (infrastructures, travaux publics des agents vers tel ou tel domaine). L'action par les recettes peut servir à couvrir les dépenses publiques, mais également à atteindre des objectifs économiques et sociaux.⁸³

⁷⁸ Economie politique actuelle - Chapitre 7 Conjoncture, budget et politique budgétaire

⁷⁹ OCDE (2011), « Politique budgétaire », dans Panorama des statistiques de l'OCDE 2010 : Economie, environnement et société, Éditions OCDE. P 247

⁸⁰ Elie Cohen. (2008), «La crise financière suivie de la crise économique a impliqué des politiques de relance », Alternatives économiques, janvier 2009

⁸¹ OCDE (2003), « CYCLICITÉ DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE : LE RÔLE DE LA DETTE, DES INSTITUTIONS ET DES CONTRAINTES BUDGÉTAIRES », Perspectives économiques de l'OCDE, 2003/2 - no 74, P 156.

⁸² OCDE. (2010) « Chapitre 6. La politique économique contracyclique », Perspectives économiques de l'OCDE, 2010/1 n° 87. P 341

⁸³ DIEMER, « ECONOMIE GENERALE, LES MOTEURS DE LA CROISSANCE, LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE L'ETAT », IUFM AUVERGNE ECONOMIE – GESTION, P 384

Très largement utilisée comme stratégie anti-inflationniste dans les pays à tradition interventionniste, la politique budgétaire s'appuie sur deux modalités principales : revenu, les impôts concernant une année donnée n'étant payés que l'année suivante et elles ne peuvent être que limitées en raison du montant déjà important des prélèvements obligatoires.⁸⁴

1.1.1. Politique budgétaire et ressources non renouvelables comme le pétrole :⁸⁵

Disposer de ressources non renouvelables comme le pétrole devrait être une bénédiction, mais l'expérience montre qu'il s'agit souvent d'une calamité. Beaucoup d'obstacles traditionnels à la croissance (problèmes de devises, d'épargne intérieure et de recettes budgétaires) sont levés par l'exploitation de ces ressources ce qui les rend une bénédiction, mais elle peut être une calamité dans la mesure où nombre de ces pays en dépendent de façon excessive.

La politique budgétaire est compliquée par une forte dépendance à l'égard des recettes issues des ressources non renouvelables. En effet, ces recettes sont par nature volatiles et incertaines, et y assujettir les dépenses provoque une volatilité macroéconomique et entame la qualité des dépenses. Ces ressources étant par définition non renouvelables, elles finiront tôt ou tard par s'épuiser; par conséquent, l'utilisation immédiate de la totalité des recettes peut entraîner de difficiles ajustements budgétaires à plus long terme. L'entrée de devises peut avoir pour effet d'apprécier le taux de change réel, ce qui nuit au secteur des exportations traditionnelles.

Cela étant, nombreux sont les pays dotés de ressources non renouvelables notamment parmi les pays à faible revenu qui sont confrontés à de sérieuses difficultés de développement et à des problèmes sociaux urgents. Il n'existe pas de remède miracle à ces problèmes, pas plus que de solution qui puisse remplacer une prudente gestion macroéconomique. (Davis, Ossowski, and Fedelino, 2003) ont fait des recherches qui ont souligné toutefois l'utilité de certaines approches.

Ajuster progressivement les dépenses. Replacer les dépenses dans un cadre à moyen terme permet d'éviter la pro cyclicité. Les pays jouissant d'une position financière relativement solide sont mieux à même d'augmenter leurs dépenses en réponse à des augmentations soutenues des prix, alors que ceux dont la position est plus précaire ont une marge de manœuvre moindre pour financer les fléchissements de la conjoncture.

⁸⁴ Michel Bialés, Rémi Leurion, Jean Louis Rivaud, (). « NOTION FONDAMENTALES D'ECONOMIE », P386.

⁸⁵ James Daniel, Jeffrey Davis, Manal Fouad, Caroline Van Rijckeghem, (2006). « L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance », P 22

La politique budgétaire peut aussi économiser une partie des recettes issues des ressources non renouvelables, elle doit être conçue pour ne pas avoir à procéder à un rééquilibrage des finances publiques dans l'urgence en cas de chute de la production et Favoriser la transparence des pouvoirs publics doivent définir le cadre juridique et réglementaire de l'exploitation des ressources non renouvelables et divulguer l'ensemble des données relatives aux recettes de ce secteur, Les fonds relatifs aux ressources non renouvelables Envisager des opérations de couverture par stratégies de couverture permettent à l'administration centrale d'améliorer la stabilité et la prévisibilité des flux de recettes provenant des ressources non renouvelables, mais elles exigent des capacités institutionnelles et un contrôle rigoureux. Fixer les prix intérieurs des produits issus des ressources non renouvelables au niveau des cours internationaux. Les subventions sont généralement inefficaces, mal ciblées et rarement transparentes.

1.1.2. Variations sur la neutralité budgétaire :⁸⁶

Le théorème d'équivalence barro-ricardien exprime le principe suivant: lorsque les dépenses sont données et invariantes, si les agents envisagent qu'une dette est semblable à une réduction d'impôt immédiate, qui annonce des prélèvements futurs parfaitement anticipés, mais ne consomment et n'investissent ni plus, ni moins que ce qu'ils eussent fait dans le cas d'un financement par l'impôt.

1.1.3. La politique budgétaire, une politique récente et controversée :⁸⁷

La politique budgétaire et fiscale menée par l'État est intimement liée à l'environnement politique national, aux doctrines dominantes, au contexte social du moment. Ainsi, selon l'état de ces facteurs, la politique budgétaire pourra être soit de type libéral, soit de type interventionniste.

- La politique budgétaire libérale : Sur le plan économique, la doctrine libérale proscriit l'intervention de l'État et recherche par là même la neutralité du budget, ou plus précisément son équilibre.
- La politique budgétaire interventionniste Pour un État qui s'engage dans les domaines

⁸⁶ Bruno Cavalier, (1999). « POLITIQUE BUDGETAIRE ET COORDINATION DES POLITIQUES DE FINANCEMENT », éditions Panthéon Assas, PARIS. P 8

⁸⁷ Michel Bialés, Rémi Leurion, Jean Louis Rivaud, (). « NOTION FONDAMENTALES D'ECONOMIE », 5ème édition, enseignement supérieur fouchet, paris. P 373

économique et social, le budget apparaît comme un puissant levier ; ainsi peut on parler, dans ce cas, véritablement de la «politique budgétaire».

1.1.4. L'ajustement budgétaire comme instrument de réduction de la vulnérabilité:⁸⁸

Les finances publiques d'un pays peuvent paraître saines tout en étant vulnérables du fait de faiblesses sous-jacentes qui menacent la situation budgétaire future et empêchent le gouvernement de faire face aux difficultés rencontrées dans sa politique budgétaire. Une moindre vulnérabilité budgétaire permet aux politiques budgétaires de compenser les chocs ou les fléchissements de la conjoncture.

Tous les pays, mais plus particulièrement les pays en développement, sont confrontés à des chocs (fluctuations des termes de l'échange, soudaines interruptions des entrées de capitaux, catastrophes naturelles et insuffisance de l'aide) qui peuvent miner les finances publiques, directement ou indirectement.

Des chocs de ce genre peuvent entamer les recettes, imposer des dépenses urgentes et rendre le financement à la fois plus coûteux et plus difficile. En période de crise les pays qui ont constitué des réserves en temps utile peuvent puiser sur ces ressources, tandis que les pays peu endettés peuvent accroître leur déficit budgétaire, notamment par l'emprunt, en cas de tassement de l'activité, voire de crise, sans perdre la confiance des marchés. En revanche, les pays qui ne disposent pas de ce genre de marges sont souvent contraints à des mesures budgétaires d'urgence et n'ont guère la possibilité d'opter pour des politiques budgétaires anticycliques. Les mesures de compression budgétaire d'urgence risquent davantage de nuire à l'investissement, à la croissance et aux indicateurs sociaux étant donné qu'elles sont souvent conçues dans l'urgence et visent des gains financiers à court terme au détriment de l'efficacité à long terme.

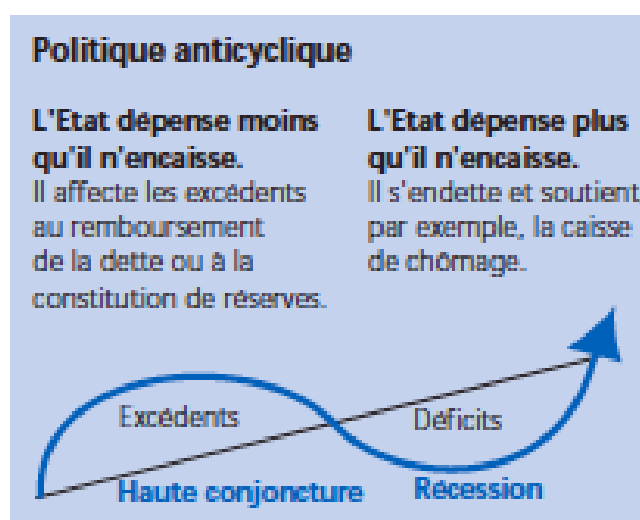
La viabilité de l'endettement public, sa structure et ses faiblesses cachées détiennent la vulnérabilité budgétaire. Les politiques peuvent également pâtir de la rigidité structurelle des finances publiques ainsi que de pressions budgétaires à long terme. L'importance de saines politiques de finances publiques est encore renforcée par la mondialisation.

⁸⁸ James Daniel, Jeffrey Davis, Manal Fouad, Caroline Van Rijckeghem, (2006). « L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance », Fonds monétaire international, Série des brochures no 55, Washington. P 5.

1.1.5. Politique anticyclique :⁸⁹

Le but de Cette politique est de stabiliser l'économie durant les diverses phases de la conjoncture. Ainsi, durant les périodes de récession, l'Etat dépense plus d'argent qu'il n'en encaisse, d'où des déficits conjoncturels; en période d'essor conjoncturel, il fait le contraire, et il verse les recettes supplémentaires aux provisions.

Figure2.1 : Solde structurel et conjoncturel; Déficit structurel, Frein à l'endettement.



Source : Département fédéral des finances DFF, (2004), « La politique Budgétaire de A à Z », P 41.

1.1.6. La surveillance multilatérale des politiques budgétaires⁹⁰

La surveillance multilatérale consiste, selon les textes fondateurs, à établir les procédures permettant de respecter les règles communes de coordination des politiques économiques nationales, notamment en matière budgétaire. Avant de présenter les règles de fonctionnement, il convient de préciser le contexte dans lequel ces dispositions ont été adoptées.

Déterminants de la pro cyclicité ou de la contra cyclicité Ce point analyse plus précisément dans quelle mesure la contra cyclicité ou La pro cyclicité et les asymétries de l'orientation budgétaire entre les phases d'expansion et de récession ont été affectées par des facteurs

⁸⁹Département fédéral des finances DFF, (2004), « La politique Budgétaire de A à Z », OFCL Diffusion publications CH-3003 Berne, suisse, avril, P 41.

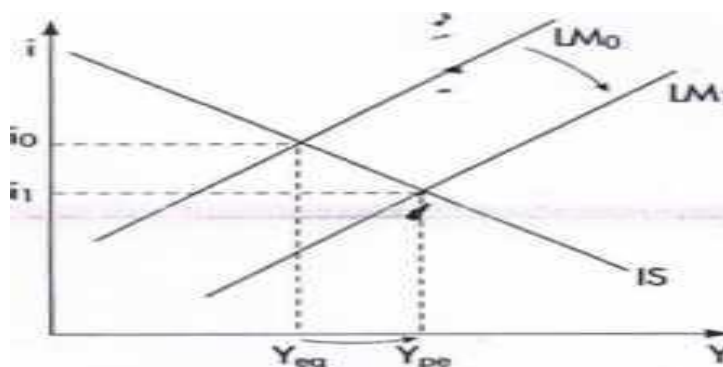
⁹⁰Désiré AVOM, Daniel GBETNKOM, (2003) ; « La surveillance multilatérale des politiques budgétaires dans la zone Cematic : bilan et perspectives », Mondes en Développement Vol.31-2003/3-n°123.P 107.

stratégiques, institutionnels et d'économie politique. Parmi ces éléments figurent la fiscalité élevée, la taille du secteur public et les rigidités des dépenses, ainsi que l'endettement.⁹¹

1.2. La politique budgétaire de lutte contre le chômage :⁹²

Dans le modèle IS-LM la situation de sous-emploi se caractérise par l'existence d'un revenu d'équilibre inférieur au revenu de plein emploi. La politique de lutte contre le chômage va donc consister à élever le niveau du revenu de manière à ce qu'il rejoigne le revenu de plein emploi

Figure 2.2 : passage de LM dans situation sous emploi



Source: Michel Bialés, Rémi Leurion, Jean Louis Rivaud, (). « NOTION FONDAMENTALES D'ECONOMIE », P399.

Le caractère expansif de la politique budgétaire (IS_0 à IS_1) provoque une augmentation du revenu (passage de Y_{eq} à Y_{pe}). Mais, dans le même temps, l'expansion de l'activité entraîne une augmentation de la demande de monnaie pour motif de transaction, qui induit à son tour une élévation du taux d'intérêt sur le marché de la monnaie (passage de i_0 à i_1) ; c'est ainsi que l'on retrouve l'effet d'éviction des investissements privés par les investissements publics.

1.3. Le solde budgétaire⁹³ :

Le solde budgétaire global est l'indicateur budgétaire le plus commun. Il représente la différence entre le total des recettes et le total des dépenses plus les prêts moins les

⁹¹ OCDE (2003), « CYCLICITÉ DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE : LE RÔLE DE LA DETTE, DES INSTITUTIONS ET DES CONTRAINTES BUDGÉTAIRES », Perspectives économiques de l'OCDE, 2003/2 - no 74, P 159

⁹² Michel Bialés, Rémi Leurion, Jean Louis Rivaud, (). « NOTION FONDAMENTALES D'ECONOMIE », P399.

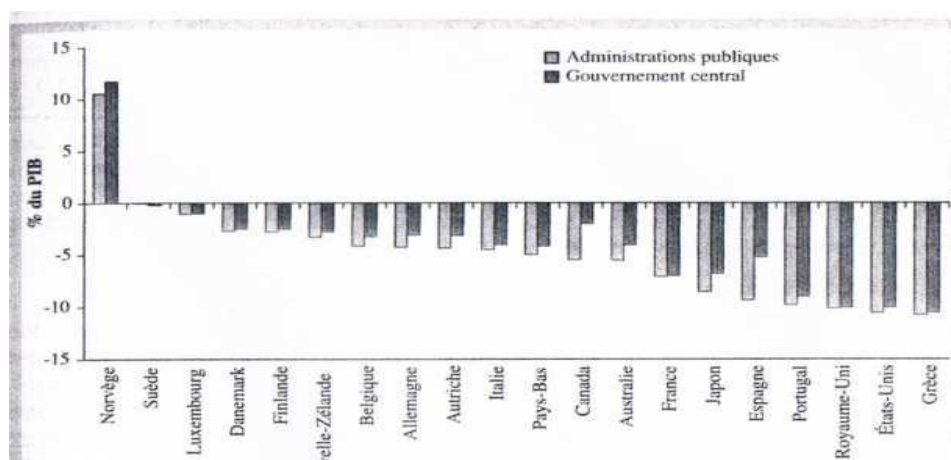
⁹³ Agnès Bénassy Quéré, Benoit Cœur, Pierre Jacquet, Jean Pisani Ferry, (2012). « POLITIQUE ECONOMIQUE », 3ème édition, de Boeck, Bruxelles, P 178

remboursements.⁹⁴

1.3.1. Solde de l'État ou solde des administrations publiques ?

En Europe le concept usuellement retenu est celui des administrations publiques. Ce concept est pertinent pour l'économiste, puisqu'il désigne le secteur dit « non marchand », dont les ressources sont essentiellement constituées de prélèvements obligatoires. Il ne l'est pas nécessairement en termes de procédure budgétaire ni d'économie politique : le gouvernement gère seul le budget de l'État et une partie du budget de la sécurité sociale et les intérêts des différents niveaux d'administration ne coïncident pas nécessairement⁵. De plus, l'utilisation de chiffres agrégés pour le secteur public dans son ensemble peut gommer des situations contrastées entre différents sous-secteurs. L'endettement public est principalement le fait de l'État.

Figure 2.3: Solde de l'État central et de l'ensemble des administrations publiques en 2010 (% du PIB)



Source : Agnès Bénassy Quéré, Benoit Cœur, Pierre Jacquet, Jean Pisani Ferry, (2012). « POLITIQUE ECONOMIQUE », P 179.

Un cas où les chiffres agrégés sont particulièrement trompeurs est celui du Japon : l'État est très endetté, mais les caisses de retraites ont accumulé des actifs pour préparer la liquidation des retraites futures. Fin 2011, la dette brute des administrations publiques japonaises était

⁹⁴ FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, (2006). « L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance », Série des brochures No 55-F, Washington.

estimée, selon l'OCDE, à 212 % du PIB mais la dette nette, c'est-à-dire déduction faite des actifs publics, était de 128 % seulement. En cas de difficulté,

1.4. Politique budgétaire discrétionnaire :

Le gouvernement peut choisir de modifier les niveaux d'imposition et de dépenses publiques, lorsque l'économie connaît un déséquilibre important et les stabilisateurs automatiques ne sont plus suffisants. Dans ce cas, il s'agit d'une politique discrétionnaire.

La politique budgétaire discrétionnaire est à la base des différents courants économiques. Pour les keynésiens, l'augmentation des dépenses publiques exerce un effet positif sur l'activité économique, par le biais du multiplicateur. A l'inverse, les néoclassiques considèrent que les dépenses publiques n'ont pas d'impact sur l'activité économique à court terme, car celle-ci dépend uniquement de l'offre. L'approche keynésienne se base, des Tors, sur les effets des dépenses publiques sur la demande, alors que les néoclassiques considèrent ses effets sur l'offre.⁹⁵ En période de récession, lorsque le taux de croissance de la production diminue, les impôts qui sont prélevés sur les revenus des ménages ont un moindre rendement⁹⁶

1.4.1. Mesures budgétaires discrétionnaires⁹⁷ :

Les principaux instruments d'une politique budgétaire discrétionnaire consistent : 1° à ajuster les programmes de travaux publics et les autres programmes d'investissements collectifs ; 2° à faire varier le volume des dépenses publiques de transfert ; et, 3° à faire varier contra cycliquement les taux des impôts.

- **TRAVAUX PUBLICS.** Lorsque certains gouvernements décidèrent pour la première fois de lutter contre les dépressions, l'une des mesures qui leur vint d'abord à l'esprit consista à mettre en train des travaux publics destinés à procurer du travail aux chômeurs. De tels projets furent fréquemment mis au point avec une précipitation excessive et, du fait que leur objet primordial était de créer des emplois, le rendement de ces travaux fut souvent médiocre.

⁹⁵ Joseph Deiss, Philippe Gugler, (2012), « Politique économique et sociale », P 333.

⁹⁶ Frédéric Teulon, (1998), « L'état et la politique économique », collection major, presses universitaires de France, paris. P 139.

⁹⁷ Paul A. Samuelson, (1982), « l'ECONOMIQUE », P 499.

- DEPENSES SOCIALES. Nous avons vu que les mesures sociales en vigueur, telles que les indemnités du chômage et les pensions des retraites, exercent des effets de stabilisation automatique.
- VARIATION DES TAUX D'IMPOTS. S'il y a de bonnes raisons de prévoir qu'une récession sera de courte durée, une amputation temporaire des taux des impôts sur les revenus peut constituer un procédé de choix pour enrayer le fléchissement des revenus disponibles.

1.4.2. Efficacité de la politique budgétaire discrétionnaire :

Quel niveau d'efficacité peut être atteint par une politique budgétaire ? Permet-elle au gouvernement de faire un réglage en finesse de l'économie pour obtenir le niveau souhaité de revenu national ?

Deux facteurs limitent La politique budgétaire :

L'amplitude des réactions obtenues, d'une part, et le délai de réaction entre la mise en place d'une politique et l'obtention des effets, d'autre part. Pour être en mesure de décider d'une façon éclairée de l'ampleur des dépenses nécessaires pour relancer une économie, un gouvernement doit connaître leurs effets quantitatifs sur le PIB, le niveau de chômage et l'inflation. Or, l'amplitude de ces effets est difficile à déterminer à l'avance pour de nombreuses raisons.

1.5. Politique budgétaire et objectifs conjoncturels et structurels :⁹⁸

S'agissant de l'impact de la politique budgétaire sur les fluctuations de l'activité économique, toute une littérature a récemment conduit à considérer que celui-ci serait conditionnel au niveau de la dette. Elle met donc en évidence des phénomènes de non linéarité ou effets de "seuil". A la tradition keynésienne s'opposent ainsi les arguments de la nouvelle économie néo-classique avec des effets non-keynésiens voire anti-keynésiens si la réduction du déficit budgétaire peut susciter des stimulations plus que compensatrices dans le secteur privé.⁹⁹

La politique budgétaire structurelle vise à apporter des changements en profondeur aux structures économiques et à l'appareil productif d'un pays. Elle affecte surtout les décisions

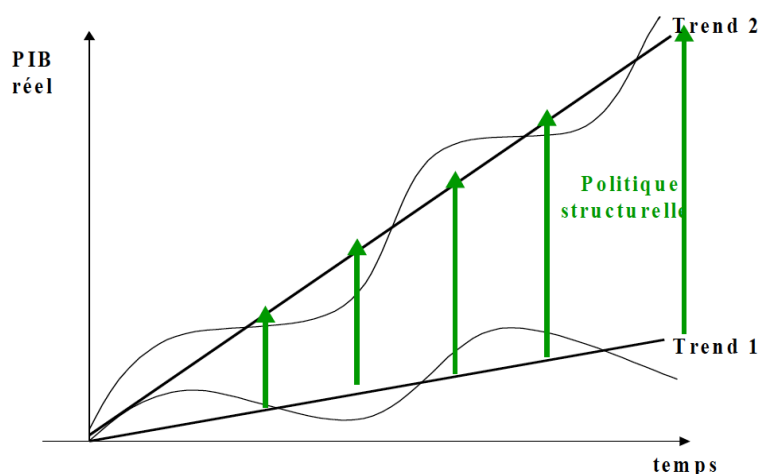
⁹⁸ Economie politique actuelle - Chapitre 7 Conjoncture, budget et politique budgétaire site internet : P6

⁹⁹ Nasser Ary Tanimoune, Jean-Louis Combes, Patrick Plane, (2005), « La politique budgétaire et ses effets de seuil sur l'activité en Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) », journées de l'Association Française de Sciences Economiques organisées par le CERDI, à Clermont-Ferrand, les 19 et 20 mai 2005. P10.

d'investissement des entreprises et ses effets ne se font sentir qu'à plus long terme.

Dans sa dimension conjoncturelle, la politique budgétaire recouvre l'utilisation des dépenses et des recettes des administrations publiques pour la régulation du rythme de l'activité économique. Rappelons que les administrations publiques regroupent trois composantes : l'administration centrale, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale.¹⁰⁰ Le but d'une telle politique n'est donc plus d'atténuer les fluctuations conjoncturelles, mais de modifier la tendance de long terme.

Figure 2.4 : politique budgétaire conjoncturelle et structurelle .



SOURCE : Economie politique actuelle - Chapitre 7 Conjoncture, budget et politique budgétaire P 8
www.miat.public.lu/publications/relation_communes/.../ecopol.pdf

La distinction entre politique budgétaire conjoncturelle et politique budgétaire structurelle est quelque peu artificielle. Si on prend le cas de la construction de nouvelles autoroutes destinée à améliorer les infrastructures et par là à attirer à moyen terme des investisseurs étrangers, entraîne une hausse des dépenses publiques qui peut contribuer à relancer la demande et donc la conjoncture. Supposons que, au cours d'une année donnée, l'économie soit menacée par l'ouverture d'un écart déflationniste. Admettons que la consommation privée et les dépenses d'investissement ne suffisent pas à assurer un volume d'emploi satisfaisant.¹⁰¹

¹⁰⁰ Bertrand Blancheton, (2009). « Maxi fiches de sciences économiques », DUNOD, PARIS. P 220

¹⁰¹ Paul A. Samuelson, (1982), « l'ECONOMIQUE », Nouvelle édition, Traduction Gaël fain, Armand Colin, Paris.P 495.

2. L'EFFICACITE DES REGLES DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE:

Des règles budgétaires efficaces peuvent aussi aider à rétablir ou à préserver la politique budgétaire.¹⁰²

2.1. Les règles budgétaires d'assainissement :¹⁰³

Les mesures d'assainissement budgétaires reposent sur des règles. Une règle budgétaire est comprise comme « *une contrainte permanente sur la politique budgétaire. éluâtes exprimée dans 141 indicateur synthétique de résultats budgétaires, tel que le Teri, public, la dette publique, les dépenses ou les recettes publiques* » (Huart, 2010, p Deux grandes catégories de règles budgétaires sont appliquées dans des pays (Sutherland *et al.*, 2005, p. 157) :

- « *La première fixe des objectifs intermédiaires qui contribuent les objectifs primordiaux de la politique budgétaire*».
- «*La seconde catégorie a trait a la mise en œuvre de règles budgétaire, Parmi ces règles, on citera les normes de transparence de comptes publicité financière et de contrôle, les sanctions possibles et, certaines circonstances, la mise en place de mécanismes qui permettent rigueur des règles budgétaires assorties d'objectifs* ».

les règles d'équilibre budgétaire associées a des règles de dépenses s'avèrent plus efficaces pour assurer l'assainissement de finances publiques (Guichard *et al.*, 2007, p. 21)c'est ce qu'a motré des études empiriques . Plusieurs pays en ont gage des principes connus sous le nom de « règle d'or ». Celle-ci a été appliquée dans le passe par plusieurs pays, tels que l'Allemagne et le Royaume-Uni et a, nouveau, été envisage de manière explicite par certains pays européens au début des années 2010, lorsque ces derniers étaient confrontés a de forts déficits publics. Il convient de souligner que la consommation collective peut passer les recettes si des particuliers sont disposés à faire l'inverse à titre individuel. Leur volonté à le faire dépend de l'existence d'une épargne et du taux d'intérêt. Si cette volonté est insuffisante, il faut hausser le taux d'intérêt, ce qui déprécie les anciens emprunts.

2.2. Le rôle des règles budgétaires à moyen terme :¹⁰⁴

¹⁰²OCDE, (2002), «SOUTENABILITÉ BUDGÉTAIRE : LE RÔLE DES RÈGLES », Perspectives économiques de l'OCDE 72, P 156.

¹⁰³ Joseph Deiss, Philippe Gugler, (2012), « Politique économique et sociale », P 343.

Certains types de règles budgétaires, en particulier celles qui exigent l'équilibre des budgets effectifs et non des budgets corrigés des variations conjoncturelles, réduisent automatiquement les fluctuations cycliques du solde budgétaire. A en juger par des données sur les États-Unis, où les états appliquent depuis longtemps plusieurs règles provoquant un déséquilibre budgétaire, la induite par des règles ne saurait être exclue, mais l'accumulation de réserves durant les périodes favorables en prévision des périodes difficiles elle peut atténuer cette pro cyclicité. Il importe aussi de savoir si la règle budgétaire accompagne une règle en matière de dépenses. A l'inverse, le partage du produit de l'impôt avec les niveaux infranationaux d'administration peut être une source de pro cyclicité, en particulier si les administrations infranationales représentent une forte proportion des dépenses et des recettes publiques totales et que le déficit budgétaire leur est interdit.

2.3. Les trois effets de la politique budgétaire :¹⁰⁵

Dans une perspective keynésienne, la régulation de la croissance économique par l'Etat passe par des actions budgétaires contra cycliques. Les pouvoirs publics sont amenés suite à Cette orientation à soutenir l'activité dès lors que la demande des agents est déprimée et à la freiner lorsque son emballement fait craindre des déséquilibres internes et externes, si on prend l'exemple des finances publiques africaines ont été structurellement déficitaires, en contradiction avec la logique contra cyclique d'intervention de l'Etat.

Une coexistence de différents régimes budgétaires conditionnels à l'endettement public est suggérée par la présence d'effets de seuil. Plusieurs explications, mutuellement non exclusives, ont été apportées à ce phénomène. Les premières reposent plus particulièrement sur des mécanismes de demande, les secondes sur des mécanismes d'offre.

2.3.1. La « règle d'or » britannique¹⁰⁶ :

Cette règle peut aussi aider à neutraliser le biais à l'encontre de l'investissement public observé par le passé dans plusieurs pays, où ce poste était une cible facile pour des compressions de crédits. L'idée est d'appliquer à l'investissement public les mêmes règles de

¹⁰⁴ OCDE (2003), « CYCLICITÉ DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE : LE RÔLE DE LA DETTE, DES INSTITUTIONS ET DES CONTRAINTES BUDGÉTAIRES », Perspectives économiques de l'OCDE, 2003/2 - no 74, P 163

¹⁰⁵ Nasser Ary Tanimoune, Jean-Louis Combes, Patrick Plane, (2005), « La politique budgétaire et ses effets de seuil sur l'activité en Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) », journées de l'Association Française de Sciences Economiques organisées par le CERDI, à Clermont-Ferrand, les 19 et 20 mai 2005.

¹⁰⁶ Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 190.

décision qu'à l'investissement privé : un projet doit être mis en œuvre si la somme actualisée des rendements qu'il engendrera à l'avenir couvre la dépense engagée ; l'endettement correspondant au projet ne met pas en péril la soutenabilité des finances publiques puisqu'il donnera lieu à des recettes ou à de moindres dépenses à l'avenir. Au Royaume-Uni, la mise en œuvre de la règle d'or a permis un redressement net de l'investissement public qui, en pourcentage du PIB, n'avait cessé de diminuer dans les années 1990 et avait atteint un niveau extrêmement bas (à peine plus de 1 % du PIB). Ce redressement de l'investissement public ne s'est pas accompagné d'une détérioration des finances publiques en moyenne sur le cycle.

Figure 2.5: Investissement public en % du PIB.

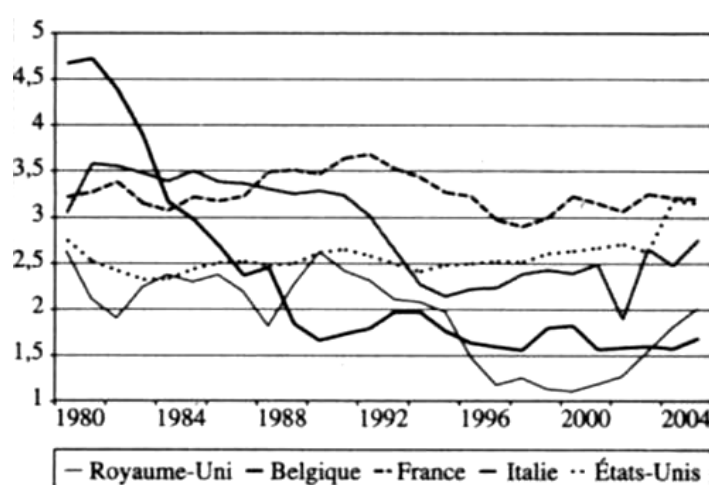
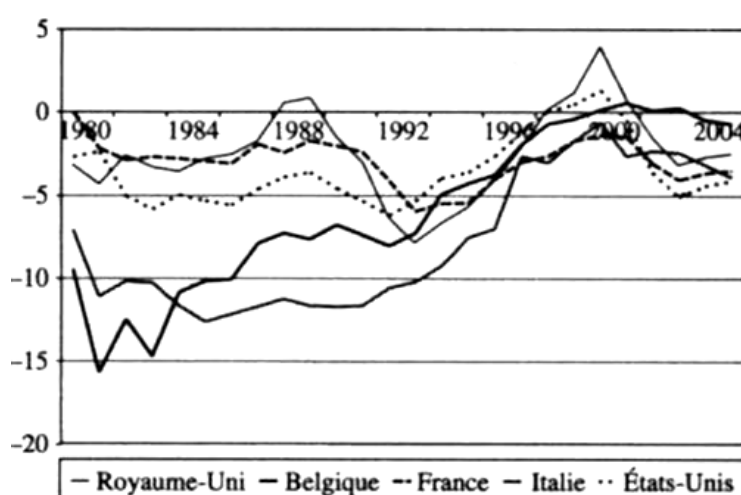


Figure 2.6 : Solde budgétaire en % du PIB



Source : commission européenne, Base Ameco , Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique ».

2.3.3. Les règles budgétaires et la discipline budgétaire¹⁰⁷ :

Les études empiriques montrent la relation existante entre règles budgétaires et la discipline budgétaire. La force des résultats peut être mise à mal en raison de l'éventuelle endogénéité des règles budgétaires. Il se peut en effet que la discipline budgétaire provienne en dernier terme non de ces règles, mais des préférences budgétaires conservatrices des votants et des élus. Nous présentons les remèdes introduits dans les analyses empiriques pour tenir compte de ce facteur, et nous arrivons à la conclusion qu'ils ne sont pas entièrement satisfaisants, ce qui pose un défi à la recherche en cours et future.

« Poterba »¹⁹⁹⁶ pense qu'il serait pertinent de se demander si les règles budgétaires légales atteignent les objectifs économiques escomptés ou si, au contraire, elles ne constituent qu'un simple «voile institutionnel». La réponse à cet interrogant a un contenu normatif certain, dans la mesure où la réforme de la politique budgétaire de nombreux pays est guidée par l'introduction de mesures formelles de ce type.

2.4. L'efficacité de la politique budgétaire :

2.4.1. Règles et principes de politique budgétaire :¹⁰⁸

Huit critères pour une « règle idéale » ont été identifiés par Kopits et Symansky (1998): clarté de la définition, transparence des comptes publics, simplicité, flexibilité, pertinence vis-à-vis de l'objectif, capacité de mise en œuvre avec possibilité de sanctions en cas de non - respect, cohérence avec les autres objectifs et règles des politiques publiques, accompagnement par d'autres politiques efficaces. Cette simple liste suggère l'existence d'arbitrages délicats, par exemple entre simplicité et pertinence, ou entre clarté et flexibilité.

Au-delà du choix d'une règle spécifique, l'adoption d'une règle budgétaire pose des questions générales : aucune règle n'est optimale en toute circonstance, nul ne doute qu'un gouvernement sérieux ne puisse faire mieux que le respect d'une règle nécessairement arbitraire dans le temps et dans l'espace. La règle d'or, notamment, restreint la capacité des gouvernements à favoriser le lissage de la consommation dans le temps. Elle peut aussi conduire à trop d'investissement public ou biaiser les choix d'investissement public.

¹⁰⁷ FRANCESC PUJOL, (2006). « Les contraintes budgétaires sont-elles efficaces? », REVUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, numéro 2, juin. P 101

¹⁰⁸ Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 187.

L'efficacité de la politique budgétaire est remise en cause, dans certains cas, par les économistes eux-mêmes dans un modèle plus général intégrant la contrainte extérieure ainsi que le degré de mobilité des capitaux.¹⁰⁹

2.4.2. Efficacité de la politique budgétaire et niveau de dette publique¹¹⁰ :

Nous présentons ici le modèle de Sutherland (1997), dans lequel la politique budgétaire présente les effets keynésiens traditionnels à des niveaux de dette publique modérée : les consommateurs considèrent dans ce cas que la pression fiscale à venir pèsera plutôt sur les générations suivantes. En revanche, lorsque la dette atteint des niveaux très élevés, une expansion budgétaire peut entraîner une contraction de l'activité, car les consommateurs anticipent alors un accroissement des impôts dans un futur proche.

La représentation du comportement des ménages repose sur le modèle à générations imbriquées où coexistent à chaque instant deux générations, les « jeunes » et les « vieux ». La politique budgétaire s'exprime par un déficit primaire D (par habitant) qui prend la forme d'un transfert forfaitaire vers les consommateurs. Appelant r le taux d'intérêt constant, la dynamique de la dette publique B par habitant s'écrit : $dB = rBdt + D$

Où le déficit D est affecté d'un aléa. Dans ces conditions, la dette pourrait devenir explosive. Pour respecter la contrainte budgétaire inter temporelle, Sutherland imagine un processus d'ajustement discret : lorsque la dette atteint un seuil élevé U , une taxe forfaitaire d'un niveau T par habitant est perçue, qui réduit la dette à $U - T$; lorsqu'elle atteint un seuil inférieur (intuitivement négatif) L , un transfert T est versé forfaitairement aux habitants, qui accroît la dette publique à $L + T$. Les consommateurs ont une vie finie : à tout instant, ils font face à une probabilité de décès δ . Chaque individu consomme une quantité c d'un même bien homogène librement échangé à prix fixe et en retire instantanément une utilité «(c) de type quadratique. Il dispose pour cela d'un revenu fixe y , et de la rémunération de son patrimoine de titres A . Il perçoit sur ses titres une rémunération $r + \delta$, car il confie ces titres à des compagnies d'assurance qui en hériteront s'il décède (il y a donc une prime de risque θ , qui s'interprète comme un transfert des consommateurs qui meurent aux consommateurs qui survivent).

¹⁰⁹ Monsieur JEAN MESSIHA, (1999), « LE STATUT ECONOMIQUE DES POLITIQUES BUDGETAIRES FACE AUX TRAITES DE Maastricht ET D'AMSTERDAM », THESE POUR LE DOCTORAT EN SCIENCES ECONOMIQUES, UNIVERSITE DE METZ. P 49

¹¹⁰ Agnès Bénassy Quéré, Benoît Coeuré, Pierre Jacquet, Jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 184.

Cela le conduit à choisir un niveau de consommation :

$$c(t) = y + (r + \theta)[A(t) - E_t \int_t^{\infty} \delta(T) T e^{-(r+\theta)(\tau-t)} d\tau$$

où la fonction $\delta(\tau)$ prend la valeur + 1 lorsqu'une crise amenant une réduction de la dette se produit, - 1 lorsqu'à l'inverse l'atteinte par la dette du niveau inférieur L entraîne un transfert positif T vers les consommateurs, et 0 dans les autres cas. Autrement dit, le consommateur consomme le flux de revenu plus le revenu d'intérêt sur son patrimoine de titres, net de la valeur actualisée (au taux $r + \theta$ qui prend en compte la vie finie du consommateur) des impôts futurs anticipés. Les résultats du modèle se déduisent de l'étude de la dynamique du terme :

$$s = E_t \int_t^{\infty} \delta(T) T e^{-(r+\theta)(\tau-t)} d\tau$$

Sutherland montre que S est une fonction croissante de B , que $\partial S / \partial B$ est proche de zéro lorsque B est faible (en valeur absolue), mais que $\partial S / \partial B$ est supérieure à l'unité lorsque B (en valeur absolue) s'approche des seuils L ou U . Lorsque la dette B est faible, une expansion budgétaire (D positif) accroît la consommation de chaque individu et la consommation agrégée.

3. LE ROLE ET L'IMPACT DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE :

3.1. L'impact de la politique budgétaire sur l'économie :¹¹¹

En fonction non seulement de l'instrument retenu mais aussi de la situation et du degré d'ouverture de l'économie, les effets multiplicateurs de la politique budgétaire peuvent varier considérablement. Les multiplicateurs sont plus puissants si le sous-emploi des ressources dans l'économie est plus prononcé et que le fonctionnement du secteur financier est affaibli. Quand ce dernier souffre de dysfonctionnements, l'effet de la politique budgétaire peut être plus marqué car les ménages sont susceptibles de consommer davantage à la faveur de la relance budgétaire que s'ils étaient confrontés à des contraintes d'emprunt. Ainsi, les ménages peuvent neutraliser une partie des effets multiplicateurs de la politique budgétaire en modifiant leur comportement d'épargne, et ces effets peuvent varier dans le temps, reflétant la position fiscale sous-jacente.

¹¹¹ OCDE. (2010) « Chapitre 6. La politique économique contracyclique », P 341

En Considérant d'un point de vue proprement macroéconomique, la perte d'efficacité de la politique budgétaire telle qu'elle s'observe depuis le début des années quatre-vingt-dix a quelque chose de déroutant. Entre sous-utilisations des capacités, chômage de masse, autofinancement des entreprises excédent commercial, absence d'inflation, sous-consommation salariale et excès d'épargne, même de la politique budgétaire procède, lui, d'un effet de connexion macro-micro.¹¹²

Pour enclencher une relance de l'économie l'Etat dispose de deux types de mesures: la hausse des dépenses publiques et la baisse des impôts. Pour augmenter les dépenses publiques, l'Etat peut procéder de plusieurs manières : accorder plus de subventions aux entreprises et plus d'allocations aux chômeurs, accroître les dépenses d'infrastructures, remplacer certains équipements utilisés dans la fonction publique, offrir de nouveaux services à la population, embaucher plus de fonctionnaires, etc. l'accroissement des dépenses publiques a pour effet de stimuler la demande globale et la production de nouveaux biens. Disposant d'un revenu supplémentaire, les ménages peuvent alors augmenter leurs dépenses de consommation. La hausse du revenu disponible entraînée par la baisse du taux d'imposition des ménages, a pour effet de stimuler les dépenses de consommation. Là encore à cause de l'interaction entre la demande globale, la production et le revenu, la nouvelle consommation donnera lieu à une cascade de nouvelles dépenses. Les deux mesures budgétaires que nous venons d'évoquer n'ont pas tout à fait le même impact sur l'économie. La baisse des impôts des ménages ne se traduira pas par une augmentation équivalente de la production locale, puisqu'une partie de cette somme disparaîtra en impôts, en épargne et en importations.¹¹³

3.2. La position budgétaire adoptée par le gouvernement¹¹⁴ :

Le choix de présenter un budget en équilibre, avec une probabilité plus forte d'être en excédent plutôt qu'en déficit définit la position budgétaire d'un gouvernement. Ce choix est-il, à lui seul, responsable de l'évolution de la croissance économique d'un pays ?

Non. D'une part, la croissance du PIB dépend de l'ensemble des fuites et des injections et, d'autre part, on s'aperçoit qu'en pratique la croissance est plus une cause de l'équilibre budgétaire que sa conséquence, puisque les gouvernements établissent leur budget sur des

¹¹² Frédéric Lordon, (1997), « les quadratures de la politique économique », bibliothèque ALBIN MICHEL économie, PARIS. P 223

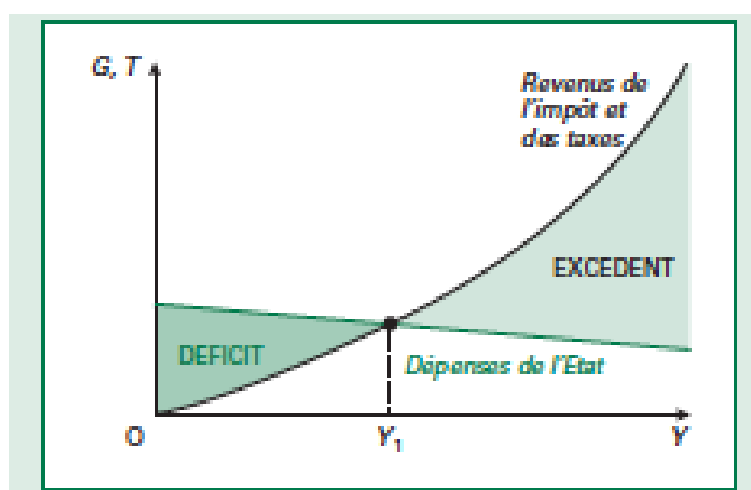
¹¹³ R. Bouret, A. Dumas, (2009). « Economie globale, à l'heure de la mondialisation », ERPI.

¹¹⁴ John Sloman, Alison Wride. (2011), « Principes d'économie », 7e édition, Pearson Education France, p 534

prévisions de croissance souvent trop optimistes. En revanche, on peut faire un parallèle entre la demande globale et le déficit budgétaire. En effet, si le déficit budgétaire se réduit d'une année à l'autre, cela peut être dû à une baisse des dépenses publiques (G) ou à une hausse des impôts (T), autrement dit une baisse des injections ou une hausse des fuites. ²

La figure 2.7 illustre cette relation entre déficit excédent et niveau du PIB d'un pays. La fonction représentant les revenus des impôts est croissante en fonction du PIB. La pente de cette courbe dépend du niveau d'imposition. La courbe de dépenses de l'État est décroissante, ce qui signifie que ses charges sont moindres dans une économie florissante. Pour un revenu national (ou PIB) égal à Y_1 , le budget est à l'équilibre. Pour un PIB plus faible, il y a un déficit et, bien sûr, pour un PIB plus élevé, un excédent budgétaire.

Figure 2.7 : REVENU NATIONAL ET EVOLUTION DU DEFICIT OU DE L'EXCEDENT BUDGETAIRE



Source : R. Bouret, A. Dumas, (2009). « Economie globale, à l'heure de la mondialisation », ERPI.

Un déficit budgétaire ex post ne signifie donc pas forcément que la position budgétaire initiale soit déficitaire. Le budget peut être à l'équilibre au moment de son vote et se dégrader avec l'évolution négative de l'économie. Cependant, les prévisions de croissance utilisées pour déterminer le budget sont parfois optimistes, voire irréalistes. Dans ce cas, le gouvernement est en partie responsable du déficit. Les déficits ou surplus obtenus, lorsque l'économie est à son niveau de production durable, correspondent aux déficits ou surplus structurels. Le niveau de production durable correspond à la situation où il n'y a ni excès ni déficit de la demande globale. S'il est à gauche du point Y_1 , alors il y a un déficit structurel. De ce fait, le

gouvernement peut opter pour un budget en équilibre ($T = G$), mais l'économie peut quand même être en déficit en cas de récession (ou en surplus en cas de croissance non anticipée).

3.3. le chômage et La politique budgétaire :¹¹⁵

A coté de la gestion des services publics traditionnels, à coté des visions sur son rôle dans la définition de la justice social, l'Etat s'est positionne comme un acteur économique essentiel dont le rôle est de garantir le plein emploi. Il est souvent considéré par la société comme en charge du plein-emploi. Tous les défenseurs du secteur public, de l'Etat, des nationalisations, des socialismes divers plus ou moins bien formulés et conçus ont appuyé et appuient encore leur appel à un renforcement des prérogatives publiques sur l'idée que l'Etat est capable d'empêcher le chômage.

Dans l'organisation de la politique économiques, la réflexion économique a rapidement distribue les rôles : la Banque centrale évite l'inflation mais aussi les faillites financières a répétition en jouant le rôle de « prêteur en dernier ressort ». L'Etat est suppose éviter le chômage et jouer un rôle d'employeur en dernier ressort.

La détermination de la population active est le premier paramètre dont il use pour gérer la situation de l'emploi. Dans toute société il existe des gens qui ne travaillent pas sans être pour autant des chômeurs. L'Etat organise des systèmes de retraite pour permettre a une partie de la population de bénéficier d'un revenu sans travailler.

3.3.1. Le chômage classique : Selon la théorie classique, le circuit économique repose sur l'investissement et sur son financement par l'épargne. Il se décrit suivant le schéma suivant :

L'égalité $S = I$ et l'équilibre qu'elle traduit donnent le niveau d'investissement et le taux d'intérêt. Dans l'économie d'un pays, le stock de capital est constitue de la somme des investissements réalisés. Or, ce stock de capital détermine un nombre de postes de travail. Le travail ne peut exister que dans des unités de production ou au préalable a été installé du capital. Autrefois, il fallait un champ, naguère une usine, maintenant des bureaux équipés d'ordinateurs, mais toujours il faut un lieu doté en capitale, Ce capital, l'économiste le calcule en faisant la somme des investissements.

¹¹⁵ Jean Marc Daniel, (2008). « La politique économique », Que sais-je ?, collection PUF, PARIS. P 38.

On connaît ainsi le capital K et la quantité de travail mobilisable L . la production Y est alors le fruit de l'utilisation de ce capital. Y est égale à $f(K, L)$, f étant ce que l'on appelle une fonction de production.

De façon simplifiée, on boucle l'équilibre économique en appliquant la loi de Say. Elle nous donne le revenu R qui est égal à Y . Comme on connaît dès le départ du modèle l'épargne ainsi que les règles fiscales en vigueur, on déduit la consommation de l'équation de revenu ($R = C + S + T$).

3.3.2. Chômage keynésien : L'hypothèse de base est que les entreprises manquent de débouchés. Dans le chapitre XXII de sa Théorie générale, Keynes revient sur les causes qui peuvent expliquer une situation de crise. Il considère que la consommation est stable ce qui va à l'encontre des thèses souvent mises en avant sous son nom sur la « relance par la consommation » et sur la consommation moteur de la croissance ». Keynes ne pensait pas que la consommation soit à l'origine de la croissance. Ce serait en effet admettre une vision du monde où l'augmentation des salaires ne peut être que bénéfique et ne pose jamais aucun problème : les salariés qui voient leur pouvoir d'achat croître sont ravis, les chômeurs qui retrouvent du travail grâce à la relance induite par la consommation le sont tout autant, les entreprises qui accroissent ainsi leurs débouchés ne peuvent pas se plaindre. Keynes en revanche affirme que le problème vient de l'investissement qui est soumis à des fluctuations sévères. Doubtant de leurs débouchés, les entreprises hésitent à investir et ajustent non pas les prix et les salaires face à la crise qui s'ensuit mais les effectifs. Le chômage provient d'un manque d'investissements privés.

Il propose de leur substituer des investissements publics.

La démarche keynésienne fait de la politique budgétaire le moyen privilégié de lutter contre le chômage et peut se résumer que les dépenses publiques sont plus efficaces pour augmenter la production que la dépense privée. Nous retrouvons ainsi Tinbergen... On peut décrire le recours à la politique budgétaire comme facteur de croissance économique de diverses façons, la plus simple et la plus complète étant celle de Haavelmo¹¹⁶ : Le modèle encore appelé d'Haavelmo peut se décrire au travers des équations suivantes :

Nous avons entre l'offre et la demande : $Y = C + I + G$. Loi de Say $Y = R$.

¹¹⁶ Haavelmo l'économiste norvégien prix Nobel d'économie en 1989

A ces deux équations comptables, on ajoute une équation qui décrit la consommation. Pour les keynésiens, ce qui est central, ce n'est pas l'épargne mais la consommation. Cette consommation est le but de l'activité économique et alors que dans le schéma classique, nous sommes partis de l'égalité entre l'épargne et l'investissement, nous partons maintenant de la relative inertie de la consommation, qui est liée au revenu par ce qu'on appelle une fonction de consommation. Fondamentalement, les problèmes de l'économie dans ce schéma proviennent de la contradiction entre la volonté des gens de consommer le plus possible et la nécessité de financer la production et l'investissement par le biais de l'épargne qui vient en déduction de la consommation. Ecrivons la fonction de consommation : $C = c (R - T)$.

On obtient en combinant les trois égalités : $Y = c (Y - T) + I + G$.

Soit en différentielle, un accroissement de production qui s'écrit : $dY = dG - c dT / 1 - c$.

$(1/1 - c)$ est appelé par les spécialistes de La politique budgétaire le multiplicateur keynésien. Chaque augmentation de production nécessitant de la main d'œuvre, le chômage se trouve ainsi réduit. On voit quatre choses importantes dans ce raisonnement:

- par rapport au raisonnement classique, il y a bien inversion de la logique. En effet, dans le raisonnement classique, on augmente les capacités d'offre en accumulant davantage de capital, alors qu'ici, on incite les entreprises à embaucher pour faire face à une demande supplémentaire ;
- en cas d'accroissement des dépenses de l'Etat sans accroissement de la dette publique, c'est-à-dire si $dT = dG$, il y a accroissement de La production avec un effet multiplicateur réduit à 1 ;
- en cas de financement de l'ensemble de L'augmentation des dépenses publiques par l'emprunt l'effet multiplicateur est maximal et égal à $1/1 - c$;
- en cas de baisses des impôts plutôt que d'augmentation des dépenses, il y a de nouveau un effet multiplicateur mais celui-ci est cette fois-ci de $c / 1 - c$. il est inférieur au multiplicateur correspondant l'augmentation des dépenses.

La réponse keynésienne au chômage est une augmentation de la demande, soit directement de la demande publique, soit indirectement de la demande privée par baisse des impôts. Pour les keynésiens les plus stricts, lutter contre le chômage suppose d'augmenter les investissements

publics sans couvrir ces augmentations par des recettes publiques, c'est-à-dire en augmentant le déficit budgétaire et, de ce fait, le stock de dette publique.

4. QUELLE RESPONSABILITE PORTE ELLE LA POLITIQUE BUDGETAIRE :

Comment s'empêcher de trouver la thématique de la détermination des effets de la politique économique par les perceptions et les schémas d'anticipation aussi pertinente... que dénaturée par les hypothèses faites sur les capacités cognitives des agents, C'est pourquoi la conjecture qu'on voudrait proposer pour rendre compte de la perte d'efficacité de la politique budgétaire continue de reposer sur la médiation par les représentations des agents, mais en renvoyant la formation de ces dernières à de tout autres déterminants que la rationalité substantive exclusivement par la théorie néoclassique. Certes, il y est plus que jamais question de la façon dont les agents perçoivent l'action publique, mais davantage en termes sociologiques d'assentiment et de conformité aux normes ambiantes de politique économique que d'une modélisation parfaite par les agents de la contrainte budgétaire inter temporelle de l'Etat. Cet argument général de perception permet alors de revenir sur le second paradoxe de la politique budgétaire.¹¹⁷

4.1. En matière de politique budgétaire, il n'y a pas de tentation sans prise de risque pour les dirigeants d'un pays :¹¹⁸

Pour répondre aux impératifs économiques et sociaux chaque pays demande à diversifier les prélèvements obligatoires. Les convergences et divergences de considérations doctrinales ou théoriques sur ces pratiques situent l'importance relative de ce moyen à conduite d'une politique économique et sociale.

D'abord, en se lançant dans un programme de réduction des prélèvements obligatoires les gouvernements savent quels types de risques politiques les guettent. Ces derniers reflètent un choix de société, la solidarité nationale verticale et horizontale. La réduction des prélèvements obligatoires conduit à un arbitrage sur des populations cibles à des avantages. La réduction des prélèvements obligatoires signifie choisir de répartir différenciellement les richesses nationales entre les différents secteurs et structures économiques: secteurs modernes et secteurs traditionnels.

¹¹⁷ Frédéric Lordon, (1997), « les quadratures de la politique économique », bibliothèque ALBIN MICHEL économie, PARIS. P 235.

¹¹⁸ Mokhtar Lakehal, (2002), « finances et politiques publiques », P 147.

Une autre série de risques d'ordre socioculturel se dresse à côté de cette série de risques politiques et économiques. La discrimination à l'égard d'un certain nombre de personnes qui, à la suite d'un manque de ressources de l'Etat ou des collectivités territoriales, n'auront plus droit à des allocations et des aides ou recevront moins de revenus de transfert.

4.2. Une politique budgétaire est-elle possible? Est-elle souhaitable ?¹¹⁹

La difficulté d'une politique budgétaire délibérée ne vient ni de ce qu'elle ne joue aucun rôle ni de ce que, par nature, elle est inefficace. Non, le problème est que les démocraties des pays capitalistes sont politiquement incapables d'en faire un usage intelligent. A la fois son contenu et sa programmation dans le temps se révèlent vulnérables aux distorsions induites par des politiques au service d'intérêts particuliers.

Le fait que l'économie politique budgétaire a une évaluation pessimiste de toute politique budgétaire pourrait être même justifié dans l'hypothèse ou la théorie de la politique budgétaire serait globalement simple et évidente. Si vous ajoutez aux incertitudes concernant le niveau de production neutre. La formation et l'évolution des anticipations du secteur privé et les possibilités de jeux qui interviennent entre les divers systèmes de réglementations publiques et privées. Une politique budgétaire impossible ou inutile, ce doit être pour des raisons macroéconomiques spécifiques qui doivent être explicitées et expliquées.

Ces raisons pourraient être de deux ordres :

L'une indique que si la demande et l'offre globales est en permanence équilibrée grâce au fonctionnement normal d'une économie de marché ; la politique budgétaire n'a aucun rôle à jouer sur le plan macroéconomique et donc tout simplement on n'a pas besoin de politique budgétaire.

La politique budgétaire pourrait encore avoir des rôles importants dans le domaine allocatif et dans le domaine distributif, mais il s'agit là d'une autre doctrine. Alors une politique budgétaire proprement adaptée pourrait peut-être contribuer à la résolution de ces déséquilibres.

¹¹⁹ Robert M. Solow, éd. (2006), « Réforme structurelle et politique économique », Economica, Paris. P 23

4.3. La modélisation du comportement des autorités budgétaires¹²⁰

Une politique budgétaire est dite contra cyclique si elle est destinée à stabiliser l'activité économique, c'est-à-dire si elle est expansive en période de ralentissement de l'activité et restrictive en temps de conjoncture favorable. La contra cyclicité est d'origine différente selon que la variation du solde budgétaire résulte de la volonté des gouvernements ou est endogène, résultant de l'évolution même de la conjoncture. En effet, à taux d'imposition donnés, les fluctuations du produit et de la consommation entraînent dans le même sens celles des recettes fiscales qui, augmentant en expansion et diminuant en récession, jouent un rôle de stabilisation automatique. Dans les pays en Développement, les dépenses publiques liées à la conjoncture, telles que les indemnités de chômage ou les versements d'un revenu minimum n'existent pratiquement pas de telle sorte que la stabilisation automatique repose essentiellement sur les impôts. La politique budgétaire discrétionnaire est contra cyclique si elle accroît les dépenses publiques et réduit les taux d'imposition en période de ralentissement et agit inversement en période de conjoncture favorable. Elle est pro cyclique dans le cas contraire.

Enfin, une troisième politique budgétaire, celle qui maintient stables les taux d'imposition et les dépenses publiques quelle que soit la conjoncture, est dite acyclique.

4.4. Un problème de délai de réaction Budgétaire¹²¹ :

La politique budgétaire doit être mise en place rapidement, avoir une grande ampleur, couvrir un horizon de quelques années être conditionnelle à l'état de la demande, et s'inscrire dans une optique de soutenabilité à moyen terme de la dette publique, c'est-à-dire tenir compte du niveau de dette existant et de l'ajustement nécessaire à la sortie de la crise tous ces points représentent les principes de base. A chaque pays, bien sûr, de moduler ses efforts dans ce cadre en fonction de sa situation particulière.¹²²

Une politique budgétaire peut souffrir d'un décalage important entre le moment où elle devrait être mise en place en théorie et son application réelle. Ainsi, il est possible que des

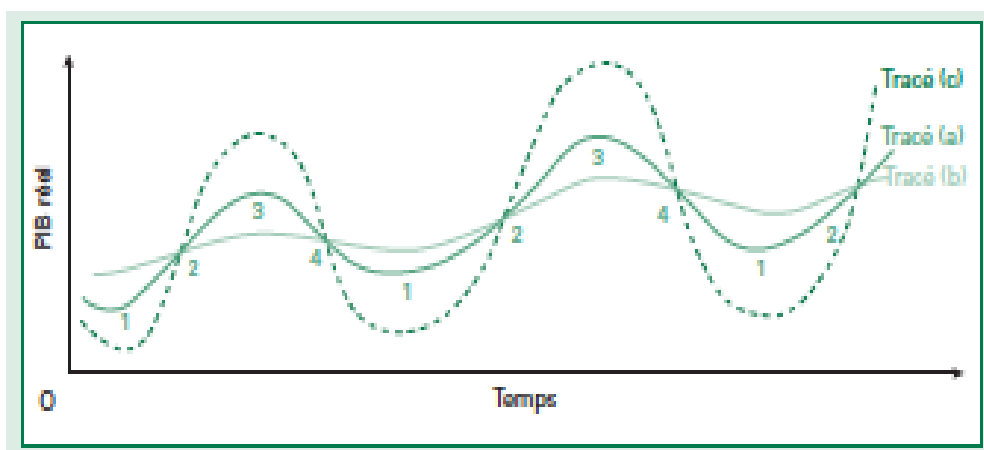
¹²⁰S. GuillaumontJeanneney , S. J-A. Tapsoba,(2009) « Pro cyclicité de la politique budgétaire et surveillance multilatérale dans les unions monétaires africaines », Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International (CERDI), Document de travail de la série Etudes et Documents E 2009.04, Université d'Auvergne CNRS, Février, P 10.

¹²¹John Sloman, Alison Wride. (2011), « Principes d'économie », 7e édition, Pearson Education France , p 539

¹²² Laurence Boone, Jean Pisani-Ferry, (2009), « Politique budgétaire : Stabilisateurs ou politique discrétionnaire ? » P 11.

décisions prises pour limiter une phase de récession soient appliquées alors que l'économie est déjà dans une phase d'amélioration. La politique budgétaire est alors non seulement inefficace par rapport à son objectif initial, mais en plus elle peut avoir des effets négatifs.

Figure 2.8: stabilisatrice ou déstabilisatrice de la politique budgétaire



Le tracé (a) représente l'évolution de l'économie sans intervention de l'État. Dans cette situation, le gouvernement devrait idéalement tempérer l'économie à la phase 2 et la stimuler à la phase 4. L'effet d'une telle politique permettrait d'obtenir le tracé (b), où les fluctuations de l'économie sont nettement réduites. Mais avec un délai de réaction entre l'action politique et l'obtention des effets, mettons de deux périodes, le résultat de la politique économique correspond plutôt au tracé (c).

À la décharge des gouvernements, ce délai entre l'action politique et ses effets ne leur est pas intégralement imputable. Il dépend majoritairement de la vitesse de réaction des ménages et des entreprises à ces stimuli, vitesse qui est conditionnée par de nombreux facteurs. Par ailleurs, les entreprises et les ménages ne répondent pas de la même façon ni à la même vitesse aux variations de G et de T . Par exemple, les ménages réagissent très lentement aux modifications du niveau d'imposition et aux cadeaux fiscaux destinés à promouvoir certains investissements, alors que les entreprises sont plus promptes à les utiliser.

4.5. Quels mérites pour la politique budgétaire ?¹²³

Malgré les limites évoquées, si un gouvernement décide d'avoir recours à une politique budgétaire, que doit-il faire ? Se focaliser sur G ou sur T , ou faire varier les deux

¹²³John Sloman, Alison Wride. (2011), « Principes d'économie », 7e édition, Pearson Education France, p 539.

simultanément ? Cela dépend avant tout de considérations politiques : qui souhaite-t-on favoriser ?

Une modification du niveau d'imposition favorise... ceux qui paient déjà des impôts. Ce ne sont peut-être pas les personnes qui en ont prioritairement besoin.

Une augmentation des dépenses publiques permet-elle plus de précision ? Oui, car une modification des impôts (T) touche tout le territoire, tandis qu'une augmentation des dépenses publiques (G) peut-être dirigée directement vers la partie du territoire la plus touchée par le chômage, ou vers un secteur d'activité particulier.

L'une des attaques les plus gênantes contre la politique budgétaire traditionnelle est l'existence de délais de mise en œuvre de la politique budgétaire, qui est certes passée relativement inaperçue au moment de sa formulation, mais qui continue encore de semer des doutes quarante ans après, porte sur l'existence de décalage dans le temps lors de la mise en œuvre des instruments de politique budgétaire, ce qui constitue une difficulté importante pour son application.¹²⁴ Ainsi, M. Friedman (1953) démontre que les politiques budgétaires ne contribuent pas à la stabilisation du produit, si elles ne sont pas bien positionnées dans le temps par rapport aux irrégularités spontanées desquelles elles sont appelées à corriger.¹²⁵

Ce point évalue la manière dont les réformes politiques et les changements apportés au processus budgétaire ont affecté les incitations à coopérer et par ce biais altéré la qualité des allocations budgétaires.

4.6. Critiques de la politique budgétaires sur chômage :¹²⁶

L'usage de la politique budgétaire et singulièrement du déficit budgétaire comme moyen d'accroître la demande se heurte à cinq critiques de fond.

- Le premier est que l'entrepreneur privé est toujours plus à même d'analyser la pertinence d'une dépense que les autorités publiques. C'est lui qui a intérêt à agir personnellement

¹²⁴ Mejía Acosta Andrés et Albornoz Vicente, (2010) « Rente pétrolière et politique budgétaire en Équateur », Revue internationale de politique comparée, 2010/3 Vol. 17, p. 111-126. DOI : 10.3917/ripc.173.0111, P123.

¹²⁵ Matthieu LLORCA, (2005), « Nécessité et efficacité de la politique budgétaire discrétionnaire », P 46.

¹²⁶ Jean Marc Daniel, (2008). « La politique économique », Que sais-je ?, collection PUF, PARIS. P 48.

dans des conditions telles qu'une dépense supplémentaire lui assure un accroissement de son revenu personnel et donc du revenu global du pays.

- La deuxième, qui se rapproche de la précédente, est qu'il y a effet d'éviction. Cela signifie que chaque fois que l'Etat augmente ses dépenses, les agents privés sont obligés de diminuer les leurs. Tout accroissement de la demande publique a pour effet une diminution de la demande privée. Il y a un mécanisme de ce que les économistes appellent des équivalences ricardiennes. En effet, si l'Etat pour financer ses dépenses augmente les impôts, il ponctionne de façon évidente les agents privés qui, ayant moins à leur disposition, dépenseront moins.
- Il existe une contrainte extérieure. En augmentant le déficit budgétaire et la demande, on augmente les importations. Le pays doit réduire assez vite la dépense publique pour revenir à l'équilibre commercial. Le multiplicateur joue alors en sens inverse et après la relance, vient la contraction de la production et la récession.
- à la différence des entreprises privées, l'Etat n'a pas de sanction automatique de ses erreurs d'appréciation sur la nature de ses dépenses. Une entreprise qui se trompe perd ses fonds propres puis fait faillite. L'Etat est un agent éternel et ne peut ni ne doit faire faillite. Lorsque son endettement est pleinement efficace, il suscite un surcroît de croissance qui se traduit pour lui par des gains en termes de fiscalité. Mais lorsque son endettement est économiquement inefficace, il n'a pour s'en débarrasser que l'annulation d'une partie du stock de dette .
- Le problème de l'inflation ne se pose pas uniquement en termes de moyen pour l'Etat de réduire sa dette. En effet, en augmentant la demande, il espère que les entreprises vont augmenter leurs effectifs, parce que la logique keynésienne affirme que les prix sont rigides.

SECTION II.2 : LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE REVUE DE LA LITTÉRATURE.

L'analyse théorique conduit à quelques résultats susceptibles de guider les gouvernements dans l'utilisation de la politique budgétaire¹²⁷, donc on va proposer le tableau qui démontre les déferents courants théoriques de la politique budgétaire.

Tableau 2.1 : les déferents courants théoriques de la politique budgétaire

	Hypothèses	Mécanismes	Effet d'en ajustement
Modèles néokeynésiens	Horizon de court-moyen terme Offre flexible	Eviction financière partielle Pas de non-linéarités <i>KEYNESIEH</i>	
Équivalence ricardienne	Contrainte budgétaire inter temporelle Consommateurs à horizon infini Anticipations rationnelles	Eviction un pour un de la consommation privée par la consommation publique anticipée Neutralité du déficit <i>NON KEYNESIEN</i>	Neutre
Modèles néoclassiques à effet décomposition	Cadre néoricardien Distorsion fiscale La composition de l'ajustement dépend des conditions initiales (niveau de dette...).	Super-éviction en raison des effets d'offre <i>ANTI-KEYNESIEN</i>	Ajustements expansionnistes si conditions initiales dégradées
Modèles keynésiens à effet de seuil	Rigidités keynésiennes Consommateurs à horizon fini La probabilité de c stabilisation > croît avec la dette	Mécanisme keynésien dans des conditions normales Inversion des effets lorsque la situation des finances publiques est dégradée <i>KEYNESIEN ou ANH-KEYNESIEN</i>	Récessif quand la dette est faible Expansionniste quand la dette est élevée

SOURCE : Agnès Bénassy Quéré, benoit courée, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 183.

¹²⁷ Agnès Bénassy Quéré, Benoit Cœur, Pierre Jacquet, Jean Pisani Ferry, (2012). « POLITIQUE ECONOMIQUE », P 240.

1. LA CONCEPTION CLASSIQUE :

Classiquement la politique budgétaire se définit en termes de stabilisateurs automatiques et de politique discrétionnaire. Dès qu'un ralentissement de l'activité se met en place, les stabilisateurs automatiques agissent naturellement à travers une baisse des recettes et une hausse des dépenses publiques.¹²⁸ L'équilibre budgétaire est une règle d'or de la gestion financière publique pour les conceptions classiques. L'Etat-gendarme, l'Etat ne doit pas intervenir sur le marché, afin de ne pas fausser les effets de la main invisible. Adam Smith préconise le laisser-faire, c'est à dire que le fonctionnement de l'économie doit être libre. Cette théorie de Smith est à la base même du courant de pensée classique selon lequel ce laisser faire est la meilleure façon d'éviter la crise de déséquilibre, car l'économie a tendance à se réguler elle même.

Le libéralisme des autres classiques est présenté par Montoussé (2002) qui relève que : « *les autres auteurs classiques poursuivent l'œuvre de Smith et s'attachent aussi à présenter les bienfaits du libéralisme.* » C'est le cas de Malthus qui montre que les aides sociales de l'Etat sont néfastes et ne permettent pas, contrairement à leur objectif, de faire reculer la pauvreté.¹²⁹

Partition des variables exogènes K : on suppose qu'on analyse une période relativement courte, M : stock de monnaie, émise par la banque centrale et détenue par les ménages, dépend de la politique de celle-ci, qu'on suppose naturellement exogène. Donc dM, création monétaire de la banque centrale pendant la période est exogène.

T et G : l'Etat détermine le montant des impôts et de ses dépenses.

Toutes les autres variables sont endogènes.

L'Etat a comme seul comportement de fixer, dans une période donnée, le montant dM de la création monétaire, ainsi que T et G. Cela détermine ipso facto son besoin de financement Dp puisque la contrainte monétaire de l'Etat s'écrit : $G - T = Dp + dM$.¹³⁰

¹²⁸ Laurence Boone, Jean Pisani-Ferry, (2009), « Politique budgétaire : Stabilisateurs ou politique discrétionnaire ? », Chapitre pour le livre Fin de monde ou sortie de crise, sous la direction de Pierre Dockès et Jean-Hervé Lorenzi, Perrin. P 7

¹²⁹ MAO TAKONGMO Charles Olivier, KENFACK Merville Estelle « EFFET DES POLITIQUES BUDGETAIRES SUR L'ACTIVITÉ ECONOMIQUE DES PAYS DE LA CEMAC » P 4.

¹³⁰ Pierre-Noël Giraud, (2004-2005), « Initiation à l'Economie », Cerna, p193

1.1. Le dogme de l'équilibre budgétaire, une règle d'or des économistes classiques :¹³¹

Les économistes classiques adoptent, comme principe des finances publiques, le dogme de l'équilibre budgétaire qui fut tout d'abord recherché de manière annuelle tout au long du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème}, puis de manière pluriannuelle dans la période entre les deux guerres mondiales.

La doctrine d'équilibre des finances publiques emporte facilement la conviction en raison de l'analogie qu'il est tentant d'établir entre ce qu'on appelle l'agent économique et les agents privés. On estimait que l'Etat devait se comporter comme un particulier et gérer le budget avec prudence, c'est-à-dire que ce dernier devait être en équilibre, les recettes contrebalancent les dépenses.

1.2. la conception classique de la neutralité de la politique budgétaire :¹³²

Pour remettre en cause le recours aux politiques budgétaires dans une optique de stabilisation conjoncturelle plusieurs arguments ont été avancés au cours des dernières années. Les modèles classiques inspirés de la théorie du cycle réel qui postulent que l'économie est toujours en situation d'équilibre global concluent à l'inutilité de la politique budgétaire. C'est à partir des années quatre vingt que la macroéconomie a été marquée par le développement de la théorie RBC à la suite de la critique émise par Lucas (1977) qui a décrédibilisé l'utilité des modèles du type keynésien pour évaluer les effets de politiques économique. Les modèles pionniers du courant de la théorie des cycles réels sont ceux de Kydland et Prescott (1982) et Long et Plosser (1983). Cooley (1995) et Prescott (1998) proposent une revue de littérature plus détaillée. La théorie part d'une description d'une économie fondée sur les demandes d'un unique consommateur immortel représentatif qui maximise une fonction d'utilité additive aux propriétés mathématiques standards, sous un ensemble de contraintes perçues. Ce courant est défini comme l'ensemble des modèles cherchant à établir que les réponses optimales des agents économiques à des chocs de nature réelle peuvent produire des caractéristiques cycliques proches de celles observées.

¹³¹ Matthieu LLORCA, (2005), « Nécessite et efficacité de la politique budgétaire discrétionnaire », CEMAFI, Thèse doctorat, France. P22

¹³² Fatou DIANE, Alsim FALL, (2007). « QUELLE A ETE LA CONTRIBUTION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE DU SENEGAL ? », DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES, Document d'Etude N 05, SENEGAL, NOVEMBRE.P10

2. LA POLITIQUE BUDGETAIRE KEYNESIENNE :

La position d'inspiration keynésienne soutient qu'une action budgétaire volontariste est susceptible de stimuler l'activité économique d'un pays. Par exemple, lorsqu'un Etat est confronté à une situation de sous-emploi, il peut, par le jeu d'un effet multiplicateur, soutenir la demande en augmentant ses dépenses qu'il finance par emprunt. Par ailleurs, les titres nationaux sont rendu plus intéressants par la hausse du taux d'intérêt national qui en découle. Ce qui va d'un côté, attirer des capitaux étrangers et de l'autre, conduire les résidents détenteurs de titres étrangers à les revendre et à acheter des titres nationaux. Cette entrée de devises peut, cependant, occasionner une appréciation de la monnaie nationale. C'est pourquoi l'Etat doit intervenir non seulement sur le marché des changes pour assurer l'équilibre extérieur mais aussi dans la gestion des taux d'intérêt comme élément intéressant de favoriser la croissance. Bref, à l'opposé de la fameuse « main invisible » d'A. Smith, la vision keynésienne milite en faveur d'une « main visible et active » de l'Etat.¹³³

La dépense gouvernementale (G) est une des composantes de la demande de biens et de services, soit dans une économie fermée :¹³⁴

$Y = C + I + G$ Avec C désignant la consommation et I l'investissement.

La politique économique keynésienne est une politique visant à accroître la production (Y) et en conséquence l'emploi par une action sur les composantes de la demande. Ainsi, l'accroissement d'une de ces composantes met-il en jeu un effet multiplicateur qui permet d'augmenter Y plus que proportionnellement. La démonstration repose sur la fonction de consommation keynésienne :

¹³³ DIALLO Abdourahmane, (2008), « Fondements économiques et faisabilité du projet de création d'une zone monétaire unique en Afrique de l'Ouest », Thèse de doctorat d'économie, Université Lumière Lyon 2. P 149.

¹³⁴ Gérard DUTHIL et William MAROIS, (2007), « politiques économiques », ellipses, Paris. P 37

$C = c.Y + C_0$ La propension marginale à consommer, définie par c et comprise entre 0 et 1,

Tableau 2.2 : Politiques budgétaire et monétaire

Politique Budgétaire :				
Variation de la dépense gouvernementale (1)	----->	Variation du revenu	----->	Variation de l'emploi
(1) multiplicateur keynésien				
Politique monétaire :				
(1)	-->	(2)	--->	(3)
Variation de la masse monétaire		Variation du taux d'intérêt		Variation de l'investissement du revenu de l'emploi
(1) Aléa: Trappe à liquidité, c'est-à-dire élasticité infinie de la demande de monnaie par rapport au taux d'intérêt ;				
(2) Aléa: Inélasticité de l'investissement par rapport au taux d'intérêt;				
(3) Multiplicateur keynésien.				

illustre ce phénomène (C_0 représente la consommation incompressible). On peut alors montrer comment fonctionne le multiplicateur budgétaire.

Tableau 2.3 : La politique budgétaire dans un cadre keynésien traditionnel

		Absence de mobilité des capitaux	Mobilité parfaite des capitaux
Etalon-or	* Economie non Indexée		très efficace
-changes fixes		inefficace	efficace
-sans stérilisation	*Economie indexée		
Changes fixes - changes fixes -avec stérilisation		efficace	Efficace
Changes flexibles	* Economie non indexée		Inefficace
	P déflateur de M		
	* Economie non indexée	très efficace	efficace
	$\bar{P}(S)$ déflateur de M		efficace
	* Economie indexée		

Source : Gérard DUTHIL et William MAROIS, (2007), « politiques économiques », ellipses, Paris. P47.

Selon Keynes, les économies contemporaines se caractérisent par une rigidité des prix, ne permettant pas de coordonner l'action des différents agents. L'équilibre de sous-emploi requiert ainsi l'intervention de l'Etat. Il revient alors à la politique économique de réguler la conjoncture en relançant la demande en période de récession et en la diminuant en période de surchauffe.

La régulation de la conjoncture peut s'effectuer au moyen de différents instruments. La politique budgétaire a longtemps été l'instrument privilégié : une relance des dépenses publiques permet d'accroître la demande effective, ce qui conduit sous l'hypothèse de prix fixes, à un accroissement de la production et de l'emploi. En économie fermée, le multiplicateur budgétaire (sans fiscalité, $t = 0$) équivaut à $1/(1-c)$. Il est d'autant plus fort que la propension marginale à consommer est élevée

Si les keynésiens accordent une place de choix à la politique économique conjoncturelle, ils insistent néanmoins sur son efficacité conditionnelle, notamment dans un contexte d'ouverture sur l'extérieur.¹³⁵

2.1. L'analyse keynésienne :¹³⁶

L'approche keynésienne, dont une version simple est le modèle 1S-LM, pose pour principales hypothèses la rigidité des prix à court terme et la forte élasticité de l'offre. L'équilibre macroéconomique dans ces conditions, est déterminé par le niveau de la demande agrégée et non pas par le jeu des prix. On suppose en outre un certain degré de myopie des ménages : la consommation est principalement fonction de leur revenu courant. Dans ces conditions, un choc de demande positif se transmet à l'économie avec un effet multiplicateur keynésien égal à l'inverse de la propension des ménages à épargner. Dès lors que l'on introduit une demande d'investissement des entreprises, fonction décroissante du taux d'intérêt et que l'on suppose que la banque centrale contrôle l'offre de monnaie ou pilote l'évolution du taux d'intérêt, un effet d'éviction apparaît : une expansion budgétaire financée par emprunt conduit à une hausse du taux d'intérêt qui pénalise la demande d'investissement et affaiblit l'impact de l'expansion sur la demande agrégée et le revenu : le multiplicateur est toujours positif, mais plus faible qu'auparavant car la demande privée est partiellement évincée par la demande publique.

Les hypothèses keynésiennes peuvent être représentées dans le cadre du modèle « offre agrégée, demande agrégée », sous la forme d'une courbe d'offre très élastique au niveau général des prix, Les producteurs peuvent faire varier leur offre à la hausse ou à la baisse sans impact majeur sur le prix, parce que les prix sont rigides à court terme et qu'il existe des marges de capacités inemployées. La courbe de demande agrégée est décroissante en raison

¹³⁵ DIEMER, « ECONOMIE GENERALE, LES MOTEURS DE LA CROISSANCE, LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE L'ETAT », IUFM AUVERGNE ECONOMIE – GESTION, P386

¹³⁶ Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 158.

de l'impact négatif de l'inflation sur la demande de biens et de services, par effet de richesse ou *via* la hausse endogène du taux d'intérêt. Une relance budgétaire (par hausse des dépenses ou baisse des prélèvements) se traduit par un déplacement vers la droite de cette courbe de demande, ce qui élève la production sans impact majeur sur le niveau des prix (déplacement de E 1 vers E 2).

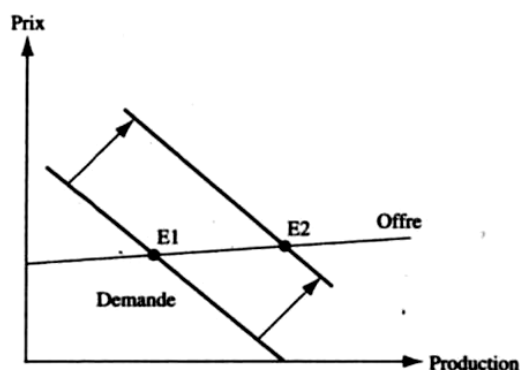


Figure 2.9: effet d'une politique budgétaire expansionniste selon la théorie keynésienne

SOURCE: Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 159.

Un effet multiplicateur maximal est produit par l'expansion budgétaire financée par monétisation parce que la création de monnaie empêche la hausse du taux d'intérêt mais avec à terme un risque d'inflation accru. Lorsque la banque centrale est indépendante, raisonner sur la seule politique budgétaire en prenant la politique monétaire comme donnée est également insuffisant car la banque centrale se doit de réagir à tout impact sur les prix.

2.2. Comment les keynésiens conçoivent-ils le financement de la politique budgétaire ?¹³⁷

Les pouvoirs publics sont à même de soutenir la demande des agents lorsqu'elle est déprimée et de la freiner dans l'approche keynésienne. En cas de sous-emploi, l'Etat se doit de mener une politique de relance afin d'augmenter la demande effective. Contrairement à la logique néoclassique les différentes interventions de l'Etat sont perçues à travers les effets de demande. Ces effets de demande sont captés via le multiplicateur keynésien dans une optique de rigidité des prix ou encore de flexibilité des prix.

En période de récession l'activité économique est relancée grâce à l'Etat qui augmente ses

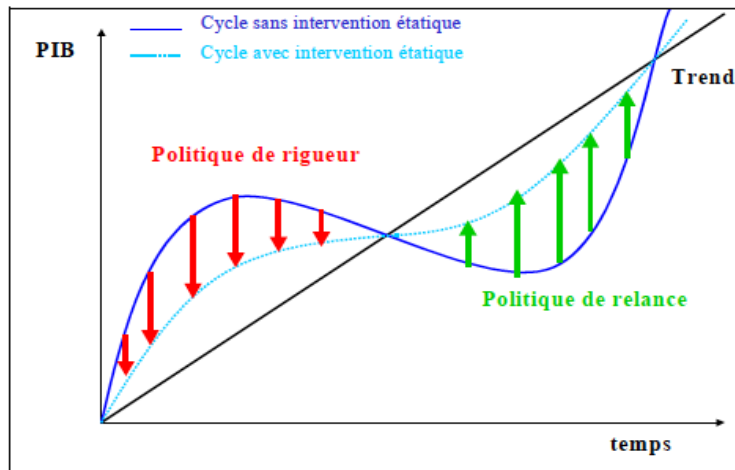
¹³⁷Economie politique actuelle - Chapitre 7 Conjoncture, budget et politique budgétaire, P7

dépenses publiques. Mais entraîne un déficit budgétaire (amplifié par le fait que les recettes fiscales sont déjà plus faibles en basse conjoncture). Celui-ci devra être financé par une ponction sur des réserves budgétaires ou par un recours à l'emprunt.

Au contraire, en période d'expansion l'Etat doit arrêter sa politique interventionniste et réduire ses dépenses publiques pour freiner l'activité économique. Combiné à la hausse des recettes fiscales en haute conjoncture, cette baisse des dépenses publiques entraîne un excédent budgétaire. Celui-ci servira à rembourser des dettes ou à reconstruire les réserves budgétaires. Remarque :

- La politique budgétaire qui passe par le maniement des impôts est encore appelée politique fiscale.
- Comme les politiques budgétaires conjoncturelles menées agissent en contre-sens des fluctuations du cycle conjoncturel et permettent d'atténuer les fluctuations cycliques, elles sont qualifiées d'anticycliques.

Figure 2.10 : cycle intervention étatique de la politique budgétaire



Source : Economie politique actuelle - Chapitre 7 Conjoncture, budget et politique budgétaire,

L'un des grands principes macroéconomiques est que la politique budgétaire peut servir à stimuler la demande globale et à relancer une économie stagnante. Cette conception keynésienne de l'activisme contra cyclique est bien enseignée dans les ouvrages d'initiation en économie. L'explication du rôle expansionniste de la politique budgétaire s'appuie généralement sur modèle IS-LM qui ressort clairement l'effet multiplicateur suscité par une

augmentation des dépenses publiques ou une baisse des impôts. Sous ce schéma keynésien s'opposent deux modes d'intervention de l'Etat pour réguler l'activité économique. Ceux-ci passent par des mesures discrétionnaires ou par la mise sur pied de stabilisateurs automatiques.

L'approche keynésienne de la politique budgétaire est que cette dernière ne prend pas en compte dans son analyse des phénomènes d'anticipation, d'inter temporalité c'est là la principale critique adressée à cette approche. Ainsi, une politique budgétaire expansionniste ne permet pas toujours de sortir une économie d'une récession en particulier lorsque la dette publique est élevée et insoutenable. Dans ce cas, les anticipations des agents économiques font qu'une augmentation du déficit entraîne une baisse de l'investissement et de la consommation annulant ainsi l'effet de la hausse des dépenses ou de l'allègement fiscal.¹³⁸

3. LES NEOCLASSIQUES :

Milton FRIEDMAN préconise, le premier, l'utilisation de la politique monétaire et réfute l'idée d'une action discrétionnaire du gouvernement y préférant l'instauration de règles de conduite destinées à assurer la stabilité du système économique. Le point d'ancrage de cette controverse porte sur les effets d'éviction.¹³⁹

La théorie des néoclassiques, stipule que l'activité économique est entièrement déterminée par l'offre, de sorte que les déficits publics n'ont aucun effet sur l'activité. Ainsi d'après ces théoriciens, l'Etat est un facilitateur du marché qui doit créer des conditions propices à la concurrence pure et parfaite et veiller au respect de celles-ci.¹⁴⁰

Dans les modèles de la nouvelle économie classique, les politiques budgétaires sont pleinement anticipées et ne conduisent pas à modifier la consommation et l'investissement. Seule une politique surprenant les agents aura un effet, et seulement par le biais de mécanismes d'offre, La thèse néoclassique de l'impotence de la politique budgétaire est décriée à plusieurs niveaux en particulier si les consommateurs ne sont pas très prévoyants, s'ils sont atteints de myopie, s'ils n'accordent pas trop d'importances aux intérêts de leurs

¹³⁸Fatou DIANE, Alsim FALL, (2007). « QUELLE A ETE LA CONTRIBUTION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE DU SENEGAL ? », DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES, Document d'Etude N 05, SENEGAL, NOVEMBRE.P 9

¹³⁹ Gérard DUTHIL et William MAROIS, (2007), « politiques économiques », ellipses, Paris. P 51.

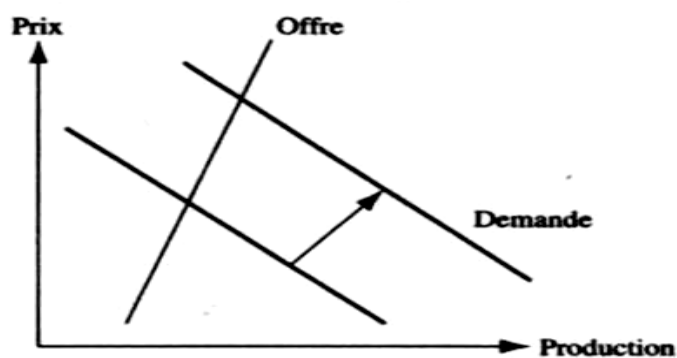
¹⁴⁰MAO TAKONGMO Charles Olivier, KENFACK Merville Estelle « EFFET DES POLITIQUES BUDGETAIRES SUR L'ACTIVITÉ ECONOMIQUE DES PAYS DE LA CEMAC » P 6.

descendants, bref, s'ils tendent à minimiser les conséquences futures du choix budgétaire actuel.¹⁴¹

3.1. La critique néoclassique repose sur deux arguments distincts :¹⁴²

- l'éviction financière : la hausse du taux d'intérêt provoquée par une hausse du déficit public déprime la demande privée (effet d'éviction). Dans le modèle « offre agrégée, demande agrégée », la courbe de demande ne se déplace pas en cas de choc budgétaire : la demande totale n'est pas modifiée par une hausse de la demande publique, mais sa composition est modifiée au détriment de la demande privée ;
- la rigidité de l'offre : l'ajustement des prix relatifs est suffisamment rapide pour que l'équilibre du marché des biens soit déterminé par l'offre. Dans le modèle « offre agrégée, demande agrégée », la courbe de demande se déplace vers la droite mais la courbe d'offre est très pentue : les producteurs n'acceptent d'augmenter un peu leur offre que si les prix augmentent beaucoup. La demande privée est pénalisée *ex-post* en raison de la hausse des prix.

Figure 2.11: Effet d'une politique budgétaire expansionniste lorsque l'effet est rigide.



SOURCE : Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 163.

S'agissant du premier argument, il n'est pas contestable qu'une hausse des taux d'intérêt pénalise l'investissement privé, ce qui pèse sur la demande et, à long terme, nuit à

¹⁴¹Fatou DIANE, Alsim FALL, (2007). « QUELLE A ETE LA CONTRIBUTION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE DU SENEGAL ? », DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES, Document d'Etude N 05, SENEGAL, NOVEMBRE.P10

¹⁴² Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 162.

l'accumulation de capital. Mais d'une part, l'impact du déficit sur le niveau du taux d'intérêt est empiriquement discuté ; d'autre part, sauf dans des cas extrêmes, ces effets peuvent amoindrir l'incidence expansionniste d'un accroissement du déficit mais non l'annuler et encore moins l'inverser. En outre, la mobilité internationale du capital a fortement réduit la pertinence de l'éviction financière, qui limite la possibilité pour le taux d'intérêt national à long terme de s'écarter du taux d'intérêt mondial, surtout dans un contexte d'union monétaire.

Le deuxième argument renvoie à une question empirique : quelle est la pente de la courbe d'offre ? Les estimations disponibles suggèrent qu'à court terme cette pente est positive, mais nettement inférieure à l'unité, ce qui laisse place à une certaine efficacité de la politique budgétaire. Tout dépend en fait de l'horizon retenu : à l'horizon de quelques mois ou trimestres, les prix sont rigides ; à l'horizon de quelques années ils s'ajustent. L'efficacité de la politique budgétaire est donc limitée dans le temps. Ce point est confirmé par les simulations réalisées sur des modèles

4. LE PRINCIPE DE RICARDIENNE:

L'intérêt de l'argument ricardien est de montrer que les canaux de transmission de la politique budgétaire peuvent être mis en cause si les ménages fondent leur comportement de consommation sur des calculs inter temporels.

4.1. L'équivalence ricardienne :¹⁴³

Considérons un individu immortel, qui peut librement prêter et emprunter au taux r supposé constant (cf. Seater, 1993). A chaque période t , il reçoit un revenu Y_t consomme C_t , et place (ou emprunte) son épargne $Y_t - C_t$, au taux r . Sa contrainte budgétaire intertemporelle, qui énonce que la somme actualisée des revenus de l'individu est égale à la somme actualisée de ses dépenses, s'écrit :

$$\sum_{i=0}^{\infty} \frac{Y_{t+i}}{(1+r)^i} = \sum_{i=0}^{\infty} \frac{C_{t+i}}{(1+r)^i}$$

L'individu, sous cette contrainte, maximise sa fonction d'utilité inter temporelle (que nous supposons séparable, c'est-à-dire qu'elle s'exprime en fonction de l'utilité à chaque période)

¹⁴³ Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 165.

$$U(t) = \sum_0^{\infty} \frac{v(C_{t+i})}{(1+\rho)^i}$$

où ρ est le taux d'actualisation qui mesure la préférence pour le présent de l'individu, et u une fonction concave (utilité marginale décroissante). Appelant λ le multiplicateur de Lagrange, la condition de premier ordre de ce programme de maximisation s'écrit :

$$\dot{u}(C_{t+i}) = \lambda \left(\frac{1+\rho}{1+r} \right)$$

Sachant que u' est décroissante, on en déduit la trajectoire de consommation de l'individu : lorsque $r = \rho$, le consommateur lisse sa consommation dans le temps de façon à la garder constante ; lorsque $r > \rho$, la consommation croît avec le temps ; lorsque $r < \rho$, elle décroît. Contrairement à l'approche keynésienne, la dépense du consommateur est donc indépendante de son revenu courant. Une fluctuation *temporaire* du revenu n'affecte pas la consommation ; au contraire, l'individu va la lisser. En revanche une baisse *permanente* du revenu réduit la consommation, même si le revenu courant est inchangé.

Introduisons maintenant un gouvernement, qui dépense G , et perçoit des impôts forfaitaires T_r . On fait l'hypothèse que les dépenses publiques n'entrent pas dans la fonction d'utilité de l'individu (l'État ne dépense pas pour les services publics). Dans un premier temps, le gouvernement n'émet pas de dette : $G_t = T_t$ à tout moment. La contrainte budgétaire individuelle inter temporelle devient:

$$\sum_0^{\infty} \frac{Y_{t+i} - t_{t+i}}{(1+r)^i} = \sum_0^{\infty} \frac{C_{t+i}}{(1+r)^i}$$

La condition de premier ordre du programme de maximisation de l'utilité n'est pas modifiée : l'introduction de dépenses publiques financées par une taxation forfaitaire ne change pas la nature de la trajectoire de la consommation.

Supposons maintenant que le gouvernement, tout en conservant son programme de dépenses, décide de réduire les impôts de la première période d'un montant B , et émette des titres pour ce montant B sur une maturité M au taux d'intérêt r . Les charges d'intérêt seront financées par taxation forfaitaire, de même que le remboursement en capital. Le programme de maximisation de l'individu est absolument inchangé : dans la première période, il utilise une partie B de son revenu pour acquérir les titres de dette publique, mais ses impôts baissent

également de B ; dans les périodes suivantes, jusqu'à M , il perçoit rB sur ses titres, mais paie également rB en impôts suite au besoin de financement du service de la dette ; enfin, en période M , il reçoit $B+rB$ (capital remboursé plus intérêts), mais est taxé du même montant. Le comportement et le niveau de consommation sont ici inchangés à chaque période. La seule variable qui change est l'épargne, différence entre le revenu disponible et la consommation. En première période, l'épargne de l'individu augmente de B : les revenus de cette épargne financent les hausses d'impôts nécessaires et anticipées par le consommateur.

4.2. L'hypothèse d'équivalence ricardienne:¹⁴⁴

Le résultat suivant lequel le mode et l'échelonnement dans le temps du financement des dépenses publiques sont sans incidence sur l'activité économique est appelé équivalence de Ricardo entre la dette et l'impôt. En substance, le théorème de neutralité de Barro peut se résumer comme suit : au niveau macroéconomique, il n'y a pratiquement pas de différence entre un financement par l'emprunt et un financement par l'impôt d'un montant donné de dépenses publiques. Illustration : partons d'un état d'équilibre, c'est-à-dire considérons que dans une économie en équilibre, un gouvernement dont le budget est également en équilibre se propose de stimuler l'activité en accroissant ses dépenses. Pour financer le déficit qui en résulte, il recourt à l'emprunt auprès des ménages par émission d'obligations et abaisse les impôts¹⁶⁴ d'un montant équivalent au montant emprunté. Vu sous l'angle de l'équivalence ricardienne, le caractère expansionniste d'une telle politique est purement illusoire. En effet, en supposant que les agents économiques soient suffisamment rationnels et clairvoyants, on peut admettre qu'ils ne vont pas modifier leur plan d'épargne et de consommation à cause du surplus de revenu induit par la réduction de l'impôt. Car, ils savent que le remboursement de la dette publique et sa charge d'intérêt se fera, tôt ou tard, par une augmentation future d'impôt.

5. MODÈLE IS/LM ET MUNDELL FLEMING :

5.1. Le modèle de Mundell-Fleming :

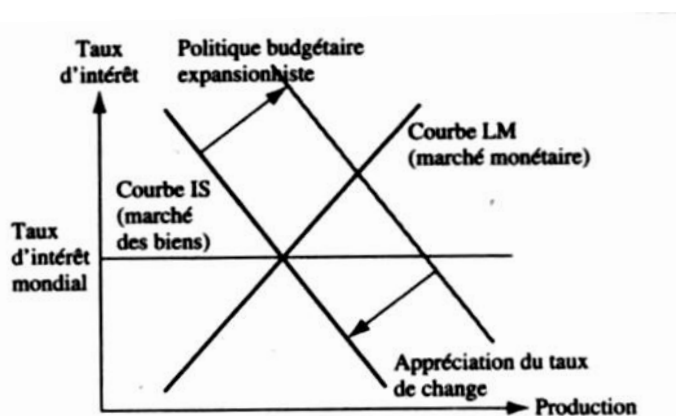
Mundell et Fleming ont intégré les échanges extérieurs dans le modèle IS-LM. D'après ceux-ci, si les prix sont rigides et s'il existe des capacités de production excédentaires, la

¹⁴⁴DIALLO Abdourahmane, (2008), « Fondements économiques et faisabilité du projet de création d'une zone monétaire unique en Afrique de l'Ouest », Thèse de doctorat d'économie, Université Lumière Lyon 2. P151

demande globale détermine le revenu global.¹⁴⁵

Le modèle canonique se développe pour un petit pays dans un contexte de parfaite mobilité des capitaux et en taux de change flexibles. Dans ces conditions, en raison d'un puissant effet d'éviction par le taux de change la politique budgétaire est largement inefficace : une expansion budgétaire, par exemple, conduit à une pression à la hausse sur les taux d'intérêt et à des entrées de capitaux qui provoquent une appréciation du taux de change, une perte de compétitivité à l'exportation et un retour de la demande agrégée au niveau préalable à l'expansion. La forte expansion budgétaire, accompagnée par une politique monétaire non accommodante, a ainsi conduit à une forte hausse des taux d'intérêt, à une appréciation très marquée du dollar américain et à l'apparition d'un déficit extérieur important.

Figure 2.13 : L'effet d'une expansion budgétaire en régime de change fixe lorsque la mobilité des capitaux est parfaite

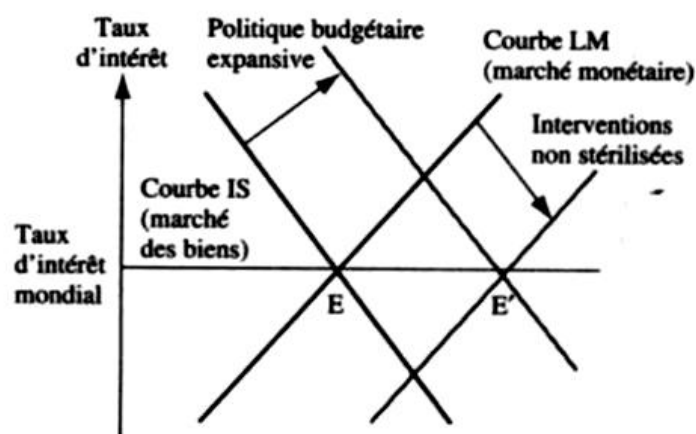


SOURCE : Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 161.

La courbe d'équilibre du marché des biens (IS) revient à sa raison de l'appréciation du taux de change.

Figure 2.14 : L'effet d'une expansion budgétaire en régime de change fixe lorsque la mobilité des capitaux est parfaite.

¹⁴⁵ MAO TAKONGMO Charles Olivier, KENFACK Merville Estelle « EFFET DES POLITIQUES BUDGETAIRES SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DES PAYS DE LA CEMAC » P6.



Source : Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 161.

La courbe d'équilibre du marché monétaire (*LM*) se déplace vers la droite en raison de l'accumulation non stérilisée de réserves.

Lorsque les capitaux ne sont pas mobiles, les résultats s'inversent : en régime de change flexible, la détérioration de la balance des transactions courantes suite à l'expansion budgétaire conduit à une dépréciation du change et à une amélioration de la compétitivité des exportations, renforçant l'impact sur la demande de l'expansion initiale.

5.2. Le modèle IS-LM et la politique budgétaire¹⁴⁶ :

Le modèle IS-LM permet de mettre en évidence les différentes variantes de la politique économique et d'analyser l'efficacité d'une politique budgétaire,

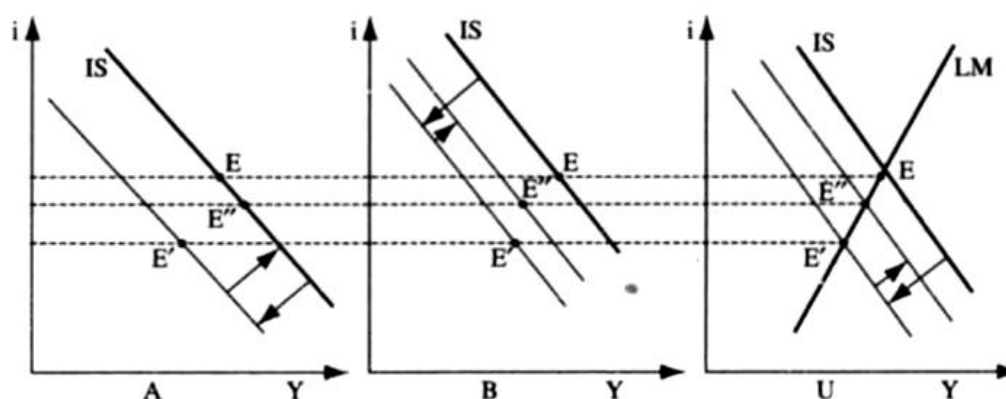
Une politique budgétaire expansionniste consiste à augmenter les dépenses publiques de manière à exercer un effet multiplicateur sur la production et l'activité économique,

Le modèle IS-LM prédit qu'une hausse des dépenses publiques, quel que soit le mode de financement que l'Etat utilise, conduit à une hausse de la production et de l'emploi à court terme, c'est-à-dire pour des prix donnés et pour un stock de capital également donné.¹⁴⁷

¹⁴⁶ DIEMER, « ECONOMIE GENERALE, LES MOTEURS DE LA CROISSANCE, LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE L'ETAT », IUFM AUVERGNE ECONOMIE – GESTION, P 391

¹⁴⁷ Stéphane Gauthier (2009) « Thèmes de politique budgétaire », Cours 5, 9 novembre. P 1

Figure 2.15 : Les effets externes de la politique budgétaire dans un modèle IS-LM



Source : Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 198.

Cependant, la théorie fournit également des armes aux critiques de la coordination. Comme nous l'avons vu plus haut, le modèle de Mundell-Fleming en taux de change flexibles et parfaite mobilité des capitaux indique que la politique budgétaire est, dans ce cas, inefficace; c'est-à-dire que la tâche de stabilisation de l'économie revient en principe à la politique monétaire. La coordination des politiques budgétaires pour stabiliser l'activité au niveau de l'ensemble apparaît au mieux comme une solution de second rang par rapport à la politique monétaire, le modèle de Mundell-Fleming conclut aussi à l'efficacité de la politique budgétaire en changes fixes avec une parfaite mobilité des capitaux.

5.2.1. L'efficacité de la politique budgétaire¹⁴⁸

Pour juger de l'efficacité de la politique budgétaire dans une économie ouverte, on croise ici les critères liés au régime de change et à la mobilité des capitaux. Ainsi pour une mobilité parfaite des capitaux (k tend vers l'infini), on obtient les valeurs suivantes des multiplicateurs budgétaires:

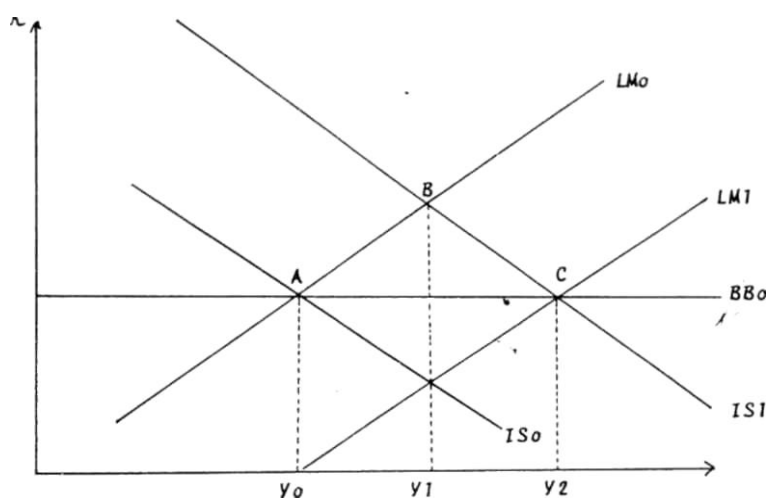
	Etalon-or	changes fixes	changes flexibles
$\frac{dY}{dG}$	$\frac{1}{1 - Dy + My}$	$\frac{Lr}{Lr \cdot (1 - Dy + My) + Dr \cdot Ly}$	> 0

¹⁴⁸ Gérard DUTHIL et William MAROIS, (2007), « politiques économiques », ellipses, Paris. P41.

En toute rigueur, on devrait parler de substituabilité parfaite des titres, le modèle de MUNDELL-FLEMING correspondant à la vérification de la parité des taux d'intérêt non couverts avec anticipation statique du taux de change ($S = S_0$, avec S_0 prévision du taux de change).

En changes flexibles, la politique budgétaire est inefficace alors qu'elle atteint son maximum, On peut graphiquement analyser les mécanismes qui sous-tendent ce résultat.

Figure 2.16: La politique budgétaire avec mobilité parfaite.



Source : Gérard DUTHIL et William MAROIS, (2007), « politiques économiques », ellipses, Paris. P42.

Soit A le point d'équilibre initial de l'économie correspondant à l'intersection des trois droites IS_0 , LM_0 et BB_0 . Une politique budgétaire expansionniste se traduit par un déplacement de IS en IS_1 ; on constate qu'en B il y a accroissement du taux d'intérêt et du revenu et excédent de la balance des paiements. Il convient d'examiner ce qui se passe alors pour chacun des régimes de changes :

En étalon-or, l'excédent du solde externe se traduit par un accroissement de la masse monétaire et donc un déplacement de LM en LM_1 , c'est-à-dire jusqu'à ce que l'équilibre externe soit réalisé (point C sur BB). Le revenu est donc passé de Y_0 à Y_2 . -En changes fixes, il n'existe pas de mécanisme de retour automatique vers l'équilibre externe. L'économie restera donc au point B, avec un revenu égal à Y_1 et un excédent de la balance des paiements. Celui-ci pourrait être résorbé par une décision de politique économique de type réévaluation de la monnaie nationale (car $n > 0$). -En changes flexibles, l'excédent de la balance se traduit par une appréciation de la monnaie nationale ($n > 0$) et en conséquence un déplacement de IS

vers ISo tant que subsiste un déséquilibre externe. L'équilibre revient au point A et le revenu à sa valeur de départ Y_0 .

SECTION II.3 : INDICATEURS ET PERFORMANCES DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE

1. STABILISATION AUTOMATIQUE :

Les observations précédentes pourraient donner l'impression que, si la politique budgétaire contribue à stabiliser l'économie, c'est seulement dans la mesure où les agents des pouvoirs publics surveillent attentivement les tendances, anticipent avec succès sur les évolutions futures et, en cas de besoin, se concertent sans délai pour procéder à des interventions décisives.¹⁴⁹

Comme le note Jurion, « le principal avantage de l'incorporation dans le processus budgétaire de mécanismes de stabilisation automatique est de permettre une réaction immédiate, sans aucun délai à un état déstabilisé de l'activité économique. Notamment, ces mécanismes évitent les délais inhérents à la prise de décision de politique économique par les pouvoirs publics et notamment ceux, liés à une procédure parlementaire parfois longue, empêchant de prendre certaines décisions aussi rapidement que cela s'avère nécessaire » (Jurion, 2008, p. 362). On peut finir les stabilisateurs automatiques « comme des mécanismes qui, trame en l'absence de modifications délibérées des politiques économiques, tendent spontanément à freiner ou à stimuler l'activité. Les stabilisateurs automatiques sont assimilables à des forces qui contribuent à attirer l'économie vers l'équilibre, à faire converger la production effective vers le potentiel de production o (Amman, 2009, p. 6).¹⁵⁰

La politique budgétaire amortit les chocs par le jeu des stabilisateurs automatiques, Au cours d'une récession les indemnités de chômage augmentent et les recettes fiscales diminuent. Par conséquent, l'ampleur des stabilisateurs automatiques dépend d'un certain nombre de caractéristiques du système d'impôts et de transferts, cette dernière étant positivement corrélée à la taille du secteur public. Les stabilisateurs automatiques sont difficiles à optimiser quoi qu'ils aient une place importante dans l'arsenal des mesures politiques. Les instruments de la politique budgétaire sur lesquels reposent les stabilisateurs automatiques sont généralement conçus pour répondre en premier lieu à des objectifs d'équité ou d'efficacité, la

¹⁴⁹ Paul A. Samuelson, (1982), « l'ECONOMIQUE », P 496.

¹⁵⁰ Joseph Deiss, Philippe Gugler, (2012), « Politique économique et sociale », P 332.

stabilisation automatique étant un résultat secondaire. L'ajustement de ces instruments à des fins de stabilisation devrait tenir dûment compte des coûts qui y sont associés.¹⁵¹

La fonction stabilisatrice de l'Etat peut choisir les instruments et les objectifs de l'action publique; ensuite, affecter les premiers à la réalisation des seconds. Les objectifs ultimes de l'action conjoncturelle sont l'objet d'un consensus, à moins que les conditions économiques ne contraignent pas de les hiérarchiser. Idéalement, c'est-à-dire un réglage des actions budgétaire assigne à satisfaire une configuration, passe en objectif, de l'arbitrage entre l'inflation et le chômage.¹⁵²

1.1. La stabilisation à court terme:¹⁵³

Le principe du lissage budgétaire s'applique également aux fluctuations cycliques à court terme. Une réduction temporaire des revenus personnels est induite par les fléchissements conjoncturels. En principe, les gens devraient emprunter ou épargner pour lisser leur régime de consommation. Le rationnement du crédit, cependant, empêche certaines personnes d'emprunter, ou en tout cas d'emprunter autant que leur permet leur contrainte budgétaire. De ce fait, ils sont mis dans l'impossibilité de lisser leur consommation. Non seulement ceci leur pose des problèmes personnels, mais la contraction forte de leur demande aggrave le ralentissement conjoncturel par l'effet du multiplicateur de la demande.

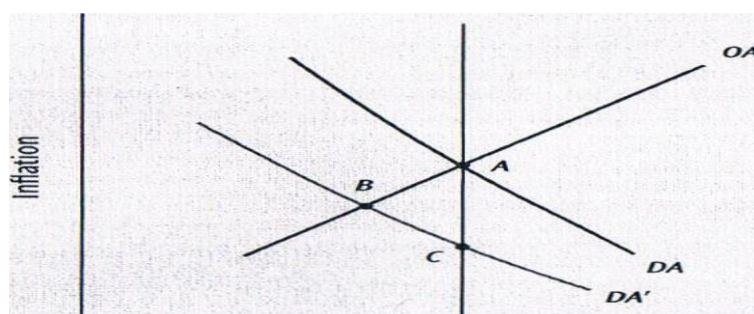
Dans la figure 2.17, à partir de rééquilibre de long terme au point A, la courbe de demande agrégée passe de *DA* en *DA'*. En régime de taux de change fixes, l'Etat peut intervenir pour mettre un terme à ce processus cumulatif de recul de la demande. Pour éviter le passage du point A au point B, il lui faut choisir entre, soit accroître ses propres dépenses, soit réduire la pression fiscale pour permettre à la courbe de demande agrégée de rester en *DA*. Dans un tel cas, les pouvoirs publics empruntent pour le compte des citoyens soumis au rationnement du crédit. À l'inverse, une expansion de la demande permet à l'Etat de rembourser la dette qu'il a accumulée au cours de la récession précédente, d'orienter vers un excédent budgétaire.

Figure 2.17 : Les politiques de stabilisation

¹⁵¹ OCDE. (2010) « Chapitre 6. La politique économique contracyclique », P 332

¹⁵² Bruno Cavalier, (1999). « POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET COORDINATION DES POLITIQUES DE FINANCEMENT », éditions Panthéon Assas, PARIS. P 55.

¹⁵³ Michael Burda, Charles Wyplosz, (2003), « Macroéconomie », 3 édition, de Boeck université, PARIS. P 377



Source : Michael Burda, Charles Wyplosz, (2003), « Macroéconomie », 3 édition, de Boeck université, PARIS. P 380.

L'inévitable augmentation du chômage au cours des périodes de récession justifie également l'utilisation de la politique budgétaire à des fins conjoncturelles. En soi, ici non plus, ce phénomène n'appelle pas de politique budgétaire active. Si le chômage augmente parce que son niveau d'équilibre s'est accru, économie doit rejoindre sa courbe d'offre agrégée de long terme et la gestion de la demande. Dans ce cas, une politique budgétaire se justifie pour maintenir le chômage proche de son niveau d'équilibre et la production sur son sentier de croissance tendancielle. En principe, les fluctuations conjoncturelles pourraient être totalement éliminées si les dépenses publiques venaient soutenir la demande agrégée en cas d'affaiblissement de la demande privée, ou si celle-ci était directement stimulée par réduction de la pression fiscale.

1.2. les stabilisateurs budgétaires automatiques :

Une action contra cyclique est exercé spontanément sur l'activité économique par les recettes et les dépenses publiques, c'est-à-dire d'atténuation des aléas de la conjoncture économique.

1.2.1. Le rôle stabilisateur de la politique budgétaire¹⁵⁴

Pour mettre en exergue le rôle stabilisateur de la politique budgétaire, plaçons un pays confronté à un choc asymétrique dans deux situations différentes : dans la première, le pays a un régime de change flottant vis-à-vis de ses partenaires commerciaux régionaux et dans la seconde, il forme une union monétaire avec eux.

Dans un espace géographique où les marchés nationaux de produits sont peu intégrés, il est évident que les produits nationaux du pays touché seront les seuls à supporter l'accroissement de la demande. Pour contenir l'inflation qui en découle, le pays peut, lorsqu'il se trouve dans

¹⁵⁴DIALLO Abdourahmane, (2008), « Fondements économiques et faisabilité du projet de création d'une zone monétaire unique en Afrique de l'Ouest », Thèse de doctorat d'économie, Université Lumière Lyon 2. P 155.

la première situation, appliquer la « recette classique », c'est-à dire majorer ses taux d'intérêt. Ce qui induit une réduction de la demande intérieure et une appréciation du taux de change nominal. L'action conjointe de ces deux inductions contribue à la réduction de l'impact inflationniste ; par contre, lorsque le pays se trouve dans une union monétaire, la politique monétaire menée par la Banque centrale communautaire ne peut contribuer que très partiellement à l'amortissement de ce genre de chocs. Et puisque l'unicité de la monnaie n'entraîne pas automatiquement une unicité parfaite et complète du marché des produits de l'union, on ne doit pas s'attendre à un afflux massif de produits des autres pays vers le pays affecté par le choc. Cette imperfection de l'intégration du marché des produits de l'union fait que la plus grande partie de la tâche se fera par hausse des prix des produits du pays touché. Dans ces conditions l'ajustement prend forcément du temps dans la mesure où il doit passer par un processus de déflation dont la mise en œuvre et le succès dépendent en premier lieu du caractère concurrentiel du marché national. C'est là où l'utilisation de la politique budgétaire trouve sa justification. En effet, une politique de resserrement budgétaire permet, dans l'immédiat, de modérer la hausse des prix et dans le futur, de rendre l'ajustement moins coûteux en termes de perte de production et de hausse du chômage.

1.2.2. Les stabilisateurs budgétaires automatiques et leur efficacité :¹⁵⁵

Les stabilisateurs budgétaires automatiques correspondent à l'augmentation des recettes budgétaires et/ou à la diminution du déficit budgétaire à mesure que le revenu national s'accroît. Ils sont donc activés dès que la demande globale fluctue. À l'opposer, un État aura besoin d'un certain délai pour mettre en place des modifications discrétionnaires de sa politique fiscale.

Toutefois, le problème des fluctuations de la demande globale et du revenu de l'État ne peut pas être circonscrit par ces stabilisateurs automatiques seuls, Leur effet consiste à réduire l'amplitude des fluctuations, pas à les éliminer. En fin, ces stabilisateurs souffrent de quelques imperfections :

- Un niveau d'imposition élevé décourage les efforts et les prises d'initiatives. Plus le taux d'imposition est élevé, plus la stabilité apportée par le système d'imposition à l'ensemble de l'économie est grande, mais plus les ménages et les entreprises sont dissuadés de faire des investissements, prendre des risques, travailler davantage. Les

¹⁵⁵John Sloman, Alison Wride. (2011), « Principes d'économie », 7e édition, Pearson Education France ,p 535

recettes fiscales sont alors moins importantes et l'effet stabilisateur en est réduit.

- Un freinage fiscal. Les stabilisateurs automatiques permettent de réduire les variations du revenu national. Cet effet est désirable lorsque le revenu national est à un niveau adéquat. Mais, qu'en est-il si l'économie connaît un fort taux de chômage et que le revenu national soit à un niveau trop faible ? Dans ce cas, ils agissent comme un frein fiscal, qui contrarie le rétablissement de l'économie vers un niveau de revenu national de plein-emploi.

2. LA SOUTENABILITE :

La soutenabilité analyse les facteurs qui ont apparemment contribué à l'efficacité imparfaite des règles existantes et examine comment divers objectifs budgétaires possibles dépenses publiques, solde effectif, position structurelle, dette, peuvent aider à atteindre et préserver une position budgétaire soutenable.

La dégradation budgétaire récente doit être replacée dans le contexte des progrès considérables accomplis ces deux dernières décennies en vue de maîtriser la dynamique défavorable de la dette publique. On distingue plusieurs étapes des préoccupations en matière de soutenabilité. Au départ, l'instabilité de la dynamique de la dette a été largement reflétée par ces inquiétudes, compte tenu des interrelations entre déficits, dette et taux d'intérêt. Mais à mesure que les gouvernements ont fait montre de plus de discipline en matière d'emprunt, l'accent a été mis sur les tendances de la dépense et de la fiscalité, avec deux contraintes majeures : remplir les engagements publics à l'égard d'une population vieillissante et éviter l'application de taux d'imposition préjudiciables à la croissance à long terme.¹⁵⁶

2.1. Le concept de soutenabilité :¹⁵⁷

On dira alors que la politique budgétaire est soutenable « si elle assure à terme la solvabilité de l'Etat, c'est-à-dire si elle garantit que la dette ne croîtra pas dans des proportions excessives telles que l'Etat ne puisse plus assurer son remboursement » (JONDEAU, 1992).

Il s'agit donc d'une condition budgétaire inter temporelle qui pose que la valeur actualisée des surplus budgétaires futurs doit permettre, à terme, de rembourser la dette. En notant B

¹⁵⁶OCDE, (2002), «SOUTENABILITÉ BUDGÉTAIRE: LE RÔLE DES RÈGLES », Perspectives économiques de l'OCDE 72, P 147.

¹⁵⁷ Gérard DUTHIL et William MAROIS, (2007), « politiques économiques », ellipses, Paris. P 58.

l'encours de la dette publique, G les dépenses publiques hors service de la dette, T les impôts et r le taux d'intérêt, on définit le déficit primaire, c'est-à-dire hors service de la dette par :

$$D_t = G_t - T_t \quad (1)$$

$$\text{La contrainte budgétaire s'écrit : } B_t = G_t - T_t + (1 + r) \cdot B_{t-1} \quad (2)$$

$$\text{D'où : } B_t - B_{t-1} = D_t + r \cdot B_{t-1} \quad (3)$$

L'accroissement de la dette $B_t - B_{t-1}$ est égal à la somme du déficit primaire et du service de la dette $r \cdot B_{t-1}$. En rapportant l'ensemble des variables au P.I.B. et en notant:

$$b_t = \frac{B_t}{Y_t}, b_{t-1} = \frac{B_{t-1}}{Y_{t-1}}, d_t = \frac{D_t}{Y_t} \text{ et } \frac{B_{t-1}}{Y_t} = \frac{b_{t-1}}{(1+n)} \quad (4)$$

avec n le taux de croissance du P.I.B.

$$\text{L'équation (3) s'écrit : } b_t - b_{t-1} = \frac{(r-n)}{(1+n)} \cdot b_{t-1} + d_t \quad (5)$$

Le solde budgétaire primaire permettant de stabiliser le ratio « dette / P.I.B. », c'est-à-dire afin qu'il ait une croissance nulle, est donc : $d_t = -\frac{(r-n)}{(1+n)} \cdot b_{t-1}$ (6)

- Pour $r > n$, la stabilité nécessite un excédent budgétaire primaire,
- Pour $r < n$, la dette peut être stable avec des déficits primaires.

En écrivant le modèle de manière inter temporelle, l'équation (5) conduit à :

$$b_t = -\sum_{i=1}^{\infty} \beta^i E_t(d_{t+i}) + \lim_{i \rightarrow \infty} \beta^i E_t(d_{t+i}) \quad (7)$$

Avec $\beta = (1+n) / (1+r)$ facteur d'actualisation

$$\text{La condition de soutenabilité s'écrit alors : } m \lim_{i \rightarrow \infty} \beta^i E_t(d_{t+i}) < 0 \quad (8)$$

C'est-à-dire que l'encours de la dette rapporté au P.I.B. doit être égal au plus à la somme des excédents primaires futurs actualisés.

Si l'on se fixe comme objectif la stabilité de la dette, on retrouve des résultats proches de ceux déjà présentés :

- Pour $r < n$, le gouvernement n'est pas soumis à une contrainte budgétaire puisque la croissance finance, à terme, le service de la dette et le déficit primaire.
- Pour $r > n$, la condition de soutenabilité s'applique et l'Etat doit dégager à terme des excédents primaires soit en diminuant ses dépenses, soit en accroissant ses recettes.

Il existe en outre une troisième voie, non prise en compte dans ce petit modèle, à savoir un accroissement de la masse monétaire permettant un financement monétaire de la dette.

Plusieurs modalités économétriques ont été mises en œuvre pour déterminer le caractère soutenable ou non de la dette des différents pays industrialisés : -Des tests permettant de juger si la contrainte budgétaire inter temporelle de l'Etat est satisfaite (travaux de HAMILTON et FLAVIN, 1986 –TREHAN et WALSH, 1988). En suivant cette méthodologie et en utilisant des tests de co-intégration entre dépenses et recettes globales.

- L'utilisation d'un indicateur fiscal pour mesurer la soutenabilité. A partir de

$b_t \sum_{i=1}^{\infty} \beta^i E_t(d_{t+i})$, on détermine un taux d'imposition constant x^* permettant, à $i = 1$ dépenses publiques constantes, d'assurer la soutenabilité (BLANCHARD et alii, 1990). En comparant le taux actuel x et x^* ; on peut alors juger de la possibilité d'une pression fiscale supplémentaire.

2.2. La soutenabilité de la politique budgétaire : une définition analytique¹⁵⁸

L'imposition de bornes supérieures pour le rapport dette/PIB et le rapport

déficit/PIB s'explique en partie par la crainte de voir l'Etat perdre le contrôle de sa dette : la contrainte budgétaire

$$\begin{aligned} \frac{G_t}{Y_t} + (1 + r_t) \frac{Y_{t-1}}{Y_t} \frac{B_{t-1}}{Y_{t-1}} &= \frac{T_t}{Y_t} + \frac{B_t}{Y_t} \\ \Leftrightarrow \frac{B_t}{Y_t} &= \frac{1 + r_t}{1 + g_t} \frac{B_{t-1}}{Y_{t-1}} + \frac{G_t - T_t}{Y_t}, \end{aligned}$$

Ne nous permet cependant pas à elle seule de rendre compte de la limite imposée à

Des réformes structurelles sont exigées pour la préservation de la soutenabilité budgétaire

¹⁵⁸ Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 173.

pour Assurer la soutenabilité budgétaire à long terme demeure un défi, ou du moins un problème, même là où les stocks et flux budgétaires enregistrés apparaissent rassurants. A la source des problèmes de soutenabilité on trouve des engagements de dépenses publiques futures qui dépassent les montants susceptibles d'être financés par la base de recettes. Pour rétablir ou préserver la soutenabilité, il ne suffit donc pas d'opérer de nouveaux ajustements des soldes budgétaires : il faut mettre en œuvre des réformes qui réorganisent les dépenses publiques en particulier les composantes liées à l'âge et stimulent la croissance économique. Certaines réformes peuvent d'ailleurs agir sur les deux fronts.

3. FINANCEMENT DU DEFICIT BUDGETAIRE:

Pour certains groupes de la population les dépenses publiques constituent des revenus, qui s'opposent naturellement à leur réduction. De l'autre cote, il va sans dire qu'augmenter les impôts n'est pas la chose la plus populaire qu'un gouvernement puisse faire.¹⁵⁹

Une expansion de l'activité réduit le déficit public à politique budgétaire inchangée, du fait de la sensibilité des dépenses et des recettes au niveau d'activité : les recettes d'impôt sur le revenu qui dépend de la masse salariale, d'impôt sur les sociétés qui dépendent des bénéfices des entreprises augmentent mécaniquement et TVA, tandis que les dépenses d'assurance chômage diminuent. Cette hausse spontanée du solde budgétaire exerce un effet stabilisant sur le revenu agrégé des ménages puisque les prélèvements nets des transferts augmentent.¹⁶⁰

$$\text{Solde budgétaire} = \text{solde conjoncturel} + \text{solde structurel}$$

Toutefois, ce concept fait l'objet de débats techniques liés à la difficulté de mesurer l'écart d'activité et les élasticités des dépenses et des recettes au niveau d'activité. La notion est cependant bien utile analytiquement pour apprécier l'orientation de la politique budgétaire et mesurer l'effort accompli au cours d'une phase d'ajustement budgétaire.

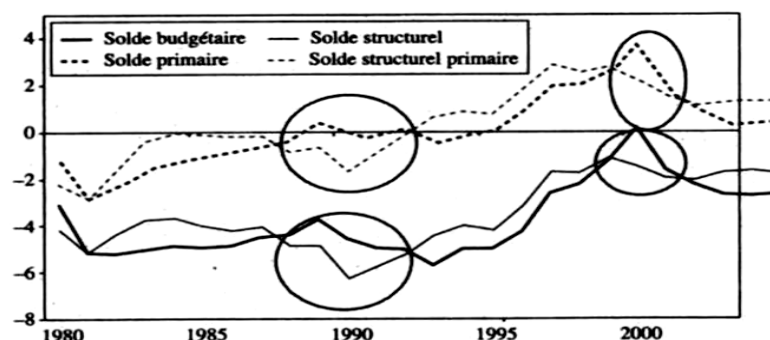
Les deux décompositions du déficit se combinent sans difficulté. Les intérêts sur la dette n'ayant pas de caractère cyclique marqué, on peut donc écrire :

¹⁵⁹ Michael Burda, Charles Wyplosz, (2003), « Macroéconomie », P 388.

¹⁶⁰ Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 144.

Solde budgétaire = solde primaire conjoncturel + solde primaire structurel - intérêts sur la dette.

Figure 2.18 : Soldes budgétaires de la zone euro ; 1979-2003



Source : Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004) « politique économique », de Boeck, France, p 145.

La figure permet d'évaluer déficit ajuste, pour le cycle. Nous l'appellerons par la suite le déficit structure. Une telle mesure donne un point de référence pour juger de l'orientation de la politique budgétaire : si le déficit courant est élevé mais le déficit structurel nul, la politique budgétaire courante est cohérente avec un objectif d'équilibre budgétaire. La dette va croître aussi longtemps que la production est en dessous de son niveau naturel, mais lorsqu'elle y retournera, elle se stabiliser.

Ceci n'implique pas que le but des décideurs devrait être de maintenir un déficit structurel nul en permanence. Une récession, un gouvernement peut souhaiter avoir un déficit supérieur à ce niveau, de telle sorte que même le déficit structurel sera positif.¹⁶¹

¹⁶¹ Olivier Blanchard, Daniel Cohen, (2004), « Macroéconomie », P 561.

4. TAUX D'INTERET ET POLITIQUE BUDGETAIRE :

4.1. Les taux d'intérêt de court terme :

Selon la règle dite de Taylor, les autorités monétaires ne prennent pas explicitement en compte le comportement des autorités budgétaires ou la situation des finances publiques. Il n'existe pas, à notre connaissance, de travaux empiriques montrant un lien entre le taux d'intérêt de court terme et la dette ou le déficit publics, que ce soit par l'estimation de formes réduites d'équations de taux d'intérêt ou, plus récemment, d'équations de Taylor. Ni l'idée selon laquelle un fort niveau de dette obligerait la Banque centrale à pratiquer un bas taux d'intérêt pour éviter que la dette publique devienne insoutenable, ni celle selon laquelle la Banque centrale pratiquerait un taux d'intérêt élevé pour contraindre les autorités budgétaires à réduire leur déficit n'apparaît dans les études empiriques.

La mesure des effets de la dette et du déficit publics sur les taux d'intérêt de long terme s'effectue généralement par l'estimation d'une forme réduite d'une équation de taux d'intérêt. Soit, celle-ci explique le taux d'intérêt réel de long terme en fonction du taux d'inflation, de diverses variables réelles : taux de croissance, rentabilité du capital,..., et des variables de finances publiques.

4.2. Les liens taux d'intérêt et politique budgétaire :¹⁶²

Pour tester l'effet de la politique budgétaire sur les taux d'intérêt deux variables de politique budgétaire sont généralement utilisées : le déficit public et la dette publique.

- Le déficit public :

Le déficit public peut être décomposé en quatre composantes : le déficit primaire autonome, le déficit conjoncturel automatique, le déficit conjoncturel discrétionnaire et les intérêts sur la dette.

L'effet d'un déficit issu d'une baisse d'impôt n'est pas le même sur le taux long selon que le marché anticipe qu'il sera corrigé par une hausse des impôts ou une baisse des dépenses. Il faut donc tester l'impact du déficit avec celui des dépenses publiques primaires corrigées des variations conjoncturelles. Mais les niveaux de dépenses publiques primaires corrigées des variations conjoncturelles sont restés relativement stables en part du PIB potentiel sur la

¹⁶²Bruno Ducoudré, (2005), « POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT », Revue de l'OFCE 95, octobre. P254

période considérée.

- La dette publique :

La dette publique brute contient l'ensemble des titres émis et emprunts contractés par les administrations publiques. La dette nette (qui en soustrait les avoirs financiers des administrations) est le concept le plus pertinent pour mesurer l'impact des engagements publics sur les comportements privés et les taux d'intérêt. Mais, elle n'intègre pas les engagements liés aux systèmes de retraite. Pour mesurer l'effet de richesse, il faudrait ajouter à la dette publique nette la dette extérieure nette.

5. L'EFFET D'ÉVÉCTION :

Lors du financement obligataire d'un déficit budgétaire risque d'apparaître l'effet d'éviction financier, qui retiendra notre attention dans notre travail. Même les développements originaux essentiels à propos du financement des déficits budgétaires par l'endettement public.¹⁶³ Dans le cas d'un mode de financement obligataire, la politique budgétaire se heurte à un effet d'éviction partiel.¹⁶⁴

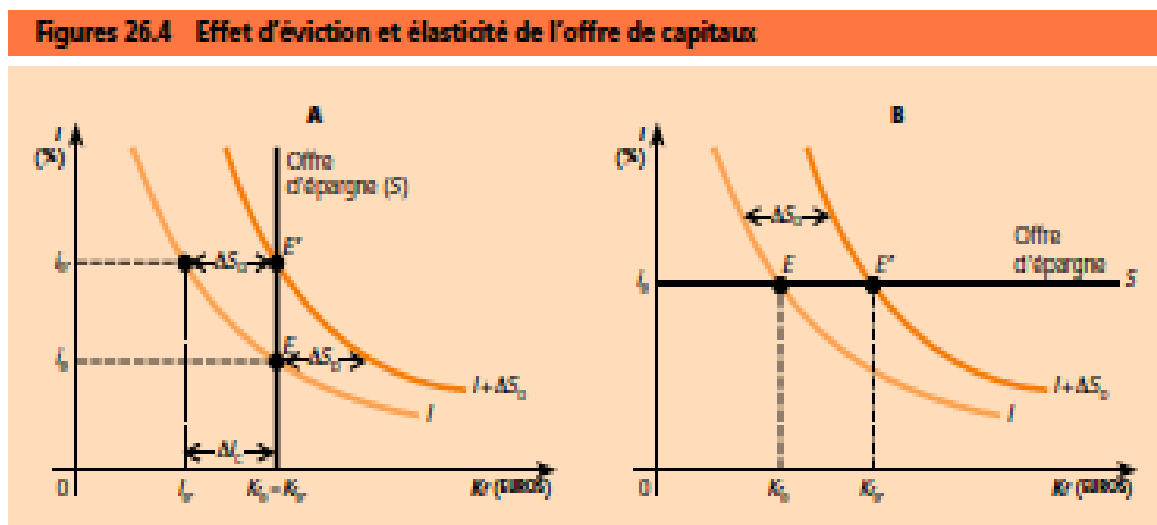
Théorème de l'effet d'éviction Une variation des dépenses publiques, lorsqu'elle est intégralement financée par l'emprunt, n'a d'effet multiplicateur sur le revenu national d'équilibre que pour le montant de ces dépenses diminué du montant de l'investissement privé évincé.¹⁶⁵

¹⁶³ Matthieu LLORCA, (2005), « Nécessité et efficacité de la politique budgétaire discrétionnaire », P46.

¹⁶⁴ Monsieur JEAN MESSIHA, (1999), « LE STNTUT ECONOMIQUE DES P OL/TIQUES BUDGETAIRES FACE AUX TRAITES DE MNNSTRICHT ET D'ANASTERDAM », THESE POUR LE DOCTORAT EN SCIENCES ECONOMIQUES, UNIVERSITE DE METZ. P 41.

¹⁶⁵ Alexis Jacquemin, Henry Tulkens, Paul Mercier, (). « Fondements d'économie politique », 3 é édition, De Boeck université, prémisses.

Figure 2.19 : effet d'éviction et élasticité de l'offre de capitaux.



Source : Alexis Jacquemin, Henry Tulkens, Paul Mercier, (). « Fondements d'économie politique », 3^e édition, De Boeck université, prémisses.

Remarquons que lorsque I diminue de ΔI_c , on a également, une diminution de l'épargne logée dans le secteur privé, c'est-à-dire que $\Delta S_v = \Delta I_c$. Cependant le montant total de l'épargne varie, lui, d'un montant qui s'écrit $\Delta S = \Delta S_v + \Delta S_b$, et qui est représenté sur le graphique par la différence $K_{fe'} - K_{fe}$.

L'ampleur de l'effet d'éviction et donc aussi de l'effet de ΔG sur ΔYE dépend des élasticités respectives des courbes d'offre d'épargne et de demande d'investissement privé par rapport au taux d'intérêt. Ainsi, par exemple, si la courbe d'offre d'épargne est parfaitement inélastique (figure 2.19 A), l'effet d'éviction est total : $-\Delta I_c = \Delta S_b$, et dès lors $\Delta YE = 0$. L'effet multiplicateur des dépenses publiques est alors totalement annihilé. Au contraire, si la courbe d'offre d'épargne est parfaitement élastique au taux d'intérêt (figure 2.19 B), l'effet d'éviction est inexistant ($\Delta I_c = 0$), et le multiplicateur des dépenses publiques joue à plein :

$\Delta YE = (1/1-b) \Delta G$ dans ce cas.

5.1. Les effets d'éviction:¹⁶⁶

Il est provoqué par l'augmentation de taux d'intérêt consécutive à l'accroissement de la dépense publique lorsque celle-ci est financée par l'émission de titres. L'attraction de I

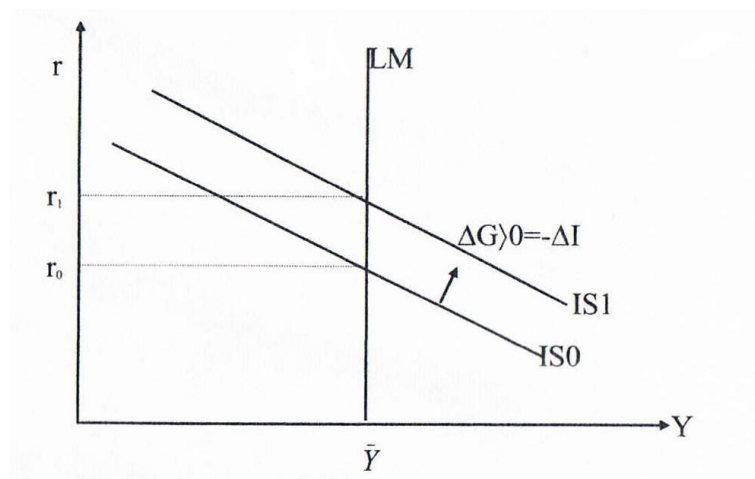
¹⁶⁶ Gervasio Semedo, Malik Bensafra, Laurent Gautier, (2010), « économie des finances publiques », 2^e édition augmentée, Ellipses éditions Marketing, PARIS. P 280.

l'augmentation des taux d'intérêt encourage une partie de l'investissement privé au profit du secteur public. L'analyse de l'ampleur de cet effet financier distingue deux cas.

- Le cas d'éviction totale ou cas classique :

La demande de monnaie est uniquement faite à des fins de transaction. Dans cette optique, le taux d'intérêt n'influence pas la demande de monnaie et le revenu. Dans cette situation d'inélasticité absolue de la demande de monnaie au taux d'intérêt, le multiplicateur budgétaire est nul et l'investissement privé diminue d'un montant correspondant à l'accroissement de la dépense publique. Il y a une simple redistribution des poids du secteur public et du secteur privé en termes d'investissement. L'épargne nationale sert à financer le secteur public essentiellement.

Figure 2.20 : les effets d'éviction



Source : Gervasio Semedo, Malik Bensafat, Laurent Gautier, (2010), « économie des finances publiques », 2^e édition augmentée, Ellipses éditions Marketing, PARIS, P 281

- Le cas intermédiaire : cas classico-keynésien :

Si l'élasticité du taux d'intérêt de la demande de monnaie est différente de 0, ($B \neq 0$) la hausse de la dépense publique sans création monétaire exerce un effet multiplicateur sur le revenu mais les taux d'intérêt s'accroissent avec une incidence sur la répartition du revenu national.

L'ampleur de l'éviction est d'autant plus forte que l'investissement est sensible au taux d'intérêt. Une faible modification positive du taux d'intérêt provoque une forte baisse de l'investissement (α élevé) ;

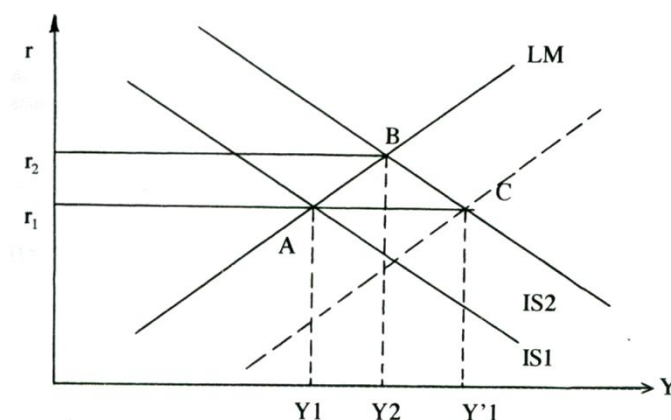
- Les encaisses de transaction sont élastiques aux modifications du niveau de revenu (γ élevé)
- La préférence pour la liquidité est inélastique au taux d'intérêt (β faible).

5.2. Effet d'éviction et effet de richesse :

Soit un modèle IS-LM en économie fermée ; l'accroissement de la dépense budgétaire se traduit par une augmentation du taux d'intérêt de qui a pour conséquence une diminution de l'investissement qui est exprimé en fonction de cette variable ; il y a donc compensation partielle qui limite l'impact positif de la politique budgétaire et peut même l'annuler lorsque LM est vertical.

Ainsi, le revenu passe de Y_1 à Y_2 au lieu de passer de Y_1 à Y'_1 à taux d'intérêt constant. L'augmentation du taux d'intérêt résulte elle-même du mode de financement par émission de titres de la dépense additionnelle ; en effet, à capacité donnée, le déficit budgétaire génère une demande accrue de financement et donc une hausse du taux d'intérêt. D'ailleurs, un des moyens d'éviter cet effet d'éviction réside dans un financement monétaire du déficit qui se traduit par un déplacement de LM et un équilibre situé au point C.

Figure 2.21 : Les effets d'éviction dans le cadre IS/LM



Source : Gérard DUTHIL et William MAROIS, (2007), « politiques économiques », ellipses, Paris. P 52.

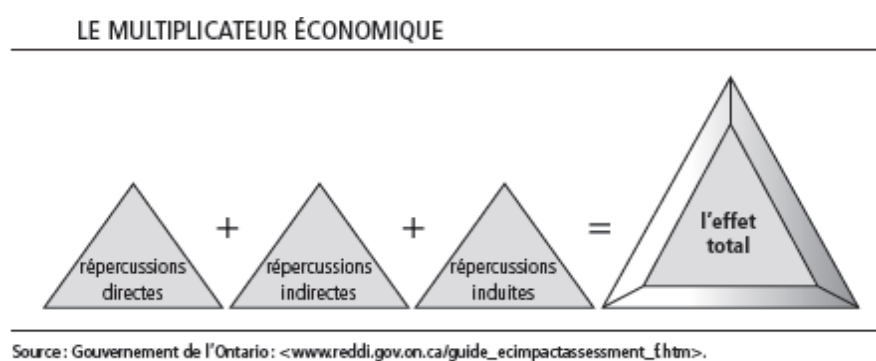
D'autres auteurs font aussi référence, pour l'éviction interne, à un effet de substitution direct entre dépenses publiques et privées dans les fonctions de préférences des agents.

En tout état de cause, l'impact de la politique budgétaire est amoindri et la hausse du taux d'intérêt résultante a des effets néfastes sur l'économie.

6. LE MULTIPLICATEUR :

L'existence d'un multiplicateur de dépenses budgétaires est l'une des principales justifications théoriques à l'utilisation active de la politique budgétaire. L'idée développée pour la première fois par Keynes dans sa Théorie générale est la suivante : une hausse de dépenses publiques accroît la production; il y a donc augmentation des revenus versés aux ménages et hausse de la consommation, ce qui stimule à nouveau la production. S'il n'y a pas de hausse des impôts, la variation totale de la production est égale au produit de la stimulation budgétaire et d'un coefficient appelé multiplicateur. Dans le cadre d'une économie fermée, on démontre que le multiplicateur est égal à l'inverse du taux d'épargne. En économie ouverte, la propension à importer vient s'ajouter au taux d'épargne au dénominateur du multiplicateur : plus le degré d'ouverture de l'économie est fort, plus le multiplicateur est faible. Pour qu'une relance budgétaire soit efficace, il convient donc de s'assurer que la valeur du multiplicateur est supérieure de l'unité.¹⁶⁷ Dans le modèle standard de la macroéconomie, l'efficacité des dépenses publiques dépend de la valeur du multiplicateur budgétaire, compte tenu d'un choix de financement.¹⁶⁸

Schéma : le multiplicateur économique¹⁶⁹



Source : Pierre Cliche, (2009). « Gestion budgétaire et dépenses publiques », Presses de l'Université du Québec, Québec.

Le multiplicateur budgétaire mesure l'efficacité d'une relance budgétaire à partir du ratio entre le surplus de production qu'elle permet et l'ampleur du stimulus. En cas de choc sur une ou deux périodes uniquement, il est usuel de calculer un multiplicateur instantané, dans la

¹⁶⁷ André Roux, (2011), « Finances publiques », P 135

¹⁶⁸ Bruno Cavalier, (1999). « POLITIQUE BUDGETAIRE ET COORDINATION DES POLITIQUES DE FINANCEMENT », éditions Panthéon Assas, PARIS. P 56.

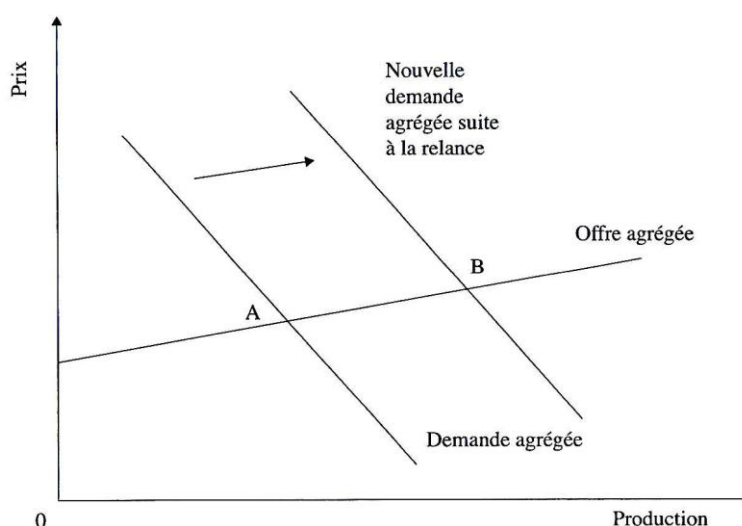
¹⁶⁹ Pierre Cliche, (2009). « Gestion budgétaire et dépenses publiques », Presses de l'Université du Québec, Québec.

mesure ou les Production se limitent a la période de stimulus.¹⁷⁰ L'Etat détermine le niveau des recettes T et des dépenses G publiques. Puisqu'on suppose que les prix sont fixes,¹⁷¹

L'impact des multiplicateurs budgétaires sur le PIB en fonction de la position de l'économie dans le cycle, nous avons teste un certain nombre de variantes budgétaires. Quatre variantes s'attachent à quantifier l'impact sur la croissance d'une baisse durable des prélèvements obligatoires de 1 point de PIB.

Une politique de relance budgétaire par le biais d'une augmentation des dépenses ou d'une diminution des prélèvements entrain un placement vers la droite de la courbe de demande, ce qui conduit a une augmentation de la production marquée par un effet modeste sur les prix, l'équilibre passant du point A au point B.¹⁷²

Figure 2.22 : effet d'une politique budgétaire expansionniste selon la théorie keynésienne



Source : Benassy-Quere A., Cœur, B., Jacquet, P., Pisani-Ferry, J., Politique économique, De Boeck, 2009, p. 192.

¹⁷⁰Thomas Brand, (2012), « Politique budgétaire en équilibre général : une analyse appliquée à la zone euro », Centre d'analyse stratégique, Document de travail n° 2012 – 03. P 58.

¹⁷¹Pierre-Noël Giraud, (2004-2005), « Initiation à l'Economie », Cerna, p199

¹⁷² Joseph Deiss, Philippe Gugler, (2012), « Politique économique et sociale », P 334.

6.1. Les multiplicateurs budgétaires symbolisent la puissance de la politique budgétaire :¹⁷³

Dans le modèle keynésien, au lieu de prendre en compte une multitude de marchés, on raisonne sur un seul marché en agrégeant d'un côté toutes les demandes et de l'autre toutes les offres de biens et services finals. $Y + M = C + I + G + X$

Y : Produit intérieur brut, M : Importations, C : Consommation des ménages, I : Formation brute de capital fixe (investissement), G : Dépenses de l'Etat en biens finals, X : Exportations.

On voit donc que les dépenses publiques G peuvent servir à équilibrer les deux parties de l'équation à un niveau de production plus élevé.

Keynes s'est efforcé de montrer que l'équilibre à court terme des finances publiques ne doit pas représenter une norme pour la politique économique. En période de sous-emploi, il est possible de relancer la production en augmentant les dépenses publiques, alors qu'en période de plein-emploi et de tensions inflationnistes, il faut réduire la demande globale en réduisant ces mêmes dépenses.

Le multiplicateur en économie fermée, Le revenu national Y s'écrit comme la somme de la consommation (C), de l'investissement (I) et des dépenses publiques (G) : $Y = C + I + G$.

La fonction de consommation dépend du revenu, elle peut s'écrire : $C = cY + b$

Avec c la propension marginale à consommer et b une constante positive.

Le revenu s'écrit donc : $Y = C + I + G = cY + b + I + G$.

Les variations des dépenses publiques exercent un effet de multiplication identique à celui des investissements. Si l'on fait varier les dépenses de l'Etat en laissant inchangés les investissements on obtient : $\Delta Y = c + \Delta G$ (puisque $\Delta b = 0$ et $\Delta I = 0$ par définition) d'où $\Delta Y = \Delta G / (1 - c)$.

Le multiplicateur s'écrivant $k = 1/(1-c)$, on a donc $\Delta Y = k \cdot \Delta G$

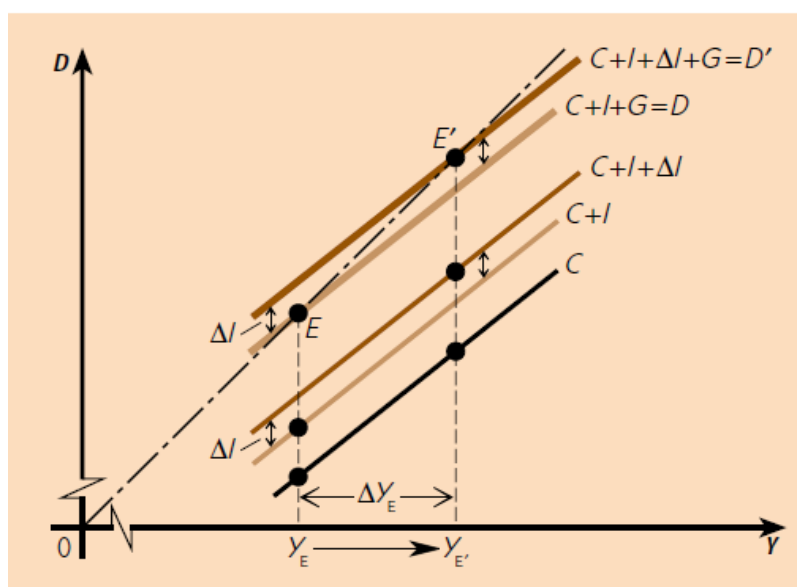
Plus la propension marginale à consommer c est élevée, plus le multiplicateur est fort.

¹⁷³ Frédéric Teulon, (1998), « L'état et la politique économique », collection major, presses universitaires de France, paris. P139.

K multiplicateur $= 1 / 1 - c = 1 / 1 - \text{propension marginale à consommer} = 3,33$.

Si l'État décide d'accroître les dépenses publiques de ΔG , la droite de la dépense globale sur le schéma suivant se déplace de $C + I + G$ à $C + I + G + \Delta G$ ¹⁷⁴

Figure 2.23 : le multiplicateur.



Source : Alexis Jacquemin, Henry Tulkens, Paul Mercier, (). « Fondements d'économie politique », 3^e édition, De Boeck université, prémisses. P 407.

De plus, un multiplicateur keynésien y apparaît dans le fait que le segment qui mesure ΔYE est plus grand que celui qui mesure ΔG . Cette dernière propriété est rendue plus précise par l'approche analytique.

Ce qui s'exprime en mots en disant que l'accroissement du revenu national d'équilibre est égal à l'augmentation de la dépense gouvernementale multipliée par le facteur entre crochets.

Soit au départ (figure 2.23), un niveau du revenu national d'équilibre Y_E , déterminé par l'intersection E , entre la droite des dépenses globales, $C + I + G$, et la droite à 45° .

Supposons une augmentation de l'investissement ΔI : elle entraîne un déplacement vers le haut et parallèlement à elle-même de la droite des dépenses. Une nouvelle intersection E' avec la droite à 45° , et donc un nouveau niveau d'équilibre du revenu national, $Y_{E'}$, sont

¹⁷⁴ Alexis Jacquemin, Henry Tulkens, Paul Mercier, (). « Fondements d'économie politique », 3^e édition, De Boeck université, prémisses.

déterminés. L'accroissement de revenu ΔYE est *plus grand* que l'augmentation de l'investissement ΔI , ce qui illustre l'effet multiplicateur.

7. TAUX DE CHANGE ET POLITIQUE BUDGETAIRE :

La situation « taux de change flexible et mobilité des capitaux » *soit* en situation d'économie ouverte, qui prévaut dans bon nombre de pays. On constate que, dans une telle situation, la politique budgétaire est peu efficace.

Tableau 2.4 : efficacité de la politique budgétaire de relance économies ouverte et fermé

	Taux de change flexible	Taux de change fixe
Mobilité du capital (économie ouverte)	Inefficace	Efficace
Immobilité du capital (économie fermée)	Efficace	Inefficace

Source : Joseph Deiss, Philippe Gugler, (2012), « Politique économique et sociale », P 339.

7.1. Taux de change flexible :

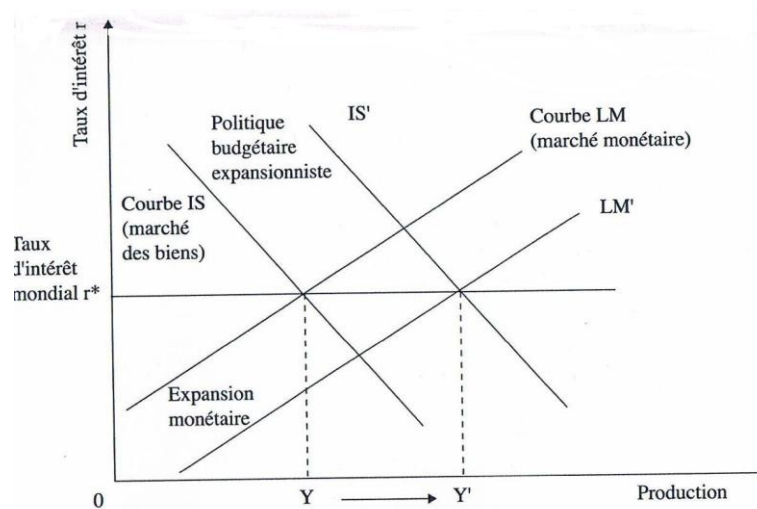
Le taux de change induit un important effet d'éviction, qui rend inefficace la politique budgétaire. Le marché des biens est repéré par la courbe IS et le marché monétaire par la courbe LM. L'expansion budgétaire entraîne un déplacement vers la droite de la courbe IS et une augmentation des taux d'intérêts. Ce phénomène encourage l'entrée de capitaux, qui entraîne une appréciation du taux de change induisant une perte de compétitivité des produits nationaux sur les marchés internationaux.

L'expansion budgétaire entraîne une détérioration de la balance des transactions courantes. Il en résulte une dépréciation du change et un renforcement de la compétitivité des exportations. L'impact de l'expansion budgétaire initiale sur la demande s'en retrouve renforcé.

7.2. Taux de change fixe :

Lorsque le taux de change est fixe, l'expansion budgétaire implique également une entrée de capitaux qui, dans ce cas, induit une accumulation de réserves. Si cette accumulation de réserves n'est pas « stérilisée », elle entraîne une expansion monétaire qui renforce les effets de l'expansion budgétaire et le risque d'inflation sur l'économie du pays en question dans la figure 2.24.

Figure 2.24 : effet d'une expansion budgétaire en régime de change fixe avec parfaite mobilité des capitaux.



Source : adaptée de Benassy-Quere, A., Coeur B., Jacquet, P., Pisani-Ferry, J., Politique économique, De Boeck, 2009, p. 192.

La détérioration de la balance des transactions courantes induit une perte de réserves et une contraction monétaire, qui freinent les effets de l'expansion budgétaire initiale.

Conclusion :

Dans le contexte de ce chapitre nous montrerons que les politiques budgétaires ne sont pas moins absentes de la gestion courante de la vie économique actuelle. Compte tenu de forces opposées à l'égard de la politique budgétaire, les effets de ces forces sur la croissance économique ont été une préoccupation majeure de débat et de discussion sur les récentes réformes de la politique publique. Alors que la littérature empirique sur la relation entre la politique budgétaire et la croissance économique est largement concluante essentiellement un lien positif.

La politique budgétaire implique l'utilisation des dépenses publiques, la fiscalité et l'emprunt à influencer à la fois la croissance économique, la croissance de la demande globale, la production et l'emploi.

La politique budgétaire devrait accorder une attention prioritaire aux capitaux et les investissements publics en leur accordant une plus grande proportion dans les dépenses publiques brutes, créant ainsi plus d'emplois, une amélioration de la qualité des dépenses publiques et la réalisation de la croissance et du développement durable.

Dans le contexte économique caractérisant les sociétés modernes, les politiques budgétaires ne sont pas moins absentes de la gestion courante de la vie économique actuelle ; elles conservent toujours leur influence, même si leur rôle est devenu plus discret, moins autoritaire et moins volontariste que par le passé. En effet; on constate aujourd'hui des signes multiples, quoique disparates, d'une nouvelle légitimation de la politique budgétaire.

A l'issue de ce panorama que nous avons dressé concernant l'usage et l'efficacité de la politique budgétaire au sein des principaux courants théoriques, nous avons pu répertorier dans notre analyse au moins cinq grands débats qui, par ordre chronologique, ont fait s'affronter la pensée de Keynes à celle des classiques, puis les monétaristes aux keynésiens, puis la nouvelle école classique, et enfin les propos tenus par la NAK.

Les critiques libérales ont, en particulier ont pour point de départ, un équilibre de plein emploi, alors que dans les modèles Keynésiens on raisonne à partir d'une situation de sous emploi, de sorte que la politique budgétaire a de puissants effets. En outre, on a pu vérifier que dans bien des cas, les études empiriques sont contradictoires. Elles ne permettent pas de

trancher le débat, ce qui laisse planer encore quelques doutes sur la pertinence de telles théories.

Enfin, les conceptions récentes, mais qui s'opposent à la NAK et de la nouvelle école classique, apportent de nouveaux éléments d'intérêt au débat, propices à d'autres développements sur ce sujet, donnant ainsi la possibilité d'en vivifier les termes.

Toujours est-il, qu'outre le fait de dresser un état des lieux des différents débats, l'intérêt d'avoir analysé ces conceptions théoriques de la politiques budgétaire consiste en ce que les gouvernements, les institutions internationales, quant ils mettent en œuvre leur politique, se basent sur des principes théoriques forts, permettant de la guider. Toutefois, ces derniers se doivent également de prendre en compte les obstacles et contraintes présents de la réalité et qui peuvent influencer positivement ou négativement les effets de la politique budgétaire sur la croissance économique. Tel est l'objet d'étude de notre troisième chapitre.

CHAPITRE III

L'EFFET DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET L'INFLUENCE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SUR LE CHÔMAGE

CHAPITRE III: L'EFFET DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET L'INFLUENCE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SUR LE CHÔMAGE

INTRODUCTION :

Bien que souvent ignorée, l'étude de l'impact sur la croissance économique représente l'une des caractéristiques fortes de la politique budgétaire ; en effet, dans les économies en développement, la politique budgétaire est traditionnellement axée sur la croissance économique.

Le rôle de la politique budgétaire, expression fidèle de toute politique de gouvernement, d'une part, et la croissance économique, de l'autre, sont les grands deux pôles de notre étude. Le lien entre la politique budgétaire et la croissance économique représente une relation mutuelle : le fonctionnement de l'État influence la croissance économique, et, à son tour, la quantité et la qualité de la croissance économique changent le taux du chômage. Les sections qui suivent dans ce chapitre explicitent cet aspect.

L'histoire économique montre que la croissance économique est également susceptible d'entraîner des changements dans la structure des dépenses publiques. Certains de ces changements sont en effet sous-entendus dans les tendances prévues par la loi de Wagner ; celle-ci reposant notamment sur l'idée que la croissance des dépenses publiques est supérieure à celle du PIB, ce qui implique que la part des dépenses publiques dans le PIB augmente.

Ce chapitre traite de l'effet de la politique budgétaire sur la croissance économique et de l'influence de la croissance économique sur le chômage ; pour cela nous avons structuré ce chapitre en cinq sections :

La première section porte sur les conceptions, mécanismes et analyse traditionnelle de la croissance économique. Nous présenterons d'abord quelques définitions et concepts, puis nous évoquerons les mécanismes de la croissance économique et enfin, nous ferons une analyse traditionnelle de la croissance.

Dans la deuxième section, nous allons analyser le rôle des dépenses publiques dans la croissance économique à long terme à partir des débats théoriques traditionnels relatifs aux classiques, néo-keynésiens, néo-classiques, keynésiens, monétaristes et aux nouveaux-classiques du début des années soixante-dix. Nous aborderons les modèles de croissance traditionnels. Il s'agira de présenter le modèle néo-classique de croissance économique, le modèle de Solow et le modèle AK ; Nous évoquerons ensuite l'évolution du modèle de Solow avec l'introduction de capital humain et l'amorce des analyses menant aux modèles endogènes. Nous présenterons également les théories de la croissance endogène basées sur le capital humain avec le modèle de Romer, et enfin le modèle de Lucas.

La troisième section porte sur l'utilisation des dépenses publiques par l'État comme outil pour augmenter le taux de la croissance économique. Dans cette section, nous allons montrer le rôle essentiel de l'Etat et analyser les effets des dépenses publiques sur la croissance et le développement économique. Nous allons essayer également d'étudier les approches théoriques et nous ferons également une revue de la littérature théorique et empirique sur l'importance du choix des dépenses publiques ainsi que des points de vue des économistes concernant les dépenses de l'Etat.

La quatrième section a été consacrée à l'étude de l'influence de la croissance économique sur le chômage ; ce qui nous permettra en particulier de faire une analyse des deux canaux par lesquels les actions de la croissance économique influencent le chômage.

Dans la cinquième et dernière section de ce chapitre, nous évoquerons des études empiriques de la croissance économique relatives à l'expérience de quelques pays. Nous parlerons de ses extensions, c'est-à-dire des nouveaux modèles de croissance qui traitent de la même problématique et qui s'inspirent de cette référence théorique, avec bien sûr d'autres modifications.

SECTION III.1 : CROISSANCE ÉCONOMIQUE CONCEPTIONS, MÉCANISMES ET ANALYSE TRADITIONNELLE

1. DÉFINITIONS ET CONCEPTS:

1.1. Définitions :

La croissance économique s'exprime par le mouvement de l'activité économique qui élève continuellement le produit global qui est la production disponible de l'ensemble consolidé des entreprises et des ménages ; ce mouvement concerne avant tout un accroissement quantitatif des grandeurs caractéristiques, provoquant des modifications économiques structurelles qui rendent possible la poursuite des accroissements. Les dépenses publiques peuvent stimuler tel ou tel secteur ou accroître la demande globale considérée dans son ensemble, la manière dont est financée une augmentation des dépenses publiques peut influencer sur ses effets macroéconomiques : on peut s'attendre à ce qu'elle soit plus expansionniste si elle est financée par la création monétaire que si elle l'est, soit par l'emprunt, soit par la fiscalité.¹⁸¹

D'une façon spontanée et normalement l'activité économique est orientée vers la recherche de l'accroissement continu en valeur absolue de grandeurs caractéristiques des unités économiques, en principe les économies nationales.¹⁸²

Comme ça définit François Perroux : « la croissance économique comme un processus continu et soutenu d'élévation du PIB réel d'un pays dans le temps. Ceci revient dire que la croissance économique n'est pas un fait du hasard mais plutôt une œuvre soutenue et qu'elle se traduit par un accroissement continu du produit réel de toute l'économie ». ¹⁸³

La croissance économique, et quelque peu désordonnée, des collectivités territoriales dans l'action publique pour l'emploi, au côté de l'Etat et des partenaires sociaux gestionnaires des fonds de la formation professionnelle et de l'assurance-chômage, tend ainsi à rendre obsolète la logique juridique de répartition des responsabilités.¹⁸⁴

¹⁸¹ Paul Masson, Adrian Blundell-Wignall, Peter Richardson, (1984). « EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES EN CAS D'ANTICIPATIONS RATIONNELLES », <http://www.oecd.org/fr/eco/perspectives/2502670.pdf> P 196.

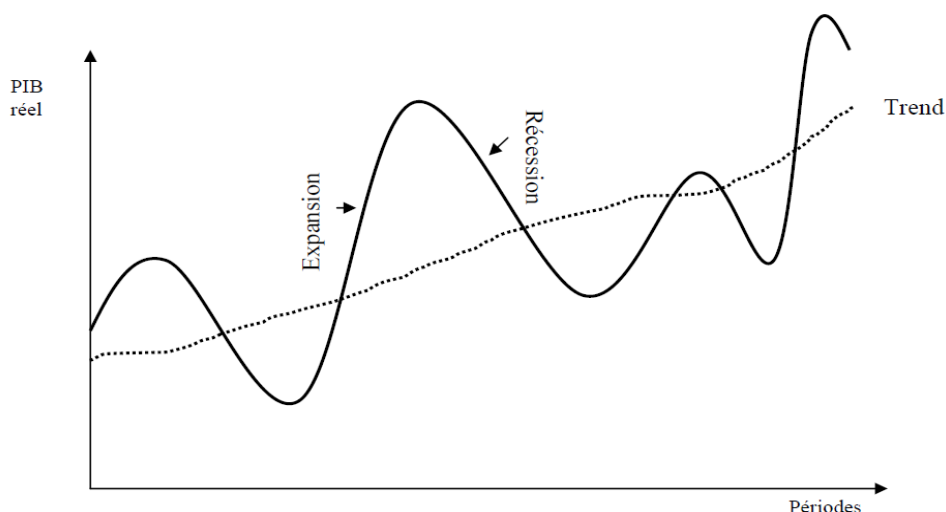
¹⁸² Pierre MOUANDJO B. LEWIS, (2002). « Crise et croissance en Afrique L'économie politique de l'Afrique au XXI^e siècle », Tome I, L'Harmattan, PARIS, P 229.

¹⁸³ Alexandre Nshue M. Mokime, (2012). « Modèles de croissance économique », Kinshasa, Juillet. P 3.

¹⁸⁴ Alain Faure, Emmanuel Négrier, J.P. Chagnollaude, B. Péquignot, D. Rolland, (2007). « LES POLITIQUES PUBLIQUES A L'ÉPREUVE DE L'ACTION LOCALE Critiques de la territorialisation », Questions Contemporaines Collection, L'Harmattan, PARIS. P 39.

La croissance est caractérisée par « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues chacune de ces périodes comprenant plusieurs cycles quasi-décennaux, d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en terme réel ».¹⁸⁵

Figure 3.1 : l'évolution de la croissance économique réelle à long terme



Source : <http://foad.refer.org/IMG/pdf/Chapitre1-2.pdf>, P 2

Pour les sciences économiques la croissance économique est un objet d'étude essentiel et elle constitue un objectif fondamental des pouvoirs publics. Dans cette perspective, il convient de maîtriser les fondamentaux de la croissance à commencer par le vocabulaire et les différentes mesures possibles de cette grandeur économique. Il devient alors possible de procéder à l'étude du phénomène et à son interprétation en termes de théorie de la croissance et de théorie des cycles. La croissance comporte également des enjeux pratiques et institutionnels essentiels car elle est aussi l'affaire des décideurs et de leurs services d'études économiques ; il convient alors d'aborder l'analyse conjoncturelle de la croissance ; c'est-à-dire sa démarche, ses outils et ses résultats.¹⁸⁶

1.1.1. Différentes visions de la croissance chez quelques économistes :¹⁸⁷

- Adam Smith (1723-1790) Dans "Richesse", il développe les premiers éléments de la théorie de la croissance. Prenant sa source dans la division du travail, la croissance lui apparaît comme illimitée.

¹⁸⁵ <http://foad.refer.org/IMG/pdf/Chapitre1-2.pdf>, consulté le 20-07-2014 à 13 :00

¹⁸⁶ François coulomb, jean Longotte, pascal vanhove, (2011). « Économie », P 197

¹⁸⁷ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Croissance.htm>, consulté le 20-07-2014 à 12 : 50

- Thomas Robert Malthus (1766-1834) La croissance de la population, plus rapide que celle la production de la terre, conduit à des famines qui permettent de rétablir, à court terme, le bon rapport entre les deux... jusqu'à ce que l'écart entre population et production de la terre provoque une nouvelle crise.
- David Ricardo (1772-1823) Pour faire face à la croissance de la population de nouvelles terres doivent être cultivées. Or celles-ci ont un rendement décroissant (les meilleures étant déjà utilisées). Il s'ensuit inéluctablement à long terme un état stationnaire.
- Karl Marx (1818-1883) Pour lui, l'accumulation du capital permet à ce dernier de se substituer au travail. L'augmentation du chômage et la baisse des salaires qui en découlent, provoquent une baisse de la consommation et du taux de profit et par conséquent de la croissance.
- John Maynard Keynes (1883-1946) L'économiste britannique insiste sur le rôle de l'Etat qui, par les investissements publics, peut relancer l'économie en jouant sur la demande et favoriser ainsi la croissance.

Le PIB correspond à la production annuelle d'un pays, et peut se déterminer à partir de l'équilibre ressources-emplois de l'économie.¹⁸⁸

1.1.2. Trois méthodes de calcul du PIB : ¹⁸⁹

La croissance étant appréhendée comme un phénomène purement quantitatif, on utilise des indicateurs de dimension pour sa mesure ; principalement le produit intérieur brut PIB :

- la première méthode consiste à mesurer la richesse produite, en d'autres termes la valeur ajoutée ou encore la différence entre la production totale des entreprises d'une part et leurs consommations intermédiaires d'autre part.
- une seconde méthode dite « approche par la demande » passe par le calcul des emplois de cette production soit les différentes composantes de la demande.
- la dernière approche repose sur les revenus distribués aux différents agents : revenus du travail, revenus du capital et prélèvements enfin de la collectivité.

¹⁸⁸ Belaidi Amine, Hichem Djedjig, (2010). « L'impact du capital humain sur la croissance économique en Algérie », Ecole nationale supérieure de la statistique et de l'économie appliquée. P 2

¹⁸⁹ François coulomb, jean Longotte, pascal vanhove, (2011). « Économie », P 199

Le PIB peut enfin se déterminer grâce à la somme des rémunérations des salariés versées par les unités résidentes, des excédents bruts d'exploitation et des impôts liés à l'importation, cette approche dite « approche par les revenus ».¹⁹⁰

1.2. Recettes publiques et dettes publiques, quelle influence sur la croissance économique :

1.2.1. Croissance et recettes publiques :¹⁹¹

Aux fins du développement et de la réduction de la pauvreté on réfléchit à la mobilisation des ressources, en examinant les résultats de la croissance économique, parce que la croissance est étroitement liée aux recettes. Les gouvernements africains disposent de deux types de recettes: les recettes intérieures tirées de l'imposition et des droits perçus et les recettes extérieures fournies par l'aide publique au développement. Les recettes intérieures résultant de la croissance peuvent servir à financer l'investissement public, lequel peut accroître la capacité de production et le potentiel de croissance. L'interaction entre croissance et recettes peut entraîner un cercle vicieux ou vertueux : une croissance lente se traduit par de faibles augmentations des recettes, ce qui limite l'investissement public et réduit le potentiel de croissance; une croissance rapide produit les recettes qui permettent à l'investissement public de compléter et «d'attirer» l'investissement privé.

La relation entre recettes publiques et croissances est obtenue à partir de la fonction habituelle des comptes nationaux: $Y = C + I + G + (X - N) + \text{inv}$

Dans laquelle Y = revenu national, C = consommation privée, I = investissement privé, G = dépenses publiques (courantes et en capital), X = exportations, N = importations, et inv = variation des stocks. L'interprétation de la dernière expression est simple. Si les trois taux d'imposition ne changent pas, et si les exportations et le revenu progressent au même taux, l'élasticité des recettes fiscales par rapport à la production est égale à une unité. Inversement, les taux moyens d'imposition étant constants, les recettes fiscales grossissent plus vite que la production (T/Y croît), si les exportations augmentent plus vite que la production, soit directement dans le cas des pays qui appliquent des taxes à l'exportation, soit indirectement par le biais de l'impôt sur le revenu et sur la consommation, créé par le mécanisme du

¹⁹⁰ Lakhdari hadjira, khelil manel, (2013). « L'impact de la fiscalité sur la croissance économique en Algérie », école nationale supérieure de statistique et d'économie . p 14

¹⁹¹ CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, (2009). « Étude de fond: Renforcer l'efficacité de la politique budgétaire en vue de la mobilisation des ressources intérieures », E/ECA/COE/28/5 AU/CAMEF/EXP/5(IV). P 4

multiplicateur. Si l'on supprime toutes les taxes à l'exportation, l'élasticité des recettes par rapport à la croissance est égale à l'unité, en l'absence d'une augmentation des taux d'imposition ou de leur couverture ou de leur efficacité.

1.2.2. Les liens entre crise de la dette et croissance de long terme :¹⁹²

La politique budgétaire peut exercer ses effets de deux manières : soit des facteurs de production, soit de façon indirecte en influençant les décisions des agents économiques. Mais, quel que soit le moyen employé, cette action ne peut être efficace que si l'environnement est favorable, c'est-à-dire sans faire supporter de charges trop lourdes aux agents économiques.

L'efficacité de l'influence de la politique budgétaire sur la croissance de long terme sera d'autant plus importante qu'elle s'inscrit dans un cadre plus large de l'ensemble des politiques économiques agissent dans le même sens : absence de rigidités sur les marchés des biens et services ou du travail, confiance des agents économiques dans la stabilité de la monnaie. En outre, l'efficacité de la politique budgétaire est d'autant plus forte que les anticipations des agents sont favorables, c'est-à-dire qu'ils ne s'attendent pas à une hausse de la pression fiscale ou ne sont pas pénalisés par une fiscalité facteur de distorsions de concurrence et de des incitations à produire ou travailler

Si une dette publique excessive est considérée comme favorable par les économistes classiques à la croissance de long terme, la littérature économique, tant empirique que théorique, peine à apporter des réponses claires quant au niveau de dette susceptible de marquer entrée dans une situation potentiellement porteuse de déséquilibres économiques. Toutefois, il s'agit d'un résultat empirique, obtenu sur la base de données mélangeant des pays et des circonstances très différentes. De nombreuses critiques récentes ont émis des doutes sur ce résultat, tant sur la validité de ce seuil critique que sur le sens de la causalité entre dette et croissance¹⁹³

¹⁹² Carine Bouthevillain, Gilles Dufrenot, Philippe Froute, Laurent Paul, Preface de Michel Bouvier, (2013). « Les politiques budgétaires dans la crise Comprendre les enjeux actuels et les défis futurs », ECONOMIQUES OUVERTURES, de Boeck. P 73

¹⁹³ Carine Bouthevillain, Gilles Dufrenot, Philippe Froute, Laurent Paul, Preface de Michel Bouvier, (2013). « Les politiques budgétaires dans la crise Comprendre les enjeux actuels et les défis futurs », P 83

1.3. Le capital humain dans la croissance économique :

Le capital humain prend souvent un rôle central dans les différentes théories de la croissance économique et du développement.¹⁹⁴

1.3.1. L'éducation et la croissance économique :¹⁹⁵

L'éducation est un investissement, et bien évidemment l'impact de rééducation sur la croissance économique est considérable. En fait, réduction améliore la qualité, et par conséquent la productivité de la main d'œuvre.

Le capital humain est la productivité de la main d'œuvre. Les politiques publiques interviennent à deux niveaux très liés entre eux, celui de réduction et celui de la recherche et développement. Pour le rôle du capital humain est comme stimulant du développement économique qui a été expliqué dans les modèles initiaux mesurant l'éducation comme un flux de croissance économiques. L'idée selon laquelle l'éducation contribuerait à la croissance constitue à la fois l'origine et l'aboutissement de la théorie du capital humain. Dans l'un des textes fondateurs, Theodore W. Schultz (1961) observe que l'éducation explique la plus grande partie de la productivité totale des facteurs, cette portion de la croissance que ni le capital physique ni le volume de travail ne parviennent à expliquer.

Les modèles macroéconomiques estimés par des méthodes comptables puis économétriques ont pour point de départ l'introduction du capital humain dans une fonction de production agrégée, au même titre que le capital physique ou la quantité de travail.¹⁹⁶

1.3.2. Les dépenses de santé mènent-elles à la croissance économique ?¹⁹⁷

L'éducation et la santé deviennent plus importantes dans ce qu'on a appelé la "transition démographique" en raison de trois mécanismes. D'abord, la santé diminue le taux de mortalité infantile.

¹⁹⁴ Dorothée Boccanfuso, Luc Savard, Bernice Savy, (2009) . « CAPITAL HUMAIN ET CROISSANCE : EVIDENCES SUR DONNEES DE PAYS AFRICAINS », Cahier de recherche / Working Paper 09-15, université de Sherbrooke, P 3.

¹⁹⁵ ENAYATI FATEMEH, (2011). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : LE CAS DE QUELQUES PAYS DE LA RÉGION MENA », P 122.

¹⁹⁶ Nadir ALTINOK (2006), « Capital humain et croissance : l'apport des enquêtes internationales sur les acquis des élèves », IREDU (Institut de Recherche sur l'Éducation), Public Economics. 18-19 2006/1-2. Pages 177-209. Université de Bourgogne, France P 3.

¹⁹⁷ ENAYATI FATEMEH, (2011). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : LE CAS DE QUELQUES PAYS DE LA RÉGION MENA », P 134.

En fait, le secteur public de la santé devrait essayer d'augmenter son efficacité dans ces pays pour faire en sorte que les gouvernements puissent s'éloigner du fait de simplement financer des services, et qu'ils puissent prendre la responsabilité de la gestion du système qui satisfait les besoins des personnes; les gouvernements devraient, de plus, fournir de nouveaux équipements adaptés, développer des règlements efficaces pour les secteurs publics et privés.

2. LES MECANISMES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE :

La croissance économique, une société croît en augmentant les équipements qu'elle peut mettre à disposition de sa main-d'œuvre pour la rendre plus productive. Ces équipements peuvent être de natures très diverses : des machines, des moyens de transport, des routes, des réseaux de lignes électriques, des tracteurs agricoles, etc.

Il n'est guère propices à l'investissement et la création d'entreprises l'existence de conflits sociaux, ethniques ou frontaliers,. Ils entraînent plutôt la fuite des capitaux et des entrepreneurs. Dans le même ordre d'idée, on peut penser que la sécurité physique est importante et qu'il y a peu de chances que se crée un tissu d'affaires florissant au milieu d'activités criminelles. S'agissant d'un environnement minimisant les coûts de transaction de l'entreprise, on peut de nouveau imaginer un grand nombre de composantes, par exemple la disponibilité d'équipements collectifs adéquats disponibilité de main-d'œuvre qualifiée évitant à l'entrepreneur d'avoir à assurer la formation de son personnel. La qualité de l'infrastructure administrative est également importante.¹⁹⁸

2.1. Développement qualitatif et Réduire le déficit pour relancer la croissance économique :¹⁹⁹

Des taux de pollution importants de nature à mettre en péril le fonctionnement de la biosphère ont été engendrés par les pays développés suite à leur utilisation de manière intensive les ressources naturelles au cours de leur croissance. Il est donc urgent que ces pays modifient fortement leur mode de croissance et la question de la compatibilité entre croissance et dégradation de l'environnement doit être investiguée de manière approfondie. C'est le mode de production lui-même qui doit être fondamentalement revu. Les technologies actuelles

¹⁹⁸ FRANÇOIS BOURGUIGNON, (2008). « Economie », Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, directeur de l'École d'économie, Groupe Eyrolles, paris, P 155

¹⁹⁹ Hervé Devillé, (2010), « économie et politiques de l'environnement Principe de précaution critères de soutenabilité Politiques environnementales », harmattan, PARIS. P 17

permettent aux pays développés de diversifier leurs modes énergétiques et de produire avec un contenu énergétique moindre par unité de valeur ajoutée.

Les problèmes écologiques peuvent être partiellement rencontrés au moyen d'innovations technologiques et méthodologiques. La déficience écologique devient ainsi une impulsion à un nouveau cycle d'innovations technologiques et industrielles intégré dans un processus de croissance (éco-conception). La remédiation aux dommages environnementaux y est perçue comme un jeu à somme positive et la croissance technologique, un nouvel enjeu de la lutte contre les dégradations environnementales (Hajer, 1996).

Une telle prise de position est opposée avec la théorie keynésienne et l'utilisation de la politique budgétaire telle qu'elle a été pratiquée pendant la période de l'après guerre. Sur le plan théorique, cette thèse s'appuie sur deux effets de la diminution des dépenses publiques :

- un effet transitant par les taux d'intérêt,
- un effet anticipation.

Le premier effet est lié au fait que la réduction de la dépense se traduit par une baisse du taux d'intérêt qui permet de relancer la dépense privée (investissement et consommation via la baisse du coût du crédit et un effet de richesse). Le second effet, sur lequel l'insistance est mise au milieu des années 90, porte sur l'amélioration des anticipations des agents concernant l'endettement futur du gouvernement (anticipation de baisse des impôts et des taux d'intérêt) : il s'agit « d'envoyer un message fort au secteur privé...de restaurer la confiance ».²⁰⁰

2.2. L'accumulation patrimoniale des ménages et le financement de la croissance :²⁰¹

Une accumulation de la richesse privée bien plus rapide qu'auparavant s'est produite grâce à la libéralisation financière qui lui a ouvert la voie. Mais le vecteur principal de l'auto renforcement de la richesse n'a pas été la production de biens et de services nouveaux, puisque le taux de croissance de la production a baissé. Les espoirs de gains en capital ont formé la part majeure des rendements. Les actifs permettant l'enrichissement des ménages avaient une offre rigide, étaient négociables sur des marchés secondaires, étaient donc des supports pratiques pour les transferts de droits de propriété. Ils ont attiré des comportements

²⁰⁰ Gérard DUTHIL et William MAROIS, (2007), « politiques économiques », ellipses, Paris, P 62

²⁰¹ Michel Aglietta, (2005). « Macroéconomie Financière, Finance, croissance et cycles », Quatrième Édition, la découverte, février, PARIS.

spéculatifs, où les espoirs de gains en capital étaient nourris par la seule force du courant acheteur face à la fixité de l'offre.

Ce qui nous mène à déduire que le développement de tels marchés spéculatifs, fondés sur des actifs existants, permette un enrichissement privé sans encourager l'investissement productif. La tendance la plus forte dans la recherche de cet enrichissement depuis les années 1980 a été l'orientation de l'épargne vers les investisseurs institutionnels, grâce à l'essor des régimes de retraite par capitalisation dans de nombreux pays, stimulé par les perspectives du vieillissement démographique.

Celle-ci ne dépend que de l'intensité de la demande qui ne dépend elle-même que de l'anticipation de la poursuite de la hausse du prix. Au contraire, le rendement des créances sur les entreprises est déterminé à long terme par la productivité marginale du capital productif.

L'épargne investie dans les transferts de propriété sur les actifs existants est improductive; l'épargne investie dans le financement des investissements des entreprises est productive. La finance n'est donc pas neutre, même à long terme, parce qu'elle influence l'allocation de l'épargne entre ces deux types d'emplois.

En croissance endogène, le déplacement de l'épargne vers les placements improductifs affecte défavorablement le taux de croissance. Les plus-values espérées sur les transferts de propriété découragent les paris d'entreprise dans l'innovation et forcent le taux d'intérêt réel à s'élever à un niveau qui rend le rendement sur les créances compétitif avec celui des actifs spéculatifs. En retour, le niveau élevé du taux d'intérêt réel n'autorise que les investissements dont les rendements prospectifs, ajustés des risques spécifiques de ces opérations, dépassent cette barrière.

On en conclut que ce double aspect de la libération financière, l'essor des marchés d'actifs financiers et l'institutionnalisation de l'épargne, a pu favoriser l'enrichissement privé au détriment de la croissance du revenu pour toute la société. Pour mieux étayer ce résultat, il faut étudier plus précisément comment cet environnement financier se répercute sur les entreprises.

3. L'ANALYSE TRADITIONNELLE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE :

3.1. De l'évaluation empirique des effets de la politique budgétaire sur la croissance économique :

L'objectif des gouvernements est de promouvoir une croissance économique viable et soutenue. Les recherches attestent qu'une solide position budgétaire est fondamentale pour assurer la stabilité macroéconomique, laquelle est de plus en plus reconnue comme un facteur essentiel à une croissance soutenue. Un ajustement budgétaire avisé peut également permettre de mobiliser l'épargne intérieure, promouvoir une meilleure affectation des ressources et contribuer à la réalisation des objectifs de développement.²⁰² Les dépenses publiques Citant une composante de la production nationale, on peut en outre estimer que leur niveau ou leur évolution est endogènes à la richesse du pays ou à sa croissance. On reconnaît alors que toutes les études liant les dépenses de l'Etat et la croissance totale sont biaisées comme on va le démontrer dans le tableau suivant :²⁰³

Tableau 3.1: Les fondements théoriques des dépenses publiques.

Théorie	Enseignements
Théorie classique et néoclassique	La croissance optimale est le résultat de libre fonctionnement du marché Principe de « laisser-faire laissez-passer » et absence d'utilité de l'intervention de l'Etat pour ne pas perturber le bon fonctionnement du marché
Théorie keynésiennes	Mise en évidence de l'intérêt de la politique budgétaire pour relancer l'activiste économique et pour résoudre en particulier le problème de chômage. Analyse keynésiennes est de court terme inconvenient.
Théorie de la croissance endogène	Rôle incontestable des dépenses publiques (analyse de long terme). Les dépenses publiques source d'externalité, de rendements croissants et de croissance. Plus d'opportunités d'investissement prive : la Consommation publique représenté une demande additionnelle. Précise le degré d'intervention de l'Etat en fonction de sa taille optimale.

Source : DAGHBAGI HAMROUNI, (2005). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ECONOMIQUE : CAS DE LA TUNISIE », P 2

²⁰² James Daniel, Jeffrey Davis, Manal Fouad, Caroline Van Rijckeghem, (2006). «L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance », Fonds monétaire international, Série des brochures no 55, Washington. P 1

²⁰³ Bruno Cavalier, (1999). « POLITIQUE BUDGETAIRE ET COORDINATION DES POUTIQUES DE FINANCEMENT », éditions Panthéon Assas, PARIS. P 71.

La politique budgétaire a pour objectifs finals la croissance non inflationniste, l'emploi et le bon fonctionnement des services publics « santé, éducation, armée, ... », l'objectif intermédiaire est la maîtrise du solde budgétaire. Les instruments utilisés sont le montant des dépenses publiques et des impôts, ainsi que le mode de financement du déficit.

La croissance économique est comme un objectif final, elle a un effet retour sur le solde budgétaire un instrument d'objectif intermédiaire, et sur le rendement des impôts ce qui rend la politique budgétaire très particulière. Les résultats obtenus à tous les niveaux dépendent étroitement de la conjoncture.²⁰⁴ Et pour l'impact sur le PIB à court, moyen et long terme d'une baisse des prélèvements obligatoires ou d'une hausse des dépenses publiques d'un point de PIB en fonction de la position dans le cycle dans le tableau 3.2.

Tableau 3.2 : Impact sur le PIB à court, moyen et long terme

En % du PIB			1 an	5 ans	10 ans
Baisse de 1 point de PIB des prélèvements obligatoires	Cotisations Sociales Employeurs	<i>Bas de cycle</i>	1,0	1,6	1,5
		<i>Milieu de cycle</i>	0,9	1,3	0,7
		<i>Haut de cycle</i>	0,8	1,2	0,1
	Cotisations Sociales Salariées	<i>Bas de cycle</i>	1,0	1,0	1,2
		<i>Milieu de cycle</i>	0,9	0,8	0,5
		<i>Haut de cycle</i>	0,9	0,7	0,0
	CSG	<i>Bas de cycle</i>	1,1	1,1	1,2
		<i>Milieu de cycle</i>	1,1	0,8	0,4
		<i>Haut de cycle</i>	1,0	0,8	-0,1
	TVA	<i>Bas de cycle</i>	1,2	1,2	1,7
		<i>Milieu de cycle</i>	0,8	1,0	0,5
		<i>Haut de cycle</i>	1,1	0,9	0,0
Hausse de 1 point de PIB des dépenses publiques	Prestations sociales	<i>Bas de cycle</i>	1,0	1,1	1,3
		<i>Milieu de cycle</i>	1,0	0,9	0,5
		<i>Haut de cycle</i>	1,0	0,8	0,0
	Investissement public	<i>Bas de cycle</i>	1,3	1,1	1,3
		<i>Milieu de cycle</i>	1,2	0,7	0,3
		<i>Haut de cycle</i>	1,2	0,5	-0,3
	Emploi public	<i>Bas de cycle</i>	1,3	1,2	1,5
		<i>Milieu de cycle</i>	1,2	0,6	0,2
		<i>Haut de cycle</i>	1,0	0,0	-1,1

SOURCE : Jérôme Creel, Éric Heyer et Mathieu Plane, (2011), « Petit précis de politique budgétaire par tous les temps Les multiplicateurs budgétaires au cours du cycle », P 83.

²⁰⁴ Frédéric Teulon, (1998), « L'état et la politique économique », collection major, presses universitaires de France, paris. P 134

3.2. Les théories traditionnelles de la croissance économique :²⁰⁵

L'apport du capital humain été pendant longtemps méconnu par les théories de la croissance. Ainsi, pour les néoclassiques, la contribution du facteur travail à la production de richesses reste exclusivement quantitative. La fonction de production de Cobb-Douglas illustre cette approche en soulignant que les facteurs travail et capital ont une élasticité de substitution égale à 1, la diminution du capital de 1 % doit être compensée par une augmentation du travail de 1 % pour conserver le même produit.²⁰⁶ L'objectif affiché de ces théories est résolument la recherche des sources de la croissance. Elles privilégient l'idée que seul le progrès technique serait capable de rendre une économie plus productive et conduire c'est-à-dire d'être à la base d'une croissance économique.²⁰⁷

3.2.1. Les économistes classiques: sources, limites et caractère de la croissance économique :

Le modèle classique, le processus de croissance ne peut pas se poursuivre indéfiniment nécessairement s'interrompre dans le long terme. Bien que Smith se montre un peu optimiste en se basant sur la division du travail, à long terme, l'explication de l'emploi résultant de l'accumulation du capital est freinée par la rareté de la main d'œuvre, le salaire réel augmente, ce qui ralentit la croissance dans la mesure où la hausse de productivité du travail résultant de la division plus poussée est inférieure à la hausse du salaire réel.

3.2.1.1.A. SMITH : les sources de la croissance économique

Adam Smith, dans sa théorie de la croissance économique, comme tous les autres classiques, définit la croissance économique par l'accroissement de la valeur échangeable du produit réel de chaque habitant. Une telle croissance est dépendante à la fois de la masse des fonds destinée au facteur travail productif et du degré d'efficacité de ce dernier; deux choses qui sont déterminées par l'accumulation du capital.

²⁰⁵ TILI HAMIDI Mohamed, (2003). « Le rôle du capital public dans la croissance économique de long terme et ses implication en matière de politique économique : le cas de la Tunisie », UNIVERSITE DE NICE-SOPHIA ANTIPOLIS, C.E.M.A.F.I, Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale. Novembre. P 15

²⁰⁶ Gérard Tchouassi1, « Capital humain et croissance économique au Cameroun et au Sénégal : une modélisation VAR », FSEG, Université de Yaoundé II, Cameroun, p 3.

²⁰⁷ Natranyibagira Alphonsine, Nibizi A lexis, (2010). « Etude économétrique de l'impact des dépenses publiques en infrastructure sur la croissance économique », Ecole nationale supérieure de la statistique et d'étude appliquée. P 73

Smith disait : « Pour augmenter la valeur du produit annuel de la terre et du travail dans une nation, il n'y a pas d'autres moyens que d'augmenter, quant à la puissance, la faculté productive des ouvriers précédemment employés. A l'égard du nombre des ouvriers productifs, il est évident qu'il ne peut jamais beaucoup s'accroître que par suite d'une augmentation des capitaux ou des fonds destinés à les faire vivre. Quant à la puissance de produire, elle ne peut s'augmenter dans un même nombre d'ouvriers, qu'autant que l'on multiplie ou que l'on perfectionne les machines et instruments qui facilitent et abrègent le travail, ou bien qu'autant que l'on établit une meilleure distribution ou une division mieux étendue dans le travail. Dans l'un et l'autre cas, il faut presque toujours un surcroît de capital ». Quant au rôle du capital public dans la croissance économique, Smith n'a parlé que du caractère improductif de la majorité des dépenses publiques et du comportement condamnable des gouvernements surtout dans les guerres, à la gestion efficace des entrepreneurs privés et la bonne conduite des particuliers guidés par l'intérêt individuel vers l'intérêt général, conduite menée librement et protégée par la loi, dans un ordre naturel et spontané, régulé par la main invisible. Mais, dans le livre V de la Richesse des Nations, Smith a parlé implicitement du rôle de l'infrastructure publique dans la croissance économique à long terme, car il relie, d'une part, la croissance économique à la division du travail et, d'autre part, cette dernière à l'échange, elle-même dépendante de l'étendue du marché qui est assurée par le développement des infrastructures dont la charge de financement revient à l'Etat et l'investissement public.

3.2.1.2. D. RICARDO : les limites de la croissance économique et la convergence vers l'état stationnaire ²⁰⁸

Ricardo est tout à fait d'accord avec Smith sur le rôle de l'accumulation du capital, croissante en fonction du profit dans la croissance économique. Mais, il a privilégié l'étude du système capitaliste sous un autre angle, il pense que de l'évolution de la répartition du revenu annuel entre les différentes classes de la société a un impact sur l'accumulation du capital par le biais du taux de profit. Montrer les limites de la croissance économique de long terme et sa convergence vers l'état stationnaire est l'objectif.

Dans sa théorie de la croissance, Ricardo indique bien comment ces limites de la croissance économique pour un pays, dont la borne supérieure est l'état stationnaire, peuvent être

²⁰⁸ TILI HAMIDI Mohamed, (2003). « Le rôle du capital public dans la croissance économique de long terme et ses implication en matière de politique économique : le cas de la Tunisie », P 19

décalées dans le temps par le moyen du progrès technique qui améliore la productivité moyenne du travail et qui, par conséquent réduit la charge salariale pour éviter la baisse du profit. Il a montré aussi comment diminuer le prix des biens de subsistance, pour que la charge salariale baisse et que la chute des profits cesse tout cela en ouvrant à l'extérieur et en supprimant les droits de douane sur le blé importé. Ces limites, toujours d'après Ricardo, non seulement sont décalées dans le temps, mais elles peuvent aussi être dépassées définitivement.

3.2.1.3. MALTHUS: les déséquilibres de la croissance économique

L'idée de Malthus²⁰⁹ sur la croissance économique est tout en introduisant le principe de la demande effective, il a montré le caractère cyclique de la croissance économique dans une société capitaliste à cause de la possibilité de crises engendrées du fait d'une épargne excédentaire. En effet, dans son analyse qui s'intéresse à la recherche des facteurs stimulants du progrès de la richesse, c'est-à-dire de la croissance économique d'une manière directe et continue, Malthus a expliqué comment ni la population, ni l'accumulation du capital assurée par l'épargne, ni la fertilité du sol, ni le progrès technique, ne sont suffisants pour accroître la richesse indépendamment de la demande effective.

Cette idée est confirmée par le paragraphe suivant écrit par Malthus : « *Les trois causes, qui favorisent le plus la production, sont l'accumulation du capital, la fertilité du sol, et les inventions qui épargnent la main d'œuvre. Elles agissent dans le même sens ; et comme elles tendent toutes à faciliter l'approvisionnement, indépendamment de l'état de la demande, il n'est pas vraisemblable qu'aucune d'elles isolément, ou toutes réunies, puissent offrir un encouragement suffisant à l'accroissement de la richesse* ».

3.2.2. Les Néo-Keynésiens l'instabilité de la croissance économique à long terme²¹⁰

Au cours de la même période, celle de l'après-guerre, et tout en adoptant des démarches différentes et indépendantes, les économistes Harrod et Domar ont essayé de transposer l'analyse keynésienne de courte période à la longue période pour développer une théorie de la croissance économique qui est la pierre angulaire de la théorie moderne de croissance économique. Ces deux auteurs dans cette théorie, ont comme préoccupation principale la question de la stabilité de la croissance économique et non plus celle de ses sources.

²⁰⁹ T.R.MALTHUS, (1820). « Principes d'économie politique », fondé sur son observation de la réalité sociale, livre 2.

²¹⁰ TILI HAMIDI Mohamed, (2003). « Le rôle du capital public dans la croissance économique de long terme et ses implication en matière de politique économique : le cas de la Tunisie », P 23

L'approche des keynésiens est centré sur l'accumulation du capital. Ce modèle repose sur une réflexion assez pessimiste sur les possibilités d'une croissance équilibrée de plein-emploi. Ces deux économistes se sont intéressés à la question suivante: « une économie où l'on investie beaucoup risque de voir se développer des capacités de production excessives par rapport aux revenus ; au contraire, une économie où l'on investie pas assez sera incapable de produire assez pour satisfaire la demande. Existe-t-il dans ces conditions un rythme bien déterminé de hausse constante de l'investissement et de la demande ? ». En outre dans quelle circonstance une économie peut-elle avoir une croissance régulière ?, Dans la pensée keynésienne, il y a l'idée que le système capitaliste tend à engendrer l'excès d'épargne, excès constituant le point central de son explication des crises économiques. Mais laissant de côté ce que serait le système économique à long terme dans des conditions déterminées, il s'attache aux phénomènes de court terme et considère comme donné, le volume des biens d'équipement, l'état de la technique, le degré de concurrence.²¹¹

3.2.3. Le modèle néoclassique :

Selon la théorie néoclassique, c'est sur des marchés parfaitement organisés que se font les échanges, où il n'y a ni coûts d'information ni coûts de transactions ni coûts d'organisation. Les institutions sont données, et servent surtout à garantir la propriété des biens privés. Les causes de la croissance se trouvent dans la recherche des opportunités d'enrichissement fondées sur l'accumulation du capital, l'investissement dans le progrès technique, l'investissement en capital humain. Mais si ce sont là les seules conditions, dans la mesure où, en théorie, elles sont universelles, pourquoi certaines sociétés ont connu la croissance et d'autres non ?²¹² La théorie néoclassique s'est avérée, dans sa formulation standard, incapable de décrire les tendances empiriques à partir des données qui ont vu le jour ces dernières années, mais également à cause du caractère non satisfaisant de la justification exogène de la croissance.²¹³

²¹¹ CHATTI Ouidade, (2010). « Gouvernance et croissance économique », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA-ANTIPOLIS, Mars. P 86

²¹² Philippe DARREAU, (1995). « INSTITUTIONS ET CROISSANCE ECONOMIQUE SELON NORTH », Université de Limoges, France, Juillet P 239.

²¹³ CHATTI Ouidade, (2010). « Gouvernance et croissance économique », P 87.

3.2.3.1. les signes de déficience du modèle néoclassique standard :²¹⁴

Le modèle néoclassique nous offre un regard de l'appréhension particulière du phénomène de la croissance, nous dirigeons à présent notre attention sur la capacité même de cette représentation. Résultant grandement du traitement insatisfaisant de la variable « progrès technique ».

Le long de cette perspective, notre réflexion s'articule, d'une part, autour des conclusions qui découlent du modèle néoclassique. A ce propos, nous accordons un intérêt particulier aux questions de la convergence et de l'appréhension de l'Etat au sein d'une croissance attribuée à un phénomène « naturel ». D'autre part, nous illustrons succinctement ses limites au travers de la problématique notoire du « résidu »; ce dernier, généralement apparu comme contribuant fortement à la croissance, est assimilé par R. M. Solow au progrès technique. Ce type de considérations est à la base de la critique radicale formulée à l'encontre du modèle néoclassique selon laquelle cette modélisation apparaîtrait comme une simple description, et non une véritable théorie, du processus de croissance.

3.2.3.2. Critique de la nouvelle théorie néo-classique de la croissance Impasses théoriques et fonctions idéologiques des modèles de croissance endogène :²¹⁵

Il fallait cependant durcir la critique contre le courant néo-classique, l'approfondir et la systématiser, en dirigeant le feu non plus vers un champ d'investigation analytique pour lui secondaire, mais sur ce qui constitue la base même et le point d'appui de sa nouvelle macro-économie dynamique : la croissance endogène²¹⁶. La tâche était ardue, car, depuis la fin de la décennie 1980, ces modèles s'étaient imposés de façon presque exclusive dans les représentations du long terme comme la référence incontournable : « la nouvelle » théorie de la croissance. La vraie difficulté vint pour nous, moins de cette expansion théorique, que du constat que les auteurs dits hétérodoxes ayant travaillé sur ces modèles, s'étaient soit contentés de les passer en revue, soit convaincus, parfois dans le même mouvement, de grossir les rangs de leurs utilisateurs et partisans, contribuant ainsi puissamment à leur diffusion et à leur indéniable et toute consensuelle popularité.

²¹⁴ Fabienne BONETTO, (2003). « ETAT ET CROISSANCE ENDOGÈNE, Analyse théorique et empirique du rôle des investissements publics », UNIVERSITE DE NICE-SOPHIA ANTIPOLIS, C.E.M.A.F.I., Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale. P 35

²¹⁵ Rémy HERRERA, (2002). « Dépenses publiques et croissance vs. État et développement », P 19.

²¹⁶ Herrera, R. (2000b), « Poruma crítica da nova teoria neoclássica do crescimento », Revista da Sociedade brasileira de Economia Política, n° 7, pp. 55-73, décembre, Rio de Janeiro.

3.3. Croissance économique endogène :

La politique macroéconomique est traditionnellement axée sur la croissance économique, Dans les économies en développement. Dans les années 1950, les économistes et les hommes politiques supposent que le chômage vient en grande partie d'une insuffisance d'accumulation des capitaux.²¹⁷ Certains économistes ont développé au cours des années 80, le concept nouveau de « croissance endogène » selon lequel la croissance à long terme est désormais déterminée au sein du modèle : le progrès technique n'est plus exogène mais endogène. Les tenants de la croissance endogène abordent de nouveaux déterminants de la croissance, mettant de cote ceux de la croissance exogène.

3.3.1. La théorie de la croissance endogène et l'intervention publique :²¹⁸

Un nouvel élan a été donné aux politiques structurelles par la théorie de la croissance endogène, grâce notamment aux travaux de Romer (1986)²¹⁹, Lucas (1988)²²⁰, Grossman et Helpman (1991), et ce en s'appuyant sur les notions d'externalités positives et de rendements croissants. Les nouveaux modèles de croissance qui endogénéisent la croissance de la productivité globale des facteurs en faisant appel des externalités ou a des rendements d'échelle croissants au niveau de l'ensemble de l'économie, font jouer un rôle productif aux dépenses publiques. A l'origine de ce renouveau se trouve le constat de quelques divergences, soulignées dans Barro et Sala-i-Martin (1992), entre les observations empiriques et les résultats théoriques des modèles de croissance établis. Alors que l'hypothèse de convergence prévoit que le taux de croissance est d'autant plus élevé que l'état stationnaire est éloigné, le revenu par tête des pays pauvres croît en réalité plus lentement que celui des pays riches. En outre, l'hypothèse de rendements croissants est contredite par le fait que le taux de croissance à long terme du revenu par tête reste strictement positif et tend même augmenter.

Une porte est ouverte donc à la réhabilitation du rôle de l'Etat par la théorie de la croissance endogène, pour favoriser certaines formes d'accumulation - du capital en général, des

²¹⁷ ENAYATI FATEMEH, (2011). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : LE CAS DE QUELQUES PAYS DE LA REGION MENA », Centre d'études en macroéconomie et finance internationale CEMAFI. P 33.

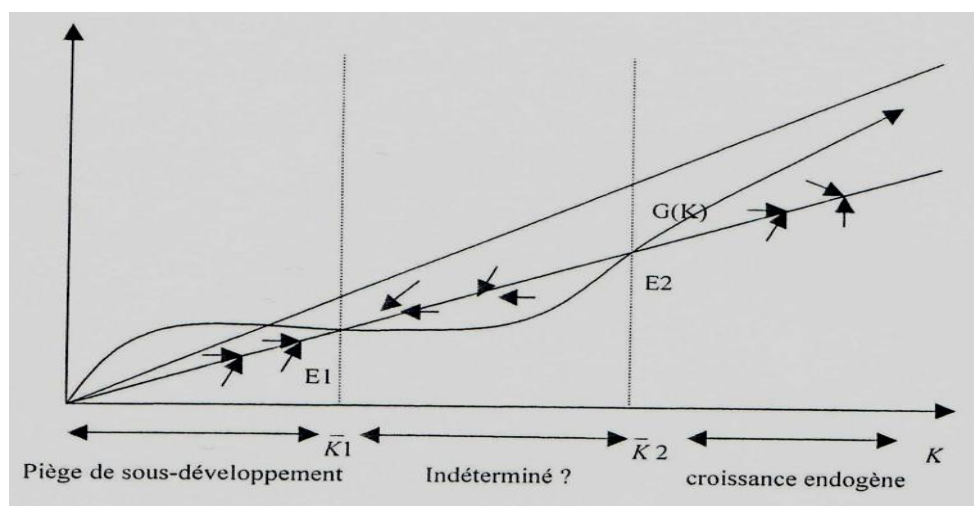
²¹⁸ EZER AYADI (2002). « POLITIQUE BUDGETAIRE, AJUSTEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE : APPLICATION AU CAS DE LA TUNISIE », P 184.

²¹⁹ Romer P. (1986), "Increasing returns and long-run Growth", Journal of Political Economy, vol.94.

²²⁰ Lucas R. (1988), « On the Mechanics of Economic Development ». Journal of Monetary Economics, vol.22, n°1.

infrastructures, de la recherche, de la formation, et de permettre d'élever durablement le taux de croissance de l'économie. Cette intervention peut prendre diverses formes : la subvention des activités à externalités positives, la création de mécanismes facilitant le rendement de l'investissement ou de recherche, l'existence d'infrastructures fournies par l'Etat, des dépenses publiques d'investissement lorsqu'elles portent sur des biens appropriés. De plus, sans cette intervention, l'économie nationale d'un pays risque fort bien de se trouver dans un piège de sous développement, comme cela a été démontré par A. d'Autume et Ph. Michel (1993), car le capital physique n'est pas porteur à lui seul de l'ensemble des externalités productives. Ce piège empêche l'économie de parvenir au sentier de croissance endogène, et il peut être représenté par le schéma suivant:

Figure 3.2 : la croissance économique endogène.



Source : EZER AYADI (2002). « POLITIQUE BUDGETAIRE, AJUSTEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE : APPLICATION AU CAS DE LA TUNISIE », P 186.

D'après le schéma on constate trois zones. La première est celle du piège de sous développement, pour un niveau faible de capital et pour des effets externes qui ne jouent pas ($K < k_1$), la trajectoire conduit l'économie à un équilibre stationnaire de point selle (E1) ; c'est une zone sans croissance qui constitue une trappe au sous développement. Une deuxième les externalités jouent pleinement et qui permet d'atteindre la trajectoire conduisant au sentier de croissance endogène, et ce pour un niveau élevé de capital ($K > K_2$) et d'un certain stade de développement. Et enfin, une dernière zone de l'évolution de l'économie est indéterminée. Tout ceci donne à l'Etat un rôle important à jouer dans la promotion du capital et des investissements.

SECTION III.2 : ANALYSE DES DIFFÉRENTS MODÈLE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

L'optimisme des thèses libérales et néolibérales a été remis en question par les crises économiques observées des la naissance de la société capitaliste, puis tout au long des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles notamment la Grand Crise de 1929 jusqu'à la première crise du XXI^{ème} siècle, à savoir la présente crise qui a débute en 2007, soit de manière radicale (Karl Marx, dans le dernier quart du XIX^{ème} siècle), soit de manière plus modérée en prônant comme indispensable l'intervention directe de l'Etat dans le fonctionnement de l'économie, chaque fois que l'exigent les défaillances du marché.²²¹

1. DÉPENSES PUBLIQUES DANS LE MODÈLE SOLOW :

Le modèle de Solow (1956) utilise une fonction de production néoclassique rendements factoriels décroissants, à rendements d'échelle constants avec substituabilité des facteurs de production, l'hypothèse de substituabilité entre le capital et le travail garantissant la disponibilité d'une infinité de combinaisons productives. Nous nous situons en économie terme dans laquelle l'entreprise produit un bien unique à partir d'une fonction de production composée de quatre variables : la production Y , le travail L , le capital K et le progrès technique A . La production est donnée par : $Y = F(K, A, L)$ ²²², Vu la parfaite flexibilité des variables d'ajustement, ce dernier est automatique sur tous les marchés, et la croissance économique à long terme converge vers une situation d'état stationnaire. Dans ce cas, toutes les variables globales croissent au même taux constant, celui de la force de travail en l'absence de progrès technique, et par conséquent elle se trouve indépendante de toute politique économique dont particulièrement celle qui encourage l'épargne pour améliorer le niveau de sa contrepartie, l'investissement, vu que, dans ce modèle, toute l'épargne est nécessairement investie. Et ceci dans la mesure où une telle politique n'a d'effet qu'au cours de la période de transition ou d'adaptation, celle de convergence vers l'état stationnaire.²²³ On pourrait dire que le modèle de Solow est le point de départ de l'économie de la croissance. Vieux maintenant d'un il est toujours utilisé pour comprendre les déterminants de la croissance. Le modèle de

²²¹CLAUDE Berthomieu, (2010). « La théorie macroéconomique moderne et la reformation de l'économie russe », Economica, p 270

²²²EZER AYADI (2002). « POLITIQUE BUDGETAIRE, AJUSTEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE: APPLICATION AU CAS DE LA TUNISIE », P 186.

²²³ TLILI HAMIDI Mohamed, (2003). « Le rôle du capital public dans la croissance économique de long terme et ses implication en matière de politique économique : le cas de la Tunisie », P 39

Solow, dont l'intégralité de son contenu est largement présente dans la littérature donc il ne s'agit pas de l'exposer, mais seulement ses caractéristiques essentielles nous permettant de relever ultérieurement ses limites.²²⁴

Ce modèle constitue le passage du cadre statique de l'équilibre général au cadre dynamique de la croissance. Autrement dit, construit dans le souci de respecter les postulats standards, le long de cette optique, Solow lève l'hypothèse de rigidité de la technique de production²²⁵ le modèle de Solow cherche à exprimer, dans un cadre de croissance macroéconomique, des idées issues de la formalisation de l'équilibre général, présenter un modèle à travers lequel il sera possible d'obtenir un processus de croissance stable est l'objectif.²²⁶ Le progrès technique reste inexpliqué parce qu'il est considéré comme exogène. Cela peut être considéré comme un de ses défauts théoriques.²²⁷ La croissance démographique, favorable d'un côté à la croissance économique, se traduit, d'un autre côté, par une augmentation de la demande de biens de consommation alimentaire. La hausse conséquente des prix des grains, induit nécessairement une élévation non seulement des salaires, mais aussi de la rente versée aux propriétaires fonciers, cette double élévation pénalisant le profit d'investissement et la croissance économique.²²⁸

1.1. La version de base : le modèle élémentaire de R. M. Solow²²⁹

La théorisation de la croissance proposée par R. M. Solow s'illustre au travers de la notion de fonction de production macro-économique, cette dernière décrivant comment les facteurs de production sont combinés pour réaliser la production. Dans sa forme la plus simple, cette représentation fait dépendre la production du capital et du travail. Fondamentalement donc, la construction de ce modèle, en économie fermée, repose sur deux équations essentielles relatives à la fonction de production et à l'accumulation du capital.

²²⁴ CHATTI Ouidade, (2010). « Gouvernance et croissance économique », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA-ANTIPOLIS, Mars. P 88

²²⁵ Fabienne Bonetto, (2003). « État croissance endogène, Analyse théorique et empirique du rôle des investissements publics », centre d'étude en macroéconomie et finance internationale, CEMAFI, université de NICE, P 18.

²²⁶ BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre. P71

²²⁷ ENAYATI FATEMEH, (2011). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : LE CAS DE QUELQUES PAYS DE LA RÉGION MENA », Centre d'études en macroéconomie et finance internationale CEMAFI. P 29.

²²⁸ AMEZIANE FERGUENE, (2011). « Croissance économique et développement », ADER Association pour la diffusion d'étude et de recherches, Editions Campus ouvert, France. P 20

²²⁹ Fabienne Bonetto, (2003). « État croissance endogène, Analyse théorique et empirique du rôle des investissements publics », centre d'étude en macroéconomie et finance internationale, CEMAFI, université de NICE, P 19.

Le modèle se fonde sur plusieurs hypothèses :²³⁰

H1 La production se fait en concurrence pure et parfaite

H2 : Il y a l'équilibre sur le marché de biens ; la quantité produite est égale à la quantité consommée et investie $Y = C + I$

H3 : Il y a l'équilibre sur le marché des capitaux : $I = S$

H4 : L'épargne est proportionnelle à la quantité produite Y et on a : $S = s Y$ avec s la propension marginale à épargner

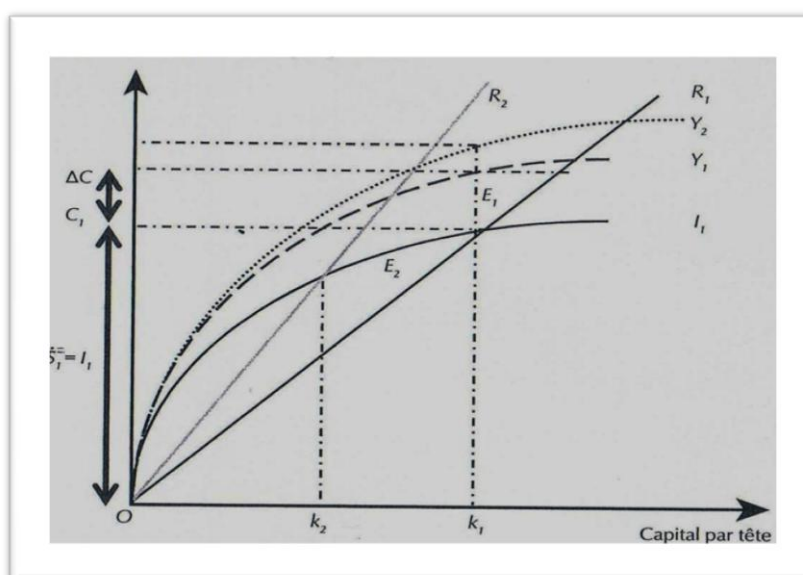
H5 : L'investissement accroît dans le temps le stock de capital

H6 : La fonction de production $Y = F(K, L, t)$ est dite « néoclassique »

H7: Le progrès technique (la technologie est exogène) augmente l'efficacité du travail, il croît au taux exogène constant. $Y = F(K, A(t), L)$

H 8 : les facteurs de production connaissent des rendements décroissants : qu'une augmentation de ceux-ci dans une certaine proportion engendre une augmentation dans une proportion plus faible de la production. Pour l'importance de la capitale publique Solow à signaler sont rôle pour la croissance économique.

Figure 3.3: Accumulation du capital et produit par tête dans le modèle de Solow Grandeurs macroéconomiques par tête



Source: Catherine Fenet, Isabelle Waquet, (2013). « Économie, Sociologie, Histoire des sociétés contemporaines Économie approfondie », Dunod, Paris. P 144

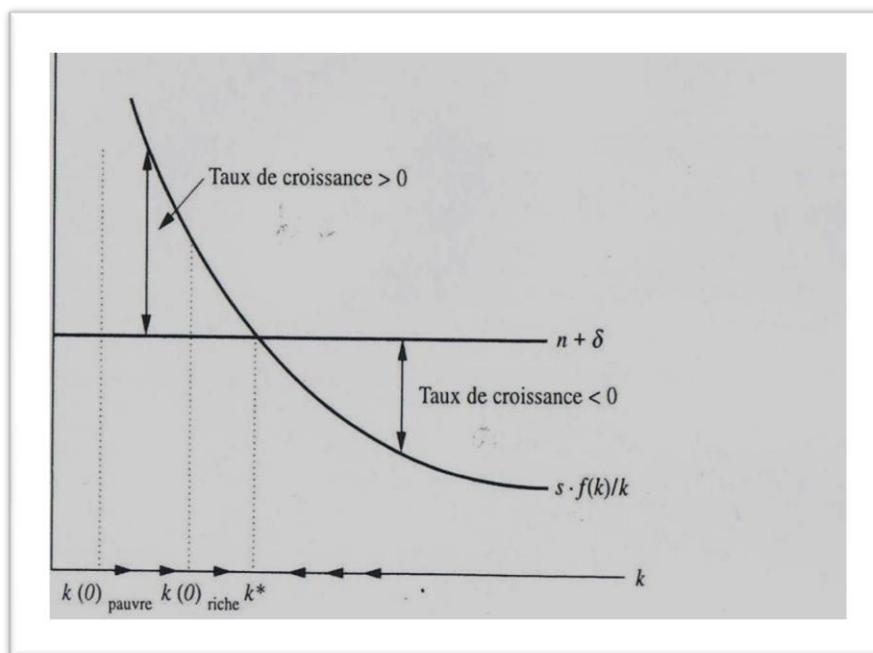
Il pose également comme hypothèse que les facteurs de production sont utilisés de manière efficace par tous les pays. En posant que la population connaît un taux de croissance que Solow qualifie le modèle déduit trois prédictions :

²³⁰ Natranyibagira Alphonsine, Nibizi Alexis, (2010). « Etude économétrique de l'impact des dépenses publiques en infrastructure sur la croissance économique », Ecole nationale supérieure de la statistique et d'étude appliquée. P 77.

- Augmenter la quantité de capital augmente la croissance : avec un capital plus important, la main d'œuvre augmente sa productivité
- En raison des rendements décroissants des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus d'augmentation de la production par tête.

La Figure 3.4 montre qu'à gauche de l'état régulier, la courbe $s \cdot f(k)/k$ est située au-dessus de $n + \delta$. Le taux de croissance de k est donc positif, et k augmente au cours du temps. À mesure que k augmente, $s \cdot f(k)/k$ décline et tend vers 0 quand k tend vers k^* . (La courbe $s \cdot f(k)/k$ s'approche de la ligne $n + \delta$ à mesure que k tend vers k^* donc $s \cdot f(k)/k$ baisse.) L'économie tend asymptotiquement vers l'état régulier où k et donc y et c — ne varient plus.

Figure 3.4 : l'Etat régulier



Source : Robert J Barro, Xavier Sala i Martin, (1996). « La Croissance Economique », P 27

Le taux de croissance de k correspond à la distance verticale entre la courbe d'épargne $s \cdot f(k)/k$, et la ligne de dépréciation effective, $n + \delta$. Si $k < k^*$, alors le taux de croissance de k est positif, et k augmente vers k^* . Si $k > k^*$, alors le taux de croissance est négatif, et k baisse vers k^* . Ainsi, le capital par tête de l'état régulier, k^* est stable. Lorsque la transition débute avec un capital par personne initialement faible, le taux de croissance k décline de façon monotone

jusqu'à zéro. Les flèches de l'axe des abscisses indiquent la direction du mouvement de k au cours du temps.

1.2. Stabilité du modèle : vers l'état stationnaire²³¹

La croissance est équilibrée lorsque le rapport entre la propension marginale à épargner et le coefficient de capital est égal à la croissance de la population active : $s/v = n$.

L'ajustement à l'état stationnaire est automatique, car :

si $s/v > n$, alors la main d'œuvre n'est pas assez nombreuse, ce qui entraîne une hausse des salaires. Puisque le coût relatif du travail augmente, le facteur capital se substitue au facteur travail. L'augmentation du coefficient de capital v ramène mécaniquement s/v à un niveau égal ou inférieur à n .

si $s/v < n$, alors le taux de croissance garanti est supérieur au taux de croissance naturel. En résulte une situation de chômage qui entraîne une baisse relative du coût du facteur travail. Le facteur travail se substitue au facteur capital, et le coefficient de capital v diminue, ce qui ramène donc mécaniquement s/v à un niveau égal ou supérieur à n .

2. DÉPENSES PUBLIQUE DANS LE MODÈLE DE RAMSEY :

Diagramme de phase du modèle de Ramsey. La figure montre la dynamique transitionnelle du modèle de Ramsey. $\hat{e} = 0$ et $\hat{k} = 0$ divisent l'espace en quatre régions, et les flèches indiquent la direction du mouvement dans chaque région. Le modèle est caractérisé par une stabilité de sentier-selle. Le bras stable est une courbe à pente positive qui passe par l'origine et par l'état régulier. Partant d'un faible niveau de k , la valeur optimale initiale de $\hat{e}$ est faible. Au cours de la transition, $\hat{e}$ et k augmentent et convergent vers leur valeur d'état régulier.²³²

L'impôt taxe le rendement du capital au taux τ . Alors r est le taux d'intérêt net d'impôt, et $(1-\tau)r$ est la rémunération du capital après impôt.

La contrainte d'accumulation devient : $d\hat{k} = f(\hat{k}) - \hat{c} - [x + n + \delta]\hat{k} - \tau r\hat{k}$

Où $\pi k = g$ pour que le budget soit équilibré. D'autre part le sentier de consommation devient :

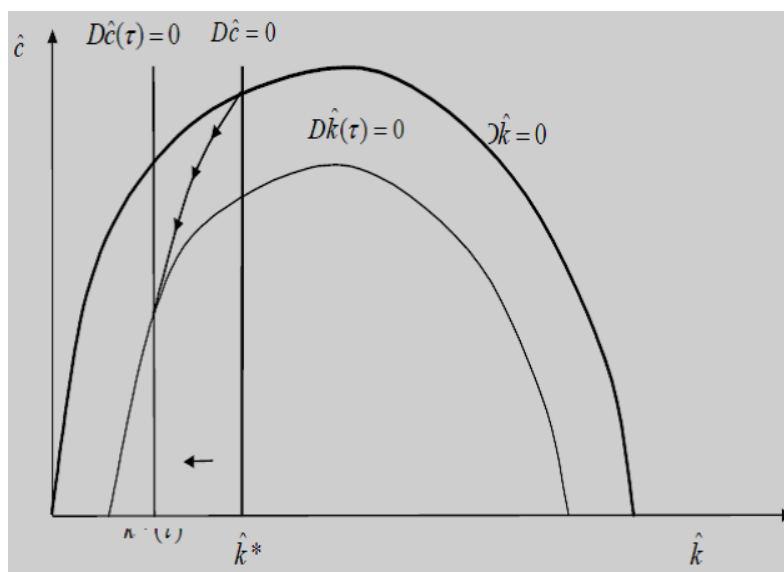
²³¹ Justine Bouyssou – Julien Levesque, (2009). « Le modèle de croissance de Solow », Macro-économie, France, mars P 1

²³² Robert J Barro, Xavier Sala i Martin, (1996). « La Croissance Economique », P 82

$$D\hat{c} = (1/\sigma)[(1 - \tau)r - p - \sigma x]\hat{c} \text{ où } (1 - \tau).r = (1 - \tau).[f'(\hat{k}) - \delta].$$

La taxation du capital affecte le niveau du capital d'état stationnaire et déplace vers la gauche $D\hat{c} = 0$ sur la figure 3.6. La taxation du capital affecte l'économie et l'allocation des ressources.

Figure 3.6 : impôt sur le revenu du capital dans le modèle de Ramsey



Source : www.unilim.fr/pages_perso/philippe.darreau/4,budgetaire.pdf p 3

3. DÉPENSES PUBLIQUES DANS LE MODÈLE DE BARRO :

Barro a publié un article en 1990 « *Government Spending in a Simple Model of Endogeneous Growth* », il soutient que la taille du gouvernement influence de manière significative le taux de croissance économique, en se basant sur l'existence d'un niveau optimal pour la participation du gouvernement dans l'économie.²³³

Barro (1990)²³⁴ a enrichi le modèle standard de croissance endogène en incorporant les dépenses publiques. Celles-ci sont supposées financer des biens publics purs, complémentaires des dépenses privées. Elles interviennent donc, à cote des inputs privées, dans la détermination de la production. Barro développe un modèle qui met en lumière les effets duaux de l'imposition. Il montre que les activités publiques sont également une

²³³ CARLA HELENA SANTOS DA CRUZ, (2014). « DÉPENSES DU GOUVERNEMENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE LE CAS DU CAP-VERT », UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL, Février. P 16.

²³⁴ ROBERT BARRO, (1990). « Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth », Journal of Political Economy, vol. 98, n°5, octobre

source de croissance auto-entretenu. Ainsi les dépenses du gouvernement, telles que la fourniture des infrastructures publiques, agissent positivement sur les niveaux et sur le taux de croissance de l'économie et sont considérées comme complémentaires au capital privé.²³⁵ Et les dépenses publiques n'élèvent le taux de croissance de l'économie qu'en dehors de son sentier d'équilibre stationnaire, c'est-à-dire au cours de sa dynamique transitionnelle. En plus, ce qui est important, ce n'est pas la part des dépenses publiques dans le revenu national. Mais c'est son efficacité, mesurée par sa productivité marginale et dépendante de la taille de l'économie et de son niveau de développement²³⁶, parce qu'elles sont productives les dépenses du gouvernement peuvent, agir positivement non seulement sur les niveaux des variables mais aussi sur le taux de croissance de l'économie. Mais il y'a évidemment un impact négatif sur les niveaux et sur le taux de croissance par le financement de ces dépenses.²³⁷

d'un point de vue macroéconomique, il y aurait équivalence entre l'augmentation de la dette publique aujourd'hui et l'augmentation des impôts requise demain par le remboursement de cette dette et le paiement des intérêts ; c'est la proposition de Barro. En effet, si les agents économiques se comportent de manière rationnelle, une baisse des impôts financée par la dette publique ne les poussera pas à consommer, mais plutôt à économiser, en prévision de hausse d'impôts futurs.²³⁸

Avec les travaux empiriques de Barro (1981), Le courant de recherche sur l'estimation des effets macroéconomiques des dépenses publiques a connu un certain essor La procédure utilisée par Barro consiste en l'estimation d'équations de forme réduite du PIB réel. Postulant que les changements transitoires des dépenses publiques devraient avoir un impact productif plus élevé qu'un changement permanent,²³⁹

²³⁵ BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre. P 168

²³⁶ TLILI HAMIDI Mohamed, (2003). « Le rôle du capital public dans la croissance économique de long terme et ses implication en matière de politique économique : le cas de la Tunisie », P 118.

²³⁷ PHILIPPE DARREAU, (2002). « CROISSANCE ET POLITIQUE ECONOMIQUE », P 90.

²³⁸ Fatou DIANE, Alsim FALL, (2007). « QUELLE A ETE LA CONTRIBUTION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE DU SENEGAL ? », DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES, Document d'Etude N 05, SENEGAL, NOVEMBRE. P10

²³⁹ Louis Phaneuf, Etienne Wasmer, (2005). « Une étude économétrique de l'impact des dépenses publiques et des prélèvements fiscaux sur l'activité économique au Québec et au Canada », Rapport de projet Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, Montréal Octobre. P 10.

L'hypothèse de Wagner stipule ou suggère une relation entre le secteur public et le niveau du développement économique. Dans le cadre de ce modèle, les chercheurs se sont intéressés à l'élasticité des dépenses publiques par rapport au niveau du développement économique du pays, généralement, mesure par le produit intérieur brut (PIB) par tête. D'autres chercheurs ont examiné la relation temporelle entre la taille du secteur public et le revenu en utilisant des techniques des séries temporelles comme la causalité au sens de Granger.²⁴⁰

La fonction de production spécifiée par Barro possède la forme suivante :²⁴¹

$$Y = A K^{\alpha} N^{1-\alpha} G^{1-\alpha} \quad \text{Et } 0 < \alpha < 1$$

Où Y, K, N et G représentent respectivement la production, le stock de capital privé, l'emploi et la dépense publique.

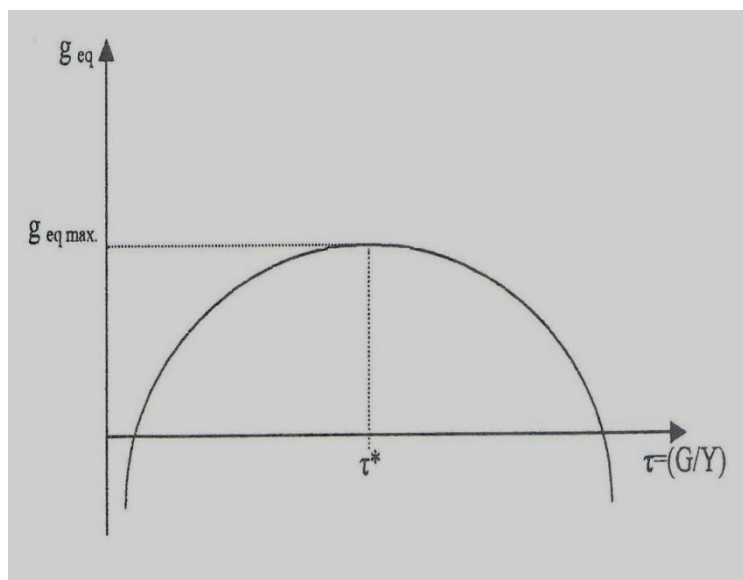
Sur les facteurs privés seulement, les rendements sont constants. Le rendement marginal du capital privé est décroissant en fonction de son accumulation comme dans le modèle de croissance néoclassique. La source de la croissance auto-entretenu se trouve dans la constance du rendement marginal du capital qui est occasionnée ici par l'externalité produite dans l'économie par l'investissement public en infrastructure.

Pour Barro, dans une première étape, lorsque le taux d'imposition est inférieur à sa valeur optimale (r^*), l'effet positif des dépenses publiques l'emporte sur l'effet négatif de la taxation et, par conséquent, le rythme de croissance est une fonction croissante du taux d'imposition. Dans une deuxième étape, à partir du moment où la croissance va atteindre son maximum correspondant au taux d'imposition optimum, l'effet négatif de l'imposition l'emporte sur l'effet positif et la croissance devient une fonction décroissante du taux d'imposition des revenus dans l'économie.

²⁴⁰ Abdelkader ELICHIDER, El Mustapha KCHIRID, Chakib TAHIRI, (2005) « IDENTIFICATION DES DEPENSES PUBLIQUES PORTEUSES DE CROISSANCE ECONOMIQUE ET LEURS MODALITES DE FINANCEMENT A LONG TERME : CAS DU MAROC DE 1970 A 2003 », P 5

²⁴¹ TLILI HAMIDI Mohamed, (2003). « Le rôle du capital public dans la croissance économique de long terme et ses implication en matière de politique économique : le cas de la Tunisie », P 109.

Figure 3.7 : la croissance économique dans le modèle Barro



Source : TLILI HAMIDI Mohamed, (2003). « Le rôle du capital public dans la croissance économique de long terme et ses implication en matière de politique économique : le cas de la Tunisie », P 115.

Il est déjà déterminé, le taux d'imposition optimal (τ^*), c'est-à-dire celui qui maximise le taux de croissance dans une économie décentralisée, guidée par les décisions est atteint. Une situation où le taux de croissance à long terme est lié positivement à la part des dépenses publiques dans la production ($1 - \alpha$). d'être le premier au niveau de la modélisation de la relation entre les dépenses publiques productives et la croissance économique à long terme dans le cadre des nouvelles théories de la croissance économique l'intérêt de ce modèle. En plus, il contribue à la réhabilitation du rôle de l'Etat en matière de politique économique qui vise le rapprochement de l'économie de l'optimum social par l'internalisation à la place des agents privés qui sont incapables des effets externes positifs des dépenses publiques productives. Donc, de cette manière, ce modèle représente la première étude théorique qui répond à notre problématique de recherche qui consiste à étudier les effets exercés par le capital public en infrastructure sur la croissance économique dans un contexte de long terme et par les mécanismes d'offre. Seulement ce modèle prend comme indicateur pour l'infrastructure publique le flux des dépenses dans ce domaine, c'est-à-dire l'investissement public et non plus le stock du capital public en infrastructure.

4. MODELE HARROD- DOMAR:

Le modèle de Harrod et Domar est de la croissance qu'on peut qualifier de keynésien est considéré comme le modèle de référence de la théorie moderne de la croissance. Harrod, privilégie l'étude des conditions de long terme du plein emploi, contrairement à Keynes, qui dans son livre de « théorie générale », se préoccupait du plein emploi dans une perspective de court terme.²⁴² Ce modèle analyse les effets de l'investissement sur les revenus des bués (effet de revenu) et les capacités de production (effet de capacité).²⁴³ Dans le modèle de Harrod, l'investissement a deux composantes, une privée déterminée par les entrepreneurs en fonction de leurs anticipations de la variation de la demande globale, c'est encore une autre fois le principe de l'accélérateur, et une autre composante autonome que l'on peut interpréter comme représentant l'investissement public.

En définitive, dans ce modèle de croissance, le rôle de l'Etat est à la fois ambiguë, indirect et peu explicite. L'ambiguïté est liée à l'analyse de l'investissement public, ce dernier fait l'objet de controverses à travers son double effet sur l'investissement privé (risque d'éviction) et sur les charges récurrentes de fonctionnement (risque de baisse de l'épargne).

C'est au niveau de leurs démarches qu'apparaissent les points de différence qui existent entre ces deux modèles; c'est que Domar été intéressé seulement par les conditions d'une croissance équilibrée de plein-emploi, c'est-à-dire qu'il veut répondre à la question suivante : si l'économie est en situation d'équilibre de plein-emploi et si l'investissement augmente, donc, du fait de son caractère double et puisque-il augmente à la fois les capacités de production et les revenus distribués, quels sont le montant et le taux de croissance de cet investissement qui assureront l'égalité à tout moment entre la capacité de production supplémentaire et les revenus supplémentaires, engendrés par cette variation d'investissement afin que l'économie continue à croître d'une manière régulière et de plein-emploi ?²⁴⁴

²⁴² BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre. P 67

²⁴³ Catherine Fenet, Isabelle Waquet, (2013). « Économie, Sociologie, Histoire des sociétés contemporaines Économie approfondie », p 142.

²⁴⁴ TILI HAMIDI Mohamed, (2003). « Le rôle du capital public dans la croissance économique de long terme et ses implication en matière de politique économique : le cas de la Tunisie », UNIVERSITE DE NICE-SOPHIA ANTIPOLIS, C.E.M.A.F.I, Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale. Novembre. P 24

Il existe une relation entre la production Q et le capital K : ²⁴⁵ $K/Q = k \Leftrightarrow Q = K/k$

Où k est une constante, appelée rapport capital/production ou encore coefficient de capital. Cette équation peut-être réécrite sous la forme de variation, en utilisant le sigle Δ :

$$\Delta Q = \Delta K / k \Leftrightarrow \Delta K = k \cdot \Delta Q \quad (1)$$

Cette dernière équation montre que la variation du stock de capital ΔK dépend des anticipations des entrepreneurs concernant l'évolution de la production et donc de la demande, et finalement des revenus.

Notons que la croissance dans un système économique de production est définie en termes de revenus ou de produit. Ainsi, le taux d'accroissement est représenté mathématiquement de la manière suivante : $g = \Delta Q/Q$, avec g , le taux de croissance. L'augmentation de la production Q suppose un investissement nouveau net, I .

Si l'on divise les deux termes de l'équation de l'équation (1) par Q , on obtient :

$$g = \Delta Q/Q = \Delta K / Q \cdot (1/k) \quad (2)$$

Au niveau macroéconomique, ΔK est égale à la variation de l'investissement, I , lequel doit être égal à S . Ainsi l'expression $\Delta K / Q$ devient I/Q , laquelle est égale à S/Q (soit le taux d'épargne s).

L'équation (2) donne alors l'équation dite fondamentale de Harrod : $g = s / k \quad (3)$

s représente simplement la fraction du revenu total épargné, dans une période choisie. On note que, plus le coefficient du capital (k) est élevé, ce qui suppose que la faiblesse de la production ($K/Q = k$), moins les perspectives de croissance sont favorables.

5. MODELE KALDOR (1957) :

Le modèle du Kaldor le taux d'épargne qui devient dépendant de la part des profits. Ainsi l'épargne, via la répartition du revenu, devient une variable d'ajustement qui permet une croissance stable.

²⁴⁵ Natranyibagira Alphonsine, Nibizi Alexis, (2010). « Etude économétrique de l'impact des dépenses publiques en infrastructure sur la croissance économique », Ecole nationale supérieure de la statistique et d'étude appliquée. P 76

Kaldor s'intéresse à la répartition du revenu national Y entre salaires W et profits P . La différence essentielle entre les titulaires de ces deux catégories de revenus tient dans le niveau de leurs propensions à épargner : la propension à épargner, s_w , des salariés est faible en comparaison de celle, s_p , des capitalistes. Si l'on suppose, de plus, des fonctions d'épargne proportionnelles, l'épargne totale s'écrit : $S = s_w W + s_p P$

De l'identité relative à la répartition du revenu national, on déduit la valeur de la propension moyenne à épargner : $s = s_w + (s_p - s_w) P/Y$. La propension moyenne à épargner n'est donc plus une donnée exogène, elle varie en fonction des conditions de la répartition du revenu, exprimées par la part des profits dans le revenu national.²⁴⁶

Kaldor (1963) a énuméré un certain nombre de points (ou « faits stylisés ») qu'il pensait caractéristiques du processus de la croissance économique :²⁴⁷

- La production par tête croît à un taux relativement constant.
- Le capital physique par tête croît avec le temps.
- Le taux de rendement du capital est approximativement constant.
- Le rapport du capital physique à la production est approximativement constant.
- Les parts respectives du travail et du capital physique dans le revenu national sont approximativement constantes.
- Le taux de croissance de la production par tête est très variable d'un pays à l'autre.

Les résultats du Kaldor révèlent, que lorsque le niveau initial du taux de croissance du PIB réel par tête est maintenu constant un certain nombre de variable influencent significativement celui-ci.

6. MODELE DE ROMER:

Il n'y a pas vraiment eu introduction de théorie du changement technologique par la nouvelle série de recherche Romer(1986). Dans ces modèles, la croissance peut se poursuivre indéfiniment parce que les rendements de l'investissement en capital, y compris en capital humain, ne diminuent pas forcément lorsque l'économie se développe. La diffusion de la

²⁴⁶ BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre. P 70.

²⁴⁷ Robert J Barro, Xavier Sala i Martin, (1996). « La Croissance Economique », Edi science internationale et McGraw Hill Book CO, New York, P 5 <http://bts-banque.nursit.com/Les-principaux-courants-de-la>

connaissance parmi les producteurs et les effets externes du capital humain font partie de ce processus parce qu'ils permettent d'éviter la tendance à la baisse du rendement de l'investissement.²⁴⁸ La technologie dans le modèle de Romer (1990) est un bien « non rival »: l'utilisation d'une connaissance par un agent n'en empêche pas l'usage simultané par un autre. C'est aussi un bien partiellement exclusif : s'il est possible d'interdire l'utilisation d'une connaissance par un agent pour produire un bien, cela est en revanche difficile lorsque cette connaissance est utilisée pour produire une autre connaissance. Le droit de propriété sur une découverte ne peut donc pas être partiel.²⁴⁹

6.1. le modèle de Romer 1986 base sur le capital humain :

Les premiers modèles étaient du même type, à ceci près que le capital était redéfini pour intégrer les ressources humaines et déboucher sur la possibilité d'avoir des conséquences économiques, Romer postule l'existence d'externalités technologiques qui sont engendrées par l'investissement dans ce type de capital. Et pour Romer à confirmer dans un travail ²⁵⁰ : « *The model proposed here offers an alternative view of long-run prospects for growth. In a fully specified competitive equilibrium, per capita output can grow without bound, possibly at a rate that is monotonically increasing over time. The rate of investment and the rate of return on capital increase rather than decrease with increases in the capital stock. (). While exogenous technological change is ruled out, the model here can be viewed as an equilibrium model of endogenous technological change in which long-run growth is driven primarily by the accumulation of knowledge by forward-looking, profit-maximizing agents. This focus on knowledge as the basic form of capital suggests natural changes in the formulation of the standard aggregate growth model* »²⁵¹

Le modèle de Romer (1986) consiste à présenter une économie qui contient M entreprises identiques. Ces entreprises sont dites identiques au bien où elles ont chacune une fonction de production de type Cobb –Douglas : $Y_{it} = K_{it}^{1-\alpha} (A_{it} L_{it})^{\alpha}$

²⁴⁸ ENAYATI FATEMEH, (2011). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : LE CAS DE QUELQUES PAYS DE LA REGION MENA », Centre d'études en macroéconomie et finance internationale CEMAFI. P 37.

²⁴⁹ ENAYATI FATEMEH, (2011). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : LE CAS DE QUELQUES PAYS DE LA REGION MENA », Centre. P 42.

²⁵⁰ TLILI HAMIDI Mohamed, (2003). « Le rôle du capital public dans la croissance économique de long terme et ses implications en matière de politique économique : le cas de la Tunisie », P 90

²⁵¹ Romer Paul M, (1986). « Increasing Returns and Long-Run Growth », Journal of Political Economy, university of Rochester, Vol. 94, P 1003.

Soient M entreprises identiques indicées dans le temps, ayant chacune une fonction de production à rendements d'échelle constants $Y_t = K_t^\alpha L_t^{1-\alpha}$

La fonction de production macroéconomique, qui résulte de l'agrégation de fonctions microéconomiques à rendements d'échelle constants, a des rendements d'échelle croissants.²⁵²

6.2. Les politiques économiques dans le modèle de Romer (1990)²⁵³

Un certain nombre de politiques économiques souhaitables peuvent être identifiées à partir de ce modèle, et celle-ci sont capables d'agir sur le taux de croissance à long terme, dans le but de rapprocher l'équilibre concurrentiel de l'optimum social.

En premier lieu, on remarque que la variable capital humain peut agir positivement sur la croissance économique. Romer développe dans son modèle l'idée d'avoir un seuil fondé sur le niveau du capital humain qui explique les différences internationales entre les taux de croissance. Ainsi une politique de soutien à l'éducation semble être favorable et efficace sur la croissance économique.

La deuxième politique économique possible est la subvention à l'achat des biens intermédiaires ; autrement dit, l'Etat peut stimuler l'offre de ces biens, pour supprimer l'effet de la distorsion due à la tarification du monopole. En effet, Romer fait remarquer que la différence entre le taux de croissance d'équilibre et le taux de croissance décentralisé dépend largement de la marge du monopole. Une politique qui réduira cette marge de monopole accroîtra le taux de croissance d'équilibre pour atteindre le taux de croissance optimale décentralisé.

Les aides ou les subventions à la recherche incarnent une autre politique économique possible. En effet, agir sur le paramètre β semble être efficace pour augmenter la croissance économique. Ainsi une subvention à la recherche et des dépenses publiques destinées à favoriser l'accumulation du capital technologique, pour internaliser l'externalité créée par la recherche courante sur la productivité de la recherche future, semble influencer positivement la croissance économique.

²⁵² Natranyibagira Alphonsine, Nibizi Alexis, (2010). « Etude économétrique de l'impact des dépenses publiques en infrastructure sur la croissance économique », P 83.

²⁵³ BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre. P 152

7. MODELE DE LUCAS:

A travers son modèle que nous commenterons ultérieurement, Lucas (1988)²⁵⁴ démontre la possibilité de rendre compte d'écarts de revenus par tête résultant de conditions initiales différentes. Le modèle permet de rendre compte des disparités internationales de revenu par tête. En effet, si on prend en considération deux pays ayant initialement le même ratio de capital physique au capital humain, l'idée centrale est que le capital humain peut être accumulé comme le capital physique, mais à la différence de ce dernier, il est produit selon un processus de rendement croissant par rapport à lui-même parce qu'il est son propre facteur de production. Ainsi le capital humain serait ce même type de phénomène capable d'engendrer une croissance endogène parce qu'il propose une possibilité d'indigénisation de la croissance, en mettant en évidence l'accroissement de l'efficacité des facteurs comme conséquence des décisions les concernant et celle qui consiste à introduire un principe d'accumulation du capital humain.²⁵⁵

Lucas présente dans son modèle, la deuxième source de croissance endogène qui se trouve dans l'investissement dans le capital humain. Ce dernier facteur en tant que stock, peut être défini par l'ensemble des capacités ayant une efficacité productive incorporée aux individus. Ce facteur peut être développé au moyen des activités d'éducation et de formation. Donc, il s'agit d'un facteur qui est produit à partir de lui-même. Pour des niveaux de développement faibles de l'économie, le stock de ce facteur peut être amélioré au moyen de l'action sur l'état de santé et la nutrition des individus.²⁵⁶

D'après ce cadre théorique, la croissance des économies émergentes d'Asie s'explique essentiellement par les investissements en capital humain. Il tient compte des efforts effectués d'une manière volontaire dans le but d'accroître la qualification de la main-d'œuvre afin d'expliquer l'effet du capital humain sur la croissance asiatique. Les gouvernements des

²⁵⁴ EZER AYADI (2002). «POLITIQUE BUDGETAIRE, AJUSTEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE : APPLICATION AU CAS DE LA TUNISIE », P 193

²⁵⁵ BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre. P 126

²⁵⁶ TLILI HAMIDI Mohamed, (2003). « Le rôle du capital public dans la croissance économique de long terme et ses implication en matière de politique économique : le cas de la Tunisie », P 95

économies émergentes d'Asie ont réussi à favoriser ces investissements, notamment aux niveaux d'études primaire et secondaire.²⁵⁷

Lucas propose une fonction de production agrégée du secteur de la production du bien qui est la suivante : $Y = A K^B (u h N)^{1-B}$ (2)

où Y est le niveau de production. K est le capital physique, u est la part du temps consacré à la production, h le niveau de compétence du capital humain et h_a le niveau social moyen du capital humain. L'élasticité de la production par rapport au moyen de capital humain y est positive. En effet, c'est une caractéristique du capital humain de générer des externalités. Contrairement au modèle AK, cette externalité n'est pas nécessaire ici, pour générer un processus de croissance auto-entretenu.

Le modèle présenté par Lucas est différent de celui présenté par Romer, s'agissant des deux points suivants :

*La formalisation d'une économie à deux secteurs. Un premier pour la production des biens et un second pour la production du capital humain.

*L'existence de deux externalités positives liées au capital humain. Une première, au niveau de la production du capital humain, facile à être internalisée par les individus et nécessaire pour la génération d'une croissance auto-entretenu. Une deuxième, au niveau du secteur de la production des biens, n'est pas nécessaire pour l'obtention d'une croissance auto-entretenu. Mais elle est intéressante, dans la mesure où elle relie le taux de croissance d'une économie à ses conditions initiales. Cela est différent du modèle néoclassique et c'est un apport avec lequel Lucas arrive à expliquer la diversité internationale des taux de croissance du revenu par tête. Néanmoins, cette externalité n'est pas internalisée par les agents privés comme la première.

²⁵⁷ Andrianasy A. DJISTERA, « LE RÔLE DU CAPITAL HUMAIN DANS LA CROISSANCE : LE CAS DES ÉCONOMIES ÉMERGENTES D'ASIE », Lare-efi, Université Montesquieu Bordeaux IV.

SECTION III.3 : L'UTILISATION DES DEPENSES PUBLIQUES PAR L'ETAT COMME OUTIL POUR AUGMENTER LE TAUX DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Les théories de la croissance ont pour objet de définir les origines de la croissance économique. Ainsi on se demande souvent si on doit attribuer celle-ci à l'accumulation du capital ou au volume et à la capacité du travail ou bien aux interventions de l'Etat.²⁵⁸

1. L'ETAT ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE :

Des travaux s'intéressent à l'impact d'une variable représentant le poids de l'Etat sur la croissance. Il s'agit le plus souvent d'études transversales impliquant de nombreux pays²⁵⁹. Le rôle essentiel de l'Etat et analyser les effets des dépenses publiques sur la croissance et le développement économique. Nous allons étudier les approches théoriques et faire une revue de la littérature théorique et empirique sur l'importance du choix des dépenses publiques ainsi que des points de vue des économistes concernant l'Etat. Des déplacements de la fonction de production traduisent les interventions de l'Etat traduiraient. Ainsi, ces interventions affecteraient le niveau d'état régulier de la production par tête ainsi que taux de croissance par tête durant la transition vers l'état régulier mais pas le taux croissance à l'état régulier.²⁶¹

1.1. Les théories de la croissance: une réhabilitation du rôle de l'État?²⁶²

L'État a un rôle à jouer pour les théories de la croissance endogène qui considèrent que c'est en favorisant les différentes accumulations qui sont des sources endogènes de croissance. Pour ces analyses, si le marché doit rester le seul instrument de régulation, l'État, en favorisant la formation, la recherche-développement et en utilisant l'impôt pour développer les infrastructures a un véritable rôle d'entraînement sur la croissance.

²⁵⁸ BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre. P 67

²⁵⁹ Bernard landais. (1998). « leçons de politique budgétaire », P 196

²⁶⁰ ENAYATI FATEMEH, (2011). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMEIVT : LE CAS DE QUELQUES PAYS DE LA REGION MENA », Centre d'études en macroéconomie et finance internationale CEMAFI. P 49.

²⁶¹ Robert J Barro, Xavier Sala i Martin, (1996). « La Croissance Economique », P 170

²⁶² MARC MONTOUSSE, « nouvelles théories économiques », aubin imprimeur 86240 Ligugé, juin 2002, p 95

Le modèle néoclassique de la croissance exogène se caractérise essentiellement par le fait qu'il a largement renié le rôle de l'Etat. Ceci est le résultat du postulat de la décroissance des rendements des investissements. En effet, selon cette approche une hausse de l'épargne augmente le stock de capital et favorise la croissance, alors que la hausse d'Intensité capitalistique réduit le rendement marginal des nouveaux investissements et freine la croissance à long terme, qui retrouve un rythme de manière exogène. Ceci conduit à expliquer la croissance du capital par celle de l'offre de travail, et à postuler que ce sont uniquement des variables exogènes telles que la démographie et le progrès technique qui déterminent le taux de croissance de long terme. De surcroît, l'Etat de par sa politique économique ne pourra jamais modifier le rythme de la trajectoire de croissance. A cela s'ajoute le fait que toute hausse des dépenses publiques conduit nécessairement à un alourdissement de la fiscalité qui à son tour réduit le taux d'épargne, ce qui en l'absence de progrès technique réduit l'Intensité capitalistique et le produit par tête, et affecte négativement la croissance. La théorie de croissance endogène a attribué un rôle important à l'Etat quant à la réduction des inégalités qui sont dommageables à la croissance. En effet, dans la littérature traditionnelle, une politique de redistribution du revenu ou de la richesse des plus favorisés aux plus pauvres engendre l'inefficience parce qu'elle réduit les incitations monétaires. Dans les modèles traditionnels, cette inefficience réduit la production, mais pas nécessairement la croissance. Dans les modèles où le taux de croissance est endogène, l'inefficience réduit aussi le taux de croissance car elleourage la recherche ou parce que la baisse de la production réduit l'apprentissage par la pratique²⁶³

1.2. L'impuissance de l'influence publique sur la croissance économique:²⁶⁴

La taille de l'Etat, communément mesurée par l'importance quantitative des dépenses publiques totales. C'est sur cette question que se sont traditionnellement centrés les débats récurrents concernant le bien-fondé de l'intervention publique.

Les propos précédemment développés attestent que la remise en cause du schéma standard, simplement illustrée par le modèle AK, suffit à réfuter clairement la conclusion de R. M. Solow (1956) de l'invariance de la croissance de long terme à la politique

²⁶³ EZER AYADI (2002). « POLITIQUE BUDGETAIRE, AJUSTEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE : APPLICATION AU CAS DE LA TUNISIE », P 193.

²⁶⁴ Fabienne BONETTO, (2003). « ETAT ET CROISSANCE ENDOGENE, Analyse théorique et empirique du rôle des investissements publics », UNIVERSITE DE NICE-SOPHIA ANTIPOLIS, C.E.M.A.F.I., Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale. P 39

économique ; de surcroît, le réexamen des facteurs de croissance précise, implicitement ou explicitement, les contours de cette faculté publique d'influence : la croissance réclame ainsi également un questionnement quant au rôle gouvernemental dans ce processus. En particulier, si l'établissement d'un lien entre les comportements économiques d'investissement (au sens large) et le processus de croissance est propre à traduire l'existence d'une capacité nationale interne à croître, cette proposition reflète parallèlement la possibilité d'intégrer l'acteur public au sein de cette problématique.

La croissance économique et le développement humain nécessitent la constitution d'un capital humain et matériel qui exige lui-même un niveau suffisant d'épargne nationale. Dans les pays en développement l'épargne du secteur privé est souvent très limitée, les politiques budgétaires peuvent favoriser considérablement la mobilisation des ressources en augmentant les recettes et en réduisant les dépenses les moins productives. Les ressources mobilisées doivent toutefois être investies de manière productive, l'histoire abonde d'exemples d'investissements publics malavisés. En effet, l'une des principales conséquences de l'assainissement des dépenses publiques dans les pays en développement est l'augmentation de la productivité des facteurs dès lors que les ressources publiques sont dégagées au profit d'un secteur privé plus efficace. C'est de l'efficacité des dépenses publiques et de leur adaptation aux besoins des pauvres, que dépend leur incidence sur l'amélioration de la croissance et du développement humain et pas seulement de leur ampleur.

Selon le principe d'efficacité, les dépenses publiques devraient être axées sur les domaines présentant le rendement social le plus élevé et compléter plutôt que concurrencer celles du secteur privé. Ceci signifie qu'il faut financer ou fournir directement les biens publics nécessaires que le secteur privé ne peut offrir dans des conditions satisfaisantes en raison de la défaillance de la marche. La croissance à long terme peut être influencée par plusieurs catégories de dépenses publiques en particulier les dépenses d'éducation, de santé et d'équipement même si les choix les plus judicieux dépendent de la situation particulière des pays. L'accélération de la croissance contribue à son tour à une augmentation des ressources budgétaires qui permet de financer des dépenses productives, ce qui renforce encore le dynamisme de l'économie.²⁶⁵

²⁶⁵ James Daniel, Jeffrey Davis, Manal Fouad, Caroline Van Rijckeghem, (2006). « L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance », P 3.

2. FINANCE PUBLIQUE ET CROISSANCE ECONOMIQUE :

Avec l'endettement, la qualité des finances publiques est le deuxième remède de politique budgétaire prôné par les tenants de libérale pour augmenter la croissance potentielle. Cette action sur la qualité passe par ce que l'on appelle les réformes structurelles, un terme qui est aujourd'hui sans cesse repris dans les rapports des grandes organisations internationales comme par les gouvernements.²⁶⁶

Selon J. B. Say, « *Le meilleur de tous les plans de finance est de dépenser peu et le meilleur de tous les impôts est le plus petit* »²⁶⁷. Au lendemain de l'Ancien Régime, les économistes étaient encore trop conscients des méfaits de la prodigalité de gouvernements pour que, par un réflexe de réaction, ils ne sous estiment l'utilité des dépenses publiques. Adam Smith fit cependant exception, en développant le rôle indispensable des consommations et investissements collectifs. Mais, généralement, les impôts étaient considérés comme des transferts du secteur privé, essentiellement productif, au secteur public, essentiellement improductif. « Tout impôt nuit à la production, en nuisant à l'accumulation de capitaux productifs » écrivait encore Say. Cette thèse commune aux économistes du début du 19^e siècle trouva sa réalisation dans les budgets du milieu du siècle, c'est-à-dire à l'apogée du libéralisme pur. Dans ces budgets, les fonctions publiques étaient réduites à leur plus simple expression, et les impôts effleuraient à peine les marchés, les productions et le progrès de l'industrie.²⁶⁸

Les politiques structurelles sont directement issues du paradigme classique de la pensée économique. Ces politiques ont pour objectif d'accroître le potentiel d'offre de l'économie, en supprimant toutes les rentes de situation qui peuvent venir fausser la concurrence sur les différentes marches (biens et services, travail et capitaux). Si toutes les réformes structurelles ne passent pas par des mesures budgétaires (une partie importante est constituée par des changements de la législation), toutes les réformes structurelles ont un impact potentiel sur les finances publiques via l'effet exercé sur le potentiel de croissance.

L'école libérale défend la conception de la politique budgétaire qui exige que celle-ci vienne interférer de façon minimale sur le fonctionnement de différentes marches (travail comme biens et services). L'Etat est avant tout le gardien de l'ordre économique et social, il doit couvrir ses

²⁶⁶ Carine Bouthévilain, Gilles Dufrenot, Philippe Froute, Laurent Paul, Preface de Michel Bouvier, (2013). « Les politiques budgétaires dans la crise Comprendre les enjeux actuels et les défis futurs », ECONOMIQUES OUVERTURES, de Boeck. P 106.

²⁶⁷ J. B. Say, « Traité d'Economie politique », 8^{ème} édition, Paris 1876, p 541.

²⁶⁸ Roger DEHEM, « Texte révisé d'une conférence faite à l'Institut belge des Finances publiques », 1960. P555

dépenses, mais sans opérer de prélèvement injustifié sur les richesses productives ni créer de distorsion de traitement entre les différents acteurs économiques.

Ainsi, non seulement l'équilibre budgétaire doit rester la règle mais en outre la politique budgétaire vue par les libéraux se doit d'éviter au maximum les effets de distorsion sur la croissance liés aux réglementations introduisant des barrières à la concurrence, des clauses dérogatoires à la fiscalité et des protections aux dépenses improductives. On vise ici les effets microéconomiques de la politique budgétaire qui tiennent à la façon dont la présence du secteur public est ressentie par les agents économiques. Les impôts comme les dépenses publiques, tant par leur niveau absolu que par leur répartition, affectent les incitations à produire, à travailler, et l'arbitrage entre consommation et épargne. Ainsi un vaste champ est laissé aux réformes structurelles visant à favoriser l'investissement, l'emploi et l'innovation par cette conception.

Aujourd'hui, les techniques permettent et imposent des rythmes de production à très grande échelle et, par conséquent, des canaux commerciaux larges et ramifiés. Les rivalités commerciales ne se font plus sur des marchés atomistiques où se rencontrent une multitude d'industriels et de commerçants anonymes.²⁶⁹

On ne devrait jamais dissocier dans une discussion sérieuse le double volet que possèdent les finances publiques. Le problème de l'efficacité économique des finances publiques revient à déterminer conjointement dépenses et recettes de manière à obtenir le meilleur résultat économique et social. À propos de la fiscalité, le second volet du diptyque des finances publiques, M. Van Houtte a écrit que *« nos lois d'impôts sur le revenu ressemblent un peu à ces vieux bâtiments tant de fois modifiés et réparés qu'il ne reste rien ou presque rien des matériaux primitifs, mais dont la disposition générale est demeurée la même, au point que l'on peut toujours affirmer que l'on se trouve devant le même bâtiment. Mais ces modifications et réparations n'ont pas empêché le bâtiment de vieillir, et un jour vient où l'on s'aperçoit qu'il sera bientôt inhabitable s'il n'est pas, de fond en comble, entièrement reconstruit »*²⁷⁰.

²⁶⁹ Roger DEHEM, « Texte révisé d'une conférence faite à l'Institut belge des Finances publiques », 1960. P561

²⁷⁰ J. Van Houtte, « La réforme fiscale s'impose », Revue générale belge, septembre 1957, p 9-10.

3. DEPENSES PUBLIQUE ET CROISSANCE ECONOMIQUE :

Nous disposons d'un large éventail de travaux empiriques qui essayent de vérifier la relation qui peut exister entre les dépenses publiques en capital public et leur contribution à la croissance de la productivité globale des facteurs et à la croissance économique de long terme. En effet, pour traiter ce problème économique, la littérature propose essentiellement deux types d'approches. Une première catégorie repose sur des relations qui requièrent l'estimation de la « fonction économique de production ». La seconde catégorie, fondée sur l'estimation d'une fonction de coût, a émergé depuis quelques années et a été proposée afin de régler de nombreux problèmes qui limitaient l'utilité de l'estimation de la fonction de production. Le fait qu'on peut exploiter la fonction de coût introduite dans les fonctions de comportement de la firme constitue l'élément important, à la fois pour ce qui touche le niveau de production à atteindre ainsi que les décisions qu'on doit prendre concernant les ressources utilisées dans la production.²⁷¹

L'augmentation permanente de la part des dépenses publiques dans les agrégats représentatifs de l'activité économique n'est que l'expression d'une croissance soutenue qu'ont connu les dépenses publiques, dans tous les pays. C'est cette caractéristique fondamentale qui justifie une analyse économique de la gestion du secteur public. L'Économie Publique apparaît ainsi comme l'étude positive et normative des effets de l'action de l'État sur l'économie. Et pour la Fonction stabilisatrice de l'Etat se décompose en deux étapes: tout d'abord, définir et choisir les instruments et les objectifs de l'action publique; ensuite, affecter les premiers à la réalisation des seconds. Les objectifs ultimes de l'action conjoncturelle sont l'objet d'un consensus, au moins tant que les conditions économiques ne contraignent pas de les hiérarchiser.²⁷²

De nombreux travaux théoriques et empiriques ont mis l'accent sur les effets des dépenses publiques sur la croissance économique pour un certain nombre de pays avec des niveaux de développement économiques différents, en mettant l'accent sur l'aspect agrège des dépenses publiques. L'évidence empirique de la relation dépenses publiques agrégées et croissance économique a été vérifiée dans le cadre de deux représentations ou types de modèles : dans le cadre du premier modèle, on cherche à mettre l'évidence empirique de l'hypothèse ou la loi de

²⁷¹ BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre. P 180.

²⁷² Bruno Cavalier, (1999). « Politique budgétaire et coordination des politiques de financement », P 55

Wagner. Le deuxième type de modèle cherche à mettre l'évidence empirique des rapports réciproques entre l'expansion des dépenses publiques agrégées et la croissance économique pour un certain nombre de pays en adoptant une approche en termes de causalités au sens de Granger.²⁷³

Distinguer parmi les dépenses publiques celles qui sont les plus utiles à la croissance peut se faire naturellement, en relevant les perspectives de rentabilité du secteur privé notamment. Dans l'analyse précédente de Stanley FISCHER on avait retenu l'impact de la bonne gestion publique à travers entre autres l'accumulation du capital physique ou humain ou encore la productivité. S'agissant des diverses catégories de dépenses publiques on peut sélectionner celles qui assurent un environnement propice à l'accroissement de cette productivité. Mais on peut aller encore plus loin en faisant entrer directement le capital public comme un argument à part entière dans la fonction de production des entreprises et par conséquent dans celle de l'ensemble de l'économie.²⁷⁴ Dans l'approche positive, on tente d'expliquer les causes du comportement de l'État et ses conséquences sur celui des firmes et des ménages ; l'approche normative étant consacrée à la recherche de règles optimales de politique économique, compte tenu de l'impact des décisions publiques sur le bien-être de la collectivité.²⁷⁵

Tableau 3.3 : pourcentage des dépenses publiques par rapport au PIB.

	1881	1912	1921	1925	1930	1931	1932	1960	1980
R.F.A	8.7*			30.3*				32.0	46.7
France		12.6**			21.9**			38.6	48.3
Italie			7.1*			16.2*		30.1	45.6
Royaume-Uni		9.4*		23.7*				32.6	44.6
USA		8*					18.5*	27.8	33.2
CANADA				16.9*			32*	28.9	40.7

* POURCENTAGE PAR RAPPORT AU

** POURCENTAGE PAR RAPPORT A LA PIB.

Source : MICHEL MOUGEOT, « économie du secteur public », P 6.

²⁷³ Abdelkader ELICHIDER, El Mustapha KCHIRID, Chakib TAHIRI, (2005) « IDENTIFICATION DES DEPENSES PUBLIQUES PORTEUSES DE CROISSANCE ECONOMIQUE ET LEURS MODALITES DE FINANCEMENT A LONG TERME : CAS DU MAROC DE 1970 A 2003 », P 4

²⁷⁴ Bernard Landais. (1998). « leçons de politique budgétaire », P 203

²⁷⁵ MICHEL MOUGEOT, « économie du secteur public », ECONOMICA, paris, septembre, 1989. P 7

Des citoyens contre d'éventuels agresseurs extérieurs ou contre des troubles internes susceptibles d'empêcher la réalisation des équilibres économiques, ceux-ci ne dépendraient que des choix privés des producteurs et des consommateurs.

3.1. Dépenses publiques et croissance endogène : une autre justification de l'impôt en incertitude²⁷⁶

L'efficacité des impôts dépend de l'ampleur des effets de substitution face aux effets revenus, le lien entre le niveau des impôts et la croissance n'apparaît pas les auteurs libéraux insistent plus sur les transferts de revenus entre catégories ou d'agents ou s'évertuent à mettre en évidence le caractère contre-productif des impôts.

Cette manière de présenter l'impôt n'est pas validée dans un système de rendements d'échelle croissants. En outre, elle ne tient pas compte de l'importance de l'activité de l'État dans le processus de production, surtout en ce qui concerne le financement d'un ensemble de services productifs compris le capital humain, services indispensables au système productif.

Ces modèles partent de la critique du modèle théorique de SOLOW de croissance (1956). Selon ce modèle, les variations de stock de capital et de travail au regard de la valeur des élasticités (dont la somme doit être égale à l'unité) n'expliquent pas totalement la variation de la production à long terme à partir d'une COBB-DOUGLASS simple, il reste un résidu attribué au progrès technique conçu simplement comme une donnée exogène inexplicable : « une manne tombée du ciel » Ainsi, le taux de croissance de la population et la tendance au progrès technique sont des données indépendantes du fonctionnement de l'économie. Avec des « conditions restrictives » liées à la nature des rendements d'échelle (constants), des rendements factoriels décroissants... le modèle néoclassique «exogène» fait apparaître un sentier de croissance stationnaire unique à long terme, ainsi qu'une trajectoire unique à court et moyen termes permettant d'atteindre ce sentier à partir d'un stock de capital donné ».

3.2. La justification de la Croissance économique et dépenses publiques²⁷⁷

Deux approches diamétralement opposées, constituent en grande partie la justification originale de cette relation. La première, plus connue sous le nom de loi de Wagner (du nom

²⁷⁶ Gervasio Semedo, Malik Bensafta, Laurent Gautier, (2010), « économie des finances publiques » P 221.

²⁷⁷ Martial Foucault, (2010). « INSTITUTIONS, CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DÉPENSES PUBLIQUES », chapitre 12, CIRANO, l'Université de Montréal, Le Québec économique 2010. P 251

du chef de file de l'école historique allemande du début du XXe siècle), stipule qu'au fur et à mesure qu'une société se développe, les individus-consommateurs expriment des besoins grandissants (en éducation, en santé, en culture...), impliquant une intervention de l'État comme fournisseur de tels biens publics. Une précision s'impose immédiatement : par biens publics, on désigne généralement des biens fournis par la puissance publique. Or, ce sont des biens ou services qu'il serait possible de fournir de manière privée. Nous devrions désigner ces biens publics « impurs », comme par exemple la santé, l'éducation ou encore les transports. Les dépenses publiques sont davantage considérées comme un résultat ou un facteur endogène que comme une cause de la croissance des richesses nationales. La deuxième approche d'inspiration keynésienne avance que la dépense publique agit sur la croissance économique par un effet multiplicateur consistant à financer la demande effective des consommateurs par une injection de dépenses publiques. Ici, les dépenses publiques sont donc appréhendées comme un facteur exogène caractérisé par la nature d'une politique économique à la discrétion des gouvernements. Entre les deux approches, il existe une différence méthodologique fondamentale : dans un cas, la croissance justifie l'augmentation des dépenses publiques pour satisfaire une demande nouvelle ; dans le deuxième cas, la hausse des dépenses publiques explique la hausse du revenu national. Si le sens de la causalité est opposé, les validations empiriques n'ont pas permis de clore le débat, étant donné que plusieurs problèmes de nature économétrique sont apparus.

La relation entre la taille de l'État et croissance économique est donc à la fois simple et difficile à observer. L'enjeu consiste ici à s'entendre sur ce que l'on entend par croissance de la taille de l'État : s'agit-il de la taille de l'État mesurée d'après l'ensemble des dépenses publiques, seulement selon les dépenses de l'État central, seulement selon les dépenses primaires (sans tenir compte de la dette accumulée), ou encore d'après la part des dépenses publiques en pourcentage du PIB.

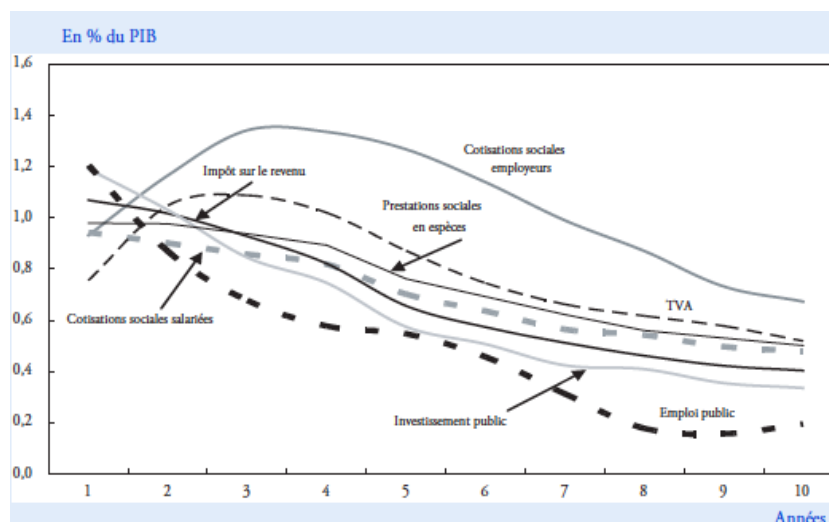
Il existe aussi des causes structurelles qui peuvent expliquer la croissance des dépenses, des éléments de l'évolution qui génèrent une pression accrue sur les dépenses et ce, de manière persistante. L'analyse des données permet de voir que, lorsque l'on agglomère les dépenses de tous les niveaux de l'administration publique obtiennent des pourcentages comparables.

Tous les niveaux de gouvernement ont connu sur l'ensemble de la période de fortes augmentations mais la diminution de la part des dépenses publiques, que l'on constate à la fin, est surtout le fait des administrations provinciales et fédérales.²⁷⁸

Il n'y a pas de cause unique à cette augmentation très importante des dépenses publiques, mais une pluralité de causes. Certaines sont conjoncturelles, d'autres structurelles. Elles sont le reflet d'événements ou de tendances politiques, sociales ou économiques qui ont entraîné une hausse des activités gouvernementales.

Contrairement à ce que nous pourrions imaginer la croissance des dépenses publiques ne s'est pas faite de manière continue et uniforme ; elle s'est plutôt produite par étapes, par bonds ou poussées, d'ampleur variable, suivis de ralentissements. La théorie économique s'appuie sur les travaux de Peacock et Wiseman pour expliquer l'existence de seuils successifs ou de discontinuités et on parle alors d'effets de déplacement ou de cliquet. Pour augmenter ses dépenses, un gouvernement doit pouvoir compter sur des prélèvements supplémentaires mais en général les contribuables n'y sont pas favorables.²⁷⁹

Figure 3.8 : Impact sur le PIB d'une baisse durable des prélèvements obligatoires ou d'une hausse permanente des dépenses publiques d'1 point de PIB en milieu de cycle.



Source : Jérôme Creel, Éric Heyer et Mathieu Plane, (2011), « Petit précis de politique budgétaire par tous les temps Les multiplicateurs budgétaires au cours du cycle », REVUE DE L'OFCE ■ 116 ■ JANVIER.P 80.

²⁷⁸ Pierre Cliche, (2009). « Gestion budgétaire et dépenses publiques », Presses de l'Université du Québec, Québec.

²⁷⁹ Peacock, A.T. et J. Wiseman (1961). The Growth of Public Expenditures in the United Kingdom, Londres, Princeton University Press. <http://www.nber.org/chapters/c2302.pdf>

A long terme, les effets sont positifs dans toutes les variantes mais les écarts sont importants : l'impact sur le PIB va de 0,2 point de PIB à 0,7 point de PIB cotisations sociales employeurs. Si à court terme, le multiplicateur de la dépense publique, conformément aux résultats de la méta analyse menée par l'OCDE (2009), à long terme c'est l'inverse : la baisse des impôts ou cotisations sociales est moins inflationniste que la hausse des dépenses publiques, ce qui permet de limiter les pertes de compétitivité à long terme et le creusement du déficit commercial. En revanche, le modèle ne prend pas en compte les externalités positives de certaines politiques qui vont au-delà de l'approche comptable. Le rendement économique à long terme de certaines politiques, comme l'investissement public, en augmentant la trajectoire de productivité à moyen et long terme améliore la compétitivité et la croissance potentielle de l'économie. C'est une des limites de notre travail qui entraîne une sous-estimation de l'impact de certaines variantes, notamment celle sur l'investissement public.

3.3. Le rôle des dépenses d'infrastructures sur la croissance économique :²⁸⁰

Les infrastructures sont considérées comme un parapluie pour protéger plusieurs activités désignées. Ces activités incluent des services en équipements collectifs publics tels que l'énergie, les télécommunications, l'alimentation en eau, l'hygiène et le gaz raffiné. Elle peut également signifier le développement de projets massifs de travaux publics comme la construction de routes et de barrages, d'équipements d'irrigation et de drainage, et de réseaux de transport et de transmissions.

Pour étudier l'effet des investissements d'infrastructures, les auteurs considèrent certaines conditions, à savoir $H(h, E) = 1$, ce qui signifie que l'accumulation du capital humain est égale à l'unité, et $E_t = 0$, ce qui signifie que l'investissement public en éducation est nul, pour chaque période t . Autrement dit, la dotation en capital humain est la même pour chaque période et l'impôt est consacré seulement à financer l'investissement public en infrastructures.²⁸¹ Les services qui sont fournis par le secteur public qui est très sensible aux économies d'échelle et révèle des niveaux élevés d'externalités positives ou négatives. Les infrastructures de services, telles que les transports, l'eau et l'électricité, sont des inputs intermédiaires pour la production. N'importe quelle réduction en matière de cotas de ces inputs

²⁸⁰ ENAYATI FATEMEH, (2011). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : LE CAS DE QUELQUES PAYS DE LA REGION MENA », P 113.

²⁸¹ BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre. P 177

entraîne une hausse de la rentabilité de la production. Les infrastructures contribuent également à améliorer la productivité des autres facteurs de production, comme le travail et le capital. Les études macroéconomiques et la recherche formelle concernant les rapports entre le capital et les infrastructures démontrent qu'ils ont un effet significatif et positif sur le rendement économique et la croissance. Au début du vingtième siècle, les gouvernements ont relevé un certain nombre de défis complexes comme fournisseurs des services d'infrastructure.

Pour augmenter la croissance dans les pays en voie de développement et leur permettre de bénéficier des avantages du processus de mondialisation et de libéralisation, l'investissement en infrastructures est un besoin impératif, c'est ce qu'ont démontré plusieurs études. Une relation forte existe entre certaines infrastructures et le PIB par habitant.

Le rôle du capital public dans la croissance économique, Ces services rendus par ces types de biens constituent des inputs qui ne sont pas achetés, donc pas financés, par l'entreprise privée en dépit de la quantité utilisée, ce qui peut être à l'origine de rendements croissants. Du côté du producteur privé, la prise en charge de cette production par l'Etat est donc génératrice d'externalités puisqu'elle lui permet d'abaisser ses coûts. L'Etat et les activités publiques ainsi sont au cœur de la croissance économique, moyennant une intervention directe.²⁸²

SECTION III.4 : QUELLE INFLUENCE A ELLE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SUR LE CHÔMAGE ?

Pendant trois décennies la perspective keynésienne a prévalu, et dans celle-ci le profil du chômage doit restituer l'image inversée du rythme de l'activité macroéconomique, lui-même dicté par les fluctuations de la demande globale. A l'opposé s'est développé un courant, actuellement dominant dans certains milieux anglo-saxons, pour lequel le chômage manifeste les conditions spécifiques d'équilibrage du marché du travail, la confrontation d'un pseudo offre et d'un pseudo demande de travail assimilable respectivement à des conditions de formation des salaires et des prix. La référence sur ce point est constituée par la loi d'Okun, relation stable entre le chômage et l'écart conjoncturel, ou entre variation du chômage et taux de croissance.

²⁸² BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre. P 167.

Cette méthode qui à certes limite par son statut de forme réduite incomplètement spécifiée et apportant donc peu d'informations sur la dynamique structurelle sous-jacente.²⁸³

1. L'INTRODUCTION DE LA RELATION ENTRE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LE CHÔMAGE

L'interdépendance de la croissance et du chômage ainsi que ses conséquences sur la politique de l'emploi. La théorie souffre dans ce domaine d'un double biais. Elle a tendance à mettre sur le même plan l'impact des restructurations de l'appareil productif sur le chômage effet de destruction créatrice et celui de la croissance sur l'emploi. De plus, elle privilégie la relation croissance-chômage au détriment de la liaison inverse.

La nature des liens entre la croissance et l'emploi est une question fondamentale pour la politique de l'emploi. Si la croissance affecte le taux de chômage, toute mesure favorable à l'expansion est une partie intégrante de la lutte contre le chômage. Et l'efficacité de la politique de l'emploi est d'autant plus grande que si le chômage a un impact sur la croissance.

Jusqu'au milieu des années quatre-vingt, La macroéconomie de cette époque s'appuyait sur deux résultats essentiels : la convergence du taux de chômage vers une valeur dite naturelle et l'existence d'un taux de croissance de longue période détermine par la somme des taux de "progrès technique" et l'expansion de la population active. Donc la question de la recherche d'une relation à long terme entre le taux de chômage et la croissance ne semblait pas vraiment pertinente d'un point de vue théorique.

L'interdépendance a long terme des taux de chômage et de croissance n'est pourtant plus une évidence au regard des développements récents de l'analyse économique. Dans la plupart des recherches récentes, comme celles d'AGHION (1998) la croissance a un effet ambivalent sur le chômage. Il est vrai que son accélération accroît les perspectives de profit l'emploi (effet de capitalisation), il est incontestable qu'elle s'accompagne de nombreuses réallocations du facteur travail qui ont la conséquence inverse. Les travaux de PISSARIDES (2000) reprennent ces notions pour analyser la dynamique de la courbe de Beveridge et de la création d'emplois.²⁸⁴

²⁸³ Pierre-Yves HENIN, Thomas JOBERT, (1993). « LA PERSISTANCE du CHOMAGE », ECONOMICA, Paris, P 97.

²⁸⁴ Jean-Marc Dupuis, Claire El Moudden, Frédéric Gavrel, Isabelle Lebon, Guy Maurau, Nicole Ogier, (2002). « Politiques sociales et croissance économique », P 3.

1.1. Accumulation du travail et croissance :²⁸⁵

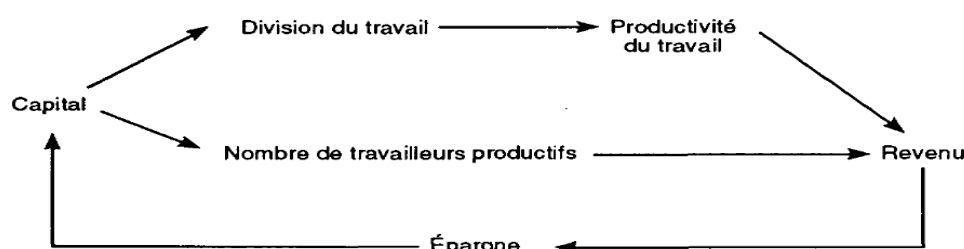
Le développement des sociétés est un processus complexe qui entraîne une transformation des techniques de production, une évolution des goûts, une mutation des relations de dépendance et des formes de gouvernement, c'est comme cela que Smith le présente dans son analyse historique. Les progrès de la division du travail jouent un rôle d'autant plus essentiel dans la croissance qu'ils sont à l'origine des améliorations de l'organisation du travail, des découvertes scientifiques et des innovations technologiques. L'accumulation d'un stock minimal est une condition nécessaire au développement de la division du travail. Un homme, qui ne pourvoit directement qu'à une faible partie de ses besoins, ne peut acquérir les biens qui lui sont nécessaires qu'en vendant les marchandises qu'il a lui-même produites.

Pour le faire subsister et lui fournir en outre la matière et les instruments nécessaires à son ouvrage il devra donc disposer, en attendant que son ouvrage soit achevé et vendu, «d'un fonds de denrées de différentes espèces amassé d'avance»²⁸⁶. Une fois atteint ce seuil minimal, nécessaire à l'existence d'une société marchande, les progrès ultérieurs de la division du travail exigent une accumulation progressive des capitaux. Même si Smith évoque la possibilité de la découverte de nouveaux procédés qui permettent de faire la même quantité d'ouvrage avec des machines plus simples et moins coûteuses, le plus souvent il considère que le progrès technique exige un usage plus intensif du capital. Toutefois, l'accumulation du capital, malgré cette augmentation du capital par tête, accroît la demande de travailleurs productifs. Comme, en retour, l'augmentation du revenu encourage l'épargne et stimule l'accumulation du capital, la croissance apparaît comme un processus cumulatif que résume le schéma suivant.

²⁸⁵ Alain Béraud, Gilbert Faccarello, (1992). « Nouvelle histoire de la pensée économique », Tome 1, Des scolastiques aux classiques, EDITIONS LA DECOUVERTE, PARIS XIIIe. P 336.

²⁸⁶ Il a été indiquée et bien détaillée dans son article (Smith, 1776, p. 277).

Figure 3.9 : capital et chômage



Source : Alain Béraud, Gilbert Faccarello, (1992). « Nouvelle histoire de la pensée économique », P 337.

1.2. Politique de l'emploi et croissance économique :

1.2.1. La contrainte de capital humain :

Tandis que certains emplois sont détruits par un processus de réallocation des emplois qu'a engendré le progrès technique, de nouvelles firmes apparaissent et représentent des opportunités d'embauche supplémentaires. La dimension schumpetérienne du progrès technique et la nature de ses conséquences en termes d'emploi est l'objet d'abondantes recherches. Un aspect intéressant de cette question concerne révolution de la répartition des postes disponibles entre travailleurs qualifiés et non qualifiés. Le caractère asymétrique du progrès technique est souvent désigné comme l'un des responsables de la situation des travailleurs non qualifiés.²⁸⁷

1.2.2. Croissance et chômage dans la théorie Macroéconomique contemporaine :²⁸⁸

Les travaux d'AGHION et HOWITT ont mis en évidence deux sortes d'effets exercés par la croissance sur le chômage : l'effet de capitalisation et l'effet de destruction créatrice. Il semble cependant que ces deux phénomènes ne soient pas exactement sur le même plan. On considérera dans la suite du texte que l'effet de capitalisation établit un lien entre le taux de croissance g et le taux de chômage u alors que l'effet de destruction créatrice se rapporte aux relations entre le taux de croissance à long terme g^* et le taux de chômage structurel. Mais il faut commencer par rappeler en détail la nature de chacun de ces effets.

AGHION et HOWITT ont qualifié d'effet de capitalisation en 1994 le fait qu'une augmentation du taux de croissance accroît les profits escomptés de la création de nouveaux emplois. Cet effet

²⁸⁷ Beatrice TRANI, (2000). « TROIS ESSAIS SUR LES THEORIES DU CHOMAGE », P 51.

²⁸⁸ Jean-Marc Dupuis, Claire El Moudden, Frédéric Gavrel, Isabelle Lebon, Guy Maurau, Nicole Ogier, (2002). « Politiques sociales et croissance économique », P 338

est naturellement favorable à l'emploi. Dans les modèles contemporains, l'existence de l'effet de capitalisation est toujours laissée en évidence à partir d'un raisonnement standard dont la version la plus simple est la suivante. On suppose que la productivité d'un emploi type augmente au taux g de même que le coût salarial. En horizon infini, si l'on désigne par p la productivité de l'emploi, par w le coût salarial, par g le taux de croissance et r le taux d'intérêt, le profit associé à chaque nouvel emploi est donné par l'expression suivante (on suppose que $r > g$) :

$$\pi = \frac{(p - w)(1 + g)}{1 + r} \left[1 + \frac{1 + g}{1 + r} + \frac{(1 + g)^2}{(1 + r)^2} + \dots \right] = \frac{(p - w)(1 + g)}{r - g}$$

Toute augmentation du taux de croissance g a pour conséquence de diminuer le taux d'actualisation $r - g$ et d'accroître mécaniquement le profit actualisé associé à un emploi. L'effet de capitalisation engendré donne une relation décroissante entre le taux de chômage et g . On remarque toutefois qu'une telle relation dans la littérature contemporaine est considérée comme un effet d'offre. Cette présentation est contestable par son caractère très réducteur. Dans les économies réelles, l'accélération de la croissance anticipée stimule la dépense d'investissement ainsi que l'augmentation des salaires qui a elle-même une influence positive sur la consommation globale.

Actuellement il existe des travaux théoriques sur l'impact de la croissance en matière d'emploi et de chômage, qui stipulent que l'effet de capitalisation peut être partiellement ou totalement compensé par un effet de réallocation. Ce phénomène existe dès lors que le progrès technique ne se traduit pas par une hausse égale de la productivité dans l'ensemble des branches. La croissance étant un processus de destruction créatrice, les emplois les moins productifs sont remplacés progressivement par d'autres plus efficaces. C'est l'effet direct de destruction créatrice. Donc d'importantes modifications de la répartition du facteur travail entre les différents secteurs accompagnent la croissance. Cette caractéristique du développement économique est naturellement génératrice de chômage. D'ailleurs il y a quelques années, LILLIEN (1982) a proposé de mesurer l'ampleur des restructurations interbranches à l'aide de l'indicateur qui porte son nom. L'indicateur de turbulence proposé par JACKMAN, LAYARD et SAVOURI (1990) remplit la même fonction. Défini comme la moitié de la somme des variations en termes absolus des parts de chaque secteur dans l'emploi total, il permet d'appréhender statistiquement la révolution du chômage structurel liée à des effets de réallocation.

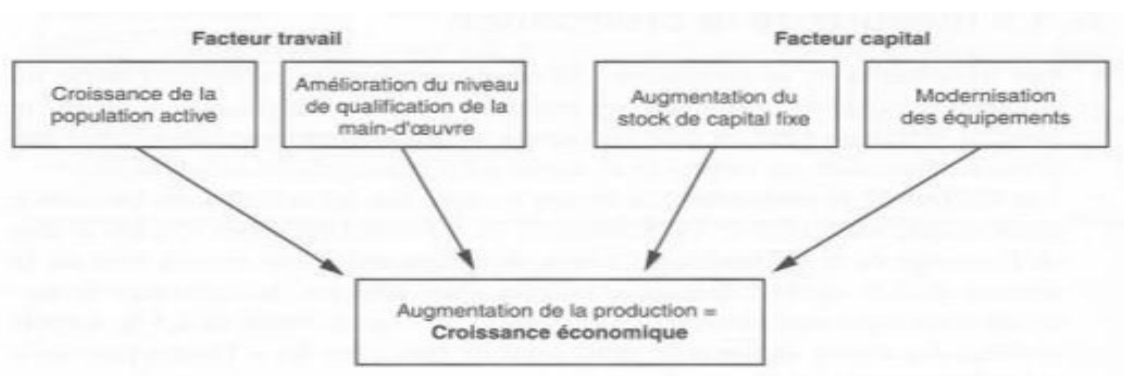
La destruction créatrice a également un effet indirect : Une accélération de la croissance réduit la durée pendant laquelle un emploi aux caractéristiques techniques données sera rentable. En d'autres termes, une croissance plus élevée accroît la vitesse d'obsolescence des processus de production. Il est naturellement défavorable à la création d'emplois nouveaux. Dans la littérature théorique actuelle, il est considéré comme une autre source d'aggravation du chômage.

L'effet de destruction créatrice, soit direct ou indirect, a pour conséquence un déplacement vers la droite de la courbe de Beveridge lorsque la croissance s'accélère. De ce point de vue, il peut être considéré comme une source importante de chômage structure.

1.3. La prise en compte des sources de la croissance :²⁸⁹

Les progrès techniques et humains : lorsque la croissance économique résulte uniquement de l'augmentation des quantités de facteur travail et capital, on parle de croissance extensive. Toutefois, l'augmentation de la production provient également d'une meilleure formation des hommes (capital humain) c'est le progrès technique qui accroît la productivité des facteurs (rapport entre le volume produit et la quantité de facteur utilisée) dans les générations nouvelles d'investissement.

Figure 3.10 : relation croissance économique et chômage



Source : JEAN LONGATTE, PASCAL VANHOVE, (2009). « Économie en 36 fiches », P 65

Carré, Dubois et Malinvaud ont proposé une mesure de la contribution des facteurs de production à la croissance économique pour la période 1951-1969. Cette étude montre que la

²⁸⁹ JEAN LONGATTE, PASCAL VANHOVE, (2009). « Économie en 36 fiches », DCG5, DUNOD, paris. P 66

croissance sur la période, au taux de croissance annuel moyen de 5 ne résulte ni d'une augmentation de la population active (l'emploi dans les branches stagne sur la période), ni d'une variation de la durée du travail (elle baisse et son effet est donc négatif sur la croissance). Seul le volume de capital, son rajeunissement ainsi que la qualité du travail apparaissent comme des facteurs explicatifs de la croissance sur cette période. En outre, il reste une part (2.5 points de pourcentage) de la croissance qui n'est pas expliquée. Cette part est expliquée par le progrès technique exogène (Solow, 1956).

L'indigénisation des facteurs de la croissance : le rôle de l'État est enfin souligné, d'un point de vue théorique, dans les performances des nations en termes de croissance à la suite des travaux de Paul Romer (1986) sur le rôle de la connaissance technologique, de Robert Lucas, sur l'importance de l'accumulation de travail humain et la « compétence collective », et de Robert Barro sur les effets externes des dépenses publiques d'infrastructures. Ces théories dites de la croissance endogène reposent sur la prise en compte de facteurs qui étaient jusque-là considérés comme exogènes à la croissance (investissement en capital humain, investissement en capital public, effet d'expérience, organisation du travail).

1.3.1. Politique budgétaire et détermination du revenu : dépenses publiques²⁹⁰

L'opinion publique presse le gouvernement d'agir pour freiner la hausse des prix ou le chômage quand il existe un considérable inflationniste ou déflationniste. Or, les mesures fiscales et dépensières qualifiées dans leur ensemble de politique budgétaire peuvent effectivement modifier le niveau d'équilibre du revenu national. C'est pourquoi il convient que nous introduisions explicitement dans notre schéma la politique d'intervention financière de l'État afin de reconnaître exactement comment elle affecte la détermination du revenu.

Pour simplifier tâche nous analysons les conséquences des dépenses publiques en admettant, pour commencer, que les impôts soient maintenus constants. Certes, à partir du moment où nous faisons intervenir les impôts, nous ne pouvons plus continuer à ignorer la distinction entre revenu disponible et produit national brut. Si, toutefois, les impôts ne varient pas, P.N.B. et R.D. différeront toujours à concurrence d'un même montant ; ainsi nous pouvons, compte tenu des impôts, continuer à rapporter la courbe de consommation CC à P.N.B. plutôt qu'à R.D.

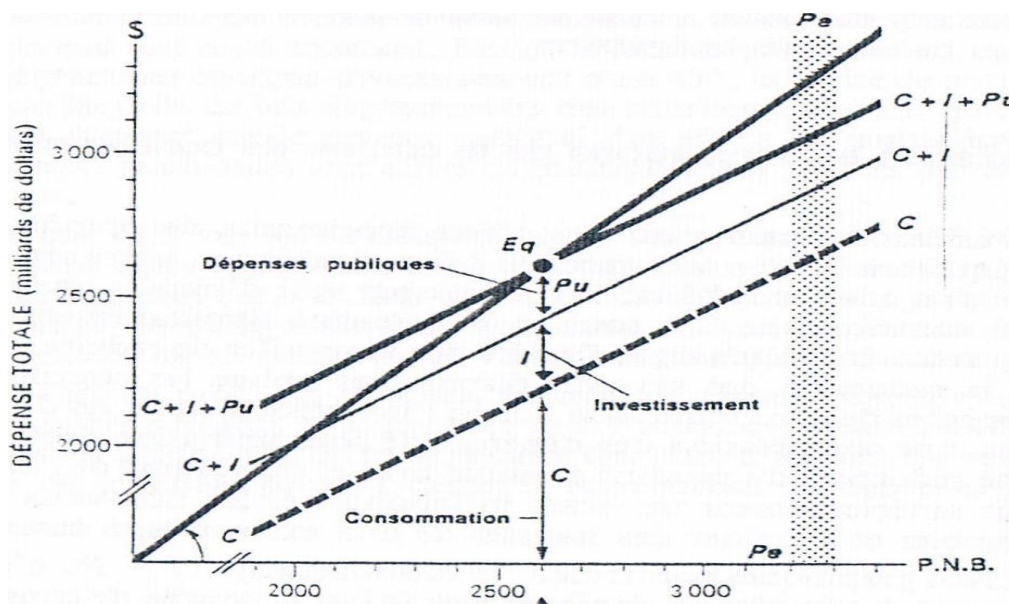
²⁹⁰ Paul A. Samuelson, (1982), « L'ECONOMIQUE », Nouvelle édition, Traduction Gaël fain , Armand Colin, Paris. P 338

Nous avons appris dans des études empiriques $P.N.B. = \text{dépenses de consommation} + \text{investissement net privé} + \text{dépenses publiques en marchandises et des services} = C + I + Pu$.

En effet, la construction d'une route nationale ne diffère pas, économiquement parlant, de celle d'une ligne de chemin de fer exploitée par une compagnie privée — et la dépense de consommation collective impliquée par l'entretien d'une bibliothèque publique gratuite a, du point de vue de l'emploi, des conséquences analogues à celles des dépenses de consommation privée effectuées par les spectateurs des cinémas ou par les abonnées des bibliothèques itinérantes. Nous aboutissons finalement à un dispositif à trois échelons $C + I + Pu$, qui indique le montant de la dépense totale correspondant à chaque niveau du P.N.B. Ceci fait, il suffit de remonter au croisement Eq de cette courbe avec la ligne à 45° pour déchiffrer le niveau d'équilibre du produit national. À ce niveau d'équilibre du P.N.B., le montant total que la nation souhaite dépenser en acquisitions de produits de toute nature représente une valeur exactement égale à celle des cotas totaux (bénéfices normaux compris) de ces produits.

Les dépenses publiques contribuent, de même que l'investissement, à déterminer un P.N.B. en équilibre

Figure 3.11 : l'influence des Dépenses publiques Sur la détermination du revenu.



Source : Paul A. Samuelson, (1982), « l'ECONOMIQUE », Nouvelle édition, Traduction Gaël fain, Armand Colin, Paris. P 339

Aux dépenses privées de consommation et à l'investissement nous ajoutons le moment consacré par les pouvoirs publics à l'achat de marchandises et de services, ce qui nous donne la courbe $C + I + Pu$. L'équilibre est réalisé en E_q . La figure 3.11 montre que les dépenses publiques, considérées en elles-mêmes et abstraction faite des impôts, exercent sur le revenu national un effet de multiplicateur identique à celui de l'investissement privé. Cette identité tient, cela va de soi, au fait que la réaction en chaîne des « redépenses » de consommation est mise en train par les constructeurs de routes, les bibliothécaires et les autres personnes auxquelles alloue un revenu primaire

1.4. Le chômage et la politique budgétaire :

La société responsabilise l'Etat et le considère souvent comme en charge du plein-emploi. Les services publics traditionnels, à côté des visions sur son rôle dans la définition de la justice sociale, il s'est positionné comme un acteur économique essentiel dont le rôle est de garantir le plein-emploi. Il s'est affirmé comme celui qui pourra donner à tout un chacun un emploi. Tous les secteurs public, de l'Etat, des nationalisations, des socialismes divers plus ou moins bien formulés et congrus ont appuyé et appuient encore leur appel à un renforcement des prérogatives publiques sur l'idée que l'Etat est capable d'empêcher le chômage.²⁹¹

Pour ce qui est du chômage, la solution au problème repose sur un accroissement du stock de capital. Cela ne peut s'obtenir qu'en augmentant l'investissement. Rétablir le profit des entreprises est le moyen usuel pour y parvenir et cela en diminuant la part des salaires dans la valeur ajoutée : le passage du chômage au plein-emploi suppose la baisse des salaires.

Contrairement aux entreprises privées, l'Etat n'a pas de sanction automatique de ses erreurs sur la nature de ses dépenses. Une entreprise qui se trompe perd ses fonds propres puis fait faillite. Il suscite un soufre de croissance qui se traduit pour lui par des gains en termes de fiscalité. Mais lorsque son endettement est économiquement inefficace, il n'a pour s'en débarrasser que l'annulation d'une partie du stock de dette ou d'inflation.

Nous l'appellerons g . est l'augmentation du stock de dette sur une année, soit encore le déficit budgétaire. L'égalité des recettes et des dépenses de l'Etat s'écrit :²⁹²

$T + \text{déficit} = G \text{ courantes} + \text{dépenses d'intérêt}.$

²⁹¹ Jean Marc Daniel, (2008). « La politique économique », P 38.

²⁹² Jean Marc Daniel, (2008). « La politique économique », P 51.

Cette présentation du budget suppose que l'Etat ne prévoit pas dans son fonctionnement normal d'amortir la dette. Cette attitude est conforme à son statut d'agent éternel. L'Etat réemprunte immédiatement l'équivalent des titres qui arrivent à échéance.

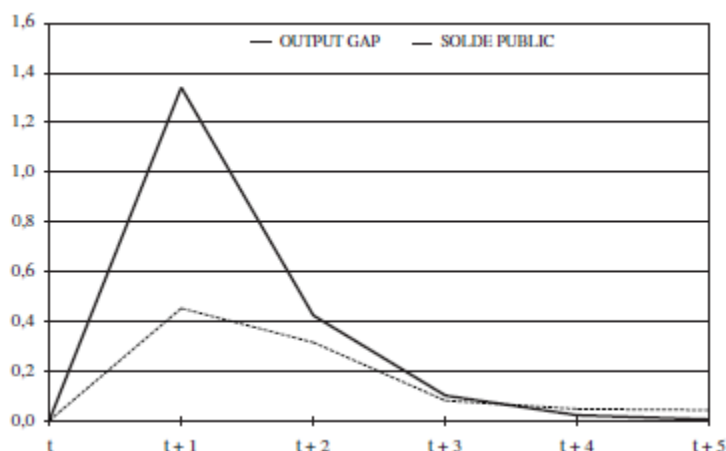
2. L'IMPACT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SUR LE CHÔMAGE ET SES CONSÉQUENCES.

Les élasticités des impôts au PIB sont imposées unitaires. Le solde cyclique est donc défini ici comme résultant du choc d'activité, les barèmes étant établis de façon à maintenir une pression fiscale constante.

C'est avant tout sur la fonction de consommation que repose le fonctionnement de la maquette. Le revenu des ménages est modélisé par une masse salariale diminuée de l'impôt sur le revenu et augmentée des prestations de chômage. Une hausse de ce revenu n'est répercutée intégralement qu'au bout de deux périodes sur la consommation des ménages. La dynamique du PIB est régie par cette inertie couplée au retard d'un an du recouvrement de l'impôt sur le revenu. La dynamique du solde est liée également au retard de perception de l'impôt sur les sociétés. Le chômage suit une loi d'Okun, c'est-à-dire qu'il s'écarte de son niveau d'équilibre proportionnellement à l'écart de production. De même, le salaire s'éloigne de son niveau tendanciel en fonction de l'écart de production, sachant que cette tendance est exogène, égale à celle de la productivité.

On étudie le comportement de la maquette quand on soumet le PIB à un choc d'activité exogène transitoire en t (par exemple un choc de demande mondiale qui entraînerait un choc sur les exportations). L'output gap devient positif, ce qui réduit le chômage. Les salaires sont alors poussés à la hausse. La conjonction de ces deux facteurs induit une hausse de la masse salariale. Cette hausse permet au revenu des ménages d'augmenter malgré la baisse des prestations de chômage. L'impôt sur le revenu ne jouant qu'avec retard, il reste sur sa tendance. La consommation augmente donc avec le revenu disponible, de même que l'investissement, ce qui renforce le PIB : l'effet multiplicateur joue. Les recettes fiscales augmentent aussi via les hausses des cotisations salariales et de la TVA, tandis que les dépenses diminuent (baisse des prestations chômage). Les charges d'intérêt diminuent légèrement du fait de la baisse du déficit.

Figure 3.12 : réponse à un choc transitoire de 1 point de PIB sur le solde public



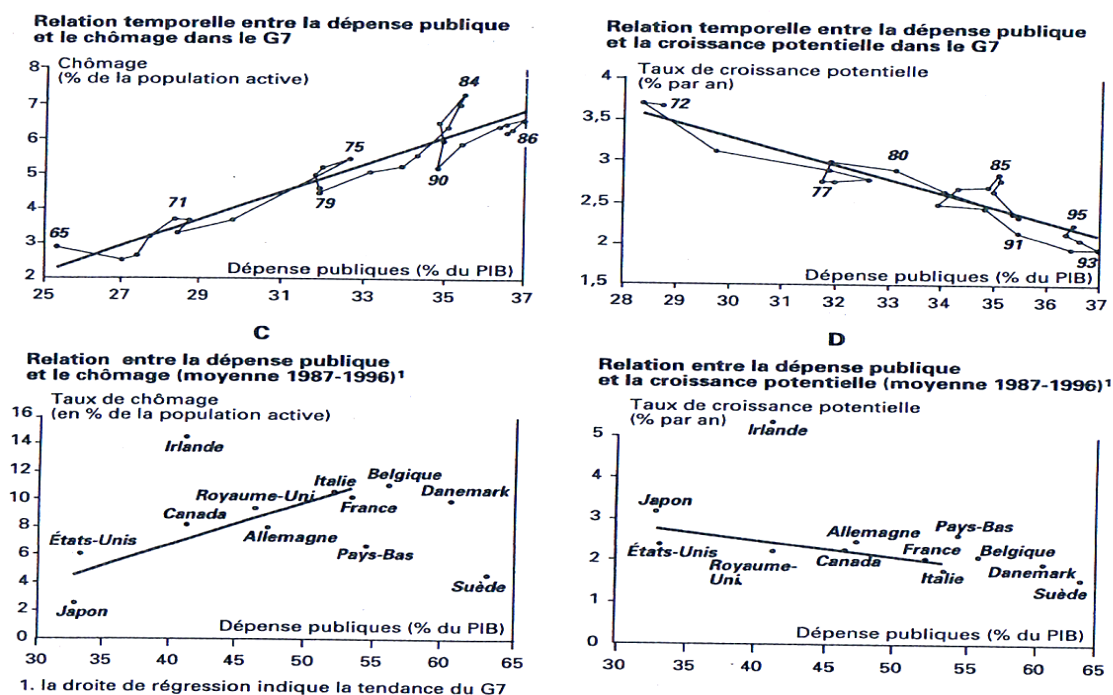
Source : Cédric Audenis, Corinne Prost, (2003). « FINANCES PUBLIQUES ET CYCLE ÉCONOMIQUE : UNE AUTRE APPROCHE », Economie & prévision, Distribution électronique Cairn.info pour La Doc. française.2003/1 - no 157, pages 1 à 12 P 3

Le rôle de la politique budgétaire sur des limites pour le chômage et la croissance économique :²⁹³ Face à un chômage lié à l'insuffisance de la demande, Keynes dans les années 1930, a préconisé le recours à la dépense publique. Il a même proposé de faire larguer sur les États-Unis des sacs de dollars pour relancer la consommation. En outre, Keynes a légitimé l'intervention de l'État, seul garant dans une économie de marché de certains équilibres fondamentaux ; Cependant du fait de l'ouverture croissante des économies sur l'extérieur, de l'accroissement spectaculaire de l'endettement des États et de l'importance du chômage « classique », la dépense publique a perdu de son attrait. L'existence de déficits publics présente de multiples inconvénients :

- L'État est contraint d'emprunter les capitaux qui font défaut au taux du marché. Une dépense publique supplémentaire financée par le lancement d'un emprunt auprès des agents non bancaires fait monter les taux d'intérêt.
- La politique budgétaire à la différence de la politique monétaire, a une mémoire qui est la dette publique.
- la dette est un mécanisme anti-redistributif : alors que les impôts sont payés par tous, les intérêts de la dette sont versés à des catégories aisées de la population.

²⁹³ Frédéric Teulon, (1998), « L'État et la politique économique », collection major, presses universitaires de France, Paris. P 142.

Figure 3.13 : Les dépenses publiques et les performances économiques générales des pays de l'OCDE.



Source : Frédéric Teulon, (1998), « L'état et la politique économique », collection major, presses universitaires de France, paris. P 144 Rapport Ramses, Dunod, ed. 1998.

Les corrélations temporelle (graphiques A et B) entre le taux de chômage et les dépenses publiques apparait commuant particulièrement. Celle-ci ne signifie pas pour autant qu'il existe une relation de causalité entre ces deux variables.

La relation peut se lire dans les deux sens :

- l'accroissement des dépenses publiques sont à l'origine de la hausse du chômage ;
- Une hausse du chômage entraine une hausse des dépenses publiques. Les transferts se font des lors que les performances économiques se dégradent

En tout cas, les données présentées semblent montrer que la hausse des dépenses publiques ne permet pas d'obtenir une baisse du chômage ou une amélioration du taux de croissance potentiel. La politique budgétaire expansionniste semble inefficace. Les données en coupe transversale (graphiques C et D) confirment ces résultats, memo si le graphique D montre une assez grande similitude des performances en matière de croissance pour des niveaux de dépense publique très différents d'un pays a un autre.

2.1. L'impact du chômage sur la croissance économique et ses conséquences.²⁹⁴

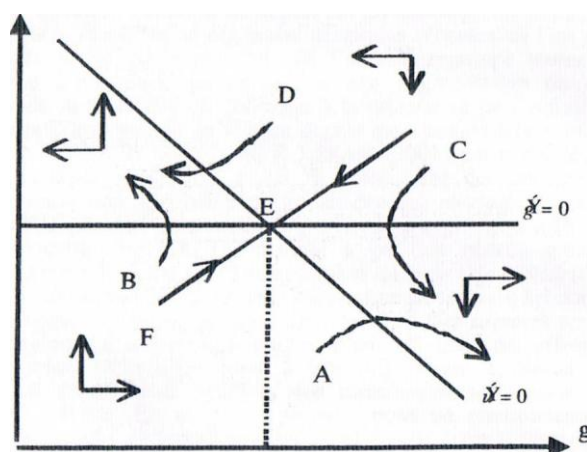
L'un des rares modèles qui privilégie l'étude de l'impact du chômage sur la croissance est celui de BEAN et PISSARIDES (1993). Mais il le fait d'une manière peu convaincante sur un plan empirique. Dans l'approche proposée par les deux auteurs, une hausse de la propension à consommer liée à une diminution du taux de chômage accroît le nombre de firmes, donc la concurrence, sur le marché des biens de consommation. Le prix relatif de ces derniers diminuant et les coûts d'embauche étant définis en termes de prix des biens de consommation, l'emploi s'accroît. Une transposition directe d'une logique de ce type au monde réel est pour le moins problématique.

D'une manière générale, le chômage a un impact significatif sur la croissance, même si nous ne disposons pas de modèle standard permettant d'analyser plus précisément cette causalité dans la théorie contemporaine, il existe plusieurs raisons de penser cela pourtant. Il s'agit ici d'indiquer non seulement quelques directions de recherche, mais aussi d'envisager les conséquences de l'introduction d'une telle. Commençons par rappeler les principaux arguments favorables à une prise en compte explicite des conséquences du chômage sur la croissance. En premier lieu, chômage exerce une action de freinage sur la demande globale. Les travaux de N. HERPIN (1992) aboutissent par exemple à conclure que, dans notre pays, la diminution de revenu occasionnée par le chômage fait baisser en moyenne la consommation des ménages d'un quart. D. ECHEVIN a montré récemment (1999) que les dépenses les plus touchées par le chômage sont surtout celles de biens durables. À court terme, le chômage peut également engendrer la constitution d'une épargne de précaution. Et s'il est vrai qu'il est difficile de mettre en évidence une influence économétrique du taux de chômage sur la consommation on peut attribuer cette difficulté au fait que le sous-emploi a surtout une influence sur les anticipations de revenus futurs. Mais le chômage n'influe pas seulement sur la croissance à court terme et au travers d'une dynamique de la demande. Les facteurs liés à l'offre en dynamique de longue période existent également. Dans une optique de croissance endogène, on peut tout d'abord avancer l'hypothèse selon laquelle la baisse du taux d'épargne qui pourrait résulter d'un chômage massif et durable ferait diminuer le taux d'accumulation du capital et le rythme d'expansion. Par ailleurs, la contraction de l'emploi est un facteur

²⁹⁴ Jean-Marc Dupuis, Claire El Moudden, Frédéric Gavrel, Isabelle Lebon, Guy Maurau, Nicole Ogier, (2002). « Politiques sociales et croissance économique », P 341

important de destruction du capital humain. Elle ralentit l'adaptation de la population active aux nouvelles technologies et entraîne parfois la démotivation d'une partie de la main d'œuvre. Il en résulte un ralentissement des gains de productivité qui n'est guère favorable à la croissance de long terme (J.-M. LE PAGE, 2001). Le développement du chômage a également des effets indirects sur "l'augmentation de la productivité, car il favorise l'occupation de certains emplois par des travailleurs dont la qualification est supérieure à celle qui est requise pour ces postes. Le chômage a donc un effet de freinage sur la croissance par des mécanismes qui relèvent aussi bien de l'offre que de la demande macroéconomique.

Figure 3.14 : L'évolution spontanée de l'économie.



Source : Jean-Marc Dupuis, Claire El Moudden, Frédéric Gavrel, Isabelle Lebon, Guy Maurau, Nicole Ogier, (2002). « Politiques sociales et croissance économique », P 342

Cette figure est une dynamique qui traduit l'existence d'une interdépendance du chômage et de la croissance dans un contexte de persistance du sous-emploi.

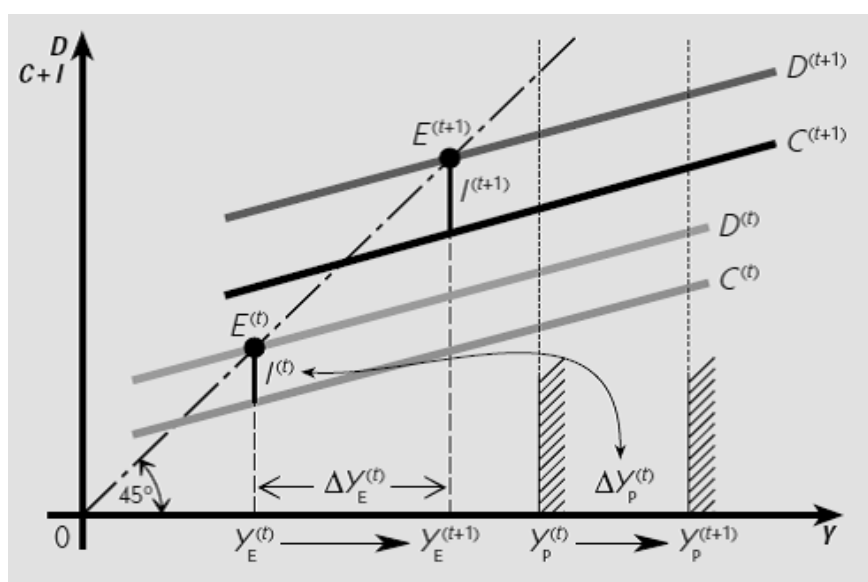
2.2. La croissance économique du revenu national d'équilibre :²⁹⁵

Constatant ainsi que les investissements (tant publics que privés) reculent les limites du plein emploi, peut-on dire pour autant que ceux-ci garantissent la croissance de l'économie elle-même ? La réponse est non, car l'accroissement de Y_p ne représente qu'une croissance potentielle. L'état réel de l'économie est mesuré, non pas par Y_p , mais bien par le niveau d'équilibre du revenu, Y_E . Ce n'est donc que dans la mesure où c'est celui-ci qui s'accroît que

²⁹⁵ Alexis Jacquemin, Henry Tulkens, Paul Mercier, (). « Fondements d'économie politique », 3^e édition, De Boeck université, prémisses. P 413.

l'on peut parler de croissance économique. En d'autres termes, si l'investissement, $I^{(t)}$, permet la croissance, la réalisation effective de celle-ci requiert que, simultanément ou dans la suite, des forces complémentaires entrent en jeu pour tirer parti des potentialités qu'il offre. les déplacements de Y_E , les changements dans les comportements de consommation (qui se manifestent par ΔC), les variations (à la hausse) des investissements (ΔI , et non plus cette fois le niveau I de ceux-ci, qui seul intervenait au paragraphe précédent), et enfin les variations ΔG et/ou ΔT des déterminants publics de la dépense nationale. C'est lorsque ceux-ci se manifestent, à leur tour, que les potentialités offertes par le recul du plein emploi Y_P sont utilisées, et que la croissance économique se réalise.

Figure 3.15 : Croissance économique du revenu d'équilibre et du revenu de plein emploi.



Source : Alexis Jacquemin, Henry Tulkens, Paul Mercier, (). « Fondements d'économie politique », 3 édition, De Boeck université, prémisses. P 414.

Ceci est illustré à la figure 3.15 à l'équilibre macroéconomique Y_E^t , l'investissement $I^{(t)}$ réalisé engendre un déplacement futur du revenu de plein emploi de $Y_P^{(t)}$ à $Y_P^{(t+1)}$. Mais pour que le revenu national d'équilibre $Y_E^{(t)}$ augmente et passe à $Y_E^{(t+1)}$, il faut en outre que l'un ou l'autre des déterminants de la dépense s'accroisse (comme c'est le cas de C et de I dans l'exemple du graphique, pour des montants qui sont respectivement de ΔC et ΔI).

L'analyse de ce paragraphe révèle ainsi que la croissance économique n'est pas un résultat mécanique de l'investissement et de l'accumulation du capital. Dans le paragraphe précédent, on avait montré cependant que sans investissement et capital, la croissance s'avère

impossible. Nous sommes ainsi amenés à conclure, en bref, que l'investissement est une condition nécessaire, mais non suffisante, de la croissance économique.

SECTION III.5 : LES ÉTUDES EMPIRIQUES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET L'EXPIRIENCES DE QUELQUES PAYS

Vérifier si la politique budgétaire avait un effet sur l'activité économique a fait l'objet de plusieurs travaux empiriques. Plusieurs méthodes ont été utilisées à cette fin : des estimations à partir des comportements des ménages (consommation, investissement, taux d'intérêt), utilisation des modèles VAR, simulations de modèles macroéconomiques, analyses statistiques pour une revue de la littérature,

1. LES ETUDES ANCIENNES LES PLUS CREDIBLES QUI ONT ABORDE L'EFFET DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE :

1.1. L'influence des écrits de North sur l'économie de la croissance :²⁹⁶

Par l'introduction des institutions North enrichit et élargit le champ d'analyse néoclassique.

Il reconstruit alors un cadre explicatif cohérent permettant de comprendre les phénomènes de croissance économique, et plus généralement, un grand nombre de faits sociaux dans un cadre de recherche portant sur l'évolution des institutions.

En effet, à partir des critiques faites à la théorie néoclassique, North, dans le sillage de Coase et Williamson, met en lumière des conflits relatifs à l'échange marchand. Les conflits de transaction constituent le premier pilier de sa construction théorique pour expliquer la croissance et c'est également ce concept qui rend incontournable la prise en compte des institutions dans l'analyse économique.

La définition de la croissance économique utilisée par North est à double volet. La croissance nécessite, à la fois l'augmentation du PIB en terme global et celle du PIB par tête d'habitant. En effet, la définition de la croissance qu'il retient donne une importance primordiale aux évolutions des populations. Pour lui il y a croissance économique quand, d'une part, le produit intérieur brut (PIB) augmente et, d'autre part le revenu par tête s'accroît.

²⁹⁶CHATTI Ouidade, (2010). « Gouvernance et croissance économique », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA-ANTIPOLIS, Mars. P110

La prise en compte du revenu par tête donne une importance toute particulière aux phénomènes démographiques car toutes choses égales par ailleurs, si la population s'accroît le revenu par tête diminue et inversement.

Il semble indispensable pour l'étude de la croissance économique selon North, de considérer ces deux éléments (PIB et PIB/tête) dans la mesure où la présence d'un des deux uniquement ne peut être synonyme de croissance économique. Dans le cadre théorique mis en place, le niveau de croissance d'un pays donné est fortement déterminé par les institutions qui y sont mises en place. En effet, ces institutions permettent l'abaissement des coûts de transaction, dans la mesure elles permettent de limiter l'incertitude des individus lorsqu'ils ont à effectuer un choix. Il convient toutefois d'approfondir, sur le plan analytique, ce rapport entre institutions de transaction. C'est dans cette optique que North introduit le concept de droits de propriété au sein de son cadre théorique.

1.2. L'innovation améliore la qualité : le modèle d'Aghion et Howitt (1992) : ²⁹⁷

Jusqu'alors, des nouveaux biens d'équipements sont pris en compte par le modèle de Romer ils viennent s'ajouter aux anciens que l'on appelle une différenciation horizontale. Aghion et Howitt (1992, 2000) présentent, quant à eux, une différenciation dite verticale, c'est-à-dire que les nouveaux biens d'équipements se substituent aux anciens, ce qui définit une vision schumpetérienne de destruction créatrice. Nous présenterons brièvement dans cette sous-section le modèle d'Aghion et Howitt (1992).

La croissance endogène proposée par Aghion et Howitt (1992) où la croissance vient de l'innovation qui est le produit de la concurrence entre firmes réalisatrices des innovations. Dans ce modèle, les firmes innovatrices sont motivées par la perspective de la rente de monopole qui peut être obtenue quand une innovation est brevetée ; mais cette rente de monopole est détruite par des innovations successives qui rendent obsolète les biens intermédiaires anciens. C'est l'idée de Schumpeter de destruction créatrice que le modèle d'Aghion et Howitt (1992 et 2000) essaye de mettre en exergue.

*Le modèle de Ghosh S. et Roy U. (2002): l'introduction des effets du « stock » de capital public*²⁹⁸ En réalité, Futagami K., Moria Y. et Shibata A. (1993) et Dasgupta D. (1999) ont

²⁹⁷ ²⁹⁷ BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre. P 153

fait avant l'apparition de ce modèle, des tentatives assez intéressantes dans le sens où elles « augmentent » la fonction de production traditionnelle en introduisant le « stock » de capital public au lieu du « flux » des services publics. Néanmoins, ces deux tentatives étudient le capital public comme un bien public pur, ce qui est discutable pour tous ses éléments constitutifs. Donc, c'est pour cette raison qu'on a choisi de présenter le modèle de Ghosh et Roy qui tient compte de la rivalité, de l'effet « flux » et de l'effet « stock », en quelque sorte le modèle le plus complet.

Dans la réalité, les dépenses publiques possèdent deux formes. Une première pour financer des services publics nécessaires à la satisfaction des besoins de court terme. Une deuxième qui consiste à financer l'accumulation du capital public pour réaliser des objectifs de long terme. C'est cela qui a motivé les auteurs, Dans la préparation de leur modèle,

Donc, ce modèle vient compléter le modèle de Barro (1990) au niveau de la prise en compte de l'effet « stock » du capital public sur la croissance de l'économie à long terme. De cette manière, ce modèle répond convenablement à notre problématique de recherche, car il s'intéresse à l'étude des effets du stock de capital public sur la croissance économique à long terme par les mécanismes de l'offre. Ce modèle se présente sous la forme de deux versions. Une première caractérisée par l'absence du capital privé, et une deuxième qui consiste à introduire ce facteur de production.

1.3. Blanchard et Perotti (2002) : ²⁹⁹

Ils estiment un modèle vectoriel autorégressif structurel (SVAR) réduit à trois variables : dépenses publiques, recettes fiscales et PIB. Conceptuellement théorique, le modèle suppose que le PIB réagit graduellement et pas instantanément – aux chocs de politique budgétaire. Ces derniers sont identifiés comme les résidus structurels du modèle SVAR initial. Les résidus canoniques du SVAR initial sont corrigés des élasticités instantanées entre variables budgétaires et PIB – témoignant ainsi des stabilisateurs automatiques – mais aussi des relations instantanées entre dépenses et recettes discrétionnaires : soumis à la contrainte d'équilibre budgétaire inter temporel, les gouvernements choisissent de façon discrétionnaire leurs montants de dépenses ou bien de recettes et ajustent en conséquence les montants de

²⁹⁸ TLILI HAMIDI Mohamed, (2003). « Le rôle du capital public dans la croissance économique de long terme et ses implication en matière de politique économique : le cas de la Tunisie », P 122.

²⁹⁹ Jérôme Creel, Éric Heyer et Mathieu Plane, (2011), « Petit précis de politique budgétaire par tous les temps Les multiplicateurs budgétaires au cours du cycle », RE²VUE DE L'OFCE, 116, JANVIER.P 65.

recettes ou bien de dépenses. Enfin, les effets systématiques, mais non automatiques, des dépenses et des recettes sur le PIB sont estimés par les auteurs, par la méthode des variables instrumentales, effets qu'ils déduisent aussi des résidus canoniques. Les résidus structurels ainsi calculés sont interprétés comme la part discrétionnaire des dépenses, d'une part, et des recettes, d'autre part. Par les calculs d'impulsion, Blanchard et Perotti (2002) calculent, les effets sur le PIB d'une politique budgétaire structurelle, et non pas d'une politique conjoncturelle.

1.4. Rémy HERRERA, (2002) :

Un modèle de croissance endogène –Dépenses publiques d'éducation et croissance avec accumulation de capital humain dans un secteur d'éducation publique.³⁰⁰ C'est dans l'élément de la théorie que nous avons en premier lieu abordé l'étude des relations macro-économiques entre dépenses publiques et croissance de long terme. Il s'agissait d'examiner plus particulièrement les effets de l'éducation sur la croissance en longue période, en recourant à un modèle de croissance endogène par accumulation de capital humain dans un secteur d'éducation³⁰¹, mais construit selon des modalités sensiblement différentes de celles retenues dans la littérature existante. La théorie de la croissance à progrès technique endogène s'était déjà imposée comme cadre d'analyse privilégié au début des années 1990, pour ainsi dire incontournable, en macro dynamique, sans toutefois qu'il n'existât encore de modélisation attribuant de manière explicite aux dépenses d'éducation publique le rôle de moteur de la croissance auto-entretenue,

1.5. Aschauer (1989)

Une mise en évidence d'un effet positif des dépenses publiques sur la croissance est faite par cet Auteur.³⁰² En effet, Aschauer considère une fonction de production Cobb-Douglas, et suppose que la rémunération de chacun des facteurs privés de production soit proportionnelle à l'élasticité de la production à ce facteur et que la rémunération des deux facteurs privés

³⁰⁰ Rémy HERRERA, (2002). « Dépenses publiques et croissance vs. État et développement », l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CNRS, juin P 6

³⁰¹ Herrera (1998), « Dépenses publiques d'éducation et capital humain dans un modèle convexe de croissance endogène », Revue économique, vol. 49, n° 3, pp. 831-844, mai, Paris.

³⁰² Martial Foucault, (2010). « INSTITUTIONS, CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DÉPENSES PUBLIQUES », chapitre 12, CIRANO, l'Université de Montréal, Le Québec économique. P 252.

épuise le produit, ainsi il définit la productivité globale des facteurs privés.³⁰³ L'interprétation proposée par cet auteur consiste à confirmer l'existence d'une externalité des dépenses publiques induisant des rendements d'échelle croissants dans la fonction de production des agents privés.³⁰⁴ Aschauer (1992)³⁰⁵ partage l'idée qui'il montre que selon ses calculs, « l'impact du capital public global sur la production et la productivité du secteur privée est très important. Une augmentation de 1% du stock de capital public provoque une augmentation de 0.34% de la production » ; en revanche Munnell pense que « l'impact des investissements publics sur la production du secteur privé, tel qu'il est estimé par Aschauer, est trop important pour être crédible, c'est pour ça qu'il reste méfiant pour ces conclusions. Une grande partie des investissements publics est destinée à améliorer l'environnement ou affectée à d'autres objectifs qui ne sont pas comptabilisés en tant que tels dans l'évolution de la production nationale »³⁰⁶ donc, il est fort possible que ces investissements aient un effet sur la production du secteur privé.

1.6. Ram (1986) :

RAM en utilisant des données de Summers et Heston pour 115 pays, a trouvé des effets positifs de la croissance des dépenses de consommation publique sur la croissance du PIB. Il y a deux problèmes avec ces résultats. Premièrement, ils trouvent castarde la relation entre l'investissement pour le secteur étatique publique et le secteur privé et le PIB, ce qui amène le lien de l'effet négatif du gouvernement sur la croissance dans son modèle. Deuxièmement, les résultats montrent un coefficient positif dans la régression du taux de croissance du PIB sur le taux de croissance des dépenses de consommation publique. Cette régression peut capter l'effet inverse du revenu sur la consommation publique, ce qui équivaut, probablement, à une fonction de demande pour les services publics.³⁰⁷

³⁰³ BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre. P 181

³⁰⁴ Kako Kossivi NUBUKPO, (2003). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE DES ECONOMIES DE L'UEMOA », Economiste au CIRAD, Montpellier (France), Décembre P 4.

³⁰⁵ Munnell (1992). « Policy Watch : Infrastructure Investment and Economic Growth », Journal of Economic Perspectives, Vol 6, n°4, pp 189-198.

³⁰⁶ BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre. P 184

³⁰⁷ ENAYATI FATEMEH, (2011). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : LE CAS DE QUELQUES PAYS DE LA REGION MENA », P 89.

1.7. Mills et Quinet (1992)³⁰⁸

Les dépenses publiques d'avenir bénéfiques à l'économie, et ils développent des arguments visant à les distinguer et à en favoriser l'expansion, puisqu'elles contribuent à l'accroissement de l'offre globale de l'économie. En effet, pour eux, l'appréciation et l'identification de telles dépenses passent par une évaluation de la rentabilité économique des projets. Le calcul économique et les méthodes d'avantages facilitent l'appréhension du coût des services publics et aident à orienter les dépenses et les investissements publics. De plus, si pour eux l'objectif prioritaire de la stratégie budgétaire à moyen terme est la maîtrise de la dépense, les dépenses d'avenir rentables ne devraient en aucun cas faire l'objet d'économies budgétaires surtout si elles constituent un facteur complémentaire de l'investissement privé dans la fonction de production du secteur privé. Et enfin, les auteurs affirment que des dépenses d'avenir rentables contribuent à accroître la soutenabilité de la politique budgétaire en élargissant la base fiscale future. Une amélioration de la structure des dépenses publiques allant dans le sens d'une part plus grande des dépenses d'avenir pourrait contribuer à détendre les taux d'intérêt en améliorant la qualité de la signature de l'État auprès des marchés financiers. Celle-ci peut s'obtenir en accroissant la productivité marginale du travail public,

Les conséquences directes et indirectes des canaux reliant les dépenses sociales, le capital humain et la croissance dans un système d'équations sont explorées par Gupta, S., Clément B., Baldacci E., Cui Q. (2004)³⁰⁹, qui ont utilisé des données de panel pour 120 pays en développement de 1975 à 2000. Ils constatent que les dépenses d'éducation et de santé ont un impact positif et significatif direct sur l'accumulation du capital humain et ils peuvent donc conduire à une croissance économique plus forte. Selon eux, une augmentation des dépenses d'éducation de un pour cent du PIB est associée à 3 années de scolarité en moyenne et une augmentation totale de la croissance de 1,4 pour cent à 15 ans de scolarité. De même, une augmentation des dépenses de santé de un pour cent du PIB est associée à une augmentation de 0,6 pour cent du taux de survie des enfants de moins de 5 ans et à une hausse de 0,5 pour cent en croissance du PIB annuel par habitant. Cette étude des auteurs montre aussi qu'il existe un décalage important entre l'augmentation des dépenses d'éducation et la réalisation de leurs effets sur les indicateurs sociaux et de croissance. Deux-tiers de l'impact direct des dépenses d'éducation se manifestent dans les cinq ans, mais l'impact total se matérialise sur un décalage

³⁰⁸ Mills Ph et Quinet A. (1994). « Dépenses publiques et croissance », Revue Française d'Economie, mars.

³⁰⁹ Clément B, Gupta, Baldacci E, Cui Q, (2004) « Social Spending, Human Capital, and Growth in Developing Countries: Implications for Achieving the MDGs », IMF working paper.

plus important de 10 à 15 ans. Ce décalage doit être considéré lors de la conception des interventions de politique économique. L'impact des dépenses de sante, cependant, est immédiat. Gupta, S., Clement B., Baldacci E., Cui Q. (2004) montrent aussi que dans les pays qui souffrent de mauvaise gouvernance, les effets positifs de augmentation des dépenses d'éducation est réduit, et ceux de la hausse des dépenses de sante peuvent être complètement inefficaces.³¹⁰

1.8. Kurz (1970) :³¹¹

Ainsi, fallait-il plutôt distinguer les dépenses productives et les dépenses improductives. Les premiers à s'intéresser à cette classification étaient Arrow et Kurz (1970) qui distinguent les effets sur la production et les effets sur la consommation. De la cote de l'effet-offre du capital public, les dépenses publiques productives sont intégrées directement dans la fonction de production macroéconomique comme argument. Les dépenses non productives sont intégrées dans la fonction de bien-titre. Cette classification a une place particulièrement importante dans les analyses de la croissance est dans le contexte dynamique parce qu'elle met l'accent sur l'impact des dépenses publiques sur l'épargne privée et l'investissement et donc l'accumulation du capital. Il y a trois dimensions pour cet impact : (1) les dépenses publiques ont besoin d'être financées et ceci réduit les ressources pour l'épargne privée, (2) dans le cas où les dépenses publiques accroîtraient la productivité du secteur privé, elles stimuleraient l'épargne privée, (3) le degré de complémentarité substituabilité entre les dépenses publiques et les dépenses privées est important. L'impact sur l'épargne privée est d'autant moins fort qu'il y a moins de complémentarité. L'impact combine de ces effets sur l'épargne privée suggère que la relation entre le niveau des dépenses publiques et la croissance n'est pas monotone. Pour un degré donné de complémentarité ou de substituabilité, la croissance peut être poussée par les dépenses publiques à un point au-delà duquel la relation devient négative. Cette relation a donc une base pour la détermination du niveau des dépenses publiques qui maximisent la croissance.

Les effets des dépenses publiques sur la croissance sont examinés pour un panel de 30 pays en développement au cours des années 1970 et 1980 par Bose N., Emranul Haque M., Osborn,

³¹⁰ ENAYATI FATEMEH, (2011). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : LE CAS DE QUELQUES PAYS DE LA RÉGION MENA », P 94.

³¹¹ EZER AYADI (2002). « POLITIQUE BUDGÉTAIRE, AJUSTEMENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE : APPLICATION AU CAS DE LA TUNISIE », P 200

D. (2007)³¹², avec un accent particulier sur les dépenses publiques désagrégées. Leur méthodologie s'améliore par rapport à celle des recherches antérieures sur ce sujet en reconnaissant explicitement le rôle de la contrainte budgétaire du gouvernement et les biais éventuels résultant des variables supprimées. Cette étude démontre plusieurs résultats sur le rôle des dépenses publiques pour accélérer la croissance économique, le premier résultat : la part des dépenses publiques en capital dans le PIB est positivement et significativement corrélée avec la croissance économique; En revanche les effets des dépenses courantes ne sont pas significatifs. Et pour le niveau désagrégé, les investissements publics dans l'éducation ainsi que les dépenses totales en éducation sont les seules dépenses qui sont significativement associées à la croissance, une fois que la contrainte budgétaire et des variables négligées sont prises en considération. Leur analyse suggère fortement que les dépenses publiques d'éducation ont des effets durables sur la prospérité économique ; la logique d'un tel résultat est incorporée non seulement dans la nouvelle littérature sur la croissance.³¹³

1.9. Tanzi et Zee (1997) ³¹⁴

Tanzi et Zee (1997), affirment que les dépenses publiques permettent aussi de soutenir le processus de croissance de diverses manières. En effet, l'Etat peut effectuer d'importants investissements tels que les projets d'infrastructure. Il peut fournir des biens collectifs tels que l'éducation et la santé, qui permettent d'accroître les ressources humaines et leur productivité. Et il peut fournir lui-même des biens et services directement productifs ou encourager la production de ces biens et services. En outre un environnement propice à la croissance peut être créé par la stabilité politique et sociale qu'engendrent les programmes publics de dépenses.

1.10. Musila et Belassi (2004) ³¹⁵

L'impact des dépenses d'éducation sur la croissance économique en Ouganda c'est ce qu'a envisagé analyser ces deux auteurs. Ils ont eu recours aux séries temporelles pour analyser la relation entre les dépenses publiques d'éducation par travailleur et la croissance économique

³¹² Bose N, Emranul Hague, Osborn D, (2007). « Public Expenditure and Economic Growth : A disaggregated Analysis for Developing countries. », Centre for Growth and Business Cycle Research, School of Economic Studies, University of Manchester, Vol 75 , p 537.

³¹³ ENAYATI FATEMEH, (2011). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : LE CAS DE QUELQUES PAYS DE LA REGION MENA . P 99.

³¹⁴ EZER AYADI (2002). « POLITIQUE BUDGETAIRE, AJUSTEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE : APPLICATION AU CAS DE LA TUNISIE », P 200

³¹⁵ Coulibaly Mamadou, (2013). « IMPACT DES DEPENSES PUBLIQUES D'EDUCATION SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN CÔTE D'IVOIRE », P 448

durant la période 1965-1999. Leurs résultats montrent que les dépenses d'éducation par travailleur ont un impact positif sur la croissance économique aussi bien dans le court terme que dans le long terme. Le modèle à correction d'erreur stipule qu'une augmentation des dépenses d'éducation moyenne par travailleur entraînera une augmentation de 0,04% du PIB dans le court terme. L'analyse de la Co-intégration montre qu'une augmentation de 1% des dépenses d'éducation moyenne par travailleur induit une hausse du PIB d'environ 0,6% dans le long terme.

2. L'EXPERIENCE DE QUELQUE PAYS :

2.1. Rôles récents de politique budgétaire: Allemagne et Royaume-Uni Allemagne :

en matière budgétaire comme en matière monétaire, il y'a des problèmes de crédibilité et de réputation qui se posent. En particulier, les engagements pris par les gouvernements souffrent d'un problème d'incohérence temporelle : pour pouvoir emprunter dans de bonnes conditions, un gouvernement a intérêt à annoncer un retour rapide des finances publiques à l'équilibre ; mais il est ensuite incité à renier son engagement, pour soutenir l'activité ou pour satisfaire des groupes de pression. Les agents privés n'ont pas de raison de croire ses annonces, car ils connaissent les incitations du gouvernement et les anticipations sont alors défavorables.³¹⁶

A la fin des années 1960, la République fédérale allemande avait inscrit dans sa constitution l'obligation de respecter la règle d'or des finances publiques, sauf en cas de « perturbation de l'équilibre macroéconomique ». Depuis son adoption à la fin des années 2000, cette règle relativement floue - la notion de perturbation de l'équilibre macroéconomique n'étant pas définie avec précision - a dans l'ensemble été respectée, sauf en 1997, puis de 2002 à 2005, mais cela n'a pas empêché le ratio de dette république de passer de moins de 20 % du PIB en 1970 à près de 70 % en 2005 (Baumann et Kastrop, 2007). En effet, la règle ne limitait pas le volume de l'endettement public, mais seulement l'usage qui en était fait. Elle ne comportait en outre pas d'obligation de rattraper les écarts enregistrés en cas de mauvaise conjoncture. Pour ces raisons, et parce que la règle d'or posait des problèmes de compatibilité avec le Pacte de stabilité européen (qui ne distingue pas entre dépenses courantes et dépenses d'investissement), l'Allemagne a adopté en 2009 une nouvelle règle de statut constitutionnel, qui s'appliquera pleinement à partir de 2016.

³¹⁶ Agnès Bénassy Quéré, Benoit Cœur, Pierre Jacquet, Jean Pisani Ferry, (2012). « POLITIQUE ECONOMIQUE », P 241.

La nouvelle règle :

- limite le déficit structurel tel que mesuré par la Commission européenne à 0,35 % du PIB au niveau fédéral .
- institue un compte de contrôle pour limiter les dérapages en exécution : ce compte notionnel est débité lorsque le solde budgétaire observé ex post est inférieur au solde voté en loi de finances ; il est crédité dans le cas contraire. La constitution stipule que le déficit du compte de contrôle ne peut pas être supérieur à 1 % du PIB ;
- prévoit la possibilité de déroger à la règle en cas de circonstances exceptionnelles catastrophes naturelles ou urgences exceptionnelles échappant au contrôle de l'État. Le recours à cette clause nécessite une majorité qualifiée au parlement, et il doit s'accompagner de l'adoption d'un plan d'amortissement de la dette correspondante.

Cette règle à jouer un rôle important pour freiner la dette, et tel est bien son objectif : symptomatiquement, elle conduit même en principe à une convergence du ratio de dette vers zéro. Son point faible est de donner valeur constitutionnelle au déficit structurel, dont on sait qu'il n'est pas mesuré avec précision.

Le Royaume-Uni avait adopté à la fin des années 1990 un cadre de politique budgétaire fondé sur deux règles : la règle d'or et la règle « d'investissement soutenable », spécifiant que le ratio de la dette publique devait se situer à 40 % sur l'ensemble du cycle économique.

La règle britannique est significativement moins stricte que la règle allemande, puisqu'elle limite le déficit structurel à 1 % du PIB environ niveau de l'investissement public anticipé à l'horizon 2017, et que la contrainte ne porte pas sur le déficit actuel mais sur le déficit futur. Le dispositif britannique ne comporte par ailleurs pas de compte de contrôle. Il est intéressant aussi d'observer que les deux pays ont adopté des stratégies très différentes pour assurer la crédibilité de leur politique : le passage par un amendement constitutionnel dans le cas allemand ; la création d'un comité indépendant chargé de contrôler l'action du gouvernement dans le cas britannique.

Des questions générales se posent sur l'adoption d'une règle budgétaire au-delà du choix d'une règle spécifique : aucune règle n'est optimale en toute circonstance. Une règle portant sur le déficit structurel pose des problèmes de mesure et risque de limiter à l'excès la capacité d'action conjoncturelle discrétionnaire. La règle d'or restreint la capacité des gouvernements

à favoriser le lissage de la consommation dans le temps et peut aussi conduire à trop d'investissement public. Mais de plus en plus de gouvernements sont convaincus de ce que les avantages d'une règle l'emportent sur ses inconvénients.

2.2. L'existence d'effets keynésiens de la politique budgétaire japonaise³¹⁷

Les dépenses publiques ont un effet multiplicateur puissant au Japon, c'est ce qu'ont reconnu de nombreux économistes. On peut citer ainsi. Sakakibara (1999) ou encore R. Ramaswamy et C. Rendu (2000) qui trouvent que la consommation publique a eu un effet d'amortissement de l'activité économique dans les années 90. Toutefois, c'est à travers les études économétriques des multiplicateurs budgétaires et fiscaux japonais que les preuves empiriques, supportant l'existence d'effets keynésiens positifs sur la croissance induits par la politique budgétaire expansionniste japonaise, sont les plus fortes. Et si on prend en considération quelques études de T. Bayoumi (2001) et F. Perri (1999), elles trouvent que la politique budgétaire a eu le signe attendu mais avec des petits effets. Et l'étude du FMI, qui est la plus pessimiste de celles que nous évoquons, évalue l'effet multiplicateur des dépenses de travaux publics entre 1 et 1,21. Ainsi, d'après ce multiplicateurs budgétaires et fiscaux japonais estiment, il apparaît qu'un grand nombre d'études trouvent bel et bien une efficacité de la politique budgétaire. Cependant, on peut noter une divergence assez grande dans les résultats, rendant difficile toute comparaison entre ces différentes études et laissant par conséquent planer un certain doute.

2.3. Le modèle néo-Autrichien :³¹⁸

L'analyse du modèle néo autrichien, introduit par Hicks (1973) et reformulé par Amendola et Gaffard (1998). Une des idées de base du modèle et la dimension temporelle de la structure de la capacité productive, c'est-à-dire l'aspect séquentiel des événements de construction et d'utilisation. Cet aspect rend non trivial le modèle d'un point de vue purement dynamique et le rend particulièrement représentatif de la problématique des phénomènes économiques hors de l'équilibre. Le modèle néo-autrichien est un modèle de croissance exogène ou la croissance du

³¹⁷ Matthieu LLORCA, (2005). « Thèse Doctorat NECESSITE ET EFFICACITE DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE DISCRETIONNAIRE ANALYSES THEORIQUES ET ETUDES EMPIRIQUES SUR LES RELANCES BUDGETAIRES JAPONAISE ET AMERICAINE DE LA DERNIERE DECENNIE », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, France P 221

³¹⁸ Elena LEGA NOTARI, (2001). « Analyse de la dynamique du modèle néo-autrichien de croissance. Etudes d'économise hors de l'équilibre », Université de Nice-Sophia Antipolis, juillet. P 18

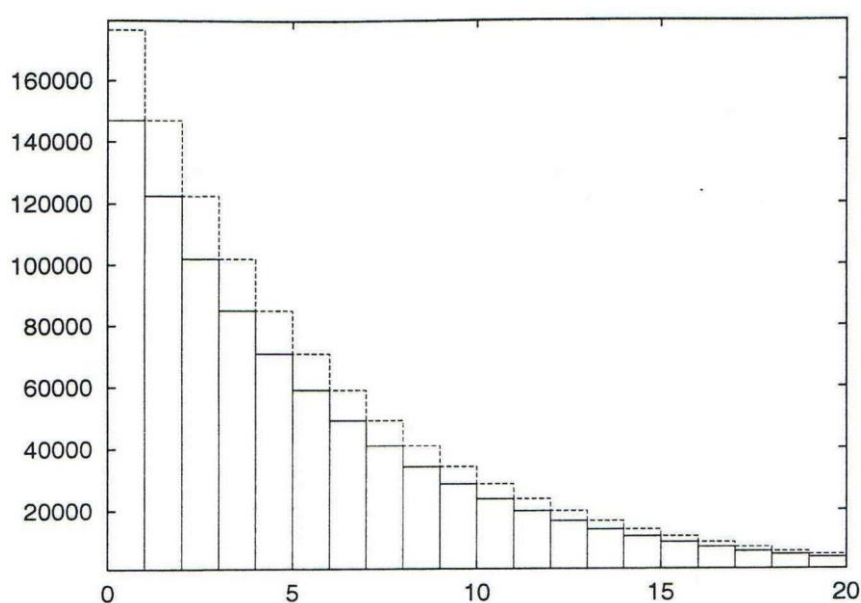
produit est déterminée par celle de la population et pourrait l'être par une croissance exogène de la productivité.

Mettre en évidence la dimension temporelle de la production est la spécificité des modèles néo-autrichiens en proposant une représentation de celle-ci qui distingue la phase de construction de la capacité de production de sa phase d'utilisation.

Un modèle séquentiel, qui étend le modèle néo-autrichien de Hicks (1973) pour prendre en considération la possibilité de défauts de coordination de marche, est présent dans Amendola et Gaffard (1998). La structure générale est, reprise ci-après.

Ce modèle est constitué d'un ensemble d'équations qui, certes, peuvent être qualifiées, mais dont l'objet est bien de rendre compte du caractère séquentiel à la fois des processus de production et des processus de décision. Son rôle essentiel, est d'effectuer des simulations numériques susceptibles d'éclairer certaines propriétés de l'évolution économique.

Figure 3.16: le modèle néo Autrichien



Source : Elena LEGA NOTARI, (2001). « Analyse de la dynamique du modèle néo-autrichien de croissance. Etudes d'économies hors de l'équilibre », Université de Nice-Sophia Antipolis, juillet P 19

La Figure 3.16 démontre le Profil de la structure de processus de production a un temps t donne (ligne continue), pour un régime régulier avec $n' = 10$, $nu = 10$ et un taux de croissance

$g = 2\%$. Evolution, au temps $t + 1$, de la structure de la capacité de production par le seul effet du vieillissement.

La Figure 3.16 montre le profil de la structure de la capacité de production à un temps t donné. Dans le modèle la dynamique de révolution est le vieillissement naturel de processus, c'est-à-dire que les processus d'âge j au temps t sont donnés par le processus d'âge $j - 1$ au période précédente $t - 1$. Des modifications de cette structure sont réalisées, comme on verra par la suite par le processus de décision des agents. Deux sortes d'agents sont considérées: les firmes et les ménages. Les échanges entre eux se font par l'intermédiaire de la monnaie.

2.4. Quelle efficacité de la relance Etats-Unis Bush II ?³¹⁹

Nous analyserons l'efficacité de la politique budgétaire discrétionnaire de Bush 2 en deux temps. Dans un premier temps, nous étudions en quoi la relance budgétaires de ces quatre dernières années fut nécessaire et efficace puis nous répertorions les critiques émises à propos de la forme et des effets à long terme de cette politique expansionniste

Ces quatre dernières années les Etats-Unis a réalisé des performances économiques et d'ailleurs par l'efficacité de la politique budgétaire en place le confirment. En effet, depuis le début l'économie américaine, elle a été confrontée à une succession de chocs, de nature structurelle, mais aussi d'ordre géopolitique, de sorte que la relance budgétaire opérée par G.W Bush fut la bienvenue pour sortir l'économie de ces difficultés.

Aux critiques sur le mode d'intervention de l'Etat américain, s'ajoutent celles émises à propos de l'ampleur des moyens mis en œuvre ; autrement dit, le fait que la relance soit trop expansionniste et qu'elle soit négative sur la croissance future.

En effet, soutenir la demande privée par des instruments plus temporaires aurait sans doute été possible stipule R.J. Barro (2004). D'autre part, J.E. Stiglitz (2003) considère la politique de Bush comme mauvaise puisqu'il affirme que « *les bienfaits à attendre du plan Bush II sont au mieux douteux et ses coûts énormes. Les Etats-Unis allaient devoir emprunter massivement et une partie du financement du déficit budgétaire, toujours plus lourd, allait*

³¹⁹ Matthieu LLORCA, (2005). « Thèse Doctorat NECESSITE ET EFFICACITE DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE DISCRETIONNAIRE ANALYSES THEORIQUES ET ETUDES EMPIRIQUES SUR LES RELANCES BUDGETAIRES JAPONAISE ET AMERICAINE DE LA DERNIERE DECENNIE », p 311

venir des capitaux qui, sans cela, auraient été investis. Par conséquent, le projet induirait très probablement, à long terme, une baisse des revenus et non la forte croissance ».

En outre, d'autres auteurs ont critiqué cette politique qui considèrent que l'emploi profond de la politique budgétaires est qu'une partie de l'affaiblissement des Etats-Unis n'est pas uniquement cyclique, mais structurelle, c'est-à-dire liée à la poursuite des pertes d'emplois, de production, de parts de marché dans l'industrie, en dehors de l'industrie des nouvelles technologies. En revanche, la politique budgétaires menée depuis 2001 ne pourra être jugée favorablement que si une politique crédible, visant à réduire les déséquilibres budgétaires actuels, est effectivement appliquée sans remettre en cause le cycle d'expansion en cours. En effet, la politique budgétaire actuelle fait ressurgir des craintes pour le futur, du fait de ses conséquences sur la soutenabilité de la dette publique d'une part, et de la dette extérieure d'autre part.

2.5. Réformer les finances publiques chinoise pour mieux servir la croissance économique :³²⁰

La prudence a été la devise de la conduite de la politique budgétaire chinoise. Pour les dettes de l'État est resté constamment à un niveau faible, même si des mesures anticycliques ont été prises quand la situation l'exigeait. Le ratio « dépenses publiques / PIB » est plus bas que les pays de l'OCDE, ce qui s'explique largement par des transferts sociaux beaucoup moins développés. Il serait sans doute souhaitable de redéployer les engagements en favorisant l'éducation et la santé au détriment des investissements en capital. Il faudrait également réformer les dépenses sociales, en s'appuyant sur le système existant de comptes individuels de retraite.

Maintenir une fiscalité modérée est globalement favorable à la croissance, mais il est nécessaire d'abaisser sensiblement les taux d'imposition des sociétés ainsi que les taux marginaux les plus élevés de l'impôt sur les revenus du travail.

L'élargissement de l'assiette de la TVA devrait venir compléter ces mesures, pour compenser les pertes de recettes au titre des autres prélèvements. Les dépenses étant beaucoup plus décentralisées que les recettes, de nombreuses administrations infranationales dépendent des

³²⁰OCDE, (2005). « Chapitre 4. Réformer les finances publiques pour mieux servir la croissance », Études économiques de l'OCDE 2005/13, Volume 513, p. 201-232. P 201.

transferts. Il y a lieu de réformer les relations budgétaires entre administrations publiques, notamment en alignant les responsabilités en matière de dépenses de chaque échelon administratif sur ses ressources financières et en les responsabilisant davantage. Enfin, le système budgétaire chinois doit devenir à la fois plus unitaire et plus transparent.

3. QUELQUES ÉTUDES EMPIRIQUES CONCERNANT L'EFFET DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LE GRAND MAGHREB « AYANT LES MEMES CARACTÉRISTIQUES ET L'ENVIRONNEMENT QUE L'ALGÉRIE:

3.1. étude sur les Dépenses publiques, croissance économique et productivité des facteurs en Algérie, en période transition:³²¹

Ce travail a pour but d'analyser la politique économique de l'Algérie en période de transition, en se basant sur le calcul de la croissance économique, et la productivité totale des Facteurs. Pour ensuite déterminer d'une part, les sources de la croissance économique en Algérie et d'autre part, ces auteurs cherchent à prolonger le modèle classique de croissance [Solow 1956], qui se base sur les facteurs exogènes,³²² vers un modèle qui intègre des variables explicatives endogènes (cas des dépenses publiques pour l'économie Algérienne).

Dans le cas de l'économie Algérienne, et vu les contraintes de disponibilités et fiabilités des données macroéconomiques, ces mêmes auteurs limiteront leur analyse, au seul facteur de dépenses publiques comme variable endogène. Ils tenteront dans un premier temps, de présenter la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique, réalisée en Algérie durant la période 1990-2000. Dans un second temps, ils analyseront les résultats, en se basant sur l'hypothèse, que le volume des dépenses publiques aurait pu générer une croissance économique plus forte, que celle enregistrée réellement par l'économie Algérienne durant la période 1990-2000.

³²¹ <http://elbassair.net/Centre%20de%20t%C3%A9l%C3%A9chargement/maktaba/%D8%B1%D8%B3%D8%A7%D8%A6%D9%84%20%D9%85%D8%A7%D8%AC%D9%8A%D8%B3%D8%AA%D8%B1/s%C3%A9minaire/%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%84%D8%AA%D9%82%D9%89%20%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%88%D9%84%D9%8A%20%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D8%A7%D8%A%20%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%82%D8%AA%D8%B5%D8%A7%D8%AF%D9%8A%D8%A9%20...%20telmsan/D%C3%A9penses.pdf>. Mokhtari Fayçal et Tchikou Faouzi, « Dépenses publiques, croissance économique et productivité des facteurs en Algérie, en période transition », Universitaire de Mascara Consulté le 26-07-2014 à 18:10.

³²² Voir le Modèle de Barro, chapitre 3

L'analyse qui a été menée par ces auteurs sur le cas Algérien démontre que ce rapport est positif entre les dépenses publiques et le taux de croissance économique. Néanmoins, l'incidence est très faible. Aussi, la décomposition des dépenses par catégories montre que les résultats sont contradictoires. Les dépenses d'éducation et les dépenses d'infrastructures économiques ont un rapport positif, par contre, les dépenses d'infrastructures sociales et les dépenses destinées au développement Urbain, ont un rapport négatif.

3.2. Etude sur les dépenses publiques et croissance économique dans l'expérience Algérienne :³²³

Les auteurs ont examiné dans cette communication le lien qui peut exister entre les dépenses publiques et la croissance économique. De ce fait, ce travail se focalise essentiellement sur les aspects empiriques liés à cette question. Après un bref rappel des développements théoriques liés à cette problématique, ils développeront une fonction de production simple de type Cobb-Douglas augmentée des dépenses publiques. Plusieurs variantes de cette fonction sont examinées, dans le but de confirmer ou d'infirmer l'existence de ce type de relation. La première partie de ce travail, consacrée à une revue de la littérature sur la place du capital public dans la théorie de la croissance endogène, confirme sur le plan théorique la solidité de cette relation. Barro (1990), Achouer (1989), etc. Elle sera consacrée à l'analyse des concepts de dépenses publiques en insistant particulièrement sur le capital public. Dans la seconde partie, ils examineront économétriquement, à l'aide de modèles simples, les liens entre les composants des dépenses publiques et la croissance du produit. Cependant, les estimations économétriques sur trois types de modèles relativisent ces conclusions.

L'objet de cette étude consiste à examiner la relation entre les dotations en dépenses publiques et la croissance économique. Pour ce faire, ils ont adopté une démarche qui s'est appuyée sur une approche à la fois théorique et empirique. Cependant, lorsqu'on considère les dépenses publiques sous leurs deux grandes formes c'est-à-dire les dépenses d'équipement et les dépenses de fonctionnement, les résultats sont très différents. Pour le cas des dépenses de fonctionnement le modèle estimé donne des paramètres très significatifs d'un point de vue économétrique et aussi d'un point de vue économique. Néanmoins, ils remarquent que le

³²³ http://www4.fsa.ulaval.ca/files/content/sites/fsa/files/sections/La_recherche/chaieres_recherche/Stephen-A.JARISLOWSKY/ActesHEI/papers/D%C3%A9penses%20publiques%20et%20croissance%20%C3%A9conomique,%20l'exp%C3%A9rience%20alg%C3%A9rienne,%20N.%20Hafisa%20et%20Z.%20Ahmed.pdf Zakane Ahmed, Necib Hafisa, «dépenses publiques et croissance économique l'expérience Algérienne»_consulté le 26-07-2014 à 18:30

paramètre associé aux dépenses de fonctionnement, qui n'est autre que l'élasticité de ces dernières par rapport au produit, n'est pas tout à fait intéressante. Elle est de l'ordre de 0.08 seulement. La situation est encore plus compliquée pour les dépenses d'équipements. En effet, les premières estimations ont données un coefficient négatif pour les investissements publics, qui, d'un point de vue économique n'a pas de sens ; mais la situation persiste pour différentes spécifications du modèle. Leur première conclusion était que ce résultat aberrant est dû au non stationnarité des séries des données utilisées. Mais même avec les données différenciées les résultats restent inchangés ce qui renforce notre idée que le problème est structurel c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas là d'un problème de techniques économétriques mais plutôt un problème lié à la nature des données utilisées. En d'autres termes, les dépenses d'équipement représentent un investissement en vue d'une formation du stock de capital public.

3.3. Etude sur l'identification des dépenses publiques porteuses de croissance économique et leurs modalités de financements à long terme : cas du Maroc de 1970 à 2003 »³²⁴

Cette étude a un double objectif, Le premier est d'identifier les dépenses publiques porteuses de croissance économique au Maroc de 1970 à 2003. Pour cela, il paraît utile pour ces auteurs : En premier lieu d'identifier les trajectoires des dépenses publiques au Maroc de 1970 à 2003 pour les quatre catégories de dépenses publiques à savoir, Les dépenses publiques visant à développer le capital des entreprises publiques; Les dépenses publiques en capital public Infrastructuel : secteur de transport et communication ; Les dépenses publiques en capital humain : santé et éducation ; Les dépenses de défense nationale.

En deuxième lieu, il s'agit de mettre en évidence les effets de ces dépenses publiques sur la croissance économique au Maroc de 1970 jusqu'à 2003 ; autrement dit, il s'agit d'identifier (ventiler) les dépenses publiques porteuses de croissance économique au Maroc. Pour cela, les auteurs mèneront une analyse empirique, en mettant l'accent, sur l'aspect sectoriel ou désagrège des effets de ces dépenses publiques sur la croissance économique au Maroc.

³²⁴ Abd-el-Kader ELICHIDER, El Mustapha KCHIRID, Chakib TAHIRI, (2005). « Identification des dépenses publiques porteuses de croissance économique et leurs modalités de financements à long terme : cas du Maroc de 1970 à 2003 », CEMAFI (Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale), université de NICE, septembre.

Et enfin, la ventilation ou l'identification des dépenses publiques porteuses de croissance économique au Maroc, va leur permettre d'une part, de dégager des recommandations à l'intention des pouvoirs publics marocains afin de prendre des décisions de politiques économiques favorables à la croissance économique et d'autre part, de dégager pour le Maroc des enseignements et des recommandations relatives à la sélection des dépenses publiques porteuses de croissance économique les plus efficaces.

Les auteurs ont tiré les conclusions relativement à l'étude portant sur l'identification des dépenses publiques porteuses de croissance économique au Maroc, qui leur a permis à l'aide des résultats obtenus de cette étude empirique d'identifier des catégories de dépenses publiques qui pourront être considérées comme porteuses de croissance économique au Maroc. Il s'agit, notamment, des dépenses publiques d'investissements, des dépenses publiques d'éducation et celles de la défense nationale. Relativement aux dépenses publiques d'investissement, leurs effets sur la croissance économique est positif. L'importance de ces dépenses et du rôle de l'Etat dans l'économie marocaine. S'agissant des dépenses publiques de santé et des transports et communications, empiriquement leurs effets sont négatifs sur la croissance économique comme ça a été noté par ces auteurs. Ceci, ne veut pas dire nécessairement que les pouvoirs publics doivent se désengager de ce secteur.

CONCLUSION :

Dans ce chapitre, nous avons tenté un essai d'analyse des différentes approches théoriques des dépenses publiques et du rôle de la politique budgétaire dans la croissance économique. Nous avons jugé nécessaire de proposer pour cela une revue de littérature théorique et empirique. Nous avons également traité la question de la prise en compte des dépenses publiques dans les modèles récents de croissance et nous avons tenté de répondre à l'une des questions fondamentales de cette recherche, à savoir : Pourquoi les dépenses publiques affectent-elles la croissance économique ? En suite, nous avons fait une étude générale des effets de la composition et du choix des dépenses publiques dans les pays en développement. Les dépenses publiques ont un rôle dominant sur la croissance et le développement des services publics tels que l'éducation, la recherche et développement, la santé publique ainsi que les infrastructures. Ils représentent en effet les vecteurs par la quelle les dépenses de l'Etat influencent la croissance économique.

Dans les modèles où la croissance est liée à l'accumulation du capital humain ou à celle du capital technologique « Romer (1990) », il est démontré que la croissance peut être induite par la prise en compte des mécanismes de diffusion du savoir

« Lucas » considère ainsi que dans l'activité de production, le savoir a des effets externes; ainsi plus le niveau moyen des connaissances d'une économie est élevé, plus la productivité de chaque entreprise devient forte. Selon « Römer », La technologie dans ce cadre représente un bien non rival, c'est-à-dire que son utilisation par une entreprise n'exclut pas son utilisation par une autre.

La clé du modèle de Solow indique que la variation du stock de capital par unité de travail effectif est égale à la différence entre deux termes. Le premier terme est présenté par l'investissement courant par unité de travail effectif, c'est-à-dire la partie de la production qui doit être investie, et le second terme est le volume d'investissement permettant de maintenir k à son niveau actuel. En effet, un certain volume d'investissement est nécessaire pour empêcher le stock de capital de diminuer. D'une part, le capital existant se déprécie et doit être remplacé pour empêcher le stock de capital de diminuer. D'autre part, la quantité de travail effectif augmente.

Le sentier de croissance équilibrée du modèle de Solow est compatible avec plusieurs des faits stylisés de la croissance décrits par Kaldor (1961). Dans la plupart des principaux pays industrialisés, les taux de croissance du travail, du capital et de la production sont approximativement constants depuis un siècle, et les taux de croissance de la production et du capital à peu près égaux (le ratio du capital à la production est constant) et supérieurs au taux de croissance du travail (ainsi, le produit et le capital par tête augmentent) ; or toutes ces caractéristiques sont correctement décrites par le modèle de Solow.

Barro (1990) construit un modèle fondé sur l'idée que les dépenses publiques d'investissement ont un impact positif sur la croissance économique et ont un effet favorable sur la productivité du secteur privé. L'idée ici est que les dépenses publiques jouent un rôle moteur.

Au-delà des justifications traditionnelles des bienfaits de l'intervention de la politique budgétaire, il est possible d'évoquer d'autres fondements plus nouveaux quant à l'utilité des dépenses publiques dans une optique de moyen terme. En effet, les développements récents de la théorie de la croissance ont élargi l'approche macroéconomique des dépenses publiques dans l'explication des performances économiques d'un pays.

Pour qu'une politique budgétaire soit efficace pour accélérer la croissance économique et réduire le taux de chômage, celle-ci doit s'inscrire dans le cadre de réformes plus étendues : des réformes en matière de finances publiques, l'amélioration du fonctionnement du marché du travail, le renforcement des ressources humains, l'augmentation de l'investissement interne et l'investissement étranger, une réforme du système financier pour qu'il soit plus efficace, la libéralisation financière externe, le maintien d'une politique macroéconomique stable et l'intensification des mesures de privatisation.

Le chapitre suivant sera consacré à l'analyse descriptive, la méthode d'ACP, et une application d'une modélisation économétrique sur l'Algérie.

CHAPITRE IV

ÉTUDE DÉSCRIPTIVE, ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES ET ÉCONOMÉTRIQUE DU CAS DE L'ALGÉRIE

CHAPITRE IV: ÉTUDE DÉSCRIPTIVE, ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES ET ÉCONOMÉTRIQUE DU CAS DE L'ALGÉRIE

INTRODUCTION :

Plusieurs auteurs incarnant la nouvelle vague que nous avons évoqué dans le troisième chapitre, dont notamment Barro (1981) et Aschauer (1989), ont souligné l'importance des dépenses publiques dans le processus de croissance économique.

Depuis la contribution fondatrice de Barro (1990), il y a eu un certain nombre d'études qui ont mis en exergue les différents canaux par lesquels les dépenses publiques peuvent influencer sur la croissance. Toutefois, au niveau empirique, des relations solides ont été difficiles à établir, même si une grande partie des preuves sur les effets des dépenses publiques sur la croissance semble être concluante.

Les travaux sur les déterminants de la croissance économique ont connu une avancée conséquente ces dernières années. Ces progrès ont été enregistrés notamment en matière d'élaboration des bases de données statistiques, ainsi que d'autres avancées importantes dans le cadre de l'élaboration des logiciels statistiques et économétriques, ce qui a encouragé les économistes à effectuer d'innombrables tests économétriques pour vérifier la validité des théories économiques.

Le but de ce chapitre est de mieux comprendre la situation économique en Algérie ; de savoir comment les dépenses publiques contribuent à la croissance économique en se concentrant sur le niveau ainsi que sur la composition des dépenses publiques. Nous tenterons donc de répondre à la question centrale de notre recherche « *Quelle est l'ampleur de l'impact de la politique budgétaire sur La croissance économique et cette croissance économique qui en résulte a elle un effet sur le taux de chômage en Algérie ?* », nous essaierons d'y répondre à l'aide de plusieurs méthodes ; l'analyse des statistiques descriptives, l'analyse en composantes principales (ACP), et la modélisation économétrique.

La première section, sera consacrée à l'étude de l'évolution de la politique budgétaire en Algérie. Une étude détaillée sera consacrée à l'examen des dépenses publiques et de celle des prélèvements publics adoptée en Algérie,

L'économie algérienne est passée au travers de cinq étapes depuis les années 1960. Nous exposerons donc les principaux travaux empiriques sur la situation économique. Dans chaque étape, nous évoquerons les différents politiques économiques et la politique du point de vue macroéconomique. L'évolution de ces politiques nous donnera une idée claire sur l'appréhension qu'ont eue les décideurs politiques en Algérie quant au rôle dévolu à l'Etat. Par la suite, nous ferons un examen de l'incidence de la politique d'intervention publique sur les référents économiques.

Dans une seconde section, nous ferons une analyse des statistiques descriptives sur les variables que nous verrons importantes.

Dans la troisième section, nous allons analyser les variables précédemment choisies par la méthode d'analyse en composantes principales (ACP). Cette méthode va nous aider à confirmer les résultats de l'analyse descriptive et même nous donner des résultats plus précis.

Dans la quatrième section, nous allons nous intéresser aux modèles de croissance économique qui traitent du capital public en infrastructure comme facteur de croissance économique à travers son amélioration de la rentabilité et des performances du secteur privé de l'économie. Nous présenterons à cet effet le modèle de Barro (1990). Dans une deuxième étape, nous développerons notre propre modèle économétrique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. Nous exposerons dans une première étape la méthodologie que nous avons choisie pour mener notre étude économétrique. Dans une seconde étape, nous présenterons les résultats de nos estimations et les principales interprétations.

SECTION IV 1 : DÉMONSTRATION DES PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUE DEPUIS L'INDÉPENDANCE EN ALGÉRIE

1. L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE :

1.1. Période 1962 - 1978 :

Après l'indépendance, l'Algérie était immédiatement confrontée à des problèmes graves et urgents. Elle se devait de restaurer les bases d'un Etat, parer au plus pressé avec un embryon administratif, sécuriser le pays, remettre en marche une économie moribonde. Un vaste mouvement de nationalisation de l'investissement étranger s'en suivit dans le tiers monde qui dura jusqu'à la moitié des années 70 dans un but de récupération des richesses nationales et des biens vacants après le départ des colons (logements, entreprises, commerces, terres, cinémas...) visant à les soustraire à l'appropriation sauvage.³²⁵

La stratégie de l'Algérie reposait sur la réalisation des trois révolutions : industrielle, agraire et culturelle. C'est donc une action globale qui est menée pour réduire les vulnérabilités économiques du pays. La révolution industrielle, la plus spectaculaire devait permettre au pays de transformer sur place les richesses naturelles. La révolution agraire devait poursuivre plusieurs buts à la fois. Le premier était, incontestablement, le souci d'améliorer le niveau de vie des masses rurales ; ensuite, il s'agissait de créer un marché national qui sera en mesure d'absorber les produits de l'industrie naissante.³²⁶

Pour l'année 1971, c'est le secteur des hydrocarbures qui est nationalisé et une société étatique, la Sonatrach est créée, à laquelle est attribué le monopole de la filière (la participation étrangère ne peut dépasser 49 % du capital). Si certains ont vu dans cette accumulation de richesses par l'Etat le moyen de réaliser un projet de modernisation accélérée et avant-gardiste du pays, pour d'autres, ce fut une opportunité de capture de richesse et de pouvoir.³²⁷

³²⁵ Fatiha Talahite, (2006). « L'économie algérienne depuis 1962 : le poids croissant des hydrocarbures », TENDANCES ÉCONOMIQUES, CNRS-CEPN. Université Paris Nord, AFKAR/IDEES

³²⁶ SALAH MOUHOUBI, (2009). « les vulnérabilités cas de l'Algérie », P 133

³²⁷ Fatiha Talahite, (2006). « L'économie algérienne depuis 1962 : le poids croissant des hydrocarbures »,

1.2. Période 1978 - 1989 :

L'Algérie abandonne une approche qui a fait que la part de l'agriculture et de l'hydraulique dans les investissements globaux est passée de 13,7 % durant la période 1967/1977 à 7,4 % au cours des années 1980-84. La part de l'industrie chute de 56 % en 1980 à 24 % en 1984, au profit des infrastructures économiques dont la part est passée de 7 % en 1980 à 15 % en 1984. Quant aux infrastructures sociales, leur part a progressé de 19 % en 1980 à 31 %, en 1984. Cette remise en cause de la conception du développement fut une erreur fatale. En effet, non seulement l'Algérie n'avait pas posé les bases solides de son développement après une décennie d'industrialisation mais, de plus, elle n'avait pas éliminé les vulnérabilités inhérentes à son sous-développement. Bien au contraire, d'autres étaient apparues qui l'avaient fragilisées encore davantage. L'endettement extérieur avait fait son apparition et devenait ainsi la cause principale de la régression qu'elle devait connaître à partir de 1986.³²⁸

A partir de 1982, la chute des ressources pétrolières impose de nouvelles conditions de financement de l'économie nationale qui nécessitent une meilleure appréhension du rôle que doit jouer la fiscalité ordinaire dans l'équilibre budgétaire de l'Etat. Le gouvernement se préoccupe de trouver un équilibre entre les charges courantes de l'Etat et les recettes provenant de la fiscalité ordinaire de manière à réserver le produit de la fiscalité pétrolière au financement du développement national. C'est l'un des objectifs essentiels assignés à la réforme fiscale de 1982 en même temps qu'il est demandé au système fiscal de tendre vers sa simplification, de stimuler certaines activités privées ainsi que l'engagement des personnes physiques dans les activités productives

Ce n'est qu'à la suite de la crise provoquée par la chute des prix des hydrocarbures en 1986, que l'Algérie a commencé à abandonner le système de gestion économique et social de type dirigé au profit d'un système à orientation libérale et cela par des réformes d'ordre structurel³²⁹.

³²⁸ SALAH MOUHOUBI, (2009). « Les vulnérabilités cas de l'Algérie », P 137

³²⁹ Rapport Le Gouvernement Algérien, (2005). « Rapport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement », Rapport établi par le gouvernement algérien, EL-DIWAN, Juillet. Algérie. P 10

En effet, la grande rupture avec l'ordre économique ancien n'a eu lieu qu'en 1986, année où l'économie algérienne a connu ses premiers grands chocs³³⁰ : un PIB en régression : 1,2% comparé à 5,1% en moyenne et par an entre 1981 et 1985. Dans la foulée, le PIB par tête enregistra une croissance négative de -1,7% contre 2,55% en moyenne et par an entre 1982 et 1985. La consommation par tête s'en ressentit tout naturellement avec -2,1% comparé au 7% de 1980, au 5,1% de 1981 et au 4,8% de 1983. Les finances publiques enregistrent pour la première fois un déséquilibre important ; le déficit budgétaire atteignant 4,3% du PIB en 1986. La balance courante est gravement déficitaire après de longues années de surplus ou de stabilité : le solde courant par rapport au PIB était de -3,5% en 1986 contre + 1,7% en 1985 et + 0,35% pour toute la 1980-1985.

Au début de 1987, des mesures de rigueur financière ont été appliquées, mais elles n'ont pas été cohérentes. En conséquence, les programmes d'investissements se sont ralentis. Pour combler le déficit budgétaire, le gouvernement a choisi une stratégie interne reposant sur un appel excessif à la création monétaire. Une inflation en a résulté qui a dégradé le pouvoir d'achat des revenus fixes. Entre 1985-1988, la dette totale a doublé atteignant 26 milliards de dollars et, à compter de 1987, le poids du service de la dette s'est aggravé passant de 7 milliards en 1987 à 9 milliards de dollars en 1990. Cela a causé une crise durable des paiements. Les négociations ont commencé avec le FMI pour le rééchelonnement de la dette. Entre 1986-1989, on a constaté aussi une perte du taux de change de 25% de sa valeur.³³¹

Octobre 1988 est la conséquence de la crise de 1986 qui a vu s'effondrer les recettes d'hydrocarbures de 2/3, contredisant les discours populistes. C'est aussi le début timide d'une presse libre et d'un multipartisme que l'on tente de maîtriser par l'éclosion de Partis avec la naissance d'une nouvelle constitution en 1989 qui introduit des changements fondamentaux dans notre système politique qui avait un caractère monocratique depuis l'indépendance en consacrant l'existence du multipartisme, conférant ainsi à notre système politique un caractère pluraliste, du moins dans les textes.³³²

³³⁰ CEFI, (1992). « LA MEDITERRANEE ECONOMIQUE », CENTRE D'ECONOMIE ET DE FINANCES INTERNATIONALES, PREMIER RAPPORT GENERAL SUR LA SITUATION DES RIVERAINS AU DEBUT DES ANNEES 90, ECONOMICA, Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, février, Paris P 457

³³¹ Parastoo SHAJARI, (2009). « AJUSTEMENT AVEC CROISSANCE », P 33

³³² Abderrahmane MEBTOUL, (2012). « 50 ans de bilan de l'économie algérienne 1963/2012 »,

1.3. Période 1989 – 1991 :

La dette extérieure a augmenté de 10 milliards de dollars entre 1989 et 1991, ce qui a engendré le doublement du service de cette dette en 5 ans. À partir de 1990, il devient de plus en plus difficile de faire face aux échéances du service de la dette³³³. Jamais l'Algérie n'avait engagé de réformes aussi ambitieuses, tant sur le plan économique que politique. L'instabilité politique et une crise de la balance des paiements a forcé cette phase de réformes à s'interrompre et poussera les autorités à se plier à un programme d'ajustement structurel³³⁴.

Cinq domaines essentiels de l'économie algérienne ont été touchés par la réforme : L'agriculture et l'entreprise, le commerce extérieur, les prix, la monnaie et les finances. L'ajustement dans ces cinq domaines est jugé nécessaire pour assurer à l'Algérie un développement durable et des types d'actions sont proposées : l'amélioration du secteur productif en rendant autonomes et responsables les 3500 entreprises agricoles et les 500 plus grandes entreprises industrielles et de service qui appartiennent au secteur public, l'ouverture sous certaines conditions de l'économie nationale aux participations étrangères, à l'exception de certaines activités dites "stratégiques" telles que la défense, le transport aérien et les services postaux, le développement d'un marché de capitaux actif, la mise en place de nouvelles règles du jeu canonique afin d'assurer un meilleur management, une meilleure couverture des risques, une meilleure qualité et transparence comptables, la gestion plus rigoureuses de la dette extérieure publique et privée, condition nécessaire pour un accès de l'Algérie au marché international des capitaux³³⁵.

Plusieurs événements ont caractérisé l'année 1990, l'instabilité politique en Algérie. En même temps, la guerre du Golfe a éclaté, ce qui a eu des effets sur l'économie algérienne, comme par exemple une réduction mesurée des crédits extérieurs et une augmentation des taux d'intérêt sur le marché interbancaire. Mais, grâce à l'augmentation des prix du pétrole, l'Algérie a gagné plus d'un milliard de dollars de recettes. Cela a permis au gouvernement de mettre 300 millions de dollars en réserve.³³⁶

³³³ SALAH MOUHOUBI, (2009). « Les vulnérabilités cas de l'Algérie », P 138.

³³⁴ Rapport NABNI 2020, (2013). « CINQUANTENAIRE DE L'INDEPENDANCE : ENSEIGNEMENTS ET VISION POUR L'ALGERIE DE 2020 », P24.

³³⁵ CEFI, (1992). « LA MEDITERRANEE ECONOMIQUE », P 458.

³³⁶ Parastoo SHAJARI, (2009). « AJUSTEMENT AVEC CROISSANCE », P 34.

Sur le plan économique, entre 1989 - 1991 c'est l'application des réformes avec l'autonomie de la banque centrale, la tendance à la convertibilité du dinar, la libéralisation du commerce extérieur et une tendance à l'autonomie des entreprises. C'est aussi l'appel très timide à l'investissement privé national et international sous le slogan secteur privé facteur complémentaire du secteur d'Etat. Après le socialisme spécifique, de l'économie de marché spécifique à l'algérienne avec la dominance du secteur d'Etat soumis à la gestion privée, des lois portant autonomie des entreprises publiques sont adoptées.

En 1991, le dinar a été dévalué. Le taux de change est passé de 12 D.A pour 1 dollar à 19 D.A. Parallèlement, on a constaté une augmentation de l'inflation de plus de 20%. Pour réduire la pression inflationniste, le gouvernement a appliqué une politique de revenus sélective, avec une augmentation de 50% des salaires bas et moyens et du crédit à l'agriculture et à la construction. En même temps, l'Algérie a bénéficié d'une aide du FMI de 1,9 milliard de dollars. Entre 1991 et 1992, la Banque mondiale et le FMI ont octroyé, respectivement, 350 millions de dollars et 400 millions de dollars de crédits pour la restructuration du système financier.³³⁷

1.4.Période 1991 – 2000:

Entre 1991 et 1998, le niveau du chômage doubla, atteignant un taux de plus de 20 % de la population active. Ces mesures, si elles ont permis de desserrer l'étau de la contrainte extérieure, n'ont pas relancé la croissance.

A la fin des années 90, la réforme fiscale arrive enfin, s'intégrant dans la démarche plus générale des réformes économiques poursuivant en principe l'objectif qui est de corriger les ambiguïtés d'une méthodologie de la fiscalité qui n'a jamais eu de support rationnel. L'introduction de la valeur ajoutée, plusieurs décennies après son invention dans le système fiscal national, n'est cependant pas forcément un signe d'incompétence de l'administration fiscale ; c'est peut-être surtout, le résultat d'une vision tronquée, d'une problématique erronée du développement économique qui avait fait de l'entreprise publique un enjeu de pouvoir plus qu'un lieu de création de richesse.

Cette démarche devait apporter aux réformes la cohésion sociale indispensable à leur réalisation alors que la nouvelle dynamique économique devait porter la promesse de

³³⁷ Parastoo SHAJARI, (2009). « AJUSTEMENT AVEC CROISSANCE », P 34

réformer en profondeur le système économique³³⁸. Toutes deux ont été arrêtées en décembre 1991, à cause de l'interruption puis l'annulation des élections législatives.

La faible croissance de la décennie des années 1991 est marquée aussi par des épisodes de récession. Cette période dite « décennie noire » a connu une situation continue de gestion de crise. Le secteur public a été déstructuré, et le secteur privé a connu une croissance très faible. Le coût social de l'ajustement structurel s'est fait sentir dans de larges couches de la population (chômage croissant, dévaluation du dinar qui a déstructuré nombre d'entreprises etc.). Néanmoins, la stabilisation macroéconomique qui s'en suivit compense ces sacrifices³³⁹.

Les dirigeants algériens ont régulièrement cherché à consolider leur légitimité depuis l'interruption du processus électoral en 1992 par différents scrutins. Le bon déroulement de ces consultations et le respect de l'agenda électoral étaient censés en effet traduire la normalisation de la vie politique du pays et ce, malgré le maintien de la violence³⁴⁰. En juin 1992, l'Algérie a été confrontée à un changement de politique et l'économie s'est déplacée vers une économie dirigée, un retour à l'allocation administrative des ressources, la compression des importations et la reprise du commerce administre. Entre 1992 et 1993, le prix du pétrole a diminué et on a alors constaté une compression des importations, ce qui a réduit le déficit de la balance commerciale de 500 millions de dollars sur les deux années.

L'économie mise en place par l'Algérie à cette époque, était une économie administrée et a abandonné le programme de réformes qui avait été adopté en 1990.³⁴¹

En 1993, le service de la dette représentait déjà 82,3 % du total des exportations. L'Algérie a signé en avril 1994 un accord avec le FMI qui, il allait faire disparaître un tabou tenace concernant le rééchelonnement de la dette extérieure. Le service de la dette allait absorber la totalité des recettes d'exportations d'hydrocarbures, et par conséquent l'Algérie ne pouvait que se plier aux conditionnalités du FMI. Au milieu de 1994, le prix du pétrole a commencé à augmenter (avec une moyenne de 17,5 dollars le baril en 1994). Les importations ont augmenté mais la balance commerciale, entre 1994 et 1995, est restée positive.

³³⁸ Fatiha Talahite, (2006). « L'économie algérienne depuis 1962 : le poids croissant des hydrocarbures », TENDANCES ECONOMIQUES, CNRS-CEPN. Université Paris Nord, AFKAR/IDEES

³³⁹ Rapport NABNI 2020, (2013). « CINQUANTENAIRE DE L'INDEPENDANCE : ENSEIGNEMENTS ET VISION POUR L'ALGERIE DE 2020 », P25

³⁴⁰ RAMESES, Thierry de Montbrial, Philippe Moreau Detarges, (2003). « Les grandes tendances du monde », IFRI, P 218

³⁴¹ Parastoo SHAJARI, (2009). « AJUSTEMENT AVEC CROISSANCE », P34

Le chômage s'est fortement accru suite au ralentissement de l'activité économique et des pertes d'emplois du secteur public économique engendrées par sa restructuration. Il est passé de 17 à près de 25% pendant cette période et à 28% en 1999.

La stratégie volontariste d'industrialisation par filières adoptée par le pays a été interrompue à partir de 1997. Pendant ce premier cinquantenaire, il est à remarquer que les taux de croissance les plus élevés ont été produits par cette expérience avortée de développement industriel centralisé et étatique. Bien qu'elle n'ait pas été soutenue et qu'elle ait vite montré ces faiblesses en termes de productivité, elle a néanmoins révélé le potentiel industriel de l'Algérie et construit un tissu d'entreprises industrielles dans plusieurs domaines sur tout le territoire. Elle a également permis le développement de compétences et un savoir-faire qu'aucune autre politique mise en place depuis n'a pu reproduire.³⁴²

En 1998, le gouvernement a été obligé de modifier le règlement de sa dette à cause de la chute du prix du pétrole de 30 %. Les exportations ont diminué de 4 milliards de dollars et les dettes ont augmenté de 500 millions de dollars.

La période qui s'ouvre en 1999, trouve une Algérie encore convalescente, mais dans une conjoncture particulièrement métamorphosée. Les contraintes financières et la régression économique allaient s'éclipser devant les perspectives offertes par la hausse du prix du baril. Le spectre d'un deuxième rééchelonnement se dilua. Cette période est caractérisée par trois phénomènes:³⁴³ la relance du processus des réformes ; le règlement de la dette extérieure ; le redémarrage de la croissance.

L'inflation est mieux maîtrisée (+6,3%) en moyenne annuelle entre 1995 et 2000, mais seulement (+2,6%) entre 1998 et 2000. Le taux de chômage s'est stabilisé malgré les nombreux licenciements, en milieu de période, dus à la restructuration du secteur public économique, mais tendant à la baisse en fin de période. Cette stabilisation résulte, en partie, de l'impact en termes de créations d'emplois du budget d'équipement de l'Etat.

³⁴² Rapport NABNI 2020, (2013). « CINQUANTENAIRE DE L'INDEPENDANCE : ENSEIGNEMENTS ET VISION POUR L'ALGERIE DE 2020 », Janvier, Algérie. P24

³⁴³ SALAH MOUHOUBI, (2009). « Les vulnérabilités cas de l'Algérie », P 145

1.5. Période 2000 – 2014 :

La hausse du prix du pétrole depuis 2000 a induit l'amélioration de la situation financière de l'Algérie. Grâce à l'embellie financière, l'Algérie adopta en 2001 un programme triennal de relance des investissements publics. Ce programme mobilisa une enveloppe de 7,5 milliards de dollars consacrés essentiellement aux infrastructures. Il fallait rattraper le retard accumulé, satisfaire les besoins sociaux les plus pressants et maîtriser le chômage. Au cours de la période 2001/2003, certains paramètres ont ainsi évolué, ce qui démontre qu'il y avait effectivement une nécessité vitale de prendre en charge les problèmes énoncés précédemment. L'évolution de ces paramètres est donc significative.³⁴⁴

Entre 2003 et 2005, on a constaté plus de stabilité aussi bien macroéconomique que du taux de change effectif réel. Pour l'année 2004, la balance globale des paiements extérieurs a gagné un excédent de 9,1 milliards de dollars. Les réserves officielles de change se sont élevées à 43,1 milliards de dollars à la fin de 2004 contre 32,9 milliards de dollars à la fin de décembre 2003. Le stock de la dette extérieure a baissé à 21,4 milliards de dollars à la fin de 2004 alors qu'il était de 28,1 milliards de dollars à la fin de 1999. Le ratio du service de la dette extérieure s'est abaissé à 12,6% en 2004 contre 17,7% en 2003 et 47,5% en 1998. Les importations ont augmenté ; ils ont été de 17,95 milliards de dollars en 2004 contre 9,35 milliards pour l'année 2000.³⁴⁵ Les dépenses budgétaires se sont accrues à 1.832,5 milliards de dinars contre 1.178,1 milliards de dinars pendant cette période. Le secteur des hydrocarbures demeure la locomotive de cette croissance dominante l'activité économique avec une valeur ajoutée de 46% ; celle-ci se caractérisant par une poursuite du redressement économique global. Un apport significatif à la consolidation de la croissance a été apporté grâce au programme de soutien à la relance économique qui a mobilisé l'équivalent de sept milliards de dollars US en investissements publics, étalés sur la période 2001-2004.

Articulé autour d'actions destinées à la dynamisation des activités productives agricoles à travers le Plan National de Développement Agricole, au renforcement des services publics dans les domaines de l'hydraulique, des transports et des infrastructures, et à l'amélioration du cadre de vie des populations, au développement local et au développement des ressources humaines, il a favorisé une accélération de la croissance du PIB dont le rythme a atteint 6,8% (6,1% hors hydrocarbures) en 2003 et 5,2% (6,0 % hors hydrocarbures) en 2004, avec une

³⁴⁴ SALAH MOUHOUBI, (2009). « Les vulnérabilités cas de l'Algérie », P 145

³⁴⁵ Parastoo SHAJARI, (2009). « AJUSTEMENT AVEC CROISSANCE », P 35

moyenne annuelle de 4,9% sur toute la période.³⁴⁶ Les réserves officielles de change sont passées de 43,11 milliards de dollars fin décembre 2004, à 56,18 milliards de dollars fin décembre 2005. Les prix du pétrole ont augmenté atteignant 59,44 dollars/baril au second semestre 2005.

L'économie algérienne a enregistré en 2013 une croissance réelle estimée à 3 %, tirée essentiellement de la demande intérieure, dont l'investissement public. Cette performance a été réalisée dans un contexte de décélération de l'inflation ramenée à 3.3 % grâce aux efforts des autorités algériennes pour maîtriser la liquidité monétaire, contenir l'expansion de la demande de biens et services et accroître l'offre.³⁴⁷

Dans la foulée, l'élection présidentielle s'est tenue en 2009 où l'ancien président est réélu pour un nouveau mandat de cinq années (2009/2014) en promettant la création de trois millions d'emplois durant cette période et d'augmenter le pouvoir d'achat des Algériens. Entre 2010 et 2014, il est programmé une nouvelle enveloppe de 280 milliards de dollars dont j'aurai l'occasion d'analyser l'impact. La question qui se posait alors est de savoir si l'Algérie avait la capacité d'absorption de cette importante masse monétaire et ne risquait-elle pas d'assister au divorce entre les objectifs ambitieux qu'elle s'était assignée et les moyens de réalisation limités dont elle disposait, surtout par la ressource humaine.³⁴⁸

³⁴⁶ Le Gouvernement Algérien, (2005). « Rapport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement », P 10

³⁴⁷ Tarik Benbahmed, Hervé Lohoues, (2014). « Algérie 2014 Perspectives économiques en Afrique », BAFD, OCDE, PNUD, P 2

³⁴⁸ Abderrahmane MEBTOUL, (2012). « 50 ans de bilan de l'économie algérienne 1963/2012 »,

2. LES INDICATEURS ECONOMIQUES EN ALGERIE

2.1. la croissance économique en Algérie :

Avant tout, il faut définir en quoi consiste le PIB global de l'Algérie, c'est-à-dire la production nationale et comment se répartit cette production nationale sur la population. Il est clair que tout membre de la population dans le sens général de l'économie est un agent économique potentiel, c'est-à-dire qu'il travaille, produit un bien ou un service et consomme.³⁴⁹

L'évolution du PIB a connu durant les trois dernières décennies d'importantes fluctuations allant d'une croissance assez élevée au cours de la période (1970-1984) à une stagnation voire une récession durant la période (1986-1992). Ce n'est qu'à partir de 1995 que la croissance du PIB commence à reprendre son chemin de croissance.

La croissance algérienne est de plus en plus extensive, la croissance économique est fortement poussée par l'agriculture et la construction est tirée vers le bas par les faibles performances de l'industrie. A titre d'exemple, les industries manufacturières ont connu, en 2003, une décroissance de 3,3%. Malgré la croissance de la demande, tout le secteur public connaît une décroissance qui se situe entre 10 et 20%. Ainsi, contrairement à ce que pensent les algériens, la dépense publique n'a pas mis un terme à la désindustrialisation du pays. Malgré les efforts financiers colossaux faits par l'Etat, la part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée hors hydrocarbures et hors agriculture a baissé de 50% depuis 1990³⁵⁰.

La part dans le PIB de la valeur ajoutée de l'Industrie hors hydrocarbure décroît depuis une décennie et ne représente plus, en 2005, que 5,3% du PIB. Des taux de croissance de plus de 5% du PIB sont, en effet, couplés à des croissances très faibles, de moins de 1 point, voire négatives pour certaines branches, de l'industrie manufacturière. Ces taux ne sont manifestement pas en ligne avec les moyennes régionales. Dans l'ensemble des pays en développement, l'industrie manufacturière représente en moyenne 14% du PIB. A titre d'exemple : 17% au Maroc, de 18% en Tunisie et 19% en Egypte³⁵¹.

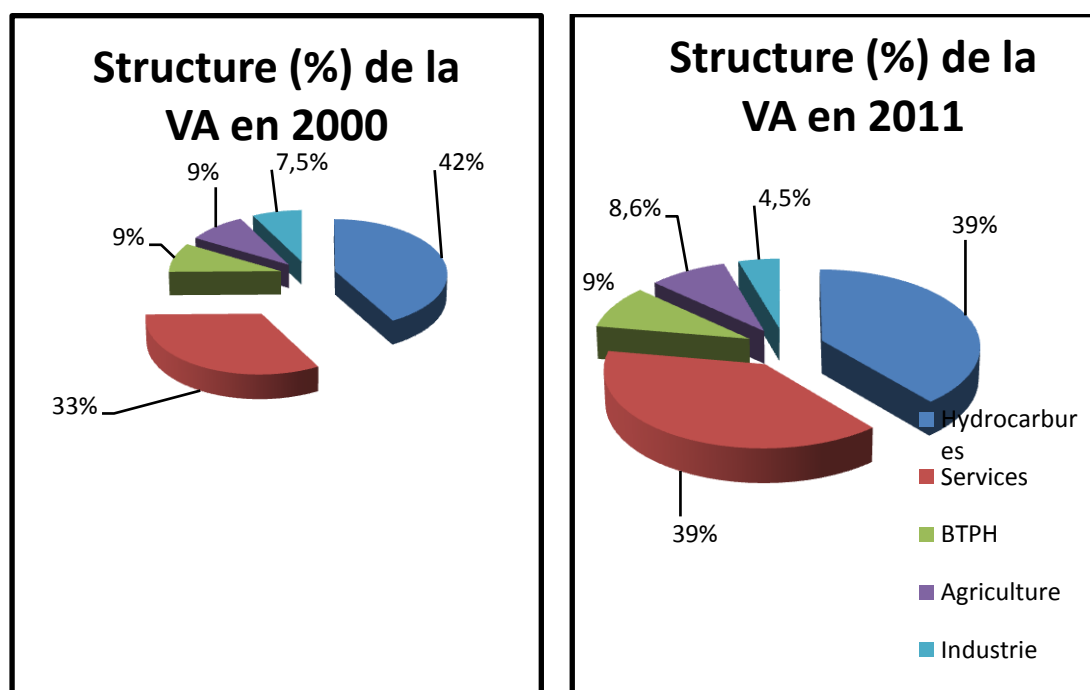
³⁴⁹ Medjdoub, Hamed, (2002). « Algérie, étude et perspectives », Inédit ECONOMIE Essai, Mai, Alger P 48

³⁵⁰ Abdellatif Benachenhou, (2009). « La fabrication de L'Algérie »,

³⁵¹ Y. Benabdallah, (2007). « L'économie algérienne entre réformes et ouverture : quelle priorité ? », CREAD, Alger P 3

En 2011, les hydrocarbures, les services marchands et non marchands et les BTP forment 86,8% de la valeur ajoutée³⁵². Malgré le développement considérable de la base d'infrastructure et des ressources humaines, l'économie demeure très vulnérable et peu diversifiée.

Figure 4.1 : comparaison des différents secteurs entre 2000 et 2011.



Source : HAMID A. TEMMAR, (2011). « Cours de l'Algérie La transition de l'économie émergente, référence théoriques stratégies et politiques ».

La contribution des Hydrocarbures à la Valeur Ajoutée est élevée: en moyenne de 40%. La contribution des industries à la VA est en moyenne de 5%. Hors hydrocarbures, la part de l'industrie est toujours faible, de l'ordre de 10.0%. En 2010, seul 10% des entreprises sont dans le secteur industriel. Les Services constituent un méga secteur peu producteur de Valeur Ajoutée, recyclant essentiellement les importations. 55% des entreprises (soit 528.328 sur 954.718) sont dans le secteur du commerce avec un poids dans la VA HH de 23%. Plus de 84% de l'activité se concentre sur le commerce de détail. Les secteurs les plus dynamiques sont les BTP, l'Agriculture et les Services. Comme attendu, la volatilité de la croissance de l'Agriculture tend à se lisser. Le secteur des hydrocarbures tire le taux de croissance du PIB à la baisse sur les dernières années.

³⁵² HAMID A. TEMMAR, (2011). « Cours de l'Algérie La transition de l'économie émergente, référence théoriques stratégies et politiques », office des publications universitaire, Algérie.

Par nécessité, la nouvelle croissance algérienne doit être recherchée dans l'économie mondiale. Dans et en dehors du secteur de l'énergie, des opportunités importantes de substitution aux importations et de promotion des exportations sont de nature à porter la croissance hors hydrocarbures à 10% et à créer des centaines de milliers de nouveaux emplois, stables et rémunérateurs. Un recul significatif des importations a engendré l'échec des prévisions de la croissance des services dont le taux de croissance n'a été que 3% contre les 10% prévus : en Algérie, la croissance du secteur des services est très corrélée à celle des importations (transport, distribution, commercialisation des marchandises importées). Le retard important mis dans le lancement des grands projets d'équipements publics, autoroute, chemins de fer et logements a freiné les importations. L'une des principales causes des mouvements de contestations populaires réside dans la très grave crise du logement que connaît l'Algérie depuis plusieurs années. Malgré les efforts fournis par l'Etat pour la résoudre, le déficit demeure très important. C'est pourquoi, chaque nouvelle distribution de logements sociaux est systématiquement suivie d'émeutes au cours desquelles les forces de l'ordre et la population s'affrontent violemment et des locaux administratifs sont saccagés, voire incendiés.³⁵³

2.2. Une croissance économique handicapée par la mauvaise politique budgétaire :

L'Algérie est un pays pétrolier. Une bonne politique monétaire ne peut pas neutraliser la grande pression de la demande car, les pétrodollars et leur conversion en monnaie locale jouent un grand rôle. En général, le gouvernement prend des engagements excessifs et s'écarte des principes de base de la politique pendant les années de hausse des prix. Or durant les années de baisse des prix il est obligé de diminuer ses dépenses sur les investissements et ainsi, une grande partie des projets reste inachevée. Après la révision de la législation de base intervenue en 2006 qui a permis au gouvernement d'utiliser les ressources du Fonds pour financer le déficit du budget, la vocation initiale du Fonds a été modifiée pour servir la politique « keynésienne » qui allait suivre sa création. Personne ne peut contester la volonté du pays d'utiliser à partir de 2001 la dépense publique pour panser les blessures et soulager les peines provoquées par la tragédie nationale. Mais il fallait s'assurer que c'était l'unique réponse à un vrai problème. D'une part, il est vain de croire que les dépenses engagées ont toutes atteint leurs bénéficiaires déclarés. Beaucoup de ressources sont restées en ville ou y sont

³⁵³ RAMESES, Thierry de Montbrial, Philippe Moreau Detarges, (2012). « L'Etat submergé ? », IFRI, DUNOD, juillet, P 165

retournées, jouant contre l'objectif déclaré. Mais surtout, cet objectif de la politique économique, censé répondre à un problème sérieux, est devenu la politique économique tout court. Sous l'effet de la hausse du prix du pétrole qui a perduré sans relâche depuis avril 2004, la dépense publique s'est imposée comme substitut de la réforme économiques si on compare le dynamisme de l'une à la l'évanescence de l'autre. Le budget continue à l'emporter sur le marché. L'investissement public qui représente plus de 60% de l'investissement total, nécessaire notamment pour le rattrapage infrastructurel, ne peut pallier le vieillissement des entreprises qui font directement la croissance. L'investissement productif, notamment dans l'industrie manufacturière et les services modernes, manque dramatiquement.³⁵⁴

Grace à l'envolée des cours du pétrole, le pays n'a jamais été aussi prospère. Les réserves de change accumulées s'élevaient à 61 milliards de dollars à la fin de 2005, soit dix fois plus qu'à la fin des années 1997-1998. Cette monnaie a permis de rembourser une grande partie de la dette extérieure qui, s'élevait à 35 milliards de dollars en 1999 ; elle a été ramenée à 15 milliards en 2006. L'Etat a déjà remboursé par anticipation sa dette auprès du Club de Paris et entend solder la totalité de son endettement auprès des institutions financières internationales avant la fin de 2006. Cet enrichissement permet à la fois le désendettement du pays et le financement du plan quinquennal de consolidation de la croissance économique lancé en juillet 2005. Estimé à 60 milliards de dollars, ce plan devra être entièrement financé par le budget de l'Etat. Plus de la moitié du montant est destiné au logement et au développement des infrastructures de base : une autoroute de plus de 1 000 kilomètres traversant le pays d'est en ouest, la modernisation du réseau ferroviaire, la construction d'un tramway à Alger, des ports et aéroports, pas moins de six barrages, des transferts d'eau, etc.³⁵⁵

Si initialement l'Algérie bénéficie surtout du développement d'industries énergétiques et lourdes, une diversification du tissu industriel -au profit d'industries de transformations ou plus légères s'est développée petit à petit. Mais, outre l'effet de contrecoups imprévisibles (contestations populaires), cela ne s'est pas effectué sans poser de problèmes : un coût très élevé pour les finances publiques, qui allait à l'encontre des préoccupations administratives courantes et qui soulignait l'importance d'un effort centralisé pour atteindre les objectifs de développement régionaux recherchés, un doute sur l'efficacité de technologies importées « clé en mains », ce qui conduit les importateurs à prendre des risques considérables et à faire

³⁵⁴ Abdellatif Benachennou, (2009). « La fabrication de L'Algérie », P 145

³⁵⁵ RAMESES, Thierry de Montbrial, Philippe Moreau Detarges, (2007). « L'Europe et le monde », IFRI, DUNOD, juillet, France. P 176

peser d'importantes contraintes de qualification sur l'ensemble des politiques de formation ; des coûts en maintenance ou en amortissement extrêmement élevés; des couts en spéculation pour les territoires ruraux adjacents à ces pôles.³⁵⁶

Les investissements étrangers restent rares (moins de 1 milliard de dollars en 2007) et concernent essentiellement les hydrocarbures qui représentent 98 % des exportations, la fiscalité pétrolière couvrant 75 % des recettes budgétaires. Cette dépendance à l'égard des hydrocarbures est déplorée par de nombreux économistes ; elle est d'autant plus préjudiciable qu'en temps de crise, la volatilité des cours de pétrole contribue à fragiliser davantage l'économie du pays. Ces dernières années, la hausse considérable du cours du pétrole n'a pas servi le développement économique. La problématique est restée inchangée puisque la facture alimentaire continue de s'alourdir. Concernant les céréales, le lait et les médicaments, elle a augmenté de 75 % entre 2007 et 2008. L'éclosion d'une production industrielle hors hydrocarbures ne s'est pas faite et l'économie n'a donc pas connu de diversification. Les effets sociaux de cette « croissance sans développement » sont importants : baisse du pouvoir d'achat, augmentation spectaculaire du chômage des jeunes, paupérisation des classes moyennes, explosion du secteur informel qui emploie 50 % des actifs, selon une étude de l'Organisation internationale du travail (OIT) réalisée en 2005. Le secteur informel devient ainsi un refuge pour ceux qui ne trouvent plus leur place dans la société.³⁵⁷

A l'échelle nationale, l'Algérie de 2000 offrait un spectacle désolant: outre les dégâts matériels importants causes par le terrorisme, qui avaient été chiffrés à plus d'une dizaine de milliards de dollars, on pouvait aussi voir partout des chantiers arrêtés faute de crédits de paiements et dont le lancement datait de quelque cinq à six ans et pour d'autres à plus de dix ans, comme c'était le cas emblématique du métro d'Alger et des tronçons autoroutiers dont le tracé avait été arrêté dès 1986. Les années 1996 à 2000 connaissent ainsi une stagnation de la dépense d'équipement. En fait, son recul en termes réels en dépit du creusement du déficit budgétaire, l'épargne budgétaire tirée vers le bas par le service de la dette, étant toujours inférieure à la dépense d'équipement³⁵⁸

³⁵⁶ Jean-Louis Reiffers, (1997). « LA MEDITERRANEE AUX FORTES DE L'AN 2000 », INSTITUT DE LA MEDITERRANEE, ECONOMICA.PARIS. P 214.

³⁵⁷ RAMESES, Thierry de Montbrial, Philippe Moreau Detarges, (2010). « Crise mondiale et gouvernance globale », IFRI, DUNOD, juillet, France. P 188

³⁵⁸ Abdellatif Benachenhou, (2009). « La fabrication de L'Algérie », Conception & réalisation Alpha Design, mai, Algérie. P 108

Tableaux 4.1: Une équation budgétaire difficile

	Intérêts sur la dette publique,	Epargne budgétaire,	Dépenses, d'équipaient	Déficit du budget
1997	109,4	283	276	7
1998	110,8	110,5	247	-137
1999	126,4	176	266	-90
2000	162,3	722	303	-
2001	147,5	542	357	

Source : Trésor. Unité : milliards de dinars.

L'instabilité de la fiscalité pétrolière liée au prix du pétrole et le lourd service de la dette publique mettent la dépense d'équipement dans un étau très dur. Celle-ci est devenue la variable d'ajustement budgétaire handicapant le développement infrastructurel du pays avec un allongement des délais de réalisation, une hausse des coûts et souvent une baisse de qualité.

Les faiblesses actuelles des politiques publiques peuvent être expliquées par plusieurs causes. La cause la plus importante est l'absence ou l'insuffisance d'une vision claire et stable en matière d'ouverture économique. De plus, l'incompétence ou insuffisance de compétence des administrations algériennes. Cela pour concevoir, opérer et gérer l'ouverture ni même, dans certains cas, pour choisir la bonne expertise pour l'assister dans la gestion de l'ouverture. Enfin, les administrations sectorielles ou les institutions habilitées à le faire n'ont souvent ni défini ni mis en œuvre les politiques d'accompagnement nécessaires pour réussir l'ouverture des secteurs, notamment en direction des entreprises publiques. La réalisation d'une nouvelle croissance appelle une intervention économique accrue de l'Etat, clarifiée dans ses objectifs, renforcée dans ses formes et ses instruments aussi bien en matière d'organisation que de régulation de l'économie.³⁵⁹

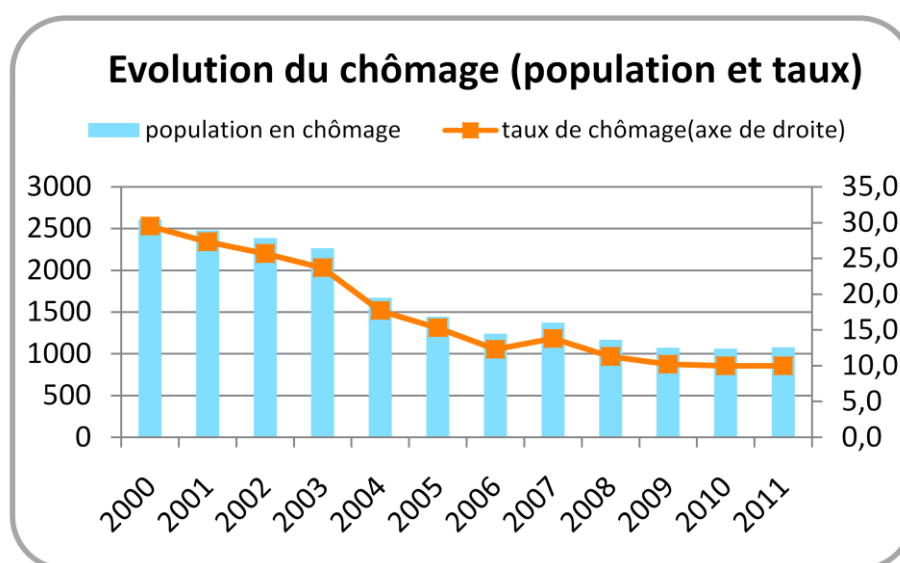
³⁵⁹ Abdelatif Benachenhou, (2008). « Pour une meilleur croissance », Alpha Design, Juin.

2.3. Comment lutter contre le chômage ?

En un demi-siècle, ce qui correspond à l'âge de l'Algérie indépendante, la population algérienne a plus que doublé, à 3% de croissance par an. Toute la population a doublé de volume en un quart de siècle ou presque. Mais les hommes et les femmes sont aussi une grande richesse des nations. Ils constituent en fait les nations, leurs potentiels productifs, leurs génies créateurs, leurs marchés, leurs ambitions. L'Algérie aura réussi si la synergie entre ses deux grandes ressources : les ressources humaines et les ressources naturelles, dans le cadre des libertés retrouvées est réussie.³⁶⁰

Le taux de chômage a connu une réduction spectaculaire depuis l'année 2000 avant de se stabiliser à près 10% de la population active au cours des quatre dernières années. Un taux moins favorable que le taux moyen de chômage des pays émergent (en transition).³⁶¹

Figure 4.2 : l'évolution du chômage de la population et taux en Algérie



Source : HAMID A. TEMMAR, (2011). « Cours de l'Algérie La transition de l'économie émergente, référence théoriques stratégies et politiques »,

La problématique des salaires marque durement la question sociale en Algérie et le marquera encore pour longtemps. Mais la question sociale reste marquée aussi et probablement plus

³⁶⁰ CEFI, (1992). « LA MEDITERRANEE ECONOMIQUE », CENTRE D'ECONOMIE ET DE FINANCES INTERNATIONALES, PREMIER RAPPORT GENERAL SUR LA SITUATION DES RIVERAINS AU DEBUT DES ANNEES 90, ECONOMICA, Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, février, Paris P 454

³⁶¹ HAMID A. TEMMAR, (2011). « Cours de l'Algérie La transition de l'économie émergente, référence théoriques stratégies et politiques »

fortement encore par le problème de l'emploi et du chômage. Il est vrai que nous connaissons de plus en plus en Algérie le statut des pauvres, mais nous avons surtout des chômeurs. Et les statistiques officielles publiées sur ces questions ne tentèrent pas de faire illusion. Dans les faits, le chômage est bien là et nombreux sont les analystes qui ne reconnaissent aucune avancée dans ce domaine. Ce constat, aussi sévère qu'il soit, semble être borné par l'indigence de l'approche retenue par les pouvoirs pour traiter ce fléau. La réflexion théorique dans ce domaine est pourtant riche et susceptibles de déboucher sur des solutions en cohérence avec les choix faits sur les autres volets de la politique économique. La mondialisation libérale de l'économie impose la compétitivité et celle-ci exige la réduction des coûts que supporte l'entreprise. Le coût de la main-d'œuvre en faisant partie.³⁶²

2.4.L'investissement en Algérie :

L'Algérie n'est d'aucune idéologie clairement circonscrite ; elle n'est ni socialiste, ni capitaliste. L'instabilité du pouvoir dans ce système néo-féodal engendre des comportements ultra opportunistes en égard de la rente nationale.³⁶³

Un nouvel élan des investisseurs étrangers en Algérie est indiqué par les statistiques. Pour la première fois depuis 1990, on observe une croissance significative et une diversification de l'investissement direct extérieur : les investissements sont réalisés dans les branches les plus diverses : sidérurgie, matériaux de construction, chimie, pharmacie, agroalimentaire, dessalement de l'eau, mines, banque, téléphonie mobile, etc.³⁶⁴

L'Etat intervient à nouveau par le droit de préemption de la puissance publique sur les entreprises cédées par des étrangers ou des nationaux, et par l'obligation de la part de l'Etat qui s'élève au moins à 51 % dans les projets d'investissement engageant des fonds publics. Ce durcissement des conditions d'implantation des firmes étrangères en Algérie assombrit un peu plus le climat des investissements dans un pays où les obstacles étaient déjà nombreux : corruption, bureaucratie lourde du système bancaire.³⁶⁵

³⁶² ABDELMADJID BOUZIDI, (2011). « ECONOMIE ALGERIENNE Eclairages », P 219

³⁶³ Nordine GRIM, (2012). « ENTREPRENEURS, POUVOIR ET SOCIETE EN ALGERIE », CASBAH éditions, Algérie

³⁶⁴ Abdellatif Benachenhou, (2009). « La fabrication de L'Algérie »,

³⁶⁵ RAMESES, Thierry de Montbrial, Philippe Moreau Detarges, (2010). « Crise mondiale et gouvernance globale », IFRI, DUNOD, juillet, France. P 189

Les algériens ne souffrent pas d'une quelconque tare congénitale qui expliquerait l'échec de nombreuses initiatives entrepreneuriales comme on pourrait le croire, mais la cause revient à l'insuffisance, voire même, l'absence totale de catalyseurs de l'entrepreneuriat que sont, à titre d'exemple, l'autonomie de gestion et la liberté d'entreprendre, pourtant officiellement consacrées par la Constitution algérienne, mais que l'administration algérienne refuse, aujourd'hui encore, d'appliquer en continuant à soumettre les projets de création d'entreprises ou de promotion d'investissements à des autorisations préalables, du reste, souvent rejetées.

2.4.1. Du FFR au Fonds public d'investissement :³⁶⁶

Dans le but de participer au financement des entreprises privées et publiques, le gouvernement a annoncé récemment la création d'un Fonds public d'investissement doté d'un capital de 150 milliards de dinars. Cette mesure est de nature à corriger en partie le déséquilibre actuel dans la répartition des ressources disponibles pour l'investissement. Mais rien ne peut être dit sur ce Fonds avant de connaître ses ressources initiales, les modalités de ses emprunts, son champ d'action, son mode de gouvernance et les modalités de choix de ses gestionnaires. Ses ressources initiales viendront certainement du FFR à moins que le Trésor public, face à la grande liquidité de certaines banques, ne se porte lui-même garant pour les emprunts du Fonds. Le mode de gouvernance choisi ne fait aucune place au secteur privé puisque l'annonce a été faite que le conseil de direction du Fonds sera composé par les directeurs généraux des entreprises publiques et sa présidence ne revient au directeur général du Trésor. De plus, le Fonds sera localisé dans une ancienne banque publique dont il emprunte les locaux, conserve le personnel et fatalement les habitudes.

Depuis longtemps les entreprises publiques n'ont pas investi et les entreprises privées ont encore des capacités réduites de production et de bas niveaux d'organisation, notamment dans le secteur de la construction qui allait être le plus sollicité par la dépense publique. Les investisseurs étrangers sont encore peu nombreux. Contrairement aux importations qui sont libres et les importateurs nombreux, l'offre locale pour toute sorte de biens et services est encore limitée, y compris dans le secteur financier et celui des hydrocarbures.

³⁶⁶ Abdellatif Benachenhou, (2009). « La fabrication de L'Algérie », Conception & réalisation Alpha Design, mai, Algérie. P 115.

2.4.2. Evolution des PME par secteur d'activité ³⁶⁷

Les PME privées sont présentes en force dans les services qui concentrent près de la moitié des PME de statut privé, suivis en cela par le secteur du BTPH et les industries manufacturières. Le fonds de soutien à l'investissement pour l'emploi a été créé par la loi n° 04-21 du 29 décembre 2004, art. 58, portant loi de finances pour 2005 – avec un capital variable et faisant appel public à l'épargne destinée au financement des PME et à des placements en valeurs mobilières.³⁶⁸ En raison de leur vulnérabilité, les PME privées ont tendance à s'abriter dans les secteurs où la concurrence n'est pas rude et où le contrôle du respect de la législation du travail est plus délicat, leur offrant ainsi des marges de dérobade largement exploitées notamment dans les services (le transport en particulier) et le BTPH (le bâtiment en particulier).

Tableau 4.2 : Evolution des PME privées par secteurs d'activité

Secteurs d'Activité	2011	Parts (%)	2012	Parts (%)	Evolution (%)
I Agriculture	4 006	1,02	4 277	1,02	6,76
II Hydrocarbures, Energie, Mines et services liés	1 956	0,50	2 052	0,49	4,91
III BTPH	135 752	34,65	142 222	33,85	4,77
IV Industries manufacturières	63 890	16,31	67 517	16,07	5,68
V Services	186 157	47,52	204 049	48,57	9,61
Total Général	391 761	100	420 117	100	7,24

Source : Ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement, (2013). « Bulletin d'information statistique de la PME 2012 », P 14.

On note à cet égard dans cette même logique, que les secteurs où la création d'entreprise a été la plus forte restent ceux des Services [9,61% en un an], ensuite l'agriculture [6,76%].

³⁶⁷ Ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement, (2013). « Bulletin d'information statistique de la PME 2012 », N 22, Avril, Algérie P 13

³⁶⁸ Mabrouk HOCINE, (2005). « CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER ALGÉRIEN BANQUE D'ALGÉRIE COSO BOURSE TRESOR ASSURANCES », EDITIONS DISTRIBUTION HOUMA, ALGER

Les PME à caractère industriel sont au nombre de 67.517 entités en 2012, contre 63.890 entités en 2011, soit une progression de 5,68% , croissance bien en deçà du niveau global de croissance des PME [7,24%].

Par secteur industriel, les PME activent principalement comme suit :

- Industries agro-alimentaires, avec 20.198 PME [29,92% des PME/PMI] ;
- Industries du bois et du papier, avec 14.510 PME [21,49% du total] ;
- ISMME, avec 10 350 PME [15,33% du total de PMI] ;
- Matériaux de construction, avec 8 802 PME [13,04% du total de PMI].

On notera par rapport à la mortalité des PME, la création effective de 30 530 PME dont 3 852 PMI, les radiations ayant touché 8 050 PME dont 944 PMI.

2.4.3. Un climat des affaires mais en cours d'amélioration .³⁶⁹

Offrir aux investisseurs un bon climat d'affaires constitue le premier segment d'une politique de l'offre efficace. Le déficit d'investissement face au potentiel existant en Algérie renvoie, comme il a été dit plus haut, à un environnement des affaires qui paraît insuffisamment transparent et lisible pour les investisseurs et d'une pratique nationale des affaires qui manque de plasticité selon des rapports récurrents de la Banque mondiale.

Trois indices synthétiques mesurent pour le premier, la compétitivité de l'environnement économique (c'est-à-dire la qualité des facteurs de production, la demande locale, le contexte concurrentiel et le tissu industriel) et, pour le deuxième, la facilité de faire des affaires (c'est-à-dire la complexité du système fiscal, le degré de protection des investissements, la facilité de créer une entreprise, de faire du commerce avec l'étranger, d'obtenir des crédits, de recruter et de licencier) ; le troisième indice est celui des crédits accordé au secteur privé.³⁷⁰

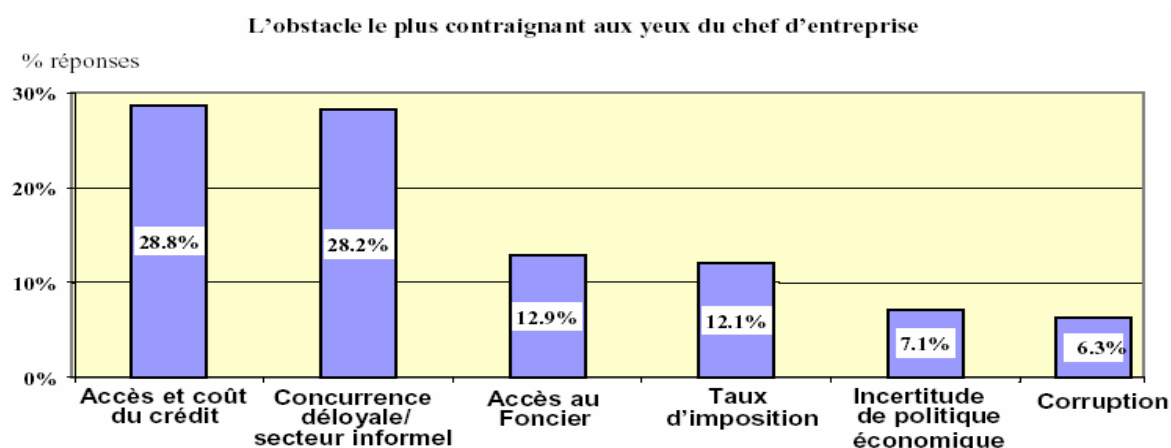
En Algérie, l'industrie n'a pas fait l'objet de préoccupation particulière de la part des pouvoirs publics. La seule politique la concernant a consisté en un assainissement financier répété qui a coûté près de 30 milliards de dollars au Trésor public sans qu'on ne parvienne à mettre fin à la

³⁶⁹ MUSTAPHA MEKIDECHE, (2008). « l'économie Algérienne a la croisée des chemins : repères actuels éléments prospectifs » , P 153

³⁷⁰ ABDELMADJID BOUZIDI, (2011). « ECONOMIE ALGERIENNE Eclairages », Achève d'imprimer sur les presses Algérie P 42

récurrence de l'endettement des entreprises publiques. La privatisation a pris un retard considérable. La mise à niveau est encore à ses débuts (PME publiques et privées).³⁷¹

Figure 4.3 : Climat des affaires en Algérie



Source : Y. Benabdallah, (2007). « L'économie algérienne entre réformes et ouverture : quelle priorité ? », P 3

Le durcissement brutal de la contrainte financière de l'entreprise dans un climat d'affaires totalement en contradiction avec ce qu'on attendait de l'entreprise aggravait de fait la détérioration de la situation financière des entreprises publiques.

³⁷¹ Y. Benabdallah, (2007). « L'économie algérienne entre réformes et ouverture : quelle priorité ? », CREAD, Alger P 2

SECTION IV.2 : L'ANALYSE ET L'INTERPRÉTATION DES STATISTIQUES DÉSCRIPTIVES

Dans cette section, nous allons faire une analyse statistique descriptive pour connaître l'effet de la politique budgétaire sur la croissance économique et la relation entre cette dernière et le chômage en Algérie durant la période 1980 - 2014. Nous suivrons les étapes suivantes :

1- premièrement nous allons commencer par l'effet des deux composantes de la politique budgétaire (dépenses publiques et recette publiques) sur la croissance économique et nous tenterons de savoir quelles sont les recettes qui ont le plus grand impact sur le budget d'état.

2- deuxièmement, nous allons faire une analyse sur les variables qui ont déjà été utilisées dans le modèle de BARRO (dépenses totales, dépenses d'éducation, dépenses d'investissement, dépenses de la santé et dépenses du transport) et les variable conditionnelles (taux de scolarisation, taux d'investissement, espérance de vie et taux de la croissance économique par habitant) pour pouvoir ensuite les comparer avec le modèle économétrique que nous voudrions tester dans la quatrième section.

3- en troisième lieu, nous étudierons le lien entre la croissance économique et le chômage.

1. L'ETUDE DE L'EVOLUTION QUANTITATIVE ET QUALITATIVE DE LA PRODUCTION PÉTROLIERE:³⁷²

La croissance en Algérie s'est ralentie en 2013 (figure 4.4). La faiblesse de la demande mondiale et les perturbations qui ont caractérisé l'offre intérieure ont contribué à réduire la production de pétrole. Les incertitudes engendrées par la longueur des phases de transition politique et la situation extérieure nuisent en outre à la confiance dans l'Algérie importateur de pétrole.

Selon les estimations du FMI, la clôture de l'exercice budgétaire 2011 s'est faite avec un déficit de l'ordre de 5% du PIB. Par ailleurs, alors que le taux de couverture des dépenses de fonctionnement par la fiscalité ordinaire peine à atteindre 50%, le sentier de croissance de la dépense publique apparaît de moins en moins soutenable notamment en raison du tassement

des cours du pétrole. Ainsi, le projet de loi de Finances 2012 prévoit une hausse plus modérée

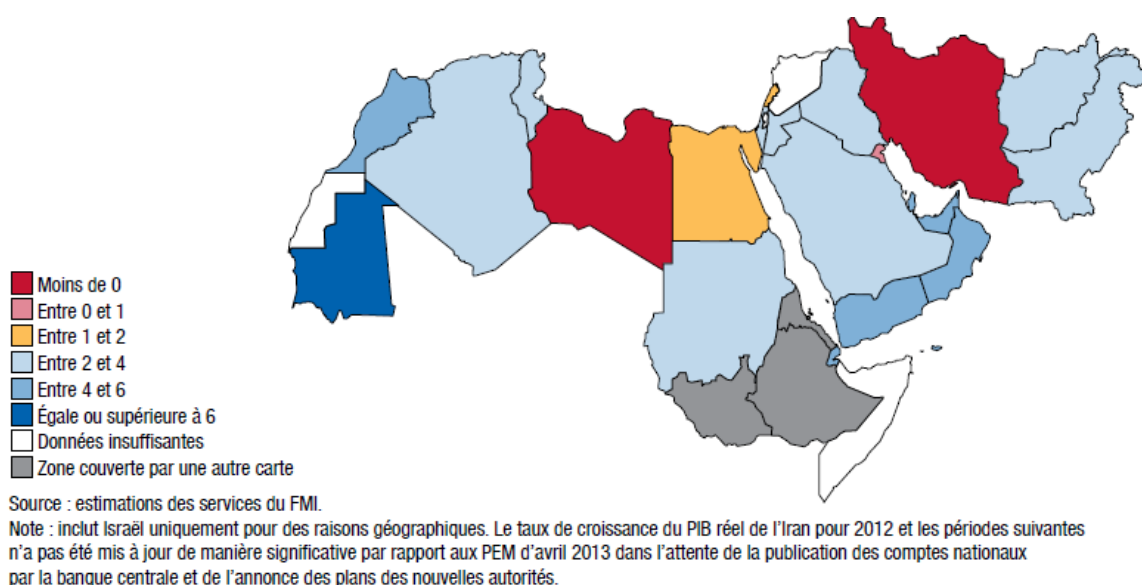
³⁷² Fonds monétaire international, (2013). « Perspectives de l'économie mondiale Transitions et tensions, Transitions et tensions », Études économiques et financières, Octobre, USA, P 76

des dépenses de fonctionnement (+7,4%) et une forte contraction des dépenses d'investissement (-29%).

Ces dernières pourraient à l'avenir faire office de variable d'ajustement, et ce d'autant que l'économie algérienne peine à absorber l'intégralité des fonds alloués aux divers plans quinquennaux d'investissements publics. Ainsi à moyen terme, Une meilleure mobilisation et un accroissement des recettes fiscales hors-hydrocarbures apparaissent incontournables.

L'économie algérienne a affiché un certain dynamisme avec un taux de croissance qui a approché les 3% à fin 2011 (2,85% selon les estimations du FMI), enregistrant des performances comparables à celles des années passées (3,30% en 2010, 2,40% en 2009). Ces fondamentaux demeurent cependant fragiles. Le secteur des hydrocarbures qui continue de représenter environ 1/3 du PIB (contre seulement 5% pour l'industrie), ne doit sa progression qu'à l'effet prix induit par le raffermissement des cours du pétrole (107 USD le baril en 2011 contre 77 USD en 2010) alors que la croissance du secteur hors-hydrocarbures (+5,3%) est surtout tirée par la dépense publique, notamment dans les domaines du BTP et de la construction.

Figure 4.4 : La place de l'Algérie en Moyen-Orient et Afrique du Nord: la croissance du PIB en % pour 2013.



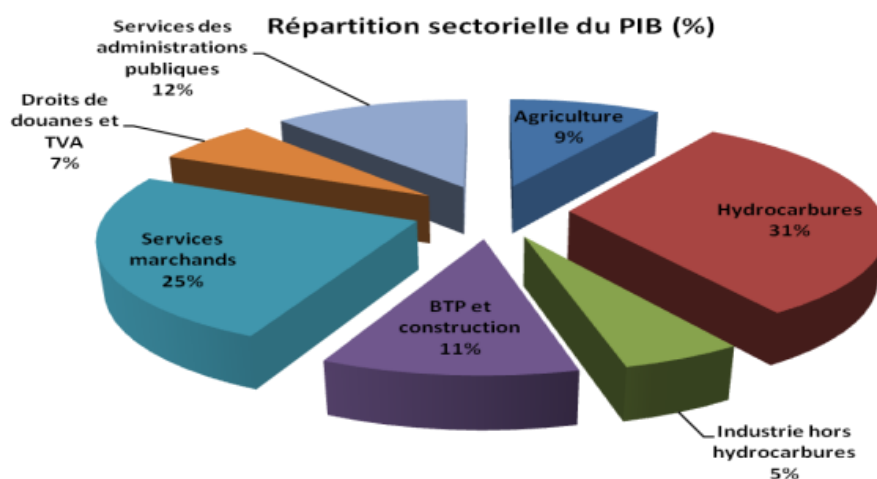
Source : Fonds monétaire international, (2013). « Perspectives de l'économie mondiale Transitions et tensions, Transitions et tensions », Études économiques et financières, Octobre, USA, P 76

La croissance économique devait reprendre en 2014 par suite de l'amélioration de la situation mondiale et de la reprise de la production pétrolière. La poursuite d'une croissance durable et équitable à moyen terme dépendra toutefois de l'amélioration du cadre sociopolitique et de la stabilité macroéconomique, de la diversification des économies et de l'accélération de la création d'emplois.

A plus d'un titre, l'économie algérienne demeure donc dépendante de sa rente énergétique: outre sa contribution directe à la formation du PIB, le secteur des hydrocarbures représente 98% des recettes d'exportation et les $\frac{3}{4}$ du budget de l'Etat via la fiscalité pétrolière (alors même que la dépense publique est le principal moteur de la croissance).

Dans ces conditions, une baisse éventuelle du prix du pétrole constitue le principal risque à court terme pour l'économie algérienne. Toutefois, les analystes n'écartent pas l'hypothèse d'une baisse sensible bien que temporaire des cours mondiaux du pétrole, qui au-delà de 12-18 mois, pourrait retrouver des niveaux élevés compte tenu de la croissance toujours soutenue dans grands pays émergents et du rapport entre offre et demande.

Figure 4.5 : répartition des secteurs publics



Sources : FMI et Ministère des Finances algérien

Les dernières données du FMI pour l'Algérie font état d'une croissance de 3,3% en 2012 et de 3,4% en 2013. La diversification de l'économie, qui seule permettrait de s'affranchir de cette dépendance aux hydrocarbures, semble incontournable, mais ne pourra s'inscrire que dans la durée.

2. ANALYSE ÉCONOMIQUE : LES EFFETS DES DÉPENSES ET LES RECETTES SUR LA CROISSANCE

D'un point de vue économique, d'une manière assez complexe, l'effet d'une variation non-anticipée des recettes ou bien des dépenses publiques sur la taille du budget de l'Etat, et de surcroît sur son déficit budgétaire, dépend des caractéristiques du système fiscal et de la manière avec laquelle le système politique réconcilie les demandes de dépenses publiques et les objectifs de redistribution de ces dépenses. La théorie économique offre, concernant la relation entre les dépenses et les recettes publiques, une série d'explications pour l'ensemble des relations causales entre ces deux variables.³⁷³

Toutefois, si une certaine transparence dans le comportement de l'Etat est admise, la satisfaction de la contrainte budgétaire inter-temporelle nous conduit à admettre l'hypothèse que les dépenses déterminent les recettes. Nous cherchons à identifier quantitativement l'impact des dépenses et des recettes publiques sur la croissance en Algérie.

Pour cela nous utilisons le cadre d'analyse des graphes qui démontre les différentes variables des politiques budgétaires qui peuvent influencer la croissance économique. La base de données que nous utilisons dans l'analyse économique puise dans deux sources. La première est celle des statistiques du Ministère des Finances publiées de l'Office National des Statistiques et la seconde est celle par l'ONS.

Nous analyserons donc l'évolution des dépenses et les recettes durant la période 1998-2010 en Algérie. Un ajustement budgétaire graduel s'impose à moyen terme pour préserver la viabilité de politiques budgétaire. Nous montrerons dans L'ANNEXE 4.1 des données sur les différents facteurs qui ont exercé une influence sur la politique budgétaire et la croissance économique.

Après les bonnes performances des finances publiques enregistrées au cours des années 2000 et 2001 avec un excédent global du Trésor respectivement de 400,0 milliards de dinars et 171,0 milliards de dinars, la situation des opérations du Trésor n'a enregistré au cours de l'année 2002 qu'un excédent de 10,4 milliards de dinars.

³⁷³ EZER AYADI (2002). «POLITIQUE BUDGETAIRE, AJUSTEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE : APPLICATION AU CAS DE LA TUNISIE », P 406.

Dans le cadre de la loi des finances complémentaire, un fonds de régulation des recettes a été institué pour l'année 2000 afin d'atténuer l'effet des "chocs" extérieurs sur la conduite de la politique budgétaire. Ce fonds est alimenté par les encaissements au titre du surcroît de la fiscalité pétrolière résultant de la différence entre le prix de référence du pétrole et le prix moyen effectif de l'année. Le prix de référence pour les budgets de 2000 et 2001 était respectivement de 19 dollars/baril et 22 dollars/baril. La bonne conjoncture pétrolière a permis d'alimenter le fonds de régulation pour un montant important (453 milliards de dinars) en 2000 où les prix du pétrole étaient supérieurs à 28 dollars/baril contre un prix de référence de 19 dollars. En 2001, également, un montant de 115,8 milliards de dinars a été transféré à ce fonds, le prix de référence ayant été de 22 dollars/baril dans la loi de finances complémentaire par rapport à un prix effectif de 24,8 dollars/baril. Sur la base de toutes ces performances, un programme de relance économique à moyen terme 2001-2004 a été élaboré et mis en œuvre à partir du second semestre de l'année 2001. Le but de ce programme est de stimuler la demande interne à travers une hausse des dépenses budgétaires d'investissement.

En effet, l'importante augmentation (23 %) des dépenses budgétisées permet d'en déduire que la loi des finances complémentaire pour l'année 2001 a pris en charge la première tranche du programme de relance. Le budget inhérent à la loi de finances complémentaire pour l'année 2001 a été établi sur la base de 22 dollars/baril au lieu de 19 dollars/baril, alors que le prix moyen du baril s'est situé à 26,8 dollars au premier semestre de l'année 2001.

Sur la base des encaissements-décaissements, les principaux indicateurs des politiques budgétaires pour l'année 2002 se présentent comme suit :

- Des recettes budgétaires de 1603,2 milliards de dinars soit 36 % du produit intérieur brut contre 35,7 % en 2001 et 38,7 % en 2000 ;
- Des dépenses budgétaires de 1550,6 milliards de dinars, correspondant à 34,8 % du produit intérieur brut contre 31,3 % en 2001 et 28,9 % en 2000 ;
- Un excédent global des opérations du Trésor de 10,4 milliards de dinars, soit 0,2 % du produit intérieur brut contre 3,4 % en 2001 et 9,8 % en 2000.

Depuis 2003, la situation des politiques budgétaires, en tant qu'élément important des finances intérieures, connaît une amélioration soutenue. Le solde global du Trésor a été multiplié par 2,5 fois, passant de 438,5 milliards de dinars en 2003 à 1092,5 milliards de dinars en 2006, soit respectivement 8,3 % et 13 % du produit intérieur brut. Ces performances ont été

réalisées dans un contexte de croissance soutenue des dépenses publiques, et notamment des dépenses d'investissement, à un rythme, néanmoins, moins élevé que celui des recettes totales.

Ces dernières, constituées en 2006 de 78,1 % des recettes des hydrocarbures, ont bénéficié de l'évolution très favorable des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux.

En conséquence, l'encours du Fonds de régulation des recettes, en progression régulière sur la même période, a atteint, en fin 2006, un montant de 2931 milliards de dinars contre 568,4 milliards de dinars à fin 2003. L'excès des recettes fiscales des hydrocarbures au-delà de celles inhérentes au prix de référence de 19 dollars par baril, a permis d'alimenter ce Fonds qui a été constitué en 2000 ; cet excès répond, entre autres, au souci des pouvoirs publics de réduire la vulnérabilité des finances publiques aux chocs externes en amortissant l'effet de la baisse de la fiscalité pétrolière sur les dépenses d'équipement de l'État et, par conséquent, d'assurer la viabilité de la politique budgétaire sur le moyen et long terme.

Ces performances se sont conjuguées sur le plan fiscal, avec des efforts récents en matière de recouvrement de la fiscalité sur les hydrocarbures et hors hydrocarbures pour réduire davantage la vulnérabilité des politiques budgétaires aux chocs externes.

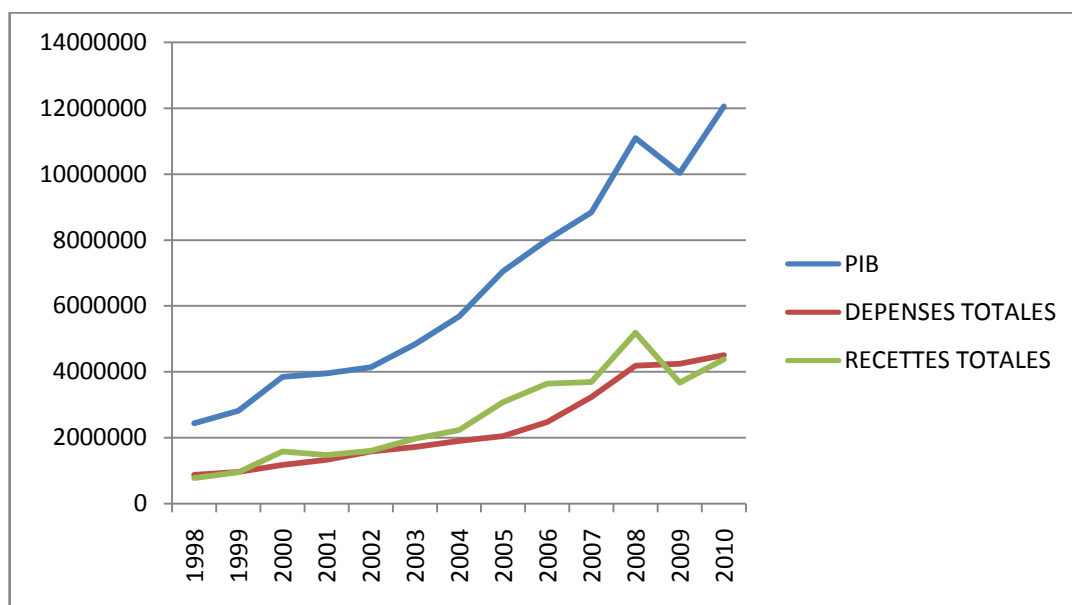
Alors qu'elles avaient fortement baissé en 2009 (-29,2 %), les recettes budgétaires s'établissent en 2010 à 4 379,6 milliards de dinars contre 3 676 milliards en 2009. Elles ont donc progressé de 19,1 %. Les recettes des hydrocarbures ont concouru à l'augmentation des recettes totales de 2010 à hauteur de 70 % et celles hors hydrocarbures à hauteur de 29,5 %. Rapportées au PIB, les recettes totales représentent 36,3 % contre 36,6 % en 2009 et les recettes des hydrocarbures 24,1 % contre 24 % en 2009 ;

En 2010, les dépenses budgétaires totales s'établissent à 4512,8 milliards de dinars contre 4246,3 milliards de dinars en 2009, soit une hausse de 6,3 % après leur quasi stabilité en 2009. Entre 2005 et 2010, elles se sont accrues de 119,9 %, passant de 2 052 milliards de dinars à 4 512,8 milliards de dinars. Sur la même période, l'augmentation des dépenses totales résulte pour 58,5 % de celles des dépenses courantes et pour 41,5 % de celles des dépenses d'investissement. En revanche, pour les années 2009 et 2010, les dépenses en capital sont en baisse respectivement de 1,4 % et 6 %.

En utilisant les données décrites dans les parties précédentes de ce travail, nous avons effectué quatre types de graphes: les premières considèrent les effets des dépenses publiques et les recettes totales sur PIB, le second utilise l'effet des recettes fiscales sur PIB, le troisième utilise l'effet des recettes non fiscales sur PIB, et la quatrième utilise l'effet des recettes hydrocarbure sur PIB.

2.1.L'effet des dépenses publiques et les recettes totales sur PIB :

Figure 4.6 : l'effet des dépenses publiques et les recettes totales sur PIB



Sources : Ce graphe est construit à partir d'ANNEXE 4.1

Meltzer et Richard (1981) soutiennent que les dépenses et les recettes publiques peuvent enfin manifester une relation de causalité bidirectionnelle lorsque, dans le cadre du processus budgétaire, les décisions de dépenses et d'imposition sont prises et subies par le même groupe. Blanchard et Fischer (1989), affirment aussi que cette interdépendance peut aussi être expliquée par la théorie du lissage fiscal lorsque les décideurs politiques qui déterminent les dépenses publiques tiennent compte du marginal de l'accroissement et de l'administration des impôts. De surcroît, toute stratégie visant à restaurer une discipline budgétaire doit être appliquée simultanément aux deux composantes du budget.³⁷⁴

³⁷⁴ EZER AYADI (2002), « POLITIQUE BUDGETAIRE, AJUSTEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE : APPLICATION AU CAS DE LA TUNISIE », P 408

Dans ce graphe on va analyser les effets des dépenses publiques totales et les recettes publiques totales sur la croissance économique durant la période « 1998-2010 ».

Durant la période « 1998-1999 » on remarque qu'il y a une légère évolution sur les trois variantes indiquées sur le graphe.

Concernant la variante des dépenses publiques totales on constate qu'il y a une augmentation de 8.9 % ; pour la variante des recettes publiques totales on constate qu'il y a une augmentation de 8.5 % ; et pour la variante de la croissance économique, elle a enregistré un taux appréciable, soit 2.1% en moyenne durant cette même période.

Durant la période « 1999-2000 » on remarque qu'il y a une évolution importante sur les trois variantes indiquées sur le graphe ; Concernant la variante des dépenses publiques totales on constate qu'il y a une augmentation de 5.9% . Pour la variante des recettes publiques totales on constate qu'il y a une augmentation de 18.5 % , et pour la variante de la croissance économique on constate qu'il y a une augmentation de 3.2 % durant cette même période. A partir de 1999 et suite aux accords avec les institutions financières internationales qui lui ont permis de connaître une situation financière moins contraignante que par le passé, l'activité économique commence à retrouver son chemin de croissance. Ceci s'est traduit par un taux de croissance annuel moyen du PIB d'environ 3.2% sur toute la période.

- Durant la période « 2000-2002 » on remarque qu'il y a une évolution sur les trois variantes indiquées sur le graphe.

- Les recettes budgétaires de l'année 2002 ont atteint 1.603,2 milliards de dinars, soit une augmentation de 6.5 % par rapport à l'année 2001.

- Les dépenses budgétaires ont atteint un montant de 1550.6 milliards de dinars en 2002, ce qui représente une augmentation de 17.4 % par rapport à l'année 2001. Cette augmentation est due essentiellement aux dépenses en capital et aux transferts courants qui se sont accrus respectivement de 26.7 % et 22.2 %. En pourcentage des dépenses budgétaires totales, les dépenses courantes (1097,7 milliards de dinars) ont représenté 70,8 % en 2002 contre 73 % en 2001 ; les dépenses en capital (452,9 milliards de dinars) représentant 29,7 % des dépenses totales en 2002 contre 27 % en 2001. En 2002, les dépenses courantes ont progressé de 13,9 % par rapport à leur niveau de 2001. Avec un niveau atteint en 2002 de 1097,6 milliards de dinars, ces dépenses représentent 24,6 % du produit intérieur brut. Les dépenses en capital ont aussi connu une augmentation (26,7 %) passant de 357,4 milliards de dinars en 2001 à 452,9 milliards de dinars en

2002. Leur niveau est monté à 9.7 % du produit intérieur brut en 2002 contre 8,5 % et 7,9 % pour les années 2001 et 2000.

- L'évolution favorable des indicateurs d'endettement public se confirme, à en juger notamment par l'encours qui a été ramené à 54,4 % du produit intérieur brut en 2002 alors qu'il était de 58,9 % en 2001, 67,2 % en 2000 et 80,6 % en 1999. Par ailleurs, les dépenses en capital se sont élevées à 452,9 milliards de dinars en 2002, une augmentation de 26,7 % par rapport à 2001. Ces dépenses d'investissements sont montées à 10,2 % du produit intérieur brut en 2002, reflétant l'effort en la matière inhérent au programme de soutien à la relance économique.

Au cours de la période « 2002 – 2006 », on Remarque qu'il y a une évolution sur :

- Les recettes budgétaires qui ont progressé de 123.4% passant de 1603,2 milliards de dinars en 2002 à 3 582,3 milliards de dinars en 2006. Par rapport au produit intérieur brut (PIB), les recettes totales sont passées de 35,3 % en 2002 à 41,1 % en 2005 puis à 42,7 % en 2006. En 2006, les recettes budgétaires totales ont progressé de 16.2 % par rapport à l'année 2005. Cette hausse est due essentiellement à l'accroissement des recettes des hydrocarbures et dans une moindre mesure, à la hausse des recettes hors hydrocarbures. Les recettes hors hydrocarbures ont atteint en 2006 un montant global de 783 milliards de dinars, en progression de 8,1 % par rapport à 2005 et dépassant ainsi le montant budgétisé dans la loi de finances 2006 (767,2 milliards de dinars).

- Les dépenses budgétaires totales ont progressé de 56,6 % au cours de la période 2002-2006 et ont atteint 2428,5 milliards de dinars en 2006 contre 1550,6 milliards de dinars en 2002. Sur la même période, Cette tendance témoigne de l'effort budgétaire consenti pour la relance de l'activité économique à travers l'impulsion budgétaire apportée par les divers programmes de dépenses publiques (programme de soutien à la relance économique de 2001 à 2004, programme de développement agricole, programme de reconstruction des infrastructures détruites par le séisme de 2003, programme complémentaire de soutien à la croissance 2005-2009, programme spécial complémentaire de développement des wilayas du sud, .).

Ces évolutions favorables témoignent du réel effort de stabilisation des dépenses courantes au profit de l'allocation des ressources pour les dépenses. Quant à elles, après un léger recul en 2003, ont enregistré une croissance plus soutenue entre 2003 et 2006, soit 12,9 % en 2004, 25,9 % en 2005 et 23 % en 2006).

- Durant la période « 2007-2008 » on remarque qu'il y a eu différentes évolutions sur les trois variantes indiquées sur le graphe.

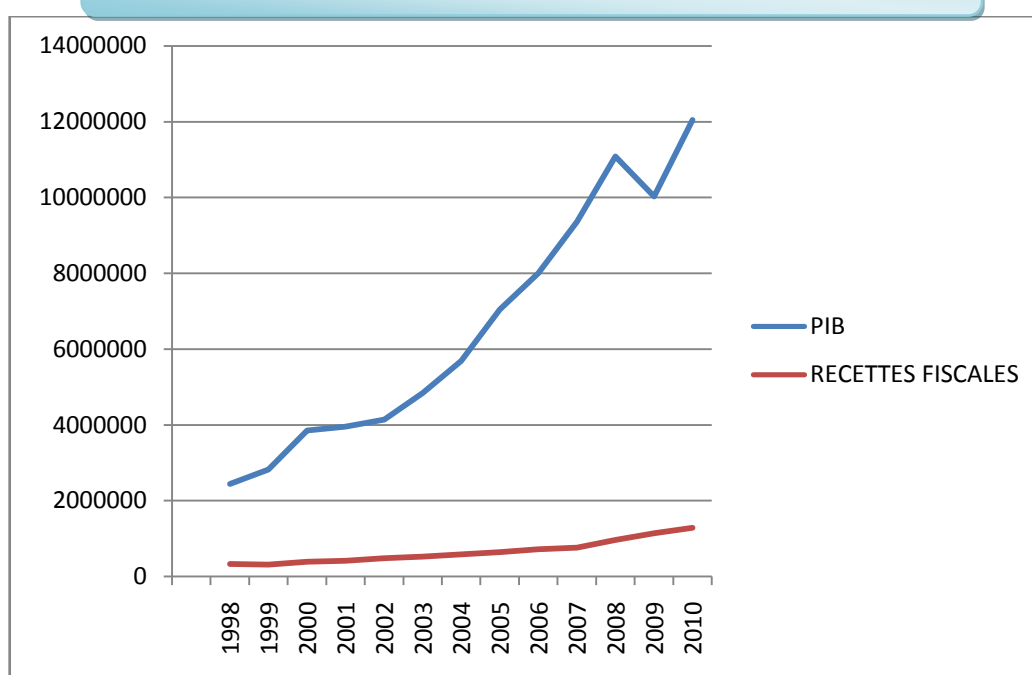
Concernant la variante des dépenses publiques totales, on constate qu'il y a une diminution de 12700 millions dinars qui passe en 2007 de 3239700 à 3227000 en 2008. Pour la variante des recettes publiques totales, on constate qu'il y a une augmentation de 7.5 % et pour la variante

de la croissance économique on constate qu'il y a une augmentation de 2.8 % durant cette même période.

Les recettes hors hydrocarbures ont atteint en 2010 un montant global de 1 470,2 milliards de dinars, en progression de 16,5 % (14,6 % en 2009) ; elles représentent 33,6 % du total des recettes budgétaires.

2.2. L'effet des recettes fiscales sur PIB

Figure 4.7 : l'effet des recettes fiscales sur le PIB



Sources : Ce graphique est construit à partir d'annexe 4.1

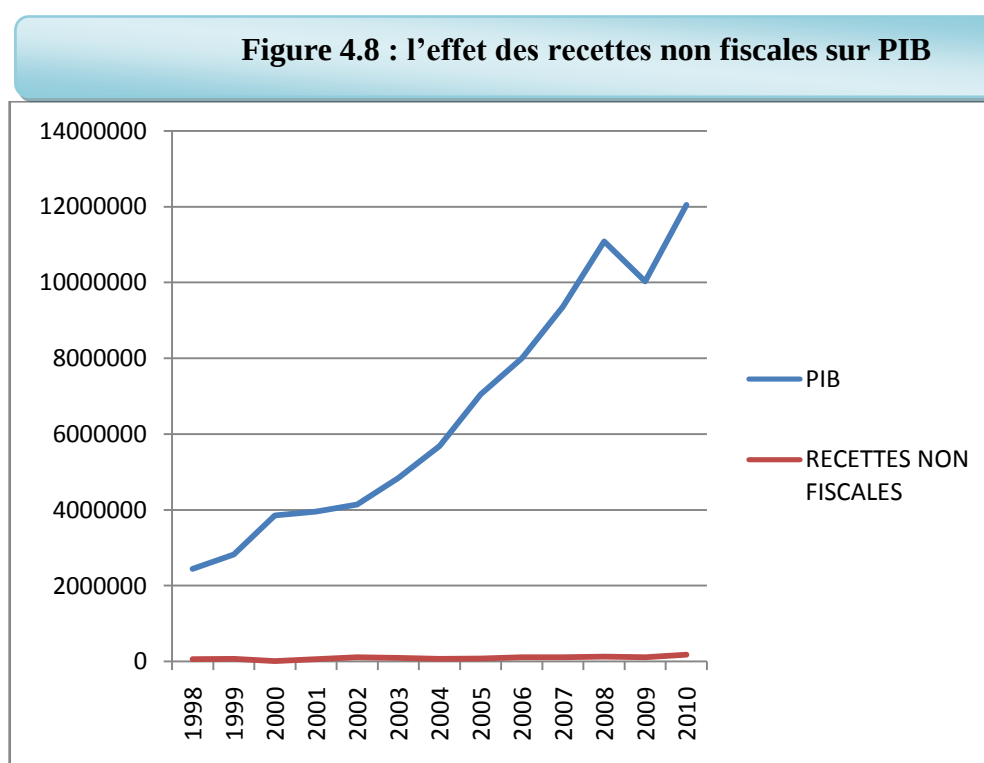
Les recettes fiscales ont enregistré une augmentation d'un montant de 84,7 milliards de dinars en 2002 par rapport à 2001, soit un taux d'accroissement de 21,3 %. Ceci s'explique par les augmentations enregistrées par les recettes au titre des droits de douanes (23,8 %), les revenus des contributions directes (13,9 %) et les revenus de l'enregistrement et timbres (12,3 %). D'où une amélioration des recouvrements de la fiscalité qui contribue au rétablissement de l'équilibre des politiques budgétaires. Donc il y a une augmentation de 30,1 % au titre de la fiscalité dans cette période.

Les recettes fiscales dans la période du 2002-2006, qui représentent 86,2 % des recettes hors hydrocarbures, ont augmenté de 5,4 % et sont passées de 640,5 milliards de dinars en 2005 à

674,8 milliards de dinars en 2006. Les plus fortes augmentations ont été enregistrées par les postes .impôts sur les revenus et les bénéfices. (60,8 milliards de dinars), suivi du poste "impôts sur les biens et services " (7 milliards de dinars). Bien que la fiscalité hors hydrocarbures ait augmenté de 31,6 % sur la période 2002 - 2006, sa part dans les recettes totales ne cesse de diminuer sur la même période en raison de l'accroissement de la part de la valeur ajoutée des hydrocarbures dans le produit intérieur brut. La fiscalité pétrolière demeure la variable déterminante dans l'élaboration du budget de l'État qui contribue pour 75,8 % des recettes totales en 2006 contre 73,6 % en 2005.

Les recettes fiscales, qui représentent 87,6 % des recettes hors hydrocarbures contre 90,8 % en 2009, ont progressé de 12,3 % pour atteindre 1287,4 milliards de dinars en 2010.

2.3. L'effet des recettes non fiscales sur PIB:



Sources : Ce graphe est construit à partir d'annexe 4.1

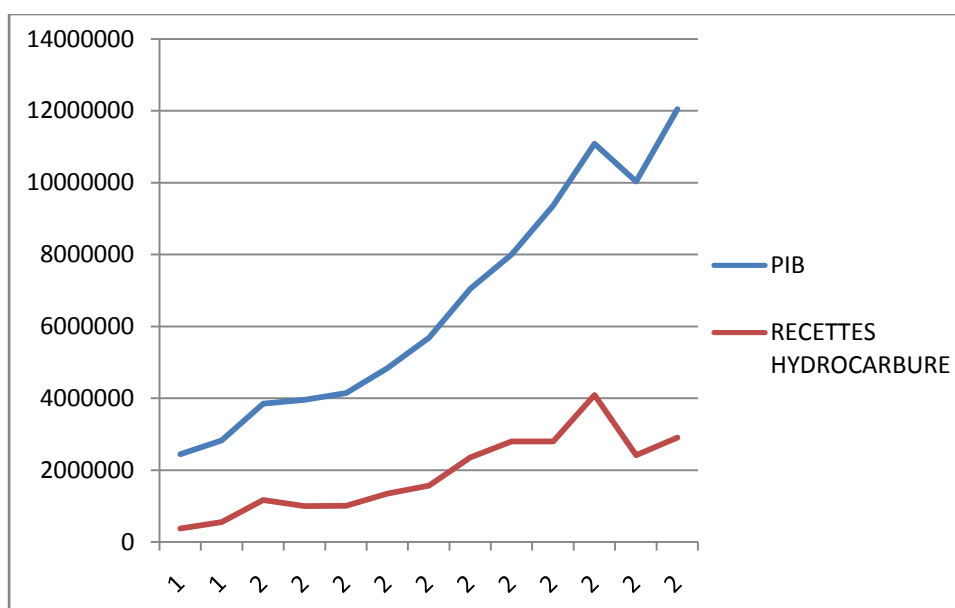
Les recettes non fiscales, quant à elles, ont connu une forte croissance en 2002 où elles ont atteint 112,4 milliards de dinars contre 90,3 milliards de dinars en 2001, soit un taux d'augmentation de 24,5 %. Cette hausse est due essentiellement à une augmentation des revenus au titre des droits d'entrée. Cette structure représente 7% des recettes non fiscales. Les

recettes hors hydrocarbures/produit intérieur brut ont légèrement baissé de 9,7 % en 2005 à 9,3 % en 2006. La diminution, depuis l'année 2002, de la part des recettes hors hydrocarbures par rapport au produit intérieur brut ne doivent pas occulter l'effort fiscal des activités hors hydrocarbures qui, sous l'angle du ratio recettes hors hydrocarbures/PIB hors hydrocarbures, s'est stabilisé à hauteur de 17,4 % en 2006.

Les recettes non fiscales ne représentent que 12,4 % des recettes hors hydrocarbures de 2010 contre 9,2 % en 2009, elles ont fortement augmenté (57,8 %) passant de 115,8 milliards de dinars en 2009 à 182,8 milliards de dinars en 2010.

2.4.1'effet des recettes hydrocarbure sur PIB:

Figure 4.9 : l'effet des recettes hydrocarbure sur PIB



Sources : Ce graphe est construit à partir d'annexe 4.1

Les recettes budgétaires de l'année 2002 ont atteint 1.603,2 milliards de dinars, soit une augmentation de 6,5 % par rapport à l'année 2001 qui s'explique par l'augmentation (21,8 %) des recettes hors-hydrocarbures, alors qu'il est enregistré une situation de relative stabilisation des recettes au titre de la fiscalité pétrolière ; le prix moyen du baril de pétrole étant passé de 24,8 dollars en 2001 et à 25,2 dollars en 2002.

Néanmoins les recettes au titre de la fiscalité pétrolière ont excédé les prévisions en la matière pour un montant de 26,5 milliards de dinars. Cela a alimenté le fonds de régulation des recettes, déjà pourvu de 115,8 milliards de dinars en 2001 et de 453,2 milliards de dinars en 2000, visant à limiter l'impact négatif sur les finances publiques de "chocs" externes.

En effet, la vulnérabilité des politiques budgétaires à ces "chocs" est bien démontrée par la structure des recettes budgétaires. Pour l'année 2002, cette structure est de 62,9 % au titre de la fiscalité pétrolière. Il est à noter également que les recettes hors hydrocarbures se sont accrues en 2002 de 21,8 % par rapport à 2001 et ce, en relation principalement avec l'évolution de la fiscalité liée au commerce extérieur et droit de douane, en cohérence avec l'évolution des importations et notamment, celles de biens de consommation et de biens intermédiaires.

Les recettes des hydrocarbures sont passées de 2 352,7 milliards de dinars en 2005 à 2 799 milliards de dinars en 2006, soit une progression de près de 19 %. Cette croissance est totalement imputable à la hausse des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux.

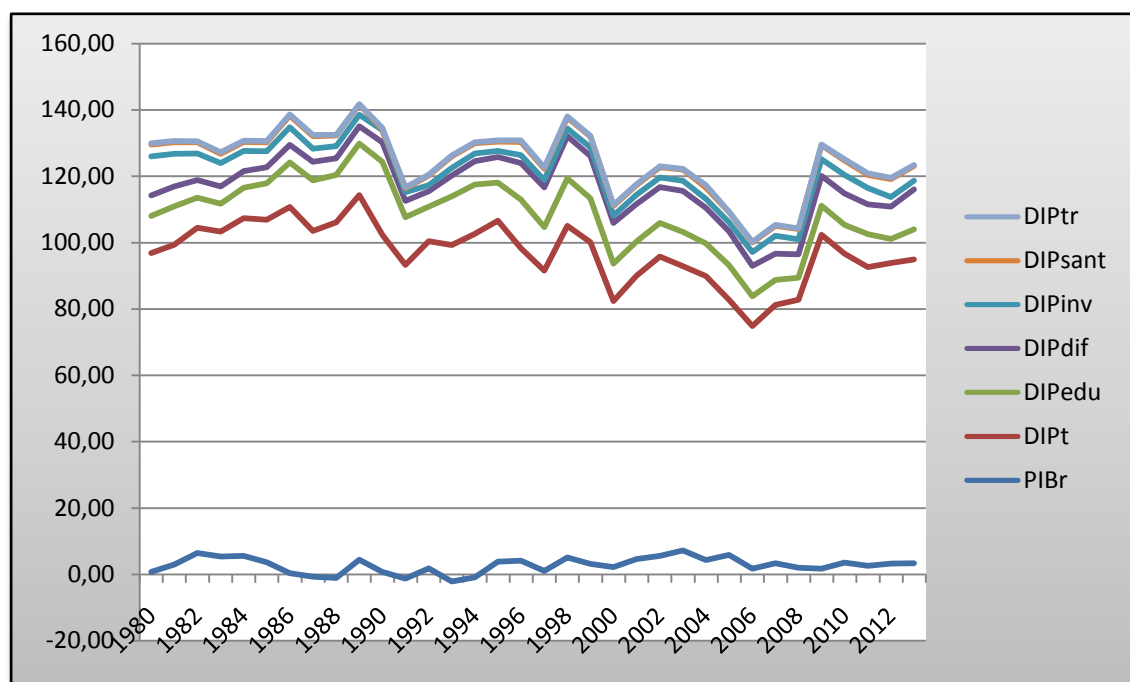
Les recettes des hydrocarbures ont atteint 1419,5 milliards de dinars durant le premier semestre 2006 contre 1379,5 milliards de dinars au second semestre (y compris la redevance annuelle versée au second semestre), totalisant un flux annuel de 2799 milliards de dinars. Cette évolution indique que la totalité de la fiscalité pétrolière budgétisée (916 milliards de dinars), Aussi, l'excès des recettes effectives des hydrocarbures sur les recettes budgétisées en la matière au premier semestre et la totalité des recettes des hydrocarbures du second semestre ont été versés au Fonds de régulation des recettes.

Les recettes des hydrocarbures ont augmenté de 20,4 %, passant de 2 412,7 milliards de dinars en 2009 à 2 905 milliards de dinars en 2010. Elles représentent cette année 1,9 fois le montant de la fiscalité budgétisée au prix de référence de 37 dollars le baril contre 1,2 fois en 2009.

2.5.L'effet des dépenses de tous les secteurs sur la croissance économique :

Nous allons analyserons maintenant les différentes dépenses publiques choisies pour cette étude vu leur importance pour l'accélération de la croissance économique selon les différentes pensées économiques du point de vu capital humain et capital physique.

Figure 4.10: Evolutions des dépenses totale, dépenses publiques par secteur et la Croissance économique réelle de 1980 jusqu'à 2013.



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, ministère des finances, direction générale des impôts.

DIP tr : dépenses du transport
DIP sant : dépenses de la santé
DIP inv : dépenses d'investissement
DIP dif : dépenses de la défense
DIP edu : dépenses d'éducation
DIP t : dépenses totale

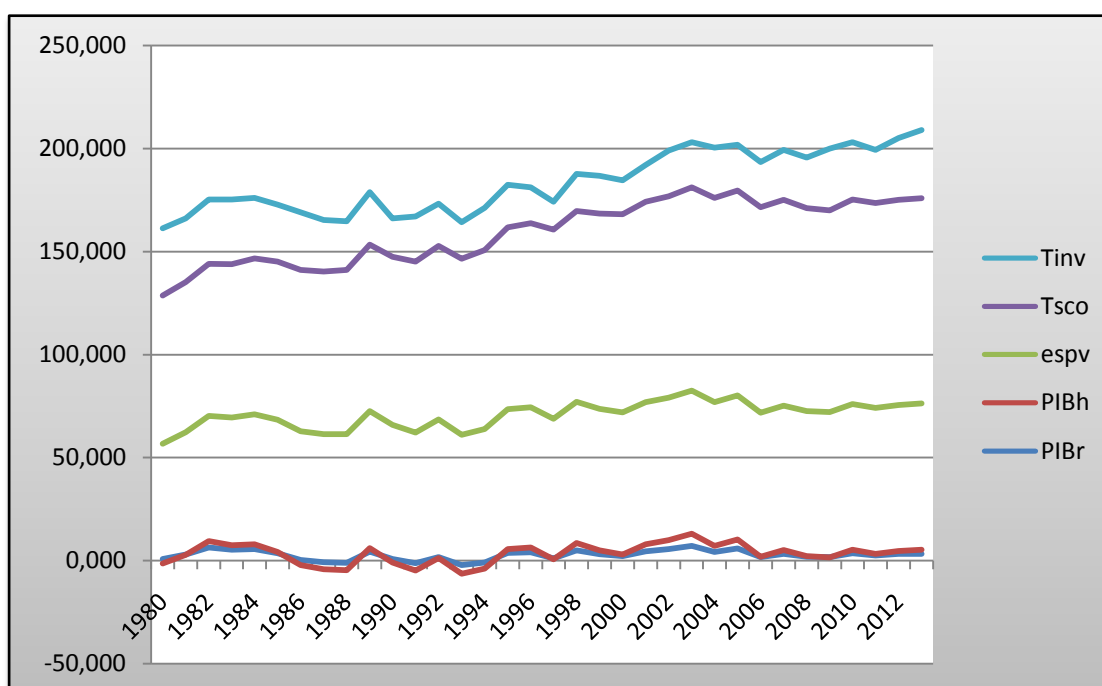
Pendant toute la durée choisie on constate que les dépenses de la santé, d'investissement, de la défense et de l'éducation ont un lien direct avec les dépenses totales du budget de l'état. Donc, dès qu'il y'a une augmentation dans les différentes dépenses de ces secteurs il y'a systématiquement une augmentation dans les dépenses totales et inversement, dès qu'il a une diminution dans les dépenses totales il en résulte une diminution dans les dépenses des différents secteurs.

L'étude de la relation entre les dépenses des différents secteurs choisies pour cette étude et la croissance économique est importante car, tant qu'il y'a augmentation des dépenses publiques il y'a une augmentation de la croissance économique particulièrement dans les années 1982, 1989, 1992, 1999, 2001, 2007, 2009 et 2013 ; de même lorsque il y'a diminution dans les dépenses dans ces secteurs, il en résulte une diminution de la croissance économique, ce qui a caractérisé les années 1983, 1991, 1997, 2000, 2006, 2011.

Donc, d'après cette analyse, la croissance économique est directement affectée par les dépenses publiques des secteurs dans les années sus indiquées. Toutefois, concernant les autres années qui ne sont pas indiquées dans l'analyse précédente il y'a un léger impact des dépenses publiques de l'année sur la croissance économique de l'année suivante.

2.6. Evolution de la croissance économique réelle en présence des variables conditionnelles

Figure 4.11: Evolution de la croissance économique réelle en présence des variables Conditionnelles de 1980 jusqu'à 2014

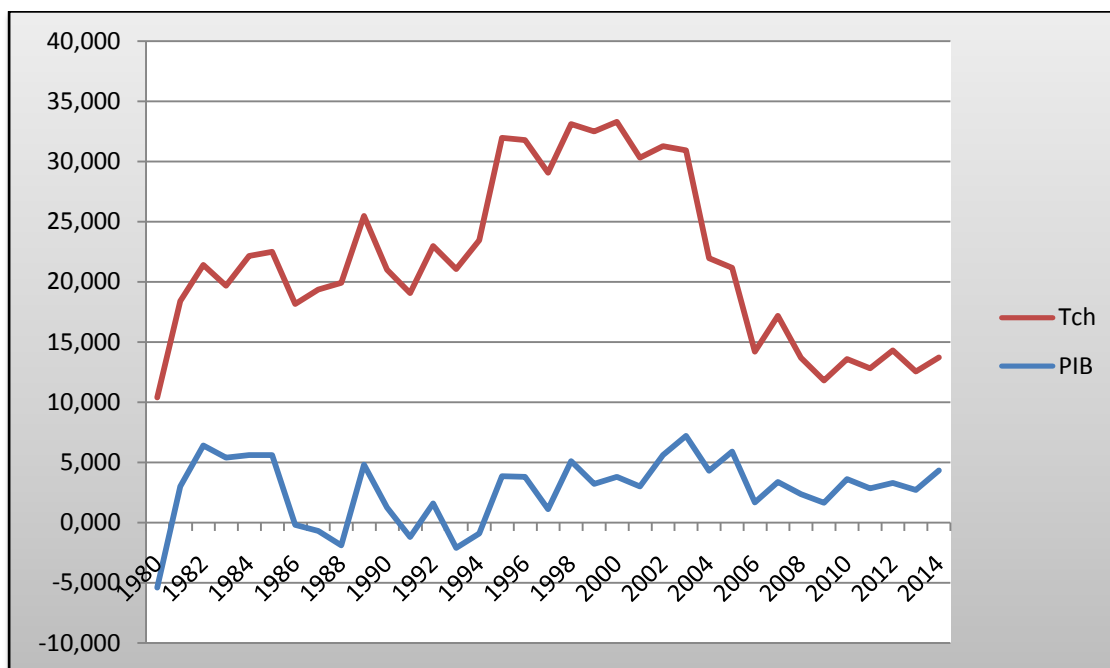


Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, données la banque mondiale, rapport FMI.

Dans cette analyse des variables conditionnelles le schéma montre clairement qu'il ya une relation proportionnelle entre toutes les variables conditionnelles durant toute la période examinée car, quand elles augmentent elles augmentent toutes et quand elles diminuent c'est la totalité qui diminuent aussi.

2.7.Évolution du taux de chômage et la croissance économique de 1980 jusqu'à 2014

Figure 4.12: évolution du taux de chômage et la croissance économique de 1980 jusqu'à 2014



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS.

La figure ci-dessus démontre l'évolution du taux de chômage et la croissance économique durant la période 1980-2014, en même temps pour savoir le lien et la corrélation entre eux et détecter s'il y a une influence de la croissance économique sur le taux de chômage durant cette période.

Dans la période 1980-1982, selon la même figure, nous constatons que la courbe du taux de chômage et celle de la croissance économique sont ascendantes avec le même rythme de telle façon que le pourcentage d'augmentation du taux de chômage et le pourcentage d'augmentation de la croissance économique sont presque égaux.

Dans la période 1982-1986 il y' a presque une stabilité des deux phénomènes précédemment analysés.

Dans la période 1986-1988, il y'a une diminution de la croissance économique et une augmentation du taux de chômage, ce qui signifie que dans la période précédant l'Algérie a suivi un programme important pour le redressement économique qui a eu l'effet voulu mais

tardif sur la croissance économique et que celle-ci quand à elle, elle a eu un impact positif sur la diminution du taux de chômage.

Dans la période 1988-1998 nous constatons qu'il n'y a pas une influence de la croissance économique sur le taux de chômage par ce que, l'augmentation du taux de la croissance économique n'engendre pas une diminution du taux de chômage durant la même année mais dans les années 1991,1993, 1997. Il y a eu une diminution du taux de chômage, résultat du programme des années précédentes.

Dans la période 1998- 2014, on constate une évolution des dépenses publiques dans tous les secteurs en raison de l'application de plusieurs programmes notamment en matière d'infrastructures et cela grâce à l'augmentation du prix du baril de pétrole qui a permis d'accroître le budget de l'état.

On peut conclure donc que la croissance économique de chaque année de cette période a eu un effet sur le taux de chômage de l'année suivante de la même période ; ce qui a été par ailleurs vérifié durant la période de la crise politique en Algérie lorsque, quand le taux de croissance économique diminuait, il entraînait une augmentation du taux de chômage, ce qui confirme la loi d'okun.

SECTION IV 3 : APPLICATION DE LA MÉTHODE D'ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES SUR L'ALGÈRIE

Cette section est consacrée à la méthode de l'Analyse en Composantes Principales qui utilise le logiciel XLSTAT 2014 et qui nous permet de obtenir des résultats plus précis que ceux de l'analyse descriptive. Nous procéderons à la comparaison des résultats obtenus par les deux approches.

Cette méthode est fondamentale en statistique descriptive multidimensionnelle car elle permet de traiter simultanément un nombre quelconque de variables, toutes quantitatives³⁷⁵ Chaque axe est une combinaison des variables initiales, chacune plus ou moins bien représentée par cet axe. Cette représentativité se mesure par la corrélation de la variable avec l'axe. Plus généralement, les variables bien représentées par un plan sont repérables grâce au cercle des corrélations: plus une variable est proche du cercle, mieux elle est représentée dans ce plan.³⁷⁶

1. L'HISTOGRAMMES DES DEPENSES PUBLIQUES PAR SECTEUR ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE.

1.1. ACP pour les intervalles croissance économique réelle :

Tableaux 4.3 : évolution et répartition des différents intervalles des Taux de la croissance économique réelle de 1980 jusqu'à 2013

Borne inférieure	Borne supérieure	Effectif	Fréquence	Densité
-3	-1,97	1	0,029	0,029
-1,97	-0,94	2	0,059	0,057
-0,94	0,09	2	0,059	0,057
0,09	1,12	4	0,118	0,114
1,12	2,15	4	0,118	0,114
2,15	3,18	3	0,088	0,086
3,18	4,21	8	0,235	0,228
4,21	5,24	4	0,118	0,114
5,24	6,27	4	0,118	0,114
6,27	7,3	2	0,059	0,057

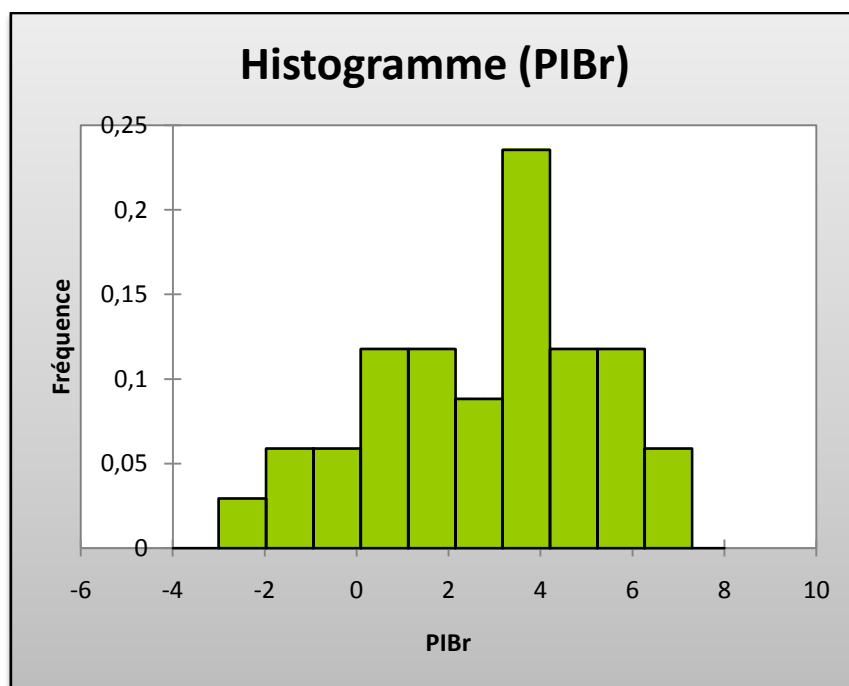
Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, par le logiciel XLSTAT 2014.3.02.

³⁷⁵ Alain Baccini, (2010). « Statistique Descriptive Multidimensionnelle pour les nuls », Publications de l'Institut de Mathématiques de Toulouse, Université Paul Sabatier, Toulouse cedex 9, Mai.

³⁷⁶ Frédéric LAVANCIER, (2012). « Statistiques pour données de pollution atmosphérique » Université de Nantes, Laboratoire de Mathématiques Jean Leray, mai

D'après l'analyse du tableau (4.3) qui démontre l'évolution du taux de la croissance économique durant la période allant de 1980 jusqu'à 2013, nous observons que l'intervalle « 3.18, 4.21 » est celui qui contient le plus de valeurs (8), et l'intervalle « -3, - 1.97 » est celui qui contient le moins de valeurs. L'histogramme de la croissance économique reproduit l'analyse du tableau et confirme que les taux de la croissance économique positifs sont au nombre de 30 valeurs beaucoup plus nombreux que les taux de la croissance économique négatives.

Figure 4.13 : histogramme des Taux de la croissance économique de 1980 jusqu'à 2013.



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS et données FMI, par le logiciel XLSTAT 2014.3.02.

1.2. Statistiques descriptives pour les intervalles des dépenses totales :

Tableaux 4.4 : évolution et répartition des différents intervalles des dépenses publique totales.

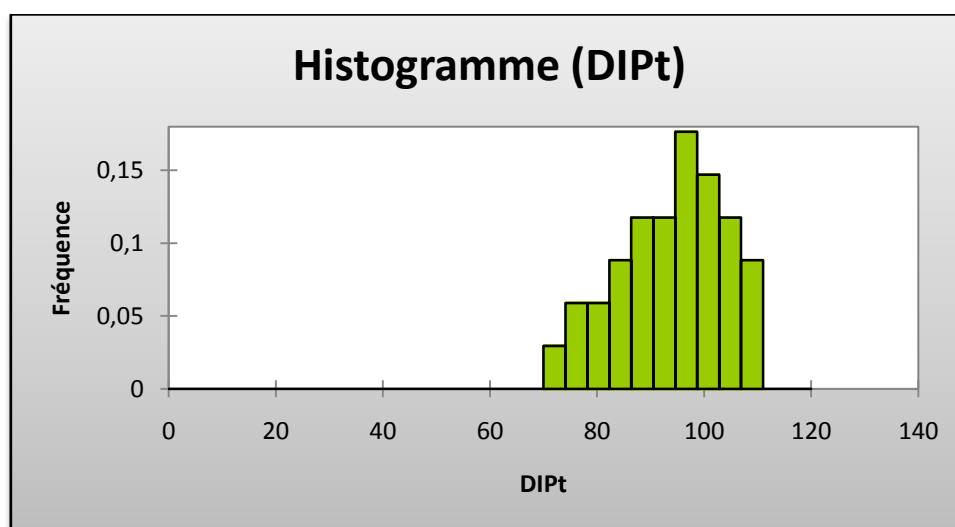
Borne inférieure	Borne supérieure	Effectif	Fréquence	Densité
70	74,1	1	0,029	0,007
74,1	78,2	2	0,059	0,014
78,2	82,3	2	0,059	0,014
82,3	86,4	3	0,088	0,022
86,4	90,5	4	0,118	0,029
90,5	94,6	4	0,118	0,029
94,6	98,7	6	0,176	0,043
98,7	102,8	5	0,147	0,036
102,8	106,9	4	0,118	0,029
106,9	111	3	0,088	0,022

Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, Ministère des finances par le logiciel XLSTAT 2014.3.02.

D'après le tableau 4.4 qui a été réalisé à partir des données des dépenses publiques totales par rapport au PIB avec le logiciel XLSTAT, nous constatons que l'intervalle « 94.6 , 98.7 » correspondant aux différents taux est l'intervalle où il y'a le taux le plus élevé, c'est-à-dire un taux de 6 et malgré cela c'est toujours peu par rapport au taux de croissance économique , et pour l'intervalle « 70 , 74.1 », le nombre d'occurrence du taux de dépenses publiques par rapport au PIB n'est qu'une seule fois dans les années 80.

Pour mieux éclairer l'importance des différents taux de dépenses publiques pendant la durée s'étalant de 1980 à 2013, nous avons conçu l'histogramme ci-dessous qui démontre l'importance qu'accorde l'état aux dépenses publiques totales destinées au fonctionnement et à l'équipement.

Figure 4.14 : histogramme des dépenses totale d'état de 1980 jusqu'à 2013.



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, Ministère des finances par le logiciel XLSTAT 2014.3.02.

1.3. Statistiques descriptives pour les intervalles dépenses du secteur de l'éducation nationale:

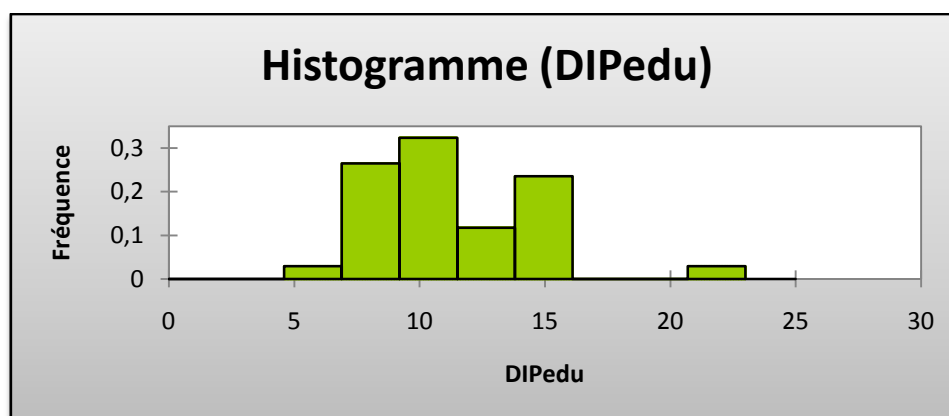
Tableaux 4.5 : évolution et répartition des différents intervalles afférents aux dépenses de l'éducation nationale de 1980 à 2013

Borne inférieure	Borne supérieure	Effectif	Fréquence	Densité
0	2,29988813	0	0,000	0,000
2,29988813	4,59977626	0	0,000	0,000
4,59977626	6,8996644	1	0,029	0,013
6,8996644	9,19955253	9	0,265	0,115
9,19955253	11,4994407	11	0,324	0,141
11,4994407	13,7993288	4	0,118	0,051
13,7993288	16,0992169	8	0,235	0,102
16,0992169	18,3991051	0	0,000	0,000
18,3991051	20,6989932	0	0,000	0,000
20,6989932	22,9988813	1	0,029	0,013

Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, Ministère des finances par le logiciel XLSTAT 2014.3.02.

Les résultats exprimés dans le tableau ci-dessus nous permettent de constater l'importance des dépenses publiques accordés par l'état au secteur de l'éducation nationale durant la période 1980-2013. Cette importance est traduite par le nombre d'occurrences qui est égale à 11 fois du total 34 d'observations qui représente la part qu'occupe les taux des dépenses d'éducation par rapport aux dépenses totales dans l'intervalle « 9.19 , 11.49 ». Ce taux dans l'intervalle de temps étudié est élevé et important par rapport au budget de l'état et aux dépenses des différents autres secteurs. L'intervalle « 20.69, 22.99 » représente une exception faite une seule fois par l'état durant toute cette période dans le cadre de la priorité accordée pour le redressement du secteur de l'enseignement et de l'éducation. En tout état de cause, ceci confirme la conviction extrême de l'état, persuadé qu'il ne peut accélérer la croissance économique sans donner la priorité au capital humain. L'histogramme suivant confirme l'analyse du tableau.

Figure 4.15 : histogramme des dépenses de l'éducation nationale de 1980 jusqu'à 2013.



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, Ministère des finances par le logiciel XLSTAT 2014.3.02.

1.4. Statistiques descriptives pour les intervalles dépenses du secteur de la défense nationale:

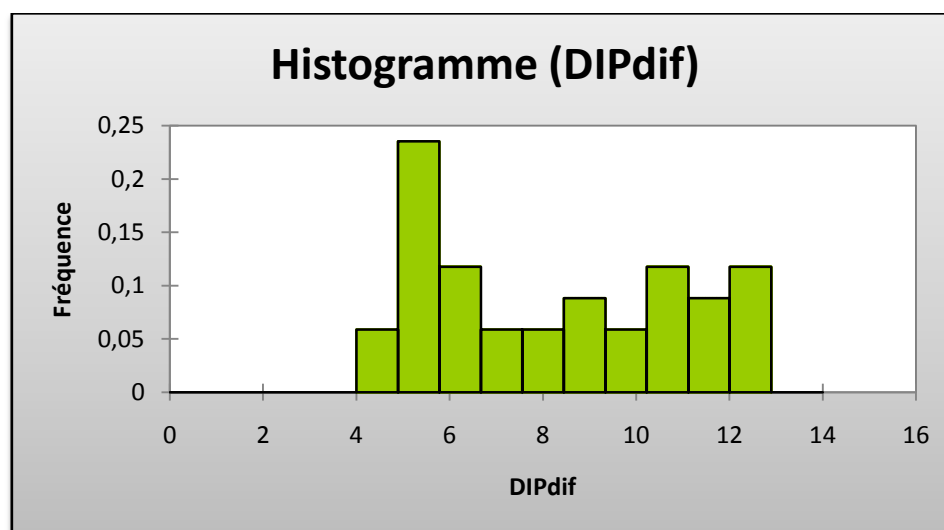
Tableaux 4.6 : évolution et répartition des différents intervalles des dépenses relatives au secteur de la défense nationale de 1980 à 2013

Borne inférieure	Borne supérieure	Effectif	Fréquence	Densité
4	4,89	2	0,059	0,066
4,89	5,78	8	0,235	0,264
5,78	6,67	4	0,118	0,132
6,67	7,56	2	0,059	0,066
7,56	8,45	2	0,059	0,066
8,45	9,34	3	0,088	0,099
9,34	10,23	2	0,059	0,066
10,23	11,12	4	0,118	0,132
11,12	12,01	3	0,088	0,099
12,01	12,9	4	0,118	0,132

Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, Ministère des finances par le logiciel XLSTAT 2014.3.02.

Le tableau ci-dessus démontre les différents taux des dépenses de la défense durant la période 1980-2013 : la première constatation est qu'il n'y a pas de grandes différences entre les répétitions du taux des différents intervalles, ce qui signifie que l'état a toujours accordé la priorité aux dépenses de la défense nationale dans le budget total. Si on revient au budget de chaque année, on peut constater que la part des dépenses relatives au secteur de la défense nationale est prépondérante. L'histogramme ci-dessous montre clairement que les taux des dépenses de ce secteur se rapprochent entre eux.

Figure 4.16: histogramme des dépenses du secteur de la défense nationale de 1980 à 2013.



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, Ministère des finances par le logiciel XLSTAT 2014.3.02.

1.5. Statistiques descriptives pour les intervalles dépenses d'investissement :

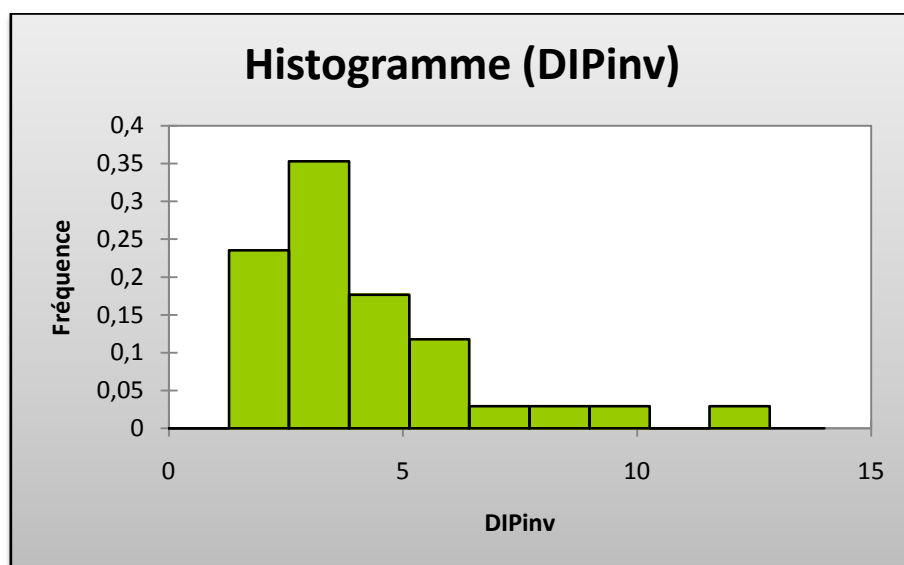
Tableaux 4.7 : évolution et répartition des différents intervalles des dépenses d'investissement de 1980 à 2013.

Borne inférieure	Borne supérieure	Effectif	Fréquence	Densité
0	1,283	0	0,000	0,000
1,283	2,566	8	0,235	0,183
2,566	3,849	12	0,353	0,275
3,849	5,132	6	0,176	0,138
5,132	6,415	4	0,118	0,092
6,415	7,698	1	0,029	0,023
7,698	8,981	1	0,029	0,023
8,981	10,264	1	0,029	0,023
10,264	11,547	0	0,000	0,000
11,547	12,83	1	0,029	0,023

Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, Ministère des finances par le logiciel XLSTAT 2014.3.02.

Ce tableau analyse les dépenses d'investissement de l'état durant la période 1980-2013. Nous constatons que la majorité des taux des dépenses d'investissement sont dans l'intervalle 2,56 - 6,41 avec 22 observations. ce qui signifie que l'état pendant toute cette période n'a pas accordé une grande importance aux dépenses d'investissement. Ceci est confirmé par l'histogramme ci-après :

Figure 4.17: histogramme des dépenses d'investissement de 1980 jusqu'à 2013.



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, Ministère des finances par le logiciel XLSTAT 2014.3.02.

1.6. Statistiques descriptives pour les intervalles des dépenses du secteur de la santé publique:

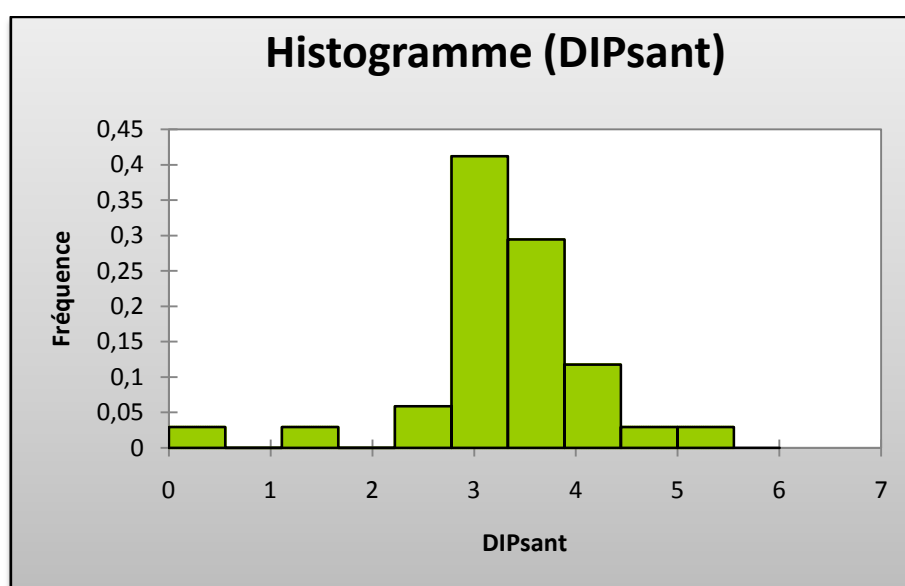
Tableaux 4.8: évolution et répartition des différents intervalles des dépenses du secteur de la santé publique de 1980 à 2013

Borne inférieure	Borne supérieure	Effectif	Fréquence	Densité
0	0,55516067	1	0,029	0,053
0,55516067	1,11032135	0	0,000	0,000
1,11032135	1,66548202	1	0,029	0,053
1,66548202	2,22064269	0	0,000	0,000
2,22064269	2,77580337	2	0,059	0,106
2,77580337	3,33096404	14	0,412	0,742
3,33096404	3,88612471	10	0,294	0,530
3,88612471	4,44128539	4	0,118	0,212
4,44128539	4,99644606	1	0,029	0,053
4,99644606	5,55160673	1	0,029	0,053

Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, Ministère des finances par le logiciel XLSTAT 2014.3.02.

Ce tableau analyse les dépenses du secteur de la santé publique de 1980 à 2013. Nous constatons que la majorité des taux relatifs aux dépenses de la santé par l'état sont dans l'intervalle « 2.22, 4.44 » avec 30 observations (presque la plupart des observations) ; cela signifie que l'état a accordé peu d'importance aux dépenses de la santé publique pendant cette période, ce qui peut être montré dans l'histogramme suivant :

Figure 4.18 : histogramme des dépenses de la santé de 1980 jusqu'à 2013.



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, Ministère des finances par le logiciel XLSTAT 2014.3.02.

1.7. Statistiques descriptives pour les intervalles des dépenses du secteur du transport public:

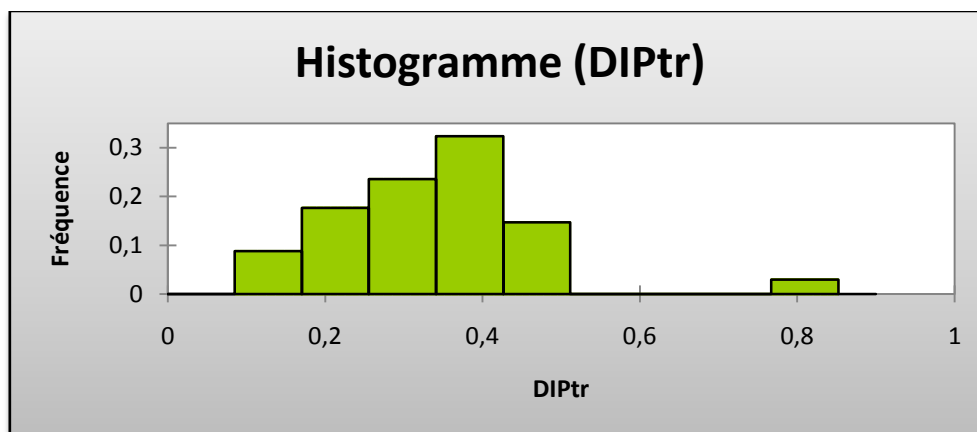
Tableaux 4.9 : évolution et répartition des différents intervalles des dépenses du transport

Borne inférieure	Borne supérieure	Effectif	Fréquence	Densité
0	0,08522516	0	0,000	0,000
0,08522516	0,17045033	3	0,088	1,035
0,17045033	0,25567549	6	0,176	2,071
0,25567549	0,34090066	8	0,235	2,761
0,34090066	0,42612582	11	0,324	3,796
0,42612582	0,51135099	5	0,147	1,726
0,51135099	0,59657615	0	0,000	0,000
0,59657615	0,68180132	0	0,000	0,000
0,68180132	0,76702648	0	0,000	0,000
0,76702648	0,85225165	1	0,029	0,345

Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, Ministère des finances

Ce tableau analyse les dépenses budgétaires affectées au secteur du transport public de 1980 à 2013. La première observation que nous pouvons faire est que la majorité des taux de dépenses de transport est dans l'intervalle « 0,085 , 0,59 » avec 33 observations du total des 34 observations ; Ce pourcentage des taux de dépenses de transport du total des dépenses totales est insuffisant pour un secteur de transport dont l'importance est primordiale pour le développement local et la croissance économique afin de faciliter le transfert de la technologie et des produits sur tout le pays qui est un mélange de différentes cultures et donc de différents produits. La superficie du pays avec 1200 KM de cote exige l'existence d'un secteur du transport adéquat et moderne. Et c'est ce que nous n'avons pas remarqué dans car la majorité des pourcentages des taux des dépenses du transport est inférieure à 0.5 % pourcent du budget total, ce qui est très peu eu égard à l'importance de ce secteur stratégique de l'économie nationale. L'histogramme ci-après en donne une image explicite.

Figure 4.9 : histogramme des dépenses du transport de 1980 jusqu'à 2013.



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données ONS, Ministère des finances par le logiciel XLSTAT 2014.3.02.

2. L'UTILISATION DU (ACP) POUR VOIR LE LIEN ENTRE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LES DÉPENSES PUBLIQUES DES DIFFÉRENTS SECTEURS

2.1. Statistiques descriptives des données :

En utilisant le logiciel XLSTAT et les données fournies par les variables, nous avons obtenu les résultats résumés dans le tableau suivant :

Tableaux 4.10 : Statistiques descriptives de la croissance économique et les dépenses publiques des différents secteurs

Variable	Observations	c données mars	données mar	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
PIBr	34	0	34	-2,100	7,200	2,800	2,365
DIPt	34	0	34	73,109	110,317	94,385	9,530
DIPedu	34	0	34	6,694	21,999	11,538	3,118
DIPdif	34	0	34	4,674	12,818	8,232	2,803
DIPinv	34	0	34	1,810	11,830	4,099	2,292
DIPsant	34	0	34	0,281	5,452	3,251	0,874
DIPtr	34	0	34	0,088	0,842	0,333	0,140

DIP tr : dépenses du transport
 DIP sant : dépenses de la santé
 DIP inv : dépenses d'investissement
 DIP dif : dépenses de la défense
 DIP edu : dépenses d'éducation
 DIP t : dépenses totale

A travers ce tableau nous allons faire une analyse descriptive sur toutes les variables comme suit :

- La croissance économique réelle : Le nombre d'observations est de 34 pour la période allant de 1980 à 2013. Le taux le plus bas de la croissance économique est - 2.1, le taux la plus fort de la croissance économique est 7.2. La moyenne du taux de croissance économique durant toute cette période est 2.8. La valeur de l'écart- type est de 2 ,365 considéré donc proche de la moyenne. Cela signifie que les données de matrice sont stables et se rapprochent entre elles.
- Les dépenses publiques totales : Le nombre d'observations est de 34 pour la période de 1980 à 2013. Le taux minimum des dépenses publiques totales est 73.109. Le taux maximum des dépenses publiques totales est 110.317. La moyenne des dépenses publiques totale durant toute cette période est de 94.385 ; la valeur de l'écart type est de 9,530, ce qui signifie que les valeurs ne sont pas équilibrées.
- Les dépenses du secteur de l'éducation nationale : Le nombre d'observations est de 34 pour la période de référence étudiée, soit de 1980 à 2013 ; le taux le plus bas des

dépenses d'éducation est 6.694. Le taux le plus élevé de ces dépenses est 21.999. La moyenne du taux des dépenses publiques durant toute cette période est 11.538. La valeur de l'écart-type est de 3,118 ce qui est bien en deçà de la moyenne, ce qui signifie que les valeurs ne sont pas vraiment équilibrées.

- Les dépenses du secteur de la défense nationale: Le nombre d'observations est de 34 allant de 1980 à 2013. Le taux minimum est 4.674. le taux maximum est 12.818. La moyenne du taux de dépenses de ce secteur durant toute cette période est 8.232. La valeur de l'écart-type est de 2,803 ce qui est là aussi bien en deçà de la moyenne. Cela signifie aussi que les valeurs ne sont pas vraiment équilibrées.

- Les dépenses d'investissements : Le nombre d'observations est de 34 pour la période de référence étudiée. Le taux minimum des dépenses d'investissements est 1.810. Le taux maximum de dépenses d'investissements est 11.830. La moyenne des taux de dépenses d'investissements durant cette période est de 4.099. La valeur de l'écart-type étant de l'ordre de 2,292, elle est donc plus ou moins proche de la moyenne, ce qui signifie que les valeurs sont équilibrées.

- Les dépenses du secteur de la santé publique : Le nombre d'observations est de 34 pour cette période de 1980 à 2013. Le taux minimum de dépenses de la santé est 0.088, Le taux maximum des dépenses de la santé est 5.452. La moyenne des taux de dépenses de ce secteur durant toute cette période est de 3.251. La valeur de l'écart-type est de 0,874. Elle est donc loin de la moyenne, ce qui signifie que les valeurs ne sont pas vraiment équilibrées.

- Les dépenses du secteur de transport public: Le nombre d'observations est de 34 (de 1980 à 2013). Le taux minimum est de 0.088. Le taux maximum est de 0.842. La moyenne du taux durant toute cette période est 0.333. La valeur de l'écart-type est de 0,140. Cette valeur est donc proche de la moyenne, ce qui signifie que les valeurs sont équilibrées.

2.2. Matrice de corrélation (Pearson (n)) :

La matrice de corrélations est tout simplement la matrice des coefficients de corrélation calculés sur plusieurs variables prises deux à deux. En général, il s'agit des coefficients de corrélation linéaire de Pearson. C'est donc aussi la matrice des variances-covariances de variables réduites. La matrice est évidemment symétrique et sa diagonale est constituée de 1 puisque la corrélation d'une variable avec elle-même est parfaite. Donc, sa trace est égale au nombre de variables.

Le 0,85 signifie que la stature joue pour 72,25 % $(0,85) \times (0,85)$ sur la valeur de la hauteur du buste, et ainsi de suite ...

Tableaux 4.11 : Matrice de corrélation des différents secteurs

Variables	PIBr	DIPt	DIPedu	DIPdif	DIPinv	DIPsant	DIPtr
PIBr	1	-0,293	-0,455	0,377	0,075	0,158	-0,082
DIPt	-0,293	1	0,530	-0,548	0,102	-0,046	0,153
DIPedu	-0,455	0,530	1	-0,177	-0,252	-0,499	0,118
DIPdif	0,377	-0,548	-0,177	1	-0,435	0,338	-0,029
DIPinv	0,075	0,102	-0,252	-0,435	1	0,093	0,087
DIPsant	0,158	-0,046	-0,499	0,338	0,093	1	0,035
DIPtr	-0,082	0,153	0,118	-0,029	0,087	0,035	1

Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification $\alpha = 0,05$

A partir du tableau ci-dessus, nous allons analyser la corrélation entre croissance économique et toutes les dépenses publiques choisies ainsi que la corrélation entre tous les différents types de dépenses.

Premièrement : le chiffre 1 signifie que les deux variables sont exactement corrélées, c'est le cas d'une relation exactement linéaire entre deux variables ou dans notre cas c'est la même variable.

La deuxième étape consiste à voir la corrélation entre tous les variables, cas par cas :

- La corrélation entre la croissance économique et les dépenses totales de l'état est (-0.293) donc, elle se rapproche de la moyenne mais négative, cela nous amène à constater que les dépenses totales ont un effet minime mais négatif.
- La corrélation de la croissance économique et les dépenses du secteur de l'éducation est (-0.455) donc moyenne mais négative, donc il y'a une influence négative des dépenses d'éducation sur la croissance économique.
- La corrélation entre la croissance économique et les dépenses du secteur de la défense est de l'ordre de (0.377), donc moyenne et positive. On peut conclure qu'il existe un impact positif des dépenses de la défense sur la croissance économique.
- La corrélation entre la croissance économique et les dépenses d'investissement : elle est de l'ordre de (0.075) donc faible et positive, d'où l'existence d'un impact positif mais léger des dépenses de l'investissement sur la croissance économique.

- La corrélation entre la croissance économique et les dépenses du secteur de la santé publique : elle est de l'ordre de (0.158), donc positive et proche de la moyenne. Les dépenses de la santé ont un léger impact positif sur la croissance économique.
- La corrélation entre la croissance économique et les dépenses du secteur des transports : elle est de l'ordre de (-0.082), donc faible et négative ; on déduit que les dépenses du secteur du transport ont un impact négatif, faible sur la croissance économique.
- La corrélation entre les dépenses totales et les dépenses de l'éducation nationale : elle est de l'ordre de (0.533) donc forte et positive. Il existe un lien positif.
- La corrélation entre les dépenses totales et les dépenses du secteur de la défense : elle est de l'ordre de (-0.548), donc forte mais négative. Il existe donc un lien important mais négatif.
- La corrélation entre les dépenses totales et les dépenses d'investissements : elle est de l'ordre de (0.102) donc moyenne, positive ; d'où l'existence d'un lien positif mais qui n'est pas important.
- La corrélation entre les dépenses totales et les dépenses du secteur de la santé est de l'ordre de (-0.046) donc faible négative ; on en déduit que les dépenses du secteur du transport ont un lien négatif, faible avec les dépenses totales.
- La corrélation entre les dépenses totales et les dépenses du secteur du transport est de l'ordre de (0.153) : donc moyenne positive. Il existe donc un lien positif mais qui n'est pas important.
- La corrélation entre les dépenses du secteur de l'éducation et les dépenses du secteur de la défense est de l'ordre de (-0.177), donc faible négative ; on en déduit que les dépenses du secteur de l'éducation et les dépenses relatives à la défense nationale ont un lien négatif faible.
- La corrélation entre les dépenses du secteur de l'éducation et les dépenses d'investissements est de l'ordre de (-0.252), donc faible mais négative ; on en déduit que les dépenses du secteur de l'éducation et les dépenses d'investissements ont un lien négatif faible.
- La corrélation entre les dépenses du secteur de l'éducation et les dépenses du secteur de la santé est de l'ordre de (-0.499), donc moyenne mais négative ; on en déduit que les dépenses du secteur de l'éducation et les dépenses du secteur de la santé ont un lien moyen mais négatif.

- La corrélation entre les dépenses du secteur d'éducation et les dépenses du secteur du transport est de l'ordre de (0.118), donc moyenne et positive ; il existe un lien positif mais qui n'est pas important.
- La corrélation entre les dépenses du secteur de la défense et les dépenses d'investissement est de l'ordre de (-0.435), donc moyenne mais négative ; on en déduit que les dépenses du secteur de la défense et les dépenses d'investissement ont un lien moyen mais négatif.
- La corrélation entre les dépenses du secteur de la défense et les dépenses du secteur de la santé publique est de l'ordre de (0.338), donc proche à la moyenne et positive ; on en déduit que les dépenses de la défense et les dépenses du secteur de la santé ont un lien positif.
- La corrélation entre les dépenses du secteur de la défense et les dépenses du secteur du transport est de l'ordre de (-0.029), donc très faible et négative ; on en déduit que les dépenses du secteur de la défense et les dépenses du secteur du transport ont un lien très faible et négatif.
- La corrélation entre les dépenses d'investissement et les dépenses du secteur de la santé est de l'ordre de (0.093), donc très faible mais positive. On en déduit alors qu'il existe un lien positif mais très léger entre les dépenses d'investissement et les dépenses du secteur de la santé.
- La corrélation entre les dépenses d'investissement et les dépenses du secteur des transports est de l'ordre de (0.087), donc très faible mais positive ; d'où l'existence d'un lien positif mais très faible entre les dépenses d'investissement et les dépenses du secteur des transports.
- La corrélation entre les dépenses du secteur de la santé et les dépenses du secteur des transports est de l'ordre de (0.035) donc très faible mais positive. Il existe donc un lien positif mais très léger entre les dépenses du secteur de la santé et les dépenses du secteur des transports.

2.3. Test de sphéricité de Bartlett :

Dans cette recherche nous avons utilisé à la fois le KMO et le test de sphéricité de Bartlett pour étudier la pertinence de l'analyse factorielle, en d'autres termes ces instruments

Khi ² (Valeur observée)	74,076
Khi ² (Valeur critique)	32,671
DDL	21
p-value	< 0,0001
alpha	0,05

H₀ : Il n'y a pas de corrélation significativement différente de 0 entre les variables.

H_a : Au moins l'une des corrélations entre les variables est significativement différente de 0.

Etant donné que la p-value calculée est inférieure au niveau de signification $\alpha=0,05$, on doit rejeter l'hypothèse nulle H₀, et retenir l'hypothèse alternative H_a.

La valeur du khi est 74.076 donc moyenne avec une signification proche du nulle, permet de rejeter la non-corrélation globale des variables. Le risque de rejeter l'hypothèse nulle H₀ alors qu'elle est vraie est inférieur à 0,01%. Alpha est à 0.05, donc l'interprétation par Evrard et al (1993) la signification acceptable.

Notre matrice des corrélations a pour déterminant 0,0001. D'après le critère de Field, nous déduisons qu'elle n'est pas singulière ($0,0001 > 10^{-5}$). On remarque que la p-value égale à 0, est inférieure au seuil de signification de 1%. Ceci nous permet de rejeter l'hypothèse d'une matrice des corrélations identité. Par ailleurs, le KMO globale de la matrice se situe dans la fourchette de "très bien".

De ce fait, on s'assure alors, que les variables sont suffisamment corrélées entre-elles pour permettre une réduction significative de la dimension qui est une condition indispensable pour faire une ACP.

2.4. Valeurs propres :

Pour l'analyse des valeurs propres il ne faut retenir que les valeurs propres supérieures à 1: puisqu'on se trouve dans le cas d'une ACP normée, la somme des valeurs propres est égale au nombre p de ces valeurs propres, et la moyenne des valeurs propres est donc égale à 1. Dans notre cas, il y a sept axes avec une somme de 7 divisé par le nombre des axes 7 donc la moyenne 1. La première Ligne Valeur propre indique les valeurs propres, La somme des valeurs propres est égale au nombre de composantes principales qui est 7.

	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7
Valeur propre	2,415	1,480	1,067	0,856	0,696	0,392	0,094
Variabilité (%)	34,501	21,147	15,247	12,225	9,936	5,605	1,339
% cumulé	34,501	55,648	70,895	83,120	93,056	98,661	100,000

Les valeurs propres, éléments mathématiques dont la signification peut être laissée de côté pour l'instant, donnée ci-dessous, sont celles de la matrice des variances-covariances.

On ne retiendra donc que les valeurs propres supérieures à 1, en utilisant le critère de Kaiser. Nous sélectionnerons les trois premières valeurs propres qui sont supérieures à 1, le premier axe 2.415, le deuxième axe 1.480 et le troisième 1.067, qui expliquent ensemble plus de 70 % de l'inertie totale du nuage de points. Néanmoins, le troisième axe n'est corrélé significativement qu'avec une seule variable

Chaque colonne du tableau ci-dessus correspond à une variable virtuelle dont

- La ligne (valeur propre) fournit la variance. En fait, chaque valeur propre représente la variance du facteur correspondant.
- La ligne variabilité %, ou pourcentage de variance, correspond au pourcentage de variance de chaque colonne par rapport au total, qui montre entre deux valeurs propres consécutives.
- La ligne cumulée %, ou pourcentage cumulé, représente le cumul de ces pourcentages.

2.5. Vecteurs propres :

	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7
PIBr	-0,424	0,108	-0,102	-0,365	0,772	-0,091	-0,245
DIPt	0,480	0,166	0,233	0,329	0,570	-0,107	0,494
DIPedu	0,495	-0,392	0,090	-0,040	0,222	0,536	-0,506
DIPdif	-0,460	-0,437	0,265	-0,003	0,064	0,514	0,509
DIPinv	0,051	0,728	-0,135	-0,187	-0,071	0,630	0,112
DIPsant	-0,341	0,269	0,485	0,632	0,017	0,082	-0,411
DIPtr	0,122	0,117	0,777	-0,567	-0,140	-0,160	-0,018

A partir du tableau des vecteurs propres aux valeurs maximales qui indiquent les sept axes, qu'elle peut être sa signification ?

Le premier axe, celui de la valeur 0.495 signifie que les dépenses du secteur de l'éducation. Le deuxième axe avec la valeur 0.728 explique l'indicateur des dépenses d'investissement. Le troisième axe avec la valeur 0.777 oppose les dépenses du transport. Le quatrième axe avec la valeur 0.632, indique les dépenses de la santé. Le cinquième axe avec la valeur de 0.772 indique la croissance économique réelle. Le sixième axe la valeur 0.630 les dépenses d'investissements, et le dernier axe la valeur 0.509 explique les dépenses de la défense.

2.6. Coordonnées des variables :

Les coordonnées des variables sur les axes factoriels confirment ces observations et les résultats du Vecteurs propres, voir Annexe 4.2.

	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7
PIBr	-0,658	0,132	-0,105	-0,338	0,644	-0,057	-0,075
DIPt	0,745	0,202	0,240	0,304	0,476	-0,067	0,151
DIPedu	0,769	-0,477	0,093	-0,037	0,185	0,335	-0,155
DIPdif	-0,715	-0,532	0,273	-0,003	0,053	0,322	0,156
DIPinv	0,079	0,886	-0,139	-0,173	-0,059	0,395	0,034
DIPsant	-0,530	0,328	0,501	0,585	0,014	0,052	-0,126
DIPtr	0,189	0,142	0,803	-0,525	-0,117	-0,100	-0,006

Pour les Coordonnées des observations, dans le premier axe la valeur 0.769 signifie les dépenses du secteur de l'éducation. Le deuxième axe avec la valeur 0.886 explique l'indicateur des dépenses d'investissement. Le troisième axe d'une valeur de 0.803, oppose les dépenses du transport. Le quatrième axe avec la valeur 0.585, que nous ne retenons, indique les dépenses de la santé. Le cinquième axe avec la valeur 0.644 indique la croissance économique réelle. Dans le sixième axe, la valeur 0.395 indique les dépenses d'investissements, et le dernier axe avec la valeur 0.156 explique les dépenses du secteur de la défense.

2.7. Corrélations entre les variables et les facteurs :

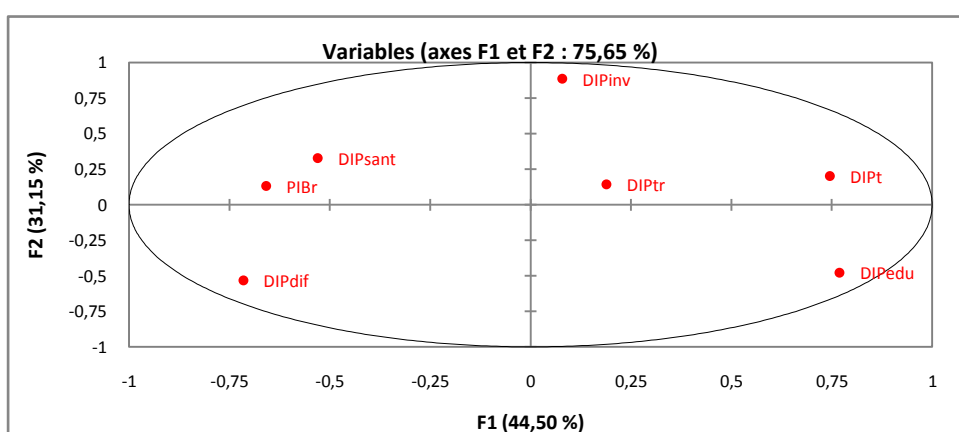
L'examen du cercle des corrélations permet donc de détecter les éventuels groupes de variables qui se ressemblent ou au contraire qui s'opposent en donnant ainsi un sens aux axes principaux.

	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7
PIBr	-0,658	0,132	-0,105	-0,338	0,644	-0,057	-0,075
DIPt	0,745	0,202	0,240	0,304	0,476	-0,067	0,151
DIPedu	0,769	-0,477	0,093	-0,037	0,185	0,335	-0,155
DIPdif	-0,715	-0,532	0,273	-0,003	0,053	0,322	0,156
DIPinv	0,079	0,886	-0,139	-0,173	-0,059	0,395	0,034
DIPsant	-0,530	0,328	0,501	0,585	0,014	0,052	-0,126
DIPtr	0,189	0,142	0,803	-0,525	-0,117	-0,100	-0,006

- Le premier facteur est positivement corrélé avec les dépenses totales, les dépenses d'éducatons, les dépenses d'investissements, les dépenses du transports et pas de corrélation avec le PIB réelle, les dépenses de la défense et les dépenses de la santé.
- Le deuxième facteur est positivement corrélé avec la croissance économique réelle, les dépenses totales, les dépenses d'investissements, les dépenses de la santé, les dépenses du transport mais pas de corrélation avec les dépenses d'éducation et les dépenses de du secteur de la défense.

- Le troisième facteur est positivement corrélé avec les dépenses totales, les dépenses d'éducatons, les dépenses de la défense, les dépenses de la santé, les dépenses du transports mais pas de corrélation avec les dépenses d'investissements et le PIB réelle.
- Le quatrième facteur est positivement corrélé avec les dépenses totales, les dépenses de la santé, mais pas de corrélation avec la croissance économique réelle, les dépenses d'éducatons, les dépenses de la défense, les dépenses d'investissements et les dépenses du secteur du transport.
- Le cinquième facteur est positivement corrélé avec la croissance économique réelle, les dépenses totales, les dépenses d'éducatons, les dépenses de la défense, les dépenses de la santé mais pas de corrélation avec les dépenses d'investissements et les dépenses du secteur du transport.
- Le seizième facteur est positivement corrélé avec les dépenses d'éducation, les dépenses de la défense, les dépenses de la santé, les dépenses d'investissements mais pas de corrélation avec le PIB réelle, les dépenses totales et les dépenses du secteur du transport.
- Le septième facteur est positivement corrélé avec les dépenses du transport, les dépenses de la défense, les dépenses d'investissements mais pas de corrélation avec le PIB réelle, les dépenses d'éducatons, les dépenses du secteur de la santé et les dépenses du secteur de transport.

Figure 4.21 : la corrélation de la croissance économique réelle et des dépenses publiques.



Nous allons maintenant analyser la figure ci-dessus avec un pourcentage de corrélation 75,65% qui signifie l'importance de la corrélation de la croissance économique réelle et des dépenses publiques. Voir Annexe 4.3 Contributions des observations (%) :

- Premièrement : les deux points sur la figure qui correspondent aux dépenses totales et les dépenses d'investissement ont une corrélation positive mais qui n'est pas parfaite ; cependant, ces deux dépenses n'ont pas de corrélation avec la croissance économique réelle
- Deuxièmement : les deux points sur la figure correspondant au PIB réel et les dépenses de la santé ont une corrélation négative mais pas très importante ; ce qui prouve qu'en Algérie l'effet du capital humain n'est pas efficace pour stimuler la croissance économique réelle.
- Troisièmement : le point qui correspond aux dépenses du secteur de la défense a une corrélation positive avec les dépenses totales et les dépenses d'investissement. Toutefois, il n'a pas de corrélation avec le PIB réel, ce qui indique que les dépenses du secteur de la défense sont très importantes dans le budget total de l'état.
- Quatrièmement : le point qui correspond aux dépenses de l'éducation n'a pas de corrélation avec le PIB réel ; cela signifie encore une fois que l'état ne prend pas en considération l'importance du capital humain pour promouvoir la croissance économique.
- Cinquièmement : le point des dépenses publiques relatives au secteur du transport n'est presque pas absorbé par les deux premiers axes mais par un troisième ou par les suivants, non représentés. Son point représentatif est assez loin du cercle, du moins dans le premier plan factoriel. Ceci signifie que la corrélation est faible et que cette variable ne doit pas être prise en compte.

3. ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES, PIB ET VARIABLES CONDITIONNELLES

3.1. Statistiques descriptives de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles:

Tableaux 4.12 : statistiques descriptives de la croissance économique réelle et des variables conditionnelles.

Variable	Observations	c données	mars données	mar	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
PIBr	34	0	34		-2,100	7,200	2,800	2,365
PIBh	34	0	34		-4,264	5,802	0,632	2,544
espv	34	0	34		58,160	71,030	67,313	3,356
Tsco	34	0	34		71,974	99,967	88,974	9,889
Tinv	34	0	34		13,515	32,944	23,870	5,213

- La croissance économique réelle : Le nombre des observations est de 34 allant de 1980 jusqu'à 2013. Le taux minimum de la croissance économique est - 2.1, le taux maximum de la croissance économique est 7.2 ce qui signifie que les données de matrice sont stables et se rapprochent entre elles.
- La croissance économique par habitant : Le nombre d'observations est de 34 (allants de 1980 à 2013). Le taux minimum de la croissance économique par habitant est -4.264. Le taux maximum de la croissance économique par habitant est 5.802. La moyenne de la croissance économique par habitant durant toute cette période est 0.632. La valeur de l'écart type est de 2.544 ; ce qui signifie que ces valeurs sont plus ou moins proches de la moyenne : cela signifie que les valeurs sont équilibrées.
- Espérance de vie : Le nombre d'observations est de 34 (de 1980 à 2013). Le taux minimum d'espérance de vie est 58.160 alors que le taux maximum d'espérance de vie est 71.030. La moyenne d'espérance de vie durant toute cette période est de 67.313, et pour la valeur de l'écart-type elle est de 3,356 et donc très loin de la moyenne, ce qui signifie que ces valeurs ne sont pas équilibrées.
- Le taux de scolarisation : Le nombre d'observations pour la période considérée est de 34, le taux minimum est 71.974 alors que le taux maximum du taux de scolarisation est 99.967. La moyenne du taux de scolarisation durant toute cette période est 88.974, et pour la valeur de l'écart-type qui est de 9,889 et donc loin de la moyenne ; cela signifie que les valeurs ne sont pas équilibrées.
- Taux d'investissements : Le nombre d'observations est de 34 (de 1980 à 2013). Le taux minimum du taux d'investissements est 13.515. Le taux maximum du taux d'investissements est 32.944. La moyenne du taux d'investissements durant toute cette période est 23.870. Pour la valeur de l'écart-type, elle est de 5,213 et donc loin de la moyenne ; cela signifie que les valeurs ne sont pas équilibrées.

3.2. Matrice de corrélation (Pearson (n)):

Tableaux 4.13 : Matrice de corrélation de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles

Variables	PIBr	PIBh	espv	Tsco	Tinv
PIBr	1	0,965	0,047	0,219	0,180
PIBh	0,965	1	0,274	0,450	0,022
espv	0,047	0,274	1	0,930	-0,425
Tsco	0,219	0,450	0,930	1	-0,323
Tinv	0,180	0,022	-0,425	-0,323	1

Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification $\alpha=0,05$. A partir du tableau ci-dessus, nous allons analyser la corrélation entre croissance économique réelle et les variables conditionnelles. Dans notre cas, nous remarquons que toutes les corrélations linéaires sont positives, ce qui signifie que toutes les variables varient, en moyenne, dans le même sens.

Premièrement : le chiffre 1 signifie que les deux variables sont exactement corrélées, c'est le cas d'une relation exactement linéaire entre deux variables. Dans notre cas, c'est la même variable. La deuxième étape est d'avoir la corrélation entre toutes les variables, cas par cas :

- La corrélation de la croissance économique réelle et la croissance économique par habitant est (0.965), donc très proche du 1; il y'a un lien très positive entre la croissance économique réelle et la croissance économique par habitant.
- La corrélation entre la croissance économique et l'espérance de vie est de l'ordre de (0.047), donc faible et positive. Il existe donc un léger lien entre la croissance économique et l'espérance de vie.
- La corrélation entre de la croissance économique réelle et le taux de scolarisation est de l'ordre de (0.219), donc proche du la moyenne positive. Il existe donc un lien entre la croissance économique et le taux de scolarisation.
- La corrélation entre de la croissance économique réelle et le taux d'investissement est de l'ordre de (0.180), donc proche de la moyenne positive. Il existe donc un lien entre la croissance économique et le taux de scolarisation.
- La corrélation entre de la croissance économique par habitant et l'espérance de vie est de l'ordre de (0.274), proche du la moyenne positive, d'ou l'existence d'un lien entre la croissance économique par habitant et l'espérance de vie.
- La corrélation de la croissance économique par habitant et le taux de scolarisation est (0.450), moyenne positive ; d'ou un lien positive entre la croissance économique par habitant et le taux de scolarisation.
- La corrélation entre de la croissance économique par habitant et le taux d'investissement est de l'ordre de (0.022) donc faible positive: il existe un léger lien entre la croissance économique par habitant et le taux d'investissement.
- La corrélation de l'espérance de vie et le taux de scolarisation est (0.930), donc très proche de 1 : il y'a un lien très positive entre l'espérance de vie et le taux de scolarisation.

- La corrélation de l'espérance de vie et le taux d'investissement est (- 0.425) donc moyenne négative, il y'a un lien négative entre l'espérance de vie et le taux d'investissement.
- La corrélation du taux de scolarisation et le taux d'investissement est (- 0.323) donc proche du la moyenne négative. Il y a un lien négatif entre le taux de scolarisation et le taux d'investissement.

3.3. Test de sphéricité de Bartlett :

Dans cette recherche, nous avons utilisé à la fois le KMO et le test de sphéricité de Bartlett pour étudier la pertinence de l'analyse factorielle.

Tableaux 4.14 : Test de sphéricité de Bartlett de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles

Khi ² (Valeur ot	250,981
Khi ² (Valeur cr	18,307
DDL	10
p-value	< 0,0001
alpha	0,05

H0 : Il n'y a pas de corrélation significativement différente de 0 entre les variables.

Ha : Au moins l'une des corrélations entre les variables est significativement différente de 0.

Etant donné que la p-value calculée est inférieure au niveau de signification $\alpha=0,05$, on doit rejeter l'hypothèse nulle H0, et retenir l'hypothèse alternative Ha.

La valeur du khi est 250.981 donc élevée avec une signification proche de nulle. elle permet de rejeter la non-corrélation globale des variables.

Le risque de rejeter l'hypothèse nulle H0 alors qu'elle est vraie est inférieur à 0,01%.

Alpha est à 0.05, donc l'interprétation par Evrard et al (1993) : la signification acceptable.

Notre matrice des corrélations a pour déterminant 0,0001. D'après le critère de Field, nous déduisons qu'elle n'est pas singulière ($0,0001 > 10^{-5}$). On remarque que la p-value égale à 0 est inférieur au seuil de signification de 1%. Ceci nous permet de rejeter l'hypothèse d'une

matrice des corrélations identité. Par ailleurs, le KMO globale de la matrice se situe dans la fourchette de "très bien".

De ce fait, on s'assure alors, que les variables sont suffisamment corrélées entre-elles pour permettre une réduction significative de la dimension qui est une condition indispensable pour faire une ACP.

3.4. Valeurs propres :

Pour mieux analyser l'ACP, il faut commencer par la sélection du nombre d'axes à retenir, abordée précédemment. Les critères utilisés sont en général empiriques : la méthode du coude qui consiste à détecter un coude sur le diagramme des valeurs propres.

Ce dernier consiste à ne retenir que les valeurs propres supérieures à la moyenne : puisqu'on est en ACP normée, la somme des valeurs propres est égale au nombre p de ces valeurs propres, et la moyenne des valeurs propres est donc égale à 1. Dans notre cas, il y a Cinq axes avec une somme de 5 divisé par le nombre d'axes 5, donc la moyenne est égale à 1.

La première Ligne Valeur propre indique les valeurs propres. La somme des valeurs propres est égale au nombre de composante principale qui est 5.

Tableaux 4.15 : valeur propre de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles

	F1	F2	F3	F4	F5
Valeur propre	2,516	1,761	0,668	0,053	0,002
Variabilité (%)	50,323	35,229	13,360	1,054	0,034
% cumulé	50,323	85,552	98,912	99,966	100,000

Les valeurs propres, éléments mathématiques, dont la signification peut être laissée de côté pour l'instant, donnée ci-dessous, sont celles de la matrice des variances-covariances.

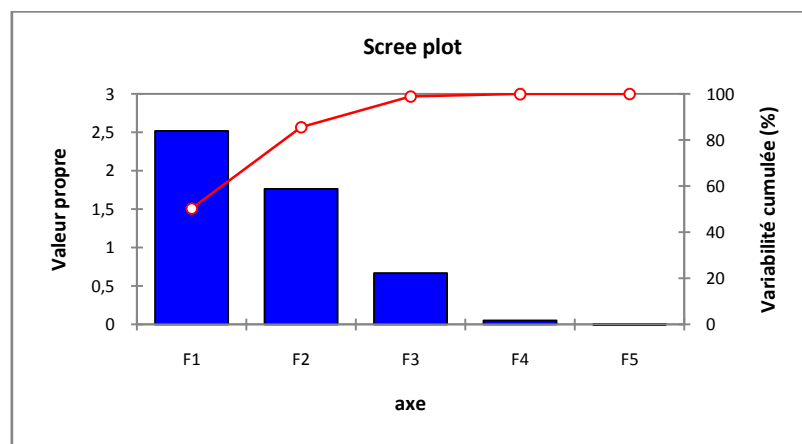
On ne retiendra donc que les valeurs propres supérieures à 1, en utilisant le critère de Kaiser, nous sélectionnerons les deux premières valeurs propres qui sont supérieures à 1, le premier axe 2.516 et le deuxième axe 1.761, qui expliquent ensemble plus de 85% de l'inertie totale du nuage de points. Néanmoins, le troisième axe n'est corrélé significativement qu'avec une seule variable.

Chaque colonne du tableau ci-dessus correspond à une variable virtuelle dont

- La ligne (valeur propre) fournit la variance. En fait, chaque valeur propre représente la variance du facteur correspondant.
- La ligne variabilité %, ou pourcentage de variance, correspond au pourcentage de variance de chaque colonne par rapport au total et qui montre deux valeurs propres consécutives.
- La ligne cumulée %, ou pourcentage cumulé, représente le cumul de ces pourcentages.

Les valeurs propres sont classées de façon décroissante. L'inertie de chaque axe et l'inertie cumulée figurent également dans la figure :

Figure 4.22 : Scree plot de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles



Il y a deux manières pour déterminer le nombre d'axes à prendre en compte :

Un critère de Kaiser qui explique les valeurs propres : ne retenir que les axes dont les valeurs propres sont supérieures à 1.

Un critère relatif: retenir les valeurs propres qui dominent les autres en se référant à la figure en barres des valeurs propres.

Les valeurs propres des axes retenus restituent une bonne proportion de l'analyse. Cela signifie que la somme de l'inertie expliquée par chacun des axes représente une partie importante de l'inertie totale.

3.5. Vecteurs propres :

Attachons-nous aux valeurs maximales qui indiquent pour chaque axe quelle peut être sa signification.

Tableaux4.16: vecteurs propres de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles

	F1	F2	F3	F4	F5
PIBr	0,389	0,578	-0,203	0,196	-0,659
PIBh	0,500	0,445	-0,180	-0,081	0,716
espv	0,500	-0,401	0,307	0,701	0,057
Tsco	0,554	-0,266	0,340	-0,679	-0,213
Tinv	-0,204	0,486	0,846	0,048	0,059

Le premier axe avec la valeur 0.554 signifie le taux de scolarisation, le deuxième axe la valeur 0.578 explique l'indicateur de la croissance économique réelle et le troisième, la valeur 0.846, oppose les critères du taux d'investissement. Le quatrième axe la valeur 0.701, que nous ne retenons pas, indique l'espérance de vie, le cinquième axe la valeur 0.716 indique la croissance économique par habitant.

3.6.Coordonnées des variables conditionnelles avec le PIB :

Les coordonnées des variables sur les axes factoriels confirment ces observations et les résultats du Vecteurs propres

Tableaux 4.17: coordonnées des variables de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles

	F1	F2	F3	F4	F5
PIBr	0,617	0,767	-0,166	0,045	-0,027
PIBh	0,793	0,590	-0,147	-0,019	0,030
espv	0,792	-0,532	0,251	0,161	0,002
Tsco	0,879	-0,354	0,278	-0,156	-0,009
Tinv	-0,324	0,645	0,692	0,011	0,002

Le premier axe avec la valeur 0.879 signifie le taux de scolarisation. Le deuxième axe avec la valeur 0.767 explique l'indicateur de la croissance économique réelle et le troisième axe avec la valeur 0.692 oppose les critères du taux d'investissement. Le quatrième axe avec la valeur 0.161 que nous ne retenons, indique l'espérance de vie, et enfin, le cinquième axe d'une valeur de 0.030, indique la croissance économique par habitant.

3.7. Corrélations entre les variables et les facteurs :

Le résultat fondamental concernant les variables est le tableau des corrélations variables facteurs. Il s'agit des coefficients de corrélation linéaire entre les variables initiales et les facteurs. La valeur de cette corrélation sera également très importante pour interpréter les nouveaux axes factoriels en fonction des variables initiales.

Ainsi, bien qu'ayant retenu un sous-espace factoriel expliquant une part importante de l'inertie totale, il est possible que certaines variables ou individus d'intérêt soient mal représentés dans ce sous-espace.

Les points les plus intéressants sont généralement ceux qui sont assez proches d'un des axes, et assez loin de l'origine. Ces points sont bien corrélés avec cet axe et sont les points explicatifs pour l'axe : Ce sont les points les plus “parlants” ; leur “vraie distance” de l'origine est bien représentée sur le plan factoriel.

La corrélation de chaque point sur un axe exprime la qualité de représentation du point sur l'axe. Elle prend des valeurs entre 0 (pas corrélé du tout) et 1 (fortement corrélé). Si cette valeur est proche de 1, alors le point est bien représenté sur l'axe.

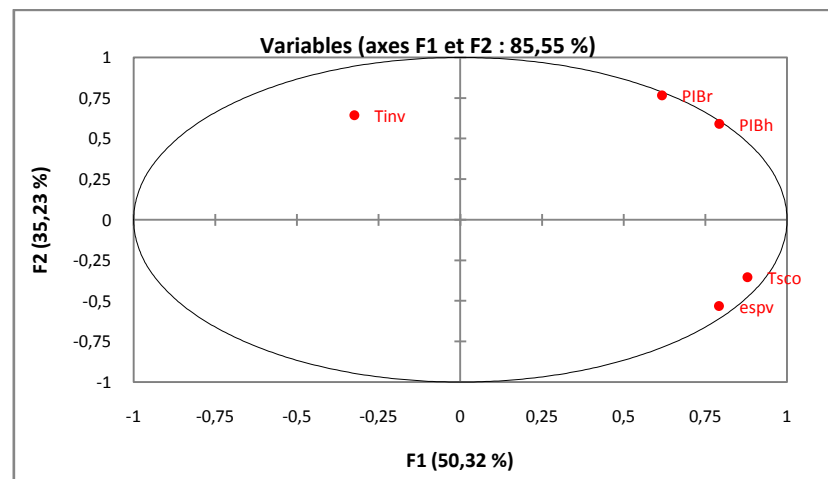
Tableaux 4.18 : corrélations entre les variables et les facteurs de la croissance économique réelle et les variables conditionnelles

	F1	F2	F3	F4	F5
PIBr	0,617	0,767	-0,166	0,045	-0,027
PIBh	0,793	0,590	-0,147	-0,019	0,030
espv	0,792	-0,532	0,251	0,161	0,002
Tsco	0,879	-0,354	0,278	-0,156	-0,009
Tinv	-0,324	0,645	0,692	0,011	0,002

- Le premier facteur est positivement corrélé avec toutes les variables; il est fortement corrélé avec les variables du taux de scolarisation, de l'espérance de vie, la croissance économique par habitant et moins corrélé avec la croissance économique réelle et n'a pas de corrélation avec le taux d'investissement.
- Le deuxième facteur est positivement corrélé avec la croissance économique réelle, la croissance économique par habitant, le taux d'investissement et pas de corrélation avec l'espérance de vie, le taux de scolarisation.

- Le troisième facteur est positivement corrélé avec l'espérance de vie, le taux de scolarisation, le taux d'investissement et pas de corrélation avec la croissance économique réelle, la croissance économique par habitant.
- Le quatrième facteur est positivement corrélé avec la croissance économique réelle, l'espérance de vie, le taux d'investissement et pas de corrélation avec la croissance économique par habitant, taux d'investissement.
- Le cinquième facteur est positivement corrélé avec la croissance économique par habitant, l'espérance de vie, le taux d'investissement et pas de corrélation avec la croissance économique réelle et le taux de scolarisation.

Figure 4.23 : représentation des variables et corrélations de PIB et les variables conditionnelles.

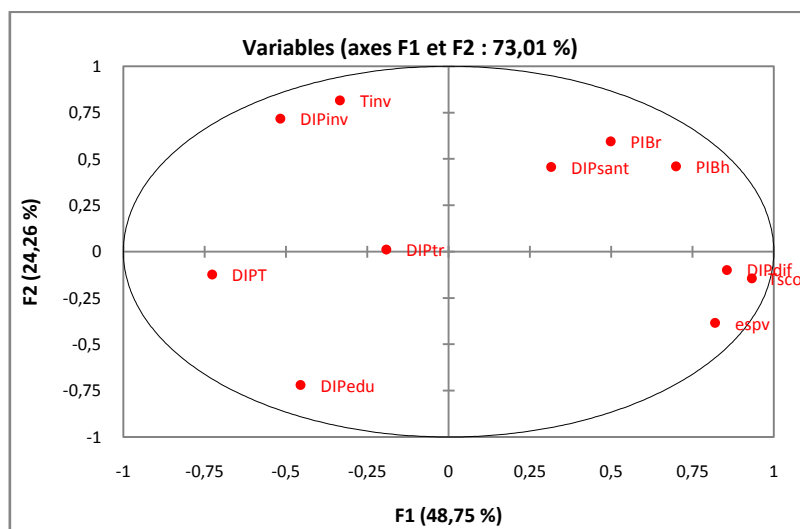


D'après la figure, le niveau de la corrélation des variables est 85,55 % et ce chiffre est considéré comme élevé ; ce qui signifie qu'il existe une corrélation importante entre la croissance économique et les variables conditionnelles. Les variables normalement être parfaitement corrélée avec l'axe *F1* et se confondre avec lui ; cette situation ne se trouve pas dans notre cas. Les points situés près du centre sont donc généralement mal représentés par le plan factoriel. Leur interprétation ne peut donc être effectuée avec confiance.

- Premièrement les deux points qui figurent sur le schéma de la croissance économique réelle et la croissance économique par habitant ont une corrélation positive et ils se rapprochent entre eux, elle se trouve sur le cercle mais entre les deux axes *F1* et *F2*.
- Deuxièmement, les deux points qui figurent sur le schéma de l'espérance de la vie et le taux de scolarisation ont une corrélation négative et ils se rapprochent entre eux.

- Le point qui figure sur le schéma du taux d'investissement a une corrélation négative avec les autres variables mais peu importante avec la première composante ; le point se trouve sur un autre quart du cercle.

Figure 4.24 : Corrélations entre les variables et les facteurs de tous les variables



Maintenant, nous allons analyser la figure 4.24 avec un pourcentage de corrélation 73,01 % qui signifie l'importance de la corrélation.

- Premièrement: les deux points sur la figure qui correspondent à la croissance économique réelle et la croissance économique par habitant ont une corrélation positive mais elle n'est pas parfaite ; mais ces deux indicateurs n'ont pas de corrélation avec les autres variables.
- Deuxièmement : les deux points sur la figure correspondant aux dépenses d'investissement et au taux d'investissement ont une corrélation négative importante.

4. ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES DU PIB ET DU CHÔMAGE :

4.1. Régression linéaire :

Le nombre des observations est de 35 allant de 1980 à 2014,

Intervalle de confiance (%) : 95

Tolérance : 0,0001

Variable	Observations	c données	mars données	mar	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
Tch	35	0	35		9,387	29,496	18,918	6,509
PIB	35	0	35		-5,400	7,200	2,684	2,787

Tch : taux de chômage

PIB : croissance économique

- La croissance économique réelle : le taux minimum de la croissance économique est -5.4 . Le taux maximum de la croissance économique est 7.2. La moyenne du taux de croissance économique durant toute cette période est 2.684. La valeur de l'écart- type est de 2 ,787, considéré donc proche de la moyenne et cela signifie que les données de la matrice sont stables et se rapprochent entre elles.
- Taux de chômage : Le nombre d'observations est de 35 allant de 1980 à 2014. Le taux minimum est 9.387. Le taux maximum est 29.496. La moyenne du taux de chômage durant toute cette période est 18.918. La valeur de l'écart type est de 6.509, donc très loin de la moyenne ; cela signifie que les valeurs ne sont pas équilibrées.

4.2. Matrice de corrélation entre le PIB et le taux de chômage :

Variables	PIB	Tch
PIB	1,000	-0,027
Tch	-0,027	1,000

A partir du tableau ci-dessus, nous allons analyser la corrélation de 1980 à 2014 entre la croissance économique et le taux de chômage. Nous remarquons que la corrélation linéaire est négative, elle est de l'ordre de (- 0.027) donc faible – négative. Il existe donc un léger lien entre la croissance économique et le taux chômage mais ce lien est négatif.

Le chiffre 1 signifie que les deux variables sont parfaitement corrélées, c'est le cas d'une relation exactement linéaire entre deux variables ; dans notre cas c'est la même variable.

4.3. Test de sphéricité de Bartlett :

H0 : La variable dont provient l'échantillon suit une loi Normale.

Ha : La variable dont provient l'échantillon ne suit pas une loi Normale.

Etant donné que la p-value calculée est supérieure au niveau de signification seuil $\alpha=0,05$, on ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle H0.

Khi ² (Valeur ol	0,023
Khi ² (Valeur cr	3,841
DDL	1
p-value	0,879
alpha	0,05

Le risque de rejeter l'hypothèse nulle H0 alors qu'elle est vraie est de 87,90% donc ont rejeté l'hypothèse. La valeur du khi est 0.841 donc proche de nulle ; elle permet de rejeter la non-corrélation globale des variables.

4.4. Valeurs propres :

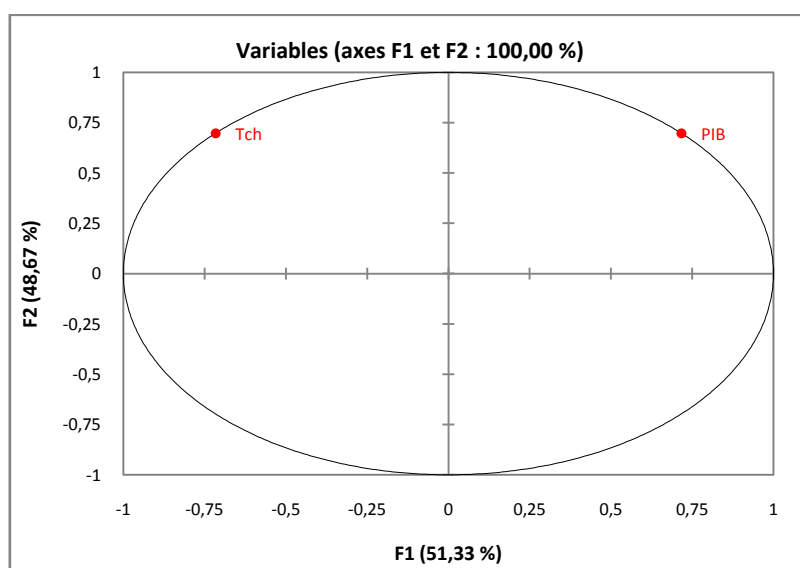
On ne va prendre que les valeurs propres supérieures à 1, en utilisant le critère de Kaiser,

	F1	F2
Valeur propre	1,027	0,973
Variabilité (%)	51,334	48,666
% cumulé	51,334	100,000

Nous sélectionnons la première valeur propre qui est supérieur à 1, le premier axe 1.027 qui explique (ensemble) plus de 51% de l'inertie totale du nuage de points ; ceci n'est pas suffisant pour l'interprétation des données.

4.5. Corrélations entre les variables et les facteurs :

Figure 4.25 : Corrélations entre les variables et les facteurs de la croissance économique et le chômage



Les deux points qui figurent sur le schéma du taux de chômage et la croissance économique ont une corrélation négative et importante parce que les points sont bien placés dans l'axe du schéma ; cela signifie que l'accélération de la croissance économique ne peut pas diminuer le taux de chômage.

SECTION IV.4 : MODÉLISATION ÉCONOMÉTRIQUE DE L'EFFET DES DÉPENSES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE.

Pour identifier ou ventiler les dépenses publiques porteuses de croissance économique, nous allons tenter de transposer et de spécifier pour le cas de l'Algérie le modèle de NILOY BOSE, M. EMRANUL HAQUE, DENISE R. OSBORN (2007).³⁷⁷

Ces auteurs ont examiné l'effet de la politique budgétaire sur la croissance économique pour des pays en développement au cours des années 1970 et 1980, avec un accent particulier sur les dépenses publiques. Les principaux résultats de ce travail : Premièrement, la part des dépenses dans le PIB est positivement et significativement corrélée à la croissance économique, mais celle des dépenses courantes est insignifiante. Deuxièmement, au niveau désagrégé, les investissements publics dans l'éducation et les dépenses totales en matière d'éducation sont les seules dépenses qui sont associées de façon significative à la croissance une fois que la contrainte budgétaire et l'omission de variables sont prises en considération.

Au départ, nous allons analyser si il y'a une corrélation significative entre les variables d'intérêt (à savoir les éléments de l'ensemble M) avec la croissance après ajustement pour les variables d'I. Pour cela, nous courons une série de régressions de base dont chacun comprend tout les variables conditionnement (I) et des variables d'une dépense du gouvernement (M) de la variable:

$$GPC_t = \beta_0 + \sum_{i=1}^n \beta_i I_t + \sum_{j=1}^n \beta_j M_{t-1} + U_t \quad (4.1)$$

GPC désigne le taux de croissance économique mesure par le taux de croissance du PIB en terme réel.

Dans l'équation 4.1 « I » désigne un ensemble de variables qui conditionnent la croissance économique mesurées selon Levine et Renelt (1992) et Barro (1991) par le log du PIB par tête, le taux de scolarisation, la part de l'investissement prive dans le PIB, le log de l'espérance de vie et l'indice de la stabilité politique.

³⁷⁷ NILOY BOSE, M. EMRANUL HAQUE, DENISE R. OSBORN, (2007). « PUBLIC EXPENDITURE AND ECONOMIC GROWTH: A DISAGGREGATED ANALYSIS FOR DEVELOPING COUNTRIES », The Manchester School, Vol 75 No. 5, September, P 533–556

« M » englobe les variables d'intérêt pour la présente étude, c'est à dire, les différentes catégories de dépenses publiques, notamment, celles d'investissement, de santé, d'éducation, de transports et de la défense nationale.

DIP tr : dépenses du transport

DIP sant : dépenses de la santé

DIP inv : dépenses d'investissement

DIP dif : dépenses de la défense

DIP edu : dépenses d'éducation

DIP t : dépenses totale

Sur la base de la spécification donnée par la relation (4.1), nous allons transposer et spécifier le modèle testé pour identifier l'effet des dépenses publiques par secteur sur la croissance économique en Algérie.

Il est important de préciser que le choix de la période d'étude et des variables à introduire dans le cadre de ce modèle est limité par la disponibilité des données pour les dépenses publiques par secteur de la période 1980 à 2013 :

$$GPC_t = \beta_0 + \beta_1 G_t + \beta_2 TSCO + \beta_3 TINV + \beta_4 LESPV + \beta_5 PIBH \quad (4.2)$$

Relation dans laquelle :

GPC_t désigne le taux de croissance économique mesurée comme étant le taux de croissance du PIB en terme réel.

G_t désigne les dépenses publiques par secteurs (dépenses publiques d'investissement, d'éducation, de santé, du transport et de défense nationale).

TSCO est l'indicateur social de capital humain, mesure par le taux de scolarisation au primaire et au secondaire.

TINV : est l'investissement privé par rapport au PIB;

LESPV est l'espérance de vie en log.

PIBH est le niveau initial de développement mesure par le PIB par tête en log.

Nos principales sources de données sont dans les annexes:

- Base des données de la banque mondiale.
- World outlook data base.
- World PENN TABLE.
- ONS.
- La direction des impôts.
- Ministère des finances.

- Le journal officiel.
- Les statistiques du FMI.
- La banque d'Algérie.

Il convient de préciser qu'a l'instar des travaux empiriques portant sur le même modèle comme nous l'avons noté auparavant, l'estimation de ce modèle est effectuée par la méthode des moindres carrées ordinaires (MCO) Le recours à cette technique est justifié par l'existence d'un biais de simultanéité.

1. L'ESTIMATION DES EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES GLOBALES SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE DE 1980 A 2013.

Dans cette étape, nous allons commencer par l'effet des dépenses globales (Equipment et fonctionnements) sur la croissance économique en présence des variables conditionnelles pour atteindre le maximum du taux de croissance économique et pour cela, nous allons suivre la méthode d'intégration Progressive des variables (stepwise progression).

Tableau 4.19 : Résultats de l'estimation des effets des dépenses publiques globales sur la croissance économique en Algérie de 1980 à 2013.

	C	DIPT	GPC (-1)	TSCO	TINV	LESPV	PIB H	R ²	Prob (F)	DW
M1	4.76 (1.07)	-0.03 (-0.71)	0.38 (2.13)	-	-	-	-	0.20	0.03	2.00
M2	8.67 (0.87)	- 0.02 (-0.42)	0.38 (2.02)	0.00 (0.08)	-	-	-	0.20	0.07	1.99
M3	0.82 (0.07)	-0.03 (-0.55)	0.33 (1.83)	0.01 (0.30)	0.11 (1.48)	-	-	0.26	0.06	1.89
M4	310.01 (2.97)	0.08 (1.18)	0.25 (1.56)	0.47 (2.92)	0.30 (0.39)	- 87.08 (-2.98)	-	0.44	0.00	2.27
M5	-17.14 (-2.53)	-0.01 (-2.74)	-	-0.09 (-8.23)	0.04 (7.92)	6.70 (3.54)	1.00 (83.30)	0.99	0.00	1.19

Source : Les cinq modèles sont réalisés par l'auteur en utilisant le logiciel EViews 8.

1.1. Modèle 1 :

Dans ce modèle nous allons étudier l'effet des dépenses globales de l'état sur la croissance économique sans intégrer les variables conditionnelles. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.9, le résultat du DW est de l'ordre de 1,35 et donc il y a un problème d'autocorrélation qui ne nous donne pas la possibilité d'utiliser le modèle ; donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2 . Nous avons obtenu suite à l'étude économétrique les résultats suivants :

Pour le test de T de student la prob des dépenses globales est 0,48 et cette valeur correspond à plus de 10 % et donc, les dépenses totales n'expliquent pas la croissance économique, parce que l'état algérien ne laisse pas de liberté économique pour le secteur privé et l'investissement étranger pour pouvoir stimuler la croissance économique. Pour GPC (-1) la prob est de 0 ,04, le coefficient est de 0,38. Ces deux valeurs indiquent que GPC(-1) explique un effet proportionnel sur GPC, c'est-à-dire que la croissance économique de l'année courante est influencé par le taux de la croissance économique de l'année précédente .

Pour F ficher Avec $\text{prob}(F \text{ stat})=0.03$ inférieure a 5% et donc le modèle est globalement significatif et la valeur prob F est de : 0,03 qui confirme le résultat obtenu

Pour R^2 qui est de l'ordre de 20 %, cette valeur est très loin du 100 % incluses dans le modèle 1explique 20% des variations de GPC.

Pour DW est de l'ordre de 2,00 Durbin-Watson qui montre qu'il n y a pas d'autocorrélation des erreurs. Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

1.2.Modèle 2 :

Dans ce modèle, nous allons intégrer la première variable conditionnelle : le taux de scolarisation, Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.10, le résultat du DW est de l'ordre de 1,34 et cela théoriquement ne nous donne pas la possibilité d'utiliser le modèle ; donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2.

La valeur de T indique que : les dépenses totales et le taux de scolarisation n'expliquent pas le GPC, par contre GPC(-1) exerce un effet positif et significatif sur la croissance économique actuel car prob T est de l'ordre de 0,04 et le coefficient de 0,38 représente l'élasticité c.-à-d. si le GPC (-1) augmente de 1% le GPC augmente de 0.38 %.

Pour F Fisher de l'ordre de 2510, cette valeur est supérieure à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par Fisher et donc, le modèle global est significatif et la valeur prob F est de : 0,07 qui confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,20 cette valeur est très loin du 100 % donc les variables ne sont pas connectées entre elles. Pour DW de l'ordre de 1,99, il montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

1.3. Modèle 3 :

Dans ce modèle nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation et le taux d'investissement, Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.11, le résultat du DW est de l'ordre de 1,31 et cela théoriquement ne nous donne pas la possibilité d'utiliser le modèle donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2.

Pour le T de Student, les dépenses totales, le taux de scolarisation et le taux d'investissement n'expliquent pas un effet sur le GPC, mais GPC (-1) explique un effet sur le GPC actuel parce que prob T est de l'ordre de 0,07 et le coefficient de 0,33 : cela veut dire qu'il existe entre les deux une relation proportionnelle.

Pour F Fisher qui est de l'ordre de 2511, cette valeur est supérieure à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par Fisher et donc, le modèle global est significatif et la valeur prob F est de : 0,06 qui confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,26, cette valeur est très loin du 100 %, donc les variables ne sont pas connectées entre elles. Pour DW est de l'ordre de 1,89 qui montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle, or il est important de signaler que lorsque nous avons intégré le taux d'investissement, un changement est apparu, mais le taux de la croissance économique de l'année courante reste toujours influencé par le taux de croissance de l'année précédente.

1.4. Modèle 4 :

Dans ce modèle nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation, taux d'investissement et l'espérance de vie. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.12, le résultat du DW est de l'ordre de 1,41 et cela théoriquement ne nous donne pas la possibilité d'utiliser le modèle ; donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2.

Pour le T de student, les dépenses totales, le taux d'investissement et GPC (-1) n'expliquent pas un effet sur le GPC, et par contre, le taux de la croissance économique est influencé positivement par le taux de scolarisation de telle sorte que, quand le taux de scolarisation change d'une unité, le taux de croissance augmente de 0.00 unité; et pour l'espérance de vie, quand elle change d'une unité, le taux de croissance économique régresse de 0 ,00 .

Pour F ficher qui est de l'ordre de 4.35, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc, le modèle globale est significatif et la valeur prob F est de : 0,00 qui confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 qui est de l'ordre de 0,44, cette valeur est loin du 100 %. Donc les variables ne sont pas vraiment connectées entre elles. Pour DW de l'ordre de 2.27, cette valeur montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Selon les résultats obtenus par ces tests, nous pouvons accepter ce modèle même si les dépenses totales n'ont pas vraiment un impact important sur le GPC.

1.5. Modèle 5 :

Dans ce modèle nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation, le taux d'investissement, l'espérance de vie et la croissance économique par habitant. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.13.

Pour les résultats de student : premièrement nous allons commencer par les dépenses totales alors que le taux de croissance économique s'influence négativement de 0,01 unité, la croissance économique s'influence négativement par le taux de scolarisation de telle sorte que quand il y'a un changement d'une unité dans le taux de scolarisation, il y'a régression de 0,00 unité dans la croissance économique. Lorsque il y'a un changement d'une unité dans la croissance économique par habitant il y'a une augmentation de 0,00 unité dans la croissance économique ; lorsque il y'a un changement d'une unité dans la croissance économique, il y'a augmentation de 0,00 unité du taux d'investissement.

Pour les statistiques explicative du fichier F qui est de l'ordre de 1813, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par fichier et donc, le modèle globale est significatif et la valeur prob F est de : 0,00 qui confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 qui est de l'ordre de 0,99, cette valeur est très proche de 1 et donc, il y a corrélation presque complète entre les variables. Pour DW qui est de l'ordre de 1.19, ceci montre qu'il y a autocorrélation des erreurs.

Suite aux résultats obtenus, nous pouvons accepter le modèle et il faut signaler l'importance de la variable PIB h car ce n'est qu'après la prise en compte de celle-ci qu'il a eu amélioration des résultats des tests. Ceci est apparu dans les dépenses totales qui influencent la croissance économique mais négativement parce que l'état Algérien dépenses énormément dans chaque budget annuel mais l'évolution du taux de la croissance économique ne correspond pas à toutes les sommes dépensées. Ceci est un signe que ces fonds ne sont pas dépensés dans des projets intéressants pour promouvoir la croissance économique, et toujours lorsque nous incluons le taux d'investissement, l'espérance de vie et le PIB h il y'a un impact positif sur le taux de la croissance économique réelle.

2. L'ESTIMATION DES EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES D'ÉDUCATION SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE DE 1980 A 2013.

Dans cette étape, nous allons voir l'effet des dépenses d'éducation sur la croissance économique en présence des variables conditionnelles pour obtenir un taux de croissance économique maximum. Pour cela, nous allons suivre la méthode d'intégration Progressive des variables (stepwise progression).

Tableaux 4.20 : Résultats de l'estimation des effets des dépenses publiques d'éducation sur la croissance économique en Algérie de 1980 à 2013.

	C	DIPEDU	GPC (-1)	TSCO	TINV	LESPV	PIB H	R ²	Prob (F)	DW
M1	5.13 (3.26)	-2.27 (-2.35)	0.33 (2.14)	-	-	-	-	0.31	0.00	1.92
M2	6.31 (1.38)	-0.29 (-2.25)	0.33 (2.13)	-0.01 (-0.27)	-	-	-	0.32	0.00	1.93
M3	5.98 (0.76)	-0.28 (-1.63)	0.33 (2.09)	-0.01 (-0.19)	0.00 (0.05)	-	-	0.32	0.02	1.93
M4	226.53 (2.24)	-0.09 (-0.51)	0.21 (1.31)	0.28 (1.99)	0.02 (0.25)	-59.19 (-2.19)	-	0.42	0.00	2.14
M5	-9.60 (-1.61)	-0.02 (-2.15)	-	-0.08 (-8.92)	0.03 (4.35)	4.46 (2.79)	1.00 (78.20)	0.99	0.00	1.49

Source : Les cinq modèles sont réalisés par l'auteur en utilisant le logiciel EViews 8.

2.1. Modèle 1 :

Dans ce modèle, nous allons étudier l'effet des dépenses d'éducation sur la croissance économique sans intégrer les variables conditionnelles,

Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.14. Le résultat du DW est de l'ordre de 1,33 et cela, théoriquement ne nous donne pas la possibilité d'utiliser le modèle donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2.

Le test de student démontre les explicatives des variables : le PIB est influencé négativement par les dépenses d'éducation de l'ordre de 0.02; ce qui signifie qu'une augmentation des

dépenses d'éducation de 1% se traduit par une régression du PIB de 0.02. Le PIB est influencé positivement par la croissance économique de l'année précédente de l'ordre de 0.002 ; ce qui signifie qu'une augmentation des dépenses d'éducation de 1% se traduit par une régression du PIB de 0.002.

Pour F Fisher de l'ordre de 7.01, cette valeur est supérieure à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par Fisher et donc, le modèle global est significatif et la valeur prob F est de : 0,00 qui confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,31, cette valeur est très loin du 1 ; donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. Pour DW est de l'ordre de 1,33 qui montre qu'il y a autocorrélation des erreurs

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle, or nous pouvons signaler l'effet négatif des dépenses d'éducation sur la croissance économique.

2.2.Modèle 2 :

Dans ce modèle nous allons intégrer la première variable conditionnelle : le taux de scolarisation.

Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.15. Le résultat du DW est de l'ordre de 1,33 et cela théoriquement ne nous donne pas la possibilité d'utiliser le modèle. Donc, cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2 .

Pour les résultats T student, la prob T du taux de scolarisation est 0.78 n'expliquent pas un effet sur le GPC. Par contre le PIB est influencé négativement par les dépenses d'éducation de l'ordre de 0.03, ce qui signifie qu'une augmentation des dépenses d'éducation de 1% se traduit par une régression du PIB de 0.03. GPC (-1) explique donc positivement GPC.

Pour F Fisher de l'ordre de 4.56, cette valeur est supérieure à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par Fisher et donc, le modèle global est significatif et la valeur prob F qui est de : 0,00 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,32, cette valeur est très loin du 1. Donc les variables ne sont pas connectées entre elles. Pour DW est de l'ordre de 1,93 qui montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

2.3.Modèle 3 :

Dans ce modèle nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation et taux d'investissement, Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.16, le résultat du DW théoriquement ne nous donne pas la possibilité de mettre le modèle donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2.

Pour les résultats T student, la prob T du taux de scolarisation est 0.84, taux d'investissement est 0.95 n'expliquent pas un effet sur le GPC, par contre le GPC s'influence négativement par les dépenses d'éducation à l'ordre de 0.11, du fait qu'elle signifie qu'une augmentation des dépenses d'éducation de 1% se traduit par une régression du PIB de 0.11, et GPC (-1) explique positivement GPC est de l'ordre 0.04

Pour une valeur de F ficher de l'ordre de 3.30, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc le modèle globale est significatif et donc, la valeur prob F est de : 0,02 confirme le résultat obtenu. Pour R^2 de l'ordre de 0,32 cette valeur est très loin du 100 %, donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. Pour DW est de l'ordre de 1,93 qui montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

2.4.Modèle 4 :

Dans ce modèle nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation, le taux d'investissement et l'espérance de vie. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.17. Le résultat du DW théoriquement ne nous donne pas la possibilité de d'utiliser le modèle donc, cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2.

Pour les résultats T student : la prob T de dépenses d'éducation est 0.60, le taux d'investissement est 0.79 et GPC (-1) n'expliquent pas un effet sur le GPC. le GPC s'influence négativement par l'espérance de vie de l'ordre de 0.03, du fait qu'elle signifie qu'une augmentation de l'espérance de vie de 1% se traduit par une régression du GPC de 0.03. Le GPC s'influence positivement par le taux de scolarisation de l'ordre de 0.05 du fait qu'elle signifie qu'une augmentation du taux de scolarisation de 1% se traduit par une augmentation du GPC de 0.05.

Pour F ficher de l'ordre de 3.96, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc le modèle globale est significatif et la valeur prob F est de : 0,00 qui confirme le résultat obtenu. Pour R^2 de l'ordre de 0,42, cette valeur est très loin du 100 % donc les variables ne sont pas connectées entre elles. Pour DW est de l'ordre de 2,14 qui montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

On observe qu'il y'a un effet positif du taux de scolarisation sur la croissance économique et malgré cela, les résultats des test ne nous donnent pas d'appui pour accepter ce modèle.

2.5.Modèle 5 :

Dans ce modèle nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation, le taux d'investissement, l'espérance de vie et la croissance économique par habitant. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.18.

Pour les résultats T student : le GPC s'influencé négativement par les dépenses d'éducation de l'ordre de 0.04, du fait qu'elle signifie qu'une augmentation des dépenses d'éducation de 1% se traduit par une régression du PIB de 0.04. Lorsque il y'a un changement d'une unité du taux de scolarisation, il y'a une régression de 0,00 unité dans GPC; lorsque il y'a un changement d'une unité dans le taux d'investissement il y'a une augmentation de 0,0002 unité dans la GPC ; lorsque il y'a un changement d'une unité dans l'espérance de vie il y'a une augmentation de 0,009 unité dans la croissance économique ; lorsque il y'a un changement d'une unité dans la croissance économique par habitant il y'a une augmentation de 0,00 unité dans GPC;

Pour F ficher de l'ordre de 1665, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc le modèle globale est significatif et la valeur prob F est

de : 0,00 qui confirme le résultat obtenu. Pour R^2 de l'ordre de 0,99, cette valeur est très proche du 1, donc les variables sont corrélées entre elles. DW de l'ordre de 1,29 montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

D'après l'analyse économétrique de ce modèle, lorsque nous avons ajouté le taux de scolarisation, l'espérance de vie et le PIB h, il y'a eu un effet important des dépenses d'éducation sur la croissance économique ; cela prouve l'importance du capital humain pour avoir une croissance économique élevée ; toutefois il reste insuffisant parce que l'Algérie a donné la priorité aux infrastructures (CEM, Lycée, école) en négligeant la qualité de l'enseignement. Suite à cela nous pouvons dire que nous pouvons prendre ce modèle en considération car nous avons remarqué l'importante amélioration de R.

3. L'ESTIMATION DES EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES DE LA DÉFENSE NATIONALE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE DE 1980 A 2013

Dans cette étape nous allons voir l'effet des dépenses du secteur de la défense sur la croissance économique en présence des variables conditionnelles pour atteindre un taux de croissance économique élevé ; pour cela nous allons suivre la méthode d'intégration progressive des variables (stepwise progression), variable conditionnelle par variable jusqu'à atteindre la totalité des variables conditionnelles intégrées à notre modèle.

Tableau 4.21 : Résultats de l'estimation des effets des dépenses publiques de la défense nationale sur la croissance économique en Algérie de 1980 à 2013.

	C	DIPDIF	GPC (-1)	TSCO	TINV	LESPV	PIB H	R^2	Prob (F)	DW
M1	0.14 (0.12)	0.20 (1.47)	0.35 (2.13)	-	-	-	-	0.24	0.01	1.99
M2	3.85 (0.86)	0.35 (1.60)	0.34 (2.05)	-0.05 (-0.86)	-	-	-	0.26	0.02	2.05
M3	-2.36 (-0.50)	0.58 (2.70)	-	- 0.04 (-0.76)	0.18 (2.38)	-	-	0.59	0.01	1.48
M4	74.61 (0.84)	0.46 (1.80)	-	0.07 (0.49)	0.13 (1.53)	-20.27 (0.87)	-	0.30	0.02	1.53
M5	2.42 (0.43)	-0.06 (-3.65)	-	- 0.05 (-5.56)	0.02 (5.01)	0.98 (0.66)	1.02 (85.36)	0.99	0.00	1.16

Source : Les cinq modèles sont réalisés par l'auteur en utilisant le logiciel EViews 8.

3.1.Modèle 1 :

Dans ce modèle nous allons étudier l'effet des dépenses du secteur de la défense sur la croissance économique sans intégrer les variables conditionnelles,

Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.19. Le résultat du DW ne nous donne pas théoriquement la possibilité d'utiliser le modèle donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2.

Pour le test de T student : Il ya un effet positif des dépenses de la défense sur le GPC de l'ordre de 0,14 unité, et il y' a un effet positif du GPC (-1) sur GPC, c'est-à-dire que le taux de croissance économique de l'année précédente influe sur la croissance économique de l'année courante

Pour F ficher de l'ordre de 4.93, cette valeur est supérieur à 2,65, qui correspond à la moyenne calculée par ficher. Donc le modèle globale est significatif et la valeur prob F qui est de : 0,01 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,24. Cette valeur est très loin du 100 %, donc les variables ne sont pas connectées entre elles. Le DW est de l'ordre de 1,99 et montre qu'il n y a pas d'autocorrélation des erreurs

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

3.2.Modèle 2 :

Dans ce modèle, nous allons intégrer la première variable conditionnelle : le taux de scolarisation. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.20. le résultat du DW ne nous donne pas théoriquement la possibilité de mettre le modèle ; donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2.

Pour le test de T student : le GPC est Toujours influencé positivement par les dépenses de la défense mais, nous constatons que la valeur de prob T s'est améliorée de l'ordre de 0,11 unité grâce à l'intégration de la variable (taux de scolarisation). il y a aussi un effet positif du GPC

(-1) sur GPC, c'est-à-dire que le taux de la croissance économique de l'année précédente influe la croissance économique de l'année courante. Concernant le taux de scolarisation, il n'influence pas sur le GPC de l'ordre de 0,39.

Pour F ficher de l'ordre de 3.5, cette valeur est supérieure à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher. Le modèle globale est donc significatif et la valeur prob F qui est de : 0,02 confirme le résultat obtenu. Pour R^2 de l'ordre de 0,26, cette valeur est très loin de 1, donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. Le DW de l'ordre de 2,05 montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

3.3.Modèle 3 :

Dans ce modèle nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation et le taux d'investissement . Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.21.

Test de T student : Suite à l'intégration du taux d'investissement aux modèle 3, il y'a une très importante amélioration dans le model d'une façon générale.

Les dépenses de la défense influent positivement sur le GPC de manière que , quand il y'a augmentation d'une unité dans les dépenses publiques, la croissance économique augmente de 0,01 unité .Quand il y'a une augmentation d'une unité du taux d'investissement, il y'a augmentation de 0,02 unité de la croissance économique ; par contre, le taux de scolarisation n'explique pas le GPC. Pour F ficher de l'ordre de 4.11, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc le modèle globale est significatif et la valeur prob F de : 0,01 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,59, cette valeur est proche de 1. Donc les variables sont corrélées entre elles. DW de l'ordre de 1,48 montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

A travers cette analyse nous constatons qu'il ya un effet positif sur la croissance économique par les dépenses du secteur de la défenses ; cela signifie que la stabilité politique est importante et aide l'environnement économique pour redresser l'économie Algérienne, telle que nous avons vu dans la section précédente durant la période 1988 – 1994 qui a connu une

régression totale dans tous les secteurs économiques. Par contre, dès le retour de la stabilité politique et la sécurité, surtout à partir de 2001, il y'a eu redressement de la situation économique. D'autre part, il y'a un effet positif du taux d'investissement sur la croissance économique ; cela veut dire aussi que lorsque il y'a une stabilité politique et la sécurité, les investisseurs ont plus d'opportunités pour investir et promouvoir leur entreprises car ils ont la possibilité d'assurer normalement leurs activités. Même les résultats des tests nous poussent à accepter ce modèle.

3.4.Modèle 4 :

Dans ce modèle, nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation, le taux d'investissement et l'espérance de vie. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.22.

Le teste du T student : Les variables du taux de scolarisation, du taux d'investissement et l'espérance de vie n'expliquent pas le GPC car la valeur du prob T est supérieure de 10% et, dès qu'il y'a augmentation d'une unité dans les dépenses du secteur de la défense, il y'a une augmentation de 0,08 unité de la croissance économique

Pour F ficher de l'ordre de 3.2, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher. Donc, le modèle globale est significatif et la valeur prob F de : 0,02 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,30, cette valeur est loin de 100 % ; donc les variables ne sont pas connectées entre elles. Pour DW de l'ordre de 1,53, il montre qu'il n y a pas d'autocorrélation des erreurs,

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent de preuves pour accepter ce modèle.

3.5.Modèle 5 :

Dans ce modèle nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation, le taux d'investissement, l'espérance de vie et la croissance économique par habitant. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EVIEWS 8 sont dans l'annexe 4.23.

Le test de T student : Concernant l'espérance de vie, elle n'explique pas le GPC parce que la prob T est de l'ordre de 0.5, Quand il y'a une augmentation d'une unité dans les dépenses du secteur de la défense, il y a régression de 0,01 unité dans le GPC. Quand il y a augmentation d'une unité dans le taux de scolarisation, il y a régression dans le GPC. Quand il y a augmentation d'une unité dans le taux d'investissement, il y a augmentation dans le GPC. Quand il y a augmentation d'une unité du PIB h, il y'a augmentation dans le GPC de l'ordre de 0,00.

Pour F ficher de l'ordre de 2112, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher. Donc le modèle globale est significatif et la valeur prob F de : 0,00 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,99 , cette valeur est très proche du 1 ; donc les variables sont corrélées entre elles. DW de l'ordre de 1,16 montre qu'il n y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Lorsque nous avons intégré le PIB h à notre modèle, nous avons remarqué un changement surtout dans DW de l'ordre de 1 ,16 ; donc nous ne pouvons pas admettre ce modèle.

4. L'ESTIMATION DES EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE DE 1980 A 2013.

Dans cette étape nous allons voir l'effet des dépenses d'investissement sur la croissance économique en présence des variables conditionnelles pour atteindre le maximum du taux la croissance économique. Pour cela, nous allons suivre la méthode d'intégration Progressive des variables (stepwise progression) de variables conditionnelles par variable jusqu'à atteindre la totalité des variables conditionnelles intégrées à notre modèle.

Tableau 4.22 : Résultats de l'estimation des effets des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique en Algérie de 1980 à 2013.

	C	DIPINV	GPC (-1)	TSCO	TINV	LESPV	PIB H	R ²	Prob (F)	DW
M1	1.01 (1.07)	0.18 (0.87)	0.41 (2.54)	-	-	-	-	0.21	0.02	2.03
M2	-5.99 (-1.24)	0.27 (1.32)	-	0.08 (1.79)	-	-	-	0.09	0.19	1.28
M3	-5.30 (-1.09)	0.16 (0.51)	0.35 (2.06)	0.05 (1.08)	0.07 (0.72)	-	-	0.26	0.06	1.93
M4	373 (3.05)	-0.90 (-2.21)	-	0.44 (3.58)	0.21 (2.04)	-97.79 (-3.11)	-	0.34	0.01	1.51
M5	-37.03 (-4.14)	0.11 (4.01)	-	-0.10 (-10.3)	0.02 (3.00)	11.25 (4.86)	1.02 (86.76)	0.99	0.00	1.50

Source : Les cinq modèles sont réalisés par l'auteur en utilisant le logiciel EViews 8.

4.1.Modèle 1 :

Dans ce modèle nous allons étudier l'effet des dépenses d'investissement sur la croissance économique sans intégrer les variables conditionnelles. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.24 . Le résultat du DW ne nous donne pas théoriquement la possibilité de mettre le modèle. donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2 .

Pour le test de T student : Il n'y a pas un effet des dépenses d'investissement sur le GPC de l'ordre de 0 ,39 unité, et il y' a un effet positif du GPC (-1) sur GPC, c'est-à-dire que le taux

de la croissance économique de l'année précédente influe sur la croissance économique de l'année courante de l'ordre de 0,01 unité

Pour F ficher de l'ordre de 4.04, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc le modèle globale est significatif et la valeur prob F de : 0,02 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 qui est de l'ordre de 0,21, cette valeur est très loin du 1. Donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. Pour DW qui est de l'ordre de 2,03 elle montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

4.2.Modèle 2 :

Dans ce modèle, nous allons intégrer la première variable conditionnelle : le taux de scolarisation, Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.25.

Le test de T student : Concernant le taux d'investissement, elle n'explique pas le GPC parce que la prob T est de l'ordre de 0,19. Quand il y'a une augmentation d'une unité dans le taux de scolarisation, il y a augmentation de 0,08 unité dans le GPC.

Pour F ficher de l'ordre de 1.70, cette valeur est inférieur à 2,65 qui ne correspond pas à la moyenne calculée par ficher et donc le modèle globale n'est pas significative. La valeur prob F est de : 0.19, plus de 10 % et confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,09, cette valeur est très loin du 100 % . Donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. DW de l'ordre de 1,28 montre qu'il y a un peu d'autocorrélation des erreurs.

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

4.3.Modèle 3 :

Dans ce modèle nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation et le taux d'investissement. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont

dans l'annexe 4.26. Le résultat du DW théoriquement ne nous donne pas la possibilité de mettre le modèle ; donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2.

Le test de T student : Concernant le taux d'investissement, le taux de scolarisation et les dépenses d'investissements, ils n'expliquent pas le GPC parce que les prob T sont supérieurs de 10%, et GPC (-1) explique positivement GPC, c'est-à-dire que le taux de la croissance économique de l'année précédente influe la croissance économique de l'année courante de l'ordre de 0,04 unité.

Pour F ficher qui est de l'ordre de 2.49, cette valeur est inférieure à 2,65 qui ne correspond pas à la moyenne calculée par ficher et donc le modèle globale n'est pas significatif.

Pour R^2 qui est de l'ordre de 0,26, cette valeur est loin de 1 ; donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. Pour DW qui est de l'ordre de 1,93, il montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

4.4.Modèle 4 :

Dans ce modèle nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation, le taux d'investissement et l'espérance de vie. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.27.

Le test de T student : Quand il y a une augmentation d'une unité dans les dépenses d'investissement, il y a régression de 0,03 unité dans le GPC. Quand il y a augmentation d'une unité dans l'espérance de vie, il y a régression de 0.004 unité dans le GPC. Quand il y a augmentation d'une unité dans le taux d'investissement, il y a augmentation de 0.04 dans le GPC, et quand il y'a augmentation d'une unité dans le taux de scolarisation il y a augmentation dans le GPC de l'ordre de 0,001.

Pour F ficher de l'ordre de 3.77, cette valeur est supérieure à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc, le modèle globale est significatif et la valeur prob F est de : 0,01 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,34, cette valeur est loin du 1. Donc les variables ne sont pas connectées entre elles. Pour DW QUI est de l'ordre de 1,51 et qui montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs, les résultats de ce tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

4.5. Modèle 5 :

Dans ce modèle, nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation, le taux d'investissement, l'espérance de vie et la croissance économique par habitant. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.28.

Le test de T student : Quand il y a un changement d'une unité dans les dépenses d'investissement, il y'a augmentation de 0,0003 unité dans la croissance économique réelle. Quand il y a un changement d'une unité dans le taux de scolarisation , il y a régression dans le GPC. Quand il y a augmentation d'une unité dans le taux d'investissement, il y a augmentation de 0.005 unité dans le taux de la croissance économique réelle. Quand il y a un changement d'une unité dans l'espérance de vie, il y a augmentation dans le GPC de l'ordre de 0,00. Quand il y a augmentation d'une unité dans PIB h, il y a augmentation dans le GPC de l'ordre de 0,00.

Pour les statistiques explicatives du fichier F de l'ordre de 2292, cette valeur est supérieure à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par fichier et donc le modèle globale est significatif et la valeur prob F qui est de : 0,00 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,99, cette valeur est très proche de 1. Donc il y a corrélation presque complète entre les variables. Pour DW de l'ordre de 1,50, elle qui montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Les résultats de ce modèle sont excellents parce que nous avons constaté un effet positif très important des dépenses d'investissement sur la croissance économique. Même les autres variables : le taux de scolarisation , le taux d'investissement , l'espérance de vie et le PIB h ont un effet sur la croissance économique et cela indique que les dépenses d'investissements ne peuvent pas avoir une influence sur la croissance économique sauf, avec la présence du taux de scolarisation qui est considéré comme un facteur important d'innovation ainsi que pour la bonne gestion des entreprises. Lorsque nous avons intégré le PIB h, il a poussé les

dépenses d'investissement à avoir un impact positif important sur la croissance économique. Pour être plus explicite, l'augmentation du PIB aide à promouvoir le pouvoir d'achat individuel. Celui-ci va induire une augmentation de la demande des produits et services qui va induire à son tour une hausse du taux de production des entreprises et donc l'évolution des entreprises.

Le taux d'investissement explique également de manière parfaite les résultats des dépenses d'investissement. Les résultats des tests nous poussent à accepter ce modèle et même à le considérer qu'il était le meilleur.

5. L'ESTIMATION DES EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES DE LA SANTÉ SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÈRE DE 1980 A 2013.

Dans cette étape, nous allons voir l'effet des dépenses de la santé sur la croissance économique en relation avec les variables conditionnelles pour atteindre le meilleur niveau de croissance économique. Pour cela, nous allons suivre la méthode d'intégration Progressive des variables (stepwise progression) de variables conditionnelles par variable jusqu'à atteindre la totalité des variables conditionnelles intégrées à notre modèle.

Tableau 4.23 : Résultats de l'estimation des effets des dépenses publiques de la santé sur la croissance économique en Algérie de 1980 à 2013.

	C	DIPSANT	GPC (-1)	TSCO	TINV	LESPV	PIB H	R ²	Prob (F)	DW
M1	-0.06 (-0.04)	0.52 (1.20)	0.44 (2.80)	-	-	-	-	0.23	0.01	1.99
M2	-0.59 (-0.16)	0.49 (1.05)	0.43 (2.63)	0.00 (0.15)	-	-	-	0.23	0.05	1.99
M3	-4.03 (-0.81)	0.19 (0.34)	0.39 (2.27)	0.03 (0.63)	0.09 (1.03)	-	-	0.25	0.06	1.90
M4	159.68 (2.00)	-0.23 (-0.43)	-	0.28 (2.64)	0.07 (0.83)	-43.48 (-2.09)	-	0.23	0.08	1.46
M5	-6.05 (-0.98)	-0.02 (-0.70)	-	-0.07 (-7.94)	0.04 (6.23)	3.24 (2.00)	1.00 (74.44)	0.99	0.00	1.21

Source : Les cinq modèles sont réalisés par l'auteur en utilisant le logiciel EViews 8.

5.1.Modèle 1 :

Dans ce modèle nous allons étudier l'effet des dépenses de la santé sur la croissance économique sans intégrer les variables conditionnelles,

Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.29. Le résultat du DW théoriquement ne nous donne pas la possibilité d'utiliser le modèle. Donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2.

Le test du student démontre les variables explicatives. Le GPC n'explique pas les dépenses de la santé ; Le GPC est influencé positivement par la croissance économique de l'année précédente GPC (-1) de l'ordre de 0.008,

Pour F ficher qui est de l'ordre de 4.48, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc, le modèle globale est significatif et la valeur prob F qui est de : 0,01 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,23, cette valeur est très loin de 1. Donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. DW de l'ordre de 1,99 montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs. Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

5.2.Modèle 2 :

Dans ce modèle nous allons intégrer la première variable conditionnelle : le taux de scolarisation,

Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.30. Le résultat du DW théoriquement ne nous donne pas la d'utiliser le modèle. Donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2.

Le test de T student : Concernant les dépenses de la santé, le taux de scolarisation, n'explique pas le GPC parce que le prob T est supérieur de 10%, et il y a un effet positif du GPC (-1) sur

GPC. Autrement dit, le taux la croissance économique de l'année précédente influe la croissance économique de l'année courante de l'ordre de 0,01 unité.

Pour F ficher de l'ordre de 2.90, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc, le modèle globale est significatif et la valeur prob F est de : 0,05 qui confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,23, cette valeur est très loin de 100 % ; Donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. DW de l'ordre de 1,99 montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

5.3. Modèle 3 :

Dans ce modèle nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation et le taux d'investissement. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.31. Le résultat du DW ne nous donne pas théoriquement la possibilité d'utiliser le modèle. Donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2.

Le test de T student : Les dépenses de la santé, le taux de scolarisation et le taux d'investissement n'expliquent pas le taux de la croissance économique réelle parce que la prob T est supérieur de 10% de toutes les variables. Il y a un effet positif du GPC (-1) sur GPC, c'est-à-dire que le taux de croissance économique de l'année précédente influe la croissance économique de l'année courante de l'ordre de 0,03 unité.

Pour F ficher de l'ordre de 2.44 , cette valeur est inférieur à 2,65, ce qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc le modèle globale n'est pas significatif.

Pour R^2 de l'ordre de 0,25, cette valeur est très loin de 1, donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. DW avec 1,90 montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

5.4. Modèle 4 :

Dans ce modèle, nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation, le taux d'investissement et l'espérance de vie. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.32.

Le test de T student : Concernant les dépenses de la santé et le taux de scolarisation, ils n'expliquent pas le GPC parce que le prob T est supérieur de 10%. Quand il y a augmentation d'une unité dans le taux de scolarisation, il y a augmentation dans le GPC de l'ordre de 0,01. Et, quand il y a un changement d'une unité dans l'espérance de vie, il y a régression de l'ordre de 0.04 unité pour la croissance économique réelle. Pour F ficher de l'ordre de 2.24, cette valeur est inférieure à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc le modèle globale n'est pas significatif.

Pour R^2 avec 0,23, cette valeur est très loin de 1. Donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. Pour DW de l'ordre de 1,46, il montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs. Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

5.5.Modèle 5 :

Dans ce modèle, nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation, le taux d'investissement, l'espérance de vie et la croissance économique par habitant. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.33.

Le test de T student : Concernant les dépenses de la santé, elles n'expliquent pas le GPC parce que le prob T est supérieur de 10%. Quand il y a un changement d'une unité dans l'espérance de vie, il y a régression de 0,05 unité dans le taux de la croissance économique réelle. Quand il y a augmentation d'une unité dans le taux de scolarisation, il y a régression dans le GPC. Quand il y a changement d'une unité dans le taux d'investissement, il y a augmentation dans le GPC. Quand il y a augmentation d'une unité dans PIB h, il y a augmentation dans le GPC de l'ordre de 0,00. Pour F ficher de l'ordre de 1453, cette valeur est supérieure à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc, le modèle globale est significatif et la valeur prob F de : 0,00 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 est de l'ordre de 0,99 cette valeur est très proche du 1 donc les variables sont corrélées entre elles. Pour DW est de l'ordre de 1,21 qui montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs

Tous les résultats de ces tests ne donnent de preuves pour accepter ce modèle, parce que les dépenses de la santé ne correspondent pas au nombre croissant de la population et cela est observé dans l'insuffisance d'infrastructures de la santé, le manque d'effectifs du personnel médical, le nombre de lits insuffisant par rapport aux patients. Cette défaillance dans le secteur de la santé affecte l'efficacité et donc le rendement du personnel des entreprises économiques, comme il a été démontré par certains auteurs - Sanjeev Gupta, Keiko Honjo et Martijn Verhoeven (1997)- dans leurs travaux sur 38 pays.

6. L'ESTIMATION DES EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES DU TRANSPORT SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE DE 1980 A 2013.

Dans cette étape, nous allons voir l'effet des dépenses de transport sur la croissance économique en présence des variables conditionnelles pour atteindre le meilleur taux de croissance économique ; pour cela nous allons suivre la méthode d'intégration Progressive des variables (stepwise progression) de variable conditionnelle par variable jusqu'à atteindre la totalité des variables conditionnelles intégrées à notre modèle.

Tableau 4.24 : Résultats de l'estimation des effets des dépenses publiques de transport sur la croissance économique en Algérie de 1980 à 2013.

	C	DIPTR	GPC (-1)	TSCO	TINV	LESPV	PIB H	R^2	Prob (F)	DW
M1	2.51 (2.50)	-2.95 (-1.05)	0.47 (2.89)	-	-	-	-	0.22	0.02	1.93
M2	1.00 (0.25)	-2.75 (-0.95)	0.45 (2.66)	0.01 (0.39)	-	-	-	0.22	0.05	1.91
M3	-6.32 (-1.24)	-1.01 (-0.34)	-	0.07 (1.65)	0.12 (1.56)	-	-	0.12	0.26	1.11
M4	158.95 (1.99)	-1.11 (-0.39)	-	0.26 (2.60)	0.06 (0.72)	-43 (-2.07)	-	0.23	0.08	1.36
M5	-6.29 (-1.01)	-0.04 (-0.22)	-	-0.07 (-8.37)	0.04 (6.63)	3.33 (2.04)	1.00 (73.89)	0.99	0.00	2.80

Source : Les cinq modèles sont réalisés par l'auteur en utilisant le logiciel EViews 8.

6.1.Modèle 1 :

Dans ce modèle, nous allons étudier l'effet des dépenses de transport sur la croissance économique sans intégrer les variables conditionnelles. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.34. Théoriquement, le résultat du DW ne nous donne pas la possibilité d'utiliser le modèle. Donc, cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre du DW proche du numéro 2.

Nous avons obtenu suite à l'étude économétrique les résultats suivants :

Pour le test de T de student, la prob des dépenses de transport est 0,29, et cette valeur correspond à plus de 10 % et donc les dépenses de transport n'expliquent pas la croissance économique. Et pour GPC (-1), la prob est de 0,007, le coefficient est de 0,47. Ces deux valeurs indiquent que GPC(-1) explique un effet proportionnel sur GPC, c'est dire que le taux de la croissance économique de l'année courante est influencé par le taux de la croissance économique de l'année précédente.

Pour F ficher de l'ordre de 4.27, cette valeur est supérieure à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc, le modèle globale est significatif et la valeur prob F qui est de : 0,02 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,22, cette valeur est très loin de 100 %. Donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. DW de l'ordre de 1,93 montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

6.2.Modèle 2 :

Dans ce modèle, nous allons intégrer la première variable conditionnelle : le taux de scolarisation,

Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.35. Théoriquement, le résultat du DW ne nous donne pas la possibilité **de mettre le modèle**, donc cela nous oblige à intégrer le GPC (-1) dans le modèle pour pouvoir atteindre un chiffre de DW proche du numéro 2.

Pour le test de T student : Concernant les dépenses du secteur du transport et le taux de scolarisation, elles n'expliquent pas le GPC parce que les prob T est supérieure de 10%, et il y a un effet positif du GPC (-1) sur GPC, c'est-à-dire que le taux de la croissance économique de l'année précédente influe sur le taux de la croissance économique de l'année courante.

Pour F ficher de l'ordre de 2.81, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc, le modèle globale est significatif et la valeur prob F de : 0,05 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,22, cette valeur est très loin de 1 ; donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. DW de l'ordre de 1,91 montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

6.3.Modèle 3 :

Dans ce modèle, nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation et le taux d'investissement. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.36.

Le test de T student : Quand il y a changement d'une unité dans le taux de scolarisation , il y a augmentation de 0.10 unité dans le taux de la croissance économique réelle.

Concernant les dépenses du secteur de transport et le taux d'investissement, elles n'expliquent pas le taux de la croissance économique réelle parce que les prob T est supérieure de 10%.

Pour F ficher de l'ordre de 1.38, cette valeur est inférieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc, le modèle global est significatif et la valeur prob F de : 0,26 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,12 cette valeur est très loin de 100 % ; donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. DW avec une valeur de l'ordre de 1,11 montre qu'il y a autocorrélation des erreurs.

Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

6.4. Modèle 4 :

Dans ce modèle nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation, le taux d'investissement et l'espérance de vie, Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.37.

Le test de T student : Concernant les dépenses du secteur de transport et le taux d'investissement, elles n'expliquent pas le taux de croissance économique réelle parce que les prob T est supérieure de 10%.

Quand il y a changement d'une unité dans le taux de scolarisation, il y'a augmentation de 0.01 unité dans le taux de la croissance économique réelle, Quand il y a augmentation d'une unité dans l'espérance de vie, il y a régression de 0.04 unité dans le taux de la croissance économique réelle.

Pour F ficher de l'ordre de 2.23, cette valeur est inférieure à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc, le modèle globale n'est pas significatif. Pour R^2 de l'ordre de 0,23, cette valeur est très loin de 1 ; donc les variables ne sont pas corrélées entre elles. Pour DW de l'ordre de 1,36, cette valeur montre qu'il y a autocorrélation des erreurs.

D'après l'analyse économétrique, les dépenses du secteur de transport ne participent pas dans la croissance économique en Algérie. Ce résultat contredit les résultats des analyses descriptives parceque l'évolution du secteur du transport s'est effectué seulement ces dernières années.

L'espérance de vie influence négativement la croissance économique parce que lorsque l'espérance de vie augmente le nombre de la population augmente et lorsque celui-ci augmente le PIB h diminue. Donc, tel que nous l'avons vu précédemment, le PIB h a une relation directe avec la croissance économique.

6.5. Modèle 5 :

Dans ce modèle, nous allons intégrer les variables conditionnelles : le taux de scolarisation, le taux d'investissement, l'espérance de vie et la croissance économique par habitant. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.38.

Le test de T student : Concernant les dépenses du secteur de transport, elles n'expliquent pas le taux de croissance économique réelle parce que le prob T est de l'ordre de 0,81, et supérieur de 10 %. Quand il y a une augmentation d'une unité dans le taux de scolarisation, il y a régression de 0,00 unité dans le GPC. Quand il y a augmentation d'une unité dans le taux d'investissement, il y'a augmentation de l'ordre de 0.00 dans le GPC, quand il y'a un changement d'une unité dans l'espérance de vie, il y a augmentation de 0.05 unité dans le GPC. Quand il y'a augmentation d'une unité dans PIB h, il y'a augmentation dans le GPC de l'ordre de 0,00.

Pour F ficher de l'ordre de 1430, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc, le modèle globale est significatif et la valeur prob F qui est de : 0,00 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,99, cette valeur est très proche du 1. Donc les variables sont corrélées entre elles. DW de l'ordre de 1,15 montre qu'il y a autocorrélation des erreurs. Tous les résultats de ces tests ne nous donnent pas de preuves pour accepter ce modèle.

7. L'ESTIMATION DU MODÈLE GLOBAL DES DÉPENSES PAR SECTEUR EN PRÉSENCE DES VARIABLES CONDITIONNELS

Les résultats de l'estimation du modèle (4.2) transposés et spécifiés pour l'Algérie de 1980 à 2013 en tenant compte des différentes catégories de dépenses publiques disponibles pour la durée d'étude sont :

Dans ce modèle, nous allons intégrer les dépenses publiques par l'état (dépenses d'investissements, dépenses d'éducation, dépenses du transport, dépenses de la santé et dépenses de la défense), en présence des variables conditionnelles : le taux de scolarisation, taux d'investissement, l'espérance de vie et la croissance économique par habitant. Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.39.

$$\begin{aligned}
 \text{GPC} = & -32.58 + 0.10 \text{ DIPINV} - 0.02 \text{ DIPEU} + 0.10 \text{ DIPTR} + 0.01 \text{ DIPSANT} - 0.03 \text{ DIPDIF} \\
 & (-3.26) \quad (4.01) \quad (-1.82) \quad (0.79) \quad (0.60) \quad (-1.68) \\
 & -0.09 \text{ TSCO} + 0.007 \text{ TINV} + 10 \text{ LESPV} + 1.02 \text{ PIBH} + \varepsilon_i \\
 & (-6.66) \quad (0.94) \quad (3.87) \quad (89.47)
 \end{aligned}$$

$$R^2 = 0.99 \qquad N = 34 \qquad \text{Prob (f)} = 0.00 \qquad \text{DW} = 1.54$$

Pour les résultats T student: Quand il y a un changement d'une unité dans les dépenses d'investissement il y a augmentation de 0,0005 unité dans la croissance économique réelle. Pour les dépenses de l'éducation, il y a un effet négatif de l'ordre de 0,08 unité. Quand il y a un changement d'une unité dans les dépenses de la défense il y'a augmentation de 0,10 unité dans la croissance économique réelle. Quand il y a un changement d'une unité dans le taux de scolarisation, il y a régression dans le GPC. Quand il y a un changement d'une unité dans l'espérance de vie, il y a une augmentation dans le GPC de l'ordre de 0,00, un effet négatif d'espérance de vie. Quand il y a augmentation d'une unité dans PIB h, il y a augmentation dans le taux de la croissance économique de l'ordre de 0,00.

Concernant les dépenses du secteur de transport, les dépenses de la santé, le taux d'investissement, elles n'expliquent pas le taux de la croissance économique réelle parce que le prob T est supérieure de 10%.

Pour F ficher de l'ordre de 1782, cette valeur est supérieur à 2,65 qui correspond à la moyenne calculée par ficher et donc, le modèle global est significatif et la valeur prob F de : 0,00 confirme le résultat obtenu.

Pour R^2 de l'ordre de 0,99, cette valeur est très proche de 1. Donc, les variables sont corrélées entre elles. DW de l'ordre de 1,54 montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

L'analyse de ce modèle global qui a été estimé par la méthode MCO, concernant les dépenses d'investissement, le taux d'investissement, l'espérance de vie et la croissance économique par habitant, ils ont un effet positif sur la croissance économique réelle ; et pour les dépenses de l'éducation, les dépenses de la défense et le taux de scolarisation, ils ont un effet négatif sur la croissance économique. Enfin, pour les dépenses du secteur de transport et les dépenses du secteur de la santé, ils n'ont aucun effet sur la croissance économique. Ainsi, les résultats que nous avons trouvé confirment les résultats de l'analyse chaque secteur pris à part ; et pour l'explication économique de ces résultats, elle a été déjà faite dans les analyses économique de chaque secteur.

Les tests que nous avons effectués sont assez fiables pour accepter ce modèle.

8. RELATION DÉPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LE CADRE DE LA LOI DE WANGER.

L'hypothèse de Wagner stipule ou suggère une relation entre le secteur public et le niveau du développement économique. Dans le cadre de ce modèle, les chercheurs se sont intéressés à l'élasticité des dépenses publiques par rapport au niveau du développement économique du pays. Ainsi, la formulation la plus appropriée pour mener à bien le test de Wagner est celle donnée par Musgrave (1969) dans laquelle la part des dépenses publiques en termes réels par rapport au PIB en fonction du PIB en terme réel par capital.

Les résultats économétriques obtenus par le logiciel EViews 8 sont dans l'annexe 4.40

On remarque que :

Dans le cas de l'Algérie, la probabilité que la variable dépense totale ne cause pas la variable croissance économique réelle au sens de Granger est de 23%, alors que la probabilité que la variable taux de la croissance économique ne cause pas la variable dépenses totale de l'ordre

de 6%. Donc la variable de la croissance économique cause, au sens de Granger la variable dépenses totale.

La probabilité que la variable dépense du secteur de la santé ne cause pas la variable taux de la croissance économique réelle au sens de Granger est de 42%, alors que la probabilité que la variable croissance économique ne cause pas la variable des dépenses de la santé de l'ordre de 34 %. Donc les deux variables ne causent pas.

La probabilité que la variable dépense d'investissement ne cause pas la variable croissance économique réelle au sens de Granger est de 34 %, alors que la probabilité que la variable taux de la croissance économique ne cause pas la variable dépenses d'investissement de l'ordre de 20 %. Donc les deux variables ne causent pas.

La probabilité que la variable dépense d'éducation ne cause pas la variable taux de croissance économique réelle au sens de Granger est de 10 %, alors que la probabilité que la variable taux de la croissance économique ne cause pas la variable dépenses du secteur de l'éducation est de l'ordre de 81 %. Donc la variable dépenses d'éducation cause, au sens de Granger la variable taux de croissance économique réelle.

La probabilité que la variable dépenses du secteur de la défense ne cause pas la variable croissance économique réelle au sens de Granger est de 12 %, alors que la probabilité que la variable taux de croissance économique ne cause pas la variable dépenses de la défense est de 72 %. Donc les deux variables ne causent pas.

La probabilité que la variable taux d'investissement ne cause pas la variable croissance économique réelle au sens de Granger est de 72 %, alors que la probabilité que la variable taux de la croissance économique ne cause pas la variable taux d'investissement est de l'ordre de 20 %. Donc les deux variables ne causent pas.

La probabilité que la variable taux de scolarisation ne cause pas la variable croissance économique réelle au sens de Granger est de 56 %, alors que la probabilité que la variable taux de la croissance économique ne cause pas la variable taux de scolarisation est de 83 %. Donc les deux variables ne causent pas.

La variable de la croissance économique par habitant ne cause pas la variable croissance économique réelle au sens de Granger est de 41 %, alors que la probabilité que la variable

taux de la croissance économique ne cause pas la variable de la croissance économique par habitant est de l'ordre de 9 %. Donc la variable taux de la croissance économique cause, au sens de Granger la variable taux de croissance économique par habitant.

La probabilité que la variable espérance de vie ne cause pas la variable croissance économique réelle au sens de Granger est de 66 %, alors que la probabilité que la variable taux de la croissance économique ne cause pas la variable Espérance de vie est de l'ordre de 0.01 %. Donc la variable taux de la croissance économique cause, au sens de Granger la variable espérance de vie.

La probabilité que la variable dépenses du transport ne cause pas la variable croissance économique réelle au sens de Granger est de 41 %, alors que la probabilité que la variable taux de la croissance économique ne cause pas la variable dépenses du secteur de transport est de 21 %. Donc les deux variables ne causent pas.

Comment il a été prouvé par certaines études telle celle menée par David Aschauer (1989) qui a montré, grâce à une série d'analyses économétriques menée aux Etats Unis qu'il y a une corrélation positive entre les dépenses d'infrastructure et la croissance économique.

Dans le cas de l'Algérie, le résultat de la variable croissance économique cause la variable dépense totale ; il s'explique par le fait que tout progrès économique s'accompagnerait d'une hausse de la part des dépenses publiques dans le GPC en raison du développement de nouveaux besoin pour le fonctionnement de l'économie. En revanche, tout ralentissement de la croissance, l'apparition du chômage et la hausse de la dette publique ont mécaniquement accru la part dans le GPC des dépenses liées à l'indemnisation du chômage et au soutien de l'emploi.³⁷⁸

³⁷⁸ Ahmed ALOUANI, (2005). « Relation croissance économique et dépenses publiques comparaison entre la Tunisie et le Maroc », P 9

Conclusion :

Le but de ce chapitre a été de mieux comprendre comment les dépenses publiques contribuent à la croissance économique en Algérie en focalisant l'étude sur le niveau ainsi que sur la composition des dépenses publiques.

Dans ce chapitre, nous avons tenté d'expliquer la situation économique en Algérie, nos résultats montrent que l'Algérie n'a pas réussi à construire une économie puissante et diversifiée pour la libérer progressivement de la dépendance à l'égard des hydrocarbures.

Nous avons montré que les impacts budgétaires en Algérie sont maitrisables dans le court et moyen terme sauf en cas de baisse accentuée du prix du pétrole pour le financement des grands projets d'équipement déjà lancés notamment. L'impact sur la croissance est plus significatif et risque d'être plus durable en raison du poids des hydrocarbures, de l'instabilité de l'offre dans ce secteur et de la fragilité de l'offre locale hors énergie qu'il faut corriger par des politiques publiques ambitieuses et stables de consolidation et de diversification de l'économie.

Nous avons essayé d'y répondre à l'aide de l'analyse des statistiques descriptives. Concernant l'importance de la croissance économique pour réduire le taux de chômage, nos résultats montrent que la croissance économique d'une année n a un effet sur le taux de chômage de l'année $n+1$. Il y a un effet positif de la croissance économique ($n-1$) sur la croissance économique n , c'est-à-dire que le taux de la croissance économique de l'année précédente influe la croissance économique de l'année courante.

Dans la deuxième estimation, nous avons ajouté une autre méthode (ACP) essentielle de notre étude. Nous avons donc testé les différentes variables conditionnelles pour vérifier si elles favorisent la croissance économique ou au contraire si elles représentent un obstacle à la croissance en Algérie. Nos résultats de l'étude des variables conditionnelles de la croissance

économique montrent clairement l'existence d'une relation proportionnelle entre toutes les variables conditionnelles durant toute la période examinée « 1980- 2014 », car quand elles augmentent elles augmentent toutes et quand elles diminuent c'est la totalité qui diminuent aussi.

D'une manière générale, la modélisation économétrique estimée des dépenses publiques, dans ce chapitre, expliquent la contribution des déterminants de la croissance économique pour l'Algérie.

L'un des résultats les plus marquants de notre étude est l'influence négative des dépenses publiques d'éducation et de la santé sur les taux de croissance en Algérie. Ainsi, le capital humain ne semble pas jouer un rôle important pour accélérer la croissance économique.

Dans le même sens, les dépenses d'investissements semblent favoriser la croissance économique en Algérie, ce qui rejoint l'idée développée par le modèle de croissance endogène de Barro (1990) sur le rôle important des dépenses publiques d'infrastructures pour favoriser la productivité des différents secteurs et la croissance économique en générale.

D'une manière générale, nous avons identifié dans ce chapitre les conditions politiques dans lesquelles les dépenses publiques contribuent positivement ou parfois négativement à la croissance économique.

CONCLUSION
GÉNÉRALE

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'objet de cette thèse a été d'étudier le rôle de la politique budgétaire dans la croissance économique, et plus particulièrement la relation entre les dépenses publiques et le taux de croissance de l'économie. A ce titre, et à partir d'une analyse théorique et empirique, nous avons défendu l'opinion selon laquelle les différences entre les nations du point de vue des efforts publics en matière des dépenses publiques sont un élément non négligeable pour l'explication de l'hétérogénéité internationale des rythmes de croissance économique.

Malgré le nombre important de travaux à la fois théoriques et empiriques sur la croissance économique parus ces dernières années, le débat sur les déterminants de la croissance et sur les politiques budgétaires à mettre en œuvre est loin d'être clos. Le processus de croissance économique est un processus complexe et difficile à appréhender ; d'où l'impossibilité de le cerner au sein d'une seule équation ou d'un seul modèle théorique. Aucun modèle théorique en effet ne peut prétendre fournir à cet égard une explication satisfaisante du processus ou des étapes de la croissance pour une économie ou un ensemble d'économies.

Notre étude relève l'intérêt d'opérer une décomposition de la politique budgétaire, notamment au niveau de l'examen empirique. Nous reprenons succinctement ici les principes conclusions auxquelles nous avons abouti. Notre argumentation s'est articulée autour de quatre chapitres qui ont reflété une progression de l'analyse et donc, la nécessité d'affiner le raisonnement. Cet affinement a illustré une amplification du rôle de la politique budgétaire dans la croissance économique; et l'effet de la croissance économique sur le taux de chômage.

Il était donc important de revenir, dans un premier chapitre, sur la relation qui peut exister entre la politique économique et les finances publiques et ce, à travers les différents courants de la pensée économique. Dans la suite de notre analyse, nous avons souligné que les politiques macroéconomiques d'ordre conjoncturelles ne sont donc pas les seules politiques possibles. La croissance dépend aussi des politiques structurelles. Ceci a été conforté par l'apparition de nouvelles théories de croissance endogène qui mettent en avant un certain nombre de facteurs sur lesquels l'Etat peut avoir une influence telles les politiques

industrielles, les politiques commerciales et les politiques financières et ce, en soutenant la recherche-développement et en développant l'effort consenti en matière de formation et d'investissement dans le capital humain. Dans ce cas, la structure des dépenses peut s'avérer aussi plus déterminante que leur niveau.

L'idéal en science économique serait que le rôle principal de cet Etat soit de contribuer à l'obtention et au maintien d'une qualité de vie durable et élevée. Pour accomplir cette lourde responsabilité, l'Etat doit notamment poursuivre des objectifs économiques. Il doit créer un environnement favorable au développement économique, veiller à une utilisation rationnelle des ressources et assurer l'efficacité de son administration publique. Dans cet esprit, l'élément de base qui sous-tend cet aspect du rôle économique de l'Etat est celui de la croissance économique aussi bien quantitative que qualitative. Celle-ci est la condition nécessaire pour le maintien de la prospérité de la société. Pour favoriser une croissance durable, l'Etat doit mettre en œuvre une politique économique porteuse, propice à l'épanouissement des activités économiques et, sauvegardant les équilibres économiques fondamentaux. Les approches actuelles s'accordent à dire que les orientations à la base d'une telle politique économique d'équilibre sont le maintien de la stabilité macroéconomique, caractérisée par des taux d'inflation et de chômage faibles, une croissance durable, une maîtrise des coûts de production, une amélioration continue de la productivité et des finances publiques saines.

En effet, l'intérêt de ces travaux sur les facteurs explicatifs de la croissance est qu'ils ont permis de mettre en avant le rôle-clé des dépenses ciblées et productives. De ceci, découle l'idée selon laquelle une restructuration profonde des dépenses publiques, peut produire une épargne additionnelle et par conséquent agir favorablement sur le taux de croissance. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit ici non pas de réaffirmer l'utilité de ces dépenses publiques, mais surtout de montrer qu'il faut les utiliser avec un grand souci d'efficacité qui réclame toujours un ciblage bien précis.

Dans le deuxième chapitre nous avons souligné l'importance pour l'Etat de poursuivre une politique budgétaire dont la maîtrise des dépenses publiques serait l'objectif prioritaire. En conséquence, l'Etat doit établir les prévisions les plus fiables possibles en ce qui concerne les recettes fiscales. Pour cela, il doit procéder avec une prudence accrue, particulièrement lorsqu'il s'agit d'une économie largement dépendante des évolutions externes. Ceci est du au

fait que les recettes fiscales présentent davantage un caractère précaire. De plus, la politique budgétaire de l'Etat peut s'articuler autour de plusieurs principes, à savoir:

- ❖ la politique d'investissement public doit être ciblée, basée sur une analyse prospective coût-avantage, intégrant des critères économiques et sociaux. Elle doit être guidée par les perspectives de croissance continue de la population et les besoins futurs en résultant.
- ❖ Un manque de précision, souligné par les différences entre dépenses votées et dépenses effectives, masque souvent une maîtrise insuffisante des dépenses dans plusieurs domaines. Une sous-estimation des dépenses en appellera une autre, déclenchant par-là un cercle vicieux dangereux. Cette situation risque de conduire à des conclusions erronées sur la politique budgétaire pratiquée et sur les marges de manœuvre effectives à la disposition des pouvoirs publics.
- ❖ Les plus-values de recettes ne doivent pas servir de base pour introduire de nouvelles dépenses courantes, qui pourront s'avérer incompressibles par la suite. Il s'agit d'éviter que les dépenses dites incompressibles ne réduisent davantage la marge de manœuvre de l'Etat en matière budgétaire.

Il s'agit donc de suivre une politique budgétaire prospective, prudente, comportant une estimation véridique des recettes, une maîtrise des dépenses, une affectation des plus values éventuelles à l'investissement. En plus, l'Etat doit mettre en œuvre une politique fiscale avantageuse. Il doit contribuer à l'augmentation de la productivité par des infrastructures publiques de qualité (transports, télécommunications, recherche, innovation, éducation, simplification administrative); dans ce cadre, une politique volontariste en matière d'investissement dans les infrastructures publiques matérielles (transports et communications) et dans les ressources immatérielles concernant notamment le capital humain (éducation, formation continue, recherche développement) est nécessaire en vue d'asseoir le pays sur des fondements économiques et sociaux solides et soutenables à long terme.

Plusieurs débats théoriques, (anciens et nouveaux), étudiés dans le troisième chapitre, ont positionné le traitement théorique de notre problématique de recherche dans le cadre des différents modèles de la croissance économique.

Il s'agit du débat entre les néo-keynésiens « DOMAR, HARRODS » et les néoclassiques SOLOW (1956) au cours des années cinquante qui était centré essentiellement sur la question

de la stabilité de la croissance économique. Les premiers supposent que la croissance économique est instable à cause du problème du « fil du rasoir » alors que les seconds, avec leur endogénisation du coefficient de capital et par conséquent l'adoption d'une technique de production à facteurs substituables, prétendent le contraire, c'est-à-dire la possibilité de suivre un sentier de croissance d'équilibre régulier à long terme. Concernant l'effet des dépenses publiques, dans le modèle de croissance néoclassique, la croissance économique est exogène et indépendante de toute politique économique.

Le second débat concerne le débat keynésiens-monétaristes de la fin des années cinquante et des années soixante, développé dans le cadre de la macroéconomie de la synthèse dont les piliers sont représentés par le schéma IS-LM et la courbe de Phillips, était focalisé sur l'analyse des effets exercés par la totalité des dépenses publiques sur la croissance économique à court terme. Or, notre approche s'est intéressée aux effets exercés sur la croissance économique de long terme par les dépenses publiques spécifiques aux infrastructures et par les mécanismes de l'offre.

BARRO a prolongé l'analyse des effets de la politique budgétaire dans le long terme mais, il est resté fidèle aux mécanismes de la demande et à l'aspect général des dépenses publiques. Son apport se situait principalement au niveau de l'introduction de l'hypothèse des anticipations rationnelles dans le jugement de l'efficacité de la politique budgétaire. En effet, en 1990, BARRO fut le premier à essayer de modéliser les effets exercés par les dépenses publiques en infrastructures sur la croissance économique de long terme. Son apport théorique consiste à élargir la fonction de production privée par l'ajout du « flux » des dépenses publiques comme nouveau facteur de production purement public. Le résultat obtenu justifie la qualité productive de l'investissement public en infrastructures dans le long terme par le moyen des effets ou des retombées sous formes d'externalités qu'il engendre et qui viennent améliorer les performances du secteur privé et permettre une croissance endogène et auto-entretenu.

Ainsi, dans le cadre des débats théoriques traditionnels (classiques, post-keynésiens, néoclassiques, keynésiens et monétaristes) et des premiers modèles de la nouvelle macroéconomie classique, il n'existe aucune approche théorique qui traite de l'effet des dépenses publiques d'une manière conforme à l'approche de notre propre ligne de recherche.

Cette revue de la littérature empirique nous a été utile pour l'appréhension de l'évolution du rôle de la politique budgétaire dans l'économie algérienne, en même temps que l'étude des situations des finances publiques, la croissance économique et le chômage au cours de la période (1980-2014), effectuées dans le cadre du quatrième chapitre ; celle-ci nous a conduit à deux conclusions essentielles par rapport à nos hypothèses de recherche .

La première hypothèse de notre recherche a été de vérifier l'existence d'une influence positive des dépenses publiques sur le taux de croissance économique.

Nos résultats montrent, en effet, une influence négative des dépenses publiques sur la croissance économique. Nous pouvons donc rejeter la première hypothèse. Ce résultat est cohérent avec une grande partie de ce qui est présenté dans les différentes études empiriques et la littérature présentée dans notre troisième chapitre.

En effet, selon les résultats obtenus dans l'analyse descriptive, la croissance économique est directement affectée par les dépenses publiques totales mais négativement dans la période « 1980-2014 ». Toutefois, les dépenses publiques de chaque année de cette même période ont un léger impact sur le taux de croissance de chaque année suivante. Dans l'analyse en composantes principales, nous avons trouvé que les dépenses publiques et la croissance économique sont négativement corrélées. Parmi les constatations que nous avons faites après en utilisant le modèle économétrique appliqué à notre cas sur l'Algérie, les dépenses totales influencent effectivement sur la croissance économique mais négativement parce que l'Etat Algérien effectue des dépenses budgétaires intéressantes sans obtenir une évolution du taux de la croissance économique. Ceci indique clairement que ces dépenses publiques ne sont pas orientées vers des projets pouvant promouvoir la croissance économique.

Les résultats de l'analyse de l'influence négative des dépenses totales sur la croissance économique ne nous ont pas donné une argumentation assez crédible; pour cela, nous avons orientés notre analyse vers les dépenses de chaque secteur d'activité pris l'un après l'autre.

Selon les résultats de notre analyse, nous constatons l'existence d'un effet important des dépenses d'éducation sur la croissance économique ; ce qui prouve en effet l'importance du capital humain dans la croissance économique. Toutefois, cet effet reste insuffisant étant

donné que l'Algérie a donné la priorité aux infrastructures (CEM, Lycée, école), au détriment de la qualité de l'enseignement.

Si on revient au budget de chaque année, on constate que la part des dépenses consacrée à la défense est prépondérante et que ces taux de dépenses affecté à la défense se rapprochent entre eux durant la période étudiée. Ces dépenses ont en effet un effet positif sur la croissance économique en raison de leur incidence sur la stabilité politique qui peut offrir un environnement économique favorable au redressement de l'économie Algérienne. D'ailleurs, durant la période « 1988 1994 » il y'a eu une régression totale dans tous les secteurs économiques ; par contre, dès le retour de la stabilité politique et la sécurité surtout à partir de 2001 nous constatons un redressement progressif de la situation économique.

D'autre part il y'a un effet positif du taux d'investissement sur la croissance économique, ce qui veut dire aussi que lorsque il y'a une stabilité politique et sécuritaire nationale, les investisseurs ont plus d'opportunités pour investir et promouvoir leur entreprises. Nous avons constaté un effet positif très important des dépenses d'investissement sur la croissance économique. Les autres variables, telles que le taux de scolarisation, le taux d'investissement, l'espérance de vie et PIB h ont également un effet sur la croissance économique.

Les dépenses de la santé n'ont pas eu d'effet positif sur la croissance économique car leur évolution ne correspond pas à l'évolution de la population. Ceci peut être observé aussi bien dans le manque d'infrastructures sanitaires que dans l'effectif du personnel médical. Cette insuffisance dans le secteur de la santé affecte l'efficacité et donc le rendement du personnel des entreprises économiques.

La part des dépenses du transport par rapport aux dépenses totales est relativement faible pour un secteur qui est important pour le développement local et la croissance économique. En effet, la part relative des dépenses publiques consacrée dans les budgets de l'Etat au secteur du transport ne dépasse guère les 0,05 %. Selon l'analyse économétrique, les dépenses de transport ne participent pas à la croissance économique en Algérie ; et ce résultat contredit les résultats de l'analyse descriptive.

De nombreuses raisons expliquent les résultats négatifs de la politique budgétaire sur la croissance économique en Algérie. Nous pouvons en citer quelques unes : un secteur public coûteux et vaste, un système d'éducation inefficace et inéquitable, une politique de taux de change inappropriée, un marché financier inopérant, une productivité faible de la main d'œuvre, une insuffisance des réformes politiques et institutionnelles.

Notre deuxième hypothèse consistait à vérifier si la croissance économique obtenue par la politique budgétaire agissait directement sur le taux de chômage.

Notre recherche nous a permis de déduire que la croissance économique de chaque année de cette période avait un effet positif sur le taux de chômage de l'année suivante. Ceci est nettement visible dans l'étude descriptive ; Nous pouvons donc accepter la deuxième hypothèse de notre recherche et en conclure que ce résultat est confirmé par la loi d'Okun qui stipule l'existence d'une relation entre le taux de la croissance économique et la variation du taux de chômage. La justification possible de ce résultat pourrait être ainsi exprimée: lorsque le chômage est élevé en Algérie, il y a moins d'incitations à l'accumulation du capital humain et moins d'apprentissage par la pratique. La dépréciation du capital humain est donc dommageable pour la croissance économique.

RÉFÉRENCES
BIBLIOGRAPHIQUES

Bibliographies :

1. AFF, OFAS, Gaillard, Altermatt, (2014). « Dans quelle mesure la politique budgétaire permet-elle à une petite économie d’influer sur la conjoncture ? », La Vie économique Revue de politique économique 3-2014, berne suisse.
2. Agnés Bénassy Quéré, Benoit Cœur, Pierre Jacquet, Jean Pisani Ferry, (2012). « POLITIQUE ECONOMIQUE », 3ème édition, de Boeck, Bruxelles.
3. Abata, Matthew Adeolu, Kehinde, James Sunday, Bolarinwa, Sehilat Abike, (2012). « Fiscal/Monetary Policy and Economic Growth in Nigeria: A Theoretical Exploration », International Journal of Academic Research in Economics and Management Sciences, Vol. 1, No. 5, September.
4. André Roux, (2011). « Finances publiques », 3 éditions, Direction de l'information légale et administration, La documentation Française, Paris.
5. AMEZIANE FERGUENE, (2011). « Croissance économique et développement », ADER Association pour la diffusion d’étude et de recherches, Editions Campus ouvert, France.
6. ABDELMADJID BOUZIDI, (2011). « ECONOMIE ALGERIENNE Eclairages », Achève d'imprimer sur les presses Algérie.
7. Abdellatif Benachenhou, (2009). « La fabrication de L’Algérie », Conception & réalisation Alpha Design, mai, Algérie.
8. Abdelatif Benachenhou, (2008). « Pour une meilleur croissance », Alpha Design, Juin, Algérie.
9. Abd-el-Kader ELICHIDER, El Mustapha KCHIRID, Chakib TAHIRI, (2005). « Identification des dépenses publiques porteuses de croissance économique et leurs modalités de financements à long: cas du Maroc de 1970 à 2003 », CEMAFI (Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale), université de NICE, septembre.

10. Abderrahmane MEBTOUL, (2012). « 50 ans de bilan de l'économie algérienne 1963/2012 », Algérie.
11. Avom Désiré, Gbetnkom Daniel. (2003). « La surveillance multilatérale des politiques budgétaires dans la zone Cemap : bilan et perspectives », De Boeck Supérieur Mondes en développement, 2003/3 no 123.
12. Alain Fabre. (2010). « L'intégration des politiques budgétaires : un enjeu majeur pour le couple franco-allemand », Questions économiques, Fondation Robert Schuman, Question d'Europe n°174 / 21 juin.
13. Alain Baccini, (2010). « Statistique Descriptive Multidimensionnelle pour les nuls », Publications de l'Institut de Mathématiques de Toulouse, Université Paul Sabatier, Toulouse cedex 9
14. Alain Faure, Emmanuel Négrier, J.P. Chagnollaude, B. Péquignot, D. Rolland, (2007). « Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale Critiques de la territorialisation », Questions Contemporaines Collection, L'Harmattan, PARIS.
15. ALAIN TRANNOY, (2008). « Economie », Groupe Eyrolles, paris, 2008.
16. Alexandre Nshue M. Mokime, (2012). « Modèles de croissance économique », Kinshasa, Juillet.
17. Alain Béraud, Gilbert Faccarello, (1992). « Nouvelle histoire de la pensée économique », Tome 1, Des scolastiques aux classiques, EDITIONS LA DECOUVERTE, PARIS XIIIe.
18. Andrianasy A. DJISTERA, « le rôle du capital humain dans la croissance : le cas des économies émergentes d'Asie », Lare-efi, Université Montesquieu Bordeaux IV.
19. Alexis Jacquemin, Henry Tulkens, Paul Mercier, (). « Fondements d'économie politique », 3^e édition, De Boeck université, prémisses.
20. Antoine Dit Rigaud Fils Fragé, (2011). « Mémoire Efficacité de la Politique Budgétaire et Monétaire des pays de l'Amérique Latine Cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique », UNIVERSITE DE LA MEDITERRANEE, septembre.
21. Ahmed ALOUANI, (2005). « Relation croissance économique et dépenses publiques comparaison entre la Tunisie et le Maroc », Faculté de Droit, des Sciences Politiques,

- Economiques et de Gestion de Nice CEMAFI, (Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale) septembre.
22. André Bernard, (1992). «Politique et gestion des finances : Québec et Canada », Presses de l'Université du Québec.
 23. Agnès Bénassy Quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani Ferry, (2004). « politique économique », de Boeck, France.
 24. Agnès bénassy-quéré, benoit coeuré, pierre jacquet, jean Pisani-ferry, (2005). « Politique économique », De Boeck, 1ère édition, Bruxelles.
 25. Amartya Sen a reçu le prix Nobel d'économie en (1998). « L'État a un rôle important à jouer pour promouvoir la liberté individuelle ».
 26. BARDI Wajdi, (2004). « Le rôle structurant de l'État en vue du développement économique à travers les théories de la croissance endogène. Etude de cas de quelques pays Méditerranéens », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Septembre.
 27. BAKIS Abuzer, JOBERT Thomas (2005). « Les dépenses publiques dites porteuses de croissance en Turquie », Working paper du projet FEMISE 22-26, septembre.
 28. Bernard landais. (1998). « leçons de politique budgétaire », De Boeck Université, Paris Bruxelles.
 29. Belaidi Amine, Hichem Djedjig, (2010). « L'impact du capital humain sur la croissance économique en Algérie », Ecole nationale supérieur de la statistique et de l'économie appliquée.
 30. Beatrice TRANI, (2000). « TROIS ESSAIS SUR LES THEORIES DU CHOMAGE », Thèse pour l'obtention du doctorat en Sciences Economiques, UNIVERSITE DE NICE-SOPHIA ANTIPOLIS U.F.R. DROIT, SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION, janvier.
 31. Bertrand Blancheton et Christian Bordes, (2007). « Débats monétaires autour de la dévaluation du franc de 1969 », Revue européenne des sciences sociales, mis en ligne le 12 octobre 2009, consulté le 07 septembre 2014.
 32. BERNARD WALLISER, directeur d'études à l'EHESS, (2008). « Economie », Groupe Eyrolles, paris.

33. Bruno Cavalier, (1999). « Politique budgétaire et coordination des politiques de financement », éditions Panthéon Assas, PARIS.
34. Bertrand Blancheton, (2009). « Maxi fiches de sciences économiques », DUNOD, PARIS.
35. Bouthevillain, Carine (2006). « Les stratégies de désendettement du secteur public : enjeux économiques et enseignements des expériences étrangères », Bulletin de la Banque de France, no 154.
36. Bose N, Emranul Hague, Osborn D, (2007). « Public Expenditure and Economic Growth : A disaggregated Analysis for Developing countries. », Centre for Growth and Business Cycle Research, School of Economic Studies, University of Manchester, N 75 ,
37. BOSKIN Michaël, (1988). « consumption, savings and fiscal policy », American Economic Review, Mai.
38. Bruno Ducoudré, (2005). « Politique budgétaire et taux d'intérêt », Revue de l'OFCE 95, Octobre.
39. CARLA HELENA SANTOS DA CRUZ, (2014). « DÉPENSES DU GOUVERNEMENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE LE CAS DU CAP-VERT », UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL, Février.
40. Catherine Fenet, Isabelle Waquet, (2013). « Économie, Sociologie, Histoire des sociétés contemporaines Économie approfondie », Dunod, Paris.
41. Carine Bouthevillain, Gilles Dufrenot, Philippe Froute, Laurent Paul, Preface de Michel Bouvier, (2013). « Les politiques budgétaires dans la crise Comprendre les enjeux actuels et les défis futurs », ECONOMIQUES OUVERTURES, de Boeck, Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles, septembre.
42. CEFI, (1992). « LA MEDITERRANEE ECONOMIQUE », P R E M I E R RAPPORT GENERAL SUR LA SITUATION DES RIVERAINS AU DEBUT DES ANNEES 90, ECONOMICA, Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, février, PARIS.
43. Cédric Audenis, Corinne Prost, (2003). « Finances publiques et cycle économique: une autre approche », Economie & prévision, Distribution électronique Cairn.info pour la Doc. française.2003/1 - no 157, pages 1 à 12

44. CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, (2009). « Étude de fond: Renforcer l'efficacité de la politique budgétaire en vue de la mobilisation des ressources intérieures », E/ECA/COE/28/5 AU/CAMEF/EXP/5(IV).
45. Coulibaly Mamadou, (2013). « Impact des dépenses publiques d'éducation sur la croissance économique en CÔTE D'IVOIRE », European Scientific Journal, édition vol.9, No.25, Unisersite Felix Houphouet-Boigny, Abidjan-Cocody, septembre.
46. Cliche, P. (2012). « Politique budgétaire », dans L. Côté et J.-F. Savard, Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique.
47. Clement B, Gupta, Baldacci E, Cui Q, (2004). « Social Spending, Human Capital, and Growth in Developing Countries: Implications for Achieving the MDGs », IMF working paper.
48. Claude GNOS, (2000). « Les grands auteurs en économie », collection Grands auteurs dirigée par Gérard CHARREAUX, édition EMS, Université de Bourgogne.
49. CLAUDE Berthomieu, (2010). « La théorie macroéconomique moderne et la reformation de l'économie russe », Economica,
50. Claude BERTHOMIEU, (2004). « Dépenses publiques, croissance et soutenabilité des déficits et de la dette extérieure Etude de cas pour six pays riverains de la Méditerranée », F E M I S E R E S E A R C H, Research n°FEM21-39, CEMAFI, Université de Nice, France.
51. CHARLES JAUMOTTE, (2012). « Les mécanismes de l'économie », DE BOECK, paris.
52. CHATTI Ouidade, (2010). « Gouvernance et croissance économique », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA-ANTIPOLIS, Mars.
53. DAGHBAGI HAMROUNI, (2005). « dépenses publiques et croissance économique :cas de la Tunisie », CEMAFI (Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale), université de NICE, septembre.
54. DIEMER. « Économie générale, les moteurs de la croissance, la politique économique de l'état », IUFM auvergne économie gestion.

55. Département fédéral des finances DFF Suisse, (2004). « La politique Budgétaire de A à Z », OFCL Diffusion publications CH-3003 Berne, suisse, avril.
56. Désiré AVOM, Daniel GBETNKOM, (2003). « La surveillance multilatérale des politiques budgétaires dans la zone Cemap : bilan et perspectives », Mondes en Développement Vol.31-2003/3-n°123.
57. DIALLO Abdourahmane, (2008). « Fondements économiques et faisabilité du projet de création d'une zone monétaire unique en Afrique de l'Ouest », Thèse de doctorat d'économie, Université Lumière Lyon 2.
58. Dalila NICET-CHENAF, (2013). « La politique économique et budgétaire », Université Montesquieu Bordeaux IV.
59. Dorothée Boccanfuso, Luc Savard, Bernice Savy, (2009). « capital humain et croissance : évidences sur données de pays africains », Cahier de recherche / Working Paper 09-15, université de sherbrooke, Juillet.
60. Elie Cohen. (2008). « La crise financière suivie de la crise économique a impliqué des politiques de relance », Alternatives économiques, janvier 2009.
61. ENAYATI FATEMEH, (2011). « DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMEIVT : LE CAS DE QUELQUES PAYS DE LA REGION MENA », Centre d'études en macroéconomie et finance internationale CEMAFI.
62. Etienne LEHMANN, Sébastien LOTZ, (2005). « Macroéconomie », Université Panthéon-Assas Paris 2.
63. Elena LEGA NOTARI, (2001). « Analyse de la dynamique du modele neo-autrichien de croissance. Etudes d'economies hors de l'equilibre », Université de Nice-Sophia Antipolis, juillet
64. EZER AYADI (2002). « POLITIQUE BUDGETAIRE, AJUSTEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE : APPLICATION AU CAS DE LA TUNISIE », THESE pour l'obtention du Doctorat en Sciences Economiques, Université de Nice - Sophia Antipolis, Décembre.
65. Fatou DIANE, Alsim FALL, (2007). « Quelle à été la contribution de la politique budgétaire à la croissance économique du Sénégal ? », direction de la prévision et des études économiques, document d'étude N 05, SENEGAL, Novembre.

66. Fatiha Talahite, (2006). « L'économie algérienne depuis 1962 : le poids croissant des hydrocarbures », TENDANCES ECONOMIQUES, CNRS-CEPN. Université Paris Nord, AFKAR/IDEES
67. Fabienne BONETTO, (2003). « ETAT ET CROISSANCE ENDOGÈNE, Analyse théorique et empirique du rôle des investissements publics », UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, C.E.M.A.F.I, Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale.
68. FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, (2006). « L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance », Série des brochures No 55-F, Washington.
69. Fonds monétaire international, (2013). « Perspectives de l'économie mondiale Transitions et tensions, Transitions et tensions », Études économiques et financières, Octobre, USA
70. Frédéric Lordon, (1997). « Les quadratures de la politique économique », bibliothèque ALBIN MICHEL économie, PARIS.
71. FRANÇOIS BOURGUIGNON, (2008). « Economie », Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, directeur de l'École d'économie, Groupe Eyrolles, paris.
72. Frédéric LAVANCIER, (2012). « Statistiques pour données de pollution atmosphérique » Université de Nantes, Laboratoire de Mathématiques Jean Leray, mai
73. FRANÇOIS BILGER, DANIEL VILLEY, ANDRÉ MARCHAL, (1964). « La pensée économique libérale dans l'Allemagne contemporaine », Tome V, librairie générale de droit et de jurisprudence R.PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, PARIS.
74. François coulomb, jean Longotte, pascal vanhove, (2011). « Économie », DCG5, 3ème édition DUNOD, paris.
75. FRANCESC PUJOL, (2006). « Les contraintes budgétaires sont-elles efficaces ? », REVUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, numéro 2, juin.
76. Frédéric Teulon, (1998). « L'état et la politique économique », collection major, presses universitaires de France, paris.

77. Gérard DUTHIL et William MAROIS, (2007). « Politiques économiques », ellipses, Paris.
78. Gérard Tchouassi1, (). « Capital humain et croissance économique au Cameroun et au Sénégal : une modélisation VAR », FSEG, Université de Yaoundé II, Cameroun,
79. Gillig Philippe. « Coures Introduction aux politiques économiques », SO00BM24, Faculté des sciences sociales STRASBOURG.
80. Ghislain Deleplace, Christophe Lavialle, (2008). « Histoire de la pensée économique », Maxi Fiches, Dunod, PARIS,
81. Gervasio Semedo, Malik Bensafta, Laurent Gautier, (2010). « Économie des finances publiques », 2 édition augmentée, Ellipses éditions Marketing, PARIS.
82. James Daniel, Jeffrey Davis, Manal Fouad, Caroline Van Rijckeghem, (2006). « L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance », Fonds monétaire international, Série des brochures no 55, Washington.
83. Jean-Louis, (). « LA MEDITERRANEE AUX FORTES DE L'AN 2000 », INSTITUT DE LA MEDITERRANEE, ECONOMICA. PARIS.
84. John Sloman, Alison Wride. (2011), « Principes d'économie », 7e édition, Pearson Education France.
85. Jude C. EGGOH, (2009). « THÈSE Croissance Economique et Développement Financier : éléments d'analyse théorique et empirique », ÉCOLE DOCTORALE SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ LABORATOIRE D'ÉCONOMIE D'ORLÉANS, juillet.
86. Julie LE GALLO, Sandy DALL'ERBA, (2005). « CROISSANCE, CONVERGENCE ET INTERACTIONS RÉGIONALES : LES OUTILS RÉCENTS DE L'ANALYSE SPATIALE QUANTITATIVE », Région et Développement n° 21, Université Montesquieu-Bordeaux IV, L'HEARMATTAN,
87. Justine Bouyssou – Julien Levesque, (2009). « Le modèle de croissance de Solow », Macro-économie, France, mars.
88. JEAN-PIERRE LE GOFF, (2002). « Économie managériale marchés soutien à la décision concurrence », presses de l'université du Québec, CANADA.

89. JEAN LONGATTE, PASCAL VANHOVE, (2009). « Économie en 36 fiches », DCG5, DUNOD, paris.
90. Jean-Marc Dupuis, Claire El Moudden, Frédéric Gavrel, Isabelle Lebon, Guy Maurau, Nicole Ogier, (2002). « Politiques sociales et croissance économique », TOME 1, Journées de l'Association d'économie Sociale, L'Harmattan, PARIS.
91. Jean-Marc DANIEL, (2008). « Richard Musgrave et les fonctions économiques de l'Etat », La revue du trésor, N 1, Janvier.
92. Jean Marc Daniel, (2008). « La politique économique », Que sais-je ?, collection PUF, PARIS.
93. Jean- Pascal Bassino, Jean-Yves Leroux, Pascal Michelena, (2000). « Les politiques économiques », composition 2000, AES édition FOUCHER, PARIS.
94. Jean-Louis Reiffers, (1997). « LA MEDITERRANEE AUX FORTES DE L'AN 2000 », INSTITUT DE LA MEDITERRANEE, ECONOMICA.PARIS.
95. JEAN MESSIHA, (1999). « Le statut économique des politiques budgétaires face aux traites de MAASTRICHT et D'AMASTERDAM », THESE POUR LE DOCTORAT EN SCIENCES ECONOMIQUES, UNIVERSITE DE METZ Faculté de Droit, Economie et Administration, Janvier.
96. JEAN MESSIHA, (1999). « Le statut économique des politiques budgétaire face aux traites de MNNSTRICHT et D'ANASTERDAM », THESE DOCTORAT EN SCIENCES ECONOMIQUES, UNIVERSITE DE METZ.
97. J. Van Houtte, (1957). « La réforme fiscale s'impose », Revue générale belge, septembre.
98. Jérôme Creel, Éric Heyer et Mathieu Plane, (2011). « Petit précis de politique budgétaire par tous les temps Les multiplicateurs budgétaires au cours du cycle », REVUE DE L'OFCE, N 116, JANVIER.
99. Joseph Deiss, Philippe Gugler, (2012). « Politique économique et sociale », 1 édition, groupe de Boeck, bibiothèque nationale, PARIS, mai.
100. JOSEPH LAJUGIE, (1965) « les doctrines économiques », 8ème édition, presses universitaires de France, paris.

101. J. LAJUGIE, (1961). « Les systèmes économiques », 1 vol., collections Que sais-je ?, 3^{ème} édition, paris.
102. Jérôme Creel, Paola Monperrus-Veroni, Francesco Saraceno (2007). « Politique budgétaire discrétionnaire en France » Les effets à court et à long terme, Revue économique, 2007/5 Vol. 58, p. 1035-1053. DOI : 10.3917/reco.585.1035.
103. Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Catherine Mathieu et Henri Sterdyniak, (2005). « Doit-on oublier la politique budgétaire ? » Une analyse critique de la nouvelle théorie anti-keynésienne des finances publiques, Revue de l'OFCE, 2005/1 no 92, p. 43-97. DOI : 10.3917/reof.092.0043.
104. J. B. Say, (1876). « Traité d'Economie politique », 8^{ème} édition, Paris.
105. J.M. KEYNES, (1982). « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », traduction française de Jean de Largentaye, PAYOT.
106. Kako Kossivi NUBUKPO, (2003). « Dépenses publiques et croissance des économies de l'UEMOA », Economiste au CIRAD, Montpellier (France), Décembre.
107. Olivier Blanchard, Daniel Cohen, (2004). « Macroéconomie », 3 éditions, Pearson Education, France.
108. Olivier Loisel, (2012). « Politique budgétaire dans le modèle à agent représentative », ENSAE Automne.
109. OSEPH LAJUGIE (1965), « les doctrines économiques », 8^{ème} édition, presses universitaires de France, paris.
110. OCDE, (2011), « Politique budgétaire », dans Panorama des statistiques de l'OCDE 2010 : Economie, environnement et société, Éditions OCDE.
111. OCDE, (2007). « Chapitre 3. Pour une politique budgétaire plus propice à la croissance économique », Etudes économiques de l'OCDE, Cairn, 2007/19 n° 19, p. 71-104.
112. OCDE, (2005). « Chapitre 4. Réformer les finances publiques pour mieux servir la croissance », Études économiques de l'OCDE 2005/13, Volume 513, p. 201-232.
113. OCDE, (2002), « SOUTENABILITÉ BUDGÉTAIRE : LE RÔLE DES RÈGLES », Perspectives économiques de l'OCDE 72.

114. OCDE. (2010) « Chapitre 6. La politique économique contra cyclique », Perspectives économiques de l'OCDE, 2010/1 n° 87.
115. OCDE (2003), « cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires », Perspectives économiques de l'OCDE, 2003/2 - no 74.
116. Matthieu LLORCA, (2005). « Thèse Doctorat NECESSITE ET EFFICACITE DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE DISCRETIONNAIRE ANALYSES THEORIQUES ET ETUDES EMPIRIQUES SUR LES RELANCES BUDGETAIRES JAPONAISE ET AMERICAINE DE LA DERNIERE DECENNIE », Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, France.
117. MAURIZIO Damien, (2002). « LA CROISSANCE ENDOGENE », cours de dynamique économique Monsieur LEONARD.
118. Ministère du budget des comptes publics et de la réforme de l'état, (2012). « RAPPORT SUR LA DEPENSE PUBLIQUE ET SON EVOLUTION », FRANCE
119. Mahjouba ZAITER LAHIMER, (2011). « Thèse doctorat L'impact des entrées de capitaux privés sur la croissance économiques dans les pays en développement », université de PARIS, 6 octobre.
120. Medjdoub, Hamed, (2002). « Algérie, étude et perspectives », Inédit ECONOMIE Essai, Mai, Alger.
121. Mabrouk HOCINE, (2005). « CODE MONETAIRE ET FINANCIER ALGERIEN BANQUE D'ALGERIE COSO BOURSE TRESOR ASSURANCES », EDITIONS DISTRIBUTION HOUMA , ALGER
122. Mills Ph et Quinet A. (1994), « Dépenses publiques et croissance », Revue Française d'Economie, mars.
123. MARC MONTOUSSE, (2002). « Nouvelles théories économiques », aubin imprimeur 86240 Ligugé, juin,
124. Martial Foucault, (2010). « Institutions, croissance économique et dépenses publiques », chapitre 12, CIRANO, l'Université de Montréal, Le Québec économique.

125. Michael Burda, Charles Wyplosz, (2003). « Macroéconomie », 3 éditions, de Boeck université, PARIS.
126. MICHEL MOUGEOT, (1989). « Économie du secteur public », ECONOMICA, paris, septembre.
127. Michel Bialés, Rémi Leurion, Jean Louis Rivaud, (). « Notion fondamentales d'économie », 5ème édition, enseignement supérieur foucheb, paris. FI 625.
128. Ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement, (2013). « Bulletin d'information statistique de la PME 2012 », N 22, Avril, Algérie
129. Mills Philippe, Quinet Alain, (1992). « Dépenses publiques et croissance ». Revue française d'économie. Volume 7 N°3, pp. 29-60.
130. Mokhtari Fayçal, Tchikou Faouzi, (). « Dépenses publiques, croissance économique et productivité des facteurs en Algérie, en période transition », Universitaire de Mascara.
131. M. GAUDEMET, (1974). « Finances publiques », tome 1.
132. Mokhtar Lakehal, (2002). « Finances et politiques publiques », Librairie Vuibert, mai, PARIS.
133. Munnell (1992) « Policy Watch : Infrastructure Investment and Economic Growth », Journal of Economic Perspectives, Vol 6, n°4,
134. Mustapha MEKIDECHE, (2008). « L'ECONOMIE ALGERIENNE A LA CROISEE DES CHEMINS : REPERES ACTUELS ET ELEMENTS PROSPECTIFS », DAHLAB, Algérie.
135. Mejía Acosta Andrés et Albornoz Vicente, (2010). « Rente pétrolière et politique budgétaire en Équateur », Revue internationale de politique comparée, 2010/3 Vol. 17, p. 111-126. DOI: 10.3917/ripc.173.0111.
136. Medjdoub, Hamed, (2002). « Algérie, étude et perspectives », Inédit ECONOMIE Essai, Mai, Alger.
137. Milton FRIEDMAN, (1970). « A theorical Framework for monetaryAnalysis », journal of political Economy. Mars.
138. Michel Aglietta, (2005). « Macroéconomie Financière, Finance, croissance et cycles », Quatrième Édition, la découverte, février, PARIS.

139. MAOTAKONGMO Charles Olivier, KENFACK Merville Estelle. « Effet des politiques budgétaires sur l'activité économique des pays de la CEMAC ».
140. Natranyibagira Alphonsine, Nibizi Alexis, (2010). « Etude économétrique de l'impact des dépenses publiques en infrastructure sur la croissance économique », Ecole nationale supérieur de la statistique et d'étude appliquée.
141. NILOY BOSE, M. EMRANUL HAQUE, DENISE R. OSBORN, (2007). « PUBLIC EXPENDITURE AND ECONOMIC GROWTH: A DISAGGREGATED ANALYSIS FOR DEVELOPING COUNTRIES », The Manchester School, Vol 75 No. 5, September, P 533–556.
142. Nadir ALTINOK (2006), « Capital humain et croissance : l'apport des enquêtes internationales sur les acquis des élèves », IREDU (Institut de Recherche sur l'Éducation), Public Economics. 18-19 2006/1-2. Pages 177-209. Université de Bourgogne, France.
143. Nacer-Eddine SADI, (2005). « LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES EN ALGERIE Objectifs, modalités et enjeux », PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES, Université Pierre MENDES GRENOBLE, France.
144. Nordine GRIM, (2012). « ENTREPRENEURS, POUVOIR ET SOCIETE EN ALGERIE », CASBAH éditions, Algérie
145. NEZHA YAMANI, (2012). « Thèse doctorat Politique économique et piège du sous développement au Maroc », Centre de Recherche en Economie de Grenoble.
146. Nasser Ary Tanimoune, Jean-Louis Combes, Patrick Plane, (2005). « La politique budgétaire et ses effets de seuil sur l'activité en Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) », journées de l'Association Française de Sciences Economiques organisées par le CERDI, à Clermont-Ferrand, les 19 et 20 mai 2005.
147. HAMID A. TEMMAR, (2011). « Cours de l'Algérie La transition de l'économie émergente, référence théoriques stratégies et politiques », office des publications universitaire, Algérie.
148. Hervé Devillé, (2010). « économie et politiques de l'environnement Principe de précaution critères de soutenabilité Politiques environnementales », harmattan, PARIS.

149. Herrera (1998). « Dépenses publiques d'éducation et capital humain dans un modèle convexe de croissance endogène », *Revue économique*, vol. 49, n° 3, pp. 831-844, mai, Paris.
150. Herrera, R. (2000). « Por uma crítica da nova teoria neoclássica do crescimento », *Revista da Sociedade brasileira de Economia Política*, n° 7, pp. 55-73, décembre, Rio de Janeiro.
151. HERRERA, Rémy (2002). « Dépenses publiques et croissance vs. État et développement », l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CNRS, juin.
152. Laurence Boone, Jean Pisani-Ferry, (2009). « Politique budgétaire : Stabilisateurs ou politique discrétionnaire ? », Chapitre pour le livre *Fin de monde ou sortie de crise*, sous la direction de Pierre Dockès et Jean-Hervé Lorenzi, Perrin.
153. Lahcène SERIAK, (2007). « Le rôle de L'état dans une société en transition vers l'économie de marché », AGS CORPUS et BIBLIOGRAPHIE.
154. Lakhdari hadjira, khelil manel, (2013). « L'impact de la fiscalité sur la croissance économique en Algérie », école nationale supérieure de statistique et d'économie.
155. Laurent PAUL, Jeanne PAVOT, (2006). « La maîtrise de la croissance des dépenses : un facteur clé pour des finances publiques saines », Direction des Analyses macroéconomiques et de la Prévision Service d'Études des politiques de finances publiques, Bulletin de la Banque de France • N° 154 • Octobre.
156. Louis Phaneuf, Etienne Wasmer, (2005). « Une étude économétrique de l'impact des dépenses publiques et des prélèvements fiscaux sur l'activité économique au Québec et au Canada », Rapport de projet Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, Montréal Octobre.
157. LUC SAIDJ, (2003). « Finances publiques », 4ème édition, DALLOZ, paris.
158. Lucas R. (1988), « On the Mechanics of Economic Development ». *Journal of Monetary Economics*, vol.22, n°1.
159. Paul Masson, Adrian Blundell-Wignall, Peter Richardson, (1984). « EFFETS DES DÉPENSES PUBLIQUES EN CAS D'ANTICIPATIONS RATIONNELLES », <http://www.oecd.org/fr/eco/perspectives/2502670.pdf>

160. Paul A. Samuelson, (1982). « L'économie », Nouvelle édition, Traduction Gaëlain, Armand Colin, Paris.
161. Parastoo SHAJARI, (2009). « AJUSTEMENT AVEC CROISSANCE », CEMAFI Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale, UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS, Janvier.
162. PAUL A SAMUELSON, WILLIAM D NORDHAUS, (2000). « Économie », 6ème édition, ECONOMICA, paris, juillet.
163. Pierre Cliche, (2009). « Gestion budgétaire et dépenses publiques », Presses de l'Université du Québec, Québec.
164. Peacock, A.T. et J. Wiseman (1961). « The Growth of Public Expenditures in the United Kingdom », Londres, Princeton University Press.
165. Pierre MOUANDJO B. LEWIS, (2002). « Crise et croissance en Afrique L'économie politique de l'Afrique au XXI^e siècle », Tome I, L'Harmattan, PARIS.
166. Pierre-Yves HENIN, Thomas JOBERT, (1993). « LA PERSISTANCE du CHOMAGE », ECONOMICA, Paris.
167. Pierre-Noël Giraud, (2004-2005). « Initiation à l'Economie », Cerna.
168. Philippe Narassiguin, (2013). « politique budgétaire et croissance économique », Actualités Économiques, mars.
169. PHILIPPE DARREAU, (2002). « Croissance et politique économique », Avant propos de Christian Bordes, Ouvertures économiques, de Boeck, France, décembre.
170. Philippe DARREAU, (1995). « Institutions et croissance économique selon NORTH », Université de Limoges, France, Juillet.
171. Rapport NABNI 2020, (2013). « CINQUANTENAIRE DE L'INDEPENDANCE : ENSEIGNEMENTS ET VISION POUR L'ALGERIE DE 2020 », Janvier, Algérie.
172. Rapport Le Gouvernement Algérien, (2005). « Rapport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement », Rapport établi par le gouvernement algérien, EL-DIWAN, Juillet. Algérie.
173. RAMESES, Thierry de Montbrial, Pierre Jacquet, (2000). « L'entrée dans le XXI^e siècle », IFRI, DUNOD, juillet, France.

174. RAMESES, Thierry de Montbrial, Philippe Moreau Detarges, (2003). « Les grandes tendances du monde », IFRI, DUNOD, juillet, France.
175. RAMESES, Thierry de Montbrial, Philippe Moreau Detarges, (2010). « Crise mondiale et gouvernance globale », IFRI, DUNOD, juillet, France.
176. RAMESES, Thierry de Montbrial, Philippe Moreau Detarges, (2007). « L'Europe et le monde », IFRI, DUNOD, juillet, France.
177. RAMESES, Thierry de Montbrial, Philippe Moreau Detarges, (2011). « Un monde post américain ? », IFRI, DUNOD, juillet, France.
178. RAMESES, Thierry de Montbrial, Philippe Moreau Detarges, (2012). « L'Etats submergés ? », IFRI, DUNOD, juillet, France.
179. Robert M, Solow, éd. (2006), « Réforme structurelle et politique économique », Economica, paris.
180. Romer Paul M, (1986). « Increasing Returns and Long-Run Growth », Journal of Political Economy, university of Rochester, Vol. 94,
181. Raphaël Didier, (2011). « Les grands mécanismes de l'économie en clair », Ellipses.
182. ROBERT BARRO. (1974). « Are Government Bonds Net Wealth », journal of Political Economy.
183. ROBERT BARRO, (1990). « Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth », Journal of Political Economy, vol. 98, n°5, octobre.
184. Robert J Barro, Xavier Sala i Martin, (1996). « La Croissance Economique », Edi science internationale et McGraw Hill Book CO, New York
185. R. Bouret, A. Dumas, (2009). « Economie globale, à l'heure de la mondialisation », ERPI.
186. Roger DEHEM, (1960). « Texte révisé d'une conférence faite à l'Institut belge des Finances publiques ».
187. SAMUELSON, P.A. (1954), « The Pure Theory of Public Expenditure », Review of Economics and Statistics, 36 (4), p. 387-389.
188. SALAH MOUHOUBI, (2009). « Les vulnérabilités cas de l'Algérie », ENAG EDITIONS.

189. Stéphane Gauthier, (2009). « Thèmes de politique budgétaire », Cours 5, 9 novembre.
190. S. Guillaumont Jeanneney, S. J-A. Tapsoba, (2009). « Pro cyclicité de la politique budgétaire et surveillance multilatérale dans les unions monétaires africaines », Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International (CERDI), Document de travail de la série Etudes et Documents E 2009.04, Université d'Auvergne CNRS, Février.
191. Tarik Benbahmed, Hervé Lohoues, (2014). « Algérie 2014 Perspectives économiques en Afrique », BAFD, OCDE, PNUD,
192. Thomas Brand, (2012). « Politique budgétaire en équilibre général : une analyse appliquée à la zone euro », Centre d'analyse stratégique, Document de travail n° 2012 – 03.
193. TLILI HAMIDI Mohamed, (2003). « Le rôle du capital public dans la croissance économique de long terme et ses implication en matière de politique économique : le cas de la Tunisie », UNIVERSITE DE NICE-SOPHIA ANTIPOLIS, C.E.M.A.F.I, Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale. Novembre.
194. TINBERGEN, (1952). « À propos de la théorie en politique économique ».
195. V. G. ARDANT, (1965). « Théorie sociologique de l'impôt », tome 2, S.E.V.P.E.N.
196. V. J.-C. DUCROS. « Sociologie financière », P.U.F., Thémis.
197. WILHELM ROPCKE. (1937). « l'impact du keynésianisme », texte traduit par Luc Bourcier (1979).
198. Y. Benabdallah, (2007). « L'économie algérienne entre réformes et ouverture : quelle priorité ? », CREAD, Alger
199. ZAKANE Ahmed, (2003). « Dépenses Publiques Productives, Croissance à long Terme et Politique économique, Essai d'analyse Economique Appliquée au cas de L'Algérie », Université d'Alger, Faculté des Sciences Economiques et Sciences de Gestion, Thèse Doctorat d'Etat en Sciences Economiques.

Sites internet :

200. www.unilim.fr/pages_perso/philippe.darreau/4,budgetaire.pdf
201. www.oboulo.com/economie-et-marches/theories-economiques/dissertation/modele-ak-100354.html

202. www.nber.org/chapters/c2302.pdf
203. www.dictionnaire.enap.ca
204. http://www4.fsa.ulaval.ca/files/content/sites/fsa/files/sections/La_recherche/chaieres_recherche/Stephen-A.JARISLOWSKY/ActesHEI/papers/D%C3%A9penses%20publiques%20et%20croissance%20%C3%A9conomique,%20l'exp%C3%A9rience%20alg%C3%A9rienne,%20N.%20Hafisa%20et%20Z.%20Ahmed.pdf
205. www.toupie.org/Dictionnaire/Croissance.htm,
206. <http://foad.refer.org/IMG/pdf/Chapitre1-2.pdf>,
207. http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat_annu/publications/ecofranc_3.pdf
208. <http://elbassair.net/Centre%20de%20t%C3%A9l%C3%A9chargement/maktaba/%D8%B1%D8%B3%D8%A7%D8%A6%D9%84%20%D9%85%D8%A7%D8%AC%D9%8A%D8%B3%D8%AA%D8%B1/s%C3%A9minaire/%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%84%D8%AA%D9%82%D9%89%20%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%88%D9%84%D9%8A%20%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D8%A7%D8%AA%20%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%82%D8%AA%D8%B5%D8%A7%D8%AF%D9%8A%D8%A9%20...%20telmsan/D%C3%A9penses.pdf>
209. <http://www.needocs.com/document/cours-economie-macro-cours-politique-budgetaire,6369>
210. <http://bts-banque.nursit.com/Les-principaux-courants-de-la>
211. <http://www.academon.fr/dissertation/pertinence-de-l-intervention-de-l-etat-dans-l-economie-12842/>
212. <http://pisani-ferry.typepad.com/files/chapitre-1.pdf>

ANNEXES

ANNEXES

ANNEXE 4.1

ANNÉES	DÉPENSES TOTALES	RECETTES TOTALES	RECETTES FISCALES	RECETTES NON FISCALES	RECETTES HYDROCARBURE	PIB
1998	875739	774511	329828	66127	378556	2444370
1999	961682	950496	314767	75608	560121	2825227
2000	1179300	1578100	389463	15400	1173237	3855700
2001	1334500	1479000	413600	64000	1001400	3957900
2002	1581500	1603200	483300	112000	1007900	4144400
2003	1722800	1974400	525000	99400	1350000	4844300
2004	1903600	2229700	587600	72100	1570000	5689700
2005	2057200	3082600	646100	83800	2352700	7050100
2006	2453000	3639800	721100	119700	2799000	8006500
2007	3108500	3688500	766700	116500	2796800	8841600
2008	4191000	5190500	965200	136400	4088600	11090000
2009	4246300	3676000	1146600	115800	2412700	10034300
2010	4512800	4379600	1287400	182800	2905000	12049500

Annexe 4.2 : Coordonnées des observations :

Observation	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7
1980	0,886	2,966	0,149	-0,419	-0,968	1,701	0,185
1981	0,472	2,304	-0,222	-0,299	-0,054	1,159	-0,205
1982	-0,454	2,267	-0,877	-0,294	1,117	0,019	-0,203
1983	0,019	1,947	-0,217	-1,221	0,573	-0,578	0,206
1984	0,296	1,578	-0,455	-0,861	1,013	-0,753	0,228
1985	1,038	0,912	-0,272	-0,442	0,640	-0,751	0,099
1986	2,039	0,918	0,751	0,646	0,126	-0,024	0,213
1987	2,012	0,149	0,934	0,998	-0,410	0,136	-0,503
1988	2,247	-0,029	-0,057	1,288	-0,286	-0,186	0,028
1989	1,477	-0,115	-1,139	1,142	1,937	-0,028	-0,522
1990	4,064	-1,912	-0,650	-2,188	0,309	0,854	-0,178
1991	2,574	-1,147	-1,023	-0,948	-1,213	-0,615	0,288
1992	0,852	-0,149	-0,519	0,458	-0,127	-1,474	-0,111
1993	1,929	-0,717	0,431	1,392	-0,935	-0,160	-0,215
1994	1,877	-0,862	0,409	0,938	-0,401	-0,110	0,061
1995	0,492	-0,538	0,281	-0,230	0,832	-0,972	0,368
1996	-0,394	-0,968	1,678	-0,190	0,625	0,433	-0,627
1997	-0,283	-1,462	0,944	0,074	-0,605	0,499	0,226
1998	-0,512	-1,368	1,098	-0,192	1,401	0,594	0,277
1999	-0,604	-1,462	-0,421	0,903	0,748	0,912	0,546
2000	-1,261	-1,627	-0,270	-0,365	-0,897	0,387	0,197
2001	-1,440	-1,005	-0,549	-0,457	0,144	0,092	0,200
2002	-1,451	-0,681	-0,549	-0,131	0,768	-0,053	0,167
2003	-2,273	-0,830	-0,510	-0,375	1,083	0,350	-0,088
2004	-1,029	-0,245	2,938	-2,418	-0,572	-0,762	-0,092
2005	-2,134	-1,068	-1,829	-0,113	0,221	0,136	-0,637
2006	-1,424	-0,488	-1,546	-0,200	-1,669	0,182	-0,215
2007	-1,506	0,536	-1,380	-0,480	-1,041	-0,132	-0,152
2008	-1,196	0,487	-1,558	0,191	-1,331	-0,588	0,070
2009	-0,535	0,757	-0,112	1,620	-0,034	0,159	0,649
2010	-1,189	1,095	1,068	0,142	-0,121	0,132	0,053
2011	-0,695	0,608	1,257	-0,337	-0,613	0,004	-0,133
2012	-2,075	0,594	1,491	1,351	-0,309	-0,613	-0,407
2013	-1,823	-0,445	0,725	1,015	0,050	0,048	0,228

Annexe 4.3 : Contributions des observations (%) :

	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7
1980	0,956	17,484	0,061	0,604	3,960	21,688	1,073
1981	0,271	10,550	0,136	0,308	0,012	10,072	1,321
1982	0,250	10,207	2,117	0,297	5,272	0,003	1,290
1983	0,000	7,529	0,130	5,123	1,389	2,500	1,326
1984	0,107	4,945	0,570	2,548	4,339	4,254	1,627
1985	1,313	1,654	0,204	0,673	1,730	4,228	0,307
1986	5,065	1,676	1,555	1,436	0,067	0,004	1,419
1987	4,931	0,044	2,406	3,424	0,711	0,138	7,932
1988	6,148	0,002	0,009	5,703	0,346	0,260	0,025
1989	2,657	0,026	3,573	4,483	15,859	0,006	8,556
1990	20,113	7,264	1,164	16,458	0,403	5,463	0,998
1991	8,071	2,615	2,885	3,086	6,226	2,833	2,609
1992	0,884	0,044	0,743	0,720	0,069	16,294	0,386
1993	4,533	1,021	0,511	6,663	3,698	0,193	1,444
1994	4,289	1,476	0,460	3,026	0,681	0,091	0,115
1995	0,295	0,575	0,217	0,182	2,929	7,076	4,254
1996	0,189	1,862	7,764	0,124	1,652	1,406	12,359
1997	0,097	4,247	2,458	0,019	1,546	1,870	1,596
1998	0,319	3,717	3,321	0,126	8,296	2,644	2,403
1999	0,444	4,249	0,488	2,801	2,366	6,239	9,350
2000	1,937	5,262	0,201	0,457	3,401	1,121	1,219
2001	2,525	2,009	0,831	0,717	0,088	0,064	1,252
2002	2,565	0,922	0,831	0,059	2,494	0,021	0,879
2003	6,290	1,370	0,717	0,482	4,964	0,920	0,244
2004	1,289	0,119	23,786	20,094	1,382	4,351	0,265
2005	5,544	2,265	9,223	0,044	0,207	0,138	12,725
2006	2,469	0,473	6,587	0,137	11,776	0,248	1,448
2007	2,761	0,571	5,251	0,791	4,579	0,131	0,726
2008	1,742	0,471	6,690	0,126	7,487	2,593	0,155
2009	0,348	1,138	0,034	9,015	0,005	0,190	13,229
2010	1,721	2,383	3,146	0,069	0,062	0,131	0,088
2011	0,589	0,735	4,357	0,390	1,591	0,000	0,553
2012	5,243	0,701	6,129	6,276	0,403	2,813	5,198
2013	4,045	0,393	1,447	3,538	0,010	0,017	1,629

Annexe 4.4 : Cosinus carrés des observations :

	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7
1980	0,058	0,645	0,002	0,013	0,069	0,212	0,003
1981	0,031	0,752	0,007	0,013	0,000	0,190	0,006
1982	0,027	0,686	0,103	0,012	0,167	0,000	0,005
1983	0,000	0,628	0,008	0,247	0,054	0,055	0,007
1984	0,017	0,481	0,040	0,143	0,198	0,110	0,010
1985	0,341	0,263	0,023	0,062	0,129	0,178	0,003
1986	0,688	0,140	0,093	0,069	0,003	0,000	0,007
1987	0,635	0,003	0,137	0,156	0,026	0,003	0,040
1988	0,739	0,000	0,000	0,243	0,012	0,005	0,000
1989	0,247	0,001	0,147	0,148	0,425	0,000	0,031
1990	0,629	0,139	0,016	0,183	0,004	0,028	0,001
1991	0,561	0,111	0,089	0,076	0,125	0,032	0,007
1992	0,212	0,006	0,079	0,061	0,005	0,634	0,004
1993	0,509	0,070	0,025	0,265	0,120	0,004	0,006
1994	0,642	0,135	0,030	0,160	0,029	0,002	0,001
1995	0,100	0,119	0,032	0,022	0,284	0,388	0,056
1996	0,032	0,191	0,573	0,007	0,079	0,038	0,080
1997	0,021	0,565	0,236	0,001	0,097	0,066	0,013
1998	0,045	0,324	0,209	0,006	0,340	0,061	0,013
1999	0,070	0,412	0,034	0,157	0,108	0,161	0,057
2000	0,292	0,487	0,013	0,024	0,148	0,028	0,007
2001	0,566	0,276	0,082	0,057	0,006	0,002	0,011
2002	0,600	0,132	0,086	0,005	0,168	0,001	0,008
2003	0,683	0,091	0,034	0,019	0,155	0,016	0,001
2004	0,064	0,004	0,523	0,354	0,020	0,035	0,001
2005	0,478	0,120	0,351	0,001	0,005	0,002	0,043
2006	0,268	0,032	0,316	0,005	0,368	0,004	0,006
2007	0,390	0,049	0,328	0,040	0,186	0,003	0,004
2008	0,229	0,038	0,388	0,006	0,283	0,055	0,001
2009	0,072	0,145	0,003	0,665	0,000	0,006	0,107
2010	0,371	0,315	0,300	0,005	0,004	0,005	0,001
2011	0,164	0,126	0,537	0,039	0,128	0,000	0,006
2012	0,461	0,038	0,238	0,195	0,010	0,040	0,018
2013	0,647	0,039	0,102	0,201	0,000	0,000	0,010

Annexe 4.5 : Coordonnées des observations :

Observation	F1	F2	F3	F4	F5
1980	-3,611	1,387	0,375	-0,752	0,053
1981	-2,508	1,944	-0,096	-0,434	-0,006
1982	-1,059	3,202	-0,429	-0,037	-0,040
1983	-1,209	2,637	-0,096	0,125	-0,028
1984	-0,806	2,365	-0,332	0,267	-0,044
1985	-1,202	1,292	-0,169	0,277	-0,028
1986	-2,173	-0,189	0,506	0,164	0,006
1987	-2,298	-1,002	0,281	0,163	0,005
1988	-2,202	-1,338	0,141	0,188	0,012
1989	-0,188	1,058	-0,319	0,496	0,021
1990	-1,098	-1,152	-0,835	0,249	-0,025
1991	-1,823	-1,734	0,076	0,137	0,025
1992	-0,554	-0,645	-0,564	0,233	0,001
1993	-1,738	-2,580	-0,345	-0,039	-0,003
1994	-1,260	-1,868	-0,034	-0,021	0,032
1995	0,572	0,102	-0,683	0,178	0,040
1996	0,943	-0,116	-1,223	0,127	0,023
1997	0,199	-1,812	-1,282	-0,183	-0,024
1998	1,582	0,266	-1,142	0,048	0,036
1999	1,049	-0,577	-0,705	-0,158	0,024
2000	0,886	-1,228	-0,784	-0,292	-0,008
2001	1,801	-0,109	-0,880	-0,180	0,006
2002	2,057	0,680	-0,308	-0,085	0,058
2003	2,734	1,276	-0,565	-0,033	0,033
2004	1,619	0,242	0,348	-0,158	0,037
2005	2,315	0,661	-0,228	-0,079	-0,025
2006	0,822	-1,202	0,402	-0,280	-0,059
2007	1,357	-0,301	0,549	-0,141	-0,064
2008	0,763	-0,853	0,803	-0,077	-0,047
2009	0,410	-0,466	1,754	0,033	0,019
2010	1,295	0,051	1,135	0,040	-0,050
2011	1,028	-0,572	1,001	-0,009	-0,075
2012	1,141	0,090	1,580	0,092	-0,033
2013	1,158	0,492	2,069	0,142	0,129

Annexe 4.6 : Contributions des observations (%)

	F1	F2	F3	F4	F5
1980	15,240	3,212	0,620	31,539	4,914
1981	7,352	6,309	0,041	10,510	0,060
1982	1,312	17,120	0,811	0,077	2,791
1983	1,709	11,610	0,040	0,878	1,323
1984	0,760	9,336	0,486	3,965	3,331
1985	1,690	2,789	0,126	4,295	1,365
1986	5,518	0,060	1,127	1,493	0,066
1987	6,171	1,676	0,347	1,481	0,050
1988	5,670	2,991	0,088	1,964	0,249
1989	0,041	1,869	0,449	13,725	0,754
1990	1,409	2,218	3,068	3,449	1,107
1991	3,885	5,019	0,026	1,052	1,067
1992	0,359	0,695	1,401	3,042	0,004
1993	3,529	11,115	0,524	0,086	0,019
1994	1,855	5,824	0,005	0,024	1,757
1995	0,383	0,017	2,052	1,777	2,764
1996	1,039	0,023	6,586	0,902	0,936
1997	0,046	5,483	7,233	1,872	0,981
1998	2,924	0,118	5,743	0,129	2,214
1999	1,286	0,555	2,186	1,398	0,957
2000	0,919	2,519	2,704	4,747	0,104
2001	3,792	0,020	3,409	1,815	0,054
2002	4,947	0,773	0,418	0,399	5,841
2003	8,735	2,720	1,408	0,062	1,881
2004	3,065	0,098	0,533	1,401	2,388
2005	6,262	0,729	0,229	0,348	1,107
2006	0,789	2,411	0,712	4,377	6,085
2007	2,152	0,151	1,326	1,112	7,095
2008	0,680	1,214	2,837	0,332	3,772
2009	0,196	0,362	13,553	0,061	0,596
2010	1,959	0,004	5,672	0,088	4,306
2011	1,236	0,546	4,408	0,005	9,735
2012	1,521	0,013	10,994	0,469	1,876
2013	1,568	0,403	18,839	1,125	28,452

Annexe 4.7 : Cosinus carrés des observations :

	F1	F2	F3	F4	F5
1980	0,832	0,123	0,009	0,036	0,000
1981	0,613	0,368	0,001	0,018	0,000
1982	0,097	0,887	0,016	0,000	0,000
1983	0,173	0,824	0,001	0,002	0,000
1984	0,101	0,870	0,017	0,011	0,000
1985	0,449	0,518	0,009	0,024	0,000
1986	0,937	0,007	0,051	0,005	0,000
1987	0,826	0,157	0,012	0,004	0,000
1988	0,724	0,267	0,003	0,005	0,000
1989	0,023	0,745	0,068	0,164	0,000
1990	0,366	0,403	0,212	0,019	0,000
1991	0,523	0,473	0,001	0,003	0,000
1992	0,280	0,380	0,290	0,050	0,000
1993	0,308	0,679	0,012	0,000	0,000
1994	0,313	0,687	0,000	0,000	0,000
1995	0,391	0,012	0,556	0,038	0,002
1996	0,368	0,006	0,619	0,007	0,000
1997	0,008	0,657	0,329	0,007	0,000
1998	0,645	0,018	0,336	0,001	0,000
1999	0,563	0,170	0,254	0,013	0,000
2000	0,262	0,504	0,205	0,028	0,000
2001	0,798	0,003	0,191	0,008	0,000
2002	0,882	0,096	0,020	0,001	0,001
2003	0,793	0,173	0,034	0,000	0,000
2004	0,927	0,021	0,043	0,009	0,000
2005	0,915	0,075	0,009	0,001	0,000
2006	0,286	0,611	0,068	0,033	0,001
2007	0,816	0,040	0,133	0,009	0,002
2008	0,297	0,371	0,329	0,003	0,001
2009	0,048	0,063	0,889	0,000	0,000
2010	0,564	0,001	0,434	0,001	0,001
2011	0,442	0,137	0,419	0,000	0,002
2012	0,341	0,002	0,654	0,002	0,000
2013	0,227	0,041	0,725	0,003	0,003

Annexe 4.8 : Coordonnées des observations « PIB et TAUX DE CHOMAGE »

Observation	F1	F2
1980	-1,736	-2,426
1981	0,471	-0,308
1982	1,389	0,525
1983	1,210	0,189
1984	1,013	0,488
1985	0,973	0,528
1986	-0,680	-0,804
1987	-0,997	-0,746
1988	-1,498	-0,862
1989	0,351	0,739
1990	-0,461	-0,276
1991	-1,148	-0,852
1992	-0,549	-0,009
1993	-1,699	-0,765
1994	-1,523	-0,322
1995	-0,713	1,312
1996	-0,712	1,287
1997	-1,405	0,589
1998	-0,382	1,625
1999	-1,011	1,277
2000	-0,879	1,453
2001	-0,843	1,006
2002	0,007	1,494
2003	0,634	1,692
2004	0,555	0,277
2005	1,231	0,425
2006	0,449	-0,963
2007	0,742	-0,387
2008	0,753	-0,919
2009	0,694	-1,235
2010	1,227	-0,747
2011	1,023	-0,949
2012	1,032	-0,714
2013	1,007	-0,997
2014	1,476	-0,625

Annexe 4.9

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 08:59
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPT	-0.031442	0.044179	-0.711702	0.4821
GPC(-1)	0.380088	0.178116	2.133938	0.0411
C	4.769744	4.418814	1.079417	0.2890
R-squared	0.205984	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.153050	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.185362	Akaike info criterion		4.487948
Sum squared resid	143.2742	Schwarz criterion		4.623994
Log likelihood	-71.05115	Hannan-Quinn criter.		4.533724
F-statistic	3.891308	Durbin-Watson stat		2.001038
Prob(F-statistic)	0.031437			

Annexe 4.10

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 09:05
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPT	-0.027368	0.064597	-0.423677	0.6749
TSCO	0.005302	0.060401	0.087774	0.9307
GPC(-1)	0.382643	0.183461	2.085686	0.0459
C	3.903883	10.84000	0.360137	0.7214
R-squared	0.206195	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.124077	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.222426	Akaike info criterion		4.548289
Sum squared resid	143.2362	Schwarz criterion		4.729684
Log likelihood	-71.04676	Hannan-Quinn criter.		4.609323
F-statistic	2.510966	Durbin-Watson stat		1.995667
Prob(F-statistic)	0.078269			

Annexe 4.11

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 09:37
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPT	-0.035190	0.063519	-0.554007	0.5840
TSCO	0.018153	0.059818	0.303474	0.7638
TINV	0.118695	0.080000	1.483680	0.1491
C	0.822205	10.82339	0.075966	0.9400
GPC(-1)	0.335040	0.182616	1.834665	0.0772
R-squared	0.264054	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.158918	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.177778	Akaike info criterion		4.533214
Sum squared resid	132.7960	Schwarz criterion		4.759958
Log likelihood	-69.79803	Hannan-Quinn criter.		4.609506
F-statistic	2.511563	Durbin-Watson stat		1.898634
Prob(F-statistic)	0.064216			

Annexe 4.12

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 09:41
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPT	0.081177	0.068350	1.187665	0.2453
TSCO	0.471298	0.160931	2.928571	0.0068
TINV	0.030256	0.076640	0.394778	0.6961
LESPV	-85.08483	28.54214	-2.981025	0.0060
C	310.0174	104.1608	2.976335	0.0061
GPC(-1)	0.256565	0.163441	1.569771	0.1281
R-squared	0.446295	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.343757	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	1.923654	Akaike info criterion		4.309296
Sum squared resid	99.91200	Schwarz criterion		4.581388
Log likelihood	-65.10338	Hannan-Quinn criter.		4.400846
F-statistic	4.352479	Durbin-Watson stat		2.276960
Prob(F-statistic)	0.004925			

Annexe 4.13

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 09:32
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPT	-0.013358	0.004863	-2.746676	0.0104
TSCO	-0.098012	0.011900	-8.236405	0.0000
PIBH	1.008451	0.012105	83.30994	0.0000
TINV	0.044735	0.005642	7.928687	0.0000
LESPV	6.706374	1.893369	3.542033	0.0014
C	-17.14517	6.756979	-2.537402	0.0170
R-squared	0.996922	Mean dependent var	2.800092	
Adjusted R-squared	0.996373	S.D. dependent var	2.365170	
S.E. of regression	0.142449	Akaike info criterion	-0.900887	
Sum squared resid	0.568164	Schwarz criterion	-0.631529	
Log likelihood	21.31508	Hannan-Quinn criter.	-0.809028	
F-statistic	1813.902	Durbin-Watson stat	1.190027	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe 4. 14

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 09:46
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPEDU	-0.277214	0.117612	-2.357013	0.0251
GPC(-1)	0.333259	0.155175	2.147633	0.0399
C	5.134637	1.574322	3.261490	0.0028
R-squared	0.318737	Mean dependent var	2.860986	
Adjusted R-squared	0.273319	S.D. dependent var	2.374622	
S.E. of regression	2.024260	Akaike info criterion	4.334794	
Sum squared resid	122.9289	Schwarz criterion	4.470840	
Log likelihood	-68.52409	Hannan-Quinn criter.	4.380569	
F-statistic	7.017921	Durbin-Watson stat	1.926737	
Prob(F-statistic)	0.003160			

Annexe 4. 15

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:13
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPEDU	-0.290528	0.128778	-2.256044	0.0318
TSCO	-0.011602	0.041896	-0.276914	0.7838
GPC(-1)	0.338185	0.158620	2.132043	0.0416
C	6.312879	4.545483	1.388825	0.1755
R-squared	0.320533	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.250244	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.056149	Akaike info criterion		4.392759
Sum squared resid	122.6047	Schwarz criterion		4.574154
Log likelihood	-68.48052	Hannan-Quinn criter.		4.453793
F-statistic	4.560179	Durbin-Watson stat		1.936467
Prob(F-statistic)	0.009788			

Annexe 4. 16

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:17
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPEDU	-0.284657	0.174444	-1.631792	0.1139
TSCO	-0.010095	0.051869	-0.194628	0.8471
TINV	0.005200	0.101964	0.050998	0.9597
GPC(-1)	0.338036	0.161447	2.093785	0.0455
C	5.987941	7.873668	0.760502	0.4533
R-squared	0.320597	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.223539	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.092446	Akaike info criterion		4.453272
Sum squared resid	122.5933	Schwarz criterion		4.680016
Log likelihood	-68.47899	Hannan-Quinn criter.		4.529564
F-statistic	3.303156	Durbin-Watson stat		1.931409
Prob(F-statistic)	0.024504			

Annexe 4. 17

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:20
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPEDU	-0.096088	0.184943	-0.519555	0.6076
TSCO	0.286052	0.143677	1.990933	0.0567
TINV	0.024884	0.096100	0.258940	0.7976
LESPV	-59.19139	27.01907	-2.190727	0.0373
C	226.5353	100.9439	2.244170	0.0332
GPC(-1)	0.212756	0.161930	1.313880	0.1999
R-squared	0.423135	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.316308	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	1.963472	Akaike info criterion		4.350271
Sum squared resid	104.0910	Schwarz criterion		4.622364
Log likelihood	-65.77948	Hannan-Quinn criter.		4.441822
F-statistic	3.960942	Durbin-Watson stat		2.141807
Prob(F-statistic)	0.008002			

Annexe 4. 18

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 10:32
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPEDU	-0.029324	0.013614	-2.153916	0.0400
TSCO	-0.083168	0.009323	-8.921107	0.0000
TINV	0.031232	0.007174	4.353513	0.0002
LESPV	4.460429	1.594635	2.797148	0.0092
PIBH	1.000456	0.012793	78.20552	0.0000
C	-9.609862	5.936361	-1.618814	0.1167
R-squared	0.996648	Mean dependent var		2.800092
Adjusted R-squared	0.996050	S.D. dependent var		2.365170
S.E. of regression	0.148652	Akaike info criterion		-0.815628
Sum squared resid	0.618731	Schwarz criterion		-0.546270
Log likelihood	19.86567	Hannan-Quinn criter.		-0.723769
F-statistic	1665.202	Durbin-Watson stat		1.290599
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe 4.19

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 10:36
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPDIF	0.208584	0.141025	1.479054	0.1496
C	0.145636	1.168621	0.124622	0.9017
GPC(-1)	0.354129	0.165852	2.135202	0.0410
R-squared	0.247454	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.197284	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.127529	Akaike info criterion		4.434307
Sum squared resid	135.7914	Schwarz criterion		4.570354
Log likelihood	-70.16607	Hannan-Quinn criter.		4.480083
F-statistic	4.932326	Durbin-Watson stat		1.998257
Prob(F-statistic)	0.014060			

Annexe 4. 20

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 10:40
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPDIF	0.356864	0.222564	1.603417	0.1197
C	3.850969	4.447914	0.865792	0.3937
TSCO	-0.054815	0.063468	-0.863655	0.3949
GPC(-1)	0.343338	0.167027	2.055581	0.0489
R-squared	0.266324	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.190427	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.136597	Akaike info criterion		4.469518
Sum squared resid	132.3863	Schwarz criterion		4.650913
Log likelihood	-69.74705	Hannan-Quinn criter.		4.530552
F-statistic	3.509000	Durbin-Watson stat		2.055916
Prob(F-statistic)	0.027616			

Annexe 4.21

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 10:43
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPDIF	0.580304	0.214384	2.706848	0.0111
C	-2.369157	4.667454	-0.507591	0.6155
TSCO	-0.044596	0.058542	-0.761772	0.4521
TINV	0.182669	0.076488	2.388206	0.0234
R-squared	0.291299	Mean dependent var		2.800092
Adjusted R-squared	0.220429	S.D. dependent var		2.365170
S.E. of regression	2.088287	Akaike info criterion		4.420696
Sum squared resid	130.8282	Schwarz criterion		4.600268
Log likelihood	-71.15183	Hannan-Quinn criter.		4.481935
F-statistic	4.110328	Durbin-Watson stat		1.481712
Prob(F-statistic)	0.014798			

Annexe 4.22

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 10:44
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPDIF	0.461172	0.255093	1.807858	0.0810
C	74.61236	88.57795	0.842336	0.4065
TSCO	0.071560	0.145836	0.490687	0.6273
TINV	0.139703	0.091299	1.530174	0.1368
LESPV	-20.27287	23.29409	-0.870301	0.3913
R-squared	0.309338	Mean dependent var		2.800092
Adjusted R-squared	0.214074	S.D. dependent var		2.365170
S.E. of regression	2.096781	Akaike info criterion		4.453737
Sum squared resid	127.4982	Schwarz criterion		4.678201
Log likelihood	-70.71352	Hannan-Quinn criter.		4.530286
F-statistic	3.247175	Durbin-Watson stat		1.537066
Prob(F-statistic)	0.025619			

Annexe 4.23

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 10:48
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPDIF	-0.062902	0.017194	-3.658298	0.0010
C	2.428303	5.640772	0.430491	0.6701
TSCO	-0.051746	0.009295	-5.567027	0.0000
TINV	0.029540	0.005891	5.014132	0.0000
LESPV	0.984476	1.487629	0.661775	0.5135
PIBH	1.021076	0.011961	85.36672	0.0000
R-squared	0.997356	Mean dependent var		2.800092
Adjusted R-squared	0.996884	S.D. dependent var		2.365170
S.E. of regression	0.132017	Akaike info criterion		-1.052983
Sum squared resid	0.488000	Schwarz criterion		-0.783625
Log likelihood	23.90071	Hannan-Quinn criter.		-0.961124
F-statistic	2112.795	Durbin-Watson stat		1.165169
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe 4. 24

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 10:51
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPINV	0.181359	0.208322	0.870573	0.3909
C	1.012701	0.939748	1.077630	0.2898
GPC(-1)	0.412455	0.162298	2.541348	0.0164
R-squared	0.212473	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.159972	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.176414	Akaike info criterion		4.479742
Sum squared resid	142.1033	Schwarz criterion		4.615788
Log likelihood	-70.91574	Hannan-Quinn criter.		4.525517
F-statistic	4.046975	Durbin-Watson stat		2.034854
Prob(F-statistic)	0.027796			

Annexe 4. 25

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 10:53
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPINV	0.275082	0.207650	1.324741	0.1949
C	-5.999179	4.805785	-1.248325	0.2213
TSCO	0.086225	0.048132	1.791417	0.0830
R-squared	0.098913	Mean dependent var		2.800092
Adjusted R-squared	0.040779	S.D. dependent var		2.365170
S.E. of regression	2.316444	Akaike info criterion		4.602041
Sum squared resid	166.3432	Schwarz criterion		4.736719
Log likelihood	-75.23469	Hannan-Quinn criter.		4.647970
F-statistic	1.701452	Durbin-Watson stat		1.281617
Prob(F-statistic)	0.199013			

Annexe 4. 26

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 10:57
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPINV	0.167867	0.326749	0.513747	0.6115
C	-5.303430	4.853676	-1.092662	0.2839
TSCO	0.052413	0.048154	1.088442	0.2857
TINV	0.077896	0.107640	0.723676	0.4753
GPC(-1)	0.354620	0.171912	2.062799	0.0485
R-squared	0.262934	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.157639	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.179433	Akaike info criterion		4.534734
Sum squared resid	132.9980	Schwarz criterion		4.761477
Log likelihood	-69.82311	Hannan-Quinn criter.		4.611026
F-statistic	2.497119	Durbin-Watson stat		1.937927
Prob(F-statistic)	0.065378			

Annexe 4. 27

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 10:58
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPINV	-0.901229	0.407737	-2.210319	0.0351
C	373.1295	122.1944	3.053574	0.0048
TSCO	0.446712	0.124589	3.585479	0.0012
TINV	0.214961	0.104860	2.049992	0.0495
LESPV	-97.79071	31.38959	-3.115386	0.0041
R-squared	0.342299	Mean dependent var	2.800092	
Adjusted R-squared	0.251582	S.D. dependent var	2.365170	
S.E. of regression	2.046136	Akaike info criterion	4.404836	
Sum squared resid	121.4135	Schwarz criterion	4.629301	
Log likelihood	-69.88221	Hannan-Quinn criter.	4.481385	
F-statistic	3.773252	Durbin-Watson stat	1.512380	
Prob(F-statistic)	0.013706			

Annexe 4. 28

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 10:59
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPINV	0.114403	0.027840	4.109231	0.0003
C	-37.03860	8.924999	-4.149983	0.0003
TSCO	-0.102858	0.009985	-10.30150	0.0000
TINV	0.020643	0.006871	3.004129	0.0056
LESPV	11.25926	2.315453	4.862660	0.0000
PIBH	1.025881	0.011824	86.76391	0.0000
R-squared	0.997563	Mean dependent var	2.800092	
Adjusted R-squared	0.997128	S.D. dependent var	2.365170	
S.E. of regression	0.126762	Akaike info criterion	-1.134230	
Sum squared resid	0.449919	Schwarz criterion	-0.864872	
Log likelihood	25.28191	Hannan-Quinn criter.	-1.042371	
F-statistic	2292.094	Durbin-Watson stat	1.501661	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe 4.29

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:04
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPSANT	0.520354	0.430270	1.209368	0.2360
C	-0.063979	1.532977	-0.041735	0.9670
GPC(-1)	0.444996	0.158787	2.802475	0.0088
R-squared	0.230112	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.178786	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.151903	Akaike info criterion		4.457090
Sum squared resid	138.9206	Schwarz criterion		4.593136
Log likelihood	-70.54199	Hannan-Quinn criter.		4.502866
F-statistic	4.483347	Durbin-Watson stat		1.997755
Prob(F-statistic)	0.019789			

Annexe 4.30

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:06
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPSANT	0.493756	0.468157	1.054681	0.3003
C	-0.591244	3.655406	-0.161745	0.8726
TSCO	0.007058	0.044258	0.159462	0.8744
GPC(-1)	0.438501	0.166490	2.633790	0.0134
R-squared	0.230786	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.151212	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.187731	Akaike info criterion		4.516820
Sum squared resid	138.7989	Schwarz criterion		4.698215
Log likelihood	-70.52753	Hannan-Quinn criter.		4.577854
F-statistic	2.900278	Durbin-Watson stat		1.990563
Prob(F-statistic)	0.051802			

Annexe 4.31

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:07
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPSANT	0.192010	0.550807	0.348598	0.7300
C	-4.031410	4.934278	-0.817021	0.4208
TSCO	0.032118	0.050384	0.637458	0.5290
TINV	0.097653	0.094228	1.036348	0.3089
GPC(-1)	0.392018	0.172222	2.276244	0.0307
R-squared	0.259202	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.153373	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.184945	Akaike info criterion		4.539785
Sum squared resid	133.6715	Schwarz criterion		4.766529
Log likelihood	-69.90646	Hannan-Quinn criter.		4.616078
F-statistic	2.449265	Durbin-Watson stat		1.902821
Prob(F-statistic)	0.069386			

Annexe 4.32

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:08
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPSANT	-0.231896	0.538173	-0.430895	0.6697
C	159.6857	79.65467	2.004725	0.0544
TSCO	0.280497	0.106145	2.642579	0.0131
TINV	0.079530	0.095202	0.835376	0.4103
LESPV	-43.48456	20.71733	-2.098946	0.0446
R-squared	0.236388	Mean dependent var		2.800092
Adjusted R-squared	0.131062	S.D. dependent var		2.365170
S.E. of regression	2.204736	Akaike info criterion		4.554146
Sum squared resid	140.9650	Schwarz criterion		4.778610
Log likelihood	-72.42048	Hannan-Quinn criter.		4.630695
F-statistic	2.244353	Durbin-Watson stat		1.462929
Prob(F-statistic)	0.088680			

Annexe 4.33

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:09
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPSANT	-0.027551	0.038928	-0.707752	0.4849
C	-6.058550	6.163490	-0.982974	0.3340
TSCO	-0.071555	0.009001	-7.949654	0.0000
TINV	0.042956	0.006887	6.237512	0.0000
LESPV	3.244702	1.621261	2.001344	0.0551
PIBH	1.004779	0.013497	74.44717	0.0000
R-squared	0.996162	Mean dependent var		2.800092
Adjusted R-squared	0.995476	S.D. dependent var		2.365170
S.E. of regression	0.159079	Akaike info criterion		-0.680045
Sum squared resid	0.708573	Schwarz criterion		-0.410687
Log likelihood	17.56077	Hannan-Quinn criter.		-0.588186
F-statistic	1453.356	Durbin-Watson stat		1.211600
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe 4.34

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:11
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPTR	-2.952567	2.791776	-1.057595	0.2987
C	2.517631	1.003611	2.508572	0.0178
GPC(-1)	0.473837	0.163739	2.893852	0.0070
R-squared	0.221599	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.169706	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.163767	Akaike info criterion		4.468086
Sum squared resid	140.4566	Schwarz criterion		4.604132
Log likelihood	-70.72342	Hannan-Quinn criter.		4.513861
F-statistic	4.270284	Durbin-Watson stat		1.933247
Prob(F-statistic)	0.023337			

Annexe 4.35

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:12
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPTR	-2.754066	2.876196	-0.957538	0.3462
C	1.009861	3.952664	0.255489	0.8001
TSCO	0.016635	0.042138	0.394775	0.6959
GPC(-1)	0.457157	0.171382	2.667474	0.0124
R-squared	0.225760	Mean dependent var		2.860986
Adjusted R-squared	0.145666	S.D. dependent var		2.374622
S.E. of regression	2.194867	Akaike info criterion		4.523332
Sum squared resid	139.7058	Schwarz criterion		4.704727
Log likelihood	-70.63498	Hannan-Quinn criter.		4.584366
F-statistic	2.818699	Durbin-Watson stat		1.919858
Prob(F-statistic)	0.056445			

Annexe 4.36

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:13
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPTR	-1.016863	2.933931	-0.346587	0.7313
C	-6.326845	5.063965	-1.249386	0.2212
TSCO	0.072025	0.043600	1.651967	0.1090
TINV	0.128076	0.082073	1.560520	0.1291
R-squared	0.121727	Mean dependent var		2.800092
Adjusted R-squared	0.033900	S.D. dependent var		2.365170
S.E. of regression	2.324735	Akaike info criterion		4.635220
Sum squared resid	162.1318	Schwarz criterion		4.814792
Log likelihood	-74.79874	Hannan-Quinn criter.		4.696459
F-statistic	1.385981	Durbin-Watson stat		1.118496
Prob(F-statistic)	0.266118			

Annexe 4.37

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:14
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPTR	-1.110549	2.784118	-0.398887	0.6929
C	158.9533	79.62705	1.996222	0.0554
TSCO	0.266609	0.102310	2.605889	0.0143
TINV	0.061214	0.084249	0.726582	0.4733
LESPV	-43.00425	20.68042	-2.079467	0.0465
R-squared	0.235693	Mean dependent var		2.800092
Adjusted R-squared	0.130271	S.D. dependent var		2.365170
S.E. of regression	2.205740	Akaike info criterion		4.555056
Sum squared resid	141.0934	Schwarz criterion		4.779521
Log likelihood	-72.43595	Hannan-Quinn criter.		4.631605
F-statistic	2.235713	Durbin-Watson stat		1.367168
Prob(F-statistic)	0.089654			

Annexe 4.38

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:16
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPTR	-0.046658	0.202901	-0.229953	0.8198
C	-6.299746	6.205446	-1.015196	0.3187
TSCO	-0.073242	0.008745	-8.375613	0.0000
TINV	0.040706	0.006131	6.639790	0.0000
LESPV	3.332773	1.628898	2.046030	0.0502
PIBH	1.005231	0.013604	73.89052	0.0000
R-squared	0.996100	Mean dependent var		2.800092
Adjusted R-squared	0.995404	S.D. dependent var		2.365170
S.E. of regression	0.160344	Akaike info criterion		-0.664200
Sum squared resid	0.719889	Schwarz criterion		-0.394842
Log likelihood	17.29140	Hannan-Quinn criter.		-0.572341
F-statistic	1430.421	Durbin-Watson stat		1.155925
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe 4.39

Dependent Variable: GPC
 Method: Least Squares
 Date: 06/12/14 Time: 11:28
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DIPINV	0.105033	0.026134	4.018956	0.0005
DIPEDU	-0.022767	0.012467	-1.826279	0.0803
DIPTR	0.109858	0.138927	0.790765	0.4368
DIPSANT	0.019645	0.032546	0.603608	0.5518
DIPDIF	-0.034799	0.020661	-1.684337	0.1051
C	-32.58040	9.979120	-3.264857	0.0033
TSCO	-0.097471	0.014627	-6.663558	0.0000
TINV	0.007076	0.007488	0.944991	0.3541
LESPV	10.27801	2.655362	3.870660	0.0007
PIBH	1.029974	0.011511	89.47559	0.0000
R-squared	0.998506	Mean dependent var	2.800092	
Adjusted R-squared	0.997946	S.D. dependent var	2.365170	
S.E. of regression	0.107189	Akaike info criterion	-1.388527	
Sum squared resid	0.275745	Schwarz criterion	-0.939597	
Log likelihood	33.60495	Hannan-Quinn criter.	-1.235429	
F-statistic	1782.585	Durbin-Watson stat	1.547775	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe 4.40

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 06/12/14 Time: 11:32

Sample: 1980 2013

Lags: 1

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
DIPT does not Granger Cause GPC	33	1.43824	0.2398
GPC does not Granger Cause DIPT		3.72356	0.0632
DIPSANT does not Granger Cause GPC	33	0.66434	0.4215
GPC does not Granger Cause DIPSANT		0.93635	0.3410
DIPINV does not Granger Cause GPC	33	0.92640	0.3435
GPC does not Granger Cause DIPINV		1.67077	0.2060
DIPEDU does not Granger Cause GPC	33	2.78295	0.1057
GPC does not Granger Cause DIPEDU		0.05355	0.8186
DIPDIF does not Granger Cause GPC	33	2.55478	0.1204
GPC does not Granger Cause DIPDIF		0.12688	0.7242
TINV does not Granger Cause GPC	33	0.13088	0.7201
GPC does not Granger Cause TINV		0.33648	0.5662
TSCO does not Granger Cause GPC	33	0.33632	0.5663
GPC does not Granger Cause TSCO		0.04360	0.8360
PIBH does not Granger Cause GPC	33	0.68625	0.4140
GPC does not Granger Cause PIBH		2.91949	0.0978
LESPV does not Granger Cause GPC	33	0.19648	0.6608
GPC does not Granger Cause LESPV		12.9881	0.0011
DIPTR does not Granger Cause GPC	33	0.66973	0.4196
GPC does not Granger Cause DIPTR		1.58433	0.2178

Résumé : Notre recherche est sur l'utilisation de la politique budgétaire comme levier de croissance économique et par conséquent un outil potentiel de réduction du chômage. Les débats théoriques traditionnels et nouveaux qui sont exposés dans notre thèse, montrent que le cadre théorique approprié au traitement de cette problématique relève des modèles de la croissance endogène et notamment du modèle de Barro « 1990 » et de ses extensions.

L'objectif de notre étude est de cerner l'effet de la politique budgétaire sur la croissance économique en Algérie, pour aboutir à cela nous avons examiné une multitude de modèles différents qui ont abordé cet objet, nous avons pu conclure à l'aide de Modélisation économétrique que les dépenses d'investissement et les dépenses de la défense ont une influence sur la croissance économique ; par contre les dépenses de l'éducation, de la santé et du transport n'ont pas d'influence sur la croissance économique à cause de la négligence du capital humain par l'Etat. Notre thèse a aussi pour visée la mise en évidence du lien entre la croissance économique et le chômage, les résultats tirés spéculent qu'en Algérie la croissance économique de l'année courante a un effet sur le taux de chômage de l'année suivante.

MOTS-CLÉS : Politique économique – Finances publiques – Politique Budgétaire – Dépenses publiques – Croissance économique – Chômage – Méthode (ACP) – Modélisation économétrique – Causalité de Granger – Algérie.

ملخص : تنقسم السياسات الاقتصادية على حسب الزمن كما يلعب معيار السياسة سواء كانت هيكلية أو ظرفية دورا فعالا في توجيه السياسة المنتهجة من طرف الدولة، إذ نجد في السياسة الهيكلية تعدد أهدافها على حسب اهتمامات الحكومة والدولة، كما نجد في الظرفية سياسة الميزانية. تهتم السياسات الميزانية العمومية بإضفاء دفعة معتبرة إلى الناتج الداخلي الخام، إذ تعتبر سياسة الموازنة من بين أهم السياسات التي تقوم بترشيد النفقات العمومية وتوجيهها نحو القطاعات الحساسة.

لقد شهدت الجزائر بحبوة مالية جراء إرادات البترول الهائلة، و لكن وتيرة معدل النمو الاقتصادي بقيت متذبذبة رغم النفقات العمومية الهائلة التي تطورت بشكل كبير خلال السنوات الأخيرة وهذا ناتج عن تطبيق سياسات هشة غير مبنية على إطار نظري و أسس برامج سياسية .

الهدف من هذا البحث إبراز أهمية مشاركة وتأثير سياسة الموازنة في رفع معدل النمو الاقتصادي، وكذا دور النمو الاقتصادي في تقليص معدل البطالة في الجزائر. و من أجل ذلك تطرقنا في الفصل الأول إلى الدور الذي تلعبه السياسة الاقتصادية في المالية العامة، أما في الفصل الثاني إلى أهم أدوات سياسة الموازنة وكذا مختلف النماذج التي لها علاقة بموضوع بحثنا. من خلال دراستنا القياسية لنموذج توصلنا إلى أن النفقات العمومية السنوية لكل القطاعات ليس لها أثر على النمو الاقتصادي، أما النفقات العمومية للاستثمار والدفاع الوطني لهما أثر موجب على النمو الاقتصادي، وأما بالنسبة للنفقات العمومية الخاصة بالترفيه، الصحة والنقل ليس لها أثر على النمو الاقتصادي، وأما بالنسبة للبطالة فهي تتأثر بمعدل النمو الاقتصادي للسنة الماضية.

الكلمات المفتاحية : السياسة الاقتصادية - المالية العامة - النفقات العمومية - الإيرادات العامة - سياسة الموازنة - النمو الاقتصادي - البطالة - طريقة (ACP) - النمذجة الاقتصادية - سببية قرينجر - الجزائر .

Abstract: Our research on the use of fiscal policy as a lever for economic growth and therefore a potential tool for reducing unemployment. Traditional and new theoretical debates that are outlined in our thesis show that the appropriate theoretical framework for the treatment of this problem stems from models of endogenous growth including Barro "1990" and its extensions.

The aim of our study was to determine the effect of fiscal policy on economic growth in Algeria, to achieve this we have examined many different models that have addressed this subject, we concluded with econometric modeling that investment spending and defense spending have an influence on economic growth; by against spending for education, health and transport have no influence on economic growth because of the neglect of human capital by the State. Our thesis has also referred to the discovery of the link between economic growth and unemployment, derived results speculate that Algeria's economic growth for the current year has an effect on the unemployment rate in the following year.

Keywords: Economic policy - budgetary policy - economic growth - unemployment - method (ACP) - econometric modelling - Granger causality - Algeria.